



**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE  
LA COLLECTIVITE DE CORSE**

**MOIS DE  
DECEMBRE  
2020**

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DECEMBRE 2020

## SOMMAIRE

*Les contrats, conventions, marchés, actes et documents de toute nature annexés aux délibérations de l'Assemblée de Corse ou du Conseil Exécutif mais non publiés au Recueil des Actes Administratifs peuvent être consultés dans les services et directions concernés.*

### DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE CORSE

#### DELIBERATIONS DE LA COMMISSION PERMANENTE

#### JOURNEE DU 17 DECEMBRE 2020

- Délibération n° 20/183 CP approuvant la modification du rapport d'individualisation des actions de formations destinées aux salariés et chefs d'entreprises 2020 (délibération n° 20/131 CP du 2 octobre 2020).....p22
- Délibération n° 20/184 CP portant modification de la délibération n° 20/127 CP relative au dispositif apprentissage.....p26
- Délibération n° 20/185 CP approuvant le protocole transactionnel entre la Collectivité de Corse et Monsieur Elie CRISTIANI.....p30
- Délibération n° 20/186 CP approuvant la modification de la structure pédagogique générale d'enseignement du second degré pour la rentrée scolaire 2021, et régularisation au titre de la rentrée scolaire 2020.....p33
- Délibération n° 20/187 CP approuvant l'acquisition de boîtiers de connexion aux réseaux Internet et des abonnements afférents au profit des étudiants de l'enseignement supérieur de Corse en situation de précarité numérique.....p38
- Délibération n° 20/188 CP approuvant la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec l'INRAE de Corse années 2020 et 2021 : prise en charge de trois contrats post-doctoraux.....p42
- Délibération n° 20/189 CP autorisant les réévaluations d'opérations routières cofinancées au titre du Plan Exceptionnel d'Investissement (PEI).....p46

- Délibération n° 20/190 CP approuvant la convention relative aux opérations de déneigement sur les anciennes routes départementales 27, 27A et 3.....p49
- Délibération n° 20/191 CP approuvant les conventions de soutien à la SARL KEEP COOL STUDIOS relatives aux projets de création d'un studio d'enregistrement et de mixage professionnel, et d'aménagement de deux salles de montage son aux normes DOLBY ATMOS (programme 4423 - culture investissement).....p52
- Délibération n° 20/192 CP approuvant la stratégie de redéploiement de l'action de la Collectivité de Corse en matière de lecture publique dans les territoires ruraux pour la période 2020-2027 et dans le domaine du livre.....p57
- Délibération n° 20/193 CP approuvant la convention de gestion du revenu de solidarité active conclue entre la Collectivité de Corse et les Caisses d'Allocations Familiales de Corse-du-Sud et de Haute-Corse.....p60
- Délibération n° 20/194 CP approuvant la convention tripartite de partenariat entre la Collectivité de Corse, l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques de Corse (INSEE) et l'Etat, assisté de la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale de Corse (DRJSCS), relative au dossier pauvreté et fragilité sociale dans les EPCI de Corse.....p64
- Délibération n° 20/195 CP portant correction de la délibération de l'Assemblée de Corse n° 20/192 AC du 27 novembre 2020 relative au financement des dispositifs de dépistage organisé des cancers notamment du Centre Régional de Coordination du Dépistage des Cancers de Corse.....p67
- Délibération n° 20/196 CP approuvant la participation à l'aide aux analyses en santé animale ovins/caprins/bovins - laboratoires d'analyses Cismonte et Pumonte de la Collectivité de Corse.....p71
- Délibération n° 20/197 CP approuvant la répartition de l'aide globale allouée au titre du Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT).....p74
- Délibération n° 20/198 CP approuvant les modalités d'ouverture de la maison du site d'A Casa di Roccapina dans le contexte de la crise sanitaire lié à la pandémie Covid-19.....p77
- Délibération n° 20/199 CP portant modification de la délibération n° 20/145 CP du 4 novembre 2020 approuvant le plan d'aménagement de la forêt de Lonca.....p80
- Délibération n° 20/200 CP approuvant le financement d'opérations au bénéfice des services des forestiers sapeurs de la direction de la forêt et de la prévention des incendies.....p83
- Délibération n° 20/201 CP approuvant le réaménagement de ligne de prêts garantis par la Collectivité de Corse à l'Office Public de l'Habitat de la Collectivité de Corse.....p86
- Délibération n° 20/202 CP autorisant l'attribution d'une garantie d'emprunt à la société Erilia pour l'opération « Santa Rita tranche 1 » à Bastia.....p90
- Délibération n° 20/203 CP autorisant l'attribution d'une garantie d'emprunt à la société Erilia pour l'opération « Santa Rita tranche 2 » à Bastia.....p93
- Délibération n° 20/204 CP autorisant l'attribution d'une garantie d'emprunt à Erilia opération Santa Rita 1BIS.....p96
- Délibération n° 20/205 CP approuvant l'attribution d'une garantie d'emprunt à Erilia opération Santa Rita 2BIS.....p99
- Délibération n° 20/206 CP autorisant la prise en charge de l'indemnisation du préjudice subi par la personne SIN2020-18.....p102
- Délibération n° 20/207 CP portant sur le contentieux sur honoraires de Maître LE SON.....p105
- Délibération n° 20/208 CP autorisant la prise en charge de l'indemnisation du préjudice subi par la personne SIN 2020-31.....p108
- Délibération n° 20/209 CP approuvant la reprise sur provisions pour risque contentieux.....p111
- Délibération n° 20/210 CP approuvant la constitution de provisions pour risque contentieux.....p116

- Délibération n° 20/211 CP approuvant le financement d'opérations d'acquisitions de moyens roulants et mécanisés au bénéfice des services des forestiers sapeurs de la direction de la forêt et de la prévention des incendies.....p120
- Délibération n° 20/212 CP approuvant la conclusion d'un bail emphytéotique administratif au profit de l'association « Handicap Dépendance Corse du Sud HD2A » ayant pour objet le troisième étage de l'ex. hôtel des thermes de GUAGNO LES BAINS (COMMUNE D'U PIGHJOLU).....p123
- Délibération n° 20/213 CP approuvant la conclusion d'un bail emphytéotique au profit de l'OPH2C ayant pour objet la gestion du parc de 118 logements de la résidence de Castellucciu.....p127
- Délibération n° 20/214 CP approuvant la prise en charge de l'indemnisation pour préjudice subi par un tiers (SIN 2020-07).....p131
- Délibération n° 20/215 CP portant attribution de l'indemnité forfaitaire pour déplacements à l'intérieur de la commune de résidence administrative.....p134
- Délibération n° 20/216 CP portant sur l'harmonisation des règles de gestion applicables aux personnels dans le cadre de la création de la Collectivité de Corse : temps de travail.....p138
- Délibération n° 20/217 CP approuvant la convention de mise à disposition de personnel de la Maison des Personnes Handicapées de la Collectivité de Corse (MDPHCC).....p142
- Délibération n° 20/218 CP autorisant la signature de l'avenant n° 11 à la convention portant concession pour la création et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à haut débit sur le territoire de la Corse.....p145
- Délibération n° 20/219 CP approuvant l'avenant n° 2 à la convention de délégation de service public relative à l'établissement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à très haut débit FTTH.....p149
- Délibération n° 20/220 CP approuvant la mise à disposition d'un emplacement technique sur le site d'OImeta di Capi Corsu au bénéfice de l'opérateur ORANGE pour les services de collecte hertzienne du site de Faringule dans le cadre du projet "Réseau Haut Débit pour la Corse RHDCOR".....p152

## **DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE CORSE**

### **JOURNEE DU 21 DECEMBRE 2020**

- Délibération n° 20/210 AC prenant acte du rapport d'information relatif au point d'étape du dossier aérien et le contexte « COVID-19 ».....p155
- Délibération n° 20/211 AC prenant acte de la note de situation : synthèse, approche et gestion "COVID" dans le secteur du service public aérien et maritime.....p158
- Délibération n° 20/212 AC approuvant l'opération de confortement des parois rocheuses sur la ligne centrale du réseau ferré - Tranche 8.....p161
- Délibération n° 20/213 AC approuvant la réévaluation de l'opération de régénération de cinq ouvrages métalliques sur le réseau ferré.....p165
- Délibération n° 20/214 AC approuvant l'avenant n° 3 au contrat de concession de l'aéroport d'Aiacciu - Napoleon Bonaparte conclu entre la Collectivité de Corse et la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Aiacciu et de Corse-du-Sud.....p169
- Délibération n° 20/215 AC approuvant l'avenant n° 2 au contrat de concession de l'aéroport de Figari Sud-Corse conclu entre la Collectivité de Corse et la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Aiacciu et de Corse-du-Sud.....p173

- Délibération n° 20/216 AC approuvant l'avenant n° 3 au contrat de concession de l'aéroport de Bastia Poretta conclu entre la Collectivité de Corse et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bastia et de Haute-Corse.....p177
- Délibération n° 20/217 AC approuvant l'avenant n° 2 au contrat de concession de l'aéroport de Calvi Sainte Catherine conclu entre la Collectivité de Corse et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bastia et de Haute-Corse.....p161
- Délibération n° 20/218 AC approuvant l'avenant n° 2 au contrat de concession du port de commerce de Bastia conclu entre la Collectivité de Corse et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bastia et de Haute-Corse.....p185
- Délibération n° 20/219 AC prenant acte du rapport d'information sur le renouvellement des infrastructures portuaires de Bastia.....p189
- Délibération n° 20/220 AC approuvant le règlement des aides sport.....p192
- Délibération n° 20/221 AC approuvant la convention d'objectifs et de moyens avec U Centru di u Sportu e di a Ghjuventu Corsa / Centre du Sport et de la Jeunesse Corse (CSJC).....p196
- Délibération n° 20/222 AC approuvant la passation d'un marché à procédure formalisée relatif à la fourniture d'un simulateur machines au profit du lycée professionnel maritime et aquacole de Bastia.....p200
- Délibération n° 20/223 AC approuvant le projet de création d'un bâtiment de transformation fromagère et charcutière et d'une bergerie au campus Agri Corsica de Sarte Rizzanese.....p204
- Délibération n° 20/224 AC approuvant la convention tripartite et quadriennale d'objectifs et de moyens entre la Collectivité de Corse, la Société Nationale de Programme France Télévisions et l'Etat relative au développement de la chaine Via Stella pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2023.....p208
- Délibération n° 20/225 AC approuvant l'attribution d'une aide financière au bénéfice de la commune de Bastia pour la réalisation d'une étude préparatoire à la candidature Bastia-Corsica au label « capitale européenne de la culture ».....p213

## **DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE CORSE**

### **JOURNEE DU 22 DECEMBRE 2020**

- Délibération n° 20/226 AC approuvant les avenants n° 4 aux conventions conclues entre l'Académie de Corse, Gipacor et la CTC relatives à la mise en oeuvre du grand plan de formation des enseignants du 1er degré pour l'enseignement en langue corse de janvier à juin 2021 dans le cadre du CPER.....p217
- Délibération n° 20/227 AC approuvant le soutien financier 2020 aux médias insulaires Canal Sud Corsica, Télé Paese, Radio Frequenza Nostra et Corsica News.....p225
- Délibération n° 20/228 AC approuvant le contrat de territoire Eau Communauté de communes de la Pieve de l'Ornanu et du Taravu pour une gestion durable des services d'eau potable et d'assainissement et des milieux aquatiques 2020-2023.....p232
- Délibération n° 20/229 AC approuvant la contribution de la Collectivité de Corse aux interventions de relance de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse (RMC).....p236
- Délibération n° 20/230 AC approuvant la réduction de l'enveloppe FEDER prévisionnelle de l'accord cadre relatif au déploiement du fonds de garantie bancaire TPE-PME.....p240
- Délibération n° 20/231 AC approuvant la modification du règlement des aides et des actions sociales et médico-sociales de Corse.....p244
- Délibération n° 20/232 AC approuvant l'attribution d'un complément financier à l'aide exceptionnelle de fin d'année 2020 - majoration de « la prime de Noël » versée aux personnes en situation de précarités.....p248

- Délibération n° 20/233 AC approuvant l'internalisation des fonds de solidarité pour le logement.....p251
- Délibération n° 20/234 AC approuvant le dispositif CREA'IMPRESSE : accompagnement pour la création et la reprise d'entreprise pour les personnes sans emploi ou rencontrant des difficultés d'insertion en Corse.....p255
- Délibération n° 20/235 AC adoptant la décision modificative n° 4 du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020.....p260
- Délibération n° 20/236 AC approuvant l'avenant n° 2 du Contrat de Plan Etat – Collectivité Territoriale de Corse 2015-2020.....p264
- Délibération n° 20/237 AC approuvant la modification du tableau des effectifs suite aux opérations d'avancement et de promotion.....p267
- Délibération n° 20/238 AC approuvant la modification du tableau des effectifs de la Collectivité de Corse.....p270

## **ARRETES DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE** **JOURNEE DU 01 DECEMBRE 2020**

- Arrêté n°20/1720CE Programme de développement rural de la Corse (PDRC) - Comité de programmation n°2020-30.....p275
- Arrêté n° 20/1721CE Déprogrammation de l'opération CO0011387 'Ateliers de médiation numérique' (Association FabLab Aiacciu Corsica).....p278
- Arrêté n° 20/1722CE Relance de l'hébergement et maintenance du site Mobighjovani et son application.....p281
- Arrêté n° 20/1723CE Rapport concernant l'audit de l'incubateur Inizià.....p283
- Arrêté n° 20/1724CE Rapport d'information : prorogation de la convention d'aide exceptionnelle au fonctionnement de l'association INIZIA adoptée avec le cadre stratégique et opérationnel d'Inizià 2017-2020.....p285
- Arrêté n°20/1725CE Prise en charge du coût des emprunts contractés par la CADEC pour la mise en place d'avances remboursables au profit des entreprises de Corse - annuités 2020.....p287
- Arrêté n° 20/1726CE Convention relative au financement du fonctionnement de l'Institut d'ambulancier de Corse-du-Sud pour l'année 2020.....p290
- Arrêté n° 20/1727CE Affectations de crédits pour les activités du service de la mise en valeur du patrimoine.....p292
- Arrêté n°20/1728CE Affectation des crédits inscrits au programme 3215 Sites ENS Soutien aux partenaires.....p295
- Arrêté n° 20/1729CE Partenariat Réseau CANOPE : désaffectation, réaffectation et individualisation de crédits sur le programme 3132.....p297
- Arrêté n°20/1730CE Désaffectation des subventions et réintégration des crédits au titre des dotations quinquennales 2020-2024 des communes.....p300
- Arrêté n°20/1731CE Programme 2110 'Odark-Développement Rural - programme d'investissement'.....p302
- Arrêté n°20/1732CE Programme 2118 'Odark-Développement Rural - FEADER'.....p304

- Arrêté n° 20/1733CE Désignation du représentant du Président du Conseil Exécutif en vue de présider la commission de délégation de service public dans le cadre de délégation de service public de transport maritime de marchandises et de passagers entre le port de Marseille et les ports corses du 1er mars 2021 au 31 décembre 2022.....p306
- Arrêté n° 20/1734CE Arrêté de désignation de Madame Vanina BORROMEI, conseillère exécutive, pour présider la séance du bureau de l'Office de l'environnement de la Corse prévue le 10 décembre 2020.....p308
- Arrêté n° 20/1735CE Affectations des AP du BP 2020 concernant le service SIGTerritorial.....p310
- Arrêté n° 20/1736CE Renouvellement de la liste nominative des membres du conseil portuaire - activités 'commerce' - du port de Bastia.....p312
- Arrêté n°20/1737CE Programmation d'opérations au titre du PO FEDER-FSE 2014 2020 .....p316
- Arrêté n° 20/1738CE Modification de la subvention attribuée en 2020 à l'Eurl Fabula (Prupia) pour l'organisation du festival LittOral.....p320
- Arrêté n° 20/1739CE Mise en oeuvre du cadre de compensation territorial - CdC-EdF .....p323
- Arrêté n° 20/1740CE Mise en oeuvre du cadre de compensation territorial - Aides à l'installation de systèmes d'eau chaude sanitaire et photovoltaïque.....p326
- Arrêté n° 20/1741CE Contractualisation CPER CDC/ADEME.....p329
- Arrêté n°20/1742CE Centre du Sport et de la Jeunesse Corse (CSJC) : aide à la réalisation, la rénovation et l'acquisition de biens ou d'équipements à vocation sportive.....p332
- Arrêté n° 20/1743CE 7ème individualisation des aides au mouvement associatif pour le domaine de l'Aménagement du Territoire (programme 3131).....p334

## **JOURNEE DU 04 DECEMBRE 2020**

- Arrêté n° 20/1744CE Désignation des membres du comité de sélection et de suivi (CoSS) d'INIZIA-Incubateur de Corse.....p337
- Arrêté n° 20/1745CE Désignation du représentant du Président du Conseil Exécutif en vue de présider la commission de délégation de service public dans le cadre de la prolongation des contrats des concessions aéroportuaires (Ajacciu - Bastia - Calvi - Figari), et portuaire (port de commerce de Bastia).....p339
- Arrêté n° 20/1746CE Affectation de crédits de fonctionnement et d'investissement pour la Direction Générale Adjointe en charge des systèmes d'information, de la communication interne et des ressources humaines.....p341
- Arrêté n° 20/1747CE Mise en œuvre du fonds d'amorçage : nomination du commissaire aux comptes et commissaire aux comptes suppléant de la SAS ALZA, individualisation de la contrepartie régionale au profit de la SAS ALZÀ.....p344
- Arrêté n° 20/1748CE Convention d'occupation temporaire d'usage halieutique portant sur le domaine public du Conservatoire du Littoral.....p347
- Arrêté n°20/1749CE Affectation de crédits sur les programmes 1121 - ex voirie départementale et 1132 - ex voirie territoriale - opérations individualisées.....p349
- Arrêté n°20/1750CE Affectation de crédits sur le programme 1151 - réseau ferré.....p352
- Arrêté n° 20/1751CE Affectation des crédits sur les programmes 1121 (ex voirie départementale) et 1132 (ex voirie territoriale)- opérations génériques.....p354

- Arrêté n° 20/1752CE Affectation des crédits inscrits au programme 3171 - Prévention des Incendies au bénéfice de deux opérations de Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI).....p357
- Arrêté n° 20/1753CE Individualisation des crédits de fonctionnement au bénéfice du Service d'Incendie et de Secours du Cismonte (SIS2B) et du Service d'Incendie et de Secours du Pumonti (SIS2A)- Contribution au fonctionnement 2020.....p359
- Arrêté n° 20/1754CE Modification du montant des subventions suite à erreurs matérielles.....p361
- Arrêté n° 20/1755CE Affectation des crédits de fonctionnement inscrits au programme 3134 au bénéfice du Syndicat d'énergie de la Corse-du-Sud - Part statutaire.....p364
- Arrêté n° 20/1756CE Aide au bénéfice de l'association U Liamu Gravunincu (I Peri).....p366
- Arrêté n° 20/1757CE 8ème Individualisation des aides au mouvement associatif pour le domaine de l'Aménagement du Territoire (programme 3131).....p368
- Arrêté n° 20/1758CE ODARC - Programme 2114 'Odarco-Développement Rural - Opérations Spécifiques'.....p371
- Arrêté n°20/1759CE Renouvellement de la liste nominative des membres du conseil portuaire - activités "pêche et plaisance" - du port de Bastia.....p373
- Arrêté n° 20/1760CE Renouvellement de la liste nominative des membres du conseil portuaire - activités "commerce" du port de l'Isula.....p377
- Arrêté n° 20/1761CE Renouvellement de la liste nominative des membres du conseil portuaire - activités "commerce" - du port de Calvi.....p381
- Arrêté n° 20/1762CE Equipement générale scientifique du second degré au titre de l'année scolaire 2020-2021 des dotations PAESE .....p385
- Arrêté n° 20/1763CE Equipement générale scientifique du second degré au titre de l'année scolaire 2020-2021 lycée de Corti.....p389
- Arrêté n° 20/1764CE Equipement générale scientifique du second degré au titre du budget supplémentaire 2020 du lycée Laetitia Bonaparte .....p391
- Arrêté n° 20/1765CE Equipement générale scientifique du second degré au titre du budget supplémentaire 2020 du lycée Giocante .....p393
- Arrêté n° 20/1766CE Equipement générale scientifique du second degré au titre du budget supplémentaire 2020 de l'établissement privé Saint-Paul .....p395
- Arrêté n° 20/1767CE Equipement générale scientifique du second degré au titre de l'année 2020-2021 .....p397
- Arrêté n° 20/1768CE Fonctionnement des établissements du second degrés .....p402
- Arrêté n° 20/1769CE Fonctionnement des établissements du second degrés .....p404
- Arrêté n° 20/1770CE Accompagnement éducatif territorial « individualisation de crédits au profit du réseau CANOPE » .....p406
- Arrêté n° 20/1771CE Accompagnement éducatif territorial « individualisation de crédits au profit de l'association APARMA ».....p408
- Arrêté n° 20/1772CE Diffusion CST2I .....p410
- Arrêté n° 20/1773CE Participations centres de formation .....p412
- Arrêté n° 20/1774CE Orientation TLV .....p415
- Arrêté n° 20/1775CE Recherche et diffusion .....p418
- Arrêté n° 20/1776CE Orientation TLV .....p421



- Arrêté n° 20/1777CE Accompagnement éducatif territorial .....p423
- Arrêté n° 20/1778CE Accompagnement éducatif territorial .....p426
- Arrêté n° 20/1779CE Orientation TLV .....p429
- Arrêté n° 20/1780CE Bâtiments administratifs .....p431
- Arrêté n° 20/1781CE Musée de la Corse .....p433

### **JOURNEE DU 15 DECEMBRE 2020**

- ARRETE N° 20/1782CE - Affittazioni di i crediti di u programma 3218 Mezi tecnici è lugistica - ENS - Sizzioni Investimu - Affectation de crédits - Programme 3218 Moyens techniques et logistique - ENS - Section investissement.....p435
- ARRETE N° 20/1783CE - Affittazioni di crediti - Prugamma 6154 - Mezi tecnici è lugistica /Amministrazioni Ginirali - Sizzioni Investimentu - Affectation de crédits - Programme 6154 - Moyens techniques et logistique / Administration Générale - Section investissement.....p437
- ARRETE N° 20/1785CE - Affittazioni di crediti - prugamma 1122 - Mezi tecnici è lugistica - Rituali stradali Bughjettu principali - Sizzioni funziunamentu - Affectation de crédits - Programme 1122 Moyens techniques et logistique - Voirie Budget principal - Section fonctionnement.....p439
- ARRETE N° 20/1786CE - Affettazione di crediti - Prugamma 3170 - Mezi tecnici è lugistica - SIS2B Sezione funziunamentu - Affectation de crédits - Programme 3170 Moyens techniques et logistique - SIS2B Section fonctionnement.....p442
- ARRETE N° 20/1787CE - Affettazione di crediti - Prugamma 3218 - Mezi tecnici è lugistica - ENS Bugettu principale - Sezione funziunamentu - Affectation de crédits du programme 3218 Moyens techniques et logistique - ENS Budget principal - Section fonctionnement .....p444
- ARRETE N° 20/1788CE - Affittazioni di crediti pà u finanziamentu di i prughjetti di a Dirizzioni di l'accunciamentu è di a trasfurmazioni numerica, missioni Data tarritoriali è sirvizii Usi è Sirvizii, à titulu di l'anni 2021- 2022 - Affectation des crédits pour le financement des projets de la Direction de l'aménagement et de la transformation numérique, mission Data Territoriale et service Usages et Services et au titre des années 2021-2022.....p447
- ARRETE N° 20/1789CE - Attribuzioni di a suvvinzioni di a Cullittività di Corsica à u Cumitatu d'opari sociali (COSCDC) - Individualisation de la subvention de la Collectivité de Corse au bénéfice du Comité d'oeuvres sociales (COSCDC).....p449
- ARRETE N° 20/1790CE - Affittazioni di crediti di funziunamentu pà a Dirizzioni Ginirali Aghjunta in carica di i sistema d'infurmazioni, di a cumunicazioni interna è di i risorsi umani - Affectation de crédits de fonctionnement pour la Direction Générale Adjointe en charge des systèmes d'information, de la communication interne et des ressources humaines.....p451
- ARRETE N° 20/1791CE - Pruduzioni di un ordini di rimborsu di i fondi attribuiti in u quattru di u Prugamma uparaziunali FEDER-FSE 14-20, dopu a piantata di l'attività di a SAS Qwant Music in Aiacciu. - Emission d'un ordre de reversement des fonds attribués au titre du Programme opérationnel FEDER-FSE 14-20 suite à l'arrêt de l'activité de la SAS Qwant Music à Aiacciu.....p453
- ARRETE N° 20/1792CE - Prugamma di sviluppu rurale di a Corsica - Cumitatu di programmazione nu 2020-31 - Programme de développement rural de la Corse (PDRC) - Comité de programmation n°2020-31.....p457
- ARRETE N° 20/1793CE - Prugamma di sviluppu rurale di a Corsica - Cumitatu di programmazione nu 2020-32 - Programme de développement rural de la Corse (PDRC) - Comité de programmation n°2020-32.....p460

- ARRETE N° 20/1794CE - Programma di sviluppu rurale di a Corsica (PDRC - Mudifica di i muntanti di crediti da scumparte à titulu di u FEADER - Programme de développement rural de la Corse (PDRC) - Modification des enveloppes de répartition des crédits du FEADER .....p463
- ARRETE N° 20/1795CE - Affettazione di i crediti chì accorrenu pè a misura d'urgenza Salvezza di u pianu Rilanciu è Salvezza - Affectation des credits necessaires a la mesure d'urgence salvezza ii du plan rilanciu e salvezza.....p466
- ARRETE N° 20/1796CE - Programma di sviluppu rurale di a Corsica (PDRC) - Cumitatu di programmazione nu 2020-33 - Programme de développement rural de la Corse (PDRC) - Comité de programmation n°2020-33 .....p468
- ARRETE N° 20/1797CE - Programmazione di un'operazione di u programma operaziunale FEDER-FSE Corsica 2014-2020 - Programmation d'une opération au titre du PO FEDER-FSE 2014 2020 .....p472
- ARRETE N° 20/1798CE - Stabilita di un pattu quattru à boni di cumanda per risponde à i bisogni di cumunicazione europea in Corsica - Passation d'un accord cadre à bons de commande en vue de répondre aux besoins de communication européenne en Corse .....p475
- ARRETE N° 20/1799CE - Definizione di i reguli di messa in opera di u fondu salvezza II - Définition des regles de mise en œuvre du fonds salvezza .....p478
- ARRETE N° 20/1800CE – Comité de massif (SGCE- Rapport n°4671) .....p480
- ARRETE N° 20/1801CE - Raportu mudificativu in quantu à l'individualizazione di crediti à u benefiziu di l'ASP - Rapport modificatif relatif à l'individualisation de crédits au profit de l'ASP.....p483
- ARRETE N° 20/1802CE – ADEC –Actions régionales entreprises (SGCE –Rapport n° 4619).....p486
- ARRETE N° 20/1803CE - Affettazione di crediti di u programma 4121 edifizii da l'insignamentu à titulu di l'annu 2020 Affectation de crédits sur le programme 4121 bâtiments d'enseignement au titre de l'année 2020.....p488
- ARRETE N° 20/1804CE - Affettazione di crediti rilativi à a mediatizazione di l'infurmazione di primu livellu nantu à a Validazione di l'acquisti di a pratica - Affectation des crédits relatifs à la médiatisation de l'information de premier niveau sur la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) .....p490
- ARRETE N° 20/1805CE - Aiutu eccezzionali di sulidarità à prò di i sculari è studianti di i filieri sanitari è siciali - Aide exceptionnelle de solidarité en faveur des élèves et étudiants des filières sanitaires et sociales.....p492
- ARRETE N° 20/1806CE - Affettazione di crediti rilativi à a Cumunicazione di u Servizi Publicu Territoriale di l'Orientazione - Corsica Orientazione - Affectation des crédits relatifs à la médiatisation du Service Public Territorial de l'Orientation Corsica Orientazione .....p494
- ARRETE N° 20/1807CE - Avenente à u Pattu Regionale d'Investimentu pè e Cumpetenze (PRIC) 2019-2022 - Avenant au Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC) 2019-2022 .....p497
- ARRETE N° 20/1808CE - Suvvinzioni cumplimentari pà u liceu prufiziunali Jules Antonini par via di i danni caghjunati da l'inundazioni di l'11 di ghjugnu di u 2020 in Aiacciu - Subvention complémentaire en raison des dégâts causés au lycée professionnel Jules Antonini par les inondations du 11 juin 2020 à Aiacciu .....p499
- ARRETE N° 20/1809CE - Aiutu à l'ecchippamentu è à u funziunamentu di i prugetti educativi è pedagogichi in u mezu carcerale à titulu di l'annata 2020-2021 - Aide à l'équipement et au fonctionnement des projets éducatifs et pédagogiques en milieu pénitentiaire au titre de l'année 2020-2021.....p501
- ARRETE N° 20/1810CE - Suvvinzioni eccezzionali d'ecchippamentu pà i Cullegghji è i Licei di Corsica in quantu à a missa in opara di u prutucollu sanitariu COVID19 è di l'insignamentu à distanza - Annata sculari 2020-2021 - Subventions exceptionnelles d'équipement pour les Collèges et Lycées de Corse relatives à la mise en œuvre du protocole sanitaire COVID19 et de l'enseignement à distance - Année scolaire 2020-2021.....p504
- ARRETE N° 20/1811CE - Individualisation de crédits de la Mesure 16 'Aides aux étudiants en situation de précarité ou en grande difficulté' du 'Schéma d'aide à la réussite et à la vie étudiante 2019-2023' (Commission écrite du jeudi 10 décembre 2020).....p508

- ARRETE N° 20/1812CE - Individualizzazione di u programma 4411 Patrimoniu mobiliaru è immobiliaru - investmentu - Individualisation du programme 4411 Patrimoine mobilier et immobilier - Investissement .....p510
- ARRETE N° 20/1813CE - Individualizzazione di i crediti di u programma 3215 "SITI ENS - SUSTEGNU DI I PARTINARIII" - Individualisation des crédits du programme 3215 "SITES ENS - SOUTIEN DES PARTENAIRES".....p515
- ARRETE N° 20/1814CE - Individualizzazioni di i crediti di funzionamentu di u programma 3133 Cunitatu di a muntagna corsa - Individualisation des crédits de fonctionnement du programme 3133 Comité de massif.....p517
- ARRETE N° 20/1815CE - Disaffettazione/Riaffettazione di crediti - SIS 2B - RDA Fondu Muntagna - Désaffectation / Réaffectation de crédits - SIS 2B - RDA Fonds Montagne.....p519
- ARRETE N° 20/1816CE - Presa in carica di a tumbera è di u trasportu di carcasse - nuvembe è dicemba 2020- Sindicatu mistu di a tumbera in Corsica. - Prise en charge de l'abattage et des transports de carcasses - novembre et décembre 2020 - Syndicat Mixte de l'Abattage en Corse.....p522
- ARRETE N° 20/1817CE - Affettazione - individualizzazione di l'Autorizzazione d'Ingaggiamentu - Misura transitoria Fondu Muntagna - COVID 19 - Programma 3133 - Affectation et individualisation des Autorisations d'Engagement - Mesure transitoire Fonds Montagne - COVID 19 - Programme 3133.....p524
- ARRETE N° 20/1818CE - Affettazione è individualizzazione di l'autorizzazione di programma - Programma 3133 Fondu Muntagna - Affectation et individualisation des Autorisations de Programme - Programme 3133 Fonds Montagne.....p526
- ARRETE N° 20/1819CE - Affettazione è individualizzazione di l'autorizzazione d'ingaggiamentu - Fondu Muntagna, Programma 3133 - Affectation et individualisation des Autorisations d'Engagement - Fonds Montagne Programme 3133 .....p529
- ARRETE N° 20/1820CE - 2ème Individualisation des crédits à destination des territoires urbains, au titre du dispositif Intempéries et Incendies du règlement d'aides aux communes, intercommunalités et territoires- Service des Politiques Urbaines.....p531
- ARRETE N° 20/1821CE - Lancement d'un appel à projet - Tourisme de Montagne - Comité de Massif .....p533
- ARRETE N° 20/1822CE - Affettazione è individualizzazione di l'Autorizzazione d'ingaggiamentu - Programma 3133 - Salvezza, 1ma individualizzazione - Affectation et individualisation des Autorisations d'Engagement Programme 3133 - Salvezza 1ère individualisation.....p535
- ARRETE N° 20/1823CE - Pruposti d'individualizzazioni di crediti - 4 rtu trimestru 2020- Funzionamentu - Individualisation de crédits - Habitat Logement 4eme trimestre 2020 – Fonctionnement.....p538
- ARRETE N° 20/1824CE - Individualisation de crédits d'investissement - Habitat Logement - Décembre 2020.....p540
- ARRETE N° 20/1825CE - Individualizzazioni di i crediti à titulu di u regulamentu di l'aiuti à i cumuni, l'intercumunalità è i tarritorii : Fondu di Sulidarità Tarritorialii 2020 - 3rza individualizzazioni - Individualisation des crédits au titre du règlement d'aides aux communes, intercommunalités et territoires : Fonds de Solidarité Territoriale 2020 - 3ème individualisation.....p544
- ARRETE N° 20/1826CE - Individualizzazione di i crediti à titulu di u regulamentu di l'aiuti à e cumune, l'intercumunalità è i territorii - Fondu di Territorializzazione (cumuna di Belgudè) - Individualisation des crédits au titre du règlement d'aides aux communes, intercommunalités et territoires - Fonds de Territorialisation (commune de Belgudè).....p546
- ARRETE N° 20/1827CE - Aiutu pà u Centru ospitalieru d'Aiacciu - Prurugazioni (programma 5112) - Aide en faveur du Centre Hospitalier d'Aiacciu - Prorogation (programme 5112).....p548
- ARRETE N° 20/1828CE - Individualizzazioni à u binifizi di "La Maison du Sacré Cœur" - Individualisation au bénéfice de "La Maison du Sacré Cœur".....p550
- ARRETE N° 20/1829CE - Raportu cumplimentari à u raportu 4351 - Association des Paralysés de France Rapport complémentaire au rapport 4351 - Association des Paralysés de France.....p552

- ARRETE N° 20/1830CE - : Individualizzazioni di i suvvinzioni attribuiti à titulu di i cuntratti lucali d'accompagnamentu à a scolarità (CLAS) par l'annata 2020-2021 - Individualisation des subventions servies au titre des contrats locaux d'accompagnement à la scolarité (CLAS) pour l'exercice 2020-2021.....p554
- ARRETE N° 20/1831CE - Quinta individualizzazioni di l'aiuti in quantu à l'acqua è u risanamentu in rilazioni cun l'Agenza di l'acqua - Cinquième individualisation des aides en eau et assainissement en relation avec l'Agence de l'Eau.....p556
- ARRETE N° 20/1832CE - Rinscrizioni di suvvinzioni in quantu à l'acqua è u risanamentu - Réinscription de subventions dans le domaine de l'eau et l'assainissement.....p558
- ARRETE N° 20/1833CE - Aiuti à titulu di u dispositivu "SPORTI'PASS" stagione spurtiva 2020/2021 - Aides au titre du dispositif "SPORTI'PASS" saison sportive 2020/2021.....p560
- ARRETE N° 20/1834CE - Aiuti à i spurtivi di altu livellu - Annata 2019/2020 - Aides aux sportifs de haut niveau - Saison sportive 2019/2020.....p562
- ARRETE N° 20/1835CE - Aiuti pà l'infrastrutturi è l'attrazzi mubiliari spurtivi - Aides aux équipements et mobiliers sportifs.....p564
- ARRETE N° 20/1836CE - 9ma individualizzazioni di l'aiuti à u movimentu associativu in u duminiu di l'Accunciamentu di u Tarritoriu 3131 - 9ème individualisation des aides au mouvement associatif pour le domaine de l'Aménagement du Territoire - programme 3131.....p566
- ARRETE N° 20/1837CE - 10ma individualizzazioni di l'aiuti à u movimentu associativu in quantu à l'accunciamentu di u tarritoriu - Prugramma N3131 - 10ème Individualisation des aides au mouvement associatif pour le domaine de l'Aménagement du Territoire - Programme 3131.....p569
- ARRETE N° 20/1838CE - ODARC - Demande de modification du montant éligible de l'investissement et des postes de dépenses relatif à la convention n° 01M 14598 W 'Promotion des AOP Prisuttu, Coppa di Corsica et Lonzu' - Syndicat de défense et de promotion des charcuteries de Corse 'Salameria Corsa'.....p572
- ARRETE N° 20/1839CE - Cumentu di prugrammazione SAS PIERUCCI -Aiutu pè l'avvalurata di u latte di e splutazione pasturecce, vindutu à e latterie mentre a crisa sanitaria di a COVID-19 - ODARC - Complément de programmation SAS PIERUCCI - Aide à la valorisation du lait des exploitations fermières vendu aux laiteries pendant la crise sanitaire liée à la COVID-19.....p574
- ARRETE N° 20/1840CE - ODARC - Accompagnamentu di i strumenti di l'avvalurata di e fureste è di i prudutti furestieri - ODARC - Accompagnement des outils de valorisation des forêts et des produits forestiers.....p576
- ARRETE N° 20/1841CE - ODARC - Aiutu regionale 2020 'N° 6' - ODARC - Aide régionale 2020 'N° 6'.....p578
- ARRETE N° 20/1842CE - ODARC - Accompagnamentu di i strumenti di l'avvalurata di e fureste è di i prudutti furestieri - ODARC - Accompagnement des outils de valorisation des forêts et des produits forestiers.....p580
- ARRETE N° 20/1843CE - ODARC - Dispositivu d'aiutu territoriale à l'investimenti per l'attrazzera di e cantine di vinicule Lottu Nu 5 - ODARC - Dispositif d'aide territoriale aux investissements d'équipement des caves vinicoles Lot N° 5.....p582
- ARRETE N° 20/1844CE - ODARC - Cambiamentu di beneficiariu - Aiutu pè a valorizzazione di u latte di e splutazione pasturecce vindutu à e latterie mentre a crisa sanitaria in leia cù a COVID-19 - Annullazione di l'arristatu nu 20/1521CE di u 6 d'ottobre di u 2020 - ODARC - Changement de bénéficiaire - Aide à la valorisation du lait des exploitations fermières vendu aux laiteries pendant la crise sanitaire liée à la COVID-19 - Annulation arrêté n°20/1521CE en date du 6 octobre 2020.....p584
- ARRETE N° 20/1845CE - ODARC - Individualizzazione pè u 2020 di i cartulari ritinuti in u quattru di l'AAP ' prugetti pè u sviluppu di e filiere di pruduzione agricula di Corsica ' - PRUGRAMMAZIONE CUMPLEMENTARE nu 5 - ODARC - Individualisation pour l'année 2020 des dossiers retenus dans le cadre de l'AAP 'Projets pour le développement des filières de production agricole de Corse' - PROGRAMMATION COMPLEMENTAIRE n°5.....p586
- ARRETE N° 20/1846CE - ODARC - Cumentu di finanziamentu Franceagrimer - ODARC - Complément financement Franceagrimer.....p588

- ARRETE N° 20/1847CE - ODARC - Ricostituzione di a struttura di pruduzione, Lottu - ODARC - Reconstitution Outil de Production Lot 5.....p590
- ARRETE N° 20/1848CE - Cuncessione pè a stallazione di un situ da i rituali di cumunicazione elettroniche in a foresta territoriale di Bonifatu à u benefiziu di FREE MOBILE - Concession pour l'installation d'un site de réseaux de communications électroniques en forêt territoriale de Bonifatu au profit de FREE MOBILE.....p592
- ARRETE N° 20/1849CE - Designazione di personalità qualificate à u Cunsigliu d'amministrazione di l'Uffiziu fundiaru di a Corsica - Désignation des personnalités qualifiées au Conseil d'Administration de l'Office Foncier de la Corse.....p594
- ARRETE N° 20/1850CE - Arristatu di mudificazioni di l'arristatu ARR1800902CE di u 22 di farraghju di u 2018 mudificatu purtendu numinazioni di i soci di u Cumitatu di Conca di Corsica - Arrêté modifiant l'arrêté ARR1800902CE du 22 février 2018 modifié portant nomination des membres du Comité de Bassin de Corse Conca di Corsica.....p596
- ARRETE N° 20/1851CE - Ringaggiamentu di i crediti relativi à l'aiutu à prò di u Centru Uspitalieru Intercumunale Corti-Tattò - Programma 3131 - Ré-engagement des crédits de l'aide en faveur du Centre Hospitalier Intercommunal Corte-Tattone - Programme 3131.....p599
- ARRETE N° 20/1852CE - 11ma Individualizazioni di l'aiuti à u movimentu assuciativu in u duminu di l'accunciamentu di u tarritoriu (programma 3131) - 11ème Individualisation des aides au mouvement associatif pour le domaine de l'Aménagement du Territoire (programme 3131).....p601
- ARRETE N° 20/1853CE - Designazione di u raprisintante di u Cunsigliu esecutivu di Corsica ind' u Cunsigliu di sorveglianza di u centru ospitalieru di U Castillucciu - Désignation du représentant du Conseil exécutif de Corse au sein du Conseil de surveillance du centre hospitalier de : U Castillucciu.....p604
- ARRETE N° 20/1854CE - Disignazioni di i soci di a Cummissioni Nautica Locali pà u prughjettu di dipulluera di i fondi marini di u portu di navigazioni di scialu Charles Ornano - Désignation des membres de la Commission Nautique Locale pour le projet de dépollution des fonds marins du port de plaisance Charles Ornano.....p606
- ARRETE N° 20/1855CE - Affettazione di crediti - Programma 6154- Mezi tecnici è lugistica / Amministrazione generale - Sezione funziunamentu - Affectation de crédits du programme 6154 Moyens techniques et logistique/Administration générale - Section fonctionnement .....p608
- ARRETE N° 20/1856CE - Affittazioni di crediti pà una missione di valutazioni è d'analisi di a Cullittività di Corsica in materia finanziaria post COVID - Affectation de crédits pour une mission d'assistance et d'analyse de la Collectivité de Corse en matière financière post COVID.....p610
- ARRETE N° 20/1857CE - Programmazioni è mudificazioni d'uparazioni à titulu di u programma uparaziunali FEDER-FSE 2014-2020 - Programmations et modifications d'opérations au titre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 .....p612
- ARRETE N° 20/1858CE - Programmazioni è mudificazioni d'uparazioni à titulu di u programma uparaziunali FEDER-FSE 2014-2020 - Programmation et modification d'opérations au titre du PO FEDER-FSE 2014-2020 .....p616
- ARRETE N° 20/1859CE - Aiuti à i prughjetti di criazioni, à a cumanda publica è à i videarti (programma 4423 Cultura- Investimentu) è Borse da Ghjovani Talenti 2020-2021 (programma 4423 Cultura - Funziunamentu).- Aides aux projets de création, à la commande publique et aux vidéo-arts (programme 4423 Culture - Investissement)et Bourses Jeunes Talents 2020-2021 (programme 4423 Culture - Fonctionnement).....p619
- ARRETE N° 20/1860CE - Aiutu pè l'attrazzera di un laboratoriu culturale dedicatu à u libru è à l'arte plastiche in Campile - Aide à l'équipement d'un laboratoire culturel dédié au livre et aux arts plastiques à Campile.....p622
- ARRETE N° 20/1861CE - Pruposta di prurugazione di suvvenzione in u 2021 per via di a crisa sanitaria - Programma 4423 Cultura - Funziunamentu - Proposition de reports de subventions en 2021 pour cause de crise sanitaire Covid-19 - Programme 4423 Culture – Fonctionnement.....p624

- ARRETE N° 20/1862CE - Prurugazione per avenente fin'à u 2021 di e cunvenzione plurianninche di sustegnu à e strutture culturale 2017-2020 è individualizazione di u prugramma 4423 Cultura- Funziunamentu - Prorogation par avenant jusqu'en 2021 des conventions pluriannuelles de soutien aux structures culturelles 2017-2020 et individualisation du programme 4423 Culture – fonctionnement.....p628
- ARRETE N° 20/1863CE - Attribuzioni di suvvinzioni cumplimentari è eccizzionali di funziunamentu 2020 à l'associu 'I CHJACHJARONI' - Portivechju - Prugramma 4423 Cultura - Funziunamentu - Attribution de subvention complémentaire et exceptionnelle de fonctionnement 2020 à l'association 'I CHJACHJARONI' - Portivechju - Programme 4423 Culture – Fonctionnement.....p632
- ARRETE N° 20/1864CE - Répartition de crédits inscrits à la rubrique :ORIGINE : B.P + B.S 2020 PROGRAMME : 4423 – INVESTISSEMENT .....p635
- ARRETE N° 20/1865CE - Individualizazioni di crediti di u prugramma 4423 Cultura - Invistimentu à prò di a criazioni sinemà è audiuisivu - 4rtu cumitatu tecnicu sinemà 2020 - Individualisation de crédits du programme 4423 Culture - Investissement en faveur de la création cinématographique et audiovisuelle - 4ième comité technique cinéma 2020.....p638
- ARRETE N° 20/1866CE - approvu di i cunvinzioni d'ughjittivi è di mezi plurianninchi è multipartiti di sustegnu à l'attività culturali di l'associ KVA DIFFUSION et CORSICA.DOC par l'anni 2020 à 2022 - pruposti d'individualizazioni di crediti di u prugramma cultura - funziunamentu – 4423 - Conventions d'objectifs et de moyens pluriannuelles et pluripartites de soutien aux activités culturelles des associations KVA DIFFUSION et CORSICA.DOC pour la période 2020-2022 (programme 4423 Culture fonctionnement) .....p645
- ARRETE N° 20/1867CE - Propositions de report en 2021 de subventions attribuées à des structures culturelles cinéma en raison de la crise sanitaire.....p649
- ARRETE N° 20/1868CE - 2nda individualizazioni 2020 di i crediti da i tarritorii urbani à titulu di u rigulamentu di l'aiuti à i cumuni, l'intercumunalità è i tarritorii - Sirvizii di i Pulitichi Urbani - 2ème individualisation 2020 des crédits à destination des territoires urbains au titre du règlement d'aides aux communes, intercommunalités et territoires-Service des Politiques Urbaines.....p653
- ARRETE N° 20/1869CE - 2nda individualizazioni 2020 di i crediti da i tarritorii urbani à titulu di u dispositivu Cartula urbana di i prugramma cuntrattualizati di u rigulamentu di l'aiuti à i cumuni, l'intercumunalità è i tarritorii - Sirvizii di i Pulitichi Urbani - 2ème individualisation 2020 des crédits à destination des territoires urbains au titre du dispositif Charte urbaine des programmes contractualisés du règlement d'aides aux communes, intercommunalités et territoires - Service des Politiques Urbaines.....p655
- ARRETE N° 20/1870CE - Individualisation des crédits au titre du règlement d'aides aux communes, intercommunalités et territoires- Dotation quinquennale et Dotation école .....p657
- ARRETE N° 20/1871CE - ERRATA Arristatu nu 20/1740 CE di u 1ma di dicembri di u 2020 (liste des bénéficiaires incomplète) - ERRATUM Arrêté n°20/1740 CE du 1er décembre 2020.....p659
- ARRETE N° 20/1872CE - Currezzione di un sbagliu materiale custatatu nantu à i referimenti di un titulu d'incasciu mintuvati in l'arristatu Nu 20/1540CE di u Presidente di u Cunsigliu esecutivu di Corsica - Correction d'une erreur matérielle constatée sur les références d'un titre de recette mentionnées à l'arrêté n°20/1540CE du Président du Conseil exécutif de Corse .....p661
- ARRETE N° 20/1873CE - Prugrammazione di trè operazione ITI di u prugramma operazionale FEDER-FSE Corsica 2014-2020 - Programmation de trois opérations ITI au titre du programme opérationnel FEDER-FSE Corse 2014-2020.....p663
- ARRETE N° 20/1874CE - Soutien au déploiement territorial des actions de Corse Active Pour l'Initiative (CAPI) pour l'exercice 2020 dans le cadre du plan Cors'Eco Solidaire.....p667
- ARRETE N° 20/1875CE - Dotation du fonds d'ingénierie du Dispositif Local d'Accompagnement (DLA) régional Corse 2020 porté par Corse Active Pour l'Initiative (CAPI) dans le cadre du plan de soutien à l'économie sociale et solidaire, Cors' Eco Solidaire 2 et de l'adaptation des aides du dispositif Cors'éco Solidaire 2 en application des orientations du SRDE21 de la Corse.....p669
- ARRETE N° 20/1876CE – Formation supérieures « Projet de partenariat entre la Collectivité de Corse et l'Institut d'Enseignement Supérieur de la Musique Europe et Méditerranée ».....p671

- ARRETE N° 20/1877CE - Approvu di una cunvinzioni plurianninca di sustegnu pà u prughjettu artisticu è culturali di l'associu Musanostra (Bastia) par l'anni 2020 à 2022 - Adoption d'une convention pluriannuelle et pluripartite de soutien au projet artistique et culturel de l'association Musanostra (Bastia) pour la période 2020 – 2022.....p673
- ARRETE N° 20/1878CE - Affectation de crédits pour le projet RACINE (programme 4418 - fonctionnement) .....p676
- ARRETE N° 20/1879CE - Individualisations des crédits du programme 4423 Culture fonctionnement - Ateliers de pratique artistique 2020/2021 .....p678
- ARRETE N° 20/1880CE - Présentation des candidats retenus pour concourir au 'Premiu di à Cullettività di Corsica e Premiu Talentu' (programme 4423 - Culture Fonctionnement) .....p683
- ARRETE N° 20/1881CE - Soutien au déploiement territorial des actions de l'Association Pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) pour l'exercice 2020 dans le cadre du plan Cors'Eco Solidaire 2 .....p686
- ARRETE N° 20/1882CE - Cunfarenza suciali : valorizzazioni di u travaddu d'ussirvazioni di i prezzi da Corsica Statistica - Conférence sociale: valorisation du travail de suivi de prix par Corsica Statistica .....p688
- ARRETE N° 20/1883CE - Répartition de crédits inscrits à la rubrique :ORIGINE : B.S 2020 PROGRAMME : 44390 PATRIMOINE –INVESTISSEMENT.....p691
- ARRETE N° 20/1884CE - Attribuzioni di un aiutu pà a custruzioni di una mediateca cumunali à A Munacia d'Auddè, Attribution d'une aide pour la construction d'une médiathèque communale à A Munacia d'Auddè.....p694
- ARRETE N° 20/1885CE - Affettazione di u fondu Patrimoniu, prugramma 4439 Museu Pasquale PAOLI – Investimentu - Affectation du fonds patrimoine, programme 4439 Musée Pasquale PAOLI – Investissement.....p696
- ARRETE N° 20/1886CE - Désignation des membres avec voix consultative de la commission d'information et de sélection d'appel à projet social ou médico-social.....p698
- ARRETE N° 20/1889CE répartition de crédits inscrits à la rubrique - Moyens Techniques et Logistique – CFM : ORIGINE : B.P 2020 PROGRAMME : 3173 Section Fonctionnement.....p702

## **ARRETES**

### **DIRECTION GENERALE ADJOINTE EN CHARGE DES AFFAIRES SOCIALES ET SANITAIRES.**

- Arrêté n°2020-18254 en date du 14 décembre 2020, autorisant la mise en activité du service d'aide et d'accompagnement à domicile "Per Elli sempre a franc'à voi", SIS lieu-dit l'Ustaria-Mezzavia 20 167 Peri.....p707

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE EN CHARGE DES  
INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS, DE LA MOBILITE ET DES  
BATIMENTS.**

- Permission de voirie n°2020-17410 en date du 30 novembre 2020, autorisant l'exécution de travaux sur le domaine public, sur la RT 54 du PK 10.350 au PK 10.490, commune de Brando.....p710
- Autorisation de voirie n°2020-17411 en date du 30 novembre 2020, sur la RT 20 au PR 104+100, commune de Piedigriaggiu.....p714
- Arrêté n°2020-17449 en date du 01 décembre 2020, portant interdiction de la circulation et du stationnement, sur la RT 10 au PK 8.100.....p717
- Arrêté n°2020-17450 en date du 01 décembre 2020, portant interdiction de la circulation et du stationnement, sur la RD 10B au PK 0.830.....p719
- Arrêté n°2020-17451 en date du 01 décembre 2020, portant interdiction de la circulation et du stationnement, sur la RD 10 au PK 5.780.....p721
- Arrêté n°2020-17462 en date du 02 décembre 2020, portant réglementation de la circulation et du stationnement des véhicules, sur la RD 8 du PK 12.670 au PK 16.040, pour des essais et des entraînements au sens de l'article R 331-18 du Code du sport.....p723
- Arrêté n°2020-17463 en date du 02 décembre 2020, portant interdiction de la circulation et du stationnement, sur la RD 343 du PK 4.570 au PK 12.600.....p725
- Permission de voirie n°2020-17527 en date du 02 décembre 2020, autorisant l'exécution de travaux sur le domaine public, sur la RD 107 au PK 5.640, commune de Lucciana.....p727
- Permission de voirie n°2020-17528 en date du 02 décembre 2020, autorisant un accès à la chaussée, sur la RD 107 au PK 8.400, commune de Lucciana.....p731
- Permission de voirie n°2020-17529 en date du 02 décembre 2020, autorisant l'exécution de travaux sur le domaine public, sur la RD 506 au PK 4.150, commune de Pruno.....p735
- Arrêté n°2020-17718 en date du 03 décembre 2020, portant réglementation de la circulation à tous les véhicules, sur la RT 301 du PK 101.000 au PK 101.500.....p740
- Permission de voirie n° 2020-17873 en date du 03 décembre 2020, autorisant l'accès en amont de la chaussée, sur la RD 247 au PK 0.170, commune de Castifao.....p742
- Permission de voirie n° 2020-17874 en date du 03 décembre 2020, autorisant l'accès en amont de la chaussée, sur la RD 39 au PK 12.050, commune de San Lorenzu.....p746
- Permission de voirie n°2020-17875 en date du 03 décembre 2020, autorisant l'exécution de travaux sur le domaine public, sur les RD 10 et 10 A du PK 4.950 au PK 4.990 et au PK 0.210, commune de Monte....p750
- Permission de voirie n°2020-18000 en date du 07 décembre 2020, autorisant l'exécution de travaux sur le domaine public, sur la RT 17 au PK 9.290 et sur la RT 142 au PK 4.500, commune de Chiatra.....p754
- Permission de voirie n°2020-18001 en date du 07 décembre 2020, autorisant l'exécution de travaux sur le domaine public, arrêté de prorogation de l'arrêté n° 9854 en date du 11 octobre 2019, sur la RT 50 au PK 2+400, commune de Corte.....p758



- Permission de voirie n°2020-18002 en date du 07 décembre 2020, autorisant l'exécution de travaux sur le domaine public, sur la RD 247 au PK 0.180, commune de Castifao.....p760
- Permission de voirie n°2020-18003 en date du 07 décembre 2020, autorisant l'exécution de travaux sur le domaine public, sur la RD 341 du PK 0.230 au PK 4.700, commune de Santa Lucia di Mercurio.....P765
- Arrêté n°2020-18004 en date du 07 décembre 2020, portant réglementation de la circulation, sur la RD 134 du PK 0.400 au PK 0.500.....p770
- Arrêté n°2020-18005 en date du 07 décembre 2020, portant réglementation de la circulation, sur la RD 71 du PK 116.000 au PK 118.500.....p772
- Arrêté n°2020-18006 en date du 07 décembre 2020, portant réglementation de la circulation, sur la RT 10 au PK 97.050.....p774
- Arrêté n°2020-18081 en date du 9 décembre 2020, portant interdiction de la circulation et du stationnement à tous les véhicules sur les RD 13, 71, 81B, 113, 151 et 213.....p776
- Arrêté n°2020-18082 en date du 09 décembre 2020, portant réglementation de la circulation et du stationnement des véhicules, sur la RD 237 du PK 5.900 au PK 7.540 et du PK 7.540 au PK 9.000, pour des essais et des entraînements au sens de l'article R 331-18 du Code du sport.....p779
- Permission de voirie n°2020-18083 en date du 09 décembre 2020, autorisant l'exécution de travaux sur le domaine public, sur la RD 205 au PK 7.430, commune de La Porta.....p782
- Permission de voirie n°2020-18084 en date du 09 décembre 2020, autorisant l'exécution de travaux sur le domaine public, sur la RD 80 au PK 48.018 au PK 48.308 et sur la RD 35 au PK 18.310, au PK 20.700 et au PK 21.020, commune de Centuri.....p786
- Permission de voirie n°2020-18085 en date du 09 décembre 2020, autorisant l'exécution de travaux sur le domaine public, sur la RT 31 au PK 15.790, commune de Santa Maria di Lota.....p790
- Arrêté n°2020-18158 en date du 10 décembre 2020, portant restriction de la circulation à tous les véhicules, sur la RD 151 du PK 1.080 au PK 1.380.....p795
- Arrêté n°2020-18159 en date du 10 décembre 2020, portant réglementation de la circulation et du stationnement des véhicules, sur la RD 12 du PK 0.000 au PK 3.900 et du PK 7.500 au PK 10.800, pour des essais et des entraînements au sens de l'article R 331-18 du Code du sport.....p797
- Arrêté n°2020-18160 en date du 10 décembre 2020, portant réglementation de la circulation et du stationnement, sur la RD 147 au PK 16.200, route de Roggia.....p799
- Arrêté n°2020-18161 en date du 10 décembre 2020, portant réglementation de la circulation et du stationnement des véhicules, sur la RD 363 du PK 4.000 au PK 6.000, pour des essais et des entraînements au sens de l'article R 331-18 du Code du sport.....p801
- Permission de voirie n°2020-18162 en date du 10 décembre 2020, autorisant l'exécution de travaux sur le domaine public, sur la RT 46 du PK 18.840 au PK 19.050, commune de Rapaggio.....p803
- Arrêté n°2020-18189 en date du 11 décembre 2020, portant réglementation de la circulation, sur la RD 82 du PK 10.300 au PK 11.300 à partir du 17 décembre 2020, commune d'Olmetta di Tuda.....p807

- Autorisation de voirie n°2020-18190 en date du 11 décembre 2020, sur la RT 11 au PR 1+161 sens Nord/Sud, commune de Bastia.....p809
- Permission de voirie n°2020-18191 en date du 11 décembre 2020, autorisant l'exécution de travaux sur le domaine public, sur la RD 253 du PK 5.282 au PK 5.300, commune d'Ersa .....p811
- Arrêté n°2020-18223 en date du 14 décembre 2020, portant réglementation de la circulation et du stationnement des véhicules, sur la RD 40, pour des essais et des entraînements au sens de l'article R 331-18 du Code du sport.....p815
- Permission de voirie n°2020-18237 en date du 14 décembre 2020, autorisant l'exécution de travaux sur le domaine public, sur la RT 30 du PK 6.932 au PK 6.935, commune de Lumio.....p818
- Permission de voirie n°2020-18238 en date du 14 décembre 2020, autorisant l'exécution de travaux sur le domaine public, sur la RT 30 du PK 17.220 au PK 17.305, commune de Corbara.....p822
- Autorisation de voirie n°2020-18253 en date du 14 décembre 2020, sur la RT 11 du PR 1+161 au sens Nord/Sud, commune de Bastia.....p827
- Arrêté n°2020-18297 en date du 15 décembre 2020, portant réglementation de la circulation et interdiction du stationnement, sur la RD 147 du PK 0.000 au PK 26.100.....p829
- Arrêté n°2020-18298 en date du 15 décembre 2020, portant réglementation de la circulation et du stationnement des véhicules, sur la RD 239, pour des essais et des entraînements au sens de l'article R 331-18 du Code du sport.....p831
- Permission de voirie n°2020-18394 en date du 17 décembre 2020, autorisant l'implantations temporaires sur le domaine public, sur la RD 151 du PK 33.000 au PK 34.100, commune de Calenzana.....p834
- Permission de voirie n°2020-18395 en date du 17 décembre 2020, autorisant l'exécution de travaux sur le domaine public, sur la RT 17 du PK 22.800 au PK 26.900, communes de Pietricaggio, Perelli d'Alesani et Piazzali.....p837
- Arrêté n°2020-18426 en date du 17 décembre 2020, portant interdiction de la circulation et du stationnement, sur la RD 915 du PK 0.000 au PK 1.000.....p841
- Arrêté n°2020-18427 en date du 17 décembre 2020, portant réglementation de la circulation, sur la RD 244 au PK 4.088.....p843
- Permission de voirie n°2020-18428 en date du 17 décembre 2020, autorisant l'exécution de travaux sur le domaine public, sur la RT 10 du PK 83.400 au PK 84.020, commune de Ghisonaccia.....p845
- Permission de voirie n°2020-18520 en date du 17 décembre 2020, autorisant l'exécution de travaux sur le domaine public, sur la RD 81 au PK 144.000, commune de Calenzana.....p849
- Permission de voirie n°2020-18521 en date du 18 décembre 2020, autorisant l'exécution de travaux sur le domaine public, sur la RD 151 du PK 2.430 au PK 2.450, commune de Corbara.....p854
- Permission de voirie n°2020-18522 en date du 18 décembre 2020, autorisant l'exécution de travaux sur le domaine public, sur la RD 30 au PK 21.166, commune de Corbara.....p857
- Arrêté d'alignement n°2020-18806 en date du 22 décembre 2020, autorisant l'exécution de travaux, sur la RD 431, commune de Santa Maria di Lota.....p860

- Arrêté n°2020-18971 en date du 28 décembre 2020, portant interdiction de la circulation, sur la RT 20 Col de Vizzavona.....p862
- Arrêté n°2020-19021 en date du 30 décembre 2020, portant interdiction de la circulation et limitation de tonnage, sur la RD 42 au PK 6.643, aux véhicules de plus de 3.5 tonnes.....p864
- Arrêté n°2020-19022 en date du 30 décembre 2020, autorisant la mise en place de trois ralentisseurs de type « DOS-D'ANE », sur la RD 16 aux PK 26.810, 26.960 et 27.050.....p866
- Arrêté n°2020-19030 en date du 30 décembre 2020, portant réglementation de la circulation, sur la RD 80, commune de Canari.....p869

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE EN CHARGE DES AFFAIRES FINANCIERES, EUROPEENNES ET DES RELATIONS INTERNATIONNALES.**

- Arrêté n°2020-18210 en date du 10 décembre 2020, portant recours d'une ligne de trésorerie auprès de la Banque Postale.....p873
- Arrêté n°2020-18524 en date du 18 décembre 2020, portant recours à un prêt d'investissement sur l'exercice 2020 auprès du Crédit Agricole de la Corse.....p874

**AVIS CESEC, Décembre 2020**  
**15 décembre 2020 : p877**

- **AVIS 2020-67** relatif au règlement des aides sport
- **AVIS 2020-68** relatif à la convention d'objectifs et de moyens avec le CSJC
- **AVIS 2020-69** relatif à la passation d'un marché à procédure formalisée relatif à la fourniture d'un simulateur machines au profit du lycée professionnel maritime et aquacole de Bastia
- **AVIS 2020-70** relatif au plan territorial de prévention et de gestion des déchets et de l'économie circulaire
- **AVIS 2020-71** relatif à la convention tripartite et quadriennale d'objectifs et de moyens entre la Collectivité de Corse, la Société Nationale de programme France Télévisions, et l'Etat relative au développement de la chaîne Via Stella pour la période du 1er janvier 2020 au décembre 2023
- **AVIS 2020-72** relatif au rapport définissant une stratégie de redéploiement de l'action de la collectivité de corse en matière de lecture publique dans les territoires ruraux pour la période 2020-2027 et dans le domaine du livre
- **AVIS 2020-73** relatif à l'aide financière au bénéfice de la commune de Bastia pour la réalisation d'une étude préparatoire à la candidature Bastia-Corsica au label 'Capitale européenne de la culture
- **AVIS 2020-74** relatif à la modification du règlement des aides et des actions sociales et médico-sociales de Corse
- **AVIS 2020-75** relatif à l'attribution d'un complément financier à l'aide exceptionnelle de fin d'année 2020 - majoration de "la prime de Noël" versée aux personnes en situation de précarités
- **AVIS 2020-76** relatif à l'internalisation des fonds de solidarité pour le logement
- **AVIS 2020-77** relatif au dispositif CREA'IMPRESA : Accompagnement pour la création et la reprise d'entreprise pour les personnes sans emploi ou rencontrant des difficultés d'insertion en Corse

**21 décembre 2020 : p912**

- **AVIS 2020-78** relatif à la réduction de l'enveloppe FEDER prévisionnelle de l'accord cadre relatif au déploiement du fonds de garantie bancaire TPE ;
- **AVIS 2020-79** relatif au pianu Média & Lingua Corsa" : Sustegnu finanziariu 2020 à i media isulani Canal Sud Corsica, Télépaese, Radio Frequenza Nostra è Corsica News;
- **Avis 2020-80** relatif à mudificazioni n<sup>0</sup>4 à i cunvanzioni Accademia di Corsica, GIPACOR è a CDC rilativi à a missa in opara di u gran pianu di furmazioni di l'insignanti di u lmu gradu in lingua corsa, da ghjinnaghju à ghjungnu 2021, in u quadru di u CPER

# **DELIBERATIONS**



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/183 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
APPROUVANT LA MODIFICATION DU RAPPORT D'INDIVIDUALISATION DES  
ACTIONS DE FORMATIONS DESTINEES AUX SALARIES ET CHEFS  
D'ENTREPRISES 2020 (DELIBERATION N° 20/131 CP DU 2 OCTOBRE 2020)**

**CHÌ APPROVA A MUDIFICAZIONI DI U RAPORTU D'INDIVIDUALIZAZIONI DI  
L'AZZIONI DI FURMAZIONI PAR L'IMPIIGATI E I CAPI D'IMPRESI 2020  
(DILIBARAZIONI NU 20/131 CP DI U 2 D'UTTROVI DI U 2020)**

---

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
M. Jean-Martin MONDOLONI à Mme Christelle COMBETTE  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

---

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4421-1 à D. 4425-53,
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août portant nouvelle organisation territoriale de la République - titre VII,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,

- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 6 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire 2020,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/131 CP de la Commission Permanente du 2 octobre 2020 approuvant l'individualisation des actions de formations destinées aux salariés et chefs d'entreprises,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRES** avis de la Commission de l'Education, de la Culture, de la Cohésion Sociale et de la Santé,
- APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (14) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA,

Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

**ARTICLE PREMIER :**

**MODIFIE** la délibération n° 20/131 CP de la Commission Permanente du 2 octobre 2020 ainsi qu'il suit :

**Page 3 :** Actions de formation à destination des salariés et chefs d'entreprises :

La subvention de 52 444 € au bénéfice du Comité régional Corse de la Fédération française de montagne et d'escalade est supprimée.

Une subvention de 41 400 € est attribuée à la Ligue corse de montagne et d'escalade pour la préparation au diplôme d'Etat « accompagnateur en montagne ».

**ARTICLE 2 :**

**DECIDE** de répartir, ainsi qu'il suit, les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : BP 2020

PROGRAMME : 4211

**MONTANT DISPONIBLE.....4 139 038,92 euros**

**MONTANT A DESAFFECTER**

Comité régional Corse de la Fédération française de montagne et d'escalade  
.....52 444,00 euros

**MONTANT A AFFECTER**

Ligue corse de montagne et d'escalade .....41 400,00 euros

**DISPONIBLE A NOUVEAU.....4 150 082,92 euros**

**ARTICLE 4 :**

**APPROUVE** la convention jointe en annexe, et **AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à la signer.

**ARTICLE 3 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.



AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized, somewhat abstract shape.

Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/184 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
PORTANT MODIFICATION DE LA DELIBERATION N° 20/127 CP RELATIVE  
AU DISPOSITIF APPRENTISSAGE**

**CHÌ PORTA MUDIFICAZIONE DI A DELIBERAZIONE NU 20/127 CP RILATIVA  
A U DISPUSITIVU D'AMPARERA**

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
M. Jean-Martin MONDOLONI à Mme Christelle COMBETTE  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L.4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 « pour la liberté de choisir son avenir professionnel »,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,

- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** le contrat de plan de développement de la formation et de l'orientation professionnelle voté par l'Assemblée de Corse en date du 26 octobre 2017,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/127 CP de la Commission Permanente du 2 octobre 2020 approuvant la participation de la Collectivité de Corse au dispositif « APPRENTISSAGE »,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRES** avis de la Commission de la Culture, de l'Education, de la Cohésion Sociale et de la Santé,
- APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (14) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

### **ARTICLE PREMIER :**

**MODIFIE** la délibération n° 20/127 CP de la Commission Permanente du 2 octobre 2020 suite à une erreur matérielle, ainsi qu'il suit :

ORIGINE : BP 2020 PROGRAMME : N° 4211 Fonctionnement

**MONTANT DISPONIBLE**.....9 779 238,61 €

**La territorialisation**

CFA de la Corse-du-Sud (Formations à Portivechju et Pruprià)..... 150 000 €

CFA de la Haute-Corse « Jean-Jacques NICOLAI »  
(Formations en Balagna, Corti et A Ghisunaccia)..... 150 000 €

**Le développement de l'apprentissage pour les travailleurs handicapés**

Association A MURZA.....60 000 €

**Les Olympiades des métiers**

CFA de la Corse-du-Sud.....50 000 €

**Le fond social apprentissage**

Mission Locale d'Aiacciu.....60 000 €

Mission Locale de Bastia.....60 000 €

Mission Locale de Portivechju..... 50 000 €

Mission Locale de Corti.....50 000 €

**Les développeurs de l'apprentissage**

Association Régionale des Missions Locales (ARML)  
(Développement de l'apprentissage par la recherche de contrats et suivi des parcours de  
formation et post-formation)..... 250 000 €

**CFA de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Corse**..... 255 000 €

**MONTANT AFFECTE**..... 1 135 000 €

**DISPONIBLE A NOUVEAU**.....8 644 238,61 €

**ARTICLE 2 :**

Cette nouvelle délibération n'entraîne aucun impact financier supplémentaire.

**ARTICLE 3 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, cursive script that appears to read 'J. Talamoni'.

Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/185 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
APPROUVANT LE PROTOCOLE TRANSACTIONNEL ENTRE LA COLLECTIVITE  
DE CORSE ET MONSIEUR ÉLIE CRISTIANI**

**CHÌ APPROVA U PATTU TRANSAZZIUNALI TRA A CULLITTIVITÀ DI CORSICA E  
U SIGNORI ELIE CRISTIANI**

---

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
M. Jean-Martin MONDOLONI à Mme Christelle COMBETTE  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,

- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (14) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICCIAGGI, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

#### **ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** le protocole transactionnel avec M. Elie CRISTIANI joint en annexe, et

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à le signer.

#### **ARTICLE 2 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à verser la somme

de 20 000 € à M. Elie CRISTIANI, somme imputée sur le programme 4122, opération 4122M002, chapitre 932.

**ARTICLE 3 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI





**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/186 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
APPROUVANT LA MODIFICATION DE LA STRUCTURE PEDAGOGIQUE  
GENERALE D'ENSEIGNEMENT DU SECOND DEGRE POUR LA RENTREE  
SCOLAIRE 2021, ET REGULARISATION AU TITRE DE LA RENTREE  
SCOLAIRE 2020**

**CHÌ APPROVA A MUDIFICAZIONI DI A STRUTTURA PIDAGOGICA GINIRALI DI  
L'INSIGNAMENTU DI U SICONDU GRADU PA A RIINTRATA SCULARI 2021 E  
RIGULARIZZAZIONI A TITULU DI A RIINTRATA SCULARI 2020**

---

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
M. Jean-Martin MONDOLONI à Mme Christelle COMBETTE  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics

locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,

- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,
- APRES** avis de la Commission de l'Education, de la Culture, de la Cohésion Sociale et de la Santé,

#### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (14) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

#### **ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** le présent rapport « Modification de la structure pédagogique générale d'enseignement du second degré pour la rentrée scolaire 2021 et régularisation au titre de la rentrée 2020 ».

#### **ARTICLE 2 :**

**APPROUVE** la modification de la structure pédagogique générale des établissements d'enseignement du second degré pour la rentrée 2021 ainsi que les régularisations au titre de la rentrée 2020 résultant des mesures suivantes :

##### **1- Les poursuites de scolarité :**

- Ouverture à la rentrée 2020 d'une classe de Terminale bilingue langue corse et scientifique - Liceu VINCENSINI (Lycée Technique Paul Vincensini - Bastia)

- Ouverture à la rentrée 2020 d'une classe de 5<sup>ème</sup> Langues d'Europe et Education au Développement Durable (CLEDD) - Collegiu di SAN FIURENZU - Maria Ghjente (Collège Maria Ghjente - San Fiurenz)
- Ouverture à la rentrée 2021 d'une classe de 4<sup>ème</sup> Langues d'Europe et Education au Développement Durable (CLEDD) - Collegiu di SAN FIURENZU - Maria Ghjente (Collège Maria Ghjente - San Fiurenz)
- Ouverture à la rentrée 2021 de la classe de 4<sup>ème</sup> CHAM (Classes à horaires aménagés musique) - Collegiu di CALVI Jean-Félix ORABONA (Collège Calvi)
- Ouverture à la rentrée 2021 de la classe de 3<sup>ème</sup> CHAM (Classes à horaires aménagés musique) - Collegiu di CALVI Jean-Félix ORABONA (Collège Calvi)
- Ouverture à la rentrée 2021 de la 2<sup>nde</sup> année du BTS maintenance des systèmes, option B systèmes énergétiques et fluidiques - Liceu Prufiziunale Jules ANTONINI (Lycée professionnel Jules ANTONINI - Aiacciu)
- Ouverture à la rentrée 2021 de la classe de 2<sup>nde</sup> année de CAP Production et service en restaurations (rapide, collective, cafétéria - ancien CAP Agent Polyvalent de restauration) - EREA Aiacciu (EREA Sanguinaires - Aiacco)

## **2- Les créations de sections nouvelles en collège :**

- Création à la rentrée scolaire 2021, d'une Classe de 6<sup>ème</sup> à Horaires Aménagés « Théâtre » (CHAT) - Collegiu GIRAUD (Collège GIRAUD - Bastia)
- Création à la rentrée scolaire 2021, d'une Classe de 3<sup>ème</sup> à Horaires Aménagés « Théâtre » (CHAT) - Collegiu GIRAUD (Collège GIRAUD - Bastia)
- Création à la rentrée scolaire 2021 d'une section sportive scolaire futsal et football féminin pour les élèves des classes de 6<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> - Collegiu di LUCCIANA (collège Lucciana - Bastia) :
- Création à la rentrée scolaire 2021 d'une classe de 6<sup>ème</sup> SEGPA (section d'enseignement général et professionnel adapté) - Collegiu di PRUPIA Jean Nicoli (Collège de Prupia)
- Création à la rentrée scolaire 2021, d'une classe de 5<sup>ème</sup> SEGPA (section d'enseignement général et professionnel adapté) - Collegiu di PRUPIA Jean Nicoli (Collège de Prupia)

## **3- Les créations de sections nouvelles en lycées et lycées professionnels :**

- Création à la rentrée scolaire 2020 d'une classe de première BAC PRO « Métiers du commerce et de la vente » option B (prospective clientèle et valorisation de l'offre commerciale) - Liceu Prufiziunale Finosello Aiacciu (LP Finosello)
- Ouverture à la rentrée 2021 d'un CAP jardinier paysagiste EREA (Aiacciu)
- Ouverture à la rentrée 2021 d'un BTS Pêche et gestion de l'environnement marin (1<sup>ère</sup> et 2<sup>nde</sup> année) - Liceu marittimu di Bastia (Lycée Professionnel Maritime et Aquacole de Bastia « Jacques Faggianelli »)

### **ARTICLE 3 :**

**PREND ACTE** du différé d'ouverture d'un BTS Tourisme au Lycée privé Saint Paul d'Aiacciu, en raison de l'avis pédagogique défavorable exprimé par les autorités académiques de Corse.

### **ARTICLE 4 :**

**PREND ACTE** des modifications de capacité d'accueil dans les sections professionnelles suivantes, à la rentrée scolaire de 2020 :

**Lycée Professionnel Finosello - Aiacciu :**

Diminution de la capacité d'accueil du CAP Equipier Polyvalent du Commerce (ancien CAP Employé de Vente Spécialisé) qui passe de 24 places à 12 places à la rentrée scolaire 2020.

**Lycée Professionnel Finosello - Aiacciu :**

Diminution de la capacité d'accueil du BAC PRO Assistance à la Gestion des Organisations et de leurs activités (AGOrA) (ancien BAC PRO Gestion administration) qui passe de 36 places à 24 places à la rentrée scolaire 2020.

**Lycée professionnel Fred Scaroni - Bastia :**

Diminution de la capacité d'accueil du CAP Cuisine qui passe de 24 places à 12 places. à la rentrée scolaire 2020

**Lycée professionnel Fred Scaroni - Bastia :**

Augmentation de la capacité d'accueil du BAC PRO Cuisine qui passe de 12 places à 24 places à la rentrée scolaire de 2020.

**Lycée professionnel Fred Scaroni - Bastia :**

Diminution de la capacité d'accueil du CAP Commercialisation et services en hôtel-café-restaurant (CSHCR) qui passe de 24 places à 12 places à la rentrée scolaire 2020.

**Lycée professionnel Fred Scaroni - Bastia :**

Augmentation de la capacité d'accueil du BAC PRO Commercialisation et services en restauration qui passe de 12 places à 24 places à la rentrée scolaire 2020.

**ARTICLE 5 :**

**PREND ACTE** de la mise en place de nouvelles secondes professionnelles communes à une famille de métiers, au titre de la réforme de la voie professionnelle en Lycée à la rentrée scolaire 2021. Ces classes sont déclinées et annexées au présent rapport.

**ARTICLE 6 :**

**PREND ACTE** de la rénovation des diplômes professionnels aux rentrées scolaires 2020 et 2021 déclinée et annexée au présent rapport.

**ARTICLE 7 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized, somewhat abstract shape.

Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/187 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
APPROUVANT L'ACQUISITION DE BOITIERS DE CONNEXION AUX RESEAUX  
INTERNET ET DES ABONNEMENTS AFFERENTS AU PROFIT DES ETUDIANTS  
DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DE CORSE EN SITUATION DE PRECARITE  
NUMERIQUE**

**CHÌ APPROVA L'ACQUISTU DI SCATULINI DI CUNNISSIONI A I RETI INTERNET  
E DI L'ABBUNAMENTI LIGATI A PRUFITTU DI I STUDIANTI DI L'INSEGNAMENTU  
SUPERIORI IN SITUAZIONI DI PRICARITA NUMERICA**

---

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Martin MONDOLONI à Mme Christelle COMBETTE  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à Mme Rosa PROSPERI

**ETAIENT ABSENTS : MM.**

Romain COLONNA, Petr'Antone TOMASI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,

- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 6 novembre 2020 adoptant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**CONSIDERANT** que face à l'ampleur de cette crise sanitaire il en va de la responsabilité de la Collectivité de Corse d'assurer l'environnement numérique nécessaire à la continuité pédagogique,

**SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**APRES** avoir accepté à la majorité de délibérer sur ce rapport selon la procédure d'urgence dans des délais abrégés (10 voix POUR : les représentants des groupes « Femu a Corsica » (3), « Corsica Libera » (3), « Partitu di a Nazione Corsa » (2), « Andà per Dumane » (1) et « La Corse dans la République » (1) ; 2 voix CONTRE : les représentants du groupe « Per l'Avvene »),

#### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (12) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

**ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** le présent rapport « Acquisition de boîtiers de connexion aux réseaux Internet et des abonnements afférents au profit des étudiants de l'enseignement supérieur de Corse en situation de précarité numérique ».

**ARTICLE 2 :**

**APPROUVE** l'affectation de **8 000 €** au dispositif Covid19 - connexion Internet pour les étudiants – acquisition de boîtiers de connexion au titre de l'investissement du programme « 4129 Equipement Général et Scientifique 2<sup>nd</sup> degré » Investissement de la Compétence 412 « Enseignement Secondaire » du Budget Supplémentaire 2020.

**ARTICLE 3 :**

**APPROUVE** l'affectation de **42 000 €** au dispositif Covid19 - connexion Internet pour les étudiants – abonnement aux réseaux Internet au titre de l'investissement du programme « 4129 Equipement Général et Scientifique 2<sup>nd</sup> degré » Fonctionnement de la Compétence 412 « Enseignement Secondaire » du Budget Supplémentaire 2020.

**ARTICLE 4 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à signer les différentes pièces réglementaires relatives à la mise en œuvre de l'« Acquisition de boîtiers de connexion aux réseaux Internet et des abonnements afférents au profit des étudiants de l'enseignement supérieur de Corse en situation de précarité numérique ».

**ARTICLE 5 :**

**DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

**ORIGINE :** BS 2020

**PROGRAMME :** 4129 Equipement Général et Scientifique 2<sup>nd</sup> Degré Investissement

**MONTANT DISPONIBLE :** **499 500 €**

Dispositif Covid19 – Connexion Internet pour les étudiants  
Acquisition de boîtiers de connexion

**MONTANT AFFECTE :** **8 000 €**



**DISPONIBLE A NOUVEAU : 491 500 €**

PROGRAMME : 4129 Equipement Général et Scientifique 2<sup>nd</sup> Degré Fonctionnement

**MONTANT DISPONIBLE : 265 822,22 €**

Dispositif Covid19 – Connexion Internet pour les étudiants  
Abonnement aux réseaux internet

**MONTANT AFFECTE : 42 000 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU : 223 822,22 €**

**ARTICLE 6 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/188 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
APPROUVANT LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE  
MOYENS AVEC L'INRAE DE CORSE ANNEES 2020 ET 2021: PRISE EN  
CHARGE DE TROIS CONTRATS POST-DOCTORAUX**

**CHÌ APPROVA A CUNVINZIONI PLURI ANNUALI D'OBBIETTIVI E DI MEZI CU  
L'INRAE DI CORSICA ANNATI 2020 E 2021, PRESA IN CARICA DI TRE  
CUNTRATTI POSTDUTTURALI**

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
M. Jean-Martin MONDOLONI à Mme Christelle COMBETTE  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie,
- VU** la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche,
- VU** la loi NOTRe n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la

crise sanitaire,

- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** le Schéma de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation « SESRI 2017/2022 » adopté par l'Assemblée de Corse par délibération n° 17/333 AC du 26 octobre 2017,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 6 novembre 2020 adoptant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- VU** le courrier du Président du Centre INRAE de Corse en date du 10 septembre 2020,
- VU** l'arrêté n° 20/1775 CE du Conseil exécutif de Corse en date du 4 décembre 2020 approuvant la modification par prise d'un avenant n° 1 de la convention 17 DESR-SR-92 pluriannuelle d'objectifs et de moyens « prise en charge de deux contrats doctoraux année 2017-2018 » passée entre la Collectivité de Corse et l'INRAE de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRES** avoir accepté à la majorité de délibérer sur ce rapport selon la procédure

d'urgence dans des délais abrégés (12 voix POUR : les représentants des groupes « Femu a Corsica » (4), « Corsica Libera » (4), « Partitu di a Nazione Corsa » (2), « Andà per Dumane » (1) et « La Corse dans la République » (1) ; 2 voix CONTRE : les représentants du groupe « Per l'Avvene »),

**CONSIDERANT** que la loi du 22 janvier 2002 lui confère des prérogatives uniques en matière de développement, de l'enseignement supérieur et de la recherche, la Collectivité de Corse propose depuis plus de 10 ans des dispositifs de soutien aux doctorants et post- doctorants de l'Université de Corse et de l'INRAE de Corse.

**CONSIDERANT** que cette politique volontariste de la Collectivité de Corse s'inscrit dans le cadre de besoins identifiés comme étant des priorités telles que :

- La lutte contre l'érosion du potentiel Recherche et Développement, véritable investissement sur l'avenir ;
- L'appui nécessaire à la dynamisation de l'attractivité de l'INRAE de Corse ;
- Le besoin d'élargir le rayonnement et la visibilité européenne et internationale de l'INRAE de Corse ;
- L'accroissement du nombre de coopérations avec des laboratoires extérieurs sur les thématiques de recherche prioritaires.

La Collectivité de Corse souhaite renouveler son soutien aux jeunes chercheurs, des post-doctorants en l'occurrence, du centre INRAE de Corse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (14) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICCIAGGI, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

### **ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** le présent rapport : convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens INRAE de Corse années 2020 et 2021 : « prise en charge de trois contrats post-doctoraux ».

### **ARTICLE 2 :**

**APPROUVE** l'affectation de 132 000 € au profit du Centre INRAE de Corse au programme 4112 RECHERCHE ET DIFFUSION Fonctionnement.

### **ARTICLE 3 :**

**APPROUVE** le projet de convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens INRAE de Corse années 2020 et 2021 : « prise en charge de trois contrats post-doctoraux ».

**ARTICLE 4 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à signer la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens INRAE de Corse années 2020 et 2021 : « prise en charge de trois contrats post-doctoraux » et les différentes pièces réglementaires autres nécessaires à la bonne réalisation de cette dernière (avenant...).

**ARTICLE 5 :**

**DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : BS 2020  
PROGRAMME : 4112 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR FONCTIONNEMENT

**MONTANT DISPONIBLE.....927 949 Euros**

**MONTANT AFFECTE.....132 000 Euros**

**DISPONIBLE A NOUVEAU .....795 949 Euros**

**ARTICLE 6 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/189 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
AUTORISANT LES REEVALUATIONS D'OPÉRATIONS ROUTIÈRES  
COFINANCÉES AU TITRE DU PLAN EXCEPTIONNEL D'INVESTISSEMENT (PEI)**

**AUTORIZENDU E RIVALUTAZIONI DI UPARAZIONI STRADALI CUFINANZIATI IN  
U QUATRU DI U PIANU ECCIZIUNALI D'INVISTIMENTI (PEI)**

---

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
M. Jean-Martin MONDOLONI à Mme Christelle COMBETTE  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,

- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport de la Commission du Développement Economique, du Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,
- APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (14) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICCIAGGI, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

**ARTICLE PREMIER :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à demander la réduction d'assiette des six opérations inscrites au Plan Exceptionnel d'Investissement, ainsi qu'il suit :

Ex. RD Ex. RT	Intitulés	Montants opérations		Nouveaux montants
		Montants initiaux	Réductions d'assiettes	

Ex. RD 420	Traversée de A Sarra di Scupamena	6 700 000	1 570 000	5 130 000	Solde transmis à la DREAL le 23 octobre 2020
Ex. RD 80	Études de la déviation nord de Bastia	1 150 000	1 150 000	0	Opération abandonnée
Ex. RD 506b	Déviation de Folelli - Partie nord	3 000 000	3 000 000	0	Opération abandonnée
Ex. RT 40	Déviation de Prupjà	29 460 000	3 500 000	25 960 000	Solde transmis à la DREAL le 6/11/2020
Ex. RT 12	Aménagement du carrefour de Furiani	15 000 000	4 450 000	10 550 000	Projet de solde prêt
Ex. RT 11	Aménagement du carrefour de Casatorra	15 000 000	2 500 000	12 500 000	Certificat pour solde prêt
		<b>70 310 000</b>	<b>16 170 000</b>	<b>54 140 000</b>	

**ARTICLE 2 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI





**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/190 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
APPROUVANT LA CONVENTION RELATIVE AUX OPERATIONS  
DE DENEIGEMENT SUR LES ANCIENNES ROUTES DEPARTEMENTALES 27,  
27A ET 3**

**CHÌ APPROVA A CUNVENZIONE RILATIVA A L'OPERAZIONE DI CACCIANEVE  
NANT'A L'EX STRADE DIPARTIMENTALE 27,27A E 3**

---

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
M. Jean-Martin MONDOLONI à Mme Christelle COMBETTE  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics

locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,

- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRES** avis de la Commission du Développement Economique, du Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,
- APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (14) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

### **ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** la convention entre la Collectivité de Corse et la commune de Bastelica relative aux opérations de déneigement des ex. RD 27, 27a et 3, telle que jointe à la présente délibération.

### **ARTICLE 2 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à signer ladite convention.

**ARTICLE 3 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/191 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
APPROUVANT LES CONVENTIONS DE SOUTIEN A LA SARL KEEP COOL  
STUDIOS RELATIVES AUX PROJETS DE CREATION D'UN STUDIO  
D'ENREGISTREMENT ET DE MIXAGE PROFESSIONNEL, ET D'AMENAGEMENT  
DE DEUX SALLES DE MONTAGE SON AUX NORMES DOLBY ATMOS  
(PROGRAMME 4423 CULTURE INVESTISSEMENT)**

**CHÌ APPROVA I CUNVINZIONI DI SUSTEGNU A A SARL KEEP COOL STUDIOS  
RILATIVI A I PRUGHJETTI DI CRIAZIONI DI UN STUDIU D'ARRIGISTRAMENTU  
E DI MISCHJERA PRUFIZIUNALI E A L'APPRUNTERA DI DUI SALI DI MUNTAMU  
SONU CUNFORMI A I NORMI DOLBY ATMOS (PRUGRAMMA 4423 CULTURA  
INVISTIMENTU)**

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
M. Jean-Martin MONDOLONI à Mme Christelle COMBETTE  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

**VU** le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et notamment les articles 107 et 108,

**VU** le règlement n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, aux aides de minimis,

- VU** la communication de la Commission (2013/C 209/01), publiée au JOUE du 23 juillet 2013, relative aux lignes directrices concernant les aides d'Etat à finalité régionale pour la période 2014-2020, et la décision SA.38182 de la Commission du 7 mai 2014 relative à la carte française des aides à finalité régionale pour la période 2014-2020,
- VU** le règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité publié au JOUE du 26 juin 2014,
- VU** le Code général des collectivités territoriales, Titre II, Livre IV, IVème Partie, et notamment les articles L. 1511-1 à L. 1511-5, L. 2252-1, L. 3231-4, L. 4253-1 et L. 5111-4, L. 4253-3 et L. 4211-1, L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** l'article 17 de la loi n° 2002-92 du 22 janvier 2002 permettant à l'Assemblée de Corse de créer des régimes d'aide aux entreprises sous réserve du respect des engagements internationaux de la France,
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Loi NOTRe,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des PME pour la période 2014-2020,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la circulaire du ministre de l'intérieur du 3 juillet 2006 sur la mise en œuvre de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales en ce qui concerne les interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements et ses annexes,
- VU** la circulaire du Premier ministre du 26 janvier 2006 rappelant la réglementation communautaire de la concurrence applicable aux aides

publiques aux entreprises,

- VU** la circulaire du Premier Ministre du 30 novembre 2007 relative à l'application de la réglementation des aides publiques aux entreprises dans les programmes opérationnels des fonds structurels,
- VU** la délibération n° 17/284 AC de l'Assemblée de Corse du 17 septembre 2017 approuvant le nouveau cadre de l'action Culturelle et le nouveau cadre de l'action patrimoniale de la Collectivité Territoriale de Corse,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/068 AC de l'Assemblée de Corse du 24 avril 2020 adoptant le rapport « Vince contra à u COVID-19 »,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 adoptant le budget supplémentaire 2020 de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRES** avis de la Commission de la Culture, de l'Education, de la Cohésion sociale et de la Santé,
- APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,
- CONSIDÉRANT** les prérogatives étendues de la Collectivité de Corse dans le domaine de l'audiovisuel, qui lui sont notamment conférées par l'article L. 4424-6 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- CONSIDÉRANT** les efforts consentis par la Collectivité de Corse pour assurer la promotion, le développement et la structuration d'une filière audiovisuelle et cinématographique en Corse,
- CONSIDÉRANT** les points de convergence entre les enjeux des deux projets de la SARL KEEP COOL STUDIOS et les objectifs propres de la Collectivité de

Corse,

## APRES EN AVOIR DELIBERE

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (14) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICCIAGGI, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

### **ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** le projet de convention de soutien à conclure entre la Collectivité de Corse et SARL KEEP COOL STUDIOS - AIACCIU, relatif à la création d'un studio d'enregistrement et de mixage professionnel aux normes DOLBY ATMOS, tel qu'il figure en annexe de la présente délibération.

### **ARTICLE 2 :**

**APPROUVE** le projet de convention de soutien à conclure entre la Collectivité de Corse et SARL KEEP COOL STUDIOS - AIACCIU, relatif à l'aménagement de deux salles de montage son aux normes DOLBY ATMOS, tel qu'il figure en annexe de la présente délibération.

### **ARTICLE 3 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à signer ces conventions et à conduire toutes procédures afférentes dans la mesure où la Collectivité de Corse en lien avec les services de l'Etat se chargera de l'information auprès de la Commission Européenne.

### **ARTICLE 4 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à signer les éventuels avenants sous réserve qu'ils n'ont pas pour effet d'augmenter les engagements financiers conventionnellement prévus.

### **ARTICLE 5 :**

**DÉCIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

**ORIGINE : BP + BS 2020**

**PROGRAMME : 4423 Investissement**

**MONTANT DISPONIBLE : .....4 746 020,31 €**

**\* SARL KEEP COOL STUDIO (AIACCIU).....244 194,00 €**  
*Financement de travaux d'équipement et d'aménagement liés à la création d'un studio d'enregistrement et de mixage professionnel aux normes DOLBY ATMOS à*

*Aiacciu. Coût prévisionnel : 813 981 € HT (taux d'intervention : 30 %).  
(Aide accordée sur la base du régime cadre exempté de notification n° SA 39252  
relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020, adopté sur la  
base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014  
de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014)*

**\* SARL KEEP COOL STUDIO (AIACCIU).....160 874,00 €**  
*Financement de travaux d'équipement et d'aménagement liés à l'aménagement de  
deux salles de montage son aux normes DOLBY ATMOS à Aiacciu.  
Coût prévisionnel : 229 821 € HT (taux d'intervention : 70,00 %).  
(Aide accordée sur la base du règlement n° 1407/2013 de la Commission  
européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108, du  
traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, aux aides de minimis)*

**MONTANT AFFECTE : .....405 068,00 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU :.....4 340 952,31 €**

**ARTICLE 6 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes  
administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI





**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/192 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
APPROUVANT LA STRATEGIE DE REDEPLOIEMENT DE L'ACTION  
DE LA COLLECTIVITE DE CORSE EN MATIERE DE LECTURE PUBLIQUE  
DANS LES TERRITOIRES RURAUX POUR LA PERIODE 2020-2027  
ET DANS LE DOMAINE DU LIVRE**

**CHÌ APPROVA A STRATIGIA DI RISTRUTTURAZIONI DI L'AZZIONI  
DI A CULLITTIVITÀ DI CORSICA IN QUANTU A A LITTURA PUBLICA  
IN I TARRITORII CAMPAGNOLI PAR L'ANNI 2020 A 2027 E IN U DUMINIU  
DI U LIBRU**

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
M. Jean-Martin MONDOLONI à Mme Christelle COMBETTE  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie,
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - titre VII - article 133,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,

- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 17/284 AC de l'Assemblée de Corse du 21 septembre 2017 portant adoption d'un nouveau cadre pour l'action culturelle de la Collectivité,
- VU** la délibération n° 18/114 AC de l'Assemblée de Corse du 27 avril 2018 adoptant le règlement des aides pour la Culture,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 18/187 AC de l'Assemblée de Corse portant application du règlement des aides pour la culture de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/068 AC de l'Assemblée de Corse du 24 avril 2020 adoptant le rapport « Vince contra à u COVID-19 »,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 6 novembre 2020 adoptant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,
- VU** l'avis n° 2020-72 du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel de Corse, en date du 15 décembre 2020,
- APRES** avis de la Commission de l'Education, de la Culture, de la Cohésion Sociale et de la Santé,

**CONSIDÉRANT** que le cadre de l'action culturelle de la Collectivité de Corse adopté par l'Assemblée de Corse le 21 septembre 2017 définit six axes majeurs de développement de l'action culturelle de la Collectivité, en cohérence avec les objectifs du plan d'aménagement et de développement durable de la Corse (PADDUC) adopté par l'Assemblée de Corse le 2 octobre 2015 et de son annexe 9 consacrée aux équipements culturels structurants, à savoir :

- donner à chacun la possibilité d'accéder à la Culture dans sa diversité,
- donner aux créateurs la possibilité de créer et de montrer leurs œuvres dans leur diversité,
- favoriser la transmission des pratiques traditionnelles insulaires pour s'ouvrir au monde,
- permettre le rayonnement de la culture corse,
- soutenir la structuration des filières culturelles,
- favoriser la transversalité des politiques culturelles avec d'autres politiques, touristiques, sociales, économiques etc...

**CONSIDÉRANT** que dans le prolongement de ce nouveau cadre d'action, la Collectivité de Corse a la volonté de se doter d'une stratégie de redéploiement de l'action de la Collectivité de Corse en matière de lecture publique dans les territoires ruraux,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (14) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

#### **ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** la stratégie de redéploiement de l'action de la Collectivité de Corse en matière de lecture publique dans les territoires ruraux pour la période 2020-2027 et dans le domaine du livre.

#### **ARTICLE 2 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/193 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
APPROUVANT LA CONVENTION DE GESTION DU REVENU DE SOLIDARITE  
ACTIVE CONCLUE ENTRE LA COLLECTIVITE DE CORSE ET LES CAISSES  
D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE CORSE-DU-SUD ET DE HAUTE-CORSE**

**CHÌ APPROVA E CUNVINZIONI DI GISTIONI DI U RIVINUTU DI SULIDARITÀ  
ATTIVA, STABILITÀ TRA A CULLITTIVITÀ DI CORSICA E I CASCI  
D'ALLUCAZIONI FAMIGLIALI DI PUMONTI E DI CISMONTE**

---

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
M. Jean-Martin MONDOLONI à Mme Christelle COMBETTE  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

### **LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L. 262-13, L. 262-16, L. 262.25, R. 262.60 à D. 262.64 et R. 262-65,
- VU** la loi n° 2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion,

- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au revenu de solidarité active,
- VU** les décrets n° 2017-122 et 2017-123 du 1<sup>er</sup> février 2017 relatifs à la réforme des minima sociaux,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/005 AC de l'Assemblée de Corse du 9 janvier 2020 approuvant les volets « revenu de solidarité active (RSA) », « aides financières allouées aux bénéficiaires du RSA » et « dispositions générales du pacte territorial d'insertion » du règlement des aides et des actions sociales et médico-sociales de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 6 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de la Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES** avis de la Commission de la Culture, de l'Education, de la Cohésion Sociale et de la Santé,

**APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (14) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

**ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** la convention relative à la gestion du revenu de solidarité active conclue avec les Caisses d'Allocations Familiales de Corse-du-Sud et de Haute-Corse pour une durée de 3 ans, telle que figurant en annexe.

**ARTICLE 2 :**

**PRECISE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Collectivité de Corse (programme 5123, chapitre 9344, fonction 93447, comptes 65171 et 65172).

**ARTICLE 3 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à signer ladite convention, ainsi que l'ensemble des actes à intervenir.

**ARTICLE 4 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, cursive script that appears to read 'J. Talamoni'.

Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/194 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
APPROUVANT LA CONVENTION TRIPARTITE DE PARTENARIAT ENTRE LA  
COLLECTIVITE DE CORSE, L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET  
DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE CORSE (INSEE) ET L'ETAT, ASSISTÉ DE LA  
DIRECTION REGIONALE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA  
COHESION SOCIALE DE CORSE (DRJSCS), RELATIVE AU DOSSIER  
PAUVRETE ET FRAGILITE SOCIALE DANS LES EPCI DE CORSE**

**CHÌ APPROVA A CUNVENZIONE TRIPARTITA DI PARTINARIATU TRA A  
CULLETTIVITA DI CORSICA L'INSEE E U STATU ASSISTATU DA A DIREZIONE  
REGIONALE DI A GIUVENTU, DI U SPORTU E DI A CUESIONE SUCIALE  
RILATIVA A U CARTULARE PUVERTA E FRAGHJULEZZA SUCIALE IN L'EPCI  
DI CORSICA**

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
M. Jean-Martin MONDOLONI à Mme Christelle COMBETTE  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

**VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,

**VU** le Code de la santé publique,



- VU** le Code de l'action sociale et des familles,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 17/076 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mars 2017 approuvant le plan de lutte contre la précarité,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 18/281 AC de l'Assemblée de Corse du 27 juillet 2018 prenant acte du Prughjettu d'azzione sociale 2018-2021 constitutif de la feuille de route relative aux compétences de la Collectivité de Corse en matière d'affaires sociales pour la période 2018-2021,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de la Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRES** avis de la Commission de la Culture, de l'Education, de la Cohésion Sociale et de la Santé,
- APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

## APRES EN AVOIR DELIBERE

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (14) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

### **ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** la convention tripartite de partenariat entre la Collectivité de Corse, l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques de Corse (INSEE) et l'Etat, assisté de la Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de Corse, relative au dossier Pauvreté et fragilité sociale dans les EPCI de Corse, telle que figurant en annexe.

### **ARTICLE 2 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil Exécutif de Corse à signer l'ensemble des actes à venir.

### **ARTICLE 3 :**

Le montant de la prise en charge versé à l'INSEE sera de 6 700 € et sera imputé au programme 5212 de la Collectivité de Corse.

### **ARTICLE 4 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/195 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
PORTANT CORRECTION DE LA DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DE CORSE  
N° 20/192 AC DU 27 NOVEMBRE 2020 RELATIVE AU FINANCEMENT DES  
DISPOSITIFS DE DÉPISTAGE ORGANISÉ DES CANCERS NOTAMMENT DU  
CENTRE RÉGIONAL DE COORDINATION DU DÉPISTAGE DES CANCERS  
DE CORSE**

**CHÌ APPROVA A CURRIZIONI DI SBAGLI MATIRIALI IN CORI DI I DISPUSIZIONI  
DI A DILIBARAZIONI DI L'AC NU 20/192 AC DI U 27 DI NUVEMBRI 2020  
RILATIVA A U FINANZAMENTU DI I DISPUSITIVI DI VISTIGHERA URGANIZATA  
DI I CANCARI, SPICIALMENTIDI U CENTRU RIGHJUNALI DI CUURDINAZIONI DI  
A VISTIGHERA DI I CANCARI DI CORSICA**

---

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
M. Jean-Martin MONDOLONI à Mme Christelle COMBETTE  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie,  
**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, notamment son article 71,

- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 6 novembre 2020 portant adoption du budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/192 AC de l'Assemblée de Corse du 27 novembre 2020 portant approbation de la convention de financement pour l'exercice 2020 du centre régional de coordination du dépistage des cancers de Corse,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,

**CONSIDÉRANT** dans l'intérêt de l'exécution effective de ses obligations légales et, partant, d'une bonne administration de la Collectivité de Corse, la nécessité pour l'Assemblée de Corse d'adopter de nouvelles dispositions réglementaires abrogeant et se substituant à celles disposées par la dernière délibération susvisée en ce qu'elles contenaient des erreurs matérielles,

**SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**APRES** avoir accepté à la majorité de délibérer sur ce rapport selon la procédure d'urgence dans des délais abrégés (12 voix POUR : les représentants des groupes « Femu a Corsica » (4), « Corsica Libera » (4), « Partitu di a Nazione Corsa » (2), « Andà per Dumane » (1) et « La Corse dans la République » (1) ; 2 voix CONTRE : les représentants du groupe « Per l'Avvene »),

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (14) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Christelle

COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

**ARTICLE PREMIER :**

**ABROGE** les dispositions de la délibération n° 20/192 AC approuvant la convention de financement pour l'exercice 2020 du centre régional de coordination du dépistage des cancers de Corse.

**ARTICLE 2 :**

**CONSENT** aux stipulations portées par le projet de convention multipartite, entre l'Agence régionale de santé de Corse, les organismes d'assurance maladie, la Collectivité de Corse et le centre régional de coordination du dépistage des cancers de Corse, relative à l'organisation et au financement des dispositifs de dépistage organisé des cancers, d'une part, et le projet de convention de financement par la Collectivité de Corse et pour l'exercice 2020 du centre régional de coordination du dépistage des cancers de Corse, d'autre part.

**ARTICLE 3 :**

**DONNE MANDAT** au Président du Conseil exécutif de Corse pour signer les projets de convention mentionnés à l'article précédent aux fins d'engager la Collectivité de Corse, d'une part, et tout acte à intervenir dans l'intérêt de l'exécution des obligations contractuelles subséquentes de la Collectivité de Corse, d'autre part.

**PRÉCISE** à cet égard que la contribution financière que la Collectivité de Corse est tenue de servir annuellement au centre régional de coordination du dépistage des cancers de Corse, en vertu de la loi susvisée et dont les modalités et le montant sont précisés par les projets de convention précités, est l'objet de l'autorisation d'engagement n° 2020-5215 (934) assortie d'un montant de 400 000 € et ouverte au budget de la Collectivité de Corse par la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 6 novembre 2020 adoptant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020.

**AUTORISE** à cet effet le Président du Conseil exécutif de Corse à affecter l'autorisation d'engagement sus-évoquée sur le programme 5215/ chapitre 934/ fonction 412/ compte 65748 tel que cela figure dans l'échéancier ci-annexé.

**ARTICLE 4 :**

**INDIVIDUALISE** au titre de l'exercice 2020 l'autorisation d'engagement précitée au bénéfice du Centre régional de coordination du dépistage des cancers de Corse pour un montant de 100 000 €.

**ARTICLE 5 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long tail stroke, positioned above the name of the signatory.

Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/196 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
APPROUVANT LA PARTICIPATION A L'AIDE AUX ANALYSES EN SANTÉ  
ANIMALE OVINS/CAPRINS/BOVINS - LABORATOIRES D'ANALYSES CISMONTE  
ET PUMONTE DE LA COLLECTIVITÉ DE CORSE**

**CHI APPROVA A PARTICIPAZIONE AIUTU PER L'ANALISI SANITARIE  
DI U BESTIAME PECURINU, CAPRUNU È BUIINU - LABURATORII D'ANALISI  
CISMONTE È PUMONTI DI A CULLETTIVITÀ DI CORSICA**

---

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
M. Jean-Martin MONDOLONI à Mme Christelle COMBETTE  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le règlement (UE) 2016/429 du parlement Européen et du conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale (« législation sur la santé animale »),
- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,

- VU** le Code rural et de la pêche maritime, et notamment ses articles R. 641-1 à R. 641-10, l'article L. 202-1 et l'article R. 202-8,
- VU** la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2015-1902 du 30 décembre 2015 relatif aux conditions d'exécution des missions de service public dont sont chargés les laboratoires départementaux d'analyses,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** les domaines d'accréditation COFRAC et l'Agrément DGAL des laboratoires d'analyses de la Collectivité de Corse Cismonte et Pumonté,
- VU** l'arrêté du 10 octobre 2013 fixant les mesures financières relatives à la lutte contre la brucellose ovine et caprine, Texte N° 31 Article 3,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,
- APRES** avis de la Commission du Développement Economique, du Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,
- APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,



## APRES EN AVOIR DELIBERE

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (14) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

### **ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** la participation d'aide à l'élevage corse de l'Office du Développement Agricole et Rural de Corse (ODARC), aux analyses de santé animale, pour un montant de 200 000 € HT.

Les laboratoires d'analyses Cismonte et Pumonte de la Collectivité de Corse présenteront un état récapitulatif des analyses réalisées directement à l'ODARC pour l'année 2021, dont les tarifs sont annexés au présent rapport.

### **ARTICLE 2 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à signer la convention jointe en annexe de la présente délibération, ainsi que l'ensemble des actes à intervenir.

### **ARTICLE 3 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/197 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
APPROUVANT LA REPARTITION DE L'AIDE GLOBALE ALLOUEE AU TITRE  
DU FONDS NATIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (FNADT)**

**CHÌ APPROVA A RIPARTIZIONE DI L'AIUTU TUTALE ATTRIBUITU À U TITULU  
DI U FONDU NAZIUNALI D'ACCUNCIAMENTU DI U TARRITORI(FNADT)**

---

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
M. Jean-Martin MONDOLONI à Mme Christelle COMBETTE  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 1611-4, L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association,
- VU** l'article 9-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, modifié par la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire,
- VU** l'article 25 de la loi n° 2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état

d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,

- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret du 16 août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la circulaire du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations, annexe I, point 4 venant en application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000,
- VU** l'arrêté n° 20/1239 CE du Conseil exécutif de Corse du 26 mai 2020 portant individualisations des aides,
- VU** l'arrêté n° 20/1322 CE du Conseil exécutif de Corse du 23 juin 2020 portant individualisations des aides,
- VU** l'arrêté n° 20/1406 CE du Conseil exécutif de Corse du 28 juillet 2020 portant individualisations des aides,
- VU** l'arrêté n° 20/1409 CE du Conseil exécutif de Corse du 28 juillet 2020 portant individualisations des aides,
- VU** l'arrêté n° 20/1519 CE du Conseil exécutif de Corse du 6 octobre 2020 portant individualisations des aides,
- VU** l'arrêté n° 20/1569 CE du Conseil exécutif de Corse du 20 octobre 2020 portant individualisations des aides,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 18/396 AC de l'Assemblée de Corse du 25 octobre 2018 portant adoption du cadre d'intervention transitoire en faveur du mouvement associatif du domaine « Aménagement du Territoire »,
- VU** la délibération n° 18/462 AC de l'Assemblée de Corse du 29 novembre 2018 approuvant le nouveau dispositif de relations aux associations et du règlement général interne d'intervention d'aides au mouvement associatif
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/068 AC de l'Assemblée de Corse du 24 avril 2020 adoptant le rapport « Vince contr' à u COVID-19 »,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa

Commission Permanente,

- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport de la Commission du Développement Economique, du Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,
- APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A la majorité,

**Ont voté POUR (12) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Isabelle FELICIAGGI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

**Se sont abstenus (2) : Mme et M.**

Christelle COMBETTE, Jean-Martin MONDOLONI

#### **ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** la répartition de l'aide globale allouée au titre du Fonds national d'aménagement du territoire (FNADT) à la Collectivité de Corse d'un montant de 150 000 € sur les projets présentés en annexe et ayant déjà fait l'objet d'une individualisation par le Conseil exécutif de Corse.

#### **ARTICLE 2 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/198 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
APPROUVANT LES MODALITES D'OUVERTURE DE LA MAISON DU SITE  
D'A CASA DI ROCCAPINA DANS LE CONTEXTE DE LA CRISE SANITAIRE LIE  
A LA PANDEMIE COVID-19**

**CHÌ APPROVA I MUDALITÀ D'APARTURA DI A CASA DI SITU DI A CASA  
DI ROCCAPINA IN U CUNTESTU DI A CRISA SANITARIA PAR VIA  
DI A PANDEMIA COVID-19**

---

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
M. Jean-Martin MONDOLONI à Mme Christelle COMBETTE  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,

- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 18/023 AC de l'Assemblée de Corse du 16 janvier 2018 autorisant le Président du Conseil exécutif de Corse à créer, supprimer ou modifier les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la collectivité,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** l'arrêté n° 18-01182 portant création de la régie de recettes d'A casa Di Roccapina,
- VU** la délibération n° 18/259 AC de l'Assemblée de Corse du 26 juillet 2018 approuvant la tarification des prestations et produits proposés à la vente à A Casa di Roccapina,
- VU** la délibération n° 18/389 AC de l'Assemblée de Corse du 25 octobre 2018 approuvant les conditions de gratuité des articles promotionnels d'A Casa di Roccapina,
- VU** la délibération n° 19/460 AC de l'Assemblée de Corse du 19 décembre 2019 portant modification des tarifications applicables par la régie d'A Casa di Roccapina,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRES** avis de la Commission du Développement Economique, du Numérique, de

l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (14) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

**ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** la gratuité des visites de la maison de site A Casa Di Roccapina et de la fermeture de la boutique dans le contexte de crise sanitaire lié à la pandémie de la Covid-19.

Ces mesures s'appliquent depuis le 15 juillet 2020 et cesseront dès que la situation le permettra.

**ARTICLE 2 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/199 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
PORTANT MODIFICATION DE LA DELIBERATION N° 20/145 CP  
DU 4 NOVEMBRE 2020 APPROUVANT LE PLAN D'AMENAGEMENT  
DE LA FORET DE LONCA**

**CHÌ PORTA MUDIFICA DI A DELIBERAZIONE NU 20/145 CP  
DI U 4 DI NUVEMBRE DI U 2020 CHI APPROVA U PIANU D'ASSESTU  
DI A FURESTA DI LONCA**

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
M. Jean-Martin MONDOLONI à Mme Christelle COMBETTE  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie,
- VU** le Code forestier, livre II, titre 1<sup>er</sup>, chapitre II,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des



compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,

- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/145 CP de la Commission Permanente du 4 novembre 2020 approuvant le plan d'aménagement de la forêt de Lonca,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRES** avoir accepté à la majorité, de délibérer sur ce rapport selon la procédure d'urgence dans des délais abrégés, (12 voix POUR : les représentants des groupes « Femu a Corsica » (4), « Corsica Libera » (4), « Partitu di a Nazione Corsa » (2), « Andà per Dumane » (1) et « La Corse dans la République » (1), 2 voix CONTRE : les représentants du groupe « Per l'Avvene »),

#### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (14) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

#### **ARTICLE PREMIER :**

**MODIFIE** l'article 3 de la délibération n° 20/145 CP de la Commission Permanente du 4 novembre 2020 approuvant le plan d'aménagement de la forêt de Lonca comme suit :

« Demande aux services de l'Etat l'application des dispositions du 2° de

l'article L. 122-7 du Code forestier pour l'aménagement de la forêt territoriale de LONCA au titre de la législation propre aux sites Natura 2000, conformément aux dispositions des articles R. 122-23 et R. 122-24 du Code forestier ».

Le reste de la délibération est sans changement.

**ARTICLE 2 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/200 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
APPROUVANT LE FINANCEMENT D'OPERATIONS AU BENEFICE  
DES SERVICES DES FORESTIERS SAPEURS DE LA DIRECTION DE LA FORET  
ET DE LA PREVENTION DES INCENDIES**

**CHÌ APPROVA U FINANZAMENTU D'UPERAZIONI A PRO DI I SERVIZII  
DI ZAPPADORI FURESTAGHJI DI A DIREZIONE DI A FURESTA  
E DI A PRIVENZIONE DI L'INCENDII**

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICCIAGGI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
M. Jean-Martin MONDOLONI à Mme Christelle COMBETTE  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**ETAIT ABSENT : M.**

Pierre POLI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

**VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie,

**VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,

- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 19/366 AC en date du 24 octobre 2019, approuvant le financement d'opérations au bénéfice des services des forestiers-sapeurs de la Direction de la Prévention des Incendies,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,
- APRES** avoir accepté à la majorité, de délibérer sur ce rapport selon la procédure d'urgence dans des délais abrégés, (11 voix POUR : les représentants des groupes « Femu a Corsica » (4), « Corsica Libera » (4), « Partitu di a Nazione Corsa » (1), « Andà per Dumane » (1) et « La Corse dans la République » (1) , 2 voix CONTRE : les représentants du groupe « Per l'Avvene »),

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (13) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

### **ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** le programme modifié d'actions de prévention des incendies, leurs montants prévisionnels et plans de financement, tels que présentés sous forme

de tableaux.

**ARTICLE 2 :**

La délibération initiale susvisée n° 19/366 AC de l'Assemblée de Corse en date du 24 octobre 2019 reste inchangée dans l'ensemble de ses autres dispositions.

**ARTICLE 3 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à signer l'ensemble des actes à intervenir pour la mobilisation des aides financières et le lancement des procédures de consultation des entreprises.

**ARTICLE 4 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/201 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
APPROUVANT LE REAMENAGEMENT DE LIGNE DE PRETS GARANTIS PAR LA  
COLLECTIVITE DE CORSE A L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA  
COLLECTIVITE DE CORSE**

**CHÌ APPROVA U RIASSESTU DI LIGNA D'IMPRESTITI GUARANTITI DA A  
CULLETTIVÀ DI CORSICA À L'UFFIZIU DI L'ABITATU DI A CULLETTIVÀ DI  
CORSICA**

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
M. Jean-Martin MONDOLONI à Mme Christelle COMBETTE  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**ETAIT ABSENTE : Mme**

Rosa PROSPERI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment les articles L. 4253-1 et L. 4253-2,
- VU** l'article 2298 du Code civil,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation

de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,

- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

**CONSIDÉRANT** la demande de l'Office Public de l'Habitat de la Collectivité de Corse (OPH2C), ci-après l'Emprunteur, ayant sollicité de la Caisse des Dépôts et Consignations, qui a accepté le réaménagement selon de nouvelles caractéristiques financières des prêts référencés en annexes à la présente délibération, initialement garantis par la Collectivité de Corse, ci-après le Garant,

**EN CONSÉQUENCE**, le Garant est appelé à délibérer en vue d'apporter sa garantie pour le remboursement desdites Lignes du Prêt Réaménagées,

#### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (13) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI,

Pierre POLI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

### **ARTICLE PREMIER :**

Le Garant réitère sa garantie pour le remboursement de chaque Ligne du Prêt Réaménagée, initialement contractée par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les conditions définies à l'article 2 et référencées à l'Annexe « Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées ».

La garantie est accordée pour chaque Ligne du Prêt Réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'Annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre du prêt réaménagé.

### **ARTICLE 2 :**

Les nouvelles caractéristiques financières des Lignes du Prêt Réaménagées sont indiquées, pour chacune d'entre elles, à l'annexe « Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées » qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant les Lignes du Prêt Réaménagées à taux révisibles indexées sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué auxdites Lignes du Prêt Réaménagées sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque Ligne du Prêt Réaménagée référencée à l'Annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du Livret A au 28 novembre 2019 est de 0,75 %.

### **ARTICLE 3 :**

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale de chaque Ligne du Prêt Réaménagée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, le Garant s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.



**ARTICLE 4 :**

La Collectivité de Corse s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

**ARTICLE 5 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/202 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
AUTORISANT L'ATTRIBUTION D'UNE GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIETE  
ERILIA POUR L'OPERATION « SANTA RITA TRANCHE 1 » A BASTIA**

**AUTORIZENDU L'ATTRIBUZIONE DI UNA GUARANZIA D'IMPRESTITU  
A A SUCETÀ ERILIA PER L'OPERAZIONE « SANTA RITA FASA 1 » IN BASTIA**

---

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
M. Jean-Martin MONDOLONI à Mme Christelle COMBETTE  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4253-1 et L. 4253-2,
- VU** l'article 2298 du Code civil,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics

locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,

- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- VU** la demande de garantie d'emprunt de la société ERILIA auprès de la Collectivité de Corse sollicitant une garantie d'emprunt à hauteur de 50 % pour l'acquisition en VEFA de 52 logements collectifs locatifs sur la commune de BASTIA,
- VU** le contrat de prêt n° 61852 et son avenant en annexe, signés entre la société ERILIA, ci-après l'emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations, ayant pour objet le financement de l'opération « Résidence Santa Rita - Tranche 1 », parc social public, pour l'acquisition en VEFA de 52 logements situés Chemin Macchione 20298 BASTIA, la garantie est apportée aux conditions suivantes,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (14) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

### **ARTICLE PREMIER :**

**ACCORDE** sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 5 667 340 euros souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt n° 61852 et son avenant, constitué de 4 lignes de prêt.

Ledit contrat et son avenant sont joints en annexe et font partie intégrante de la présente délibération.

**ARTICLE 2 :**

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3 :**


La Collectivité de Corse s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

**ARTICLE 4 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/203 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
AUTORISANT L'ATTRIBUTION D'UNE GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIETE  
ERILIA POUR L'OPERATION « SANTA RITA TRANCHE 2 » A BASTIA**

**AUTORIZENDU L'ATTRIBUZIONE DI UNA GUARANZIA D'IMPRESTITU  
A A SUCETÀ ERILIA PER L'OPERAZIONE « SANTA RITA FASA 2 » IN BASTIA**

---

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
M. Jean-Martin MONDOLONI à Mme Christelle COMBETTE  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment les articles L. 4253-1 et L. 4253-2,
- VU** l'article 2298 du Code civil,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics

locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,

- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- VU** la demande de garantie d'emprunt de la société ERILIA auprès de la Collectivité de Corse sollicitant une garantie d'emprunt à hauteur de 50 % pour l'acquisition en VEFA de 50 logements collectifs locatifs dans la commune de Bastia,
- VU** le contrat de prêt n° 61853 et son avenant en annexe, signés entre la société ERILIA, ci-après l'emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations, ayant pour objet le financement de l'opération « Résidence Santa Rita - Tranche 2 », parc social public, pour l'acquisition en VEFA de 50 logements situés Chemin Macchione 20298 BASTIA, la garantie est apportée aux conditions suivantes,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

#### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (14) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

#### **ARTICLE PREMIER :**

**ACCORDE** sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 5 737 320 euros souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt n° 61853 et son avenant, constitué de 4 lignes de prêt.

Ledit contrat et son avenant sont joints en annexe et font partie intégrante de la présente délibération.

**ARTICLE 2 :**

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3 :**

La Collectivité de Corse s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

**ARTICLE 4 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/204 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
AUTORISANT L'ATTRIBUTION D'UNE GARANTIE D'EMPRUNT A ERILA  
OPERATION SANTA RITA 1BIS**

**AUTORIZENDU L'ATTRIBUZIONE DI UNA GUARANZIA D'IMPRESTITU A ERILA  
OPERAZIONE SANTA RITA 1BIS**

---

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
M. Jean-Martin MONDOLONI à Mme Christelle COMBETTE  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, notamment les articles L. 4253-1 et L. 4253-2,
- VU** l'article 2298 du Code civil,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,



- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la demande de garantie d'emprunt de la société ERILIA auprès de la Collectivité de Corse, sollicitant une garantie d'emprunt à hauteur de 50 % pour l'acquisition en VEFA de 52 logements collectifs locatifs dans la commune de Bastia,
- VU** le contrat de prêt n° 109920 en annexe, signé entre : la société ERILIA, ci-après l'emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations, ayant pour objet le financement de l'opération « Résidence Santa Rita – Tranche 1 », parc social public, pour l'acquisition en VEFA de 52 logements situés Chemin Macchione 20298 Bastia,
- VU** la convention relative à la garantie d'emprunt concernant l'opération,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/146 CP de la Commission Permanente du 4 novembre 2020 portant attribution d'une garantie d'emprunt à ERILIA,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRES** avoir accepté à la majorité, de délibérer sur ce rapport selon la procédure d'urgence dans des délais abrégés, (12 voix POUR : les représentants des groupes « Femu a Corsica » (4), « Corsica Libera » (4), « Partitu di a Nazione Corsa » (2), « Andà per Dumane » (1) et « La Corse dans la République » (1), 2 voix CONTRE : les représentants du groupe « Per l'Avvene »),

## **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (14) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

### **ARTICLE PREMIER :**

**ACCORDE** sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 2 833 359 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat

de Prêt n° 109920 constitué de 4 lignes du Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**ARTICLE 2 :**

**APPROUVE** la convention figurant en annexe.

**ARTICLE 3 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à signer cette convention entre la Collectivité de Corse et la société ERILIA.

**ARTICLE 4 :**

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 5 :**

La Collectivité de Corse s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

**ARTICLE 6 :**

Les dispositions de la délibération n° 20/146 CP de la Commission Permanente du 4 novembre 2020 susvisée sont annulées.

**ARTICLE 7 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/205 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
APPROUVANT L'ATTRIBUTION D'UNE GARANTIE D'EMPRUNT A ERILIA  
OPERATION SANTA RITA 2BIS**

**CHI APPROVA L'ATTRIBUZIONE DI UNA GUARANZIA D'IMPRESTITU A ERILA  
PERAZIONE SANTA RITA 2BIS**

---

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
M. Jean-Martin MONDOLONI à Mme Christelle COMBETTE  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, notamment les articles L. 4253-1 et L. 4253-2,
- VU** l'article 2298 du Code civil,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,

- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la demande de garantie d'emprunt de la société ERILIA auprès de la Collectivité de Corse, sollicitant une garantie d'emprunt à hauteur de 50 % pour l'acquisition en VEFA de 50 logements collectifs locatifs dans la commune de Bastia,
- VU** le contrat de prêt n° 109921 en annexe, signé entre : la société ERILIA, ci-après l'emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations, ayant pour objet le financement de l'opération « Résidence Santa Rita – Tranche 2 », parc social public, pour l'acquisition en VEFA de 50 logements situés Chemin Macchione 20298 Bastia,
- VU** la convention relative à la garantie d'emprunt concernant l'opération,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/147 CP de la Commission permanente du 4 novembre 2020 portant attribution d'une garantie d'emprunt à ERILIA,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRES** avoir accepté à la majorité, de délibérer sur ce rapport selon la procédure d'urgence dans des délais abrégés, (12 voix POUR : les représentants des groupes « Femu a Corsica » (4), « Corsica Libera » (4), « Partitu di a Nazione Corsa » (2), « Andà per Dumane » (1) et « La Corse dans la République » (1) , 2 voix CONTRE : les représentants du groupe « Per l'Avvene »),

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (14) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

### **ARTICLE PREMIER :**

**ACCORDE** sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 2 868 662 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt n°109921 constitué de 4 lignes du Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**ARTICLE 2 :**

**APPROUVE** la convention figurant en annexe.

**ARTICLE 3 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à signer cette convention entre la Collectivité de Corse et la société ERILIA.

**ARTICLE 4 :**

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 5 :**

La Collectivité de Corse s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

**ARTICLE 6 :**

Les dispositions de la délibération n° 20/147 CP de la Commission Permanente du 4 novembre 2020 susvisée sont annulées.

**ARTICLE 7 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/206 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
AUTORISANT LA PRISE EN CHARGE DE L'INDEMNISATION DU PREJUDICE  
SUBI PAR LA PERSONNE SIN2020-18**

**AUTORIZENDU A PRESA IN CARICA DI L'INDENNIZAZIONE DI U  
PREGHJUDIZIU FATTU À A PARSONA SIN2020-18**

---

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
M. Jean-Martin MONDOLONI à Mme Christelle COMBETTE  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment son article L. 4421-1,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,

- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- VU** le rapport d'incident en date du 30 juillet 2020 de M. Christian TOMASI, Directeur adjoint Cismonte de la Gestion, de l'Entretien et du Suivi des bâtiments,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (14) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Isabelle FELICIAGGI, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

**ARTICLE PREMIER :**

**DECIDE** de la prise en charge de la réparation du préjudice subi par la personne SIN 2020-18 et le remboursement à l'ordre de la MMA pour un montant de 541,99 euros.

**ARTICLE 2 :**

Le montant de la prise en charge s'élève à 541,99 euros et est effectué à l'ordre de la MMA, et sera imputé sur le programme 6153 du budget de la Collectivité de Corse.

**ARTICLE 3 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI





**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/207 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
PORTANT SUR LE CONTENTIEUX SUR HONORAIRES DE MAÎTRE LE SON**

**CHÌ PORTA NANT'À U CUNTINZIOSU IN QUANTU À UNURARIU  
DI MAESTRU LE SON**

---

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Christelle COMBETTE, Jean-Martin MONDOLONI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment les articles L. 4421-1, L. 4421-3 et L. 4422-29,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,

- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

**CONSIDERANT** que l'article L. 4422-29 du Code général des collectivités territoriales dispose :

« Le Président du Conseil Exécutif représente la Collectivité de Corse en justice et dans tous les actes de la vie civile. Il intente les actions au nom de la collectivité territoriale de Corse en vertu de la décision de l'Assemblée et il peut défendre à toute action intentée contre la collectivité territoriale. Il peut faire tous actes conservatoires et interruptifs de déchéance ou de prescription »,

**CONSIDERANT**, par conséquent, qu'il résulte de ces dispositions que le Président du Conseil Exécutif de Corse peut défendre à toute action intentée contre la Collectivité de Corse, en revanche il ne peut intenter d'action qu'en vertu d'une délibération d'autorisation en justice de l'Assemblée de Corse,

**CONSIDERANT**, qu'il peut en revanche prendre tout acte conservatoire et régulariser le défaut d'autorisation d'ester en justice à tout moment de l'instance (Cour administrative d'appel de Versailles, 2<sup>ème</sup> Chambre, du 24 mars 2005, 02VE00973, inédit au recueil Lebon), et que la régularisation n'entache pas la recevabilité des demandes présentées ou des mémoires produits sans mandat (CAA de Paris, 4<sup>ème</sup> chambre 13PA00487, 10 février 2015),

**CONSIDERANT**, que plusieurs actions en justice ont été engagées à titre conservatoire aux fins de préserver les intérêts et droits de la Collectivité de Corse auprès des juridictions saisies,

**CONSIDERANT**, que dans le cadre d'un contentieux relatif à des honoraires d'avocats, la Collectivité de Corse a été condamnée le 29 juillet 2020 par le Bâtonnier de Paris à verser la somme de 150 000 € TTC à Maître LE SON,

**CONSIDERANT**, que le délai d'appel d'un mois ne permettait pas à l'Assemblée de Corse de délibérer utilement, le recours en appel a été par conséquent déposé à titre conservatoire et le Président du Conseil exécutif de Corse demande l'autorisation

d'intenter cette action en justice,

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

A la majorité,

**Ont voté POUR (11) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Isabelle FELICIAGGI, Nadine NIVAGGIONI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

**S'est abstenu (1) :**

M. François ORLANDI

**ARTICLE PREMIER :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à former appel au nom de la Collectivité de Corse, auprès de la Cour d'Appel de Paris contre la décision du Bâtonnier de Paris en date du 29 juillet 2020 dans le dossier Maître Marc LE SON.

**ARTICLE 2 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à prendre toutes mesures relatives à la procédure précitée.

**ARTICLE 3 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/208 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
AUTORISANT LA PRISE EN CHARGE DE L'INDEMNISATION DU PREJUDICE  
SUBI PAR LA PERSONNE SIN 2020-31**

**AUTORIZENDU A PRESA IN CARICA DI L'INDENNIZAZIONE DI U  
PREGHJUDIZIU FATU À A PARSONA SIN 2020-31**

---

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Christelle COMBETTE, Jean-Martin MONDOLONI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,

- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** le rapport d'incident en date du 6 juin 2019 de M. Ariel RISO, chef d'agence à Bastia, Direction de l'Exploitation Routière Cismonte,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (12) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Isabelle FELICIAGGI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

### **ARTICLE PREMIER :**

**DECIDE** la prise en charge de la réparation du préjudice subi par la personne SIN 2020-31 et le remboursement à l'ordre de la MATMUT pour un montant de 559,53 euros.

### **ARTICLE 2 :**

Le montant de la prise en charge s'élève à 559,53 euros. Il sera effectué à

l'ordre de la MATMUT et imputé sur le programme 6153 du budget de la Collectivité de Corse.

**ARTICLE 3 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/209 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
APPROUVANT LA REPRISE SUR PROVISIONS POUR RISQUE CONTENTIEUX**

**CHÌ APPROVA A RIPRESA NANTU A PRUVISIONI PÀ RISICU CUNTINZIOSU**

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Christelle COMBETTE, Jean-Martin MONDOLONI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,

- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** l'instruction budgétaire M57 applicable à la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 101 du 10 mai 2011 du Conseil Général de la Haute-Corse portant constitution de provisions,
- VU** la délibération n° 116 du 2 octobre 2013 du Conseil Général de la Haute-Corse portant constitution de provisions,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 19/077 AC de l'Assemblée de Corse du 28 mars 2019 portant constitution de provisions au titre du BP 2019,
- VU** la délibération n° 19/280 AC de l'Assemblée de Corse du 26 septembre 2019 portant constitution de provisions au titre du BS 2019,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,

**SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

**CONSIDERANT** l'article L. 4421-1 du Code général des collectivités territoriales.

**CONSIDERANT** les articles L. 4425-29 et D. 4425-35 du Code général des collectivités territoriales,

**CONSIDERANT** les articles L. 4321-1-11 et D. 4321-2 du Code général des collectivités territoriales,

**CONSIDERANT** la disparition des risques contentieux dans plusieurs affaires résultant d'arrêts favorables à la Collectivité de Corse,



**CONSIDERANT** la disparition des risques et charge,

**CONSIDERANT** la réalisation des risques contentieux dans plusieurs affaires résultant d'arrêts défavorables à la Collectivité de Corse,

**CONSIDERANT** que la disparition ou la réalisation du risque implique une reprise sur provisions pour les risques afférents,

**CONSIDERANT** que la Collectivité a procédé entre 2015 et 2017 à l'aménagement du carrefour giratoire de Furiani sur la RT20. La société 18REC02 exploitant un fonds de commerce situé à proximité du carrefour giratoire, estime avoir subi un préjudice lié à ces travaux et a sollicité une indemnisation auprès de la CDC par une réclamation du 31/01/2018,

**CONSIDERANT** la condamnation par jugement en date du 13 février 2020 du Tribunal administratif à verser la somme de 195 005 € augmenté du taux d'intérêt légal réclamée à titre d'indemnisation, 3824.28 € au titre des dépens et 1500 € au titre de l'article L. 761-1 du CJA,

**CONSIDERANT** qu'il avait été constitué provisions à hauteur du risque évalué à 195 005 € mais que l'indemnisation est versée par l'assureur de la Collectivité au titre des garanties souscrites dans le contrat de responsabilité civile,

**CONSIDERANT** que les instances 20REC38, 00REC20-2A relatives à des demandes de réparations au titre de dommages de travaux publics font l'objet d'une prise en charge au titre des garanties souscrites dans le cadre du contrat d'assurance responsabilité civile de la Collectivité de Corse,

**CONSIDERANT** qu'il avait été constitué provision respectivement à hauteur de 196 191 € et 214 597 € et que les indemnisations sont versées par l'assureur au titre des garanties du contrat de responsabilité civile de la collectivité,

**CONSIDERANT** que la Cour Administrative d'Appel par un arrêt n° 18MA 015065 du 4 novembre 2019 a condamné la Collectivité au paiement d'une indemnisation à hauteur de 589 187,36 euros à la SARL 18REC08 suite à la résiliation du marché de transports scolaires ligne 82 passe le 22 août 2014 prononcée par le juge administratif le 4 octobre 2016,

**CONSIDERANT** qu'après analyse d'un avocat aux conseils, la Collectivité n'a pas intérêt à former pourvoi en l'absence de chance de succès et doit procéder au mandatement de l'indemnisation précitée,

**CONSIDERANT** que la Collectivité avait déjà versé la somme de 136 094.11€ sur les 589 187,36 euros dus, il y a lieu de procéder au versement du solde soit 453 093,25 €,

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu par conséquent de procéder à la reprise sur provision constituée à hauteur de 530 322 €,

**CONSIDERANT** que la Collectivité de Corse subrogée dans les droits du Département de la Haute-Corse a introduit un recours le 24 septembre 2013 visant à

fixer définitivement sa dette à l'égard du mandataire liquidateur judiciaire de la société 13REC12,

**CONSIDERANT** que 13REC12 a été condamné par jugement n° 1300799 du tribunal administratif de Bastia du 28 mai 2015 à rembourser le montant de la provision versée en exécution de l'ordonnance n°1300500 du 24 juillet 2013,

**CONSIDERANT** qu'il avait été provisionné à hauteur de 20 000 € par délibération du 2 octobre 2013 du Conseil Départemental de la Haute-Corse,

**CONSIDERANT** que le 4 juin 2010, 11REC99 a présenté une requête en référé devant le tribunal administratif demandant la condamnation de la Collectivité de Corse subrogée dans les droits du Département de la Haute-Corse à verser la provision de 152.965,48 € en paiement des créances relatives à l'exécution d'un marché de location-maintenance d'un parc de photocopieurs, dont elle est cessionnaire, majorée des intérêts contractuels,

**CONSIDERANT** que par ordonnance du 4 juillet 2010, la requête est rejetée au motif que l'interruption des factures par le payeur départemental est survenue en raison de l'absence des exemplaires uniques des lots du marché. Par ordonnance du 4 juillet 2010, la requête est rejetée,

**CONSIDERANT** que ce contentieux est depuis clos, le risque contentieux s'est éteint avec l'ordonnance précitée, il y a lieu de procéder à la reprise de cette provision,

**CONSIDERANT** que trois contrats de prêts structurés ont été conclus par le Département de la Haute-Corse avec 20REC01 :

- Prêt n° MPH269986EUR, signé le 1<sup>er</sup> juin 2010, d'un montant de 15 029 923,65 € d'une durée de 25 ans,
- Prêt n° MPH278363EUR, signé le 29 août 2012, d'un montant de 12 448 698,42 €, d'une durée de 26 ans,
- Prêt n° MPH275237EUR, signé le 25 mai 2011, d'un montant de 12 751 111,24 €, d'une durée de 26 ans et un mois,

**CONSIDERANT** qu'au titre du risque encouru, l'inscription d'une provision semi-budgétaire pour risque et charge d'un montant de deux millions d'euros (2 000 000 €) au budget supplémentaire de 2018 de la Collectivité de Corse avait été provisionnée,

**CONSIDERANT** qu'un protocole transactionnel ayant été convenu entre la Collectivité de Corse et 20REC01 prévoyant un désistement d'instance et l'abandon de la créance au titre des intérêts de retard relatif aux contentieux, il y a lieu de procéder à la reprise de cette provision.

#### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (12) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Isabelle FELICIAGGI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

**ARTICLE PREMIER :**

**DECIDE** de la reprise de la provision pour l'ensemble des contentieux afférents d'un montant total de 3 309 080,48 € sur le compte 7815 » reprise sur provisions sur risques et charges, compte 945 « provisions et autres opérations mixtes » au titre du budget supplémentaire 2020.

**ARTICLE 2 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/210 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
APPROUVANT LA CONSTITUTION DE PROVISIONS POUR RISQUE  
CONTENTIEUX**

**CHÌ APPROVA A CUSTITUZIONI DI PRUVISIONI PÀ RISICU CUNTINZIOSU**

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Christelle COMBETTE, Jean-Martin MONDOLONI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** l'article L. 4425-29 du Code général des collectivités territoriales,
- VU** l'article D. 4425.35 du Code général des collectivités territoriales,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,

- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** l'instruction budgétaire M57 applicable à la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 6 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire 2020,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,
- CONSIDERANT** l'article L. 4421-1 du Code général des collectivités territoriales,
- CONSIDERANT** que les articles L. 4425-29 et D. 4425-35 du Code général des collectivités territoriales rendent obligatoire la constitution de provisions pour risques à hauteur du risque,
- CONSIDERANT** le recensement des charges et risques contentieux résultant de plusieurs recours indemnitaires introduits à l'encontre de la Collectivité de Corse,
- CONSIDERANT** pour information les provisions préalablement constituées (liste détaillée jointe en annexe 1),
- CONSIDERANT** que l'évaluation de leur degré de probabilité de survenance implique une constitution provisions totale à hauteur de 3 377 063 € au titre du BP 2020,

**CONSIDERANT** que l'évaluation de leur degré de probabilité de survenance implique une constitution provisions totale à hauteur de 5 847 900 € au titre du BS,

**CONSIDERANT** que ces montants feront l'objet d'un réajustement annuel en application des dispositions citées infra en fonction de l'évolution du risque.

**1. Provisions au titre du Budget Primitif 2020.**

Référence dossier	Faits	Instance	Montant du risque à provisionner
19REC42	Destitution de fonctions	Conseil d'Etat	113 683 €
20REC70	Annulation de marché conception, mise en œuvre administration maintenance haut débit	Cour Administrative d'Appel de Marseille	284 165 €
20REC34	Recours indemnitaire suite à annulation délibération relative à l'habilitation des établissements sociaux et médico-sociaux	Cour Administrative d'Appel de Marseille	2 979 215 €
<b>TOTAL PROVISIONS</b>			<b>3 377 063 €</b>

**2. Provisions au titre du Budget Supplémentaire 2020.**

Référence dossier	Faits	Instance	Montant du risque à provisionner
20RECXX	Eviction de la procédure de passation carrefour Furiani	Conseil d'Etat	747 900 €
19REC45	Recours indemnitaire versement subvention	TA de Bastia	100 000 €
17 REC02 17REC03	Contentieux indemnitaire DSP maritime	CAA de Marseille	5 000 000 €
<b>TOTAL PROVISIONS</b>			<b>5 847 900 €</b>

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

A la majorité,

**Ont voté POUR (11) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA,

Isabelle FELICIAGGI, Nadine NIVAGGIONI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

**S'est Abstenu (1) : M.**

François ORLANDI

**ARTICLE PREMIER :**

**AUTORISE**, au titre du budget primitif 2020, la constitution des provisions afférentes pour l'ensemble des contentieux d'un montant total de 3 377 063 € sur le compte 6815 « dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement », chapitre 945 « provisions et autres opérations mixtes ».

**ARTICLE 2 :**

**AUTORISE**, au titre du budget supplémentaire 2020, la constitution des provisions afférentes pour l'ensemble des contentieux d'un montant total de 5 847 900 € sur le compte 6815 « dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement », chapitre 945 « provisions et autres opérations mixtes ».

**ARTICLE 3 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/211 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
APPROUVANT LE FINANCEMENT D'OPERATIONS D'ACQUISITIONS DE  
MOYENS ROULANTS ET MECANISES AU BENEFICE DES SERVICES DES  
FORESTIERS SAPEURS DE LA DIRECTION DE LA FORET ET  
DE LA PREVENTION DES INCENDIES**

**CHÌ APPROVA U FINANZIAMENTU DI A COMPRA DI MEZI RUTULANTI È  
MECCANIZATI À U BENEFIZIU DI I SERVIZII DI ZAPPADORI FURESTAGHJI DI A  
DIREZIONE DI A FURESTA È DI A PRIVENZIONE DI L'INCENDII**

---

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Christelle COMBETTE, Jean-Martin MONDOLONI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** le Code forestier, et notamment son article L.133-2,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la



crise sanitaire,

- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** l'arrêté préfectoral 2013-353-0002 du 19 décembre 2013 du Préfet de Corse relatif au Plan de protection des forêts et des espaces naturels contre l'incendie, ainsi que les délibérations n° 13/220 AC de l'Assemblée de Corse du 7 novembre 2013, n° 2013-500 du 2 décembre 2013 du Conseil Départemental de Corse du Sud, n° 406 du 2 octobre 2013 du Conseil Départemental de Haute-Corse approuvant ce même plan,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**APRES** avoir accepté à l'unanimité, de délibérer sur ce rapport selon la procédure d'urgence dans des délais abrégés (12 voix POUR : les représentants des groupes « Femu a Corsica (4) », « Corsica Libera (4) », « Partitu di a Nazione Corsa (2) », « Andà per Dumane (1) » et « La Corse dans la République (1) »

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (12) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Isabelle FELICIAGGI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-

ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

**ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** le programme d'actions de prévention des incendies, leurs montants prévisionnels et plans de financements tels que présentés en annexe.

**ARTICLE 2 :**

**SOLLICITE** une aide financière du FEADER de 31 % des dépenses éligibles des projets.

**ARTICLE 3 :**

**SOLLICITE** l'aide financière de l'Etat – Conservatoire de la Forêt Méditerranéenne 2020, tel que prévue par les notifications transmises par les Direction Départementales des Territoires et de la Mer (DDTM).

**ARTICLE 4 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/212 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
APPROUVANT LA CONCLUSION D'UN BAIL EMPHYTEOTHIQUE  
ADMINISTRATIF AU PROFIT DE L'ASSOCIATION  
« HANDICAP DEPENDANCE CORSE DU SUD HD2A » AYANT POUR OBJET LE  
TROISIÈME ÉTAGE DE L'EX. HÔTEL DES THERMES DE GUAGNO LES BAINS  
(COMMUNE D'U PIGHJOLU)**

**CHÌ APPROVA E CUNCLUSIONI DI UN AFFITTU ANFITEOTICU À U BINIFIZIU DI  
L'ASSOCIU « HANDICAP DEPENDANCE CORSE DU SUD HD2A" IN QUANTU À  
U TERZU PIANU DI L'ANZIANU ALBERGU DI I TERMI DI I BAGNI DI GUAGNU  
(CUMUNA DI U PIGHJOLU)**

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Christelle COMBETTE, Jean-Martin MONDOLONI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L.4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** l'article L. 1311-12 du Code général des collectivités territoriales

relatif au bail emphytéotique administratif,

- VU** les articles L. 1311-9 et L. 4421-4 du Code général des collectivités territoriales relatifs à l'obligation d'obtention de l'avis de valeur du Service local du domaine préalablement à toute cession amiable d'immeuble par une collectivité territoriale,
- VU** l'article L. 1311-13 du Code général des collectivités territoriales habilitant les présidents des collectivités territoriales à recevoir et à authentifier, en vue de leur publication au fichier immobilier, les actes concernant les droits réels immobiliers ainsi que les baux, passés en la forme administrative par ces collectivités,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** le courrier en date du 2 juin 2017 du Directeur du Foyer d'Aide Médicalisé d'i Bagni di Guagnu dépendant de l'association dénommée « Handicap et Dépendance Corse-du-Sud HD2A » sollicitant l'octroi de la jouissance du dernier étage de l'ancien Hôtel des Thermes d'i Bagni di Guagnu (commune d'U Pighjolu), en vue de répondre aux besoins d'organisation interne de sa structure, laquelle est en déficit de locaux administratifs,
- VU** le courrier de M. Président du Conseil exécutif de Corse en date du 9 avril 2020 au moyen duquel celui-ci a consenti à ce Foyer d'Aide Médicalisé dans le cadre du contexte d'urgence sanitaire alors en vigueur une autorisation anticipée d'occupation du dernier niveau de ce bâtiment, cette autorisation étant destinée à permettre à cet établissement de prendre les mesures préventives induites par une contamination éventuelle de ses résidents par l'épidémie de Covid 19,
- VU** l'avis de valeur délivré par le service local du domaine le 25 juillet 2019,

- VU** l'extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration de l'association dénommée « Handicap et Dépendance Corse-du-Sud HD2A » du 10 juin 2020 lors de laquelle le projet de bail emphytéotique administratif proposé par la Collectivité de Corse a été adopté à l'unanimité,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (12) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Isabelle FELICIAGGI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

**ARTICLE PREMIER :**

**DÉCIDE** la conclusion au profit de l'association « Handicap Dépendance HD2A » dont le siège social est à Aiacciu (20090), Fontaine des Prêtres, route d'Alata, d'un bail emphytéotique administratif ayant pour objet le dernier étage de l'ex. Hôtel des Thermes de Guagnu, sis commune d'U Pighjolu (Pumontu), soit le lot de copropriété n° 2 de l'ensemble immobilier cadastré Section B n° 490, 494, 561, 570, 603 et 605.

**ARTICLE 2 :**

**APPROUVE** l'ensemble des clauses et conditions de ce bail, dont le projet est ci-annexé, et notamment le fait qu'il sera conclu pour une durée de 23 années devant commencer à courir le 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour se terminer le 31 décembre 2043.

**ARTICLE 3 :**

**APPROUVE** le montant de la redevance annuelle de ce bail fixée à deux mille euros (2 000 €), conformément à l'avis de valeur délivré le 25 juillet 2019 par le Service local du domaine.

**ARTICLE 4 :**

**AUTORISE** M. Jean BIANCUCCI, en sa qualité de Conseiller exécutif, à signer, au nom et pour le compte de la Collectivité de Corse, l'acte authentique administratif correspondant.

**ARTICLE 5 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/213 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
APPROUVANT LA CONCLUSION D'UN BAIL EMPHYTEOTIQUE AU PROFIT DE  
L'OPH2C AYANT POUR OBJET LA GESTION DU PARC DE 118 LOGEMENTS DE  
LA RÉSIDENCE DE CASTELLUCCIU**

**CHÌ APPROVA A FIRMA DI UN AFFITTU ANFITEOTICU À PRÒ DI L'OPH DI A  
CULLETTIVITÀ DI CORSICA IN QUANTU À A GISTIONI DI U PARCU DI 118  
ALLOGHJI DI A RISIDENZA DI U CASTELLUCCIU**

---

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Christelle COMBETTE, Jean-Martin MONDOLONI, Rosa PROSPERI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** l'article L. 1311-13 du Code général des collectivités territoriales habilitant les présidents des collectivités territoriales à recevoir et à authentifier, en vue de leur publication au fichier immobilier, les actes concernant les droits réels immobiliers ainsi que les baux, passés en

la forme administrative par ces collectivités,

- VU** l'article L. 4421-2 du Code général des collectivités territoriales en vertu duquel la Collectivité de Corse est substituée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 dans l'ensemble des biens, droits et obligations du département de la Corse-du-Sud ainsi que dans tous ses actes et délibérations,
- VU** l'article L. 2221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques aux termes duquel les personnes publiques gèrent librement leur domaine privé selon les règles qui leur sont applicables,
- VU** les articles L. 451-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime régissant le contrat de bail emphytéotique,
- VU** l'article L. 421-5 du Code de la construction et de l'habitation octroyant une compétence régionale aux offices publics de l'habitat,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** l'article 28 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière, relatif aux actes devant obligatoirement être publiés au service chargé de la publicité foncière de la situation des immeubles concernés,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** l'avis de valeur délivré par le service local du domaine le 9 septembre 2019,
- VU** la délibération n° 20/057 AC de l'Assemblée de Corse du 14 février 2020 approuvant la conclusion au profit de l'Office Public de l'Habitat de la Collectivité de Corse (OPH2C) d'un bail emphytéotique ayant pour objet le parc de 118 logements de la Résidence de Castellucciu sis à Aiacciu,



- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- VU** la délibération du conseil d'administration de l'Office Public de l'Habitat de la Collectivité de Corse (OPH2C) en date du 23 octobre 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (11) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Isabelle FELICIAGGI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

**ARTICLE PREMIER :**

**CONFIRME** la délibération n° 20/057 AC adoptée par l'Assemblée de Corse le 14 février 2020 ayant pour objet la conclusion au profit de l'Office Public de l'Habitat de la Collectivité de Corse (OPH2C) d'un bail emphytéotique d'une durée de 70 années ayant pour objet le parc de 118 logements de la Résidence de Castellucciu sis à AIACCIU (Pumonté), sur la parcelle cadastrée Section D n° 220, pour une contenance cadastrale de 04 hectares 08 centiares, moyennant une redevance annuelle de ce bail d'un montant de trente-huit mille euros (38 000 €).

**ARTICLE 2 :**

**APPROUVE** la modification de la date de prise d'effet de ce bail emphytéotique, lequel commencera à courir le 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour se terminer le 31 décembre 2090.

**ARTICLE 3 :**

**CONFIRME** l'autorisation donnée à M. Jean BIANCUCCI, en sa qualité de Conseiller exécutif, à signer, au nom et pour le compte de la Collectivité de Corse, l'acte authentique administratif correspondant.

**ARTICLE 4 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/214 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
APPROUVANT LA PRISE EN CHARGE DE L'INDEMNISATION POUR  
PREJUDICE SUBI PAR UN TIERS (SIN 2020-07)**

**CHÌ APPROVA A PRESA IN CARICA DI L'IDANNIZZAZIONI PÀ UN  
PRAGHJUDIZIU SUBITU DA UN TERZU (SIN 2020-07)**

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Christelle COMBETTE, Jean-Martin MONDOLONI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics

locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,

- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** le rapport d'incident en date du 27 janvier 2020 de M. Edmond CARBONI, chef d'antenne sud, Direction d'exploitation routière Cismonte,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**APRES** avoir accepté à l'unanimité de délibérer sur ce rapport selon la procédure d'urgence dans des délais abrégés (12 voix POUR : les représentants des groupes « Femu a Corsica » (4), « Corsica Libera » (4), « Partitu di a Nazione Corsa » (2), « Andà per Dumane » (1) et « La Corse dans la République » (1),

**CONSIDERANT** qu'en raison des pouvoirs dont la collectivité de Corse se trouve investie lorsqu'un agent qui relève de son autorité, sa responsabilité est engagée même sans faute, pour les dommages causés au tiers par cet agent,

**CONSIDERANT** que le 14 novembre 2019, un nid de poule se trouvant sur la RD 144, au PK 4.500, a provoqué un préjudice matériel, consistant en la crevaison d'un pneu, à SIN 2020-07,

**CONSIDERANT** qu'au titre de l'assurance responsabilité civile contractée par la Collectivité de Corse, SIN 2020-07 sollicite la prise en charge des réparations, soit 80,42 euros et le paiement à l'ordre de la Société d'assurance MMA,

**CONSIDERANT** qu'en cas de sinistre couvert par le contrat responsabilité civile, la franchise à régler par la Collectivité de Corse à la SMACL est d'un montant de 750 euros,

**CONSIDERANT** que le montant des dommages dont il est demandé remboursement à la Collectivité de Corse est inférieur à cette somme, la collectivité règle directement la victime ou son assureur,

**CONSIDERANT** la facture acquittée par SIN 2020-07 attestant des frais engagés pour la réparation du dommage,

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (12) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Isabelle FELICIAGGI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

**ARTICLE PREMIER :**

**DECIDE** de la prise en charge de la réparation du préjudice subi par la personne SIN 2020-07 et le remboursement à son ordre de la somme de 80,42 euros.

**ARTICLE 2 :**

Le montant de la prise en charge s'élève à 80,42 euros, sera effectué à l'ordre de SIN 2020-07 et imputé sur le programme 6153 du budget de la Collectivité de Corse.

**ARTICLE 3 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/215 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
PORTANT ATTRIBUTION DE L'INDEMNITÉ FORFAITAIRE POUR  
DÉPLACEMENTS A L'INTÉRIEUR DE LA COMMUNE  
DE RÉSIDENCE ADMINISTRATIVE**

**PURTENDU ATTRIBUZIONE DI L'INDENNITÀ FURFETTARIA PE I  
SPIAZZAMENTI A L'INTERNU DI A CUMUNA  
DI RESIDENZA AMMINISTRATIVA**

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Christelle COMBETTE, Jean-Martin MONDOLONI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité

du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,

- VU** le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 modifié, fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités et établissements publics relevant de la fonction publique territoriale,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** l'arrêté du 5 janvier 2007 fixant le montant maximum de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 14 du décret précité n° 2001-654 en date du 19 juillet 2001,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- VU** l'avis du comité technique du 30 novembre 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (12) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Isabelle FELICIAGGI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy

TALAMONI, Hyacinthe VANNI

### **ARTICLE PREMIER :**

Il est institué, au profit des personnels titulaires, stagiaires et contractuels de la Collectivité de Corse, l'indemnité forfaitaire annuelle de déplacements concernant les fonctions essentiellement itinérantes (plus de 50 % du temps de travail) qu'ils exercent sur le territoire de la commune de leur résidence administrative.

### **ARTICLE 2 :**

Cette indemnité forfaitaire annuelle, qui s'élèvera à 210 € et suivra les actualisations règlementaires éventuelles, sera versée à terme échu aux agents remplissant les conditions d'activité au sein des services prévus à l'article 3.

### **ARTICLE 3 :**

Le versement de cette indemnité forfaitaire annuelle sera effectué sur la base d'un arrêté établi consécutivement aux états produits, par les responsables hiérarchiques des agents, pour les personnels concernés des services suivants :

- DGA « Patrimoine, moyens et commande publique » : direction des moyens généraux, direction de la gestion des moyens roulants, direction de l'entretien et du suivi des bâtiments,
- DGA « Affaires sociales et sanitaires » : service gestion et passation des marchés, direction de la protection de l'enfance, direction de l'autonomie, direction de l'action sociale de proximité, direction de l'insertion et du logement, direction de la promotion de la santé et de la prévention sanitaire,
- DGA « Infrastructures de transports, de la mobilité et des bâtiments » : service des transports routiers,
- DGA « Affaires financières, européennes et des relations internationales » : mission Systèmes d'information-gestion financière,
- DGA « Education, enseignement, formation et langue corse » : direction de l'orientation tout au long de la vie,
- DGA « Aménagement et développement des territoires » : service développement et gestion de l'offre de proximité,
- DGA « Systèmes d'information, communication interne et ressources humaines » : direction de la qualité de vie au travail, direction du digital et des systèmes d'information,
- Autres services : service coordination, sécurité, sûreté, secrétariat général.

### **ARTICLE 4 :**

Les dispositions de la présente délibération seront applicables à compter de l'exercice 2020.



**ARTICLE 5 :**

Les crédits afférents seront imputés sur les programmes 6161, 3214, 5218 du budget de la Collectivité de Corse.

**ARTICLE 6 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/216 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
PORTANT SUR L'HARMONISATION DES RÈGLES DE GESTION APPLICABLES  
AUX PERSONNELS DANS LE CADRE DE LA CRÉATION DE LA COLLECTIVITÉ  
DE CORSE : TEMPS DE TRAVAIL**

**PURTENDU NANT'A L'ARMUNIZAZIONI DI I REGULI DI GISTIONI DA APPIIGA A  
I PARSUNALI IN U QUATRU DI A CRIAZIONI DI A CULLITTIVITÀ DI CORSICA :  
TEMPU DI TRAVADDU**

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Christelle COMBETTE, Jean-Martin MONDOLONI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IVème partie,
- VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

- VU** la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale,
- VU** les lois n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées et n° 2008-351 du 16 avril 2008 relative à la journée de solidarité,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la Collectivité de Corse et notamment son article 11,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2000-815 du 25 août 2000, relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature,
- VU** le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001, pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la Fonction Publique Territoriale,
- VU** le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,
- VU** le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la circulaire du 18 janvier 2012 relative à la réduction des droits à RTT en cas de congé pour raison de santé dans la fonction publique,

- VU** la circulaire NOR : RFFFI 710891C du 31 mars 2017 relative à l'application des règles en matière de temps de travail dans les 3 versants de la fonction publique,
- VU** les délibérations du Département de la Corse-du-Sud, du Département de la Haute-Corse et de la Collectivité Territoriale de Corse en vigueur portant sur la mise en œuvre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail prises en amont de la fusion,
- VU** la délibération n° 18/292 AC de l'Assemblée de Corse du 27 juillet 2018 portant harmonisation des règles de gestion du personnel dans le cadre de la création de la Collectivité de Corse concernant le temps de travail,
- VU** la délibération n° 19/038 AC de l'Assemblée de Corse du 21 février 2019 approuvant l'harmonisation des règles de gestion du personnel dans le cadre de la création de la Collectivité de Corse : temps de travail des Directeurs, Directeurs adjoints, Secrétaires généraux, Chargés de missions auprès des Directeurs généraux, Responsables d'établissement,
- VU** la délibération n° 19/204 AC de l'Assemblée de Corse du 27 juin 2019 définissant les temps de travail des personnels de la Collectivité de Corse et l'harmonisation des règles de gestion de leurs conditions d'emplois,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- VU** l'avis du comité technique en date du 30 novembre 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (12) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Isabelle FELICIAGGI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

**ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** l'ensemble des modifications du règlement du temps de travail figurant dans l'annexe intitulée « Collectivité de Corse - Modifications du Règlement du Temps de Travail - Chefs des services techniques de la Direction de la gestion des moyens roulants et des moyens mécanisés ».

**ARTICLE 2 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/217 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
APPROUVANT LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL DE  
LA MAISON DES PERSONNES HANDICAPEES DE LA COLLECTIVITE DE  
CORSE (MDPHCC)**

**CHÌ APPROVA A CUNVENZIONE DI MESSA A DISPUSIZIONE DI PERSUNALE DI  
A CASA DI E PERSONE SVANTAGHJATE DI A CULLETTIVITÀ DI CORSICA  
(MDPHCC)**

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Christelle COMBETTE, Jean-Martin MONDOLONI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53
- VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la

crise sanitaire,

- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (12) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Isabelle FELICIAGGI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

### **ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** les mises à disposition auprès du Groupement d'intérêt

Public la Maison des Personnes Handicapées de la Collectivité de Corse, dénommée MDPHCC, de 19 agents de la collectivité de Corse, dont 17 occupent des emplois à temps plein et 2 exercent leurs missions à raison de 80 % et 50 % de leur temps de travail.

Ces postes seront occupés par des personnels de catégorie A, B ou C pouvant relever des filières administrative, médico-sociale, sociale et technique.

Ces mises à disposition sont fixées pour une période de 3 ans à compter de la signature de la convention ci-annexée.

**ARTICLE 2 :**

**APPROUVE** l'application de la dérogation à l'obligation de remboursement de la rémunération, des cotisations et contributions afférentes à ces emplois, et ce pendant la durée de la mise à disposition, soit 3 ans à compter de la signature de la convention ci-annexée.

**ARTICLE 3 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à signer l'ensemble des actes à intervenir.

**ARTICLE 4 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI





**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/218 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
AUTORISANT LA SIGNATURE DE L'AVENANT N° 11 A LA CONVENTION  
PORTANT CONCESSION POUR LA CREATION ET L'EXPLOITATION D'UN  
RESEAU DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES A HAUT DEBIT  
SUR LE TERRITOIRE DE LA CORSE**

**AUTORIZENDU A FIRMA DI L'AGHJUSTU NU 11 À A CUNVINZIONI DI  
CUNCISSIONI PÀ A CRIAZIONI È A SFRUTTERA DI UN RITALI DI  
CUMUNICAZIONI ELETTRONICHI AD ALTU FLUSSU NANTU À U TARRITORIU  
DI A CORSICA**

—  
**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Christelle COMBETTE, Jean-Martin MONDOLONI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

**VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,

**VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,

- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 05/129 AC de l'Assemblée de Corse du 18 juillet 2005 approuvant le choix du concessionnaire de la délégation de service public pour la construction et l'exploitation du réseau haut débit corse (RHDCOR),
- VU** la convention portant concession pour la création et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à haut débit sur le territoire de la Collectivité Territoriale de Corse signée entre la Collectivité Territoriale de Corse et France Télécom le 1<sup>er</sup> septembre 2005 et notifiée le 30 septembre 2005,
- VU** la délibération n° 05/248 AC de l'Assemblée de Corse du 26 novembre 2005 approuvant l'avenant numéro 1 à la convention portant concession pour la création et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à haut débit sur le territoire de la Collectivité Territoriale de Corse,
- VU** la délibération n° 06/051 AC de l'Assemblée de Corse du 10 avril 2006 approuvant l'avenant numéro 2 à la convention portant concession pour la création et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à haut débit sur le territoire de la Collectivité Territoriale de Corse,
- VU** la délibération n° 07/138 AC de l'Assemblée de Corse du 26 juillet 2007 approuvant l'avenant numéro 3 à la convention portant concession pour la création et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à haut débit sur le territoire de la Collectivité Territoriale de Corse,
- VU** la délibération n° 08/125 AC de l'Assemblée de Corse du 10 juillet 2008 approuvant l'avenant numéro 4 à la convention portant concession pour la création et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à haut débit sur le territoire de la Collectivité Territoriale de Corse,
- VU** la délibération n° 09/147 AC de l'Assemblée de Corse du 20 juillet 2009 approuvant l'avenant numéro 5 à la convention portant concession pour la création et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à haut débit sur le territoire de la Collectivité Territoriale de Corse,
- VU** la délibération n° 11/113 AC de l'Assemblée de Corse du 27 mai 2011 approuvant l'avenant numéro 6 à la convention portant concession pour la

création et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à haut débit sur le territoire de la Collectivité Territoriale de Corse,

- VU** la délibération n° 12/137 AC de l'Assemblée de Corse du 27 juillet 2012 approuvant l'avenant numéro 7 à la convention portant concession pour la création et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à haut débit sur le territoire de la Collectivité Territoriale de Corse,
- VU** la délibération n° 14/223 AC de l'Assemblée de Corse du 18 décembre 2014 approuvant l'avenant numéro 8 à la convention portant concession pour la création et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à haut débit sur le territoire de la Collectivité Territoriale de Corse,
- VU** la délibération n° 17/360 AC de l'Assemblée de Corse du 27 octobre 2017 approuvant l'avenant numéro 9 à la convention portant concession pour la création et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à haut débit sur le territoire de la Collectivité Territoriale de Corse,
- VU** la délibération n° 19/180 AC de l'Assemblée de Corse du 27 juin 2019 approuvant l'avenant numéro 10 à la convention portant concession pour la création et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à haut débit sur le territoire de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- SUR** présentation du projet d'avenant n° 11 à la convention portant concession pour la création et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à haut débit sur le territoire de la Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRES** avis de la Commission du Développement Economique, du Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (12) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Isabelle FELICIAGGI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

**ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** le rapport du Président du Conseil exécutif de Corse.

**ARTICLE 2 :**

**APPROUVE** les termes de l'avenant n° 11 à la convention portant concession pour la création et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à haut débit sur le territoire de la Corse.

**ARTICLE 3 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à signer l'avenant n° 11 et les annexes de la convention portant concession pour la création et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à haut débit sur le territoire de la Corse.

**ARTICLE 4 :**

**DIT** que le présent avenant ne modifie pas l'enveloppe de la subvention globale allouée au délégataire dans le cadre du contrat de concession signée le 1er septembre 2005.

**ARTICLE 5 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à prendre les actes nécessaires découlant de la présente décision.

**ARTICLE 6 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/219 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
APPROUVANT L'AVENANT N° 2 A LA CONVENTION DE DELEGATION DE  
SERVICE PUBLIC RELATIVE A L'ETABLISSEMENT ET L'EXPLOITATION D'UN  
RESEAU DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES A TRES HAUT DEBIT FTTH**

**CHÌ APPROVA L'AGHJUSTU NU 2 À A CUNVENZIONE DI DELEGAZIONE DI  
SERVIZIU PUBLICU RILATIVA À A STALLAZIONE È À A SFRUTTERA DI UN  
RITALE DI CUMUNICAZIONE ELETTRONICHE AD ALTISSIMU FLUSSU FTTH**

---

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Christelle COMBETTE, Jean-Martin MONDOLONI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** les dispositions du Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1410.1 et suivants, L. 1411.1 et suivants, et L. 1425.1,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la

crise sanitaire,

- VU** l'ordonnance n° 2016-65 du 29 Janvier 2016 relative aux contrats de concessions,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 18/226 AC de l'Assemblée de Corse du 29 juin 2018 autorisant le Président du Conseil exécutif de Corse à signer la convention de délégation de service public relative à la conception, à l'établissement et à l'exploitation du réseau très haut débit de la Corse,
- VU** la convention de délégation de service public relative à la conception, à l'établissement et à l'exploitation du réseau très haut débit FTTH signée entre la Collectivité de Corse et SFR Collectivités le 16 octobre 2018 et notifiée le 16 octobre 2018,
- VU** la délibération n° 19/189 AC de l'Assemblée de Corse du 27 juin 2019 approuvant l'avenant 1 à la convention de délégation de service public relative à la conception, à l'établissement et à l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à très haut débit FTTH,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- VU** l'avenant n° 1 à la convention de délégation de service public relative à la conception, à l'établissement et à l'exploitation du réseau très haut débit FTTH signé entre la Collectivité de Corse et Corsica Fibra le 26 juillet 2019 et notifié le 26 juillet 2019,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport de la Commission du Développement Economique, du Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (12) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Isabelle FELICIAGGI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

**ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** le rapport du Président du Conseil exécutif de Corse et ses annexes joints à la présente délibération.

**ARTICLE 2 :**

**APPROUVE** les termes de l'avenant n° 2 à la convention de délégation de service public relative à la conception, à l'établissement et à l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à très haut débit FTTH.

**ARTICLE 3 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à signer l'avenant n° 2 à la convention de délégation de service public relative à la conception, à l'établissement et à l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à très haut débit FTTH.

**ARTICLE 4 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/220 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
APPROUVANT LA MISE A DISPOSITION D'UN EMPLACEMENT TECHNIQUE  
SUR LE SITE D'OLMETA DI CAPI CORSU AU BENEFICE DE L'OPERATEUR  
ORANGE POUR LES SERVICES DE COLLECTE HERTZIENNE DU SITE DE  
FARINGULE DANS LE CADRE DU PROJET "RESEAU HAUT DEBIT POUR LA  
CORSE RHDCOR"**

**CHÌ APPROVA A MISSA A DISPUSIZIONI DI U SPAZIU TENNICU NANT'À U SITU  
D'OLMETA DI CAPI CORSU À PRÒ DI L'UPERATORI ORANGE PÀ I SIRVIZII DI  
RACCOLTA ERTZIANA DI U NODU DI RIAPPICCATURA D'ABUNNATU IN  
ZONA D'OMBRA DI FARINGULE IN U QUATRU DI U PRUGHJETTU RETA À  
ALTU FLUSSU PÀ A CORSICA**

**REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le dix sept décembre, la commission permanente, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Romain COLONNA, Isabelle FELICIAGGI, François ORLANDI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Romain COLONNA  
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Christelle COMBETTE, Jean-Martin MONDOLONI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

**VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,

**VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de



l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,

- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 17/360 AC de l'Assemblée de Corse du 27 octobre 2017 approuvant l'avenant n° 9 à la convention de concession pour la création et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à haut débit sur le territoire de la Collectivité Territoriale de Corse,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- VU** l'avenant n° 9 à la convention de concession pour la création et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à haut débit sur le territoire de la Collectivité Territoriale de Corse,
- SUR** présentation du projet de bail pour la mise à disposition d'un emplacement technique sur le site de Olmeta Di Capi Corsu au bénéfice de l'opérateur Orange pour les services de collecte hertzienne du NRAZO de Faringule dans le cadre du projet RHDCOR,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**APRES** avoir accepté à l'unanimité, de délibérer sur ce rapport selon la procédure d'urgence dans des délais abrégés (12 voix POUR : les représentants des groupes « Femu a Corsica (4) », « Corsica Libera (4) », « Partitu di a Nazione Corsa (2) », « Andà per Dumane (1) » et « La Corse dans la République (1) »).

#### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (12) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Isabelle

FELICIAGGI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

**ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** le rapport du Président du Conseil exécutif de Corse, joint en annexe de la présente délibération.

**ARTICLE 2 :**

**APPROUVE** le projet de bail pour la mise à disposition d'un emplacement technique sur le relais d'Olmèta di Capi Corsu au bénéfice de l'opérateur Orange.

**ARTICLE 3 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à signer le bail tel qu'annexé et prendre toute mesure utile à son exécution, notamment avenants et décisions de résiliation.

**ARTICLE 4 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AJACCIO, le 17 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/210 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
PRENANT ACTE DU RAPPORT D'INFORMATION RELATIF AU POINT D'ETAPE  
DU DOSSIER AERIEN ET LE CONTEXTE « COVID-19 »**

**CHÌ PIGLIA ATTU DI U RAPORTU D'INFURMAZIONE INTERMEDIARIU  
IN QUANTU À U PUNTU DI TAPA DI U CARTULARE AERIU  
È U CUNTESTU « COVID-19 »**

**SEANCE DU 21 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le vingt et un décembre, l'Assemblée de Corse, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Marcel CESARI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Jean-Jacques LUCCHINI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Julien PAOLINI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGIO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Anne TOMASI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Vannina ANGELINI-BURESI à Mme Pascale SIMONI  
Mme Valérie BOZZI à Mme Isabelle FELICIAGGI  
M. François-Xavier CECCOLI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Catherine COGNETTI-TURCHINI à Mme Catherine RIERA  
Mme Laura FURIOLI à M. François BENEDETTI  
Mme Fabienne GIOVANNINI à Mme Nadine NIVAGGIONI  
M. Paul LEONETTI à M. Pierre-José FILIPPETTI  
M. Pierre-Jean LUCIANI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Marie-Hélène PADOVANI à Mme Catherine RIERA  
Mme Chantal PEDINIELLI à M. Xavier LACOMBE  
Mme Marie-Anne PIERI à M. Xavier LACOMBE  
M. Pierre POLI à Mme Mattea CASALTA  
Mme Laura Maria POLI-ANDREANI à Mme Pascale SIMONI

M. Jean-Guy TALAMONI à M. François BENEDETTI  
Mme Julia TIBERI à M. Jean-François CASALTA  
M. Petr'Antone TOMASI à M. Pierre-José FILIPPETTI  
M. Hyacinthe VANNI à Mme Nadine NIVAGGIONI

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Jean-Martin MONDOLONI, François ORLANDI,  
Jean-Charles ORSUCCI, Antoine POLI, Camille de ROCCA SERRA

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 20/096 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 portant prorogation du cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse prévu par la délibération n° 20/065 AC du 24 avril 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

**ARTICLE PREMIER :**

**PREND ACTE** du rapport d'information joint, relatif au point d'étape du dossier aérien dans le contexte de la crise sanitaire.

**ARTICLE 2 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Ajacciu, le 21 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/211 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
PRENANT ACTE DE LA NOTE DE SITUATION : SYNTHÈSE, APPROCHE ET  
GESTION "COVID" DANS LE SECTEUR DU SERVICE PUBLIC AERIEN ET  
MARITIME**

**PIGLIENDU ATTU DI A NOTA DI SITUAZIONI : SINTESI, AVVICINERA È  
GHJISTIONI "COVID" IN U SITTORI DI U SIRVIZIU PUBLICU AEREU  
È MARITTIMU**

**SEANCE DU 21 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le vingt et un décembre, l'Assemblée de Corse, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Marcel CESARI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Jean-Jacques LUCCHINI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Julien PAOLINI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGIO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Anne TOMASI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Vannina ANGELINI-BURESI à Mme Pascale SIMONI  
Mme Valérie BOZZI à Mme Isabelle FELICIAGGI  
M. François-Xavier CECCOLI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Catherine COGNETTI-TURCHINI à Mme Catherine RIERA  
Mme Laura FURIOLI à M. François BENEDETTI  
Mme Fabienne GIOVANNINI à Mme Nadine NIVAGGIONI  
M. Paul LEONETTI à M. Pierre-José FILIPPETTI  
M. Pierre-Jean LUCIANI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Marie-Hélène PADOVANI à Mme Catherine RIERA  
Mme Chantal PEDINIELLI à M. Xavier LACOMBE  
Mme Marie-Anne PIERI à M. Xavier LACOMBE

M. Pierre POLI à Mme Mattea CASALTA  
Mme Laura Maria POLI-ANDREANI à Mme Pascale SIMONI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. François BENEDETTI  
Mme Julia TIBERI à M. Jean-François CASALTA  
M. Petr'Antone TOMASI à M. Pierre-José FILIPPETTI  
M. Hyacinthe VANNI à Mme Nadine NIVAGGIONI

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Jean-Martin MONDOLONI, François ORLANDI,  
Jean-Charles ORSUCCI, Antoine POLI, Camille de ROCCA SERRA

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/096 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 portant prorogation du cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse prévu par la délibération n° 20/065 AC du 24 avril 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

**ARTICLE PREMIER :**

**PREND ACTE** de la note de situation jointe, relative à la synthèse, approche et gestion « COVID » dans le secteur du service public aérien et maritime.

**ARTICLE 2 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Ajacciu, le 21 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI





**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/212 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
APPROUVANT L'OPERATION DE CONFORTEMENT DES PAROIS ROCHEUSES  
SUR LA LIGNE CENTRALE DU RESEAU FERRE - TRANCHE 8**

**CHÌ APPROVA L'OPERAZIONE D'ASSODU DI E PARETE NANTU A A LIGNA  
CENTRALE DI U RITALE FERRUVIARIU - FASA 8**

**SEANCE DU 21 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le vingt et un décembre, l'Assemblée de Corse, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Marcel CESARI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Jean-Jacques LUCCHINI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Julien PAOLINI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Anne TOMASI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Vannina ANGELINI-BURESI à Mme Pascale SIMONI  
Mme Valérie BOZZI à Mme Isabelle FELICIAGGI  
M. François-Xavier CECCOLI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Catherine COGNETTI-TURCHINI à Mme Catherine RIERA  
Mme Laura FURIOLI à M. François BENEDETTI  
Mme Fabienne GIOVANNINI à Mme Nadine NIVAGGIONI  
M. Paul LEONETTI à M. Pierre-José FILIPPETTI  
M. Pierre-Jean LUCIANI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Marie-Hélène PADOVANI à Mme Catherine RIERA  
Mme Chantal PEDINIELLI à M. Xavier LACOMBE  
Mme Marie-Anne PIERI à M. Xavier LACOMBE  
M. Pierre POLI à Mme Mattea CASALTA  
Mme Laura Maria POLI-ANDREANI à Mme Pascale SIMONI

M. Jean-Guy TALAMONI à M. François BENEDETTI  
Mme Julia TIBERI à M. Jean-François CASALTA  
M. Petr'Antone TOMASI à M. Pierre-José FILIPPUTTI

**ETAIENT ABSENTS : MM.**

Jean-Martin MONDOLONI, François ORLANDI, Jean-Charles ORSUCCI, Antoine POLI, Camille de ROCCA SERRA, Hyacinthe VANNI

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 17/120 AC de l'Assemblée de Corse du 27 avril 2017 approuvant le plan pluriannuel d'investissements relatif aux infrastructures de transport pour la période 2017-2026,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/096 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 portant prorogation du cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse prévu

par la délibération n° 20/065 AC du 24 avril 2020,

**VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 6 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour 2020,

**SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**APRES** avis de la Commission du Développement Economique, du Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,

**APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité

**Ont voté POUR (57) : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Valérie BOZZI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, François-Xavier CECCOLI, Marcel CESARI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Laura FURIOLI, Jean-Charles GIABICONI, Pierre GHIONGA, Fabienne GIOVANNINI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Paul LEONETTI, Jean-Jacques LUCCHINI, Pierre-Jean LUCIANI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Chantal PEDINIELLI, Marie-Anne PIERI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGIO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Jean-Guy TALAMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI

### **ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** le programme de la tranche T8 du confortement de parois sur le Réseau Ferré Corse sur la ligne centrale.

### **ARTICLE 2 :**

**APPROUVE** le plan de financement dans le cadre du PEI 4, selon la répartition suivante :

Etat	70 % du montant HT	1,561 M€
CdC	30 % du montant HT	0,669 M€
TOTAL		2,230 M€

**ARTICLE 3 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à lancer toutes les procédures règlementaires et à solliciter toutes les autorisations administratives pour mener cette opération.

**ARTICLE 4 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Aiacciu, le 21 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/213 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
APPROUVANT LA REEVALUATION DE L'OPERATION DE REGENERATION  
DE CINQ OUVRAGES METALLIQUES SUR LE RESEAU FERRE**

**CHÌ APPROVA A RIVALUTAZIONE DI L'OPERAZIONE DI RIGENERAZIONE  
DI CINQUE STRUTTURE METALLICHE NANTU A U RITALE FERRUVIARIU**

**SEANCE DU 21 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le vingt et un décembre, l'Assemblée de Corse, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Marcel CESARI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Jean-Jacques LUCCHINI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Julien PAOLINI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Anne TOMASI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Vannina ANGELINI-BURESI à Mme Pascale SIMONI  
Mme Valérie BOZZI à Mme Isabelle FELICIAGGI  
M. François-Xavier CECCOLI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Catherine COGNETTI-TURCHINI à Mme Catherine RIERA  
Mme Laura FURIOLI à M. François BENEDETTI  
Mme Fabienne GIOVANNINI à Mme Nadine NIVAGGIONI  
M. Paul LEONETTI à M. Pierre-José FILIPPETTI  
M. Pierre-Jean LUCIANI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Marie-Hélène PADOVANI à Mme Catherine RIERA  
Mme Chantal PEDINIELLI à M. Xavier LACOMBE  
Mme Marie-Anne PIERI à M. Xavier LACOMBE  
M. Pierre POLI à Mme Mattea CASALTA  
Mme Laura Maria POLI-ANDREANI à Mme Pascale SIMONI

M. Jean-Guy TALAMONI à M. François BENEDETTI  
Mme Julia TIBERI à M. Jean-François CASALTA  
M. Petr'Antone TOMASI à M. Pierre-José FILIPPETTI

**ETAIENT ABSENTS : MM.**

Jean-Martin MONDOLONI, François ORLANDI, Jean-Charles ORSUCCI, Antoine POLI, Camille de ROCCA SERRA, Hyacinthe VANNI

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** le Code de la commande publique,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 17/120 AC de l'Assemblée de Corse du 27 avril 2017 approuvant le plan pluriannuel d'investissements relatif aux infrastructures de transport pour la période 2017-2026,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/096 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 portant prorogation du cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse prévu par la délibération n° 20/065 AC du 24 avril 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 6 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire de la Collectivité

de Corse pour 2020,

**SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**APRES** avis de la Commission du Développement Economique, du Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,

**APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (57) : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Valérie BOZZI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, François-Xavier CECCOLI, Marcel CESARI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPUTTI, Laura FURIOLI, Jean-Charles GIABICONI, Pierre GHIONGA, Fabienne GIOVANNINI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Paul LEONETTI, Jean-Jacques LUCCHINI, Pierre-Jean LUCIANI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Chantal PEDINIELLI, Marie-Anne PIERI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Jean-Guy TALAMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI

### **ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** le plan de financement actualisé de l'opération de régénération de cinq ouvrages métalliques sur le réseau ferré de Corse dans le cadre du PEI 4, pour un montant total de 9 275 000 €, selon la répartition suivante :

Etat	70 % du montant HT	6 492 500 €
CdC	30 % du montant HT	2 782 500 €
TOTAL		9 275 000 €

### **ARTICLE 2 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Aiacciu, le 21 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized, somewhat abstract shape.

Jean-Guy TALAMONI





**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/214 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
APPROUVANT L'AVENANT N° 3 AU CONTRAT DE CONCESSION  
DE L'AEROPORT D'AIACCIU - NAPOLEON BONAPARTE CONCLU ENTRE  
LA COLLECTIVITE DE CORSE ET LA CHAMBRE DE COMMERCE  
ET D'INDUSTRIE D'AIACCIU ET DE CORSE-DU-SUD**

**CHÌ APPROVA L'AGHJUSTU NU 3 A U CUNTRATTU DI CUNCISSIONI  
DI L'AERUPORTU D'AIACCIU NAPOLEON BONAPARTE CUNCLUSU TRA  
A CULLITTIVITÀ DI CORSICA E A CAMARA DI CUMMERCIU E D'INDUSTRIA  
DI AIACCIU E PUMONTI**

**SEANCE DU 21 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le vingt et un décembre, l'Assemblée de Corse, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Marcel CESARI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICCIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Jean-Jacques LUCCHINI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Julien PAOLINI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Anne TOMASI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Vannina ANGELINI-BURESI à Mme Pascale SIMONI  
Mme Valérie BOZZI à Mme Isabelle FELICCIAGGI  
M. François-Xavier CECCOLI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Catherine COGNETTI-TURCHINI à Mme Catherine RIERA  
Mme Laura FURIOLI à M. François BENEDETTI  
Mme Fabienne GIOVANNINI à Mme Nadine NIVAGGIONI  
M. Paul LEONETTI à M. Pierre-José FILIPPETTI  
M. Pierre-Jean LUCIANI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Marie-Hélène PADOVANI à Mme Catherine RIERA

Mme Chantal PEDINIELLI à M. Xavier LACOMBE  
Mme Marie-Anne PIERI à M. Xavier LACOMBE  
M. Pierre POLI à Mme Mattea CASALTA  
Mme Laura Maria POLI-ANDREANI à Mme Pascale SIMONI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. François BENEDETTI  
Mme Julia TIBERI à M. Jean-François CASALTA  
M. Petr'Antone TOMASI à M. Pierre-José FILIPPETTI  
M. Hyacinthe VANNI à Mme Nadine NIVAGGIONI

**ETAIENT ABSENTS : MM.**

Jean-Martin MONDOLONI, François ORLANDI, Jean-Charles ORSUCCI, Antoine POLI, Camille de ROCCA SERRA

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** le Code de la commande publique, et notamment ses articles R. 3135-3 à R. 3135-5,
- VU** le Code des transports,
- VU** le Code de l'aviation civile,
- VU** la loi NOTRe créant au 1<sup>er</sup> janvier 2018 la Collectivité de Corse,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2019-885 du 22 août 2019 du Premier ministre créant au 1<sup>er</sup> janvier 2020 la Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 20/096 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 portant prorogation du cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse prévu par la délibération

n° 20/065 AC du 24 avril 2020,

- APRES** l'avis favorable de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP) du 7 septembre 2020,
- VU** les conventions entre l'Etat et la Collectivité Territoriale de Corse du 13 février 2004 sur les modalités de mise en œuvre des transferts de compétences et de patrimoine sur le port de commerce de Bastia, et sur les aéroports d'Ajaccio, de Figari, de Bastia et de Calvi,
- VU** le contrat de concession de l'aéroport d'Aiacciu Napoléon Bonaparte en date du 22 décembre 2005,
- VU** l'avenant n° 1 en date du 24 février 2010 et l'avenant n° 2 en date du 17 octobre 2017 venant compléter et préciser certaines dispositions du contrat de concession initial,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport de la Commission du Développement Economique, du Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,
- APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

#### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (58) : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Valérie BOZZI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, François-Xavier CECCOLI, Marcel CESARI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPUTTI, Laura FURIOLI, Jean-Charles GIABICONI, Pierre GHIONGA, Fabienne GIOVANNINI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Paul LEONETTI, Jean-Jacques LUCCHINI, Pierre-Jean LUCIANI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Chantal PEDINIELLI, Marie-Anne PIERI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Jean-Guy TALAMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

#### **ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** en toutes ses dispositions l'avenant n° 3 au cahier des charges de la concession de l'aéroport d'Aiacciu Napoléon Bonaparte.

**ARTICLE 2 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à signer ledit avenant avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse représentée par son Président, conformément au projet joint en annexe de la présente délibération et à prendre toutes mesures afin d'en assurer la parfaite exécution.

**ARTICLE 3 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Ajacciu, le 21 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/215 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
APPROUVANT L'AVENANT N° 2 AU CONTRAT DE CONCESSION  
DE L'AEROPORT DE FIGARI SUD-CORSE CONCLU ENTRE LA COLLECTIVITE  
DE CORSE ET LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE D'AIACCIU  
ET DE CORSE-DU-SUD**

**CHÌ APPROVA L'AGHJUSTU NU 2 A U CUNTRATTU DI CUNCISSIONI  
DI L'AERUPORTU DI FIGARI SUD-CORSE CUNCLUSU TRA A CULLITTIVITA  
DI CORSICA E A CAMARA DI CUMMARCIU E D'INDUSTRIA D'AIACCIU  
E DI PUMONTI**

**SEANCE DU 21 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le vingt et un décembre, l'Assemblée de Corse, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Marcel CESARI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICCIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Jean-Jacques LUCCHINI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Julien PAOLINI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Anne TOMASI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Vannina ANGELINI-BURESI à Mme Pascale SIMONI  
Mme Valérie BOZZI à Mme Isabelle FELICCIAGGI  
M. François-Xavier CECCOLI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Catherine COGNETTI-TURCHINI à Mme Catherine RIERA  
Mme Laura FURIOLI à M. François BENEDETTI  
Mme Fabienne GIOVANNINI à Mme Nadine NIVAGGIONI  
M. Paul LEONETTI à M. Pierre-José FILIPPETTI  
M. Pierre-Jean LUCIANI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Marie-Hélène PADOVANI à Mme Catherine RIERA

Mme Chantal PEDINIELLI à M. Xavier LACOMBE  
Mme Marie-Anne PIERI à M. Xavier LACOMBE  
M. Pierre POLI à Mme Mattea CASALTA  
Mme Laura Maria POLI-ANDREANI à Mme Pascale SIMONI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. François BENEDETTI  
Mme Julia TIBERI à M. Jean-François CASALTA  
M. Petr'Antone TOMASI à M. Pierre-José FILIPPETTI  
M. Hyacinthe VANNI à Mme Nadine NIVAGGIONI

**ETAIENT ABSENTS : MM.**

Jean-Martin MONDOLONI, François ORLANDI, Jean-Charles ORSUCCI, Antoine POLI, Camille de ROCCA SERRA

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** le Code de la commande publique, et notamment ses articles R. 3135-3 à R. 3135-5,
- VU** le Code des transports,
- VU** le Code de l'aviation civile,
- VU** la loi NOTRe créant au 1<sup>er</sup> janvier 2018 la Collectivité de Corse,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2019-885 du 22 août 2019 du Premier ministre créant au 1<sup>er</sup> janvier 2020 la Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,

- VU** la délibération n° 20/096 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 portant prorogation du cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse prévu par la délibération n° 20/065 AC du 24 avril 2020,
- VU** les conventions entre l'Etat et la Collectivité Territoriale de Corse du 13 février 2004 sur les modalités de mise en œuvre des transferts de compétences et de patrimoine sur le port de commerce de Bastia, et sur les aéroports d'Ajaccio de Figari, de Bastia et de Calvi,
- VU** le contrat de concession de l'aéroport de Figari Sud Corse en date du 10 janvier 2006,
- VU** l'avenant n° 1 en date du 26 février 2010 venant compléter et préciser certaines dispositions du contrat de concession initial,
- VU** la délibération n° 20/096 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 portant prorogation du cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse prévu par la délibération n° 20/065 AC du 24 avril 2020,
- APRES** avis favorable de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP) du 7 septembre 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRES** avis de la Commission du Développement Economique, du Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,
- APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

#### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

À l'unanimité,

**Ont voté POUR (58) : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Valérie BOZZI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, François-Xavier CECCOLI, Marcel CESARI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPUTTI, Laura FURIOLI, Jean-Charles GIABICONI, Pierre GHIONGA, Fabienne GIOVANNINI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Paul LEONETTI, Jean-Jacques LUCCHINI, Pierre-Jean LUCIANI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Chantal

PEDINIELLI, Marie-Anne PIERI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Jean-Guy TALAMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** en toutes ses dispositions l'avenant n° 2 au cahier des charges de la concession de l'aéroport de Figari Sud Corse.

**ARTICLE 2 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à signer ledit avenant avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse représentée par son Président, conformément au projet joint en annexe de la présente délibération et à prendre toutes mesures afin d'en assurer la parfaite exécution.

**ARTICLE 3 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Ajacciu, le 21 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI





**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/216 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
APPROUVANT L'AVENANT N° 3 AU CONTRAT DE CONCESSION  
DE L'AEROPORT DE BASTIA PORETTA CONCLU ENTRE LA COLLECTIVITE  
DE CORSE ET LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE BASTIA  
ET DE HAUTE-CORSE**

**CHÌ APPROVA L'AGHJUSTU NU 3 RILATIVU A U CUNTRATTU  
DI CUNCESSIONE DI L'AERUPORTU DI BASTIA PURETTA CUNCLUSU  
TRA A CULLETTIVITÀ DI CORSICA E A CAMERA DI CUMMERCIU  
E D'INDUSTRIA DI BASTIA E DI CISMONTE**

**SEANCE DU 21 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le vingt et un décembre, l'Assemblée de Corse, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Marcel CESARI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Jean-Jacques LUCCHINI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Julien PAOLINI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGIO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Anne TOMASI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Vannina ANGELINI-BURESI à Mme Pascale SIMONI  
Mme Valérie BOZZI à Mme Isabelle FELICIAGGI  
M. François-Xavier CECCOLI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Catherine COGNETTI-TURCHINI à Mme Catherine RIERA  
Mme Laura FURIOLI à M. François BENEDETTI  
Mme Fabienne GIOVANNINI à Mme Nadine NIVAGGIONI  
M. Paul LEONETTI à M. Pierre-José FILIPPETTI  
M. Pierre-Jean LUCIANI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Marie-Hélène PADOVANI à Mme Catherine RIERA

Mme Chantal PEDINIELLI à M. Xavier LACOMBE  
Mme Marie-Anne PIERI à M. Xavier LACOMBE  
M. Pierre POLI à Mme Mattea CASALTA  
Mme Laura Maria POLI-ANDREANI à Mme Pascale SIMONI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. François BENEDETTI  
Mme Julia TIBERI à M. Jean-François CASALTA  
M. Petr'Antone TOMASI à M. Paul LEONETTI  
M. Hyacinthe VANNI à Mme Nadine NIVAGGIONI

**ETAIENT ABSENTS : MM.**

Jean-Martin MONDOLONI, François ORLANDI, Jean-Charles ORSUCCI, Antoine POLI, Camille de ROCCA SERRA

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** le Code de la commande publique, et notamment ses articles R. 3135-3 à R. 3135-5,
- VU** le Code des transports,
- VU** le Code de l'aviation civile,
- VU** la loi NOTRe créant au 1<sup>er</sup> janvier 2018 la Collectivité de Corse,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2019-885 du 22 août 2019 du Premier ministre créant au 1<sup>er</sup> janvier 2020 la Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 20/096 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 portant prorogation du cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse prévu par la délibération

n° 20/065 AC du 24 avril 2020,

- VU** les conventions entre l'Etat et la Collectivité Territoriale de Corse du 13 février 2004 sur les modalités de mise en œuvre des transferts de compétences et de patrimoine sur le port de commerce de Bastia, et sur les aéroports d'Ajaccio, de Figari, de Bastia et de Calvi,
- VU** le Contrat de concession de l'aéroport de Bastia Poretta en date du 4 janvier 2006,
- VU** l'avenant n° 1 en date du 26 février 2010 venant compléter et préciser certaines dispositions du contrat de concession initial,
- APRES** l'avis favorable de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP) du 7 septembre 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRES** avis de la Commission du Développement Economique, du Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,
- APRES** avis de la commission des Finances et de la Fiscalité,

#### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

À l'unanimité,

**Ont voté POUR (58) : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Valérie BOZZI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, François-Xavier CECCOLI, Marcel CESARI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPUTTI, Laura FURIOLI, Jean-Charles GIABICONI, Pierre GHIONGA, Fabienne GIOVANNINI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Paul LEONETTI, Jean-Jacques LUCCHINI, Pierre-Jean LUCIANI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Chantal PEDINIELLI, Marie-Anne PIERI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Jean-Guy TALAMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

#### **ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** en toutes ses dispositions l'avenant n° 3 au cahier des charges de la concession de l'aéroport de Bastia Poretta.

**ARTICLE 2 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à signer ledit avenant avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse représentée par son Président, conformément aux modèles joints en annexe de la présente délibération et à prendre toutes mesures afin d'en assurer la parfaite exécution.

**ARTICLE 3 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Aiacciu, le 21 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/217 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
APPROUVANT L'AVENANT N° 2 AU CONTRAT DE CONCESSION  
DE L'AEROPORT DE CALVI SAINTE CATHERINE CONCLU ENTRE  
LA COLLECTIVITE DE CORSE ET LA CHAMBRE DE COMMERCE  
ET D'INDUSTRIE DE BASTIA ET DE HAUTE-CORSE**

**CHÌ APPROVA L'AGHJUSTU NU 2 A U CUNTRATTU DI CUNCESSIONE  
DI L'AERUPORTU DI CALVI SANTA CATALINA CUNCLUSU TRA  
A CULLETTIVITÀ DI CORSICA E A CAMERA DI CUMMERCIU E D'INDUSTRIA  
DI BASTIA E DI CISMONTE**

**SEANCE DU 21 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le vingt et un décembre, l'Assemblée de Corse, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Marcel CESARI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICCIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Jean-Jacques LUCCHINI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Julien PAOLINI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Anne TOMASI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Vannina ANGELINI-BURESI à Mme Pascale SIMONI  
Mme Valérie BOZZI à Mme Isabelle FELICCIAGGI  
M. François-Xavier CECCOLI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Catherine COGNETTI-TURCHINI à Mme Catherine RIERA  
Mme Laura FURIOLI à M. François BENEDETTI  
Mme Fabienne GIOVANNINI à Mme Nadine NIVAGGIONI  
M. Paul LEONETTI à M. Pierre-José FILIPPETTI  
M. Pierre-Jean LUCIANI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Marie-Hélène PADOVANI à Mme Catherine RIERA

Mme Chantal PEDINIELLI à M. Xavier LACOMBE  
Mme Marie-Anne PIERI à M. Xavier LACOMBE  
M. Pierre POLI à Mme Mattea CASALTA  
Mme Laura Maria POLI-ANDREANI à Mme Pascale SIMONI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. François BENEDETTI  
Mme Julia TIBERI à M. Jean-François CASALTA  
M. Petr'Antone TOMASI à M. Paul LEONETTI  
M. Hyacinthe VANNI à Mme Nadine NIVAGGIONI

**ETAIENT ABSENTS : MM.**

Jean-Martin MONDOLONI, François ORLANDI, Jean-Charles ORSUCCI, Antoine POLI, Camille de ROCCA SERRA

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** le Code de la commande publique, et notamment ses articles R. 3135-3 à R. 3135-5,
- VU** le Code des transports,
- VU** le Code de l'aviation civile,
- VU** la loi NOTRe créant au 1<sup>er</sup> janvier 2018 la Collectivité de Corse,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2019-885 du 22 août 2019 du Premier ministre créant au 1<sup>er</sup> janvier 2020 la Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 20/096 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 portant prorogation du cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse prévu par la délibération

n° 20/065 AC du 24 avril 2020,

- VU** les conventions entre l'Etat et la Collectivité Territoriale de Corse du 13 février 2004 sur les modalités de mise en œuvre des transferts de compétences et de patrimoine sur le port de commerce de Bastia, et sur les aéroports d'Ajaccio, de Figari, de Bastia et de Calvi,
- VU** le contrat de concession de l'aéroport de Calvi Santa Catalina en date du 21 décembre 2005,
- VU** l'avenant n° 1 en date du 26 février 2010 venant compléter et préciser certaines dispositions du contrat de concession initial,
- APRES** l'avis favorable de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP) du 7 septembre 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRES** avis de la Commission du Développement Economique, du Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,
- APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

#### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

À l'unanimité,

**Ont voté POUR (58) : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Valérie BOZZI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, François-Xavier CECCOLI, Marcel CESARI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPUTTI, Laura FURIOLI, Jean-Charles GIABICONI, Pierre GHIONGA, Fabienne GIOVANNINI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Paul LEONETTI, Jean-Jacques LUCCHINI, Pierre-Jean LUCIANI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Chantal PEDINIELLI, Marie-Anne PIERI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGIO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Jean-Guy TALAMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

#### **ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** en toutes ses dispositions l'avenant n° 2 au cahier des charges de la concession de l'aéroport de Calvi Santa Catalina.

**ARTICLE 2 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à signer ledit avenant avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse représentée par son Président, conformément au projet joint en annexe de la présente délibération et à prendre toutes mesures afin d'en assurer la parfaite exécution.

**ARTICLE 3 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Ajacciu, le 21 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI





**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/218 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
APPROUVANT L'AVENANT N° 2 AU CONTRAT DE CONCESSION DU PORT DE  
COMMERCE DE BASTIA CONCLU ENTRE LA COLLECTIVITE DE CORSE ET LA  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE BASTIA ET DE HAUTE-CORSE**

**CHÌ APPROVA L'AGHJUSTU NU 2 A U CUNTRATTU DI CUNCESSIONE DI U  
PORTU DI CUMMERCIU DI BASTIA CUNCLUSU TRA A CULLETTIVITÀ DI  
CORSICA E A CAMERA DI CUMMERCIU E D'INDUSTRIA DI BASTIA  
E DI CISMONTE**

**SEANCE DU 21 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le vingt et un décembre, l'Assemblée de Corse, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Marcel CESARI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICCIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Jean-Jacques LUCCHINI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Julien PAOLINI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Anne TOMASI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Vannina ANGELINI-BURESI à Mme Pascale SIMONI  
Mme Valérie BOZZI à Mme Isabelle FELICCIAGGI  
M. François-Xavier CECCOLI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Catherine COGNETTI-TURCHINI à Mme Catherine RIERA  
Mme Laura FURIOLI à M. François BENEDETTI  
Mme Fabienne GIOVANNINI à Mme Nadine NIVAGGIONI  
M. Paul LEONETTI à M. Pierre-José FILIPPETTI  
M. Pierre-Jean LUCIANI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Marie-Hélène PADOVANI à Mme Catherine RIERA

Mme Chantal PEDINIELLI à M. Xavier LACOMBE  
Mme Marie-Anne PIERI à M. Xavier LACOMBE  
M. Pierre POLI à Mme Mattea CASALTA  
Mme Laura Maria POLI-ANDREANI à Mme Pascale SIMONI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. François BENEDETTI  
Mme Julia TIBERI à M. Jean-François CASALTA  
M. Petr'Antone TOMASI à M. Paul LEONETTI  
M. Hyacinthe VANNI à Mme Nadine NIVAGGIONI

**ETAIENT ABSENTS : MM.**

Jean-Martin MONDOLONI, François ORLANDI, Jean-Charles ORSUCCI, Antoine POLI, Camille de ROCCA SERRA

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** le Code de la commande publique, et notamment ses articles R. 3135-3 à R. 3135-5,
- VU** le Code des transports,
- VU** le Code de l'aviation civile,
- VU** la loi NOTRe créant au 1<sup>er</sup> janvier 2018 la Collectivité de Corse,
- VU** la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence modifiée pour faire face à l'épidémie de Covid-19 et notamment son titre II,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2019-885 du 22 août 2019 du Premier ministre créant au 1<sup>er</sup> janvier 2020 la Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,

- VU** les conventions entre l'Etat et la Collectivité Territoriale de Corse du 13 février 2004 sur les modalités de mise en œuvre des transferts de compétences et de patrimoine sur le port de commerce de Bastia, et sur les aéroports d'Aiacciu, de Figari, de Bastia et de Calvi,
- VU** le contrat de concession du port de commerce de Bastia en date du 4 janvier 2006,
- VU** l'avenant n° 1 en date du 24 février 2010 venant compléter et préciser certaines dispositions du contrat de concession initial,
- VU** l'avis favorable du conseil portuaire du 17 décembre 2020,
- APRES** l'avis favorable de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP) du 7 septembre 2020,
- VU** la délibération n° 20/096 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 portant prorogation du cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse prévu par la délibération n° 20/065 AC du 24 avril 2020,
- SUR** rapport de la Commission du Développement Economique, du Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,
- APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

#### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

À l'unanimité,

**Ont voté POUR (58) : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Valérie BOZZI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, François-Xavier CECCOLI, Marcel CESARI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPUTTI, Laura FURIOLI, Jean-Charles GIABICONI, Pierre GHIONGA, Fabienne GIOVANNINI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Paul LEONETTI, Jean-Jacques LUCCHINI, Pierre-Jean LUCIANI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Chantal PEDINIELLI, Marie-Anne PIERI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Jean-Guy TALAMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** en toutes ses dispositions l'avenant n° 2 au cahier des charges de la concession du port de commerce de Bastia.

**ARTICLE 2 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à signer ledit avenant avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse représentée par son Président, conformément au projet joint en annexe de la présente délibération et à prendre toutes mesures afin d'en assurer la parfaite exécution.

**ARTICLE 3 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Aiacciu, le 21 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/219 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
PRENANT ACTE DU RAPPORT D'INFORMATION SUR LE RENOUVELLEMENT  
DES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES DE BASTIA**

**CHÌ PIGLIA ATTU DI U RAPORTU D'INFURMAZIONE NANTU A A RINNUVATA  
DI L'INFRASTRUTTURE PURTUARIE DI BASTIA**

**SEANCE DU 21 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le vingt et un décembre, l'Assemblée de Corse, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Marcel CESARI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Jean-Jacques LUCCHINI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Julien PAOLINI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Anne TOMASI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Vannina ANGELINI-BURESI à Mme Pascale SIMONI  
Mme Valérie BOZZI à Mme Isabelle FELICIAGGI  
M. François-Xavier CECCOLI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Catherine COGNETTI-TURCHINI à Mme Catherine RIERA  
Mme Laura FURIOLI à M. François BENEDETTI  
Mme Fabienne GIOVANNINI à Mme Nadine NIVAGGIONI  
M. Paul LEONETTI à M. Pierre-José FILIPPETTI  
M. Pierre-Jean LUCIANI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Marie-Hélène PADOVANI à Mme Catherine RIERA  
Mme Chantal PEDINIELLI à M. Xavier LACOMBE  
Mme Marie-Anne PIERI à M. Xavier LACOMBE  
M. Pierre POLI à Mme Mattea CASALTA  
Mme Laura Maria POLI-ANDREANI à Mme Pascale SIMONI

M. Jean-Guy TALAMONI à M. François BENEDETTI  
Mme Julia TIBERI à M. Jean-François CASALTA  
M. Petr'Antone TOMASI à M. Paul LEONETTI

**ETAIENT ABSENTS : MM.**

Jean-Martin MONDOLONI, François ORLANDI, Jean-Charles ORSUCCI, Antoine POLI, Camille de ROCCA SERRA, Hyacinthe VANNI

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 19/231 AC de l'Assemblée de Corse du 25 juillet 2019 approuvant le programme d'études relatif au renouvellement des infrastructures portuaires de Bastia,
- VU** la délibération n° 20/096 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 portant prorogation du cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse prévu par la délibération n° 20/065 AC du 24 avril 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- VU** l'avis de la Chambre des Territoires,
- APRES** avis de la Commission du Développement Economique, du Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

**ARTICLE PREMIER :**

**PREND ACTE** du rapport d'information du Président du Conseil exécutif de Corse concernant le renouvellement des infrastructures portuaires de la ville de Bastia.

**ARTICLE 2 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Aiacciu, le 21 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/220 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
APPROUVANT LE REGLEMENT DES AIDES SPORT**

**CHÌ APPROVA U RIGULAMENTU DI L'AIUTI SPORT**

**SEANCE DU 21 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le vingt et un décembre, l'Assemblée de Corse, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Marcel CESARI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Jean-Jacques LUCCHINI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Jean-Martin MONDOLONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Julien PAOLINI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Anne TOMASI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Valérie BOZZI à Mme Isabelle FELICIAGGI  
M. François-Xavier CECCOLI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Catherine COGNETTI-TURCHINI à Mme Catherine RIERA  
Mme Laura FURIOLI à M. François BENEDETTI  
Mme Fabienne GIOVANNINI à Mme Nadine NIVAGGIONI  
M. Paul LEONETTI à M. Pierre-José FILIPPETTI  
M. Pierre-Jean LUCIANI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Marie-Hélène PADOVANI à Mme Catherine RIERA  
Mme Chantal PEDINIELLI à M. Xavier LACOMBE  
Mme Marie-Anne PIERI à M. Xavier LACOMBE  
M. Pierre POLI à Mme Mattea CASALTA  
Mme Laura Maria POLI-ANDREANI à Mme Pascale SIMONI  
M. Camille de ROCCA SERRA à M. Jean-Martin MONDOLONI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. François BENEDETTI



Mme Julia TIBERI à M. Jean-François CASALTA  
M. Petr'Antone TOMASI à M. Pierre-José FILIPPETTI  
M. Hyacinthe VANNI à Mme Nadine NIVAGGIONI

**ETAIENT ABSENTS : MM.**

François ORLANDI, Jean-Charles ORSUCCI, Antoine POLI

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** le Code du sport,
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans les relations avec les administrations et notamment son article 10,
- VU** l'article 30 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- VU** la loi n° 2019-812 du 1<sup>er</sup> août 2019 relative à la création de l'Agence nationale du sport,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/096 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 portant prorogation du cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse prévu par la délibération

n° 20/065 AC du 24 avril 2020,

- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,
- VU** l'avis n° 2020-67 du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel de Corse, en date du 15 décembre 2020,
- VU** l'avis de la Chambre des Territoires
- SUR** rapport de la Commission de l'Education, de la Culture, de la Cohésion Sociale et de la Santé,
- SUR** rapport de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (60) : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Valérie BOZZI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, François-Xavier CECCOLI, Marcel CESARI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPUTTI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Fabienne GIOVANNINI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Paul LEONETTI, Jean-Jacques LUCCHINI, Pierre-Jean LUCIANI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Jean-Martin MONDOLONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Chantal PEDINIELLI, Marie-Anne PIERI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGIO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Camille de ROCCA SERRA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Jean-Guy TALAMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

### **ARTICLE PREMIER :**

**ADOpte**, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, le règlement des aides « sport » actualisé, tel que présenté dans le document annexé à la présente délibération.

### **ARTICLE 2 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à :

- signer tout document assurant la mise en œuvre de ces dispositifs,
- individualiser les fonds correspondants en Conseil exécutif,
- prendre toute mesure subséquente (arrêté, convention, avenant), dans la limite des plafonds prévus et dans le cadre des modalités et

dispositions définies au présent règlement des aides.

**ARTICLE 3 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Aiacciu, le 21 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/221 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
APPROUVANT LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS  
AVEC U CENTRU DI U SPORTU E DI A GHJUVENTU CORSA CENTRE  
DU SPORT ET DE LA JEUNESSE CORSE (CSJC)**

**CHÌ APPROVA A CUNVENZIONE D'UGETTIVI E DI MEZI CU U CENTRU  
DI U SPORTU E DI A GHJUVENTU CORSA - CENTRE DU SPORT  
ET DE LA JEUNESSE CORSE (CSJC)**

**SEANCE DU 21 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le vingt et un décembre, l'Assemblée de Corse, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Marcel CESARI, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Jean-Jacques LUCCHINI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Jean-Martin MONDOLONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGIO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Anne TOMASI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

M. François-Xavier CECCOLI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Laura FURIOLI à M. François BENEDETTI  
Mme Fabienne GIOVANNINI à Mme Nadine NIVAGGIONI  
M. Paul LEONETTI à M. Pierre-José FILIPPETTI  
M. Pierre-Jean LUCIANI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Chantal PEDINIELLI à M. Xavier LACOMBE  
Mme Marie-Anne PIERI à M. Xavier LACOMBE  
M. Pierre POLI à Mme Mattea CASALTA  
Mme Laura Maria POLI-ANDREANI à Mme Pascale SIMONI  
M. Camille de ROCCA SERRA à M. Jean-Martin MONDOLONI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. François BENEDETTI  
M. Hyacinthe VANNI à Mme Nadine NIVAGGIONI

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Valérie BOZZI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, François ORLANDI, Jean-Charles ORSUCCI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Antoine POLI, Catherine RIERA, Julia TIBERI, Petr'Antone TOMASI

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques,
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- VU** la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 18/014 AC de l'Assemblée de Corse du 16 janvier 2018 portant adoption des statuts d'une régie autonome personnalisée dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière pour la gestion du Centre du Sport et de la Jeunesse Corse,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse

- VU** la délibération n° 18/164 AC de l'Assemblée de Corse du 31 mai 2018 portant adoption du règlement des aides sport de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 18/442 AC de l'Assemblée de Corse du 29 novembre 2018 portant création d'un CFA du Sport et de l'Animation,
- VU** la délibération n° 19/274 AC de l'Assemblée de Corse du 26 juillet 2019 portant transfert en pleine propriété à la Collectivité de Corse des biens immobiliers de l'Etat mis à disposition du CSJC,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/096 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 portant prorogation du cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse prévu par la délibération n° 20/065 AC du 24 avril 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse, amendé,
- VU** l'avis n° 2020-68 du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel de Corse, en date du 15 décembre 2020,
- APRES** avis de la Commission de l'Education, de la Culture, de la Cohésion Sociale et de la Santé,
- APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (50) : Mmes et MM.**

Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, François-Xavier CECCOLI, Marcel CÉSARI, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Fabienne GIOVANNINI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Paul LEONETTI, Jean-Jacques LUCCHINI, Pierre-Jean LUCIANI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Jean-Martin MONDOLONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Chantal PEDINIELLI, Marie-Anne PIERI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Camille de ROCCA SERRA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Jean-Guy TALAMONI, Anne TOMASI, Hyacinthe VANNI

### **ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** la convention d'objectifs et de moyens à conclure avec le

Centre du Sport et de la Jeunesse Corse telle qu'annexée à la présente délibération,  
et **AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à la signer.

**ARTICLE 2 :**

**PROPOSE** au titre de l'alinéa 3 de l'article L. 4422-16 du Code général des collectivités territoriales relatif aux propositions d'adaptations législatives et réglementaires, de compléter l'article L. 4424-8 du CGCT relatif aux compétences de la Collectivité de Corse en matière de sport en termes d'accompagnement des athlètes de haut niveau et de formation.

**ARTICLE 3 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Aiacciu, le 21 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/222 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
APPROUVANT LA PASSATION D'UN MARCHÉ A PROCEDURE FORMALISEE  
RELATIF A LA FOURNITURE D'UN SIMULATEUR MACHINES AU PROFIT  
DU LYCEE PROFESSIONNEL MARITIME ET AQUACOLE DE BASTIA**

**CHÌ APPROVA A STABILITÀ DI UN MERCATU A PRUCEDURA FORMALIZATA  
IN QUANTU A A FURNITURA DI UN SIMULATORE DI MECCANICHE  
A U BENEFIZIU DI U LICEU PROFESSIONALE MARITTIMU E ACQUACOLU  
DI BASTIA**

**SEANCE DU 21 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le vingt et un décembre, l'Assemblée de Corse, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Marcel CESARI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Jean-Jacques LUCCHINI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Jean-Martin MONDOLONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Julien PAOLINI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Anne TOMASI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Valérie BOZZI à Mme Isabelle FELICIAGGI  
M. François-Xavier CECCOLI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Catherine COGNETTI-TURCHINI à Mme Catherine RIERA  
Mme Laura FURIOLI à M. François BENEDETTI  
Mme Fabienne GIOVANNINI à Mme Nadine NIVAGGIONI  
M. Paul LEONETTI à M. Pierre-José FILIPPETTI  
M. Pierre-Jean LUCIANI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Marie-Hélène PADOVANI à Mme Catherine RIERA  
Mme Chantal PEDINIELLI à M. Xavier LACOMBE



Mme Marie-Anne PIERI à M. Xavier LACOMBE  
M. Pierre POLI à Mme Mattea CASALTA  
Mme Laura Maria POLI-ANDREANI à Mme Pascale SIMONI  
M. Camille de ROCCA SERRA à M. Jean-Martin MONDOLONI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. François BENEDETTI  
Mme Julia TIBERI à M. Jean-François CASALTA  
M. Petr'Antone TOMASI à M. Pierre-José FILIPPETTI  
M. Hyacinthe VANNI à Mme Nadine NIVAGGIONI

**ETAIENT ABSENTS : MM.**

François ORLANDI, Jean-Charles ORSUCCI, Antoine POLI

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/096 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 portant prorogation du cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse prévu par la délibération n° 20/065 AC du 24 avril 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 6 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- VU** l'avis n° 2020-69 du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel de Corse, en date du 15 décembre 2020,
- SUR** rapport de la Commission de l'Education, de la Culture, de la Cohésion Sociale et de la Santé,
- SUR** rapport de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité des votants,

**Ont voté POUR (58) : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Valérie BOZZI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, François-Xavier CECCOLI, Marcel CESARI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPUTTI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Fabienne GIOVANNINI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Xavier LACOMBE, Paul LEONETTI, Jean-Jacques LUCCHINI, Pierre-Jean LUCIANI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Jean-Martin MONDOLONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Chantal PEDINIELLI, Marie-Anne PIERI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Camille de ROCCA SERRA, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Jean-Guy TALAMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**N'ont pas pris part au vote : Mmes**

Julie GUISEPPI, Anne-Laure SANTUCCI

### **ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** le présent rapport « Passation d'un Marché à Procédure Formalisée relatif à la fourniture d'un Simulateur Machines au profit du Lycée Professionnel Maritime et Aquacole de Bastia », tel qu'il figure en annexe de la présente délibération.

### **ARTICLE 2 :**

**DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit, les crédits inscrits à la rubrique :

**ORIGINE : BS 2020**

**PROGRAMME 4129 EQUIPEMENT GENERAL ET SCIENTIFIQUE 2<sup>ND</sup> DEGRE - AP INVESTISSEMENT**

**MONTANT DISPONIBLE.....1 015 500 euros**

**MONTANT AFFECTE.....500 000 euros**

***Acquisition d'un Simulateur Machines au profit du LPMA Bastia***  
*(Chap. 902 - Fonction 222 - Articles 2033 et 21572)*

**DISPONIBLE A NOUVEAU.....515 500 euros**

**ARTICLE 3 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à signer tous les documents nécessaires au lancement, à la passation et à l'exécution du marché public relatif à la fourniture du simulateur Machines.

**ARTICLE 4 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Aiacciu, le 21 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/223 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
APPROUVANT LE PROJET DE CREATION D'UN BATIMENT  
DE TRANSFORMATION FROMAGERE ET CHARCUTIERE ET D'UNE BERGERIE  
AU CAMPUS AGRI CORSICA DE SARTE RIZZANESE**

**CHÌ APPROVA U PRUGHJETTU DI CUSTRUZZIONI DI UNA FABRICA DI CASGI  
E DI SALAMARIA A U CAMPUS AGRI CORSICA DI SARTE**

**SEANCE DU 21 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le vingt et un décembre, l'Assemblée de Corse, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI, Président de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Valérie BOZZI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Marcel CESARI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Jean-Martin MONDOLONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Jean-Charles ORSUCCI, Julien PAOLINI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

M. François-Xavier CECCOLI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Catherine COGNETTI-TURCHINI à Mme Catherine RIERA  
Mme Laura FURIOLI à M. François BENEDETTI  
Mme Fabienne GIOVANNINI à Mme Nadine NIVAGGIONI  
M. Pierre-Jean LUCIANI à M. Pierre GHIONGA  
M. François ORLANDI à M. Jean-Charles ORSUCCI  
Mme Marie-Hélène PADOVANI à Mme Catherine RIERA  
Mme Chantal PEDINIELLI à M. Xavier LACOMBE  
Mme Marie-Anne PIERI à M. Xavier LACOMBE  
M. Antoine POLI à M. Jean-Charles ORSUCCI  
Mme Laura Maria POLI-ANDREANI à Mme Pascale SIMONI

M. Camille de ROCCA SERRA à M. Jean-Martin MONDOLONI  
Mme Julia TIBERI à M. Jean-François CASALTA

**ETAIENT ABSENTS : MM.**

Pierre-José FILIPPETTI, Paul LEONETTI, Jean-Jacques LUCCHINI

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D.4425-53,
- VU** l'article L. 215-1 du Code de l'éducation,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/096 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 portant prorogation du cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse prévu par la délibération n° 20/065 AC du 24 avril 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**SUR** rapport de la Commission de l'Education, de la Culture, de la Cohésion Sociale et de la Santé,

**SUR** rapport de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (60) : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Valérie BOZZI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, François-Xavier CECCOLI, Marcel CESARI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Fabienne GIOVANNINI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Pierre-Jean LUCIANI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Jean-Martin MONDOLONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Jean-Charles ORSUCCI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Chantal PEDINIELLI, Marie-Anne PIERI, Antoine POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGIO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Camille de ROCCA SERRA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Jean-Guy TALAMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** le projet de création d'un bâtiment de transformation fromagère et charcutière et d'une bergerie au Campus Agri Corsica de Sartè, tel que décrit dans le rapport en annexe.

**ARTICLE 2 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à lancer le projet de construction d'un bâtiment de transformation pour un montant de 240 000 € HT, imputée sur l'opération 4121M004 / AP-2020-4121.

**ARTICLE 3 :**

**APPROUVE** l'octroi d'une subvention d'investissement de

82 431,60 € au Campus Agri Corsica de Sartè pour la construction de la bergerie. Cette subvention sera engagée sur l'affectation N4121CL081/AP-2019-4121.

**ARTICLE 4 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Ajacciu, le 21 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/224 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
APPROUVANT LA CONVENTION TRIPARTITE ET QUADRIENNALE  
D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LA COLLECTIVITÉ DE CORSE, LA  
SOCIÉTÉ NATIONALE DE PROGRAMME FRANCE TELEVISIONS ET L'ÉTAT  
RELATIVE AU DEVELOPPEMENT DE LA CHAINE VIA STELLA POUR LA  
PÉRIODE DU 1ER JANVIER 2020 AU 31 DÉCEMBRE 2023**

**CHÌ APPROVA A CUNVENZIONE TRIPARTITA E QUADRIANNUALE D'UGETTIVI  
E DI MEZI TRA A CULLETTIVITA DI CORSICA, A SUCETA NAZIUNALE DI  
PRUGRAMMA FRANCE TELEVISIONS E U STATU IN QUANTU A U SVILUPPU DI  
U CANALE VIA STELLA PE U PERIUDU CURRENDU DA U 1MA DI  
GHJENNAGHJU A U 31 DI DICEMBRE DI U 2023**

**SEANCE DU 21 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le vingt et un décembre, l'Assemblée de Corse, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI, Président de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Valérie BOZZI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Marcel CESARI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Jean-Jacques LUCCHINI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Jean-Martin MONDOLONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Jean-Charles ORSUCCI, Julien PAOLINI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGIO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

M. François-Xavier CECCOLI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Catherine COGNETTI-TURCHINI à Mme Catherine RIERA  
Mme Laura FURIOLI à M. François BENEDETTI  
Mme Fabienne GIOVANNINI à Mme Nadine NIVAGGIONI  
M. Paul LEONETTI à M. Pierre-José FILIPPETTI



M. Pierre-Jean LUCIANI à M. Pierre GHIONGA  
M. François ORLANDI à M. Jean-Charles ORSUCCI  
Mme Marie-Hélène PADOVANI à Mme Catherine RIERA  
Mme Chantal PEDINIELLI à M. Xavier LACOMBE  
Mme Marie-Anne PIERI à M. Xavier LACOMBE  
M. Antoine POLI à M. Jean-Charles ORSUCCI  
Mme Laura Maria POLI-ANDREANI à Mme Pascale SIMONI  
M. Camille de ROCCA SERRA à M. Jean-Martin MONDOLONI  
Mme Anne-Laure SANTUCCI à M. Guy ARMANET  
Mme Julia TIBERI à M. Jean-François CASALTA

## L'ASSEMBLEE DE CORSE

- VU** le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et notamment les articles 106,107 et 108,
- VU** la décision du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des règles de l'Union européenne en matière d'aides d'Etat aux compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général,
- VU** la décision de la Commission européenne C(2006) 806 du 22 mars 2006 relative à l'aide à la création de la chaîne corse Via Stella,
- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment l'article L. 4424-6,
- VU** la loi n° 2009-258 du 5 mars 2009 relative à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision,
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - loi NOTRe,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 17/284 AC de l'Assemblée de Corse du

21 septembre 2017 portant approbation du nouveau cadre pour l'action culturelle et du nouveau cadre pour le patrimoine de la Collectivité Territoriale de Corse,

**VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,

**VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 Février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,

**VU** la délibération n° 20/068 AC de l'Assemblée de Corse du 24 avril 2020 adoptant le rapport « Vince contr'à u COVID 19 »,

**VU** la délibération n° 20/096 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 portant prorogation du cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse prévu par la délibération n° 20/065 AC du 24 avril 2020,

**VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 6 novembre 2020 adoptant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,

**VU** la délibération n° 20/173 CP de la Commission Permanente du 25 novembre 2020 portant approbation de la convention de coopération 2020-2022 pour le cinéma et l'image animée et de la convention d'application financière 2020 entre l'Etat, le Centre national du cinéma et de l'image animée et la Collectivité de Corse,

**VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de la Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**VU** l'avis n° 2020-71 du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel de Corse, en date du 15 décembre 2020,

**SUR** rapport de la Commission de l'Education, de la Culture, de la Cohésion Sociale et de la Santé,

**APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

**CONSIDERANT** les prérogatives étendues de la Collectivité de Corse dans le domaine de l'audiovisuel, qui lui sont notamment conférées par l'article L. 4424-6 du Code général des collectivités territoriales,

**CONSIDERANT** le soutien apporté par la Collectivité de Corse à la chaîne ViaStella depuis sa création en 2007,

**CONSIDERANT** les efforts consentis par la Collectivité de Corse pour assurer la promotion, le développement et la structuration d'une filière audiovisuelle et cinématographique en Corse et le développement de la création en langue corse,

**CONSIDERANT** les points de convergence entre les enjeux multisectoriels de la chaîne ViaStella et les objectifs propres de la Collectivité de Corse,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (63) : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Valérie BOZZI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, François-Xavier CECCOLI, Marcel CESARI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPUTTI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Fabienne GIOVANNINI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Paul LEONETTI, Jean-Jacques LUCCHINI, Pierre-Jean LUCIANI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Jean-Martin MONDOLONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Jean-Charles ORSUCCI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Chantal PEDINIELLI, Marie-Anne PIERI, Antoine POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGIO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Camille de ROCCA SERRA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Jean-Guy TALAMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

### **ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** le projet de convention tripartite et quadriennale d'objectifs et de moyens à conclure entre l'Etat, la Société nationale de programme France Télévisions et la Collectivité de Corse relative au développement de la chaîne Via Stella pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2020, tel qu'il figure en annexe 1 de la délibération.

### **ARTICLE 2 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à signer ladite convention, dans la mesure où les services de l'Etat font leur affaire de l'information de la Commission européenne.

### **ARTICLE 3 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à signer les éventuels avenants à ladite convention sous réserve qu'ils n'ont pas pour effet d'augmenter les engagements financiers conventionnellement prévus.

**ARTICLE 4 :**

**DÉCIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

**CULTURE - INVESTISSEMENT**

**ORIGINE : BP + BS 2020**

**PROGRAMME : 4423 INVESTISSEMENT**

**MONTANT DISPONIBLE : .....4 288 752,31 €**

**S.A. FRANCE TELEVISIONS (PARIS)**

*Mise en œuvre de la Convention d'objectifs et de moyens relative au*

*Développement de la chaîne ViaStella pour la période 2020-2023.....3 200 000,00 €*

**MONTANT AFFECTE.....3 200 000,00 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU.....1 088 752,31 €**

**ARTICLE 5 :**

**FIXE** le montant annuel de la subvention d'investissement allouée par la Collectivité de Corse à la Société nationale de programme France Télévisions dans le cadre de ladite convention relative au développement de la chaîne ViaStella, à huit cent mille euros (**800 000 €**) pour chacune des quatre années de la période de 2020 à 2023, conformément aux tableaux d'affectation des subventions de la chaîne ViaStella en compensation de service public, tels qu'ils figurent en annexe 3 de la convention.

**ARTICLE 6 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Aiacciu, le 21 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/225 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
APPROUVANT L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIÈRE AU BENEFICIAIRE  
DE LA COMMUNE DE BASTIA POUR LA RÉALISATION D'UNE ÉTUDE  
PRÉPARATOIRE A LA CANDIDATURE BASTIA-CORSICA AU LABEL  
« CAPITALE EUROPÉENNE DE LA CULTURE »**

**CHÌ APPROVA L'AIUTU FINANZIARIU À A CUMUNA DI BASTIA PE A  
REALIZAZIONE DI UN STUDIU PRIPARATORIU À A CANDIDATURA BASTIA  
CORSICA A U LABELLU « CAPITALE EURUPEA DI A CULTURA »**

**SEANCE DU 21 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le vingt et un décembre, l'Assemblée de Corse, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI, Président de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Valérie BOZZI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Marcel CESARI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Pierre GHIONGA, Fabienne GIOVANNINI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Jean-Jacques LUCCHINI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Jean-Martin MONDOLONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Jean-Charles ORSUCCI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

M. François-Xavier CECCOLI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Laura FURIOLI à M. François BENEDETTI  
M. Jean-Charles GIABICONI à Mme Nadine NIVAGGIONI  
M. Paul LEONETTI à M. Pierre-José FILIPPETTI  
M. Pierre-Jean LUCIANI à M. Pierre GHIONGA  
M. François ORLANDI à M. Jean-Charles ORSUCCI  
Mme Chantal PEDINIELLI à M. Xavier LACOMBE  
Mme Marie-Anne PIERI à M. Xavier LACOMBE

M. Antoine POLI à M. Jean-Charles ORSUCCI  
Mme Laura Maria POLI-ANDREANI à Mme Pascale SIMONI  
M. Camille de ROCCA SERRA à M. Jean-Martin MONDOLONI  
Mme Anne-Laure SANTUCCI à M. Guy ARMANET  
Mme Julia TIBERI à M. Jean-François CASALTA

## L'ASSEMBLEE DE CORSE

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie,
- VU** l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 17/284 AC de l'Assemblée de Corse du 17 septembre 2017 approuvant le nouveau cadre de l'action Culturelle et le nouveau cadre de l'action patrimoniale de la Collectivité Territoriale de Corse,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/068 AC de l'Assemblée de Corse du 24 avril 2020 adoptant le rapport « Vince contra à u Covid-19 »,
- VU** la délibération n° 20/096 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 portant prorogation du cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse prévu par la délibération n° 20/065 AC du 24 avril 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 6 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire de la Collectivité

de Corse pour 2020,

**VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**VU** l'avis n° 2020-73 du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel de Corse, en date du 15 décembre 2020,

**APRES** avis de la Commission de l'Education, de la Culture, de la Cohésion Sociale et de la Santé,

**SUR** rapport de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

**CONSIDÉRANT** que le règlement des aides « culture » adopté par l'Assemblée de Corse le 27 avril 2018 ne permet pas de financer des études réalisées par les communes sur des opérations du type « candidature d'une ville capitale européenne de la culture »,

**CONSIDÉRANT** que l'action de la Collectivité de Corse en matière culturelle est de soutenir toutes les actions permettant de promouvoir la culture corse,

#### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (63) : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Valérie BOZZI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, François-Xavier CECCOLI, Marcel CESARI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPUTTI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Fabienne GIOVANNINI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Paul LEONETTI, Jean-Jacques LUCCHINI, Pierre-Jean LUCIANI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Jean-Martin MONDOLONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Jean-Charles ORSUCCI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Chantal PEDINIELLI, Marie-Anne PIERI, Antoine POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Camille de ROCCA SERRA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Jean-Guy TALAMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

#### **ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** le rapport du Président du Conseil exécutif de Corse, annexé à la présente délibération, relatif à la candidature de Bastia-Corsica au label

« capitale européenne de la culture ».

**ARTICLE 2 :**

**DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits aux rubriques suivantes :

ORIGINE : BP 2020

PROGRAMME : 4423 - FONCTIONNEMENT

**MONTANT DISPONIBLE.....705 413,98 €**

**Commune de BASTIA**

Réalisation d'une étude préparatoire à la candidature de Bastia-Corsica Capitale européenne de la culture..... **72 000,00 €**

**MONTANT AFFECTE..... 72 000,00 €**

**MONTANT A NOUVEAU DISPONIBLE..... 633 413,98 €**

**ARTICLE 3 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Aiacciu, le 21 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI





**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/226 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
APPROUVANT LES AVENANTS N° 4 AUX CONVENTIONS CONCLUES ENTRE  
L'ACADEMIE DE CORSE, GIPACOR ET LA CTC RELATIVES A LA MISE EN  
ŒUVRE DU GRAND PLAN DE FORMATION DES ENSEIGNANTS DU 1ER  
DEGRE POUR L'ENSEIGNEMENT EN LANGUE CORSE DE JANVIER A JUIN  
2021 DANS LE CADRE DU CPER**

**CHÌ APPROVA A MUDIFICAZIONI N° 4 A I CUNVANZIONI ACCADEMIA DI  
CORSICA, GIPACOR E A CTC RILATIVI À A MISSA IN OPARA DI U GRAN PIANU  
DI FURMAZIONI DI L'INSIGNANTI DI U 1MU GRADU IN LINGUA CORSA, DA  
GHJINNAGHJU A GHJUNGU 2021, IN U QUADRU DI U CPER**

**SEANCE DU 22 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le vingt deux décembre, l'Assemblée de Corse, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI, Président de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Marcel CESARI, Romain COLONNA, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Michel GIRASCHI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Jean-Martin MONDOLONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Chantal PEDINIELLI, Antoine POLI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Juliette PONZEVERA, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Vannina ANGELINI-BURESI à Mme Pascale SIMONI  
Mme Valérie BOZZI à Mme Isabelle FELICIAGGI  
M. François-Xavier CECCOLI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Catherine COGNETTI-TURCHINI à Mme Marie-Hélène PADOVANI  
Mme Christelle COMBETTE à M. Xavier LACOMBE  
M. Jean-Louis DELPOUX à Mme Chantal PEDINIELLI  
M. Pierre-José FILIPPUTTI à M. François BENEDETTI  
Mme Fabienne GIOVANNINI à Mme Nadine NIVAGGIONI

M. Francis GIUDICI à Mme Marie-Thérèse MARIOTTI  
Mme Stéphanie GRIMALDI à M. Pierre GHIONGA  
M. Paul LEONETTI à Mme Pascale SIMONI  
M. Jean-Jacques LUCCHINI à M. Julien PAOLINI  
M. Pierre-Jean LUCIANI à Mme Isabelle FELICIAGGI  
M. François ORLANDI à M. Antoine POLI  
M. Jean-Charles ORSUCCI à M. Antoine POLI  
Mme Marie-Anne PIERI à M. Xavier LACOMBE  
Mme Catherine RIERA à Mme Marie-Hélène PADOVANI  
M. Camille de ROCCA SERRA à M. Jean-Martin MONDOLONI  
M. Petr'Antone TOMASI à Mme Laura Maria POLI-ANDREANI

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Louis POZZO DI BORGO, Anne-Laure SANTUCCI

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53.
- VISTU** u Codice generale di e cullettività territoriale, titulu II, libru IV, IV<sup>a</sup> parte, è in particulare li so articuli L. 4421-1 à L. 4426-1 è R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VISTU** a leghji n° 2020-1379 di u 14 di nuvembri di u 2020 autorizendu a prurugazioni di l'urgenza sanitaria è aduttendu misuri diversi di aghjistioni di a crisa sanitaria,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19.
- VISTU** l'ordinanza n 2020-391 di u 1u d'aprili di u 2020 parmettendu a cuntinuità di u funziunamentu di l'istituzioni lucali è di l'aserciziu di i cumpetenzì di i cullitività tarritorialì et di i stabulimenti publichi lucali da sfrancassi di l'epidemia di u Covid 19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VISTU** u decretu nu 2020-1257 di u 14 d'uttrovi di u 2020 dichjarendu « u statu d'urgenza sanitaria »,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28
- VISTU** u decretu n° 2020-1310 di u 29 d'uttrovi di u 2020 priscrivendu « i mesuri ghjinirali nicissarii da fà fronti à l'epidemia di Covid 19 in u quadru di u statu d'urgenza sanitaria è supratuttu u so articulu 28,

- VU** la délibération n° 15/083 AC de l'Assemblée de Corse du 16 avril 2015 approuvant le Plan Lingua 2020 « Pà a nurmalizazioni di a lingua corsa è u prugressu versu una sucità bilingua ».
- VISTU** a dilibarazioni n° 15/083 AC di l'Assemblea di Corsica di u 16 d'aprili di u 2015 chì approva u Pianu Lingua 2020 « Pà a nurmalizazioni di a lingua corsa è u prugressu versu una sucità bilingua »,
- VU** la délibération n° 15/253 AC de l'Assemblée de Corse du 29 octobre 2015 adoptant le Contrat Pe plan Etat-Région pour la Corse 2015-2020.
- VISTU** a dilibarazioni n° 15/253 AC di u 29 d'uttrovi di u 2015 dendu accunsentu à u cuntrattu di pianu Statu-Righjoni 2015-2020,
- VU** le CPER 2015-2020 pour la Corse, signé le 13 novembre 2015.
- VISTU** u CPER 2015-2020 par a Corsica, firmatu u 13 di nuvembri di u 2015,
- VU** la délibération n° 16/140 AC de l'Assemblée de Corse du 23 juin 2016 approuvant la mise en œuvre du plan de développement de la langue et de la culture corses.
- VISTU** a dilibarazioni n° 16/140 AC di l'Assemblea di Corsica di u 23 di ghjungnu di u 2016 appruvendu a missa in baddu di u pianu di sviluppu di a lingua è di a cultura corsa,
- VU** la délibération n° 16/248 AC de l'Assemblée de Corse du 28 octobre 2016 adoptant les conventions Académie de Corse / Collectivité Territoriale de Corse et GIPACOR / Collectivité Territoriale de Corse relatives à la mise en œuvre du grand plan de formation des enseignants en langue corse.
- VISTU** a dilibarazioni n° 16/248 AC di l'Assemblea di Corsica di u 28 d'uttrovi di u 2016 dendu accunsentu à i cunvanzioni Accademia di Corsica / Cullittività Tirriturali di Corsica è GIPACOR / Cullittività Tirriturali di Corsica relativi à a missa in opara di u gran pianu di furmazioni di l'insignanti in lingua corsa,
- VU** la convention n° C16SFE11 conclue entre l'Académie de Corse et la Collectivité Territoriale de Corse pour la mise en œuvre du grand plan de formation en langue corse du 14 novembre 2016.
- VISTU** a cunvanzioni n° C16SFE11 firmata trà l'Accademia di Corsica è a Cullittività Tirriturali di Corsica par a missa in baddu di u pianu di furmazioni in lingua corsa di u 14 di nuvembri di u 2016,
- VU** la convention n° C16SFE12 conclue entre le GIPACOR et la Collectivité Territoriale de Corse pour la mise en œuvre du grand plan de formation en langue corse du 14 novembre 2016.
- VISTU** a cunvanzioni n° C16SFE12 firmata trà u GIPACOR è a Cullittività Tirriturali di Corsica par a missa in opara di u pianu di furmazioni in lingua corsa di u 14 di nuvembri di u 2016,
- VU** la délibération n° 17/238 AC de l'Assemblée de Corse du 28 juillet 2017 adoptant les avenants n°1 aux conventions conclues entre l'Académie de Corse, le GIPACOR et la Collectivité Territoriale de Corse relatives à la mise en œuvre du grand plan de formation des enseignants du premier degré pour l'enseignement en langue corse pour la période 2017/2018, dans le cadre du CPER.

- VISTU** a dilibrazioni n° 17/238 AC di l'Assemblea di Corsica di u 28 di luddu di u 2017 dendu accunsentu à i mudificazioni n° 1 à i cunvanzioni trà l'Accademia di Corsica, u GIPACOR è a Cullitività Tirrituriali di Corsica relativi à a missa in opara di u gran pianu di furmazioni di l'insignanti in lingua corsa in par 2017/2018, in u quadru di u CPER,
- VU la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse.
- VISTU** a dilibrazioni n° 18/139 AC di l'Assemblea di Corsica di u 30 di maghju di u 2018 chì approva u regulamentu bughjittariu è finanziariu di a Cullitività di Corsica,
- VU la délibération n° 18/338 AC de l'Assemblée de Corse du 20 septembre 2018 adoptant les avenants n° 2 aux conventions conclues entre l'Académie de Corse, le GIPACOR et la Collectivité Territoriale de Corse relatives à la mise en œuvre du grand plan de formation des enseignants du premier degré pour l'enseignement en langue corse pour la période 2018-2019, dans le cadre du CPER.
- VISTU** a dilibrazioni n°18/338 AC di l'Assemblea di Corsica di u 20 di sitembri di u 2018 dendu accunsentu à i mudificazioni n°2 à i cunvanzioni trà l'Accademia di Corsica, u GIPACOR è a Cullitività Tirrituriali di Corsica relativi à a missa in opara di u gran pianu di furmazioni di l'insignanti in lingua corsa in par 2018/2019, in u quadru di u CPER,
- VU la délibération n° 19/268 AC de l'Assemblée de Corse en date du 26 juillet 2019 adoptant les avenants n° 3 aux conventions conclues entre l'Académie de Corse, le GIPACOR et la Collectivité Territoriale de Corse pour la mise en œuvre du grand plan de formation des enseignants du premier degré pour l'enseignement en langue corse pour la période 2019-2020.
- VISTU** a dilibrazioni n° 19/268 AC di l'Assemblea di Corsica di u 26 di luddu di u 2019 dendu accunsentu à i mudificazioni n°3 à i cunvanzioni trà l'Accademia di Corsica, u GIPACOR è a Cullitività Tirrituriali di Corsica relativi à a missa in opara di u gran pianu di furmazioni di l'insignanti in lingua corsa in par 2018/2019, in u quadru di u CPER,
- VU la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020.
- VISTU** a dilibrazioni n° 20/028 AC di l'Assemblea di Corsica di u 13 di frivaghju di u 2020 chì approva u Bughjettu Primitivu di a Cullitività di Corsica par u 2020,
- VU la délibération n° 20/1542 CE du Conseil exécutif du 13 octobre 2020 adoptant l'avenant n° 3 bis à la convention conclue entre le GIPACOR et la Collectivité Territoriale de Corse pour la mise en œuvre du grand plan de formation des enseignants du premier degré pour l'enseignement en langue corse pour 2020, dans le cadre du CPER.
- VISTU** a dilibrazioni n° 20/1542 CE di u Cunsigliu isicutivu di u 13 d'uttrovi di u 2020 dendu accunsentu à i mudificazioni n°3 bis à a cunvanzioni trà u GIPACOR è a Cullitività Tirrituriali di Corsica relativa à a missa in opara di u gran pianu di furmazioni di l'insignanti in lingua corsa par 2020, in u

quadru di u CPER,

**VU** la délibération n° 20/096 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 portant prorogation du cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse prévu par la délibération n° 20/065 AC du 24 avril 2020.

**VISTU** a dilibarazioni n° 20/096 AC di di l'Assemblea di Corsica, di u 30 di luddu di u 2020 chi approva u quadru generale d'organizzazioni è di seduta di i riunioni di l'Assemblea di Corsica previstu da a deliberazione n° 20/065 AC di u 24 d'aprile di u 2020,

**VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 6 novembre 2020, portant approbation du Budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,

**VISTU** a dilibarazioni n° 20/171 AC di l'Assemblea di Corsica, di u 6 di nuvembru 2020 appruvendu u bughjettu supplimintariu di a Cullittività di Corsica par l'asarciziu 2020,

**VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**VISTU** u discriptivu di scadenzi di i crediti di pagamentu in appicciu à u presentu rapportu di u Pridenti di u Cunsigliu isicutivu di Corsica,

**SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,  
**NANT'À** rapportu di u Pridenti di u Cunsigliu isicutivu di Corsica,

**VU** l'avis n° 2020-80 du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel de Corse, en date du 21 décembre 2020,

**VISTU** l'avisu n° 2020-80 di u Cunsigliu Economicu, Sociale, Ambientale è Culturale di Corsica di u 21 di dicembre di u 2020,

**APRES** avoir accepté de délibérer sur ce rapport selon la procédure d'urgence dans des délais abrégés (45 voix POUR : les représentants des groupes « Femu a Corsica » (16), « Corsica Libera (13) », « Partitu di a Nazione Corsa (10) », et « La Corse dans la République (6) » ; 16 voix CONTRE : les représentants des groupes « Per l'Avvene (10) » et « Andà Per Dumane (6) »),

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité

**Ont voté POUR (61) : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Valérie BOZZI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Matteo CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, François-Xavier CECCOLI, Marcel CESARI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPUTTI, Laura FURIOLI, Jean-Charles GIABICONI, Pierre GHIONGA, Fabienne GIOVANNINI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI,

Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Paul LEONETTI, Jean-Jacques LUCCHINI, Pierre-Jean LUCIANI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Jean-Martin MONDOLONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Jean-Charles ORSUCCI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Chantal PEDINIELLI, Marie-Anne PIERI, Antoine POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Camille de ROCCA SERRA, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Jean-Guy TALAMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ARTICLE PREMIER :**

**DÉCIDE** de prolonger par l'avenant n° 4 la convention conclue entre l'Académie de Corse et la Collectivité Territoriale de Corse concernant la mise en œuvre du grand plan de formation des enseignants du premier degré en langue corse pour la période de janvier à juin 2021, telle que jointe en Annexe n° 6.

**DECIDE** de prolonger par l'avenant n° 4 la convention conclue entre le GIPACOR et la Collectivité Territoriale de Corse concernant la mise en œuvre du grand plan de formation des enseignants du premier degré en langue corse pour la période de janvier à juin 2021. telle que jointe en Annexe n° 7.

**ARTICULU PRIMU :**

**DICIDE** di tirà avanti par via di a mudificazioni n° 4 a cunvanzioni Accademia di Corsica - Cullittività Tirrituriali di Corsica relativa à a missa in opara di u gran pianu di furmazioni di l'insignanti di u primu gradu in lingua corsa, dà ghjinnaghju à ghjungnu 2021, in cunfurmità incù u documentu in Appicciu n° 6,

**DICIDE** di tirà avanti par via di a mudificazioni n° 4 a cunvanzioni GIPACOR - Cullittività Tirrituriali di Corsica relativa à a missa in opara di u gran pianu di furmazioni di l'insignanti di u primu gradu in lingua corsa, dà ghjinnaghju à ghjungnu 2021, in cunfurmità incù u documentu in Appicciu n° 7.

**ARTICLE 2 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à signer :

- L'avenant n° 4 à la convention n° C16SFE11 conclue entre l'Académie de Corse et la Collectivité Territoriale de Corse concernant la mise en œuvre du grand plan de formation des enseignants du premier degré en langue corse pour la période de janvier à juin 2021, telle que jointe en Annexe n° 6.
- L'avenant n° 4 la convention n° C16SFE12 conclue entre le GIPACOR et la Collectivité Territoriale de Corse concernant la mise en œuvre du grand plan de formation des enseignants du premier degré en langue corse pour la période de janvier à juin 2021. telle que jointe en Annexe n° 7.

**ARTICLE 2 :**

**AUTURIZEGHJA u Prisenenti di u Cunsigliu isicutivu di Corsica à firmà :**

- A mudificazioni n° 4 à a cunvanzioni n° C16SFE11 Accademia di Corsica - Cullittività Tirrituriali di Corsica relativa à a missa in opara di u gran'pianu di furmazioni di l'insignanti di u primu gradu in lingua corsa dà ghjinnaghju à ghjungnu 2021, in cunfurmità incù u documentu in Appicciu n° 6,
- A mudificazioni n° 4 à a cunvanzioni n° C16SFE12 GIPACOR - Cullittività Tirrituriali di Corsica relativa à a missa in opara di u gran'pianu di furmazioni di l'insignanti di u primu gradu in lingua corsa dà ghjinnaghju à ghjungnu 2021, in cunfurmità incù u documentu in Appicciu n° 7.

**ARTICLE 3 :**

**DÉCIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : BP 2020

Programme 4311 - LC Formation - Chapitre 932 - Fonction 288 - Compte 657382

**MONTANT DISPONIBLE.....1 570 606,00 Euros**

● Prolongation par leurs avenants n° 4 respectifs des conventions conclues entre le GIPACOR et la Collectivité Territoriale de Corse (convention n° C16SFE12) et l'Académie de Corse et la Collectivité Territoriale de Corse (convention n° C16SFE11) portant toutes deux sur la mise en œuvre du grand plan de formation des enseignants du premier degré en langue corse pour la période de janvier à juin 2021.....**115 029,51 Euros**

**MONTANT AFFECTÉ.....115 029,51 Euros**

**DISPONIBLE A NOUVEAU.....1 455 576,49 Euros**

**ARTICULU 3 :**

**DICIDE** di fà a ripartizioni cussi di i crediti scritti in a rubrica :

**LINGUA CORSA - FURMAZIONI È INSIGNAMENTU**

URIGHJINI : BP 2020

Prugramma 4311 - LC Furmazioni - Capitulu 932 - Funzioni 288 - Contu 657382

**SOMMA DISPUNIBILI .....1 570 606,00 Eurò**

● Prulungazioni par via di so mudificazioni n° 4 di i cunvanzioni GIPACOR - Cullittività Tirrituriali di Corsica (cunvanzioni n° C16SFE12) è Accademia di Corsica - Cullittività Tirrituriali di Corsica (cunvanzioni n° C16SFE11) tutti i dui relativi à a missa in opara di u gran'pianu di furmazioni di l'insignanti di u primu gradu in lingua corsa dà ghjinnaghju à ghjungnu 2021.....**115 029,51 Eurò**

**TOTALI DATI.....115 029,51 Eurò**

**DISPUNIBILI CHÌ FERMA.....1 455 576,49 Eurò**

**ARTICLE 4 :**

**APPROUVE** les deux avenants aux conventions, telles que jointes en annexe.

**ARTICULU 4 :**

**ACCUNSENTA** i dui mudificazioni à i cunvanzioni listessi à quiddi in appicciu.

**ARTICLE 5 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

**ARTICULU 5 :**

Sta dilibarazioni sarà publicata in a raccolta di l'atti amministrativi di a Cullittività di Corsica.

Aiacciu, le 22 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI





**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/227 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
APPROUVANT LE SOUTIEN FINANCIER 2020 AUX MEDIAS INSULAIRES  
CANAL SUD CORSICA, TELE PAESE, RADIO FREQUENZA NOSTRA ET  
CORSICA NEWS**

**CHÌ APPROVA U SUSTEGNU FINANZIARIU 2020 A I MEDIA ISULANI CANAL  
SUD CORSICA, TELEPAESE, RADIO FREQUENZA NOSTRA ET CORSICA  
NEWS**

**SEANCE DU 22 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le vingt deux décembre, l'Assemblée de Corse, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Hyacinthe VANNI, Vice-Président de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Marcel CESARI, Romain COLONNA, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Michel GIRASCHI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Jean-Martin MONDOLONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Chantal PEDINIELLI, Antoine POLI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI,

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Vannina ANGELINI-BURESI à Mme Pascale SIMONI  
Mme Valérie BOZZI à Mme Isabelle FELICIAGGI  
M. François-Xavier CECCOLI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Catherine COGNETTI-TURCHINI à Mme Marie-Hélène PADOVANI  
Mme Christelle COMBETTE à M. Xavier LACOMBE  
M. Jean-Louis DELPOUX à Mme Chantal PEDINIELLI  
M. Pierre-José FILIPPUTTI à M. François BENEDETTI  
Mme Fabienne GIOVANNINI à Mme Nadine NIVAGGIONI  
M. Francis GIUDICI à Mme Marie-Thérèse MARIOTTI  
Mme Stéphanie GRIMALDI à M. Pierre GHIONGA  
M. Paul LEONETTI à Mme Pascale SIMONI

M. Jean-Jacques LUCCHINI à M. Julien PAOLINI  
M. Pierre-Jean LUCIANI à Mme Isabelle FELICIAGGI  
M. François ORLANDI à M. Antoine POLI  
M. Jean-Charles ORSUCCI à M. Antoine POLI  
Mme Marie-Anne PIERI à M. Xavier LACOMBE  
Mme Juliette PONZEVERA à Mme Anne-Laure SANTUCCI  
M. Louis POZZO DI BORGIO à Mme Anne-Laure SANTUCCI  
Mme Catherine RIERA à Mme Marie-Hélène PADOVANI  
M. Camille de ROCCA SERRA à M. Jean-Martin MONDOLONI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. François BENEDETTI

## L'ASSEMBLEE DE CORSE

- VISTU** u Codici generali di i cullittività tarritorialiali, titulu II, libru IV, IV<sup>a</sup> parti, è in particolare li so articuli L. 4421-1 à L. 4426-1 è R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53.
- VISTU** a leghji n° 2020-1379 di u 14 di nuvembri di u 2020 autorizendu a prurugazioni di l'urgenza sanitaria è aduttendu misuri diversi di aghjistioni di a crisa sanitaria,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire.
- VISTU** l'ordinanza n° 2020-391 di u 1U d'aprili di u 2020 parmettendu a cuntinuità di u funziunamentu di l'istituzioni lucali è di l'aserciziu di i cumpetenzi di i cullittività tarritorialiali et di i stabulimenti publichi lucali da sfrancassi di l'epidemia di u Covid 19,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19.
- VISTU** u decretu n° 2020-1257 di u 14 d'uttrovi di u 2020 dichjarendu « u statu d'urgenza sanitaria »,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VISTU** u decretu n° 2020-1310 di u 29 d'uttrovi di u 2020 priscrivendu « i mesuri ghjinirali nicissarii da fà fronti à l'epidemia di Covid 19 in u quadru di u statu d'urgenza sanitaria è supratuttu u so articulu 28,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28.
- VISTU** a dilibrazioni n° 15/037 AC di l'Assemblea di Corsica di u 13 di marzu di u 2015 chì porta aduzzioni di u regulamentu di l'aiuti rilativi à u sviluppu, a prumuzioni è a difusioni di a lingua corsa,

- VU** la délibération n° 15/037 AC de l'Assemblée de Corse du 13 mars 2015 adoptant le règlement des aides relatives au développement, à la promotion et à la diffusion de la langue corse.
- VISTU** a dilibrazioni n° 15/080 AC di l'Assemblea di Corsica di u 16 d'aprili di u 2015 chì porta aduzzioni di u cumplimentu à u rigulamentu di l'aiuti relativi à u sviluppu, a prumuzioni è a difusioni di a lingua corsa,
- VU** la délibération n° 15/080 AC de l'Assemblée de Corse du 16 avril 2015 adoptant le complément au règlement des aides relatives au développement, à la promotion et à la diffusion de la langue corse.
- VISTU** a dilibrazioni n° 15/083 AC di l'Assemblea di Corsica di u 16 d'aprili di u 2015 chì approva u Pianu Lingua 2020 « Pà a nurmalizzazioni di a lingua corsa è u progressu versu una sucità bilingua »,
- VU** la délibération n° 15/083 AC de l'Assemblée de Corse du 16 avril 2015 approuvant le Plan Lingua 2020 « Pà a nurmalizzazioni di a lingua corsa è u progressu versu una sucità bilingua ».
- VISTU** a dilibrazioni n° 17/240 AC di l'Assemblea di Corsica di u 28 di lugliu di u 2017 chì dà approvu di u pianu « Media è lingua corsa » par u sviluppu di a lingua corsa in i media isulani,
- VU** la délibération n° 17/240 AC de l'Assemblée de Corse du 28 juillet 2017 portant approbation du plan « Media è lingua corsa » pour le développement de la langue corse dans les médias insulaires.
- VISTU** a dilibrazioni n° 18/139 AC di l'Assemblea di Corsica di u 30 di maghju di u 2018 chì approva u rigulamentu bughjittariu è finanziariu di a Cullittività di Corsica,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse.
- VISTU** a dilibrazioni n° 18/388 AC di l'Assemblea di Corsica di u 25 d'uttrovi di u 2018, chì porta aduzzioni di a cunvinzioni d'ughjittivi è di mezi incù a televisiò lucali « Télé Paese » par u periodu 2018-2021 è individualizzazioni,
- VU** la délibération n° 18/388 AC de l'Assemblée de Corse du 25 octobre 2018, portant adoption de la convention d'objectifs et de moyens avec la télévision locale « Télé Paese » pour la période 2018-2021 et individualisation,
- VISTU** a dilibrazioni n° 20/028 AC di l'Assemblea di Corsica di u 13 di frivaghju di u 2020 chì approva u Bughjettu Primitivu di a Cullittività di Corsica par u 2020,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020.
- VISTU** a dilibrazioni n° 20/068 AC di l'Assemblea di Corsica di u 24 d'aprili di u 2020 aduttendu u raportu « Vince contr'à u COVID-19 »,
- VU** la délibération n° 20/068 AC de l'Assemblée de Corse du 24 avril 2020 adoptant le rapport « Vince contr'à u COVID-19 ».

- VISTU** a dilibarazioni n° 20/096 AC di l'Assemblea di Corsica di u 30 di Iuddu di u 2020 chi approva u quadru generale d'organizzazioni è di seduta di i riunioni di l'Assemblea di Corsica previstu da a deliberazione n° 20/065 AC di u 24 d'aprile di u 2020,
- VU** la délibération n° 20/096 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 portant prorogation du cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse prévu par la délibération n° 20/065 AC du 24 avril 2020.
- VISTU** a dilibarazioni n° 20/171 AC di l'Assemblea di Corsica di u 6 di nuvembri di u 2020 chì approva u Bughjettu Supplimentariu di a Cullittività di Corsica par u 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du Budget Supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020.
- VISTU** l'arrestatu n° 19/453 CE di u Cunsigliu esecutivu di Corsica di u 30 di lugliu di u 2019 chì dà approvu di a mudifica finanziaria 2019 n° 1 à a cunvinzioni d'ughjittivi è di mezi incù a televisiò lucali « Télé Paese » par u periodu 2018-2021 è individualizazioni,
- VU** l'arrêtè n° 19/453 CE du Conseil exécutif de Corse du 30 juillet 2019, approuvant l'avenant financier 2019 n°1 à la convention d'objectifs et de moyens avec la télévision locale « Télé Paese » pour la période 2018-2021 et individualisation.
- VISTU** l'arrestatu n° 19/923 CE di u Cunsigliu esecutivu di u 17 di dicembri di u 2019 chì dà approvu di a firma di a mudifica nu 2 di a cunvinzioni 2018-2021 di sustegnu à a « SCIC Vià Télé Paese » (dilibarazioni n° 18/388 AC di l'Assemblea di Corsica di u 25 d'uttrovi di u 2018),
- VU** l'arrêtè n° 19/923 CE du Conseil exécutif de Corse du 17 décembre 2019 portant approbation de la signature de l'avenant financier 2019 n° 2 à la convention 2018-2021 de soutien à la « SCIC Vià Télé Paese » (délibération n° 18/388 AC de l'Assemblée de Corse du 25 octobre 2018).
- VISTU** l'arrestatu n° 20/1399 CE di u Cunsigliu esecutivu di Corsica di u 28 di lugliu di u 2020 appruvandu l'avinenti finanziariu 2020 à a cunvinzioni quatrianninca d'ughjettivi è di mezi n° CONV18SACI106 di u 19 di nuvembre 2018 di u media Tele Paese,
- VU** l'arrêtè n° 20/1399 CE du Conseil exécutif de Corse du 28 juillet 2020 approuvant l'avenant financier 2020 à la convention quadriennale d'objectifs et de moyens n° CONV18SACI106 du 19 novembre 2018 de la chaîne Télé Paese.
- VISTU** u tavulellu di scadimentu di i crediti di pagamentu allegatu à u presente raportu di u Presidente di u Cunsigliu Executivu di Corsica,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au présent rapport du Président du Conseil exécutif de Corse.
- VISTU** l'avisu n° 2020-79 di u Cunsigliu Economicu, Sociale, Ambientale è Culturale di Corsica di u 21 di dicembre di u 2020,
- VU** l'avis n° 2020-79 du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel de Corse, en date du 21 décembre 2020.

**NANTU** à u raportu di u Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica,  
**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse.

**APRES** avoir accepté de délibérer sur ce rapport selon la procédure d'urgence dans des délais abrégés (47 voix **POUR** : les représentants des groupes « Femu a Corsica » (18), « Corsica Libera (13) », « Partitu di a Nazione Corsa (10) », et « La Corse dans la République (6) » ; 16 voix **CONTRE** : les représentants des groupes « Per l'Avvene (10) » et « Andà Per Dumane (6) »),

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (63) : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Valérie BOZZI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, François-Xavier CECCOLI, Marcel CESARI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPUTTI, Laura FURIOLI, Jean-Charles GIABICONI, Pierre GHIONGA, Fabienne GIOVANNINI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Paul LEONETTI, Jean-Jacques LUCCHINI, Pierre-Jean LUCIANI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Jean-Martin MONDOLONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Jean-Charles ORSUCCI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Chantal PEDINIELLI, Marie-Anne PIERI, Antoine POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Camille de ROCCA SERRA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Jean-Guy TALAMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

### **ARTICULU PRIMU :**

**APPROVA** u raportu di u Pridenti di u Cunsigliu isicutivu di Corsica in appicciu à sta dilibarazioni.

### **ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** le rapport du Président du Conseil exécutif de Corse joint à la présente délibération.

### **ARTICULU 2 :**

**APPROVA** a cunvinzioni di i scopi è di i mezi 2020-2021 trà a Cullittività di Corsica è Canal Sud Corsica, com'è prudutta in appicciu di a prisenti dilibarazioni.

**APPROVA** l'avinenti finanziariu 2020 à a cunvinzioni quadrianninca d'ughjittivi è di mezi n°CONV18SACI106 incù Télé Paese, com'è prudutta in appicciu

di a presentì dilibrazioni.

**ARTICLE 2 :**

**APPROUVE** la convention d'objectifs et de moyens 2020-2021 entre la Collectivité de Corse et Canal Sud Corsica telle que produite en annexe de la présente délibération.

**APPROUVE** l'avenant financier à la convention quadriennale d'objectifs et de moyens n°CONV18SACI106 avec Télé Paese telle que produite en annexe de la présente délibération.

**ARTICULU 3 :**

**AUTURIZZEGHJA** u Prisentì isicutivu di Corsica à firmà a convenzioni di i scopi è di i mezi 2020-2021 trà a Cullittività di Corsica è Canal Sud Corsica, com'è prudutta in appicciu di a presentì dilibrazioni.

**AUTURIZZEGHJA** u Prisentì isicutivu di Corsica à firmà l'avenenti finanziariu 2020 à a convinzioni quadrianninca d'ughjittivi è di mezi n°CONV18SACI106 incù Télé Paese, com'è prudutta in appicciu di a presentì dilibrazioni.

**ARTICLE 3 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à signer la convention d'objectifs et de moyens 2020-2021 entre la Collectivité de Corse et Canal Sud Corsica telle que produite en annexe de la présente délibération.

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à signer l'avenant financier à la convention quadriennale d'objectifs et de moyens n°CONV18SACI106 avec Télé Paese telle que produite en annexe de la présente délibération.

**ARTICULU 4 :**

**DICIDI** di sparta di a manera chì suvita i crediti scritti à a rubrica :

**ARTICLE 4 :**

**DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

**LINGUA CORSA - DIFUSIONE**  
LANGUE CORSE - DIFUSION

**URIGINA : BP 2020 + BS 2020**  
ORIGINE

**PRUGRAMMA : 4313-AED**  
PROGRAMME

**SOMMA DISPUNIBULI : ..... 378 235,22 Euros**  
MONTANT DISPONIBLE

**Capitulu 935 - Funzioni 588 - Articulu 65742**  
Chapitre            Fonction            Article

- Convention d'objectifs et de moyens entre la Collectivité de Corse et Canal Sud Corsica 2020-2021 ..... **70 000,00 Euros**
- Avenant financier 2020 à la convention d'objectifs et de moyens entre la Collectivité de Corse et Télé Paese n°18SACI106 conclue pour la période 2018-2021 ..... **40 000,00 Euros**
- Aide à Corsica News pour son projet de média bilingue ..... **22 900,00 Euros**

**Capitulu 935 - Funzioni 588 - Articulu 65748**

Chapitre            Fonction            Article

- Aide à la Radio Frequenza Nostra pour le développement de la langue corse à l'antenne ..... **20 000,00 Euros**

**SOMMA AFFITTATA : ..... 152 900,00 Euros**  
**MONTANT AFFECTE**

**TORNA DISPUNIBILI : ..... 225 335,22 Euros**  
**DISPONIBLE A NOUVEAU**

**ARTICULU 5 :**

Sarà publicata sta dilibarazioni à a raccolta di l'atti amministrativi di a Cullittività di Corsica.

**ARTICLE 5 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Aiacciu, le 22 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/228 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
APPROUVANT LE CONTRAT DE TERRITOIRE EAU COMMUNAUTE  
DE COMMUNES DE LA PIEVE DE L'ORNANU ET DU TARAVU POUR UNE  
GESTION DURABLE DES SERVICES D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT  
ET DES MILIEUX AQUATIQUES 2020-2023**

**CHÌ APPROVA U CUNTRATU DI TARRITORIU ACQUA CUMUNITA DI CUMUNI  
DI A PIEVI DI L'URNANU E DI U TARAVU PA UNA GISTIONI DUREVULI  
DI I SIRVIZII D'ACQUA BIITOGHJA E DI RISANAMENTU  
DI I MEZI ACQUATICHI 2020-2023**

**SEANCE DU 22 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le vingt deux décembre, l'Assemblée de Corse, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Hyacinthe VANNI, Vice-Président de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marcel CESARI, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Michel GIRASCHI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Chantal PEDINIELLI, Antoine POLI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Juliette PONZEVERA, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI,

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Vannina ANGELINI-BURESI à Mme Pascale SIMONI  
M. François-Xavier CECCOLI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Catherine COGNETTI-TURCHINI à Mme Marie-Hélène PADOVANI  
Mme Christelle COMBETTE à M. Xavier LACOMBE  
M. Jean-Louis DELPOUX à Mme Chantal PEDINIELLI  
M. Pierre-José FILIPPUTTI à M. François BENEDETTI  
Mme Fabienne GIOVANNINI à Mme Nadine NIVAGGIONI  
M. Francis GIUDICI à Mme Marie-Thérèse MARIOTTI  
Mme Stéphanie GRIMALDI à M. Pierre GHIONGA  
M. Paul LEONETTI à Mme Pascale SIMONI



M. Jean-Jacques LUCCHINI à M. Julien PAOLINI  
M. Pierre-Jean LUCIANI à Mme Isabelle FELICIAGGI  
M. François ORLANDI à M. Antoine POLI  
M. Jean-Charles ORSUCCI à M. Antoine POLI  
Mme Marie-Anne PIERI à M. Xavier LACOMBE  
M. Louis POZZO DI BORGIO à Mme Anne-Laure SANTUCCI  
Mme Catherine RIERA à Mme Marie-Hélène PADOVANI  
M. Camille de ROCCA SERRA à M. Jean-Martin MONDOLONI  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. François BENEDETTI

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Danielle ANTONINI, Valérie BOZZI, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Paola MOSCA

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2016-2021 approuvé par délibération n° 15/224 AC de l'Assemblée de Corse du 17 septembre 2015,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 19/152 AC de l'Assemblée de Corse du 23 mai 2019 autorisant le Président du Conseil exécutif de Corse à signer les partenariats à mettre en œuvre dans le cadre du 11<sup>ème</sup> programme d'intervention de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse,
- VU** la délibération n° 20/096 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 portant prorogation du cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse prévu par la délibération n° 20/065 AC du 24 avril 2020,
- VU** l'accord-cadre et la convention d'application relative au cofinancement des opérations de gestion durable des services d'eau et du rattrapage structurel au titre de la solidarité des territoires 2019-2024,

- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport de la Commission du Développement Economique, du Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,
- SUR** rapport de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (58) : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, François-Xavier CECCOLI, Marcel CESARI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Fabienne GIOVANNINI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Paul LEONETTI, Jean-Jacques LUCCHINI, Pierre-Jean LUCIANI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Jean-Charles ORSUCCI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Chantal PEDINIELLI, Marie-Anne PIERI, Antoine POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGIO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Camille de ROCCA SERRA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Jean-Guy TALAMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

#### **ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** le contrat de territoire Eau concernant la Communauté de communes de la Pieve de l'Ornanu et du Taravu, pour une gestion durable des services d'eau potable et d'assainissement et des milieux aquatiques 2020-2023.

#### **ARTICLE 2 :**

**AUTORISE** sa signature par le Président du Conseil exécutif de Corse.

#### **ARTICLE 3 :**

**DONNE** délégation au Conseil exécutif de Corse pour approuver les futurs contrats qui seront élaborés au titre de l'accord-cadre avec l'Agence de l'Eau durant son 11<sup>ème</sup> programme d'intervention.

#### **ARTICLE 4 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Aiacciu, le 22 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized, somewhat abstract shape.

Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/229 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
APPROUVANT LA CONTRIBUTION DE LA COLLECTIVITE DE CORSE  
AUX INTERVENTIONS DE RELANCE DE L'AGENCE DE L'EAU RHONE  
MEDITERRANEE ET CORSE(RMC)**

**CHÌ APPROVA A CUNTRIBUZIONE DI A CULLETTIVITÀ DI CORSICA  
A L'INTERVENZIONE DI RILANCIU DI L'AGENZA DI L'ACQUA RODANU  
MEDITERRANIU E CORSICA (RMC)**

**SEANCE DU 22 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le vingt deux décembre, l'Assemblée de Corse, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI, Président de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Marcel CESARI, Romain COLONNA, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Michel GIRASCHI, Julie GUISEPPI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Jean-Martin MONDOLONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Chantal PEDINIELLI, Antoine POLI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Juliette PONZEVERA, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Vannina ANGELINI-BURESI à Mme Pascale SIMONI  
Mme Valérie BOZZI à Mme Isabelle FELICIAGGI  
M. François-Xavier CECCOLI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Catherine COGNETTI-TURCHINI à Mme Marie-Hélène PADOVANI  
M. Jean-Louis DELPOUX à Mme Chantal PEDINIELLI  
M. Pierre-José FILIPPUTTI à M. François BENEDETTI  
Mme Fabienne GIOVANNINI à Mme Nadine NIVAGGIONI  
M. Francis GIUDICI à Mme Marie-Thérèse MARIOTTI  
Mme Stéphanie GRIMALDI à M. Pierre GHIONGA  
M. Paul LEONETTI à Mme Pascale SIMONI  
M. Jean-Jacques LUCCHINI à M. Julien PAOLINI

M. Pierre-Jean LUCIANI à Mme Isabelle FELICIAGGI  
M. François ORLANDI à M. Antoine POLI  
M. Jean-Charles ORSUCCI à M. Antoine POLI  
M. Louis POZZO DI BORGIO à Mme Anne-Laure SANTUCCI  
Mme Catherine RIERA à Mme Marie-Hélène PADOVANI  
M. Camille de ROCCA SERRA à M. Jean-Martin MONDOLONI

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Christelle COMBETTE, Xavier LACOMBE, Marie-Anne PIERI

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 19/152 AC de l'Assemblée de Corse du 23 mai 2019 autorisant le Président du Conseil exécutif de Corse à signer les partenariats à mettre en œuvre dans le cadre du 11<sup>ème</sup> programme d'intervention de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/096 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 portant prorogation du cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse prévu par la délibération n° 20/065 AC du 24 avril 2020,
- VU** l'accord-cadre et la convention d'application relative au cofinancement des opérations de gestion durable des services d'eau et du rattrapage structurel au titre de la solidarité des territoires 2019-2024,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport de la Commission du Développement Economique, du Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,

**APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (60) : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Valérie BOZZI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, François-Xavier CECCOLI, Marcel CESARI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Fabienne GIOVANNINI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Paul LEONETTI, Jean-Jacques LUCCHINI, Pierre-Jean LUCIANI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Jean-Martin MONDOLONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Jean-Charles ORSUCCI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Chantal PEDINIELLI, Antoine POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Camille de ROCCA SERRA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Jean-Guy TALAMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

#### **ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** la mise en place dans les meilleurs délais de la contribution de la Collectivité de Corse aux interventions de relance de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse dont elle prend acte.

#### **ARTICLE 2 :**

**DECIDE** d'inscrire sur les autorisations de programme disponibles au titre du présent exercice au programme 3144 dédié aux aides à l'eau potable et l'assainissement les opérations suivantes :

- ACQUA PUBLICA	
Renouvellement de canalisations en amianté ciment	141 000 €
- CAPA	
Poste de refoulement Emmanuel Arène	62 842 €
Raccordement des eaux usées d'AFÀ à la station de Campu dell'Oru	414 750 €
Réhabilitation des réservoirs d'eau potable et renouvellement des réseaux en amianté ciment d'Aiacciu 1 <sup>ère</sup> tranche	240 000 €
- Opérations ponctuelles participant à garantir la conformité sanitaire de la production en eau potable dans les communes rurales	1 000 000 €
<b>Montant global affecté</b>	<b>1 858 592 €</b>

#### **ARTICLE 3 :**

**ARRETE** les mesures complémentaires suivantes pour parfaire le financement des opérations d'eau potable et d'assainissement instruites au titre de l'accord-cadre avec l'Agence de l'Eau :

- Construction de stations d'épuration : l'assiette éligible retenue par la Collectivité de Corse pour les stations d'épuration de capacité inférieure ou égale à 500 EH est portée à 2 000 €/EH maximum.
- Construction de réservoirs d'eau potable : le règlement d'aide du schéma d'aménagement, de développement et de protection du massif corse sera modifié pour prendre en compte sous certaines conditions la construction stricto sensu des réservoirs non éligibles à l'accord-cadre.

**ARTICLE 4 :**

**DEMANDE** à l'Agence de l'Eau RMC de consacrer au titre de son appel à projets Rebond une enveloppe adaptée aux projets présentés par les maîtres d'ouvrage insulaires et d'examiner les possibles modalités de prise en compte au titre de son 11<sup>ème</sup> programme d'intervention des mesures complémentaires susvisées.

**ARTICLE 5 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Aiacciu, le 22 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/230 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
APPROUVANT LA REDUCTION DE L'ENVELOPPE FEDER PREVISIONNELLE  
DE L'ACCORD CADRE RELATIF AU DEPLOIEMENT DU FONDS DE GARANTIE  
BANCAIRE TPE-PME**

**CHÌ APPROVA A RIDUZIONE DI U MUNTANTE FEDER PRIVISIUNALE DI U  
PATTU QUATRU RILATIVU A U SVUGLIMENTU DI U FONDU DI GUARANZIA  
BANCARIA TPE-PME**

**SEANCE DU 22 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le vingt deux décembre, l'Assemblée de Corse, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI, Président de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marcel CESARI, Romain COLONNA, Frédérique DENSARI, Muriel FAGNI, Isabelle FELICCIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Michel GIRASCHI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Jean-Charles ORSUCCI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Antoine POLI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGIO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Valérie BOZZI à Mme Isabelle FELICCIAGGI  
Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Hyacinthe VANNI  
M. François-Xavier CECCOLI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Catherine COGNETTI-TURCHINI à Mme Marie-Hélène PADOVANI  
Mme Fabienne GIOVANNINI à Mme Nadine NIVAGGIONI  
M. Paul LEONETTI à Mme Pascale SIMONI  
M. Jean-Jacques LUCCHINI à M. Julien PAOLINI  
M. Pierre-Jean LUCIANI à Mme Isabelle FELICCIAGGI  
M. François ORLANDI à M. Antoine POLI  
Mme Catherine RIERA à Mme Marie-Hélène PADOVANI  
Mme Jeanne STROMBONI à Mme Mattea CASALTA



**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Santa DUVAL, Francis GIUDICI, Xavier LACOMBE, Marie-Thérèse MARIOTTI, Jean-Martin MONDOLONI, Chantal PEDINIELLI, Marie-Anne PIERI, Camille de ROCCA SERRA

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** le règlement (UE) N°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis,
- VU** le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au JOUE du 26 juin 2014,
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment son l'article L. 4422-16,
- VU** les dispositions de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 relative à la Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite Loi NOTRe,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 11/003 AC de l'Assemblée de Corse du 27 janvier 2011 portant approbation de la Stratégie Régionale de l'Innovation pour la Corse,
- VU** la délibération n° 11/144 AC de l'Assemblée de Corse du 23 juin 2011 prenant acte de l'état des lieux et perspectives des mécanismes de financement de l'économie par la plateforme régionale Corse Financement,

- VU** la délibération n° 15/218 AC de l'Assemblée de Corse du 17 septembre 2015 approuvant le programme opérationnel FEDER - FSE 2014-2020,
- VU** la délibération n° 15/281 AC de l'Assemblée de Corse du 29 octobre 2015 portant approbation de la mise en œuvre opérationnelle de la politique d'innovation pour le secteur de l'action économique,
- VU** la délibération n° 16/022 AC de l'Assemblée de Corse du 28 janvier 2016 portant sur l'élaboration du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation de la Corse en application des dispositions de la loi NOTRe,
- VU** la délibération n° 16/293 AC de l'Assemblée de Corse du 14 décembre 2016 portant adoption du Schéma de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII),
- VU** la délibération n° 19/249 AC de l'Assemblée de Corse du 25 juillet 2019 approuvant les propositions relatives à la poursuite et la consolidation d'une politique d'ingénierie financière de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/096 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 portant prorogation du cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse,

**CONSIDERANT** que l'ADEC est, depuis l'entrée en vigueur du SRDEII l'opérateur de la Collectivité de Corse chargé du pilotage de l'ingénierie financière sous la tutelle de la Collectivité de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES** avoir accepté à la majorité, de délibérer sur ce rapport selon la procédure d'urgence dans des délais abrégés, (47 voix POUR : les membres des groupes « Femu a Corsica (18) », « Corsica Libera (13) », « Partitu di a Nazione Corsa (10) » et « La Corse dans la République (6) », 6 voix CONTRE : les membres du groupe « Andà per Dumane »),

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (53) : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Valérie BOZZI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, François-Xavier CECCOLI, Marcel CESARI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Frédérique DENSARI, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Fabienne GIOVANNINI, Michel GIRASCHI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Paul LEONETTI, Jean-Jacques LUCCHINI, Pierre-Jean LUCIANI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Jean-Charles ORSUCCI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI,

Antoine POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Jean-Guy TALAMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** le principe de la conclusion d'un avenant à l'accord cadre n° 17MADC14-2 relatif au fonds de garantie TPE-PME confié à la CADEC par voie d'un marché public, tendant à une réduction de l'enveloppe FEDER de 3 millions d'euros à 1,2 millions d'euros assortie d'une contrepartie nationale de 1,8 millions d'euros financés par la Collectivité de Corse.

**ARTICLE 2 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Aiacciu, le 22 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/231 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
APPROUVANT LA MODIFICATION DU REGLEMENT DES AIDES ET DES  
ACTIONS SOCIALES ET MEDICO-SOCIALES DE CORSE**

**CHÌ APPROVA A MUDIFICA DI U RIGULAMENTU DI L'AIUTI È DI L'AZZIONI  
SUCIALI È MEDICUSUCIALI DI CORSICA**

**SEANCE DU 22 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le vingt deux décembre, l'Assemblée de Corse, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI, Président de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marcel CESARI, Romain COLONNA, Frédérique DENSARI, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Michel GIRASCHI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Jean-Charles ORSUCCI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Antoine POLI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Valérie BOZZI à Mme Isabelle FELICIAGGI  
Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Hyacinthe VANNI  
M. François-Xavier CECCOLI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Catherine COGNETTI-TURCHINI à Mme Marie-Hélène PADOVANI  
Mme Fabienne GIOVANNINI à Mme Nadine NIVAGGIONI  
M. Paul LEONETTI à Mme Pascale SIMONI  
M. Jean-Jacques LUCCHINI à M. Julien PAOLINI  
M. Pierre-Jean LUCIANI à Mme Isabelle FELICIAGGI  
M. François ORLANDI à M. Antoine POLI  
Mme Catherine RIERA à Mme Marie-Hélène PADOVANI  
Mme Jeanne STROMBONI à Mme Mattea CASALTA

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Santa DUVAL, Francis GIUDICI, Xavier LACOMBE, Marie-Thérèse MARIOTTI, Jean-Martin MONDOLONI, Chantal PEDINIELLI, Marie-Anne PIERI, Camille de ROCCA SERRA

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie,
- VU le Code de l'action sociale et des familles,
- VU le Code de la santé publique,
- VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- VU la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU le « Prughjettu d'azzione suciale 2018-2021 » de Mme Bianca FAZI, conseillère exécutive en charge des domaines social et santé,
- VU la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU la délibération n° 19/023 AC de l'Assemblée de Corse du 21 février 2019 approuvant le nouveau cadre de référence de la collectivité en matière d'aide sociale et d'interventions en matières sociales, médico-sociales et de santé et d'attribution de secours financiers aux personnes isolées et aux familles sans enfants mineurs,
- VU la délibération n° 19/156 AC de l'Assemblée de Corse du 23 mai 2019 approuvant le Règlement des aides et des actions sociales et médico-sociales de Corse relatif à l'enfance et à la famille,
- VU la délibération n° 19/236 AC de l'Assemblée de Corse du 25 juillet 2019 approuvant le Règlement des aides et des actions sociales et médico-

sociales de Corse relatif aux personnes âgées et aux personnes handicapées,

- VU** la délibération n° 20/005 AC de l'Assemblée de Corse du 9 janvier 2020 approuvant le Règlement des aides et des actions sociales et médico-sociales de Corse relatif aux bénéficiaires du RSA,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/054 CP de la Commission permanente du 1<sup>er</sup> juillet 2020 approuvant la modification du règlement des aides et des actions sociales et médico-sociales de Corse en raison de l'épidémie de Covid-19,
- VU** la délibération n° 20/096 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 portant prorogation du cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse prévu par la délibération n° 20/065 AC du 24 avril 2020,

**CONSIDÉRANT** les conséquences sociales de la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID 19,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de modifier les dispositions relatives à l'accueil familial des personnes âgées et des personnes adultes handicapées,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'instituer une commission consultative d'attribution des aides financières de l'aide sociale à l'enfance,

**SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse, amendé,

**VU** l'avis n° 2020-74 du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel de Corse, en date du 15 décembre 2020,

**APRES** avis de la Commission de l'Éducation, de la Culture, de la Cohésion Sociale et de la Santé,

**APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (53) : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Valérie BOZZI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, François-Xavier CECCOLI, Marcel CESARI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Frédérique DENSARI, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPUTTI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Jean-

Charles GIABICONI, Fabienne GIOVANNINI, Michel GIRASCHI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Paul LEONETTI, Jean-Jacques LUCCHINI, Pierre-Jean LUCIANI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Jean-Charles ORSUCCI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Antoine POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGIO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Jean-Guy TALAMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** le rapport du Président du Conseil exécutif de Corse, tel qu'annexé.

**ARTICLE 2 :**

**ADOpte :**

- les modifications du règlement des aides et des actions sociales et médico-sociales de Corse telles que jointes en annexe de la présente délibération.
- l'abrogation de la délibération n° 20/054 CP de la Commission Permanente du 1<sup>er</sup> juillet 2020 approuvant la modification du règlement des aides et des actions sociales et médico-sociales de Corse en raison de l'épidémie de Covid-19.

**ARTICLE 3 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à signer tout document assurant la mise en œuvre de ces dispositifs.

**ARTICLE 4 :**

**DEMANDE** que les enveloppes destinées à ces interventions soient abondées en tant que besoin, et que l'harmonisation des inscriptions budgétaires intervienne à l'occasion d'une prochaine réunion budgétaire.

**ARTICLE 5 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Aiacciu, le 22 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/232 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
APPROUVANT L'ATTRIBUTION D'UN COMPLEMENT FINANCIER A L'AIDE  
EXCEPTIONNELLE DE FIN D'ANNEE 2020 - MAJORATION DE « LA PRIME DE  
NOEL » VERSEE AUX PERSONNES EN SITUATION DE PRECARITES**

**CHÌ APPROVA L'ATTRIBUZIONI DI UN FINANZIAMENTU CUMPLIMENTARI  
A L'AIUTU ECCIZIUNALI DI FIN D'ANNATA 2020**

**SEANCE DU 22 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le vingt deux décembre, l'Assemblée de Corse, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI, Président de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marcel CESARI, Romain COLONNA, Frédérique DENSARI, Muriel FAGNI, Isabelle FELICCIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Michel GIRASCHI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Jean-Charles ORSUCCI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Antoine POLI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGIO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Valérie BOZZI à Mme Isabelle FELICCIAGGI  
Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Hyacinthe VANNI  
M. François-Xavier CECCOLI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Catherine COGNETTI-TURCHINI à Mme Marie-Hélène PADOVANI  
Mme Fabienne GIOVANNINI à Mme Nadine NIVAGGIONI  
M. Paul LEONETTI à Mme Pascale SIMONI  
M. Jean-Jacques LUCCHINI à M. Julien PAOLINI  
M. Pierre-Jean LUCIANI à Mme Isabelle FELICCIAGGI  
M. François ORLANDI à M. Antoine POLI  
Mme Catherine RIERA à Mme Marie-Hélène PADOVANI  
Mme Jeanne STROMBONI à Mme Mattea CASALTA



**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Santa DUVAL, Francis GIUDICI, Xavier LACOMBE, Marie-Thérèse MARIOTTI, Jean-Martin MONDOLONI, Chantal PEDINIELLI, Marie-Anne PIERI, Camille de ROCCA SERRA

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment son article L. 3214-1,
- VU** le Code de l'action sociale et des familles et précisément ses articles L. 111-4, L. 121-3 et L. 121-4,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 18/315 AC de l'Assemblée de Corse du 20 septembre 2018 autorisant l'attribution d'une aide exceptionnelle de fin d'année à destination du public précaire,
- VU** la délibération n° 19/023 AC de l'Assemblée de Corse du 21 février 2019 approuvant le nouveau cadre de référence de la Collectivité en matière d'aide sociale d'une part, et d'interventions en matière sociale, médico-sociale et de santé d'autre part,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/096 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 portant prorogation du cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse prévu par la délibération n° 20/065 AC du 24 avril 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 6 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- VU** l'avis n° 2020-75 du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel de

Corse, en date du 15 décembre 2020,

**SUR** rapport de la Commission de l'Education, de la Culture, de la Cohésion Sociale et de la Santé,

**APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (53) : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Valérie BOZZI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, François-Xavier CECCOLI, Marcel CESARI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Frédérique DENSARI, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Fabienne GIOVANNINI, Michel GIRASCHI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Paul LEONETTI, Jean-Jacques LUCCHINI, Pierre-Jean LUCIANI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Jean-Charles ORSUCCI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Antoine POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Jean-Guy TALAMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

#### **ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** l'attribution supplémentaire de 50 € par dossier individuel de demande d'aide exceptionnelle de fin d'année en complément de l'aide 2020 en raison du contexte de crise sociale

#### **ARTICLE 2 :**

**PRECISE** que les crédits seront imputés sur le programme 5111 chapitre 934 fonction 428 compte 65133 du budget de la Collectivité de Corse.

#### **ARTICLE 3 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Aiacciu, le 22 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/233 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
APPROUVANT L'INTERNALISATION DES FONDS DE SOLIDARITE  
POUR LE LOGEMENT**

**CHÌ APPROVA L'INTERNALIZAZIONE DI I FONDI DI SULIDARITÀ  
PER L'ALLOGHJU**

**SEANCE DU 22 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le vingt deux décembre, l'Assemblée de Corse, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI, Président de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marcel CESARI, Romain COLONNA, Frédérique DENSARI, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Michel GIRASCHI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Jean-Charles ORSUCCI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Antoine POLI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGIO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Valérie BOZZI à Mme Isabelle FELICIAGGI  
Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Hyacinthe VANNI  
M. François-Xavier CECCOLI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Catherine COGNETTI-TURCHINI à Mme Marie-Hélène PADOVANI  
Mme Fabienne GIOVANNINI à Mme Nadine NIVAGGIONI  
M. Paul LEONETTI à Mme Pascale SIMONI  
M. Jean-Jacques LUCCHINI à M. Julien PAOLINI  
M. Pierre-Jean LUCIANI à Mme Isabelle FELICIAGGI  
M. François ORLANDI à M. Antoine POLI  
Mme Catherine RIERA à Mme Marie-Hélène PADOVANI  
Mme Jeanne STROMBONI à Mme Mattea CASALTA

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Santa DUVAL, Francis GIUDICI, Xavier LACOMBE, Marie-Thérèse MARIOTTI, Jean-Martin MONDOLONI, Chantal PEDINIELLI, Marie-Anne PIERI, Camille de ROCCA SERRA

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** le Code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L. 115-1 à L. 115-3 relatifs à la lutte contre la pauvreté et les exclusions,
- VU** la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement, modifiée,
- VU** la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions,
- VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,
- VU** la loi n° 2013-312 du 15 avril 2013 visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre et portant diverses dispositions sur la tarification de l'eau,
- VU** la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové,
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2005-212 du 2 mars 2005 relatif aux Fonds de Solidarité pour le Logement,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,

- VU** la convention relative à la gestion comptable et financière du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) adoptée par l'Assemblée de Corse en juillet 2020,
- VU** la convention relative à la gestion comptable et financière du Fonds Unique pour le Logement (FUL) par l'Assemblée de Corse en décembre 2018,
- VU** le règlement Intérieur du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) approuvé par le Conseil Départemental de Corse-du-Sud en 2017,
- VU** le règlement intérieur du Fonds Unique pour le Logement (FUL) approuvé par le Conseil Départemental de Haute-Corse en 2016,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mars 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/096 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 portant prorogation du cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse prévu par la délibération n° 20/065 AC du 24 avril 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- VU** l'avis n° 2020-76 du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel de Corse, en date du 15 décembre 2020,
- APRES** avis de la Commission de l'Education, de la Culture, de la Cohésion Sociale et de la Santé,
- APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

#### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (53) : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Valérie BOZZI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, François-Xavier CECCOLI, Marcel CESARI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Frédérique DENSARI, Muriel FAGNI, Isabelle

FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Fabienne GIOVANNINI, Michel GIRASCHI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Paul LEONETTI, Jean-Jacques LUCCHINI, Pierre-Jean LUCIANI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Jean-Charles ORSUCCI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Antoine POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGIO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Jean-Guy TALAMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ARTICLE PREMIER :**

**AUTORISE** l'internalisation au sein de la Collectivité de Corse de la gestion financière et comptable du Fonds unique de Solidarité pour le Logement.

**ARTICLE 2 :**

**APPROUVE** la convention relative à la fin de gestion comptable et financière du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) et du Fonds Unique pour le Logement (FUL), et la convention relative à la gestion des prêts conclus avant le 31 décembre 2020 au titre du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) et du Fonds Unique pour le Logement (FUL) qui définissent les modalités de transfert de la gestion comptable et financière de ces deux fonds des Caisses d'Allocations Familiales du Pumonti et du Cismonte à la Collectivité de Corse.

**ARTICLE 3 :**

**PRECISE** que toutes les dépenses et les recettes correspondantes seront inscrites dans le programme 5120 « logement » du budget de la Collectivité de Corse.

**ARTICLE 4 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à signer l'ensemble des actes à intervenir.

**ARTICLE 5 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Aiacciu, le 22 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/234 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
APPROUVANT LE DISPOSITIF CREA'IMPRESE : ACCOMPAGNEMENT POUR  
LA CREATION ET LA REPRISE D'ENTREPRISE POUR LES PERSONNES SANS  
EMPLOI OU RENCONTRANT DES DIFFICULTES D'INSERTION EN CORSE**

**CHÌ APPROVA U DISPUSITIVU CREA'IMPRESE : ACCUMPAGNAMENTU PER A  
CREAZIONE E A RIPRESA D'IMPRESA PER I DISIMPIECATI O E PERSONE CHI  
SCONTRANU DIFFICULTÀ D'INSERZIONE IN CORSICA**

**SEANCE DU 22 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le vingt deux décembre, l'Assemblée de Corse, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI, Président de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marcel CESARI, Romain COLONNA, Frédérique DENSARI, Muriel FAGNI, Isabelle FELICCIAGGI, Pierre-José FILIPPOTTI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Michel GIRASCHI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Jean-Charles ORSUCCI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Antoine POLI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGIO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Valérie BOZZI à Mme Isabelle FELICCIAGGI  
Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Hyacinthe VANNI  
M. François-Xavier CECCOLI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Catherine COGNETTI-TURCHINI à Mme Marie-Hélène PADOVANI  
Mme Fabienne GIOVANNINI à Mme Nadine NIVAGGIONI  
M. Paul LEONETTI à Mme Pascale SIMONI  
M. Jean-Jacques LUCCHINI à M. Julien PAOLINI  
M. Pierre-Jean LUCIANI à Mme Isabelle FELICCIAGGI  
M. François ORLANDI à M. Antoine POLI  
Mme Catherine RIERA à Mme Marie-Hélène PADOVANI  
Mme Jeanne STROMBONI à Mme Mattea CASALTA

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Santa DUVAL, Francis GIUDICI, Xavier LACOMBE, Marie-Thérèse MARIOTTI, Jean-Martin MONDOLONI, Chantal PEDINIELLI, Marie-Anne PIERI, Camille de ROCCA SERRA

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis,
- VU** le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au JOUE du 26 juin 2014,
- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment son article L. 4422-16,
- VU** les dispositions de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 relative à la Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite Loi NOTRe et plus particulièrement l'article 7 qui transfère aux régions, ou collectivités territoriales, la compétence en matière de financement d'actions d'accompagnement et de conseil organisées avant la création ou la reprise d'une entreprise et pendant les trois années suivantes, au bénéfice des personnes sans emploi ou rencontrant des difficultés pour s'insérer durablement dans l'emploi, pour lesquelles la création ou la reprise d'entreprise est un moyen d'accès, de maintien ou de retour à l'emploi,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 16/293 AC de l'Assemblée de Corse du 14 décembre 2016 portant adoption du Schéma de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII),



- VU** les dispositions de la délibération n° 17/023 AC de l'Assemblée de Corse du 27 janvier 2017 relative au transfert de la compétence par l'Etat à la Collectivité de Corse du dispositif national NACRE,
- VU** la délibération n° 18/323 AC de l'Assemblée de Corse approuvant la prorogation pour l'exercice 2018 du dispositif transitoire NACRE,
- VU** la délibération n° 19/377 AC de l'Assemblée de Corse approuvant la prorogation pour l'exercice 2019 du dispositif transitoire NACRE,
- VU** la délibération n° 20/096 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 portant prorogation du cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse prévu par la délibération n° 20/065 AC du 24 avril 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,
- VU** l'avis n° 2020-77 du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel de Corse, en date du 15 décembre 2020,
- SUR** rapport de la Commission du Développement Economique, du Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,
- APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (53) : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Valérie BOZZI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, François-Xavier CECCOLI, Marcel CESARI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Frédérique DENSARI, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Fabienne GIOVANNINI, Michel GIRASCHI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Paul LEONETTI, Jean-Jacques LUCCHINI, Pierre-Jean LUCIANI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Jean-Charles ORSUCCI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Antoine POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGIO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Jean-Guy TALAMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

### **ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** le rapport du Conseil exécutif de Corse relatif à la création du dispositif CREA'IMPRESA en Corse (l'accompagnement pour la création et la reprise

d'entreprise pour les personnes sans emploi ou rencontrant des difficultés d'insertion en Corse).

**ARTICLE 2 :**

**APPROUVE** la création et le financement d'un service d'intérêt économique général (SIEG) par la Collectivité de Corse, d'accompagnement à la création et reprise d'entreprises pour le public éloigné de l'emploi en Corse.

**ARTICLE 3 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à prendre tous actes et mesures destinés à mettre en œuvre le dispositif CREA'IMPRESSE et **AUTORISE** le Conseil exécutif de Corse à individualiser les aides financières annuelles correspondantes au profit des structures sélectionnées.

**ARTICLE 4 :**

**DONNE MANDAT** au Président de l'Agence de Développement Economique de la Corse (ADEC) pour mettre en œuvre le dispositif CREA'IMPRESSE.

**ARTICLE 5 :**

**APPROUVE** le maintien transitoire, pour les parcours CREA'IMPRESSE débutant en 2020, des opérateurs d'accompagnement sélectionnés et labellisés pour le dispositif NACRE, afin d'éviter une rupture de l'offre d'accompagnement pour le public éloigné de l'emploi et donc de garantir la continuité du service pour l'année 2020.

**ARTICLE 6 :**

**AUTORISE** le Président de l'ADEC à sélectionner par Appel à Manifestation d'intérêt (AMI) les opérateurs d'accompagnements pour les parcours du dispositif CREA'IMPRESSE débutant en 2021 et 2022.

**ARTICLE 7 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à signer avec les opérateurs d'accompagnement sélectionnés les conventions annuelles (2020, 2021, 2022) rappelant notamment le cahier des charges à respecter pour les opérateurs, les objectifs annuels sur le nombre de phases à accompagner et le montant des compensations financières.

**ARTICLE 8 :**

**APPROUVE** la création, et le développement par les services de l'ADEC d'une interface numérique (Extranet) permettant la gestion et le pilotage du dispositif en temps réel.

**ARTICLE 9 :**

**DIT** que l'ADEC assurera le traitement des demandes des structures sélectionnées et la gestion du dispositif CREA'IMPRESSE.

**ARTICLE 10 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Aiacciu, le 22 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/235 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
ADOPTANT LA DECISION MODIFICATIVE N° 4 DU BUDGET PRIMITIF  
DE LA COLLECTIVITE DE CORSE POUR L'EXERCICE 2020**

**ADUTTENDU A DECISIONE MUDIFICATIVA NU 4 DI U BUGETTU PRIMITIVU  
DI A CULLETTIVITÀ DI CORSICA PER L'ESERCIZIU 2020**

**SEANCE DU 22 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le vingt deux décembre, l'Assemblée de Corse, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI, Président de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, François BENEDETTI, François BERNARDI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marcel CESARI, Romain COLONNA, Frédérique DENSARI, Muriel FAGNI, Isabelle FELICCIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Jean-Charles ORSUCCI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Antoine POLI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Juliette PONZEVERA, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Valérie BOZZI à Mme Isabelle FELICCIAGGI  
Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Hyacinthe VANNI  
M. François-Xavier CECCOLI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Catherine COGNETTI-TURCHINI à Mme Marie-Hélène PADOVANI  
Mme Fabienne GIOVANNINI à Mme Nadine NIVAGGIONI  
M. Jean-Jacques LUCCHINI à M. Julien PAOLINI  
M. Pierre-Jean LUCIANI à Mme Isabelle FELICCIAGGI  
M. François ORLANDI à M. Antoine POLI  
M. Louis POZZO DI BORGIO à Mme Anne-Laure SANTUCCI  
Mme Catherine RIERA à Mme Marie-Hélène PADOVANI  
Mme Jeanne STROMBONI à Mme Mattea CASALTA

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Véronique ARRIGHI, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Santa DUVAL, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Xavier LACOMBE, Paul LEONETTI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Jean-Martin MONDOLONI, Chantal PEDINIELLI, Marie-Anne PIERI, Camille de ROCCA SERRA, Pascale SIMONI

## L'ASSEMBLEE DE CORSE

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** l'instruction budgétaire et comptable M57,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant adoption du budget primitif de la Collectivité de Corse pour 2020,
- VU** la délibération n° 20/069 AC de l'Assemblée de Corse du 24 avril 2020 approuvant la décision modificative n° 1 du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/096 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 portant prorogation du cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse prévu par la délibération n° 20/065 AC du 24 avril 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 6 novembre 2020 portant adoption du budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour 2020,
- VU** la délibération n° 20/189 AC de l'Assemblée de Corse du 26 novembre 2020 adoptant la décision modificative n° 3 du budget

primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (49) : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, François BENEDETTI, François BERNARDI, Valérie BOZZI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, François-Xavier CECCOLI, Marcel CESARI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Frédérique DENSARI, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPOTTI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Fabienne GIOVANNINI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Jean-Jacques LUCCHINI, Pierre-Jean LUCIANI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Jean-Charles ORSUCCI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Antoine POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Jeanne STROMBONI, Jean-Guy TALAMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

#### **ARTICLE PREMIER :**

**ADOpte** la décision modificative n° 4 au budget de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020, telle qu'elle s'établit au travers du rapport de présentation et de la délibération de programme joints en annexes.

#### **ARTICLE 2 :**

**PROCEDE** à une annulation des Autorisations de Programme (AP) et des Autorisations d'Engagement (AE) résultant d'opérations terminées ou devenues caduques pour un montant total de 147 980 087,99 €, réparti comme suit :

- en autorisations de programme : 114 717 770,36 €,
- en autorisations d'engagement : 33 262 317,63 €.

#### **ARTICLE 3 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Ajacciu, le 22 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized, somewhat abstract shape.

Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/236 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
APPROUVANT L'AVENANT N° 2 DU CONTRAT DE PLAN ÉTAT - COLLECTIVITÉ  
TERRITORIALE DE CORSE 2015-2020**

**CHÌ APPROVA L'AGHJUSTU NU 2 DI U CUNTRATTU DI PIANU  
STATU - CTC 2015-2020**

**SEANCE DU 22 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le vingt deux décembre, l'Assemblée de Corse, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI, Président de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, François BENEDETTI, François BERNARDI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marcel CESARI, Romain COLONNA, Frédérique DENSARI, Muriel FAGNI, Isabelle FELICCIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Jean-Charles ORSUCCI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Antoine POLI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Juliette PONZEVERA, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Valérie BOZZI à Mme Isabelle FELICCIAGGI  
Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Hyacinthe VANNI  
M. François-Xavier CECCOLI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Catherine COGNETTI-TURCHINI à Mme Marie-Hélène PADOVANI  
Mme Fabienne GIOVANNINI à Mme Nadine NIVAGGIONI  
M. Jean-Jacques LUCCHINI à M. Julien PAOLINI  
M. Pierre-Jean LUCIANI à Mme Isabelle FELICCIAGGI  
M. François ORLANDI à M. Antoine POLI  
M. Louis POZZO DI BORGIO à Mme Anne-Laure SANTUCCI  
Mme Catherine RIERA à Mme Marie-Hélène PADOVANI  
Mme Jeanne STROMBONI à Mme Mattea CASALTA

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**



Véronique ARRIGHI, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Santa DUVAL, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Xavier LACOMBE, Paul LEONETTI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Jean-Martin MONDOLONI, Chantal PEDINIELLI, Marie-Anne PIERI, Camille de ROCCA SERRA, Pascale SIMONI

### L'ASSEMBLEE DE CORSE

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 15/253 AC de l'Assemblée de Corse du 29 mars 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020,
- VU** la délibération n° 16/295 AC de l'Assemblée de Corse du 14 décembre 2016 portant adoption de l'avenant n° 1 du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/096 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 portant prorogation du cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse prévu par la délibération n° 20/065 AC du 24 avril 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRES** avis de la Commission du Développement Economique, du Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,

## APRES EN AVOIR DELIBERE

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (49) : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, François BENEDETTI, François BERNARDI, Valérie BOZZI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, François-Xavier CECCOLI, Marcel CESARI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Frédérique DENSARI, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Fabienne GIOVANNINI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Jean-Jacques LUCCHINI, Pierre-Jean LUCIANI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Jean-Charles ORSUCCI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Antoine POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Jeanne STROMBONI, Jean-Guy TALAMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

### **ARTICLE PREMIER :**

**HABILITE** le Président du Conseil exécutif de Corse à signer l'avenant n° 2 du Contrat de Plan Etat - Collectivité Territoriale de Corse 2015-2020, tel que présenté en annexe.

### **ARTICLE 2 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Aiacciu, le 22 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/237 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
APPROUVANT LA MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS  
SUITE AUX OPERATIONS D'AVANCEMENT ET DE PROMOTION**

**CHÌ APPROVA A MUDIFICA DI U LISTINU DI L'EFFITTIVI  
DOPU A L'UPARAZIONI D'AVANZAMENTU E DI PRUMUZIONI**

**SEANCE DU 22 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le vingt deux décembre, l'Assemblée de Corse, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI, Président de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, François BENEDETTI, François BERNARDI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marcel CESARI, Romain COLONNA, Frédérique DENSARI, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Jean-Charles ORSUCCI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Antoine POLI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Juliette PONZEVERA, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Valérie BOZZI à Mme Isabelle FELICIAGGI  
Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Hyacinthe VANNI  
M. François-Xavier CECCOLI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Catherine COGNETTI-TURCHINI à Mme Marie-Hélène PADOVANI  
Mme Fabienne GIOVANNINI à Mme Nadine NIVAGGIONI  
M. Jean-Jacques LUCCHINI à M. Julien PAOLINI  
M. Pierre-Jean LUCIANI à Mme Isabelle FELICIAGGI  
M. François ORLANDI à M. Antoine POLI  
M. Louis POZZO DI BORGIO à Mme Anne-Laure SANTUCCI  
Mme Catherine RIERA à Mme Marie-Hélène PADOVANI  
Mme Jeanne STROMBONI à Mme Mattea CASALTA

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Véronique ARRIGHI, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Santa DUVAL, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Xavier LACOMBE, Paul LEONETTI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Jean-Martin MONDOLONI, Chantal PEDINIELLI, Marie-Anne PIERI, Camille de ROCCA SERRA, Pascale SIMONI

## L'ASSEMBLEE DE CORSE

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020
- VU** la délibération n° 20/096 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 portant prorogation du cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse prévu par la délibération n° 20/065 AC du 24 avril 2020,
- VU** la délibération n° 20/196 AC de l'Assemblée de Corse du 26 novembre 2020 approuvant la modification du tableau des effectifs de la Collectivité de Corse suite aux opérations de CAP d'avancements et de promotions,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (49) : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, François BENEDETTI, François BERNARDI, Valérie BOZZI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, François-Xavier CECCOLI, Marcel CESARI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Frédérique DENSARI, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPUTTI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Fabienne GIOVANNINI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Jean-Jacques LUCCHINI, Pierre-Jean LUCIANI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Jean-Charles ORSUCCI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Antoine POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGIO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Jeanne STROMBONI, Jean-Guy TALAMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** la création d'un poste d'ingénieur hors classe.

**ARTICLE 2 :**

Les crédits sont inscrits au budget de la Collectivité de Corse.

**ARTICLE 3 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Aiacciu, le 22 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI



**ASSEMBLEA DI CORSICA**

**ASSEMBLEE DE CORSE**

**DELIBERATION N° 20/238 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
APPROUVANT LA MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS  
DE LA COLLECTIVITE DE CORSE**

**CHÌ APPROVA A MUDIFICA DI U LISTINU DI L'EFFETTIVI  
DI A CULLETTIVITÀ DI CORSICA**

**SEANCE DU 22 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le vingt deux décembre, l'Assemblée de Corse, convoquée le 7 décembre 2020, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI, Président de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, François BENEDETTI, François BERNARDI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marcel CESARI, Romain COLONNA, Frédérique DENSARI, Muriel FAGNI, Isabelle FELICCIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Jean-Charles ORSUCCI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Antoine POLI, Pierre POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Juliette PONZEVERA, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Valérie BOZZI à Mme Isabelle FELICCIAGGI  
Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Hyacinthe VANNI  
M. François-Xavier CECCOLI à M. Pierre GHIONGA  
Mme Catherine COGNETTI-TURCHINI à Mme Marie-Hélène PADOVANI  
Mme Fabienne GIOVANNINI à Mme Nadine NIVAGGIONI  
M. Jean-Jacques LUCCHINI à M. Julien PAOLINI  
M. Pierre-Jean LUCIANI à Mme Isabelle FELICCIAGGI  
M. François ORLANDI à M. Antoine POLI  
M. Louis POZZO DI BORGIO à Mme Anne-Laure SANTUCCI  
Mme Catherine RIERA à Mme Marie-Hélène PADOVANI  
Mme Jeanne STROMBONI à Mme Mattea CASALTA

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Véronique ARRIGHI, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Santa DUVAL, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Xavier LACOMBE, Paul LEONETTI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Jean-Martin MONDOLONI, Chantal PEDINIELLI, Marie-Anne PIERI, Camille de ROCCA SERRA, Pascale SIMONI

### L'ASSEMBLEE DE CORSE

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/096 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 portant prorogation du cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse prévu par la délibération n° 20/065 AC du 24 avril 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRES** avis de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

### APRES EN AVOIR DELIBERE

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (49) : Mmes et MM.**

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, François BENEDETTI, François BERNARDI, Valérie BOZZI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, François-Xavier CECCOLI, Marcel CESARI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Frédérique DENSARI, Muriel FAGNI,

Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Fabienne GIOVANNINI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Jean-Jacques LUCCHINI, Pierre-Jean LUCIANI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Jean-Charles ORSUCCI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Antoine POLI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGIO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Jeanne STROMBONI, Jean-Guy TALAMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

**ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** la création d'un poste relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux, destiné à accueillir un agent ayant formulé une demande de changement de filière et dit que le cadre d'emplois occupé par l'agent jusqu'alors sera ensuite supprimé dès sa nomination sur le cadre d'emplois créé.

**ARTICLE 2 :**

**APPROUVE** la création des 20 postes relevant du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux pour la nomination des agents lauréats de concours, et dit que les cadres d'emplois occupés par ces agents jusqu'alors seront ensuite supprimés dès leur titularisation sur le grade.

**ARTICLE 3 :**

**APPROUVE** la création d'un poste relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux, 5 postes relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux et d'un poste d'adjoint du patrimoine dans le cadre de la pérennisation des besoins des services devenus désormais permanents et pourvus par des agents contractuels.

**ARTICLE 4 :**

**APPROUVE** la création des postes suivants dans le cadre des besoins externes lancés en avance de phase de la campagne de recrutement 2021 :

- 1 poste d'auxiliaire de puériculture relevant du cadre d'emploi des auxiliaires de puériculture territoriaux.
- 1 poste d'agent d'entretien relevant du cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux.
- 1 poste de psychologue PMI relevant du cadre d'emploi des psychologues territoriaux.

**ARTICLE 5 :**

**APPROUVE** la suppression de 6 postes non permanents d'adjoints administratifs et leur remplacement par 6 postes non permanents d'adjoints techniques.

**ARTICLE 6 :**

**APPROUVE** la suppression d'un poste d'ingénieur en bâtiment au sein de la direction de la gestion, de l'entretien et du suivi des bâtiments, et son remplacement par un poste d'ingénieur au sein de la direction des moyens généraux.

**ARTICLE 7 :**



**APPROUVE**, afin d'élargir l'éventail des profils susceptibles d'être retenus pour le recrutement d'un poste de gestionnaire foncier au sein de la Direction générale adjointe en charge du patrimoine de la collectivité, des moyens et de la commande publique, la création d'un poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux.

**ARTICLE 8 :**

**APPROUVE** la modification de l'intitulé du poste de chargé d'opérations en charge de la gestion du domaine public suite à une erreur matérielle.

**ARTICLE 9 :**

**AUTORISE**, en cas d'impossibilité de recruter des agents statutaires, le recrutement d'agents non titulaires.

**ARTICLE 10 :**

**PRÉCISE** qu'en cas de recrutement d'agents non titulaires, la rémunération versée le sera par référence à celle d'un fonctionnaire placé dans la même situation.

**ARTICLE 11 :**

**PRÉCISE** que les crédits nécessaires aux recrutements dont il s'agit seront imputés aux programmes 6161, 3214 et 5218 du budget de la Collectivité de Corse.

**ARTICLE 12 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Ajacciu, le 22 décembre 2020

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI

# **ARRETES DU CONSEIL EXECUTIF**



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1720CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le premier décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIT ABSENTE : Mme**

Bianca FAZI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53
- VU** l'accord de partenariat France approuvé par la Commission européenne le 8 août 2014, version transmise par SFC le 1<sup>er</sup> août 2014,
- VU** le Règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil de 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au FEDER, au FSE, au Fonds de cohésion, au FEADER et au FEAMP,
- VU** le Règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil de 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le FEADER,
- VU** le Règlement (UE) n°1306/2013 du parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune,
- VU** le Règlement (UE) n°1307/2013 du parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune,
- VU** l'arrêté du 14 février 2018 abrogeant l'arrêté du 16 août 2007 portant agrément de l'ODARC comme organisme payeur de dépenses financées par le FEADER

au titre du programme de développement rural de la Corse (PDRC),

- VU** la délibération n°13/233AC de l'Assemblée de Corse approuvant les orientations stratégiques agriculture, développement rural et forêt du 8 novembre 2013,
- VU** la délibération n°13/150AC de l'Assemblée de Corse approuvant les modalités de gouvernance de la gestion des programmes européens 2014-2020 du 25 juillet 2013,
- VU** la délibération n°15/217AC de l'Assemblée de Corse du 17 septembre 2015 portant sur la gouvernance du PDRC FEADER 2014-2020 et précisant le circuit de gestion et les services instructeurs de l'ensemble des mesures,
- VU** le PDRC 2014-2020 approuvé par la Commission européenne le 6 octobre 2015 et ses modifications,
- VU** l'arrêté n°19/076CE du Président du Conseil exécutif de Corse en date du 27 mars 2019 portant sur la modification du zonage au titre de la mesure 13 du PDRC à compter de la campagne 2019,
- VU** l'arrêté n°19/565CE du Président du Conseil exécutif de Corse du 24 septembre 2019 portant sur les modalités de calcul de l'ICHN à compter de la campagne 2019,
- VU** l'arrêté n°20/1469CE du Président du Conseil exécutif de Corse du 22 septembre 2020 fixant un coefficient stabilisateur provisoire pour le paiement des acomptes ICHN 2020,
- VU** l'arrêté n°20/1629CE du Président du Conseil exécutif en date du 10 novembre 2020,
- VU** l'arrêté n°ARR1504383SAEU du 29 juin 2015 portant institution du Comité régional de programmation des aides pour la période 2014-2020,
- VU** l'arrêté n°19/563CE du Président du Conseil exécutif de Corse en date du 24 septembre 2019 modifiant le règlement intérieur du Corepa,

**CONSIDERANT** les avis exprimés par les membres du Pré-Corepa lors de la consultation écrite organisée du 19 au 24 novembre 2020,

**EN** sa qualité de Comité de Programmation,

Etant entendu que les imputations budgétaires des opérations réalisées au titre du PDRC sont, pour la plupart, effectuées sur le budget de l'organisme payeur ODARC et non sur le budget de la Collectivité de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**(SGCE – RAPPORT N° 4484)**

**ARTICLE PREMIER : DECIDE** de programmer les opérations au titre de la sous-mesure 6.1 du PDRC telles que précisées dans le tableau 1 ci-joint.

**ARTICLE 2 : DECIDE** de programmer les acomptes et les compléments d'acomptes de l'ICHN 2020, opérations afférentes à la mesure 13 du PDRC, comme détaillé dans le tableau 2 ci-joint.

**ARTICLE 3 : DECIDE** de déprogrammer les opérations au titre de la sous-mesure 6.1 du PDRC mentionnées dans le tableau 2 annexé à l'arrêté n°20/1629CE du 10 novembre 2020 telles que précisées dans le tableau 1 ci-joint.

**ARTICLE 4 : DEMANDE** à l'ODARC d'engager et de payer les acomptes au titre de l'ICHN 2020 conformément au tableau 2 ci-joint.

**ARTICLE 5 : DECIDE** que la programmation, l'engagement et le paiement du solde de l'ICHN 2020 interviendront dès que le coefficient stabilisateur final de la campagne 2020 aura été fixé et validé par le Conseil Exécutif.

**ARTICLE 6 : DEMANDE** à l'ODARC de prendre les engagements comptables et juridiques individuels et d'assurer les paiements afférents aux opérations programmées ci-dessus.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 1 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1721CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le premier décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIT ABSENTE : Mme**

Bianca FAZI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil,
- VU** la décision n° C(2014) 10147 du 17 décembre 2014 de la Commission européenne portant approbation de certains éléments du programme opérationnel intitulé « Corse » en vue d'un soutien du Fonds européen de développement régional et du Fonds social européen au titre de l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » pour la région Corse en France – CCI 2014FR16M2OP004,
- VU** la délibération n°15/218 AC de l'Assemblée de Corse du 17 septembre 2015 portant approbation du Programme opérationnel FEDER-FSE 2014- 2020, et autorisant le président du Conseil exécutif de Corse à procéder aux individualisations des crédits et à signer les conventions attributives d'aides afférentes,

- VU** le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020,
- VU** l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret no 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020,
- VU** l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020,
- VU** l'arrêté conjoint n°R20-2020-05-28-002 en date du 28 mai 2020, modifiant l'ARR1705681SAEU du 1er septembre 2017, abrogeant et remplaçant l'arrêté conjoint n°ARR1503SAEU en date du 18 juin 2015, désignant la liste des services de la Collectivité de Corse, Autorité de gestion, de ses offices et agences responsables du suivi et/ou co-instructeurs et/ou consultés, et l'Etat pour les dossiers d'opérations subventionnés dans le cadre du programme opérationnel FEDER-FSE Corse 2014-2020,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la modification du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 approuvée par les membres du comité de suivi des fonds européens lors de la session plénière 16 novembre 2018,
- VU** l'avis favorable du COREPA en date du 7 novembre 2017,
- VU** la délibération 1708825CE du Conseil exécutif de Corse affectant les crédits à l'opération,
- VU** les relances du service instructeur visant à obtenir des pièces complémentaires en date des 21 novembre et 12 décembre 2017, ainsi que du 3 août et 4 octobre 2018,
- VU** le courrier du 4 janvier 2019 informant le bénéficiaire de l'inscription de son dossier à l'ordre du jour du COREPA pour déprogrammation,
- VU** l'avis favorable de la consultation écrite du COREPA en date du 24 juillet 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Prog FEDER FSE 2014-2020  
(SGCE – RAPPORT N° 4269)**

**ARTICLE PREMIER :** **DECIDE** de déprogrammer l'opération: « Ateliers de médiation numérique», portée par le FabLab d'Aiacciu (dossier synergie n°CO 0011387).

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 1 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI





**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1722CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le premier décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIT ABSENTE : Mme**

Bianca FAZI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 20/129 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 portant adoption du rapport n°2020/O2/250 Mobilité internationale de tous les jeunes corses, un outil d'attractivité et de développement territorial pérenne,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Programme Eurodyssée  
(SGCE – RAPPORT N° 4489)**

**ARTICLE PREMIER : DECIDE** d'affecter les crédits suivants :

SECTEUR : Eurodyssée et Mobilité internationale des jeunes

ORIGINE : B.P 2020

PROGRAMME : 2211

**MONTANT DISPONIBLE :.....60 000 €**

**Domaine Aménagement Numérique :**

*Hébergement, maintenance et application de Mobighjovani* .....**25 000 €**

**TOTAL A AFFECTER :.....25 000 €**

**DISPONIBLE À NOUVEAU :.....35 000 €**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 1 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1723CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le premier décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIT ABSENTE : Mme**

Bianca FAZI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la délibération n°16/293AC de l'Assemblée de Corse du 14 décembre 2016 portant approbation du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDE2I),
- VU** la délibération n°17/185 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juin 2017 portant adoption du cadre stratégique en date de l'incubateur INIZIA,
- VU** la convention de partenariat CTC ADEC-INIZIA 2017-2020 n°170083ADEC en date du 23 septembre 2017,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** l'arrêté n°18/150 CE du 28 juin 2018,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

## APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

### (SGCE – RAPPORT N° 4202)

**ARTICLE PREMIER :** **PREND ACTE** des conclusions de la mission d'audit de la structure, et de ses principales recommandations.

**ARTICLE 2 :** **RENVOIE**, sur ces bases, à l'établissement d'un rapport futur à présenter devant l'Assemblée de Corse, quant au devenir de la structure.

**ARTICLE 3 :** **DEMANDE** la conclusion d'un avenant de prorogation de l'actuelle convention de financement de l'Incubateur Inizià au moins pour une durée d'un an dans l'attente de la mise en place de toute nouvelle solution juridique.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 1 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1724CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le premier décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIT ABSENTE : Mme**

Bianca FAZI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la délibération n°16/293 AC de l'Assemblée de Corse du 14 décembre 2016 portant approbation du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDE2I),
- VU** la délibération n°17/185 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juin 2017 portant adoption du cadre stratégique en date de l'incubateur INIZIA,
- VU** la convention de partenariat CTC ADEC-INIZIA 2017-2020 n°170083ADEC en date du 23 septembre 2017.
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**(SGCE – RAPPORT N° 4442)**

**ARTICLE PREMIER** : **PREND ACTE** de la demande de prorogation de la convention CTC ADEC-INIZIA 2017-2020 n°170083ADEC formulée par l'incubateur Inizià.

**ARTICLE 2** : **APPROUVE** cette demande en validant le projet d'avenant concernant l'article 2 de la convention relatif à la durée de la convention.

**ARTICLE 3** : **DIT** que la nouvelle date de fin de la convention sera le 30 décembre 2022.

**ARTICLE 4** : **AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à signer l'avenant conformément à l'article 11 de la convention d'origine.

**ARTICLE 5** : **AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse et les services de l'ADEC à prendre toutes les dispositions nécessaires à la certification des dépenses de l'incubateur dans le cadre de la convention et de ses avenants.

**ARTICLE 6** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 1 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1725CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le premier décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIT ABSENTE : Mme**

Bianca FAZI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 10/227 AC de l'Assemblée de Corse du 17 décembre 2010 portant sur la bonification des avances remboursables de la CADEC,
- VU** la délibération n°13/265 AC de l'Assemblée de Corse autorisant la levée de la clause de non endettement portant sur les conventions liant la CTC et ses Agences et offices à la Caisse de Développement de la Corse (CADEC) et approuvant le développement de cette dernière pour la période 2014-2020,
- VU** la convention n°ARR110339 ADEC du 18 janvier 2011 entre la Collectivité Territoriale de Corse et la Caisse de Développement de la Corse portant sur la bonification d'avances remboursables,
- VU** l'avenant n°1 - n°140074ADEC du 19 mai 2014 à la convention de bonification des avances remboursables du 18 janvier 2011 signée entre la CTC et la CADEC,
- VU** la convention modificative à la convention n°ARR110339 ADEC du 18 janvier 2011 relative à la bonification des interventions de la CADEC et de son avenant n°140074ADEC du 19 mai 2014,

- VU** la délibération n° 19/249 AC de l'Assemblée de Corse portant approuvant le principe de la prorogation de la convention de bonification d'avances remboursables conclue entre la Collectivité de Corse et la CADEC pour une durée égale à la durée initiale,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- VU** le courrier de la CADEC en date du 28 octobre 2020
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**ADEC - Actions régionales entreprises  
(SGCE – RAPPORT N° 4466)**

**ARTICLE PREMIER :** DECIDE de répartir ainsi qu'il suit, les crédits inscrits à la rubrique :

**ORIGINE : B.P. 2020**

**PROGRAMME : 2131**

**MONTANT DISPONIBLE : .....5 314 760 €**

SA CAISSE DE DEVELOPPEMENT DE LA CORSE (CADEC) – Aiacciu

Prise en charge du coût des emprunts contractés par la CADEC pour la mise en place d'avances remboursables au profit des entreprises de Corse – annuités 2020

**MONTANT AFFECTE : .....621 770,06 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU : .....4 692 989, 94 €**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.



Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by a horizontal line and a small flourish.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1726CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le premier décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIT ABSENTE : Mme**

Bianca FAZI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4421-1 à D.4425-53,
- VU** le Code du Travail,
- VU** le décret n°2016-380 du 29 mars 2016 fixant les modalités de l'accès gratuit aux formations des niveaux IV et V dispensées dans le cadre du service public régional de formation professionnelle,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** l'arrêté n°19/417 CE du Conseil exécutif de Corse du 23 juillet 2019 portant renouvellement de l'Institut de Formation Ambulancier de Corse-du-Sud et l'agrément de sa Directrice,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Formation sanitaire et sociale  
(SGCE – RAPPORT N° 4445)**

**ARTICLE PREMIER :** DECIDE de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.P.2020

PROGRAMME : 4114 - FORMATION SANITAIRE ET SOCIALE

**MONTANT DISPONIBLE.....1 075 556 euros**

Institut pour le développement de la Formation (ID FORMATION) 46 000 euros  
Fonctionnement de l'Institut de Formation d'Ambulancier de Corse-du-Sud pour l'année 2020 : organisation d'une session de formation

**MONTANT AFFECTE.....46 000 euros**

**DISPONIBLE A NOUVEAU.....1 029 556 euros\_**

**ARTICLE 2 :** APPROUVE la convention à signer avec ID Formation, telle que jointe en annexe.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 1 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1727CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le premier décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIT ABSENTE : Mme**

Bianca FAZI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République – Titre VII,
- VU** la délibération n°17/284 AC de l'Assemblée de Corse du 21 septembre 2017 portant approbation du nouveau cadre pour le patrimoine,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/066 AC de l'Assemblée de Corse du 24 avril 2020 prenant acte des délégations d'attributions de l'Assemblée de Corse au Conseil exécutif de Corse et à son Président,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Patrimoine - Restauration  
(SGCE – RAPPORT N° 4449)**

**ARTICLE PREMIER :** DECIDE de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

**ORIGINE : BP 2020**

**PROGRAMME 4411 : Patrimoine Investissement - CHAPITRE : 903**

**MONTANT DISPONIBLE.....1 813 196, 23 €**

**Acquisition de matériel d'exposition .....20 000,00 €**

**L'assistance à maîtrise d'ouvrage pour des projets de valorisation  
.....30 000,00 €**

**MONTANT AFFECTE : .....50 000,00 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU : .....1 763 196, 23 €**

**PROGRAMME 4411 : Patrimoine Fonctionnement - CHAPITRE : 933**

**MONTANT DISPONIBLE.....316 144, 31 €**

**Evènements autour du bicentenaire de Napoléon.....80 000,00 €**

**Prestations intellectuelles.....10 000,00 €**

**MONTANT AFFECTE : .....90 000,00 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU : .....226 144, 31 €**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1728CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le premier décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIT ABSENTE : Mme**

Bianca FAZI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Sites ENS - Soutien des partenaires  
(SGCE – RAPPORT N° 4499)**

**ARTICLE PREMIER :** DECIDE de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.S 2020

PROGRAMME : 3215 Fonctionnement

**MONTANT DISPONIBLE .....53 000 €**

**MONTANT TOTAL AFFECTE.....53 000 €**

Opération « CAMBIO VIA » - (CAMmini e BIOdiversità : Valorizzazione Itinerari e Accessibilità per la Transumanza) visant à améliorer l'efficacité des actions publiques dans la protection, la promotion et le développement du patrimoine naturel et culturel représenté par les aires protégées, parcs et sites historiques sur la route de transhumance.

**DISPONIBLE A NOUVEAU..... 0 €**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 1 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI





**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1729CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le premier décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIT ABSENTE : Mme**

Bianca FAZI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** les articles D. 314-70 et suivants du code de l'Éducation relatifs au Réseau Canopé,
- VU** l'arrêté 18/008 CE du Conseil exécutif de Corse en date du 27 mars 2018 portant affectation des programmes ex Cd2B,
- VU** l'arrêté n°18/748 CE du Conseil exécutif de Corse en date du 19 décembre 2018 approuvant la mise en œuvre du projet 2 « création d'une ressource numérique pédagogique s'insérant dans la démarche de réduction des déchets et de promotion du tri »,
- VU** la convention de partenariat de 2018 en date du 21 décembre 2018,
- VU** l'arrêté n°19/400 CE du Conseil exécutif de Corse en date du 16 juillet 2019 approuvant la réaffectation des crédits,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,

**VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Développement territorial  
(SGCE – RAPPORT N° 4409)**

**ARTICLE PREMIER :** **APPROUVE** la désaffectation de l'opération suivant du programme 4116 :

Point 2.5 « Création d'une ressource numérique pédagogique s'insérant dans la démarche de réduction des déchets et de promotion du tri. (Projet 2 du partenariat 2017-2018) » de la convention 2018 – coût de l'opération 25 000 €.

ORIGINE BP 2019

PROGRAMME 4116

Arrêté n°19/400 CE du 16 juillet 2019

**MONTANT A DESAFFECTER.....25 000 €**

**ARTICLE 2 :** **AFFECTE** la réaffectation et l'individualisation des crédits au programme 3132, au bénéfice du Réseau Canopé, comme indiqué ci-dessous :

ORIGINE BP 2020

PROGRAMME 3132

**MONTANT DISPONIBLE .....235 600 €**

**MONTANT GLOBAL AFFECTÉ.....25 000 €**

**DISPONIBLE À NOUVEAU.....210 600 €**

**ARTICLE 3 :** **APPROUVE** la signature de l'avenant n°1 à la convention de 2018 confirmant notre partenariat avec le Réseau CANOPE.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 1 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1730CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le premier décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Bianca FAZI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,

**VU** la délibération n°19/438 AC de l'Assemblée de Corse du 29 novembre 2019 approuvant le règlement d'aides aux communes, intercommunalités et territoires,

**VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,

**VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,

**CONSIDERANT** les courriers des Maires parvenus à la Collectivité de Corse au cours de l'année 2020, demandant l'annulation de subventions dont la liste figure en annexe,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Equipements collectifs communaux**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4465)**

**ARTICLE PREMIER** **DECIDE** de procéder à la désaffectation des subventions, ainsi que leur réintégration au titre de la dotation quinquennale 2020/2024 des communes conformément au tableau joint en annexe.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 1 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1731CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le premier décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIT ABSENTE : Mme**

Bianca FAZI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire 2020,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**ODARC - Structure**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4495)**

**ARTICLE PREMIER : DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.S 2020

PROGRAMME : 2110 INVESTISSEMENT

**MONTANT DISPONIBLE .....1 400 000 euros**

**MONTANT AFFECTE .....1 400 000 euros**

**DISPONIBLE A NOUVEAU .....0 euros**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 1 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1732CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le premier décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIT ABSENTE : Mme**

Bianca FAZI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,

**VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,

**VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,

**VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire 2020,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**ODARC - Devpt rural FEADER 2014/2020  
(SGCE – RAPPORT N° 4497)**

**ARTICLE PREMIER : DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique



ORIGINE : B.S 2020

PROGRAMME : 2118 Investissement

**MONTANT DISPONIBLE .....3 000 000 euros**

**MONTANT AFFECTE .....3 000 000 euros**

**DISPONIBLE A NOUVEAU .....0 euros**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 1 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1733CE du Président du Conseil Exécutif de Corse**

**Désignation du représentant du Président du Conseil Exécutif en vue de  
présider la commission de délégation de service public dans le cadre de  
délégation de service public de transport maritime de marchandises et de  
passagers entre le port de Marseille et les ports corses du 1er mars 2021 au 31  
décembre 2022**

L'an deux mille vingt, le premier décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni  
à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de  
Corse.

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF**

- VU** les articles L.1411-5, L1411-6, L1414-1 et suivants du code général des  
collectivités territoriales,
- VU** l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du  
code de la commande publique et notamment sa troisième partie portant sur les  
concessions,
- VU** le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du  
code de la commande publique, et notamment sa troisième partie portant sur  
les contrats de concessions,
- VU** la délibération n° 18/037 AC de l'Assemblée de Corse du 2 février 2018 portant  
désignation des représentants de l'Assemblée de Corse à la Commission de  
Délégation de Service Public,
- VU** la délibération n° 18/076 AC de l'Assemblée de Corse du 29 mars 2018 portant  
adoption du règlement intérieur de la Commission de délégation de Service  
Public,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER :** **DELEGATION** est donnée à M. Jean BIANCUCCI, Conseiller  
exécutif, à l'effet de me représenter et d'assurer, dans les  
conditions fixées par les dispositions susvisées du code  
général des collectivités territoriales et des textes relatifs aux

contrats de concession, la présidence des Commissions de Délégation de Service Public qui devront se réunir dans le cadre de la délégation de service public de transport maritime de marchandises et de passagers entre le port de Marseille et les ports corses, pour une durée de 22 mois, du 1er mars 2021 au 31 décembre 2022.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 1 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1734CE du Président du Conseil Exécutif de Corse**

**Arrestatu di designazione di Madama Vanina BORROMEI, cunsigliera  
esecutiva, da preside a riunione di u scagnu di l'Offiziu di l'ambiente di a  
Corsica prevista u 10 dicembri di u 2020**  
**Arrêté de désignation de Madame Vanina BORROMEI, conseillère exécutive,  
pour présider la séance du bureau de l'Office de l'environnement de la Corse  
prévue le 10 décembre 2020**

L'an deux mille vingt, le premier décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53 ;
- VU** la délibération de la commission permanente de l'Assemblée de Corse n°20/053CP du 1er juillet 2020 portant modification des statuts de l'Office de l'environnement de la Corse ;
- Vu** l'arrêté n°18-00903 CE du Président du Conseil exécutif de Corse portant délégation d'attributions à Madame Vanina BORROMEI ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER :**

Madame Vanina BORROMEI, Conseillère exécutive, Présidente de l'office des transports de la Corse, pourra présider le bureau de l'Office de l'environnement de la Corse, prévu le 10 décembre 2020, en cas d'empêchement du Président, en application de l'article 10 des statuts de l'Office de l'environnement de la Corse adoptés par délibération de la commission permanente de l'Assemblée de Corse n°20/053 CP du 1er juillet 2020.

**ARTICLE 2 :**

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 1 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by a horizontal line and a flourish.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1735CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le premier décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIT ABSENTE : Mme**

Bianca FAZI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**SIG**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4455)**

**ARTICLE PREMIER :** DECIDE de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

**ORIGINE :** B.P 2020.....

**PROGRAMME :** 6143 Investissement - Chapitre : 905

**MONTANT DISPONIBLE .....408 500,00 Euros**

**Nouvelle opération : « Acquisition de matériel de relevé terrain »**

**MONTANT AFFECTE .....50 000,00 Euros**

**Nouvelle opération : « Acquisition de logiciels SIG »**

**MONTANT AFFECTE .....100 000,00 Euros**

**Nouvelle opération : « Plateforme Géomatique territoriale »**

**MONTANT AFFECTE .....100 000,00 Euros**

**DISPONIBLE A NOUVEAU.....158 500,00 Euros**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 1 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1736CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le premier décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIT ABSENTE : Mme**

Bianca FAZI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** le Code des Transports,
- VU** le décret n°2003-1022 du 22 octobre 2003 relatif aux ports d'Ajaccio et de Bastia, modifiant le code des ports maritimes (partie réglementaire),
- VU** la convention en date du 13 février 2004 organisant les modalités de mise en œuvre des transferts de compétences du port de Bastia,
- VU** la délibération du Président du Conseil exécutif de Corse n°04.34 CE en date du 12 mai 2004 fixant la composition du Conseil Portuaire pour l'activité « commerce » du port de Bastia,
- VU** la délibération du Président du Conseil exécutif de Corse n°ARR1603597 CE en date du 15 septembre 2016 portant renouvellement de la liste nominative des membres du Conseil Portuaire pour l'activité « commerce » du port de Bastia,
- VU** l'arrêté du Président du Conseil Exécutif de Corse n°ARR1705787 CE en date du 11 septembre 2017 portant modification de la liste nominative des membres du Conseil Portuaire pour l'activité « commerce » du port de Bastia,



**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Infrastructures portuaires MOA  
(SGCE – RAPPORT N° 4517)**

**ARTICLE PREMIER :** La délibération du Président du Conseil exécutif de Corse n°ARR1603597 CE en date du 15 septembre 2016 portant renouvellement de la liste nominative des membres du Conseil Portuaire pour l'activité « commerce » du port de Bastia est abrogée.

**ARTICLE 2 :** L'arrêté du Président du Conseil exécutif de Corse n°ARR1705787 CE en date du 11 septembre 2017 portant modification de la liste nominative des membres du Conseil Portuaire pour l'activité « commerce » du port de Bastia est abrogé.

**ARTICLE 3 :** La liste nominative des membres du Conseil Portuaire pour l'activité « commerce » du port de Bastia est composée comme suit:

**1.Représentant la Collectivité de Corse – Président du Conseil Portuaire**

**M. Gilles SIMEONI**, Président du Conseil exécutif de Corse, ou son représentant,  
**Mme Vanina BORROMEI**

**2.Représentant du concessionnaire, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse**

<i>Titulaire</i>	<i>Suppléant</i>
<b>M. Stefanu VENTURINI</b>	<b>M. Don François NICOLAI</b>

**3.Représentant désigné en son sein par le Conseil Municipal de la commune de Bastia**

<i>Titulaire</i>	<i>Suppléant</i>
<b>M. Gérard ROMITI</b>	<b>M. Franck DASSIBAT</b>

#### **4.Représentants de certains personnels concernés par la gestion du port de commerce**

##### **4.1 Direction Adjointe des Ports et Aéroports de la Collectivité de Corse**

<i>Titulaire</i>	<i>Suppléant</i>
<b>M. Serge RODIER</b>	<b>M. Xavier BENETTI</b>

##### **4.2 Personnel du concessionnaire (CCIC)**

<i>Titulaire</i>	<i>Suppléant</i>
<b>Mme Marie-Madeleine GUIDICELLI</b>	<b>M. Alain PERI</b>

##### **4.3 Représentant les ouvriers dockers du port**

<i>Titulaire</i>	<i>Suppléant</i>
<b>M. Fabrice MARAZZI</b>	<b>M. Nicolas BEAUBERT</b>

#### **5.Représentants les usagers du port**

##### **5.1 Désignés par la CCIC**

<i>Titulaire</i>	<i>Suppléant</i>
<b>M. Paul TROJANI</b>	<b>M. Jean-Marie MAURIZI</b>
<b>M. José BENZONI</b>	<b>M. Jean-François PAOLI</b>
<b>M. Jean-Michel EVANGELISTA</b>	<b>M. Emmanuel QUERCI</b>

## 5.2 Désignés par le Président du Conseil Exécutif de Corse

<i>Titulaire</i>	<i>Suppléant</i>
<b>Corsica Ferries</b> Le Directeur	<b>Corsica Ferries</b> Un représentant de la société
<b>Corsica Linea</b> Le Directeur	<b>Corsica Linea</b> Un représentant de la société
<b>Mobylines</b> Le Directeur	<b>Mobylines</b> Un représentant de la société

**ARTICLE 4 :** Le mandat des membres est fixé pour une durée de 5 ans. Un membre du Conseil peut se faire représenter, soit par le suppléant désigné dans le présent arrêté, soit, à défaut, par un autre membre du Conseil appartenant à la même catégorie. Chacun ne peut recevoir qu'un mandat.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 1 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1737CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le premier décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIT ABSENTE : Mme**

Bianca FAZI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil,
- VU** la décision n° C(2014) 10147 du 17 décembre 2014 de la Commission européenne portant approbation de certains éléments du programme opérationnel intitulé « Corse » en vue d'un soutien du Fonds européen de développement régional et du Fonds social européen au titre de l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » pour la région Corse en France – CCI 2014FR16M2OP004,
- VU** la délibération n°15/218 AC de l'Assemblée de Corse en date du 17 septembre 2015 portant approbation du Programme opérationnel FEDER-FSE 2014- 2020, et autorisant le président du Conseil exécutif de Corse à procéder aux individualisations des crédits et à signer les conventions attributives d'aides afférentes,

- VU** le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020,
- VU** l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret no 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020,
- VU** l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020,
- VU** l'arrêté conjoint n°R20-2020-05-28-002 en date du 28 mai 2020, modifiant l'ARR1705681SAEU du 1er septembre 2017, abrogeant et remplaçant l'arrêté conjoint n°ARR1503SAEU en date du 18 juin 2015, désignant la liste des services de la Collectivité de Corse, Autorité de gestion, de ses offices et agences responsables du suivi et/ou co-instructeurs et/ou consultés, et l'Etat pour les dossiers d'opérations subventionnés dans le cadre du programme opérationnel FEDER-FSE Corse 2014-2020,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°19/077 AC de l'Assemblée de Corse en date du 28 mars 2019 portant approbation du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2019,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de la Corse,
- VU** l'appel à projets «Mise en œuvre d'une plateforme de service e-santé : portail régional dédié à la santé et à l'accompagnement médico-social de la population de la Corse » du 30/09 2016 dans le cadre du programme «PO FEDER-FSE Corse 2014-2020 » ,
- VU** l'avis favorable du COREPA en date du 02 octobre 2019,
- VU** la modification du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 approuvée par les membres du comité de suivi des fonds européens lors de la session plénière 12 novembre 2019,
- VU** l'arrêté n°19/915CE du Conseil exécutif du 17 décembre 2019,
- VU** l'arrêté n°20/1668CE du Président du Conseil exécutif de Corse en date du 17 novembre 2020 actant la modification du Document de Mise en Œuvre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020,
- VU** l'avis favorable du COREPA en date du 22 octobre 2020,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Prog FEDER FSE 2014-2020  
(SGCE – RAPPORT N° 4520)**

**ARTICLE PREMIER :** DECIDE d'affecter les crédits FEDER suivants :

SECTEUR : Affaires Européennes

ORIGINE : B.P 2020

PROGRAMME : PO FEDER-FSE 2014-2020 : 2322 (Investissement)

**MONTANT DISPONIBLE :..... 12 746 879,94 €**

**Domaine Aménagement Numérique :**

*SITEC : plateforme territoriale d'hébergement* **175 909 €**

*de données de santé – dossier synergie n° CO0021823*

**TOTAL domaine Aménagement Numérique :..... 175 909 €**

**TOTAL A AFFECTER :..... 175 909 €**

**DISPONIBLE À NOUVEAU :..... 12 570 970,94 €**

**ARTICLE 2 :** PROGRAMME l'opération GCS SIRSCO « Mise en œuvre d'une plateforme de service e-santé », *synergie n° CO 0018485*, suite à l'adoption par la Commission européenne de la nouvelle version du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 et à l'approbation du Document de Mise en Œuvre.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 1 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a vertical stroke on the left, a horizontal stroke across the middle, and a long horizontal stroke extending to the right.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1738CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le premier décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIT ABSENTE : Mme**

Bianca FAZI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IVème partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53
- VU** la délibération n°17/284 AC de l'Assemblée de Corse du 21 septembre 2017 portant approbation du nouveau cadre pour l'action culturelle et du nouveau cadre pour le patrimoine de la Collectivité Territoriale de Corse,
- VU** la délibération n°18/114 AC de l'Assemblée de Corse du 27 avril 2018 adoptant le règlement des aides pour la culture,
- VU** la délibération n°18/187 AC de l'Assemblée de Corse du 28 juin 2018 portant application du règlement des aides pour la Culture de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire 2020,
- VU** la délibération n° 20/066 AC de l'Assemblée de Corse du 24 avril 2020 prenant acte des délégations d'attributions de l'Assemblée de Corse au Conseil exécutif



de Corse et à son Président,

- VU** la délibération n° 20/068 AC de l'Assemblée de Corse du 24 avril 2020 adoptant le rapport « Vince contra à u COVID-19 »,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- VU** l'arrêté n°20/1181 CE du Président du Conseil exécutif de Corse du 5 mai 2020 décidant de l'individualisation du fonds Culture – Fonctionnement 4423,
- VU** l'arrêté n°ARR2020-4858SLLP portant attribution d'une subvention d'un montant de 15 000 € à l'EURL Fabula (Prupia) pour l'organisation en 2020 du « Festival LittOral » pour un coût éligible de l'opération estimé à 23 750 € HT,
- VU** le courrier en date du 18 novembre 2020 adressé par la gérante de l'entreprise Fabula à Monsieur le Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

## APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

### Culture (SGCE – RAPPORT N° 4478)

**ARTICLE PREMIER :** **PORTE** le taux d'intervention de la Collectivité de Corse pour l'organisation en 2020 du « Festival LittOral » conçu à l'initiative de l'EURL Fabula - Prupia, à **70 %** et **RAMENE** le montant de la dépense subventionnable à 18 991,98 € HT.

**ARTICLE 2 :** **RAMENE** le montant de la subvention initiale (15 000 €) attribuée par la Collectivité de Corse pour l'organisation en 2020 du « Festival LittOral » à l'EURL Fabula à **13 294,40 €**.

**ARTICLE 3 :** **DÉCIDE** de procéder ainsi qu'il suit à la désaffectation des crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.P 2020

PROGRAMME : 4423 – FONCTIONNEMENT

**MONTANT DISPONIBLE .....682 413,98 €**

#### Désaffectation :

##### EURL Fabula – Prupia

Désaffectation d'une partie la subvention attribuée  
pour l'organisation en 2020 du « Festival LittOral » ..... 1 705,60 €  
*Subvention attribuée par arrêté n°20/1181 CE du 5 mai 2020*  
*Opération n°20SAC00169*

**MONTANT DÉSAFFECTÉ ..... 1 705,60 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU .....684 119,58 €**

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 1 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1739CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le premier décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIT ABSENTE : Mme**

Bianca FAZI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** le décret n° 2015-1697 du Premier ministre et de la Ministre de l'Ecologie du développement durable et le l'énergie en date du 18 décembre 2015 rendant opposable la Programmation Pluriannuelle de l'Energie Corse,
- VU** la délibération n° 16/109 AC de l'Assemblée de Corse du 27 mai 2016 validant le dispositif d'accompagnement des politiques de maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables pour la mise en œuvre de la programmation pluriannuelle de l'énergie de Corse.
- VU** la délibération n° 17/075 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mars 2017 portant modification la délibération 16/109 AC de l'Assemblée de Corse.
- VU** la délibération n° 17/221 AC de l'Assemblée de Corse du 27 juillet 2017 portant modification la délibération 16/109 AC de l'Assemblée de Corse.
- VU** la délibération n° 18/157 AC de l'Assemblée de Corse du 28 juin 2018 validant le dispositif d'accompagnement des politiques de maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables pour la mise en œuvre de la programmation pluriannuelle de l'énergie de Corse.
- VU** la délibération n° 19/264 AC de l'Assemblée de Corse du 26 juillet 2019

approuvant l'ajout des fiches 2.24, 2.25, 2.26, 2.27, 3.17, 3.18, 3.19 au règlement des aides de l'Agence d'aménagement durable d'Urbanisme et d'Energie de la Corse

**VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,

**VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,

**VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**VU** l'avis du bureau de l'AUE du 18 novembre 2020,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

#### **Cadre compensation territorial CDC/EDF (SGCE – RAPPORT N° 4472)**

**ARTICLE PREMIER :** **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits aux rubriques :

ORIGINE : B.P 2020

PROGRAMME : 3311

**MONTANT DISPONIBLE.....405 775,50 Euros**

**MONTANT AFFECTE.....250 691,30 Euros**

Mesures 2.19 « Vélos à Assistance Electrique et stations de recharge » secteur non concurrentiel » – 1 bénéficiaire –

Mesures 3.15 « Vélos à Assistance Electrique et stations de recharge » secteur concurrentiel » – 5 bénéficiaires –

Mesures 2.17 « Production d'énergie et efficacité énergétique » – 1 bénéficiaire –

Mesures 2.26 « Aide à la rénovation exemplaire de l'éclairage public » – 1 bénéficiaire –

Mesures 3.6 « Aide aux Energies renouvelables thermiques » – 1 bénéficiaire –

(Tableaux de répartition joint en annexe)

**DISPONIBLE A NOUVEAU.....155 084,20 Euros**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 1 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by a horizontal line and a flourish.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1740CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le premier décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIT ABSENTE : Mme**

Bianca FAZI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** le décret n°2015-1697 du Premier ministre et de la Ministre de l'Ecologie du développement durable et le l'énergie en date du 18 décembre 2015 rendant opposable la Programmation Pluriannuelle de l'Energie Corse,
- VU** la délibération n° 16/109 AC de l'Assemblée de Corse du 27 mai 2016 validant le dispositif d'accompagnement des politiques de maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables pour la mise en œuvre de la programmation pluriannuelle de l'énergie de Corse,
- VU** la délibération n° 17/075 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mars 2017 portant modification la délibération 16/109 AC de l'Assemblée de Corse,
- VU** la délibération n° 17/221 AC de l'Assemblée de Corse du 27 juillet 2017 portant modification la délibération 16/109 AC de l'Assemblée de Corse,
- VU** la délibération n° 18/157 AC de l'Assemblée de Corse du 28 juin 2018 validant le dispositif d'accompagnement des politiques de maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables pour la mise en œuvre de la programmation pluriannuelle de l'énergie de Corse,
- VU** la délibération n° 19/264 AC de l'Assemblée de Corse du 26 juillet 2019

approuvant l'ajout des fiches 2.24, 2.25, 2.26, 2.27, 3.17, 3.18, 3.19 au règlement des aides de l'Agence d'aménagement durable d'Urbanisme et d'Energie de la Corse,

**VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,

**VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,

**VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

#### **Cadre compensation territorial CDC/EDF (SGCE – RAPPORT N° 4473)**

**ARTICLE PREMIER** : **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.P 2020

PROGRAMME : 3311

**MONTANT DISPONIBLE.....155 084,20 Euros**

**MONTANT AFFECTE.....61 910,00 Euros**

Mesure 1.2 Système de Production solaire thermique- : 14 bénéficiaires

Mesure 1.4 Aide au Système de Production Photovoltaïque :- 8 bénéficiaires

(Tableaux de répartition joint en annexe)

**DISPONIBLE A NOUVEAU.....93 174,20 Euros**

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 1 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a vertical stroke on the left, a horizontal stroke across the middle, and a long, sweeping horizontal stroke on the right that ends in a small loop.

Gilles SIMEONI





**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1741CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le premier décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIT ABSENTE : Mme**

Bianca FAZI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n°15/191 AC de l'Assemblée de Corse du 17 juillet 2015 validant la convention pluriannuelle 2015-2020 entre la Collectivité Territoriale de Corse et l'ADEME sur le volet transition écologique et énergétique,
- VU** la délibération n°15/253 AC de l'Assemblée de Corse du 29 octobre 2015 validant le Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 entre la Collectivité Territoriale de Corse et l'ADEME sur le volet transition écologique et énergétique,
- VU** la délibération n° 16/109 AC de l'Assemblée de Corse du 27 mai 2016 validant le dispositif d'accompagnement des politiques de maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables pour la mise en œuvre de la programmation pluriannuelle de l'énergie de Corse,
- VU** la délibération n° 17/221 AC de l'Assemblée de Corse du 27 juillet 2017 portant modification la délibération n° 16/109 AC de l'Assemblée de Corse validant le dispositif d'accompagnement des politiques de maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables pour la mise en œuvre de la programmation pluriannuelle de l'énergie de Corse,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant

adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,

**VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,

**VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**VU** l'avis du Bureau de l'AUE du 18 novembre 2020,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Contractualisation CPER CDC/ADEME  
(SGCE – RAPPORT N° 4471)**

**ARTICLE PREMIER :** DECIDE de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

**Contractualisation CPER-CdC-ADEME– Investissement-**

ORIGINE : B.P 2020

PROGRAMME : 3310

**MONTANT DISPONIBLE :.....277 910,35 Euros**

Désaffectation-partielle

Commune de Bucugnà (20AUC00244) :.....66 472,00 Euros

**MONTANT DESAFFECTE :.....66 472,00 Euros**

**MONTANT DISPONIBLE APRES DESAFFECTATION :.....344 382,35 Euros**

**MONTANT AFFECTE :..... 338 674,20 Euros**

9 bénéficiaires –

(Tableaux de répartition joint en annexe)

**DISPONIBLE A NOUVEAU :.....5 708,15 Euros**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 1 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a long horizontal line with a stylized 'G' and 'S' integrated into it.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1742CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le premier décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIT ABSENTE : Mme**

Bianca FAZI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53
- VU** la délibération n° 18/014 AC de l'Assemblée de Corse du 16 janvier 2018 portant adoption des statuts d'une régie autonome personnalisée dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière pour la gestion du Centre du Sport et de la Jeunesse Corse (CSJC),
- VU** la délibération n° 18/164 AC de l'Assemblée de Corse du 31 mai 2018 portant adoption du règlement des aides sport de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire 2020,
- VU** la délibération n°2020-22 du 10 septembre 2020 du Conseil d'administration du Centre du Sport et de la Jeunesse Corse approuvant des demandes complémentaires de financement en investissement 2020,

**VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Investir pour le CSJC  
(SGCE – RAPPORT N° 4467)**

**ARTICLE PREMIER :** **DECIDE** d'attribuer une subvention de 595 664,66 euros au Centre du Sport et de la Jeunesse Corse (CSJC), à répartir sur les 3 opérations suivantes :

**ORIGINE : BP + BS 2020**

**PROGRAMME : 4513**

**MONTANT DISPONIBLE :**

**595 664,66 euros**

**MONTANT AFFECTE :**

**595 664,66 euros**

Réparti comme suit :

- au titre de la création d'un terrain de tennis :.....163 000 euros

- au titre de l'éclairage du stade en LED :.....32 664,66 euros

- au titre de la création d'un terrain de sports de sable :.....400 000 euros

**DISPONIBLE A NOUVEAU :.....0 euros**

**ARTICLE 2 :**

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 1 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1743CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le premier décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Bianca FAZI, Saveriu LUCIANI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association,
- VU** le décret du 16 août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association,
- VU** l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, modifié par la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire,
- VU** la circulaire du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations, annexe I, point 4 venant en application de la loi 2000-321 du 12/04/2000,
- VU** l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU** la délibération n°18/396 AC de l'Assemblée de Corse du 25 octobre 2018 portant adoption du cadre d'intervention transitoire en faveur du mouvement associatif du domaine « Aménagement du Territoire »,
- VU** la délibération n°18/462 AC de l'Assemblée de Corse du 29 novembre 2018 approuvant le nouveau dispositif de relations aux associations et du règlement

général interne d'intervention d'aides au mouvement associatif,

**VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,

**VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,

**VU** la délibération n° 20/068 AC de l'Assemblée de Corse du 24 avril 2020 adoptant le rapport « Vince contra à u COVID-19 »,

**VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

#### **Vie associative (SGCE – RAPPORT N° 4461)**

**ARTICLE PREMIER** : **APPROUVE** la 7<sup>ème</sup> individualisation des aides au mouvement associatif pour le domaine de l'aménagement du territoire pour l'exercice 2020 telle que figurant en annexe sur la base des informations fournies et des justificatifs remis par l'association au regard de l'objet de la demande de financement.

**ARTICLE 2** : **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.P 2020	PROGRAMME : 3131
MONTANT DISPONIBLE .....	551 491 €
MONTANT TOTAL A AFFECTER.....	113 680 €
DISPONIBLE A NOUVEAU.....	437 811 €

**ARTICLE 3** : **APPROUVE** les conventions dont le montant de la subvention allouée est supérieur à 23 000 € :

- L'Association Familiale des Rives du Fium'orbu (AFARIF)
- L'Association la Crèche du Valinco.

**ARTICLE 4** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by a horizontal line and a vertical stroke.

Gilles SIMEONI





**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1744CE du Président du Conseil Exécutif de Corse**

**Designazioni di i soci di u Cunitatu di scelta è di suvitu (CoSS) d'INIZIÀ -  
Incubatori di Corsica.**

**Désignation des membres du Comité de sélection et de suivi (CoSS) d'INIZIA -  
Incubateur de Corse**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

#### **LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la délibération n°16/293 AC de l'Assemblée de Corse du 14 décembre 2016 portant approbation du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDE2I),
- VU** la délibération n°17/185 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juin 2017 portant adoption du cadre stratégique en date de l'incubateur INIZIA,
- VU** la convention de partenariat CTC ADEC-INIZIA 2017-2020 n°170083ADEC en date du 23 septembre 2017.
- VU** l'arrêté n°18/150 CE du Conseil exécutif de Corse du 28 juin 2018,
- VU** le Conseil d'administration de l'association INIZIA en date du 03 juin 2020,
- VU** l'Assemblée Générale de l'association INIZIA en date du 29 juillet 2020,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER : APPROUVE** l'arrêté, ci-joint en annexe, portant désignation

des membres du CoSS renouvelé.

**ARTICLE 2 :**           **APPROUVE** l'arrêté, ci-joint en annexe, portant désignation d'une nouvelle personnalité qualifiée, en la personne de M. Paul SCAGLIA.

**ARTICLE 3 :**           Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 4 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1745CE du Président du Conseil Exécutif de Corse**

**Désignation du représentant du Président du Conseil Exécutif en vue de présider la commission de délégation de service public dans le cadre de la prolongation des contrats des concessions aéroportuaires (Ajaccio - Bastia - Calvi - Figari), et portuaire (port de commerce de Bastia)**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF**

- VU** les articles L.1411-5, L1411-6, L1414-1 et suivants du code général des collectivités territoriales,
- VU** l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et notamment sa troisième partie portant sur les concessions,
- VU** le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, et notamment sa troisième partie portant sur les contrats de concessions,
- VU** la délibération n° 18/037 AC de l'Assemblée de Corse du 2 février 2018 portant désignation des représentants de l'Assemblée de Corse à la Commission de Délégation de Service Public,
- VU** la délibération n° 18/076 AC de l'Assemblée de Corse du 29 mars 2018 portant adoption du règlement intérieur de la Commission de délégation de Service Public,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER :** **DELEGATION** est donnée à M. Jean BIANCUCCI, Conseiller exécutif, à l'effet de me représenter et d'assurer, dans les conditions fixées par les dispositions susvisées du code général des collectivités territoriales et des textes

relatifs aux contrats de concession, la présidence de la Commission de Délégation de Service Public qui devra se réunir afin d'examiner les dossiers suivants :

- Prolongation des contrats des concessions aéroportuaires (Ajaccio – Bastia - Calvi – Figari), ainsi que le port de commerce de Bastia ;

**ARTICLE 2 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 4 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
Cunsigliu Esecutivu

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
Conseil Exécutif

**ARRETE N° 20/1746CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,

**VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,

**VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Formations, déplacements, action sociale  
(SGCE – RAPPORT N° 4534)**

**ARTICLE PREMIER** : **DECIDE** d'affecter ou de désaffecter comme proposé ci-après les autorisations d'engagement et les autorisations de programme :

ORIGINE : B.P 2020

Affectations à désaffecter :

Programme 6164 section de fonctionnement		
Intitulé	Affectations existantes	Montants à désaffecter
Marchés Certificat d'Aptitude à la Conduite En Sécurité et Permis Poids Lourds	N6164BL003 (2020)	50 000 €
Publicité Parcours Professionnels	N6164A192D (2020)	20 000 €

Affectations à abonder :

Programme 6164 section de fonctionnement		
Intitulé	Affectations existantes et/ou nouvelles	Montants à affecter
Conventions apprentissage	6164M003	50 000 €
Achat de tests psychotechniques pour bilan de compétences	Nouvelle AE	20 000 €

Affectation à abonder :

Programme 6165 section d'investissement		
Intitulé	Affectation existante	Montant à affecter
Document unique (informatisation)	N6165AL004_1_A (2019)	120 000 €

**MONTANT D'AP DISPONIBLE .....120 000 euros**

**MONTANT AFFECTE .....120 000 euros**

**RESTE A AFFECTER .....0 euros**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 4 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a long horizontal line with a vertical stroke intersecting it near the center, and a smaller horizontal stroke extending to the right from the vertical stroke.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1747CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IVème partie, et notamment l'article L. 4422-16,
- VU** la délibération n° 15/218 AC de l'Assemblée de Corse du 17 septembre 2015 approuvant le programme opérationnel FEDER - FSE 2014-2020,
- VU** la délibération n° 16/022 AC de l'Assemblée de Corse du 28 janvier 2016 portant sur l'élaboration du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation de la Corse en application des dispositions de la loi NOTRe,
- VU** la délibération n° 16/100 AC de l'Assemblée de Corse du 26 mai 2016 approuvant les modalités d'élaboration du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII),
- VU** la délibération n° 16/236 AC de l'Assemblée de Corse du 27 octobre 2016 autorisant le Président du Conseil Exécutif de Corse à engager des discussions avec les services de l'Etat, les autres collectivités et les opérateurs économiques afin de convenir des conditions de mise en œuvre des dispositions législatives et des éventuels transferts de compétences dans le cadre du SRDEII,
- VU** la délibération n° 19/249 AC de l'Assemblée de Corse portant approbation de la politique relative à la poursuite et à la consolidation d'ingénierie financière de la



Collectivité de Corse,

- VU** la délibération n° 20/007 AC de l'Assemblée de Corse approuvant les mesures destinées à favoriser l'exécution de l'accord-cadre relatif au déploiement du fonds d'amorçage des entreprises nouvelles,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire 2020,
- VU** l'arrêté n° 20/1000CE du Président du Conseil exécutif de Corse,
- VU** le COREPA en date du 13 février 2020, approuvant la révision du plan de financement tendant à la réduction de l'enveloppe FEDER,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

#### **APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

##### **ADEC - Outils financiers (SGCE – RAPPORT N° 4550)**

**ARTICLE PREMIER :** **APPROUVE** la nomination de la société CONSEILS ASSOCIES SA (50 avenue de Wagram 75017 représentée par Bertrand de MONTS), attributaire du marché relatif à la désignation, par la Collectivité de Corse, du Commissaire aux comptes de la SAS Alzà, pour les fonctions de commissaires aux comptes de la SAS ALZA portant le fonds d'amorçage.

**ARTICLE 2:** **APPROUVE** la nomination de Monsieur Jean-Philippe MAUGARD en qualité de commissaire aux comptes suppléant comme indiqué dans l'offre de la société Conseil ASSOCIES, attributaire du marché relatif à la désignation, par la Collectivité de Corse, du Commissaire aux comptes de la SAS Alzà.

**ARTICLE 3:** **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit, les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.S. 2020 PROGRAMME : 2132

**MONTANT DISPONIBLE .....8 850 000 €**

**SAS ALZA**

Contrepartie régionale pour le financement du fonds d'amorçage..... **1 600 000 €**

**MONTANT AFFECTÉ/.....1 600 000 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU/.....7 250 000 €**

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 4 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1748CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,

**VU** le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 322-1 et L 322.9,

**VU** la convention entre la Collectivité de Corse et le Conservatoire du littoral pour la gestion du domaine terrestre et maritime du Conservatoire en Corse signée le 02 octobre 2018,

**VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mars 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,

**VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,

**CONSIDERANT** la possibilité d'autoriser par voie de convention tripartite un usage temporaire et spécifique de certaines propriétés du Conservatoire du littoral,

**CONSIDERANT** les deux projets de convention proposés par le Conservatoire du littoral relatif aux conventions de Monsieur Jacques MICHELI d'une part, et de Messieurs Louis TARALLO et Don Jacques POMPA d'autre part, site de l'étang d'Urbinu (commune A GHISUNACCIA),

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Littoral  
(SGCE – RAPPORT N° 3717)**

**ARTICLE PREMIER :** **APPROUVE** les deux conventions d'usage halieutique au profit de Messieurs MICHELI, TARALLO et POMPA, telles que figurant en annexe.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 4 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1749CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Voirie territoriale - Travaux**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4418)**

**ARTICLE PREMIER :** DECIDE de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

B.S. 2020 PROGRAMME 1121

**MONTANT DISPONIBLE ..... 8 597 000,00 €**

**MONTANT A AFFECTER ..... 8 593 900,00 €**

1121M008 - Schéma routier .....480 000,00 €

1121M009 - Ex RD 81 – Aménagement des carrefours de  
Vulpaja, Piscia Rossa et Picchiu et création d'une VSLV ..... 3 300 000,00 €

RA17A33 - Ex RD 55 - Traversée de Purtichju ..... . 660 000,00 €

1121M010 - Ex RD 22 – Aménagement de la traversée  
de Tarabucceta .....440 000,00 €

1121M011 – Campagne de remplacement des garde-corps 2021-  
Portivechju/Sartè ..... 330 000,00 €

1121M012 – Ex RD29/227 – Aménagement de  
la traversée d'Aucciani .....660 000,00 €

1121M013 – Ex RD268 – Aménagement de  
la traversée de Livia ..... 1 485 000,00 €

1121M014 – Ex RD55 – Elargissement du  
Pont de Lanfranchi ..... .300 000,00 €

1121M015 – Ex RD69 – Elargissement du  
Pont d'Arboricoli ..... .440 000,00 €

1121M016 – Ex RD55/555 – Aménagement  
de deux aires de covoiturage (Linstinconu/Benista)..... .440 000,00 €

RA17A04 – Travaux spéciaux talus Vergaghju ..... ..58 900,00 €

**MONTANT DISPONIBLE A NOUVEAU .....3 100,00 €**

B.S. 2020

PROGRAMME 1132

**MONTANT DISPONIBLE .....5 200 000,00 €**

**MONTANT A AFFECTER ..... ..5 200 000,00 €**

1132M059 - Ex RT 10 - Giratoire de l'Agnareda ..... 1 000 000,00 €

1132M060 - Ex RT 20 - Créneau de  
dépassement Vizzavona ..... 2 200 000,00 €

1132M058 - Ex RT 12 – Voie nouvelle Bastia-Furiani ..... 2 000 000,00 €

**MONTANT DISPONIBLE A NOUVEAU ..... 0,00 €**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des  
actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 4 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1750CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Réseau ferré  
(SGCE – RAPPORT N° 4527)**

**ARTICLE PREMIER : DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la



rubrique :

ORIGINE : BP2020 - BS2020

PROGRAMME 1151

**MONTANT DISPONIBLE ..... 8 600 000, 00 €**

**MONTANT A DESAFFECTER ..... 1 900 000,00 €**

*Opération 1151M036 – Mise à niveau périurbain Bastia..... 1 900 000,00 €*

**MONTANT A AFFECTER .....10 500 000,00 €**

*Opération 1151M021 – Confortement de parois n°8..... 2 400 000,00 €*

*Opération 1151M023 – Rénovation de 5 ponts ..... 3 300 000,00 €*

*Opération 1151M014 – Installation maintenance Casamozza ..... 300 000,00 €*

*Opération 1151M036 – Mise à niveau périurbain Bastia ..... 500 000,00 €*

*Opération 1151M075 – Rénovation bâtiments ..... 200 000,00 €*

*Opération 1151M043 – Extension CCVU..... 3 800 000,00 €*

**MONTANT DISPONIBLE A NOUVEAU ..... 0, 00 €**

**ARTICLE 2 :**

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 4 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1751CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Voirie départementale**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4539)**

**ARTICLE PREMIER :** DECIDE de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.S. 2020 – Investissement

PROGRAMME : 1121

**MONTANT DISPONIBLE..... 20 197 000,00 €**

**MONTANT A AFFECTER ..... 11 600 000,00 €**

**Opérations génériques et récurrentes..... 11 600 000,00 €**

Opérations	Libellés des opérations générales et récurrentes	AP à affecter en M €
1121M044T	Travaux d'entretien d'ouvrages d'art	1,000
1121M268T	Petites opérations de sécurité	2,000
1121M270T	Renforcement chaussée	7,100
1121M272T	Travaux accès difficile	0,500
1121M273T	Dispositifs de retenue	0,500
1121M274T	Signalisation	0,500
<b>TOTAL A AFFECTER</b>		<b>11,600</b>

**MONTANT RESTANT DISPONIBLE ..... 8 597 000,00 €**

**ARTICLE 2 :** DECIDE de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.S 2020 – Investissement

PROGRAMME : 1132

**MONTANT DISPONIBLE..... 20 000 000,00 €**

**MONTANT A AFFECTER ..... 14 800 000,00 €**

**Opérations génériques et récurrentes..... 14 800 000,00 €**

Opérations	Libellés des opérations générales et récurrentes	AP à affecter en M €
1132M044T	Travaux d'entretien d'ouvrages d'art	2,000
1132M268T	Petites opérations de sécurité	2,870
1132M269E	Etudes générales – Sécurité/Aménagement	1,000
1132M270T	Renforcement des chaussées	6,430
1132M271T	Aménagement des accotements	1,000
1132M273T	Dispositifs de retenue	0,500
1132M274T	Signalisation de police et de direction	0,500
1132M275T	Travaux urgence et sécurité	0,500
<b>TOTAL A AFFECTER</b>		<b>14,800</b>

**MONTANT RESTANT DISPONIBLE ..... 5 200 000,00 €**

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 4 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1752CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Prévention des incendies  
(SGCE – RAPPORT N° 4492)**

**ARTICLE PREMIER : DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la

rubrique :

**ORIGINE : BS 2020**

**PROGRAMME : 3171 Investissement**

MONTANT DISPONIBLE ..... 128 000 €

MONTANT TOTAL AFFECTE..... 128 000 €

Mise aux normes de la piste Castellu (Currà) : 50 000 €

Fourniture, pose et remplissage de 15 citernes DFCI : 78 000 €

MONTANT DISPONIBLE : ..... 0 €

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 4 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1753CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020
- VU** la délibération n°20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 6 novembre 2020 portant adoption du budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**(SGCE – RAPPORT N° 4504)**

**ARTICLE PREMIER : APPROUVE** l'individualisation des crédits relatifs la contribution complémentaire de la Collectivité de Corse au fonctionnement du Service d'incendie et de secours de

Haute-Corse et du Service d'incendie et de secours de Corse-du-Sud pour l'exercice 2020.

**ARTICLE 2 :**           **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits au programme :

ORIGINE : BP + BS 2020	PROGRAMME : 3174
MONTANT DISPONIBLE .....	1 873 500,00 €
MONTANT AFFECTE.....	1 873 500,00 €
<i>Service d'Incendie et de Secours de Haute-Corse.....</i>	<i>743 500,00 €</i>
<i>Service d'Incendie et de Secours de Corse-du-Sud.....</i>	<i>1 130 000,00 €</i>
DISPONIBLE A NOUVEAU .....	0,00 €

**ARTICLE 3 :**           Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 4 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI





**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1754CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n°19/438 AC de l'Assemblée de Corse du 29 novembre 2019 approuvant le règlement d'aides aux communes, intercommunalités et territoires,
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire 2020,
- VU** l'arrêté n°2020/1591 CE du Conseil exécutif de Corse du 27 octobre 2020,
- VU** la saisine pour information de la Chambre des Territoires,
- VU** la saisine pour information de la Commission des finances et de la fiscalité de l'Assemblée de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

## APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

### Equipements collectifs communaux (SGCE – RAPPORT N° 4514)

**ARTICLE PREMIER :** DECIDE de modifier le montant des subventions attribuées à la commune d'Ajaccio et à la commune de San Martinu di Lota comme suit :

Communes	Opérations	Dispositifs	Programme budgétaire	Montants dépenses	Montant subvention attribuée par le CE du 27 octobre 2020	Montant subvention à corriger	Différence
Ajaccio	Matériel restauration scolaire	DE 2020-2024	3142	96 676,10 €	48 338,00 €	42 895,00 €	-5 443,00 €
San Martino di Lota	Programme Voirie 2020	DQ 2020-2024	3142	500 000,00 €	83 854,00 €	200 000,00 €	116 146,00 €
Total					132 192,00 €	242 895,00 €	110 703,00 €

**ARTICLE 2 :** DECIDE de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits au programme

Origine : BP +BS 2020

Programme 3142

**Montant disponible.....514 918 €**

**Montant à désaffecter .....132 192 €**

**Montant à affecter .....242 895 €**

**Montant disponible à nouveau .....404 215 €**

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse

AIACCIU, le 4 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a long horizontal line with a vertical stroke intersecting it near the center, and a small loop above the vertical stroke.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1755CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** la délibération n° 2012/101 du Conseil Départemental de la Corse-du-Sud du 19 mars 2012 portant approbation de la décision modificative n°1 du budget principal pour l'année 2012,

**VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,

**VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,

**VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Syndicat départemental des énergies  
(SGCE – RAPPORT N° 4611)**

**ARTICLE PREMIER :** DECIDE de procéder à l'affectation du programme 3134 (FONCTIONNEMENT) comme détaillé ci-dessous :

ORIGINE : BP + BS 2020

PROGRAMME : 3134

MONTANT DISPONIBLE..... 500 000 Euros

MONTANT AFFECTE..... 500 000 Euros  
Subvention de fonctionnement au Syndicat d'énergie de la Corse-du-Sud

DISPONIBLE A NOUVEAU..... 0 Euros

**ARTICLE 2 :** La présente affectation fera l'objet d'un arrêté attributif de subvention au bénéfice du Syndicat d'énergie de la Corse-du-Sud.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 4 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1756CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la délibération n° 19/023 AC de l'Assemblée de Corse du 21 février 2019 approuvant le nouveau cadre de référence de la Collectivité en matière d'interventions sociale, médico-sociale et de santé,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Action sanitaire et sociale  
(SGCE – RAPPORT N° 4508)**

**ARTICLE PREMIER :** DECIDE de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : BP 202

PROGRAMME : 5211 FONCTIONNEMENT

**MONTANT DISPONIBLE.....131 471,09 €**

**ASSOCIATION « U LIAMU GRAVUNINCU » - I Peri**

Service polyvalent.....19 000,00 €

**MONTANT AFFECTE.....19 000,00 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU.....112 471,09 €**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 4 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1757CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie,
- VU** la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association,
- VU** le décret du 16 août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association,
- VU** l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, modifié par la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire,
- VU** la circulaire du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations, annexe I, point 4 venant en application de la loi 2000-321 du 12 avril 2000,
- VU** l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales,
- VU** la délibération n° 18/396 AC de l'Assemblée de Corse du 25 octobre 2018 portant adoption du cadre d'intervention transitoire en faveur du mouvement associatif du domaine « Aménagement du Territoire »,
- VU** la délibération n° 18/462 AC de l'Assemblée de Corse du 29 novembre 2018 approuvant le nouveau dispositif de relations aux associations et du règlement général interne d'intervention d'aides au mouvement associatif,



- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/068 AC de l'Assemblée de Corse du 24 avril 2020 adoptant le rapport « Vince contra à u COVID-19 »,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Vie associative  
(SGCE – RAPPORT N° 4510)**

**ARTICLE PREMIER** : **APPROUVE** la 8<sup>ème</sup> individualisation des aides au mouvement associatif pour le domaine de l'aménagement du territoire pour l'exercice 2020, telle que figurant en annexes sur la base des informations fournies et des justificatifs remis par l'association au regard de l'objet de la demande de financement.

**ARTICLE 2** : **AFFECTE** les subventions allouées sur le programme tel que détaillé ci-dessous :

ORIGINE : B.P 2020

PROGRAMME : 3131

MONTANT DISPONIBLE .....438 091 €

MONTANT TOTAL A AFFECTER.....20 000 €

DISPONIBLE A NOUVEAU.....418 091 €

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1758CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**ODARC - Opérations spécifiques**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4496)**

**ARTICLE PREMIER :** **PRÉCISE** qu'une autorisation de programme d'un montant de 1 400 000 € a été votée au BS 2020 de la Collectivité de Corse pour le programme 2114 « Odarc Développement Rural – Opérations Spécifiques » millésime 2020.

**ARTICLE 2 :**               **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la  
rubrique

ORIGINE : B.S 2020

PROGRAMME : 2114

**MONTANT DISPONIBLE** .....**1 400 000 euros**

**MONTANT AFFECTE**       .....**1 400 000 euros**

**DISPONIBLE A NOUVEAU** .....**0 euros**

**ARTICLE 3 :**               Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des  
actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 4 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1759CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** le Code des Transports,
- VU** le décret n°2003-1022 du 22 octobre 2003 relatif aux ports d'Aiacciu et de Bastia, modifiant le code des ports maritimes (partie règlementaire),
- VU** la convention en date du 13 février 2004 organisant les modalités de mise en œuvre des transferts de compétences du port de Bastia,
- VU** la délibération du Président du Conseil exécutif de Corse n°04.36 CE en date du 12 mai 2004 fixant la composition du Conseil Portuaire pour les activités « pêche et plaisance » du port de Bastia,
- VU** la délibération du Président du Conseil exécutif de Corse n°ARR1603598 CE en date du 15 septembre 2016 portant renouvellement de la liste nominative des membres du Conseil Portuaire pour les activités « pêche et plaisance » du port de Bastia,
- VU** l'arrêté du Président du Conseil exécutif de Corse n°ARR1705790 CE en date du 11 septembre 2017 portant modification de la liste nominative des membres du Conseil Portuaire pour les activités « pêche et plaisance » du port de Bastia,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Infrastructures portuaires MOA  
(SGCE – RAPPORT N° 4518)**

**ARTICLE PREMIER :** La délibération du Président du Conseil exécutif de Corse n°ARR1603598 CE en date du 15 septembre 2016 portant renouvellement de la liste nominative des membres du Conseil Portuaire pour les activités « pêche et plaisance » du port de Bastia est abrogée.

**ARTICLE 2 :** L'arrêté du Président du Conseil exécutif de Corse n°ARR1705790 CE en date du 11 septembre 2017 portant modification de la liste nominative des membres du Conseil Portuaire pour les activités « pêche et plaisance » du port de Bastia est abrogé.

**ARTICLE 3 :** La liste nominative des membres du Conseil Portuaire pour les activités « pêche et plaisance » du port de Bastia est composée comme suit:

**1.Représentant la Collectivité de Corse – Président du Conseil Portuaire**

**M. Gilles SIMEONI**, Président du Conseil exécutif de Corse, ou son représentant,

**2.Représentant du concessionnaire, la commune de Bastia**

<i>Titulaire</i>	<i>Suppléant</i>
<b>M. Gérard ROMITI</b>	<b>M. Franck DASSIBAT</b>
<b>Mme Emmanuelle DE GENTILI</b>	<b>M. François DALCOLETTO</b>

**3.Représentant désigné en son sein par le Conseil Municipal de la commune de Bastia**

<i>Titulaire</i>	<i>Suppléant</i>
<b>Mme Marie-Pierre PASQUALINI D'ULIVO</b>	<b>Mme Marie-Dominique CARRIER</b>

**4.Représentants de certains personnels concernés par la gestion du Vieux-Port**

**4.1 Direction Adjointe des Ports et Aéroports de la Collectivité de Corse**

<i>Titulaire</i>	<i>Suppléant</i>
------------------	------------------

<b>M. Serge RODIER</b>	<b>M. Xavier BENETTI</b>
------------------------	--------------------------

**4.2 Personnel du concessionnaire, la commune de Bastia**

<i>Titulaire</i>	<i>Suppléant</i>
<b>M. Jérôme TERRIER</b>	<b>M. Michel BORCHIA</b>

**5. Représentants les usagers du Vieux-Port**

**5.1 au titre de l'activité pêche :**

- **Membres désignés par le Comité Local des Pêches :**

<i>Titulaire</i>	<i>Suppléant</i>
<b>M. Daniel DEFUSCO</b>	<b>M. Luigi DE SIMONE</b>
<b>M. Sébastien RIALLAND</b>	<b>M. Laurent BRIANCON</b>
<b>M. Jacky POMPA</b>	<b>M. Louis TARALLO</b>

**5.2 au titre de l'activité plaisance :**

- **Membres désignés par le Comité Local des Usagers Permanents des Installations Portuaires de Plaisance (CLUPIPP)**

<i>Titulaire</i>	<i>Suppléant</i>
<b>Mme Linduccia FRANCESCHI</b>	<b>M. Pierre GRAZIANI</b>
<b>M. Jean MALPELI</b>	<b>M. Paul-Félix BENEDETTI</b>
<b>M. Marc AUSTREM</b>	<b>M. Simon SEMAN</b>

- **Membres désignés par le Président du Conseil exécutif de Corse**

<i>Titulaire</i>	<i>Suppléant</i>
<b>Centre de plongée CORSICA SUB Mme Maud VIALE ou son représentant</b>	<b>Association NEPTUNE CLUB BASTIAIS M. François SERAFINI ou son représentant</b>

<b>Ecole de voile CLUB NAUTIQUE BASTIAIS</b> <b>M. Jeremy CHABRIW ou son</b> <b>représentant</b>	<b>Société de transport CROISIER'A II</b> <b>M. Joseph GLINEL ou son</b> <b>représentant</b>
<b>BATEAU ECOLE DU VIEUX PORT</b> <b>Mme Thérèse MALPELI ou son</b> <b>représentant</b>	<b>Compagnie CAP-CORSE-CROISIERE</b> <b>M. Axel ANDREANI ou son représentant</b>

**ARTICLE 4 :** Le mandat des membres est fixé pour une durée de 5 ans. Un membre du Conseil peut se faire représenter, soit par le suppléant désigné dans le présent arrêté, soit, à défaut, par un autre membre du Conseil appartenant à la même catégorie. Chacun ne peut recevoir qu'un mandat.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 4 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI





**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1760CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** les articles L 4422-1 et suivants du code général des collectivités territoriales,
- VU** le Code des Transports,
- VU** la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 22,
- VU** l'arrêté préfectoral n°16-2411 du 14 décembre 2016 portant désignation de la collectivité bénéficiaire de la propriété, l'aménagement, l'entretien et la gestion des ports relevant du département de la Haute-Corse,
- VU** l'arrêté du Président du Conseil exécutif de Corse n°ARR1705188 CE en date du 19 juillet 2017 fixant la composition du Conseil Portuaire pour l'activité « commerce » du port de L'Isula,
- VU** l'arrêté du Président du Conseil exécutif de Corse n°ARR1705792 CE en date du 11 septembre 2017 fixant la liste nominative des membres du Conseil Portuaire pour l'activité « commerce » du port de L'Isula,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Infrastructures portuaires MOA**

**(SGCE – RAPPORT N° 4522)**

**ARTICLE PREMIER :** L'arrêté du Président du Conseil Exécutif de Corse n°ARR1705792 CE en date du 11 septembre 2017 fixant la liste nominative des membres du Conseil Portuaire pour l'activité « commerce » du port de L'Isula est abrogé.

**ARTICLE 2 :** La liste nominative des membres du Conseil Portuaire pour l'activité « commerce » du port de L'Isula est composée comme suit:

**1.Représentant la Collectivité de Corse – Présidente du Conseil Portuaire**

**Mme Vanina BORROMEI**, Conseillère Exécutive en charge des Transports, ou son représentant,

**2.Représentant du concessionnaire, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse**

<i>Titulaire</i>	<i>Suppléant</i>
<b>M. Jean DOMINICI</b>	<b>M. Pierre NEGRETTI</b>

**3.Représentant désigné en son sein par le Conseil Municipal de la commune de L'Isula**

<i>Titulaire</i>	<i>Suppléant</i>
<b>M. Antoine GUERRINI</b>	<b>M. José ORSINI</b>

**4.Représentant du Pilotage**

<i>Titulaire</i>	<i>Suppléant</i>
<b>Le Président du Syndicat des Pilotes ou son représentant</b>	<b>Le Secrétaire Général du Syndicat des Pilotes ou son représentant</b>

**5.Représentants de certains personnels concernés par la gestion du port de commerce**

**5.1 Direction Adjointe des Ports et Aéroports de la Collectivité de Corse**

<i>Titulaire</i>	<i>Suppléant</i>
------------------	------------------

<b>M. Serge RODIER</b>	<b>M. Xavier BENETTI</b>
------------------------	--------------------------

**5.2 Personnel du concessionnaire (CCIC)**

<i>Titulaire</i>	<i>Suppléant</i>
<b>Mme Marie-Madeleine GUIDICELLI</b>	<b>M. Jean-Stéphane ALLEGRINI</b>

**6. Représentants les usagers du port**

**6.1 Désignés par la CCIC**

<i>Titulaire</i>	<i>Suppléant</i>
<b>M. Nicolas ALLEGRINI</b>	<b>M. JC. MATTEI (Restaurant L' Ile d'Or)</b>
<b>M. Dominique ANDREANI</b>	<b>M. PJ. EMMANUELLI (Scop Lamanage)</b>
<b>Mme Emilie FRANCISCI</b>	<b>M. G. GIUTINI (Exploitant pétrolier)</b>

**6.2 Désignés par le Président du Conseil Exécutif de Corse**

<i>Titulaire</i>	<i>Suppléant</i>
<b>Corsica Ferries</b> Le Directeur	<b>Corsica Ferries</b> Un représentant de la société
<b>Corsica Linea</b> Le Directeur	<b>Corsica Linea</b> Un représentant de la société
<b>Sté MEDACRUISE / MEDATOIRS</b> Le Directeur	<b>Sté MEDACRUISE / MEDATOIRS</b> Un représentant de la société

**ARTICLE 3 :** Le mandat des membres est fixé pour une durée de 5 ans. Un membre du Conseil peut se faire représenter, soit par le suppléant désigné dans le présent arrêté, soit, à défaut, par un autre membre du Conseil appartenant à la même catégorie. Chacun ne peut recevoir qu'un mandat.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a vertical line on the left, a horizontal line crossing it, and a long horizontal stroke extending to the right.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1761CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** les articles L 4422-1 et suivants du code général des collectivités territoriales,
- VU** le Code des Transports,
- VU** la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 22,
- VU** l'arrêté préfectoral n°16-2411 du 14 décembre 2016 portant désignation de la collectivité bénéficiaire de la propriété, l'aménagement, l'entretien et la gestion des ports relevant du département de la Haute-Corse,
- VU** l'arrêté du Président du Conseil exécutif de Corse n°ARR1705187 CE en date du 19 juillet 2017 fixant la composition du Conseil Portuaire pour l'activité « commerce » du port de Calvi,
- VU** l'arrêté du Président du Conseil exécutif de Corse n°ARR1705791 CE en date du 11 septembre 2017 fixant la liste nominative des membres du Conseil Portuaire pour l'activité « commerce » du port de Calvi,
- VU** l'arrêté du Président du Conseil exécutif de Corse n°1707543 CE en date du 24 octobre 2017 portant modification de la liste nominative des membres du Conseil Portuaire pour l'activité « commerce » du port de Calvi,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

## APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

### Infrastructures portuaires MOA (SGCE – RAPPORT N° 4525)

**ARTICLE PREMIER** : L'arrêté du Président du Conseil exécutif de Corse n°ARR1705791 CE en date du 11 septembre 2017 fixant la liste nominative des membres du Conseil Portuaire pour l'activité « commerce » du port de Calvi est abrogé.

**ARTICLE 2** : L'arrêté du Président du Conseil Exécutif de Corse n°1707543 CE en date du 24 octobre 2017 portant modification de la liste nominative des membres du Conseil Portuaire pour l'activité « commerce » du port de Calvi est abrogé.

**ARTICLE 3** : La liste nominative des membres du Conseil Portuaire pour l'activité « commerce » du port de Calvi est composée comme suit:

#### 1.Représentant la Collectivité de Corse – Présidente du Conseil Portuaire

Mme Vanina BORROMEI, Conseillère Exécutive en charge des Transports, ou son représentant,

#### 2.Représentant du concessionnaire, la commune de Calvi

<i>Titulaire</i>	<i>Suppléant</i>
M. Jean-Louis DELPOUX	M. Marie-Laurent GUERINI

#### 3.Représentant désigné en son sein par le Conseil Municipal de la commune de Calvi

<i>Titulaire</i>	<i>Suppléant</i>
M. Ange SANTINI	M. Didier BICCHIERAY

#### 4.Représentants de certains personnels concernés par la gestion du port de commerce

##### 4.1 Direction Adjointe des Ports et Aéroports de la Collectivité de Corse

<i>Titulaire</i>	<i>Suppléant</i>
M. Serge RODIER	M. Xavier BENETTI

#### **4.2 Personnel du concessionnaire, la commune de Calvi**

<i>Titulaire</i>	<i>Suppléant</i>
<b>M. Jean-Christophe ALBERTINI</b>	<b>M. Philippe GABRIELLI</b>

#### **5. Représentants les usagers du port**

##### **5.1 Désignés par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse**

<i>Titulaire</i>	<i>Suppléant</i>
<b>Mme Marguerite BRANDALONI</b>	<b>M. Dominique ANDREANI</b>
<b>Mme C. PIRRONE CARLOTTI</b>	<b>M. D. MARANINCHI</b>
<b>M. Pierre NEGRETTI</b>	<b>M. A. SUZZONI</b>

##### **5.2 Désignés par le Président du Conseil exécutif de Corse**

<i>Titulaire</i>	<i>Suppléant</i>
<b>Le Président du Syndicat des Pilotes ou son représentant</b>	<b>Le Secrétaire Général du Syndicat des Pilotes ou son représentant</b>
<b>Sté CORSICA CRUISE SERVICES Le Directeur</b>	<b>Sté CORSICA CRUISE SERVICES Un représentant de la société</b>
<b>Sté CORSICA YACHT SERVICES Le Directeur</b>	<b>Sté CORSICA YACHT SERVICES Un représentant de la société</b>

**ARTICLE 3 :** Le mandat des membres est fixé pour une durée de 5 ans. Un membre du Conseil peut se faire représenter, soit par le suppléant désigné dans le présent arrêté, soit, à défaut, par un autre membre du Conseil appartenant à la même catégorie. Chacun ne peut recevoir qu'un mandat.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a vertical stroke on the left, a horizontal stroke across the middle, and a long horizontal stroke extending to the right.

Gilles SIMEONI





**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1762CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Equipement GLE scientifique 2nd**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4519)**

**ARTICLE PREMIER : APPROUVE** le présent rapport « Financement des dotations

PAESE attribuées aux établissements d'enseignement du second degré au titre de l'année scolaire 2020-2021 ».

**ARTICLE 2 :**           **APPROUVE** l'affectation de **235 000 €** au titre du financement des dotations PAESE conformément au tableau annexé et réparti comme suit :

- **162 000 €** en collèges et EREA, au titre du programme « 4129 Equipement général du second degré » Fonctionnement du Budget Supplémentaire (BS) 2020 :

Collège Arthur Giovoni (+SEGPA)- Aiacciu	7 000 €
Collège de Baleone- Aiacciu	6 000 €
Collège de Biguglia	6 000 €
Collège de Bonifaziu	6 000 €
Collège de Cervione	6 000 €
Collège de Livia	6 000 €
Collège de Lucciana	6 000 €
Collège de Luri	6 000 €
Collège de Moltifau	6 000 €
Collège de Montesoro (+SEGPA)- Bastia	7 000 €
Collège de Purtichju	6 000 €
Collège de San Fiorenzu	6 000 €
Collège de Vicu	6 000 €
Collège du Fiumorbu	6 000 €
Collège du Stiletto - Aiacciu	4 000 €
Collège du Taravu	6 000 €
Collège Fesch - Aiacciu	4 000 €
Collège G. Clémenceau Sartè	6 000 €
Collège Giraud Bastia	4 000 €
Collège Henri Tomasi Penta di Casinca	6 000 €
Collège Jean Nicoli Prupia	6 000 €
Collège Jean Orabona Calvi	6 000 €
Collège Laetitia Bonaparte - Aiacciu	4 000 €
Collège Léon Boujot Portivechju	4 000 €
Collège Maria de Peretti - Portivechju	4 000 €
Collège Pascal Paoli Corti	4 000 €
Collège Pascal Paoli Lisula	6 000 €
Collège S. Vinciguerra Bastia	4 000 €
Collège saint-Joseph Bastia	4 000 €
EREA Aiacciu	4 000 €
<b>SOUS TOTAL I</b>	<b>162 000 €</b>

- **73 000 €** en lycées généraux et technologiques, professionnels et polyvalents au titre du programme « 4129 Equipement général du second degré » Fonctionnement du Budget Supplémentaire (BS) 2020 :

LP Finosello Aiacciu	4 000 €
LP fred Scamaroni Bastia	4 000 €

LP Jean Nicoli Bastia	4 000 €
LP Jules Antonini Aiacciu	4 000 €
Lycée agricole de Borgo- Marana - Borgu	4 000 €
Lycée agricole de Sartè	4 000 €
Lycée Clémenceau Sartè	4 000 €
Lycée de Balagne- Lisula	4 000 €
Lycée de la Plaine Orientale- I Prunelli di Fiumorbu	4 000 €
Lycée De Rocca Serra Portivechju	4 000 €
Lycée Fesch - Aiacciu	4 000 €
Lycée G. de Casabianca Bastia	7 000 €
Lycée Laetitia Bonaparte Aiacciu	7 000 €
Lycée maritime et aquacole Bastia	4 000 €
Lycée P. Vincensini Bastia	7 000 €
Lycée Pascal Paoli Corti	4 000 €
<b>SOUS TOTAL II</b>	<b>73 000 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>235 000 €</b>

**ARTICLE 3 :**               **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit, les crédits inscrits à la rubrique :

**ORIGINE :** B.S 2020

**PROGRAMME :** 4129 – Fonctionnement

**MONTANT DISPONIBLE :**.....**547 341, 22 euros**

Financement des dotations PAESE attribuées aux établissements d'enseignement du second degré au titre de l'année scolaire 2020-2021

**MONTANT AFFECTE**.....**235 000 euros**

**DISPONIBLE A NOUVEAU**.....**312 341, 22 euros**

**ARTICLE 4 :**               Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a long horizontal line with a vertical stroke intersecting it near the center, and a small loop above the vertical stroke.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1763CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Equipement GLE scientifique 2nd**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4523)**

**ARTICLE PREMIER :** **APPROUVE** le rapport relatif à l'aide au fonctionnement de la section sportive scolaire « activités physiques et sportives en milieu montagnard » du lycée de Corti pour l'année scolaire 2020-2021 ».

**ARTICLE 2 :** **APPROUVE** l'affectation d'un montant de **15 000 €** relatif au financement du fonctionnement de la section sportive scolaire « activités physiques et sportives en milieu montagnard », au titre du programme « 4129 Equipement général scientifique du second degré » AE Fonctionnement du Budget Supplémentaire (BS) 2020,

**ARTICLE 3 :** **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit, les crédits inscrits à la rubrique :

**ORIGINE :** B.S 2020

**PROGRAMME :** 4129 - FONCTIONNEMENT

**MONTANT DISPONIBLE :**.....**588 720, 82 euros**

Lycée de Corti : aide au fonctionnement de la section sportive scolaire « activités physiques et sportives en milieu montagnard » pour la rentrée scolaire 2020-2021.

**MONTANT AFFECTE**.....**15 000 euros**

**DISPONIBLE A NOUVEAU**.....**573 720, 82 euros**

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse

AIACCIU, le 4 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1764CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Equipement GLE scientifique 2nd**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4521)**

**ARTICLE PREMIER : APPROUVE** le présent rapport « Aide au fonctionnement de

l'option facultative théâtre du Lycée Laetitia Bonaparte pour l'année scolaire 2020-2021».

**ARTICLE 2 :**                   **APPROUVE** l'affectation d'un montant de **12 739 €** relatif au financement du fonctionnement de l'option facultative théâtre, conformément au projet pédagogique de l'établissement annexé en pièce jointe, au titre du programme « 4129 Equipement général scientifique du second degré » Fonctionnement du Budget Supplémentaire (BS) 2020.

**ARTICLE 3 :**                   **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit, les crédits inscrits à la rubrique :

**ORIGINE :** B.S 2020

**PROGRAMME :** 4129 FONCTIONNEMENT

**MONTANT DISPONIBLE :**.....**601 459, 82 euros**  
Lycée Laetitia Bonaparte (Aiacciu) : aide au fonctionnement de l'option facultative théâtre du pour la rentrée scolaire 2020-2021

**MONTANT AFFECTE**.....**12 739 euros**

**DISPONIBLE A NOUVEAU**.....**588 720, 82 euros**

**ARTICLE 4 :**                   Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 4 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI





**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1765CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Equipement GLE scientifique 2nd**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4526)**

**ARTICLE PREMIER : APPROUVE** le présent rapport « Aide complémentaire pour l'acquisition de manuels scolaires des séries générales et

technologiques du lycée Giocante pour la rentrée scolaire 2020-2021».

**ARTICLE 2 :** **APPROUVE** l'affectation d'un montant de **26 379,60 euros** relatif à l'acquisition de manuels scolaires des séries générales et technologiques du lycée Giocante, au titre du programme « 4129 Equipement général scientifique du second degré » Fonctionnement du Budget Supplémentaire (BS) 2020.

**ARTICLE 3 :** **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit, les crédits inscrits à la rubrique :

**ORIGINE :** B.S 2020

**PROGRAMME :** 4129 – FONCTIONNEMENT

**MONTANT DISPONIBLE :**.....**573 720, 82 euros**

Lycée Giocante : aide complémentaire à l'acquisition des manuels scolaires des séries générales et technologiques du pour l'année scolaire 2020-2021

**MONTANT AFFECTE**..... **26 379,60 euros**

**DISPONIBLE A NOUVEAU**.....**547 341, 22 euros**

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 4 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1766CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Equipement GLE scientifique 2nd**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4528)**

**ARTICLE PREMIER : APPROUVE** le présent rapport « Aide au fonctionnement

des projets éducatifs et culturels de l'établissement privé Saint-Paul (Aiacciu) au titre de l'année scolaire 2020-2021 ».

**ARTICLE 2 :** **APPROUVE** l'affectation d'un montant de 3 460 euros relatif au financement du fonctionnement des projets éducatifs et culturels de l'établissement privé Saint-Paul, au titre du programme « 4129 Equipement général scientifique du second degré » Fonctionnement du Budget Supplémentaire (BS) 2020.

**ARTICLE 3 :** **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit, les crédits inscrits à la rubrique :

**ORIGINE :** B.S 2020

**PROGRAMME :** 4129 – EQUIPEMENT GENERAL ET SCIENTIFIQUE 2<sup>ND</sup> DEGRE  
FONCTIONNEMENT

**MONTANT DISPONIBLE :**.....**312 341,22 euros**

Aide au fonctionnement des projets éducatifs et culturels de l'établissement privé Saint-Paul (Aiacciu) au titre de l'année scolaire 2020-2021

**MONTANT AFFECTE**.....**3 460 euros**

**DISPONIBLE A NOUVEAU**.....**308 881,22 euros**

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 4 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1767CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Equipement GLE scientifique 2nd**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4529)**

**ARTICLE PREMIER : APPROUVE** le présent rapport «Soutien à l'action éducative

et culturelle en faveur des élèves du second degré pour l'année scolaire 2020-2021 ».

**ARTICLE 2 :** **APPROUVE** l'affectation de 43 060 € au titre du financement de l'action éducative et culturelle en faveur des élèves du second degré pour l'année scolaire 2020-2021 réparti comme suit :

- 38 630 € au profit du fonctionnement des ateliers artistiques et culturels des établissements d'enseignement du second degré pour l'année scolaire 2020-2021 (cf. annexe 1), au titre du programme « 4129 Equipement général scientifique du second degré » Fonctionnement du budget supplémentaire 2020 :

**Collège GIOVONI**

Paragoni tra l'ortu corsu e altro 250€

**Collège FESCH**

Atelier nouvelle vie des objets 500 €  
Atelier Théâtre 200 €  
Initiation Théâtre avec le Conservatoire 400 €  
Trésors du Fesch 1 500 €

**Collège Saint Paul**

Jouons ensemble de la musique 1 070 €  
WebTv : A Voce di San Paulu 500 €

**Collège STILETTU**

Découverte du monde de l'entreprise 600 €  
Teatru bislingua : A mummia di u Stilettu 500 €

**Collège BALÉONE**

Atelier bande-dessinée/manga 300 €

**Collège Léon BOUJOT**

Cinéclub 400 €  
Poésie et éloquence 200 €  
Tous en scène contre le racisme 700 €

**Collège MARIA DE PERETTI**

"Etre acteurs du numérique" 1 200 €  
Atelier Origami - Construction de polyèdres 300 €  
Tous en scène ! 2 000 €

**Collège PORTICCIO**

Petit tour de la chanson 300 €  
française méconnue mais de qualité

**Collège CAMILLE BORROSSI**

Atelier chant et musiques du monde 1 000 €

**EREA**

Danse et libère tes émotions	1 128 €
<b>Collège GIRAUD</b>	
Chorale : bal au manoir	200 €
La mare temporaire méditerranéenne, un enjeu du développement durable	800 €
<b>Collège Saint Joseph</b>	
Atelier Grec Ancien	499 €
<b>Collège Jeanne d'ARC</b>	
L'atelier	650 €
<b>Collège de Montesoru</b>	
Atelier de pratique instrumentale	500 €
English club	150 €
<b>Collège VINCIGUERRA</b>	
Elève au Lycée Impérial Napoléon III de Bastia, 19ème siècle	250 €
Orchestre au collège	400 €
<b>Collège CAMPO VALLONE</b>	
"Going to the movies"	540 €
Atelier cinéma en anglais Music Band	500 €
<b>Collège FIUMORBU</b>	
Atelier HISPANO	300 €
<b>Collège Moltifau</b>	
Robotique	538€
U sapè fà	350 €
<b>Collège ORABONA</b>	
"Donne indiate da i tempi muderni sin'à oghje"	500 €
"L'affiche, objet et support de propagandes"	1 000 €
Club manga	400 €
Comité de lecture	400 €
Prix du Livre des collégiens - Libri Sparti	300 €
<b>Collège Philippe PESCETTI</b>	
Initiation à la pratique théâtrale	450 €
<b>Collège Pascal PAOLI</b>	
Créations sur Toiles	1 250 €
<b>Lycée Laetitia Bonaparte</b>	
Atelier de production vidéo et effets spéciaux	750 €
Atelier théâtre en anglais	705 €
<b>Lycée FESCH</b>	
Projet Afghan Box Camera	860 €

<b>LP Jules ANTONINI</b>	
Dire et se faire entendre : la parole, le théâtre, l'éloquence (AP secondes)	704 €
Égalité en démocratie	470 €
Environnement- Catastrophes naturelles	500 €
Pollution marine	

<b>LP FINOSELLU</b>	
Lire et faire lire	940 €
Pratiques théâtrales	1 340 €

<b>LPO CLÉMENCEAU</b>	
Découverte du cinéma américain	930 €

<b>Lycée GIOCANTE DE CASABIANCA</b>	
Atelier théâtre de la CPGE lettres et sciences humaines	1 500 €
Initiation à la recherche documentaire historique	600 €
Orchestre au Lycée	600 €

<b>Lycée de BALAGNE</b>	
Atelier Art de l'Eloquence	1 100 €
Atelier Droits Humains et Cinéma	1 000 €
Atelier musique du lycée de Balagne	750 €
Atelier théâtre	1 056 €
Langage et travail	1 000 €
Lire dire et débattre à voix haute	800 €

- 4 430 € au profit du fonctionnement des ateliers d'éducation aux médias et à l'information dans les établissements d'enseignement du second degré pour l'année scolaire 2020-2021 (Cf. annexe 2), au titre du programme « 4129 Equipement général scientifique du second degré »  
Fonctionnement du budget supplémentaire 2020.

<b>Collège FESCH</b>	
Journal du collège "Les Nouvelles Fesch"	200 €

<b>Collège MONTESORU</b>	
Atelier Pratiques Numériques	830 €

<b>Collège de MOLTIFAU</b>	
Journalisme	600 €

<b>Collège ORABONA</b>	
Presse et citoyenneté	200 €

<b>LPO CLÉMENCEAU</b>	
Média scolaire	1 100 €

**Lycée de Balagne**



Atelier Lycéens, Médias et WebTV

1 500 €

**ARTICLE 3 :**                   **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit, les crédits inscrits à la rubrique :

**ORIGINE :**                    B.S 2020  
**PROGRAMME :**               4129 – EQUIPEMENT GENERAL ET SCIENTIFIQUE  
                                      2<sup>ND</sup> DEGRE – FONCTIONNEMENT

**MONTANT DISPONIBLE :**.....**308 881,22 euros**

Soutien à l'action éducative et culturelle en faveur des élèves du second degré pour l'année scolaire 2020-2021

**MONTANT AFFECTE**.....**43 060,00 euros**

**DISPONIBLE A NOUVEAU**.....**265 821,22 euros**

**ARTICLE 4 :**                   Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 4 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1768CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** Le Code général des collectivités territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** le Code de l'Education,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**FCT des établissements du 2nd degré  
(SGCE – RAPPORT N° 4530)**

**ARTICLE PREMIER :** DECIDE de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

**ORIGINE :** B.S. 2020  
**PROGRAMME :** 4128 – FONCTIONNEMENT  
**CHAPITRE :** 932:  
**FONCTION :** 222 (lycées)  
221 (collèges)  
**COMPTE :** 65511 (établissements publics)

**MONTANT DISPONIBLE :.....365 270 €**

**Troisième individualisation de subventions exceptionnelles pour le soutien des collèges et lycées de Corse relatives à la mise en œuvre du protocole sanitaire COVID 19**

**MONTANTS A AFFECTER :**

Collège de PORTICCIO, PURTICHJU	25 387 €
Collège Henri BOROSSO, VICU	24 810 €
Collège de BONIFACIO, BUNIFAZIU	4 000 €
Collège Pascal PAOLI, L'ISULA	4 000 €
Lycée Laëtitia BONAPARTE, AIACCIU	10 067 €

**MONTANT TOTAL A AFFECTER : .....68 264 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU :.....297 006 €**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 4 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1769CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** le Code de l'Education,
- VU** la délibération n° 18/059 AC de l'Assemblée de Corse du 28 mars 2018 donnant délégation de pouvoir au Président du Conseil Exécutif de Corse dans le domaine de la formation initiale,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**FCT des établissements du 2nd degré  
(SGCE – RAPPORT N° 4531)**

**ARTICLE PREMIER :**     **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

**ORIGINE :**                    B.S. 2020  
**PROGRAMME :** 4128- FONCTIONNEMENT  
**CHAPITRE :**                932:  
**FONCTION :**                222 (lycées)  
                                  221 (collèges)  
**COMPTE :**                   65511 (établissements publics)

**MONTANT DISPONIBLE :.....297 006 €**

Quatrième Individualisation de subventions complémentaires de fonctionnement aux EPLE

**MONTANTS A AFFECTER :**

Collège Henri TOMASI, A PENTA DI CASINCA	25 000€
Collège du TARAVU	12 000€
Lycée Paul VINCENSINI, BASTIA	50 000€
Lycée Fred SCAMARONI, BASTIA	50 000€
Collège Maria de PERETTI, PORTIVECHJU	4 000€

**MONTANT TOTAL A AFFECTER : .....141 000€**

**DISPONIBLE A NOUVEAU :.....156 006€**

**ARTICLE 2 :**                Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 4 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1770CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Accompagnement éducatif territorial  
(SGCE – RAPPORT N° 4541)**

**ARTICLE PREMIER : APPROUVE** le présent rapport « Individualisation de crédits

au profit du Réseau CANOPE ».

**ARTICLE 2 :**                   **APPROUVE** l'affectation d'un montant de 37 500 € au titre du financement des projets portés par le Réseau CANOPE, et réparti comme suit :

- 25 000 € pour la réalisation d'une application « Sentiers du littoral »,
- 5 000 € pour le conseil et l'ingénierie éducative du pôle culturel de l'Alta Rocca,
- 7 500 € pour la réalisation d'une ressource pédagogique numérique de valorisation des collections archéologiques sous-marines du musée départemental de préhistoire corse et d'archéologie de Sartè.

**ARTICLE 3 :**                   **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE :                    B.S. 2020  
PROGRAMME :                4116   « Accompagnement   éducatif   territorial »  
  Fonctionnement du budget primitif (BS) 2020.

**MONTANT DISPONIBLE :.....166 149, 58 €**

**Réseau CANOPE**

**MONTANT AFFECTE : .....37 500 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU : .....128 649, 58 €**

**ARTICLE 4 :**                   Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 4 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1771CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Accompagnement éducatif territorial  
(SGCE – RAPPORT N° 4542)**

**ARTICLE PREMIER : APPROUVE** le présent rapport « Individualisation de crédits



au profit de l'Association APARMA ».

**ARTICLE 2 :**           **APPROUVE** l'affectation de 3 286,85 euros au profit de l'Association Patrimoine Recherche de Méditerranée et d'Ailleurs » (APARMA) au titre de sa participation au colloque international franco-brésilien « Tourisme, patrimoine et politiques publiques ».

**ARTICLE 3 :**           **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE :                    B.S. 2020  
PROGRAMME : 4116 « Accompagnement éducatif territorial » Fonctionnement

**MONTANT DISPONIBLE :.....128 649, 58 Euros**

**Association Patrimoine Recherche de Méditerranée et d'Ailleurs (APARMA)**

**MONTANT AFFECTE : .....3 286,85 Euros**

**DISPONIBLE A NOUVEAU : .....125 362,73 Euros**

**ARTICLE 4 :**            Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 4 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1772CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales et son Article L.4424-3, qui confère à la Collectivité de Corse des prérogatives uniques en matière de développement de l'enseignement supérieur et de la recherche,
- VU** le Schéma de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation « SESRI 2017/2022 » adopté par l'Assemblée de Corse par délibération n° 17/333 AC du 26 octobre 2017,
- VU** la délibération n°18/439 AC de l'Assemblée de Corse du 29 novembre 2018 approuvant l'affectation des crédits relatifs au projet « Franca u mare » de l'association Théâtre Point,
- VU** la convention « CONV-18-DEER-16 » liant l'association « Théâtre Point » et la Collectivité de Corse du 16 décembre 2018,
- VU** la délibération n°20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n°20/068 AC de l'Assemblée de Corse du 24 avril 2020 portant approbation du rapport « Vince contr'a u COVID 19 », notamment en matière d'adaptation exceptionnelle et transitoire des règlements et des versements des aides aux associations,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020

approuvant le budget supplémentaire 2020,

**VU** la demande du bénéficiaire en date du 13 octobre 2020 souhaitant bénéficier de l'aide exceptionnelle prévue par le rapport « vince contr'à u covid-19 »,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Diffusion CST2I  
(SGCE – RAPPORT N° 4553)**

**ARTICLE PREMIER** : **APPROUVE** le présent rapport « Avenant à la convention CONV-18-DEER-16 liant l'association « Théâtre Point » et la Collectivité de Corse dans le cadre du projet « FRANCA U MARE ».

**ARTICLE 2** : **APPROUVE** l'avenant n°1 à la convention CONV-18-DEER-16 liant l'association « Théâtre Point » et la « Collectivité de Corse » tel qu'annexé au présent arrêté.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 4 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1773CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IVème partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** la loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 « pour la liberté de choisir son avenir professionnel »,
- VU** la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence modifiée pour faire face à l'épidémie de la Covid-19 et notamment son titre II,
- VU** l'ordonnance n°2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de la Covid-19,
- VU** le contrat de plan de développement de la formation et de l'orientation professionnelle voté par l'Assemblée de Corse en date du 26 octobre 2017,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020

approuvant le budget supplémentaire 2020,

**VU** la délibération n°20/ AC de l'Assemblée de Corse du 2020  
adoptant le « PLAN SALVEZZA E RILANCIU (ACTE I) »,

**VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du  
Président du Conseil exécutif de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Participations centres de formation  
(SGCE – RAPPORT N° 4569)**

**ARTICLE PREMIER :** **APPROUVE** l'attribution d'une aide financière individuelle  
exceptionnelle de 350 € par mois pour chaque apprenti dans  
une des deux situations suivantes ayant pour origine la crise  
sanitaire :

- apprenti en rupture précoce de contrat ne donnant pas droit à une allocation  
chômage ;
- apprenti n'ayant pu trouver un contrat d'apprentissage.

Cette mesure est mise en place pour 3 mois : novembre 2020, décembre 2020 et  
janvier 2021. Elle pourrait être renouvelée au regard de l'évolution de la crise  
sanitaire.

**ARTICLE 2 :** **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la  
rubrique :

ORIGINE : BP 2020 PROGRAMME : 4211 - Fonctionnement

**MONTANT DISPONIBLE**.....3 687 816, 92 €

Aide financière exceptionnelle aux apprentis.....200 000 €

**MONTANT AFFECTE**.....200 000 €

**DISPONIBLE A NOUVEAU**.....3 487 816, 92 €

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des  
actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a long horizontal line with a vertical stroke intersecting it near the center, and a small loop above the vertical stroke.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1774CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la loi n°2015-991 du 07 août portant nouvelle organisation territoriale de la République – Titre VII,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** l'arrêté n° 20/1215CE du Conseil exécutif de Corse du 19 mai 2020 affectant les crédits 2020 du dispositif,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Orientation TLV  
(SGCE – RAPPORT N° 4579)**

**ARTICLE PREMIER :** ACCORDE aux différents demandeurs dans le cadre du « chèque accompagnement VAE », les subventions telles que mentionnées dans le tableau ci-dessous.

**ARTICLE 2 :** AUTORISE l'engagement la somme de 4 800 € sur l'affectation 4610M001 :

ORIGINE : BP 2020  
PROGRAMME : 4610  
Chapitre : 932 – Compte : 657382

Le versement de la somme due à la structure accompagnatrice conformément au tableau ci-dessous :

BENEFICIAIRE	CERTIFICATION VISEE	STRUCTURE ACCOMPAGNATRICE	MONTANTS
VAE-20-17	Diplôme d'Etat Moniteur Educateur	GIPACOR DAVA	800 €
VAE-20-18	BEP Restauration option Cuisine	GIPACOR DAVA	800 €
VAE-20-19	BPA option Production Animale	GIPACOR DAVA	800 €
VAE-20-20	CAP Plâtrier Plaquiste	GIPACOR DAVA	800 €
VAE-20-21	BTS MUC	GIPACOR DAVA	800 €
VAE-20-22	BAC Pro Sécurité	GIPACOR DAVA	800 €

**MONTANT TOTAL : 4 800 €**

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.



Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1775CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales,
- VU** la loi du 22 janvier 2002 qui confère à la Collectivité de Corse des prérogatives uniques en matière de développement de l'enseignement supérieur et de la recherche,
- VU** la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche,
- VU** la loi NOTRe n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République qui prévoit l'élaboration et l'adoption d'une part d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), d'autre part d'un schéma régional de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation (SRESRI) conformément à la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et ainsi de fixer les orientations régionales pour les prochaines années en organisant la complémentarité des actions,
- VU** la délibération n° 17/035 AC de l'Assemblée de Corse du 23 février 2017 portant approbation du Budget Primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2017,

- VU** la délibération n°17/197 AC de l'Assemblée de Corse du 27 juillet 2017 portant approbation du budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2017,
- VU** le Schéma de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation « SESRI 2017/2022 » adopté par l'Assemblée de Corse par délibération n° 17/333 AC du 26 octobre 2017,
- VU** la délibération n° 17/324 AC de l'Assemblée de Corse du 26 octobre 2017 approuvant la prise en charge de deux contrats doctoraux au titre de l'année 2017-2018 au profit de l'INRAE de Corse,
- VU** la convention 17-DESR-SR-92 du 07 février 2018 passée entre la CDC et l'INRAE centre de Corse intitulée « prise en charge de deux contrats doctoraux année 2017-2018 »,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire 2020,
- VU** le courrier du Président du Centre INRAE de Corse en date du 10 septembre 2020,
- VU** les pièces constitutives du dossier,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Recherche et diffusion  
(SGCE – RAPPORT N° 4574)**

**ARTICLE PREMIER** : **APPROUVE** le présent rapport intitulé : Modification sur demande du Président du centre INRAE de la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens « prise en charge de deux contrats doctoraux année 2017-2018 » -projet INRAE CENTRE CORSE DE LA CONVENTION 17 DESRSR 92 du 07 février 2018 - pour cause de nouveaux éléments de fait.

**ARTICLE 2** : **APPROUVE** l'avenant n°1 à la convention n° « CONV-17-DESR-SR-92 » entre la Collectivité de Corse et l'INRAE Centre Corse, tel qu'il figure en annexe du présent arrêté.

**ARTICLE 3** : **APPROUVE** la désaffectation d'un montant de 108 000 € au titre du programme 4112 RECHERCHE ET DIFFUSION

**INVESTISSEMENT:**

**REFERENCE DE LA CONVENTION CDC- INRAE : 17 DESRSR 92**  
du 07 février 2018 « prise en charge de deux contrats doctoraux  
année 2017-2018 »

**MONTANT A DESAFFECTER : .....108 000 €**

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes  
administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 4 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1776CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Orientation TLV**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4580)**

**ARTICLE PREMIER :** **APPROUVE** le rapport du Président du Conseil exécutif de Corse.

**ARTICLE 2 :** **AUTORISE** le financement de la conception, la réalisation, le

suivi d'une campagne de communication ainsi que la réalisation de supports de communication afférents permettant de médiatiser le dispositif sur l'obligation de formation des 16-18 ans à l'échelle de notre territoire.

**ARTICLE 3 :**           **DECIDE** de répartir et d'affecter les crédits inscrits à la rubrique :

**ORIGINE : B.P 2020**

**PROGRAMME : 4610 - Chapitre : 932 - Compte : 65748**

Montant disponible:..... 318 400 €

Campagne de communication obligation de formation 16-18 ans

Montant Affecté :..... 45 000 €

Disponible à nouveau :..... 273 400 €

**ARTICLE 4 :**           Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 4 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1777CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la délibération n°20/126 AC de l'Assemblée de Corse du 2 octobre 2020 « Appels à projets et accompagnement éducatif »,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Accompagnement éducatif territorial  
(SGCE – RAPPORT N° 4582)**

**ARTICLE PREMIER :** DECIDE de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.S. 2020

PROGRAMME : 4116 « Accompagnement éducatif territorial » section  
fonctionnement

**MONTANT DISPONIBLE.....125 362, 73 euros**

**« E so vite facenu a nostra storia – Leurs vies font notre histoire » 2021**

L'école élémentaire Charles Bonafedi d'AIACCIU et son projet intitulé « Charles Bonafedi, un jeune patriote ! » : 2 500 euros

L'école élémentaire de Calenzana et son projet intitulé « quand la petite histoire rejoint la grande Histoire : Antoine MANICACCI » : 2 500 euros

L'école The Little School de Biguglia et son projet intitulé « On l'appelait le "Goumi" Paul Noël OLIVESI » : 1 600 euros

Le collège Pascal Paoli di Corti et son projet intitulé « Louis CAPAZZA, pionnier de l'aéronautique » : 1 800 euros

Le collège Jeanne d'Arc de Bastia et son projet intitulé « Noëlle VINCENSINI mise en son : Parcours d'une vie d'exception » : 2 500 euros

Le collège Jeanne d'Arc de Bastia et son projet intitulé « Noëlle VINCENSINI mise en image d'un parcours d'exception : 2 500 euros

Le collège Philippe Peschetti de Cervioni et son projet intitulé « Napoléon et sa famille » : 2 046 euros

CHAPITRE 932 – FONCTION : 221 – COMPTE : 657382 : 8846 euros

CHAPITRE 932 – FONCTION : 212 – COMPTE : 657361 : 6600 euros

**DISPONIBLE A NOUVEAU .....109 916, 73 euros**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.



Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a long horizontal stroke with a vertical line intersecting it near the center, and a small loop above the vertical line.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1778CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la délibération n°20/126 AC de l'Assemblée de Corse du 2 octobre 2020 « Appels à projets et accompagnement éducatif »,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Accompagnement éducatif territorial  
(SGCE – RAPPORT N° 4584)**

**ARTICLE PREMIER :** DECIDE de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.S. 2020  
PROGRAMME : 4116 « Accompagnement éducatif territorial » section fonctionnement

**MONTANT DISPONIBLE.....109 916, 73 euros**

**I trufei scularii di u sviluppu à longu andà - Les trophées scolaires du développement durable 2021**

L'école maternelle de Santa Lucia di Portivechju et son projet intitulé « Création d'un jardin pédagogique » :.....2 500 euros

L'école maternelle de Pietralba et son projet intitulé « L'Ortu Pidagogicu » :.....2 500 euros

L'école primaire de Santa Lucia di Portivechju et son projet intitulé « Exploitation d'un système de compostage » :..... 2 500 euros

L'école maternelle de Pietralba et son projet intitulé « U Puddinaghju » :..... 2 500 euros

L'école primaire de Casamozza et son projet intitulé « Pour mieux les protéger, partons à la découverte des animaux de notre île ! » :.....2 500 euros

L'école primaire de Santa Lucia di Portivechju et son projet intitulé « Création et exploitation d'une serre » :.....2 500 euros

L'école d'Urtaca et son projet intitulé « Erbaghju Nustrale »: .....2 500 euros

Le collège de la Casinca « Henri Tomasi » et son projet intitulé « Serre automatisée et autonome pour cultiver des végétaux selon le principe de la permaculture » :.....1 300 euros

Le collège « Philippe Pescetti » de Cervioni et son projet intitulé « La faim dans le monde » : .....1 810 euros

Le collège « Pascal Paoli » de l'Isula et son projet intitulé « Un jardin pédagogique » :..... 2 500 euros

Le lycée « Giocante de Casabianca » de Bastia et son projet intitulé « Custudii di u Creatu » :..... 2 500 euros

CHAPITRE 932 – FONCTION : 221 – COMPTE : 657382 : 5 610 euros

CHAPITRE 932 – FONCTION : 212 – COMPTE : 657361 : 17 500 euros

CHAPITRE 932 – FONCTION : 222 – COMPTE : 657382 : 2 500 euros

**DISPONIBLE A NOUVEAU .....84 306, 73 euros**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 4 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1779CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Orientation TLV**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4581)**

**ARTICLE PREMIER :** **APPROUVE** le rapport du Président du Conseil exécutif de Corse.

**ARTICLE 2 :** **AUTORISE** le financement relatif à l'évolution graphique, au

développement, à la maintenance, à l'hébergement et au référencement du portail internet «Corsica Orientazione».

**ARTICLE 3 :**           **DECIDE** de répartir et d'affecter les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.P 2020

PROGRAMME : 4610 - Chapitre : 902 - Compte : 2051

Montant disponible : ..... 220 000 €

Montant Affecté : ..... 45 000 €

Disponible à nouveau : ..... 175 000 €

**ARTICLE 4 :**           Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 4 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1780CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,

**VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,

**VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,

**VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Bâtiments administratifs  
(SGCE – RAPPORT N° 4390)**

**ARTICLE PREMIER : PREND ACTE**

- des dispositions du dossier d'Avant-Projet Détaillé pour la mise à niveau des équipements de sureté, sécurité et désenfumage du Musée

de la Corse à Corti.

- de l'estimation financière arrêtée à **455 142,51 € HT.**
- du forfait définitif de rémunération du contrat de maîtrise d'œuvre est fixé à : **53 479,24 € HT** conformément aux dispositions de l'acte d'engagement du marché de maîtrise d'œuvre du 17 juillet 2018, soit un taux de rémunération de **11,75 %.**

**ARTICLE 2 :**           **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

BP 2020

PROGRAMME 6171

**MONTANT DISPONIBLE ..... 2 100 000,00 €**

**MONTANT A AFFECTER ..... 550 000,00 €**  
*Opération N6171A181S – Musée de la Corse ..... 550 000,00 €*

**MONTANT RESTANT DISPONIBLE ..... 1 550 000,00 €**

**ARTICLE 3 :**           Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 4 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI





**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1781CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quatre décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IVème partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République – Titre VII,
- VU** la délibération n° 17/284 AC de l'Assemblée de Corse du 21 septembre 2017 portant approbation du nouveau cadre pour le patrimoine,
- VU** la délibération n° 20/017 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du cadre de politique générale des sites archéologiques et des musées de Corse,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Musée de la Corse  
(SGCE – RAPPORT N° 4578)**

**ARTICLE PREMIER :** DECIDE de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

SECTEUR : PATRIMOINE  
ORIGINE : B.S 2020  
PROGRAMME : 4432 - PATRIMOINE – INVESTISSEMENT

**MONTANT DISPONIBLE : .....55 000,00 €**

**DIRECTION DU PATRIMOINE Musée de la Corse - Corte  
Complément Activités 2020.....55 000,00 €**

**MONTANT AFFECTE :.....55 000,00 €**

**DISPONIBLE À NOUVEAU : .....0,00 €**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 4 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1782CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**MTL - Voirie**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4647)**

**ARTICLE PREMIER : DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.P 2020

PROGRAMME : 3218 Section investissement

**MONTANT DISPONIBLE..... 914 000 euros**

**MONTANT A AFFECTER .....310 000 euros**

**- Opération N3218A181Y (à revaloriser) ..... 60 000 euros**

Reconduction de la 3<sup>ème</sup> période du marché

Libellé : **Matériels de débroussaillage**

**-Opération P3218201C (à créer) ..... 250 000 euros**

Acquisition et rénovation de matériels de navigation marine

Libellé : **Matériels de navigation marine**

**DISPONIBLE A NOUVEAU : ..... 604 000 euros**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1783CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**MTL - Voirie**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4648)**

**ARTICLE PREMIER : DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.P 2020

PROGRAMME : 6154 Section investissement

**MONTANT DISPONIBLE..... 515 800 euros**

**MONTANT A AFFECTER ..... 80 000 euros**

**- Opération N6154A181Y (à revaloriser)**  
Reconduction de la 3<sup>ème</sup> période du marché  
Libellé : **Matériels de débroussaillage**

**DISPONIBLE A NOUVEAU : ..... 435 800 euros**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1785CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**MTL - Voirie**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4684)**

**ARTICLE PREMIER :** **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique : Moyens Techniques et Logistique – Voirie

ORIGINE : B.P 2020

PROGRAMME : 1122 **Section Fonctionnement**

**MONTANT DISPONIBLE.....2 242 500 euros**

<b>MONTANT A AFFECTER :</b> .....	<b>2 056 200 euros</b>
- <b>Opération N1122A192L (à revaloriser)</b> .....	98 000 euros
Libellé : <b>Pneus et prestations VL, VU et 4X4</b> Concerne les reconductions de la seconde période des marchés Secteur PUMONTE	
- <b>Opération 112214_B (à revaloriser)</b> .....	126 000 euros
Libellé : <b>Pneus et prestations VL, VU et 4X4</b> Concerne les reconductions de la seconde période des marchés Secteur CISMONTE	
- <b>Opération 112218_B (à revaloriser)</b> .....	212 400 euros
Libellé : <b>Pièces détachées et maintenance PL</b> Concerne les reconductions de la seconde période des marchés Secteur CISMONTE	
- <b>Opération C1122202I (à créer)</b> .....	10 800 euros
Libellé : <b>Contrôle des extincteurs des moyens roulants</b> Secteur CISMONTE	
- <b>Opération P1122202J (à créer)</b> .....	432 000 euros
Libellé : <b>Achat pièces détachées et maintenance des engins</b> Concerne le lancement de la nouvelle procédure - Secteur PUMONTE	
- <b>Opération C1122202K (à créer)</b> .....	294 000 euros
Libellé : <b>Achat pièces détachées et maintenance des engins</b> Concerne le lancement de la nouvelle procédure - Secteur CISMONTE	
- <b>Opération P1122202L (à créer)</b> .....	72 000 euros
Libellé : <b>Fabrication et réparation de flexibles engins</b> Concerne le lancement de la nouvelle procédure - Secteur PUMONTE	
- <b>Opération C1122202M (à créer)</b> .....	30 000 euros
Libellé : <b>Fabrication et réparation de flexibles engins</b> Concerne le lancement de la nouvelle procédure - Secteur CISMONTE	
- <b>Opération P1122202N (à créer)</b> .....	444 000 euros
Libellé : <b>Pièces détachées et conso mat. Gyrobroyage/désherbage</b> Concerne le lancement de la nouvelle procédure - Secteur PUMONTE	
- <b>Opération C1122202O (à créer)</b> .....	314 000 euros
Libellé : <b>Pièces détachées et conso mat. Gyrobroyage/désherbage</b> Concerne le lancement de la nouvelle procédure - Secteur CISMONTE	
- <b>Opération P1122202P (à créer)</b> .....	10 000 euros



Libellé : **Visite périodique des engins de la CDC**  
Concerne le lancement de la nouvelle procédure -  
Secteur PUMONTE

**-Opération C1122202Q (à créer) .....** 13 000 euros  
Libellé : **Visite périodique des engins de la CDC**  
Concerne le lancement de la nouvelle procédure -  
Secteur CISMONTE

**DISPONIBLE A NOUVEAU : .....** **186 300 euros**

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des  
actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1786CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**SDIS**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4685)**

**ARTICLE PREMIER** : **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique : Moyens Techniques et Logistique – SIS2B :

ORIGINE : B.P 2020      PROGRAMME : 3170 Section Fonctionnement

MONTANT DISPONIBLE..... 1 117 500 euros

MONTANT A AFFECTER : .....	536 200 euros
- Opération C3170202A (à revaloriser) .....	85 000 euros
Libellé : Pneus et prestations VL, VU et 4X4	
Concerne les reconductions de la seconde période des marchés	
- Opération 3170GAR7_B (à revaloriser) .....	440 000 euros
Libellé : Pièces détachées et maintenance PL	
Concerne les reconductions de la seconde période des marchés	
- Opération C3170202G (à créer) .....	3 600 euros
Libellé : Contrôle des extincteurs des moyens roulants	
-Opération C3170202H (à créer) .....	4 000 euros
Libellé : Visite périodique des engins de la CDC	
Concerne le lancement de la nouvelle procédure -	
- Opération C3170202I (à créer) .....	3 600 euros
Libellé : Fabrication et réparation de flexibles engins	
Concerne le lancement de la nouvelle procédure -	
DISPONIBLE A NOUVEAU : .....	581 300 euros

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1787CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**MTL - Voirie**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4687)**

**ARTICLE PREMIER : DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique : Moyens Techniques et Logistique – ENS :

ORIGINE : B.P 2020

PROGRAMME : 3218 **Section Fonctionnement**

**MONTANT DISPONIBLE.....946 050 euros**

**MONTANT A AFFECTER : .....344 400 euros**

**- Opération C3218202E (à revaloriser) ..... 27 000 euros**

Libellé : **Pneus et prestations VL, VU et 4X4**

Concerne les reconductions de la seconde période des marchés  
Secteur CISMONTE

**- Opération C3218202I (à revaloriser) ..... 68 000 euros**

Libellé : **Pièces détachées et maintenance PL**

Concerne les reconductions de la seconde période des marchés  
Secteur CISMONTE

**- Opération C3218202T (à créer) ..... 10 800 euros**

Libellé : **Contrôle des extincteurs des moyens roulants**

Secteur CISMONTE

**- Opération C3218202U (à créer) ..... 132 000 euros**

Libellé : **Achat pièces détachées et maintenance des engins**

Concerne le lancement de la nouvelle procédure -  
Secteur CISMONTE

**- Opération C3218202V (à créer) ..... 12 000 euros**

Libellé : **Fabrication et réparation de flexibles engins**

Concerne le lancement de la nouvelle procédure -  
Secteur CISMONTE

**-Opération C3218202W (à créer) ..... 45 600 euros**

Libellé : **Pièces détachées et conso mat. Gyrobroyage/désherbage**

Concerne le lancement de la nouvelle procédure -  
Secteur CISMONTE

**-Opération P3218202X (à créer) ..... 9 000 euros**

Libellé : **Visite périodique des engins de la CDC**

Concerne le lancement de la nouvelle procédure -  
Secteur PUMONTE

**-Opération C3218202Y (à créer) ..... 4 000 euros**

Libellé : **Visite périodique des engins de la CDC**

Secteur CISMONTE

**-Opération P3218202Z (à créer) ..... 36 000 euros**

Libellé : **Location de bateau pour le SELT**

Concerne le lancement de la nouvelle procédure pour le service des espaces  
littoraux et terrestres - Secteur CISMONTE

**DISPONIBLE A NOUVEAU : ..... 601 650 euros**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des  
actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by a horizontal line and a small flourish.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1788CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n°13/017 AC de l'Assemblée de Corse du 01 février 2013 approuvant la démarche d'ouverture des données publiques « OPENDATA CORSICA »,
- VU** la délibération n°15/148 AC de l'Assemblée de Corse du 26 juin 2015 et la délibération n°17/359 AC du 27 octobre 2017 relatives à la mise en oeuvre du projet « .CORSICA »,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Réseau THD - Usages  
(SGCE – RAPPORT N° 4594)**

**ARTICLE PREMIER** : **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE: B.P 2020

PROGRAMME: 1212 - Chapitre 905

**MONTANT DISPONIBLE:.....529 897,20 euros**

**MONTANT A AFFECTER**

Plateforme data.corsica 190 000,00 €

Opération .corsica 100 000,00 €

Numérique en Commun 90 000,00 €

Hub de la médiation numérique Corse 149 000,00 €

**DISPONIBLE A NOUVEAU:.....897,20 euros**

**ARTICLE 2:** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI





**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1789CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,

**VU** la délibération n° 18/295 AC de l'Assemblée de Corse du 27 juillet 2018 approuvant l'externalisation des activités à caractère culturel, sportif et de loisirs en faveur des agents de la Collectivité de Corse à l'Association « Comité des œuvres sociales de la Collectivité de Corse (COSCdC) »,

**VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,

**VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Oeuvres sociales**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4299)**

**ARTICLE PREMIER: DECIDE** d'affecter les crédits comme proposé ci-après :

ORIGINE BP 2020

PROGRAMME 6163

**MONTANT DISPONIBLE .....500 000 €**

Subvention 2020 au Comité des Œuvres Sociales de la Collectivité de Corse  
(COSCDC) ..... 440 000 €

MONTANT A AFFECTER ..... **440 000 €**

MONTANT DISPONIBLE A NOUVEAU..... 60 000 €

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes  
administratifs de la Collectivité de Corse

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1790CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse en date du 30 mai 2018 approuvant le règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse en date du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** l'arrêté n° 18/290 CE du Conseil exécutif de Corse en date du 24 juillet 2018 approuvant le rapport 0783 d'affectation,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Formations, déplacements, action sociale**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4567)**

**ARTICLE PREMIER :** **DECIDE** d'affecter ou de désaffecter comme proposé ci-après les autorisations d'engagement :

ORIGINE : B.P 2018

\_\_\_\_\_

Affectation à désaffecter :

Programme 6164 section de fonctionnement		
Intitulé	Affectation existante	Montant désaffecter
Formations Déplacements Comp Sociales 2018	N6164UK001_1_C (2018)	12

Affectation à créer :

Programme 6164 section de fonctionnement		
Intitulé	Affectation nouvelle	Montant à affecter en €
Assistance à Maitrise d'Ouvrage Construction du schéma directeur des Ressources humaines	AE à créer (sur AE 2018)	120 000 €

**ARTICLE 2 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1791CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** le règlement (UE) 966/2012 du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union,
- VU** le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil, et notamment les articles 122 relatif à la responsabilité des Etats membres et 143 relatif aux corrections financières à l'origine des Etats membres,
- VU** la décision n° C(2014) 10147 du 17 décembre 2014 de la Commission européenne portant approbation de certains éléments du programme opérationnel intitulé « Corse » en vue d'un soutien du Fonds européen de développement régional et du Fonds social européen au titre de l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » pour la région Corse en France – CCI 2014FR16M2OP004,
- VU** l'article 1511-1-2 du Code Général des Collectivités Territoriales disposant que

*: « les collectivités territoriales, lorsqu'elles assurent la fonction d'autorité de gestion des programmes européens ou la fonction d'autorité nationale dans le cadre des programmes coopération territoriale, supportent la charge des corrections et sanctions financières mises à la charge de l'Etat par une décision de la Commission européenne, de la Cour des comptes européenne, par un jugement du tribunal de première instance de l'Union européenne ou par un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne, pour les programmes en cause, sans préjudice des mesures qu'elles peuvent ou, le cas échéant, doivent mettre en œuvre en application du deuxième alinéa de l'article L.1511-1-1 à l'encontre des personnes dont les actes sont à l'origine de la procédure considérée. Les charges correspondantes constituent des dépenses obligatoires au sens de l'article L.1612-5 ».*

- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020
- VU** la délibération n°15/218 AC de l'Assemblée de Corse en date du 17 septembre 2015 portant approbation du Programme opérationnel FEDER-FSE 2014- 2020, et autorisant le président du Conseil exécutif de Corse à procéder aux individualisations des crédits et à signer les conventions attributives d'aides afférentes,
- VU** l'avis favorable du Comité régional de programmation des aides en date du 22/06/2017,
- VU** la délibération DEL n°1705415 du Conseil exécutif de Corse en date du 18 juillet 2017,
- VU** la convention attributive d'aide n°258/SAEU/FEDER/1B en date du 23/10/2017 et notamment son article 10 « modification ou abandon de l'opération, résiliation de la convention et reversement de l'aide,
- VU** la demande de modification de l'opération en date du 18/12/2018,
- VU** l'avenant n°1 à la convention attributive d'aide n°258/SAEU/FEDER/1B en date du 10/04/2019,
- VU** les courriers du service instructeur, l'Agence de développement économique de la Corse, adressés à la SAS QWANT Music sollicitant des pièces justificatives et rappelant les obligations liées à la subvention,
- VU** le courrier en date du 4 février 2020 de la Collectivité de Corse, en sa qualité d'autorité de gestion, à l'attention du président directeur général de la maison mère Qwant – en l'absence de gouvernance clairement identifiée pour la SAS Qwant Music – concernant la sous-réalisation de l'opération et la demande production de pièces justificatives,
- VU** les courriers en date du 9 juin et 8 juillet 2020 de la SAS Qwant Music à l'attention de l'ADEC l'informant de la cessation d'activité du bénéficiaire et de

la volonté de transférer l'exploitation des résultats en Métropole à la suite de la cessation de toute activité en Corse,

- VU** les constats de non-respect des obligations liées à la convention attributive de subvention par le bénéficiaire et notamment le non-respect de la date à laquelle l'opération devait être achevée, la sous exécution de l'opération, le remplacement d'un sous-projet sans autorisation préalable de l'autorité de gestion et l'arrêt total de toute activité sur le territoire corse,
- VU** les pièces constitutives du dossier,
- VU** le paiement d'une avance d'un montant de 402 815,23 € par mandat émis le 17 novembre 2017,
- VU** le paiement de l'acompte numéro 1 d'un montant de 82 270,56 € par mandat émis le 19 avril 2019, établi sur la base d'un montant de dépenses certifiées payées de 808 476,17 €,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

#### **APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

#### **Prog FEDER FSE 2014-2020 (SGCE – RAPPORT N° 4501)**

**ARTICLE PREMIER** : La SAS Qwant Music est déclarée redevable de la somme de 485 085,79 euros, au titre du non-respect des obligations liées à convention attributive de subvention n°258/SAEU/FEDER/1B en date du 23 octobre 2017 et son avenant n°1 en date du 10 avril 2019 et de la violation des règles tirées du droit de l'Union européenne encadrant l'emploi des fonds européens

**ARTICLE 2** : Un titre de perception d'un montant de 485 085,79 euros sera émis à l'encontre de la SAS Qwant Music.

**ARTICLE 3** : A compter de la notification du présent arrêté, la SAS Qwant Music dispose d'un délai de deux mois pour contester cette décision devant le Tribunal Administratif de Bastia.

**Les personnes morales de droit privé peuvent saisir le Tribunal administratif par l'application Télérecours citoyens » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)<<http://www.telerecours.fr>>.**

**ARTICLE 4** : Madame la Directrice Générale des Services et Madame le Payeur de Corse sont chargées, chacune en ce qui la

concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 5** :

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by a horizontal line and a vertical stroke, and another horizontal line extending to the right.

Gilles SIMEONI





**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1792CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, François SARGENTINI,

**ETAIT ABSENT : M.**

Lionel MORTINI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53
- VU** l'Accord de partenariat France approuvé par la Commission européenne le 8 août 2014, version transmise par SFC le 1<sup>er</sup> août 2014,
- VU** le Règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil de 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au FEDER, au FSE, au Fonds de cohésion, au FEADER et au FEAMP,
- VU** le Règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil de 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le FEADER,
- VU** le Règlement (UE) n°1306/2013 du parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune,
- VU** le Règlement (UE) n°1307/2013 du parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune,
- VU** l'arrêté du 14 février 2018 abrogeant l'arrêté du 16 août 2007 portant agrément de l'ODARC comme organisme payeur de dépenses financées par le FEADER

au titre du programme de développement rural de la Corse (PDRC),

- VU** la délibération n°13/233AC de l'Assemblée de Corse approuvant les orientations stratégiques agriculture, développement rural et forêt du 8 novembre 2013,
- VU** la délibération n°13/150AC de l'Assemblée de Corse approuvant les modalités de gouvernance de la gestion des programmes européens 2014-2020 du 25 juillet 2013,
- VU** la délibération n°15/217AC de l'Assemblée de Corse du 17 septembre 2015 portant sur la gouvernance du PDRC FEADER 2014-2020 et précisant le circuit de gestion et les services instructeurs de l'ensemble des mesures,
- VU** le PDRC 2014-2020 approuvé par la Commission européenne le 6 octobre 2015 et ses modifications,
- VU** l'arrêté n°19/076CE du Président du Conseil exécutif de Corse en date du 27 mars 2019 portant sur la modification du zonage au titre de la mesure 13 du PDRC à compter de la campagne 2019,
- VU** l'arrêté n°19/565CE du Président du Conseil exécutif de Corse en date du 24 septembre 2019 portant sur les modalités de calcul de l'ICHN 2019,
- VU** l'arrêté n°20/1044CE du Président du Conseil exécutif de Corse en date du 17 mars 2020 fixant le coefficient stabilisateur ICHN 2019,
- VU** l'arrêté n°20/1469CE du président du Conseil exécutif de Corse en date du 22 septembre 2020 fixant le coefficient stabilisateur provisoire ICHN 2020
- VU** l'arrêté n°ARR1504383SAEU du 29 juin 2015 portant institution du Comité régional de programmation des aides pour la période 2014-2020,
- VU** l'arrêté n°19/563CE du Président du Conseil exécutif de Corse en date du 24 septembre 2019 modifiant le règlement intérieur du Corepa,

**CONSIDERANT** les avis exprimés par les membres du Pré-Corepa lors de la consultation écrite organisée du 26 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2020,

**EN** sa qualité de Comité de Programmation,

Etant entendu que les imputations budgétaires des opérations réalisées au titre du PDRC sont, pour la plupart, effectuées sur le budget de l'organisme payeur ODARC et non sur le budget de la Collectivité de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**(SGCE – RAPPORT N° 4551)**

**ARTICLE PREMIER : DECIDE** de programmer les opérations d'aide au titre des sous-mesures 10.1 et 13 du PDRC telles que précisées dans les tableaux 1 et 2 ci-joints.

**ARTICLE 2 : DEMANDE** à l'ODARC d'engager et de payer les acomptes au titre de l'ICHN 2020 conformément au tableau 2 ci-joint.

**ARTICLE 3 : DECIDE** que la programmation, l'engagement et le paiement du solde de l'ICHN 2020 interviendront dès que le coefficient stabilisateur final de la campagne 2020 aura été fixé et validé par le Conseil Exécutif de Corse.

**ARTICLE 4 : DEMANDE** à l'ODARC de prendre les engagements comptables et juridiques individuels et d'assurer les paiements afférents aux opérations programmées ci-dessus.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1793CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, François SARGENTINI,

**ETAIT ABSENT : M.**

Lionel MORTINI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** l'accord de partenariat France approuvé par la Commission européenne le 8 août 2014, version transmise par SFC le 1<sup>er</sup> août 2014,
- VU** le Règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil de 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au FEDER, au FSE, au Fonds de cohésion, au FEADER et au FEAMP,
- VU** le Règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil de 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le FEADER,
- VU** le Règlement (UE) n°1306/2013 du parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune,
- VU** le Règlement (UE) n°1307/2013 du parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune,
- VU** l'arrêté du 14 février 2018 abrogeant l'arrêté du 16 août 2007 portant agrément de l'ODARC comme organisme payeur de dépenses financées par le FEADER

au titre du programme de développement rural de la Corse (PDRC),

- VU** la délibération n°13/233AC de l'Assemblée de Corse approuvant les orientations stratégiques agriculture, développement rural et forêt du 8 novembre 2013,
- VU** la délibération n°13/150AC de l'Assemblée de Corse approuvant les modalités de gouvernance de la gestion des programmes européens 2014-2020 du 25 juillet 2013,
- VU** la délibération n°15/217AC de l'Assemblée de Corse du 17 septembre 2015 portant sur la gouvernance du PDRC FEADER 2014-2020 et précisant le circuit de gestion et les services instructeurs de l'ensemble des mesures,
- VU** le PDRC 2014-2020 approuvé par la Commission européenne le 6 octobre 2015 et ses modifications,
- VU** l'arrêté n°ARR1504383SAEU du 29 juin 2015 portant institution du Comité régional de programmation des aides pour la période 2014-2020,

**CONSIDERANT** les avis exprimés par les membres du pré-Corepa le 2 décembre 2020,

**EN** sa qualité de Comité de Programmation,

Etant entendu que les imputations budgétaires des opérations réalisées au titre du PDRC sont, pour la plupart, effectuées sur le budget de l'organisme payeur ODARC et non sur le budget de la Collectivité de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

## **APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

### **(SGCE – RAPPORT N° 4583)**

**ARTICLE PREMIER** : **DECIDE** de programmer les opérations d'aide au titre des sous-mesures 4.1.1, 4.1.2, 4.2.1, 5.2, 6.4.2 et 7.2 du PDRC telles que précisées dans les tableaux 1 à 6 ci-joints.

**ARTICLE 2** : **DECIDE** de déprogrammer partiellement les opérations d'aide au titre des sous-mesures 4.1.1, 4.3.2 et 6.1 du PDRC conformément aux tableaux 1, 7 et 8 ci-joints.

**ARTICLE 3** : **ACCEPTE** les demandes d'avenants au titre des sous-mesures 4.1.1, 4.1.2, 4.3.2 et 6.1 du PDRC conformément aux notes de l'ODARC ci-jointes.

**ARTICLE 4** : **DEMANDE** à l'ODARC de prendre les engagements

comptables et juridiques individuels et d'assurer les paiements afférents aux opérations programmées ci-dessus.

**ARTICLE 5** :

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by a horizontal line and a flourish.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1794CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, François SARGENTINI,

**ETAIT ABSENT : M.**

Lionel MORTINI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** l'accord de partenariat France approuvé par la Commission européenne le 8 août 2014, version transmise par SFC le 1<sup>er</sup> août 2014,
- VU** le Règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil de 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au FEDER, au FSE, au Fonds de cohésion, au FEADER et au FEAMP,
- VU** le Règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil de 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le FEADER,
- VU** le Règlement (UE) n°1306/2013 du parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune,
- VU** l'arrêté du 14 février 2018 portant agrément d'un organisme payeur de dépenses financées par le FEADER, abrogeant l'arrêté du 16 août 2007 portant agrément de l'ODARC comme organisme payeur de dépenses financées par le FEADER en Corse,
- VU** la délibération n°13/233AC de l'Assemblée de Corse approuvant les orientations stratégiques agriculture, développement rural et forêt du 8

novembre 2013,

- VU** la délibération n°13/150AC de l'Assemblée de Corse approuvant les modalités de gouvernance de la gestion des programmes européens 2014-2020 du 25 juillet 2013,
  - VU** la délibération n°15/217AC de l'Assemblée de Corse du 17 septembre 2015 portant sur la gouvernance du PDRC FEADER 2014-2020 et précisant le circuit de gestion et les services instructeurs de l'ensemble des mesures,
  - VU** la décision d'exécution de la Commission européenne n°C (2019)6023 en date du 7 août 2019,
  - VU** le Programme de développement rural de la Corse (PDRC) approuvé par la Commission européenne le 6 octobre 2015 et ses modifications,
  - VU** la notification dans Osiris par le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt de l'enveloppe n°FX14PR9401/MULTI7462R1 pour un montant de 69 166 384 € au titre du FEADER 2014-2020 hors mesures surfaciques,
  - VU** l'arrêté n°20/1306CE du Président du Conseil exécutif de Corse en date du 23 juin 2020 modifiant les enveloppes de répartition du FEADER,
- EN** sa qualité d'autorité de gestion du PDRC,

Etant entendu que les imputations budgétaires des enveloppes de répartition des crédits du FEADER sont effectuées sur le budget de l'organisme payeur ODARC et non sur le budget de la Collectivité de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

## **APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

### **(SGCE – RAPPORT N° 4657)**

**ARTICLE PREMIER** : **DECIDE** de modifier les enveloppes de répartition des crédits du FEADER au titre du PDRC 2014-2020 conformément au tableau joint en annexe.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.



AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by a horizontal line and a small flourish.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1795CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4421-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n°20/069 AC de l'Assemblée de Corse du 24 avril 2020 approuvant la décision modificative n°1 du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n°20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 portant adoption du budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour 2020
- VU** la délibération n°20/189 AC de l'Assemblée de Corse du 26 novembre 2020 portant adoption de la décision modificative n°3 du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/200 AC de l'Assemblée de Corse portant adoption du volet « SALVEZZA » du plan SALVEZZA E RILANCIU (Acte I),

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**ADEC  
(SGCE – RAPPORT N° 4663)**

**ARTICLE PREMIER :** **PROCEDE** au virement des autorisations de programmes de dépenses imprévues rattachées au programme 6132, chapitre 950 pour la dotation du fonds Salvezza II Covid-19 :  
– à hauteur de 5,5 M€, sur le programme 2133, chapitre 906.

**ARTICLE 2 :** **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.P 2020

PROGRAMME : 2133 Mesures économiques Plan COVID-19

**MONTANT DISPONIBLE..... 5,5 millions d'euros**

**MONTANT AFFECTE.....5,5 millions d'euros**

Mesures d'urgence SALVEZZA II du plan Rilenciu è Salvezza adoptée par l'Assemblée de Corse le 27 novembre 2020 (délibération n°20/200 AC)

**DISPONIBLE A NOUVEAU.....0 euro**

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1796CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, François SARGENTINI,

**ETAIT ABSENT : M.**

Lionel MORTINI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** l'accord de partenariat France approuvé par la Commission européenne le 8 août 2014, version transmise par SFC le 1<sup>er</sup> août 2014,
- VU** le Règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil de 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au FEDER, au FSE, au Fonds de cohésion, au FEADER et au FEAMP,
- VU** le Règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil de 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le FEADER,
- VU** le Règlement (UE) n°1306/2013 du parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune,
- VU** le Règlement (UE) n°1307/2013 du parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune,
- VU** l'arrêté du 14 février 2018 abrogeant l'arrêté du 16 août 2007 portant agrément de l'ODARC comme organisme payeur de dépenses financées par le FEADER

au titre du programme de développement rural de la Corse (PDRC),

- VU** la délibération n°13/233AC de l'Assemblée de Corse approuvant les orientations stratégiques agriculture, développement rural et forêt du 8 novembre 2013,
- VU** la délibération n°13/150AC de l'Assemblée de Corse approuvant les modalités de gouvernance de la gestion des programmes européens 2014-2020 du 25 juillet 2013,
- VU** la délibération n°15/217AC de l'Assemblée de Corse du 17 septembre 2015 portant sur la gouvernance du PDRC FEADER 2014-2020 et précisant le circuit de gestion et les services instructeurs de l'ensemble des mesures,
- VU** le PDRC 2014-2020 approuvé par la Commission européenne le 6 octobre 2015 et ses modifications,
- VU** l'arrêté n°19/076CE du Président du Conseil exécutif de Corse en date du 27 mars 2019 portant sur la modification du zonage au titre de la mesure 13 du PDRC à compter de la campagne 2019,
- VU** l'arrêté n°19/565CE du Président du Conseil exécutif de Corse en date du 24 septembre 2019 portant sur les modalités de calcul de l'ICHN à compter de la campagne 2019,
- VU** l'arrêté n°18/313CE du Président du Conseil exécutif de Corse en date du 24 juillet 2018 fixant le coefficient stabilisateur pour le paiement de l'ICHN 2017,
- VU** l'arrêté n°20/1469CE du Président du Conseil exécutif de Corse en date du 22 septembre 2020 fixant un coefficient stabilisateur provisoire pour le paiement des acomptes ICHN 2020,
- VU** l'arrêté n°ARR1504383SAEU du 29 juin 2015 portant institution du Comité régional de programmation des aides pour la période 2014-2020,
- VU** l'Arrêté n°19/563CE du Président du Conseil exécutif de Corse en date du 24 septembre 2019 modifiant le règlement intérieur du Corepa,

**CONSIDERANT** les avis exprimés par les membres du pré-Corepa en consultation écrite du 8 au 11 décembre 2020,

**EN** sa qualité de Comité de Programmation,

Etant entendu que les imputations budgétaires des opérations réalisées au titre du PDRC sont, pour la plupart, effectuées sur le budget de l'organisme payeur ODARC et non sur le budget de la Collectivité de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**(SGCE – RAPPORT N° 4672)**

**ARTICLE PREMIER** : **DECIDE** de programmer les opérations d'aide au titre des sous-mesures 4.1.2, 6.1, 6.4.2(5E), 8.5, 8.6, 10.1.4.1, 10.1.4.2 et 13 du PDRC telles que précisées dans les tableaux 1 à 9 ci-joints.

**ARTICLE 2** : **DECIDE** de déprogrammer partiellement les opérations d'aide au titre des sous-mesures 1.1 et 4.1.1 du PDRC telles que précisées dans les tableaux 10 et 11 ci-joints.

**ARTICLE 3** : **DECIDE** de déprogrammer en totalité l'opération d'aide au titre de la sous-mesure 6.4.2(5E) du PDRC telle que précisée dans le tableau 4 et la demande du bénéficiaire ci-joints.

**ARTICLE 4** : **ACCEPTE** les demandes d'avenants au titre des sous-mesures 1.1, 4.1.1, 4.1.2 et 6.1 du PDRC conformément aux notes de l'ODARC ci-jointes.

**ARTICLE 5** : **DEMANDE** à l'ODARC d'engager et de payer les acomptes au titre de l'ICHN 2020 conformément au tableau 9 ci-joint.

**ARTICLE 6** : **DECIDE** que la programmation, l'engagement et le paiement du solde de l'ICHN 2020 interviendront dès que le coefficient stabilisateur final aura été fixé et validé par le Conseil Exécutif.

**ARTICLE 7** : **DEMANDE** à l'ODARC de prendre les engagements comptables et juridiques individuels et d'assurer les paiements afférents aux opérations programmées ci-dessus.

**ARTICLE 8** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by a horizontal line and a small flourish.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1797CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil,
- VU** la décision n° C(2014) 10147 du 17 décembre 2014 de la Commission européenne portant approbation de certains éléments du programme opérationnel intitulé « Corse » en vue d'un soutien du Fonds européen de développement régional et du Fonds social européen au titre de l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » pour la région Corse en France – CCI 2014FR16M2OP004,
- VU** la délibération n°15/218 AC de l'Assemblée de Corse du 17 septembre 2015 portant approbation du Programme opérationnel FEDER-FSE 2014- 2020, et autorisant le président du Conseil exécutif de Corse à procéder aux individualisations des crédits et à signer les conventions attributives d'aides afférentes,
- VU** le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes soutenus par les fonds structurels et



d'investissement européens pour la période 2014-2020,

- VU** l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret no 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020,
- VU** l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020,
- VU** l'arrêté conjoint n°R20-2020-05-28-002 en date du 28 mai 2020, modifiant l'ARR1705681SAEU du 1er septembre 2017, abrogeant et remplaçant l'arrêté conjoint n°ARR1503SAEU en date du 18 juin 2015, désignant la liste des services de la Collectivité de Corse, Autorité de gestion, de ses offices et agences responsables du suivi et/ou co-instructeurs et/ou consultés, et l'Etat pour les dossiers d'opérations subventionnés dans le cadre du programme opérationnel FEDER-FSE Corse 2014-2020,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- VU** l'avis favorable du COREPA en date du 22 octobre 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

## **APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

### **Prog FEDER FSE 2014-2020 (SGCE – RAPPORT N° 4643)**

**ARTICLE PREMIER :** DECIDE d'affecter les crédits FEDER suivants :

ORIGINE : B.P 2020

PROGRAMME : 2322 PO FEDER-FSE 2014-2020 Fonctionnement -

<b>MONTANT DISPONIBLE :</b> .....	<b>450 000 €</b>
<i>Association 2ème chance Bastia - « Ecole de la 2ème Chance (exercice 2020) » Dossier Synergie CO 0028333</i>	<b>204 202,40 €</b>
<b>TOTAL A AFFECTER :</b> .....	<b>204 202,40 €</b>
<b>DISPONIBLE À NOUVEAU :</b> .....	<b>245 797,60 €</b>

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a long horizontal line with a vertical stroke intersecting it near the center, and a small loop above the vertical stroke.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1798CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil,
- VU** la délibération n°13/150AC de l'Assemblée de Corse approuvant les modalités de gouvernance de la gestion des programmes européens 2014-2020 du 25 juillet 2013,
- VU** la décision n°C(2014) 10147 du 17 décembre 2014 de la Commission européenne portant approbation de certains éléments du programme opérationnel intitulé « Corse » en vue d'un soutien du Fonds européen de développement régional et du Fonds social européen au titre de l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » pour la région Corse en France – CCI 2014FR16M2OP004,
- VU** le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020,

- VU** l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret no 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020,
- VU** l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020,
- VU** la délibération n°15/218 AC de l'Assemblée de Corse en date du 17 septembre 2015 portant approbation du Programme opérationnel FEDER-FSE 2014-2020, et autorisant le président du Conseil exécutif de Corse à procéder aux individualisations des crédits et à signer les conventions attributives d'aides afférentes,
- VU** l'arrêté conjoint n°ARR1604416SAEU en date du 14 novembre 2016 abrogeant et remplaçant l'arrêté conjoint n°ARR1503SAEU en date du 18 juin 2015, désignant la liste des services de la Collectivité Territoriale de Corse, Autorité de gestion, de ses offices et agences responsables du suivi et/ou co-instructeurs et/ou consultés, et l'Etat pour les dossiers d'opérations subventionnés dans le cadre du programme opérationnel FEDER-FSE Corse 2014-2020,
- VU** l'arrêté n°20/1668CE du Conseil Exécutif de Corse en date du 17 novembre 2020 actant la modification du Document de Mise en Œuvre du PO FEDER-FSE 2014-2020,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse en date du 13 février 2020 portant approbation du Budget Primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020.
- VU** la délibération n°20/171 AC de l'Assemblée de Corse en date du 06 novembre 2020 portant approbation du Budget Supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020.
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au présent rapport,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

## **APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

### **Assistance technique FEDER (SGCE – RAPPORT N° 4653)**

**ARTICLE PREMIER :**      **DECIDE** d'affecter les crédits FEDER suivants :

SECTEUR :                      Affaires Européennes  
ORIGINE :                      B.S 2020

PROGRAMME : 2212 (Assistance technique FEDER)

**Montant Disponible :.....220 553,78 €**

**Domaine Assistance Technique :**

*Passation d'un accord cadre à bons de commande relatif aux besoins de la communication européenne de la Collectivité de Corse, autorité de gestion des fonds européens sur la Corse.*

**TOTAL A AFFECTER :.....150 000,00 €**

**Disponible à nouveau :..... 70 553,78 €**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1799CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4421-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 18/023 AC de l'Assemblée de Corse en date du 16 janvier 2018, portant délégation d'attributions au Président du Conseil exécutif de Corse,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n°20/069 AC de l'Assemblée de Corse du 24 avril 2020 approuvant la décision modificative n°1 du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n°20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 portant adoption du budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour 2020
- VU** la délibération n°20/189 AC de l'Assemblée de Corse du 26 novembre 2020 portant adoption de la décision modificative n°3 du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/200 AC de l'Assemblée de Corse portant adoption du

volet « SALVEZZA » du plan SALVEZZA E RILANCIU (Acte I),

**CONSIDERANT** que ce plan de Sauvegarde et de Relance comporte une mesure de très court terme visant à contribuer à la sauvegarde du tissu économique et social et à la cohésion de la société corse ;

**CONSIDERANT** que pour la mise en œuvre de cette mesure d'urgence, il est nécessaire de préciser les différents paramètres utiles au dépôt, à l'instruction et au paiement des demandes ;

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

## **APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

### **ADEC (SGCE – RAPPORT N° 4661)**

#### **ARTICLE PREMIER :**

**DIT** que pour le volet « Aide forfaitaire » à destination des entreprises fermées en décembre 2020, les critères d'éligibilité sont fixés tel qu'il suit :

- Entreprise de moins de 50 salariés.
- Fermée administrativement en décembre 2020 (interdiction totale d'accueil de la clientèle hors vente à emporter).
- Ayant perçu une aide du Fonds de solidarité pour les entreprises, indépendants, entrepreneurs au titre du mois de décembre 2020.

#### **ARTICLE 2 :**

**DIT** que pour le volet « Aide forfaitaire », l'aide sera calculée à partir de la formule suivante :

Aide SALVEZZA II (plafonnée à 3 000 euros) = Montant du CA de décembre 2019 – Montant de l'aide allouée au titre du Fonds de solidarité national pour décembre 2020.

#### **ARTICLE 3 :**

**DIT** que pour le volet « Loyer » à destination des entreprises ouvertes en décembre 2020, les critères d'éligibilité à l'octroi d'une aide permettant de prendre en charge une partie du montant de leur loyer de décembre sont fixés tel qu'il suit :

- Entreprises, artisans, commerçants, sociétés, association, employeuse de moins de 10 salariés.
- Ouvert(e)s en décembre.
- Accusant une perte de CA en décembre 2020/décembre 2019  $\geq 30\%$  et  $\leq 50\%$ .
- N'ayant pu bénéficier du FSNV1 au titre de décembre 2020.

#### **ARTICLE 4 :**

**DIT** que le volet « Loyer », l'aide sera calculée sur la base de 50% du montant du loyer de décembre 2020, plafonné à 1 000 euros.



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1800CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4421-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse portant règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/089 AC de l'Assemblée de Corse portant mise en œuvre d'un fonds de sauvegarde économique territoriale (« FONDS SALVEZZA »),
- VU** l'arrêté n°20/1428 CE du 28 juillet 2020 du Président du Conseil Exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Comité de massif**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4671)**



**ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** les mesures de simplification visant à alléger la procédure de dépôt et d'instruction des aides telles que figurant au rapport de Monsieur le Président du Conseil Exécutif et qui constitue une annexe au présent arrêté.

**ARTICLE 2 :**

**DIT** que ces mesures seront appliquées rétroactivement à l'ensemble des demandes en cours de dépôt ou finalisées présentes sur la plateforme MGDIS SALVEZZA.

**ARTICLE 3 :**

**DIT** que les périodes de chômage partiel intervenues lors de l'exécution des contrats de saisonnier sont sans incidence sur le montant de l'aide apportée dès lors que les critères d'éligibilité actés par l'Assemblée de Corse sont respectés.

**ARTICLE 4 :**

**DIT** qu'au titre de la simplification et de la fluidification de l'instruction des aides une demande qui manifestement sera rejetée en phase d'instruction pourra être rejetée en phase de recevabilité sans demande de complétude ou de rectification du dossier déposé.

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI

**ARTICLE 5 :**

**DIT** que pour chacun des volets de la mesure, une seule aide sera allouée par entreprise.

**ARTICLE 6 :**

**DIT** que les demandes d'aide seront réalisées par voie dématérialisée accompagnées d'une déclaration sur l'honneur cosignée par le demandeur de l'aide et son cabinet comptable attestant que l'entreprise remplit les conditions prévues par le présent arrêté et de l'exactitude des informations déclarées.

**ARTICLE 7 :**

**DIT** que l'instruction des demandes sera réalisée par les gestionnaires de l'ATC et de l'ADEC, chacune pour ce qui la concerne, et qu'une demande pourra être rejetée dès la phase de recevabilité s'il s'avère que celle-ci ne pourra manifestement faire l'objet d'une décision favorable en phase d'instruction.

**ARTICLE 8 :**

**DIT** que l'individualisation des aides sera réalisée par le Conseil Exécutif sur la base de rapports d'individualisations présentés par chacune des agences.

**ARTICLE 9 :**

**DIT** que le pré mandatement des aides sera réalisé par la DGA Stratégie, Innovation, Transformation (DGA SIT) sur la base des dossiers validés dans MGDIS et des documents d'individualisation transmis par les opérateurs.

**ARTICLE 10 :**

**DIT** que le courrier de notification d'attribution de l'aide sera cosigné par le président de chacune des agences et le président du Conseil Exécutif.

**ARTICLE 11 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1801CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IVème partie, et notamment son l'article L. 4422-16,
- VU** le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis,
- VU** le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au JOUE du 26 juin 2014,
- VU** les dispositions de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 relative à la Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite Loi NOTRe et plus particulièrement l'article 7 qui transfère aux régions, ou collectivités territoriales, la compétence en matière de financement d'actions d'accompagnement et de conseil organisées avant la création ou la reprise d'une entreprise et pendant les trois années suivantes, au bénéfice des personnes sans emploi ou rencontrant des difficultés pour s'insérer durablement dans l'emploi, pour lesquelles la création ou la reprise d'entreprise est un moyen d'accès, de maintien ou de retour à l'emploi,
- VU** la délibération n° 16/293 AC de l'Assemblée de Corse du 14 décembre 2016 portant adoption du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII),

- VU** les dispositions de la délibération n° 17/023 AC de l'Assemblée de Corse du 27 janvier 2017 portant transfert par l'Etat à la Collectivité Territoriale de Corse de la compétence en matière de financement des actions d'accompagnement et de conseil à la création / reprise d'entreprises au bénéfice des personnes sans emploi ou rencontrant des difficultés pour s'insérer durablement dans l'emploi,
- VU** la convention cadre n°1700089ADC du 4 septembre 2017,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 18/323 AC de l'Assemblée de Corse du 20 septembre 2018 approuvant la prorogation pour l'exercice 2018 du dispositif transitoire NACRE,
- VU** la délibération n°19/377 AC de l'Assemblée de Corse du 25 octobre 2019 portant approbation des dispositions relatives à la poursuite du dispositif NACRE (nouvel accompagnement pour la création et la reprise d'entreprise),
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** l'avenant n° 1 à la convention cadre, n° 20-2103 du 21 avril 2020,
- VU** l'arrêté n° 20/1213 CE du Conseil exécutif de Corse du 19 mai 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- VU** les pièces constitutives du dossier,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**ADEC - Actions régionales entreprises  
(SGCE – RAPPORT N° 4618)**

**ARTICLE PREMIER** : **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit, les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.P 2020  
PROGRAMME : 2131 FONCTIONNEMENT

**MONTANT DISPONIBLE :.....266 777,17 €**

**Agences de services de Paiement (ASP)**

Frais de gestion pour le Nouvel accompagnement pour la création et la reprise d'entreprise (NACRE) relatifs à l'année 2018

**MONTANT AFFECTE :.....31 000,00 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU :..... 235 777,17 €**

ORIGINE : B.P 2020  
PROGRAMME : 2131 INVESTISSEMENT

**MONTANT DISPONIBLE :.....4 901 062,94 €**

**Agences de services de Paiement (ASP)**

Crédits d'intervention pour le Nouvel accompagnement pour la création et la reprise d'entreprise (NACRE)

**MONTANT AFFECTE :.....58 000,00 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU :.....4 843 062,94 €**

**ARTICLE 2 :** DIT que les 33 222,83 € portés sur l'arrêté n° 20/1213 CE du 19 mai 2020 concernent les frais de gestion relatifs au traitement des phases antérieures à 2017.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1802CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,

**VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,

**VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**ADEC - Actions régionales entreprises  
(SGCE – RAPPORT N° 4619)**

**ARTICLE PREMIER : DECIDE** de procéder au désengagement des crédits des opérations suivantes :

**Désengagements sur le programme 2131 :**

**\* SARL NEUROMEDIASOFT**

Contrat de compétitivité TIC

- 36 628,84 €

Délibération n° DEL1602479 CE du 26 juillet 2016

Convention n° 1700050ADC du 15 mai 2017 modifié par l'avenant n°20-0278 du 6 janvier 2020

**\* SASU PUNTILE - BASTIA**

Contrat Corse Insertion

- 15 019,46 €

Arrêté N° ARR1800245CE en date du 25 janvier 2018

Convention n° 1800024ADC du 6 juin 2018

**MONTANT DESENGAGE 2016**

**36 628,84 €**

**MONTANT DESENGAGE 2018**

**15 019,46 €**

**ARTICLE 2 :**

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1803CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** les articles L 4422-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales
- VU** la délibération de l'Assemblée de Corse n°10/206AC en date du 25 novembre 2010 portant sur la contractualisation entre la Collectivité Territoriale de Corse et les établissements d'enseignement du second degré
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n°20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 6 novembre 2020 portant adoption du Budget Supplémentaire 2020
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Travaux de bâtiments**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4593)**



**ARTICLE PREMIER :** **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

TRAVAUX DE BATIMENTS – EPLE

ORIGINE : BP 2020      PROGRAMME : 4121      SECTION : INVESTISSEMENT

Montant disponible ..... 400 000 €

Montant affecté: ..... 400 000 €

EPLE	Opération	Montant
LP Jules ANTONINI	Travaux divers bâtiments	400 000 €

Disponible à nouveau ..... 0 €

**ARTICLE 2 :**      Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1804CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le Titre II, Livre IV, IVème partie,
- VU** le Code de l'Education,
- VU** l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et l'article 1 du décret 2001-495 du 6 juin 2001,
- VU** la loi n°20-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie locale,
- VU** la loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du Budget Primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

## APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

### Orientation TLV (SGCE – RAPPORT N° 4604)

**ARTICLE PREMIER :** **ADOPTÉ** le rapport du Président du Conseil exécutif de Corse.

**ARTICLE 2 :** **AUTORISE** le financement de la conception, la réalisation, le suivi d'une campagne de communication ainsi que la réalisation de supports de communication afférents permettant de médiatiser l'information de premier niveau relative à la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE).

**ARTICLE 3 :** **DECIDE** de répartir et d'affecter les crédits inscrits à la rubrique :

**ORIGINE : B.P 2020**

**PROGRAMME : 4610 - Chapitre : 932 - Compte : 65748**

Montant disponible : ..... 273 400 €

Campagne de communication obligation de formation 16-18 ans

Montant Affecté : ..... 42 000 €

Disponible à nouveau : .....231 400 €

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1805CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4421-1 à D.4425-53,
- VU** le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,
- VU** l'arrêté du 16 novembre 2020 modifiant l'arrêté du 22 juillet 2020 relatif aux taux des bourses d'enseignement supérieur du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation pour l'année universitaire 2020-2021, une aide de 150 € à destination des étudiants boursiers de l'enseignement supérieur,
- VU** la délibération 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du Budget Primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Participations centres de formation  
(SGCE – RAPPORT N° 4633)**

**ARTICLE PREMIER** : **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.P. 2020

PROGRAMME : N° 4211 formation professionnelle et apprentissage - section fonctionnement

**MONTANT DISPONIBLE..... 3 487 816,92 Euros**

Aide exceptionnelle de solidarité de 150 € aux 222 étudiants et élèves boursiers des formations sanitaires et sociales

**MONTANT AFFECTE .....33 300,00 Euros**

**DISPONIBLE A NOUVEAU .....3 454 516,92 Euros**

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1806CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le Titre II, Livre IV, IVème partie,
- VU** le Code de l'Education,
- VU** l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et l'article 1 du décret 2001-495 du 6 juin 2001,
- VU** la loi n°20-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie locale,
- VU** la loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018, portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20 /028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du Budget Primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Orientation TLV  
(SGCE – RAPPORT N° 4638)**

**ARTICLE PREMIER :**

**ADOpte** le rapport du Président du Conseil exécutif de Corse.

**ARTICLE 2 :**

**AUTORISE** le financement de la conception et de la réalisation de campagnes de communication ainsi que leurs déclinaisons sur les différents supports et outils de communication, tels que la conception et la réalisation de supports de communication écrits, prints et web, la réalisation et la diffusion de spots publicitaires audio et vidéo, destinés à médiatisation du Service Public Territorial de l'Orientation – CORSICA ORIENTAZIONE.

**ARTICLE 3 :**

**DECIDE** de répartir et d'affecter les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.P 2020  
PROGRAMME : 4610 - Chapitre : 932

Montant disponible : ..... 231 400 €

Campagne de Médiatisation du SPTO – CORSICA ORIENTAZIONE

Montant Affecté : ..... 100 000 €

Disponible à nouveau : .....131 400 €

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté fera l'objet d'une délibération au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by a horizontal line and a vertical stroke, and another horizontal line extending to the right.

Gilles SIMEONI





**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1807CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la VI partie du code du travail,
- VU** la loi n°2015-991 du 07 août portant nouvelle organisation territoriale de la République – Titre VII,
- VU** le contrat de plan de développement de la formation et de l'orientation professionnelle voté par l'Assemblée de Corse en date du 26 octobre 2017,
- VU** le Plan Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC) signé le 03 juillet 2019 entre la Collectivité de Corse et l'Etat,
- VU** la délibération n° 18/508 AC de l'Assemblée de Corse du 20 décembre 2018 autorisant le Président du Conseil exécutif de Corse à mettre en œuvre ce Pacte et signer les conventions y afférentes,
- VU** la délibération n°20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n°20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 adoptant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

## APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

### Participations centres de formation (SGCE – RAPPORT N° 4659)

**ARTICLE PREMIER** : **APPROUVE** l'avenant au Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 tel qu'annexé au présent arrêté.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1808CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n°20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 6 novembre 2020 portant approbation du budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Equipement GLE scientifique 2nd  
(SGCE – RAPPORT N° 4670)**

**ARTICLE PREMIER : APPROUVE** le présent rapport « Subvention complémentaire en raison des dégâts causés au lycée professionnel Jules Antonini par les inondations du 11 juin 2020 à Aiacciu ».

**ARTICLE 2 :** **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

**ORIGINE : B.S 2020 :** **PROGRAMME : 4129 Investissement**

**MONTANT DISPONIBLE** **491 500 euros**

**MONTANT AFFECTE :** **180 000 euros**

SUBVENTION COMPLEMENTAIRE INONDATION LP JULES ANTONINI

**DISPONIBLE A NOUVEAU :** **311 500 euros**

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1809CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n°20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 portant approbation du budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Equipement GLE scientifique 2nd  
(SGCE – RAPPORT N° 4675)**

**ARTICLE PREMIER :** **APPROUVE** le présent rapport « Aide à l'équipement et au fonctionnement des projets éducatifs et pédagogiques en milieu pénitentiaire au titre de l'année 2020-2021 ».

**ARTICLE 2 :** **APPROUVE** l'affectation d'un montant de **25 000 €** relatif au financement des projets éducatifs et pédagogiques en milieu pénitentiaire, au profit de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires - Sud-Est – Marseille au titre du programme « 4129 Equipement général scientifique du second degré » du Budget Supplémentaire (BS) 2020 réparti comme suit :

- 15 000 € au titre du programme « 4129 Equipement général scientifique du second degré » Investissement du Budget Supplémentaire (BS) 2020.
- 10 000 € au titre du programme « 4129 Equipement général scientifique du second degré » Fonctionnement du Budget Supplémentaire (BS) 2020.

**ARTICLE 3 :** **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit, les crédits inscrits aux rubriques :

**ORIGINE :** B.S 2020  
**PROGRAMME :** 4129 – FONCTIONNEMENT

**MONTANT DISPONIBLE :**.....**223 821,22 euros**  
Aide au fonctionnement des projets éducatifs et pédagogiques en milieu pénitentiaire au titre de l'année 2020-2021

**MONTANT AFFECTE**.....**10 000 euros**

**DISPONIBLE A NOUVEAU**.....**213 821,22 euros**

**PROGRAMME :** 4129 – INVESTISSEMENT

**MONTANT DISPONIBLE :**.....**311 500 euros**  
Aide à l'équipement des projets éducatifs et pédagogiques en milieu pénitentiaire au titre de l'année 2020-2021

**MONTANT AFFECTE**.....**15 000 euros**

**DISPONIBLE A NOUVEAU**.....**296 500 euros**

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by a horizontal line and a small flourish.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1810CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n°20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 6 novembre 2020 portant approbation du budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Equipement GLE scientifique 2nd**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4676)**

**ARTICLE PREMIER : APPROUVE** le présent rapport « Subventions Exceptionnelles d'Equipement pour les Collèges et Lycées de Corse relatives à la mise en œuvre du protocole sanitaire COVID19 et de l'enseignement à distance - Année scolaire



2020-2021 ».

**ARTICLE 2 :** **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

**ORIGINE : B.S 2020 :** **PROGRAMME : 4129 Investissement**

**MONTANT DISPONIBLE** **296 500 euros**

**MONTANT AFFECTE :** **296 500 euros**

**SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES D'EQUIPEMENT EPLE – COVID19**

Cullegghju FESCH	AIACCIU	3 900 €
Cullegghju ARTHUR GIOVONI	AIACCIU	5 000 €
Cullegghju LAETITIA BONAPARTE	AIACCIU	4 500 €
Cullegghju di BUNIFAZIU	BUNIFAZIU	1 800 €
Cullegghju di STILETTU	AIACCIU	3 800 €
Cullegghju JACQUES DE ROCCA SERRA	LIVIA	1 400 €
Cullegghju di PURTICHJU	PURTICHJU	3 100 €
Cullegghju LEON BOUJOT	PURTIVECHJU	4 300 €
Cullegghju MARIA DE PERETTI	PORTIVECHJU	3 800 €
Cullegghju JEAN NICOLI	PRUPIA	1 900 €
Cullegghju PAUL BUNGELMI	PITRETU	500 €
Cullegghju ANDRE GIUSTI	STA MARIA SICCHE	900 €
Cullegghju di BALEONE	SARRULA E CARCUPINU	4 800 €
Cullegghju GEORGES CLEMENCEAU	SARTE	1 400 €
Cullegghju CAMILLE BORROSSI	VICU	1 400 €
Cullegghju GIRAUD	BASTIA	3 800 €
Cullegghju di MONTESORU	MONTESORU	5 300 €
Cullegghju ST JOSEPH	BASTIA	1 600 €
Cullegghju VINCIGUERRA	BASTIA	2 800 €
Cullegghju di BIGUGLIA	BIGUGLIA	4 100 €
Cullegghju JEAN FELIX ORABONA	CALVI	3 300 €
Cullegghju PHILIPPE PESCETTI	CERVIONI	2 200 €
Cullegghju PASQUALE PAOLI	CORTI	2 700 €
Cullegghju PASQUALE PAOLI	LISULA	3 200 €
Cullegghju di LUCCIANA-MARIANA	LUCCIANA	4 600 €
Cullegghju di U CAPU	LURI	1 400 €
Cullegghju di MOLTIFAU	MOLTIFAU	1 400 €

Culleghju HENRI TOMASI	A PENTA DI CASINCA	3 300 €
Culleghju di FIUMORBU	I PRUNELLI DI FIUMORBU	5 400 €
Culleghju MARIA GHJENTILE	SAN FIURENZU	1 500 €
EREA	AIACCIU	4 400 €
Liceu FESCH	AIACCIU	15 100 €
Liceu LAETITIA BONAPARTE	AIACCIU	31 600 €
Liceu JEAN-PAUL DE ROCCA SERRA	PORTIVECHJU	16 100 €
Liceu GEORGES CLEMENCEAU	SARTE	6 200 €
Liceu FINUSELLU	AIACCIU	10 000 €
Liceu JULES ANTONINI	AIACCIU	8 400 €
Liceu GIOCANTE DE CASABIANCA	BASTIA	26 100 €
Liceu PAUL VINCENSINI	BASTIA	28 400 €
Liceu PASQUALE PAOLI	CORTI	6 300 €
Liceu di BALAGNA	LISULA	10 100 €
Liceu di FIUMORBU	I PRUNELLI DI FIUMORBU	8 400 €
Liceu FRED SCAMARONI	BASTIA	15 000 €
Liceu JEAN NICOLI	BASTIA	8 100 €
Liceu agriculu U RIZZANESE	SARTE	4 400 €
Liceu agriculu di BORGU-MARANA	BORGU	4 400 €
Liceu marittimu J. FAGGIANELLI	BASTIA	4 400 €
<b>DISPONIBLE A NOUVEAU :</b>		<b>0 euros</b>

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by a horizontal line and a small flourish.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1811CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la délibération n°19/317 AC de l'Assemblée de Corse en date du 27 septembre 2019 approuvant le schéma d'aide à la réussite et à la vie étudiante pour la période 2019-2023 et autorisant la mise en œuvre des mesures d'aide relatives qui en découlent,
- VU** l'arrêté n° 20/1374CE du Conseil exécutif de Corse en date du 21 juillet 2020 approuvant la modification de mesures d'aide relatives au Schéma d'Aide à la Réussite et à la Vie Étudiante 2019-2023,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Vie étudiante - Bourses  
(SGCE – RAPPORT N° 4693)**

**ARTICLE PREMIER :** DECIDE de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.S. 2020  
PROGRAMME : 4115 réussite et vie étudiante - section fonctionnement

**MONTANT DISPONIBLE.....797 740,70 €**

**Mesure 16** « Aide d'urgence pour les étudiants, du Schéma d'Aide à la Réussite et à la Vie Etudiante 2019-2023 », de la commission écrite du 10 décembre 2020.

Listing joint en annexe du présent arrêté. *(cf. annexe 1 « Liste des bénéficiaires Procédure écrite du 10 décembre 2020- Mesure 16 « Aides aux étudiants en situation de précarité ou en grande difficulté » du « Schéma d'aide à la réussite et à la vie étudiante 2019-2023 »).*

**MONTANT AFFECTE .....34 050,00 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU ..... 763 690,70 €**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1812CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République – Titre VII,
- VU** La délibération n°17/284 AC de l'assemblée de Corse du 21 septembre 2017 portant approbation du nouveau cadre pour le patrimoine,
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°18/392 AC de l'Assemblée de Corse du 25 octobre 2018 portant approbation du nouveau règlement des aides pour le patrimoine de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du Budget Primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n°10/257 CE du Conseil exécutif de Corse du 23 septembre 2010 portant approbation de l'individualisation des fonds patrimoine,
- VU** l'arrêté n°19/290 CE du Conseil exécutif de Corse du 11 juin 2019 portant approbation de l'individualisation des fonds patrimoine,
- VU** l'arrêté n°20/1534 CE du Conseil exécutif de Corse du 13 octobre 2020 portant approbation de l'individualisation des fonds patrimoine,

**VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Patrimoine - Restauration  
(SGCE – RAPPORT N° 4621)**

**ARTICLE PREMIER :** **DECIDE** de procéder à la désaffectation des opérations suivantes :

**Commune d'Altiani – Arrêté 10/257CE**

Réhabilitation de la chapelle San Michele.....- **36 524,00 €**

**Monsieur Jean Claude CASANOVA – Arrêté 20/1534CE**

Restauration de la toiture de la façade de la Casa Strenna à Ersa.....- **40 613,92 €**

**Commune de Rennu – Arrêté 20/1534CE**

Maitrise d'œuvre en vue de la restauration des vitraux de l'église Sainte Célestine.....- **7 991,20 €**

**ARTICLE 2 :** **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

**SECTEUR : Patrimoine**

ORIGINE : B.P.2020

PROGRAMME : 4411

CHAPITRE : 903 – FONCTION 312

**MONTANT DISPONIBLE : .....961 801,35 €**

**I – Le patrimoine immobilier - Patrimoine classé ou inscrit Monuments**

**Historiques** (*Chapitre 2 – mesure 2.1 du guide des aides patrimoine*)

**Commune de Carghese**

Restauration de l'église Saint Spyridon.....**95 886,00 €**

Complément d'une subvention affectée par l'arrêté 19/290 CE du Conseil exécutif du 11 juin 2019 en raison de nouveaux éléments apportés par la commune.

Taux d'intervention : 70%

**Commune de Casabianca**

Restauration du jeu de cloches du couvent Saint-Antoine.....**12 584,00 €**

Taux d'intervention : 80%

**Commune de Casabianca**

Réparation du moteur de la volée de la cloche et du tableau de commande de

l'église de l'annonciation.....**3 284,00 €**

Taux d'intervention : 80%

**Commune de Poghju Marinacciu**

Restauration de la toiture de l'église Saint-Blaise.....**13 560,00 €**

Taux d'intervention : 80%

**Commune de San Petru di Tenda**

Remplacement de la porte latérale de l'église.....**3 214,00 €**

Taux d'intervention : 70%

**Commune d'A Curbaghja (Cismonte)**

Restauration du vitrail d'A Nunziata.....**9 532,60 €**

Taux d'intervention : 70%

**Commune d'A Curbaghja (Cismonte)**

Etude préalable à la restauration du couvent Saint-Dominique.....**6 511,80 €**

**Commune de Bunifaziu (Pumonte)**

Complément de l'étude pour le sondage de reconnaissance des fortifications

.....**25 760,00 €**

Taux d'intervention : 70%

**Commune de Calvi (Cismonte)**

Travaux de rénovation de l'église Sainte Marie Majeure.....**65 000,00 €**

Réaffectation d'une subvention antérieure toilettée par erreur.

Taux d'intervention : 65%

**Pierre et Jean-Laurent CASANOVA – Ersu (Cismonte)**

Restauration de la toiture de la façade de la Casa Strenna à Ersu.....**44 881,92 €**

Réaffectation de la subvention précitée. La subvention est abondée par les frais de maîtrise d'œuvre qui n'étaient pas pris en compte dans l'affectation initiale

Taux d'intervention : 20%

**II – Le patrimoine immobilier - Patrimoine non protégé**

*(Chapitre 2 – mesure 2.2 du guide des aides patrimoine)*

**Commune de San Gavinu d'Ampugnani (Cismonte)**

Restauration de l'église paroissiale.....**50 000,00 €**

Complément d'une subvention affectée par l'arrêté 19/290 CE du Conseil exécutif du 11 juin 2019 en raison de nouveaux éléments relatifs à la mise en sécurité de l'édifice transmis par la commune.

Taux d'intervention : 75%

**Commune de Brandu (Cismonte)**

Restauration de la fontaine du port d'Erbalunga.....**11 218,68 €**

Taux d'intervention : 20%

**Commune de Lisula (Cismonte)**

Etude pour la restauration de l'église immaculée conception.....**37 764,50 €**

Taux d'intervention : 50%



**Commune de Piana (Pumonte)**

Restauration des fresques de l'église Sainte Martine..... **10 715,00 €**  
Taux d'intervention : 50%

**Commune d'U Petricaghju (Cismonte)**

Restauration des décors intérieurs de l'église paroissiale San Salvador  
..... **103 310,40 €**  
Taux d'intervention : 80%

**Commune de Santa Lucia di Tallà (Pumonte)**

Restauration du toit de l'église paroissiale..... **106 040,00 €**  
Taux d'intervention : 75%

**Commune de I Peri (Pumonte)**

Restauration église paroissiale Saint-Laurent..... **11 316,00 €**  
Taux d'intervention : 60%

**Commune de Santa Reparata (Cismonte)**

Chapelle San Bernardinu, restauration chevet, nef, autel et gradins..... **6 600,00 €**  
Taux d'intervention : 60%

**Commune d'Altiani (Cismonte)**

Réhabilitation de la chapelle San Michele..... **36 524,00 €**  
Réaffectation du reliquat d'une subvention affectée par arrêté 10/257CE du 23  
septembre 2010, et qui n'est plus accessible en comptabilité à la suite d'un problème  
technique sur le logiciel SEDIT.

**III – Le patrimoine mobilier classé Monuments Historiques, propriété de  
collectivités publiques**

(Chapitre 3 – Mesure 3.1.2 du guide des aides patrimoine)

**Commune de Vallica (Cismonte)**

Restauration de l'orgue ..... **109 276,16 €**  
*Taux d'intervention : 80%*

**Commune de Muntegrossu (Cismonte)**

Démontage de l'orgue et l'étude en vue de sa restauration..... **19 080,00 €**  
Taux d'intervention : 80%

**Commune de Ciamannacce (Pumonte)**

Restauration d'un meuble de la sacristie..... **11 600,00 €**  
*Taux d'intervention : 80%*

**Commune de Aiacciu (Pumonte)**

Restauration de deux pièces d'orfèvrerie..... **3 159,60 €**  
*Taux d'intervention : 40%*

**Commune de Aiacciu (Pumonte)**

Restauration du groupe sculpté Saint-Erasme..... **12 500,00 €**  
Taux d'intervention : 50%

**Commune de Bastelica (Pumonte)**

Restauration de 2 statues, « La Vierge à l'enfant et Saint Antoine de Padoue », et d'un tableau « Chemin de croix » de l'église Saint Michel.....**4 772,00 €**  
*Taux d'intervention : 40%*

**IV – Le patrimoine mobilier - Patrimoine non protégé**  
*(Chapitre 4 – mesure 4.2.2 du guide des aides patrimoine)*

**Commune de Palasca (Cismonte)**

Restauration de la statue Annonciation.....**9 800,00 €**  
*Taux d'intervention : 70%*

**Commune de Rusiu (Cismonte)**

Restauration 14 tableaux « le chemin de croix ».....**10 958,50 €**  
*Taux d'intervention : 75%*

**Commune de Lavatoghju (Cismonte)**

Restauration de la tribune de l'orgue.....**36 102,71 €**  
*Taux d'intervention : 70%*

**Commune de Aiacciu (Pumonte)**

Entretien des collections d'œuvres du Musée Fesch..... **20 833,50 €**  
*Taux d'intervention : 50%*

**MONTANT AFFECTE : .....891 785,77 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU : .....70 015,58 €**

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1813CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Sites ENS - Soutien des partenaires  
(SGCE – RAPPORT N° 4602)**

**ARTICLE PREMIER :** **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.S. 2020

PROGRAMME : 3215 Investissement

<b>MONTANT DISPONIBLE .....</b>	<b>167 000 €</b>
• <b>AMENAGEMENT ET ENTRETIEN DES ESPACES       NATURELS SENSIBLES.....</b>	<b>71 000 €</b>
• <b>CONVENTION BRGM SUTTA ROCCA.....</b>	<b>96 000 €</b>
<b>MONTANT AFFECTE.....</b>	<b>167 000 €</b>
<b>DISPONIBLE A NOUVEAU.....</b>	<b>0 €</b>

**ARTICLE 2** :           Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1814CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n°17/343 AC de l'Assemblée de Corse du 26 octobre 2017 portant approbation du règlement des aides mettant en œuvre le Schéma d'Aménagement, de Développement et de Protection du Massif de Corse,
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** La délibération n°19/439 AC de l'Assemblée de Corse du 29 novembre 2019 portant approbation de la révision du règlement des aides mettant en œuvre le Schéma d'Aménagement, de Développement et de Protection du Massif de Corse,
- VU** la délibération n°20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n°20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 portant approbation du budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** avis du comité technique et de la commission permanente du comité de massif consultée le 25 septembre 2020,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Comité de massif  
(SGCE – RAPPORT N° 4256)**

**ARTICLE PREMIER** : **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.S 2020

PROGRAMME : 3133 Fonctionnement

**MONTANT DISPONIBLE** : .....1 376 663,97 €

**MONTANT AFFECTE** : .....35 000,00 €

Association ciné 2000

*Festival Sinecime*

**MONTANT A AFFECTER** : .....35 000,00 €

**DISPONIBLE A NOUVEAU** : .....1 341 663,97 €

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1815CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n°17/343 AC de l'Assemblée de Corse du 26 octobre 2017 portant approbation du règlement des aides mettant en œuvre le Schéma d'Aménagement, de Développement et de Protection du Massif de Corse,
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** La délibération n°19/439 AC de l'Assemblée de Corse du 29 novembre 2019 portant approbation de la révision du règlement des aides mettant en œuvre le Schéma d'Aménagement, de Développement et de Protection du Massif de Corse,
- VU** la délibération n°20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n°20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 6 novembre 2020 portant approbation du budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** l'arrêté n°20/1413 CE du Conseil Exécutif de Corse du 28 juillet 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**CONSIDERANT** que le montant de la subvention (326 979,39 €) relatif à l'opération décrite ci-après a été affecté à tort en section d'investissement sur le programme 3133 alors que seule une partie de ce montant, soit 225 787,82 €, aurait dû être affecté en section de Fonctionnement sur le même programme,

**SUR** avis du comité technique et de la commission permanente du comité de massif consultée les 17 et 20 juillet 2020,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Comité de massif  
(SGCE – RAPPORT N° 4532)**

**ARTICLE PREMIER :** **DECIDE** de procéder à la désaffectation des subventions en section d'Investissement du programme 3133 comme suit :

ORIGINE : B.S 2020

PROGRAMME : 3133 INVESTISSEMENT

**MONTANT PRECEDEMMENT AFFECTE :.....326 979,39 €**

SIS 2B : Aide Fonds Montagne

**MONTANT A DESAFFECTE :**

**SIS 2B :..... 225 787,82 €**

*Dépenses de personnel – Produits pharmaceutiques et secouristes*

**ARTICLE 2 :** **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.S 2020

PROGRAMME : 3133 FONCTIONNEMENT

**MONTANT DISPONIBLE :.....1 341 663,97 €**

**SIS 2B :.....225 787,82 €**

*Dépenses de personnel – Produits pharmaceutiques et secouristes*

**MONTANT A AFFECTER :.....225 787,82 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU :.....1 115 876,15 €**



**ARTICLE 3** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by a horizontal line and a vertical stroke, and another horizontal line extending to the right.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1816CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la délibération n°17/343 AC du 26 octobre 2017 de l'Assemblée de Corse portant approbation du règlement des aides mettant en œuvre le Schéma d'Aménagement, de Développement et de la Protection de du Massif Corse,
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse ;
- VU** la délibération n°20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n°20/068 AC de l'Assemblée de Corse « Vince contr'à u COVID19 » du 24 avril 2020,
- VU** la délibération n°20/090 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juin 2020 portant approbation du dispositif transitoire du Fonds Montagne suite à la crise COVID-19,
- VU** la délibération n°20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 6 novembre 2020 portant approbation du budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Comité de massif  
(SGCE – RAPPORT N° 4585)**

**ARTICLE PREMIER** : **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.P 2020

PROGRAMME : 3133 Fonctionnement

**MONTANT DISPONIBLE** : .....**1 115 876,15 €**

Syndicat Mixte de l'Abattage en Corse: 720 000,00 €  
*Gratuité de l'abattage et du transport (novembre et décembre 2020)*

**MONTANT AFFECTE** : .....**720 000,00 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU** : .....**395 876,15 €**

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1817CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°20/068 AC « Vince contr'à u COVID19 » adoptée par l'Assemblée de Corse le 24 avril 2020 prévoyant dans le cadre de l'objectif 2 « renforcer les solidarités humaines et territoriales » de réorienter les interventions du Comité de Massif en faveur des territoires ruraux et de montagne subissant les effets de la crise sanitaire et économique.
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n°20/090 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juin 2020 portant approbation du dispositif transitoire du Fonds Montagne suite à la crise COVID-19,
- VU** la délibération n°20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 portant approbation du budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**SUR** avis favorables du comité technique et de la commission permanente du comité

de massif consultés le 27 novembre 2020,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Comité de massif  
(SGCE – RAPPORT N° 4615)**

**ARTICLE PREMIER** : **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.P 2020

PROGRAMME : 3133 Fonctionnement

**MONTANT DISPONIBLE** : .....**395 876,15 €**

Mesure socio-économique:.....20 000,00 €  
*Soutien à l'association A Rinascita (perte d'exploitation crise COVID)*

**MONTANT AFFECTE** : .....**20 000 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU** : .....**375 876,15 €**

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1818CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°19/439 AC 29 novembre 2020 de l'Assemblée de Corse portant approbation de la révision du règlement des aides mettant en œuvre le Schéma d'Aménagement, de Développement et de la Protection de du Massif Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n°20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 portant approbation du budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de la Corse,
- SUR** avis du comité technique et de la commission permanente du comité de massif consultés le 27 novembre 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Comité de massif  
(SGCE – RAPPORT N° 4609)**

**ARTICLE PREMIER :** DECIDE de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.P 2020

PROGRAMME : 3133 Investissement

**MONTANT DISPONIBLE :.....9 182 736,82 €**

**Commune de Corscia :.....125 000,00 €**  
*Première pose de compteurs d'eau*

**Commune de Moïta :.....5 865,00€**  
*Installation d'une pompe à chlore panneau solaires et réservoirs*

**Commune de Monaccia d'Orezza :.....6 300,00€**  
*Etude d'avant-projet pour mise à jour d'un schéma directeur des réseaux d'eau potable*

**Commune d'Arghjusta è Muricciu :.....44 744,00€**  
*Création & remise en état de sentier de forêt  
Mise en valeur du patrimoine*

**Commune de Partinellu :.....28 160,00€**  
*Pose de clôtures lutte contre divagation animale*

**Commune de Partinellu :.....63 004,80€**  
*Création d'une épicerie (commerce communal)*

**Commune de Morsiglia :.....77 400,00€**  
*Réhabilitation du réseau d'eau potable (casucciu)*

**Commune de Zonza :.....22 400,00 €**  
*Elaboration d'un schéma d'accueil du public pour la vallée du Cavu*

**Commune de Quenza :.....122 806,75€**  
*Travaux d'urgence de couverture de la toiture du château de Quenza*

**CC Celavu Prunelli :.....12 000,00€**  
*Etude pré opérationnelle pour la reconquête et la valorisation de la Haute Vallée de la Gravona*

**CC Celavu Prunelli :.....9 390,69€**  
*Etude pour la définition d'un plan de transport solide et de l'espace de bon fonctionnement du cours d'eau du Prunelli*

**Commune d'Azilone-Ampaza :.....14 820,00€**  
*Pose et branchement de compteur d'eau et de poteaux incendie dans le cadre de la réhabilitation du réseau de l'eau portable*

**Commune d'Azilone-Ampaza** : .....**3 601,00€**  
*Achat, installation et formation à l'utilisation de deux défibrillateurs*

**Syndicat Mixte de l'Abattage en Corse** : .....**1 620 684,80€**  
*Modernisation des structures et mise en place d'une logistique  
de gestion des déchets carnés*

**Lycée agricole de Sarté** : .....**78 657,66 €**  
*Acquisition de matériels pour l'aménagement d'une bergerie et  
d'un local de traite et de stockage*

**Commune de Loretu di Tallà** : .....**19 360,00 €**  
*Réfection du réseau d'eau potable suite au diagnostic*

**MONTANT AFFECTE** : .....**2 254 194,70 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU** : .....**6 928 542,12 €**

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes  
administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI





**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1819CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n°17/343 AC de l'Assemblée de Corse du 26 octobre 2017 portant approbation du règlement des aides mettant en œuvre le Schéma d'Aménagement, de Développement et de Protection du Massif de Corse,
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°19/439 AC de l'Assemblée de Corse du 29 novembre 2019 portant approbation de la révision du règlement des aides mettant en œuvre le Schéma d'Aménagement, de Développement et de Protection du Massif de Corse,
- VU** la délibération n°20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n°20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 adoptant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de la Corse,
- SUR** avis du comité technique et de la commission permanente du comité de massif consultée le 27 novembre 2020,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Comité de massif  
(SGCE – RAPPORT N° 4616)**

**ARTICLE PREMIER :** **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.S 2020

PROGRAMME : 3133 Fonctionnement

**MONTANT DISPONIBLE :.....375 876,15 €**

Communauté de communes de la Costa Verde **30 000,00 €**  
*Prise en charge du transport scolaire des élèves du secondaire  
du collège de CERVIONI vivant dans la vallée d'Alisgiani*

**MONTANT A AFFECTER :.....30 000,00 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU :.....345 876,15 €**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1820CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIT ABSENT : M.**

Jean BIANCUCCI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°19/438 AC de l'Assemblée de Corse du 29 novembre 2019 approuvant le règlement d'aides aux communes, intercommunalités et territoires,
- VU** la délibération n°20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020 ?
- VU** la saisine pour information de la Chambre des Territoires,
- VU** la saisine pour information de la commission des finances et de la fiscalité de l'Assemblée de Corse,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de la Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

## APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

### Equipements collectifs communaux (SGCE – RAPPORT N° 4625)

**ARTICLE PREMIER :** **APPROUVE** la 2ème individualisation des crédits 2020 au titre du règlement intempéries et incendies pour le Service des Politiques Urbaines, tel qu'il est proposé en annexe du présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits au programme :

ORIGINE : Budget 2020  
3141

PROGRAMME :

MONTANT DISPONIBLE..... 1 383 860 €

MONTANT AFFECTE..... 131 531 €


2ème individualisation des crédits au titre du dispositif Intempéries-Incendies du règlement transitoire d'aides aux communes, intercommunalités et territoires  
(Liste jointe en annexe)

DISPONIBLE A NOUVEAU..... 1 252 329 €

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1821CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n°17/050 AC de l'Assemblée de Corse du 24 février 2017 portant approbation du Schéma d'Aménagement, de Développement et de Protection de la Montagne Corse,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°19/439 AC 29 novembre 2020 de l'Assemblée de Corse portant approbation de la révision du règlement des aides mettant en œuvre le Schéma d'Aménagement, de Développement et de la Protection de du Massif Corse, qui prévoit la mise en œuvre d'un appel à projet destinés aux porteurs de projets issus du secteur privé en matière de « Tourisme de Montagne »,
- VU** la délibération n°20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n°20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 adoptant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- SUR** avis du comité technique et de la commission permanente du comité de massif consultés le 27 novembre 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

## APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

### Comité de massif (SGCE – RAPPORT N° 4626)

**ARTICLE PREMIER :** **APPROUVE** la rédaction de l'Appel à Projet relatif au tourisme de Montagne en faveur des porteurs de projets issus du secteur privé, tel que présenté dans l'annexe.

**ARTICLE 2 :** **AUTORISE** le lancement du présent Appel à Projet à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

**ARTICLE 3 :** **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.P + B.S 2020

PROGRAMME : 3133 Investissement

**MONTANT DISPONIBLE** **6 928 542,12 euros**

Appel à projet Tourisme de montagne 2021 **800 000 euros**

**MONTANT AFFECTE** **800 000 euros**

**DISPONIBLE A NOUVEAU** **6 128 542,12 euros**

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1822CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n°20/068 AC « Vince contr'à u COVID19 » adoptée par l'Assemblée de Corse le 24 avril 2020 prévoyant dans le cadre de l'objectif 2 « renforcer les solidarités humaines et territoriales » de réorienter les interventions du Comité de Massif en faveur des territoires ruraux et de ontagne subissant les effets de la crise sanitaire et économique,
- VU** la délibération n°20/089 AC 30 juin 2020 de l'Assemblée de Corse portant approbation du Fonds de sauvegarde économique territoriale, « fonds Salvezza»,
- VU** la délibération n°20/090 AC 30 juin 2020 de l'Assemblée de Corse portant approbation du dispositif transitoire du Fonds Montagne suite à la crise COVID-19,
- VU** la délibération n°20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 adoptant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,

**VU** l'arrêté 20/1428 CE du 28 juillet 2020 du Président du Conseil exécutif de Corse précisant les modalités d'application du fonds Salvezza,

**VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**SUR** proposition des services instructeurs de l'Agence de Développement Economique de la Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

## **APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

### **Comité de massif (SGCE – RAPPORT N° 4627)**

**ARTICLE PREMIER :** **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.P + B.S 2020                      PROGRAMME : 3133 Fonctionnement

**MONTANT DISPONIBLE :.....345 876,15 €**

**Mesures socio-économiques :.....15 000,00 €**

*Volet socio-économique Fonds Salvezza*  
(Liste des bénéficiaires jointe en annexe)

**MONTANT AFFECTE :.....15 000 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU :.....330 876,15 €**

**ARTICLE 2 :**                      Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.



AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by a horizontal line and a small flourish.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1823CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de Mme Marie-Antoinette MAUPERTUIS en application des dispositions du sixième alinéa de l'article L. 4422-25 du code général des collectivités territoriales.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Lauda GUIDICELLI, Gilles SIMEONI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la délibération n°18/139AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°19/340AC de l'Assemblée de Corse adoptant le nouveau règlement des aides en faveur du logement et de l'habitat pour une réponse politique forte et innovante face aux phénomènes de spéculation, de dépossession et de difficultés d'accès au logement « Una casa per tutti, una casa per Ognunu »,
- VU** la délibération n°20/028AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Habitat logement**

**(SGCE – RAPPORT N° 4645)**

**ARTICLE PREMIER :** **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits aux rubriques :

ORIGINE : B.P. 2020

PROGRAMME : 3151

**MONTANT DISPONIBLE : ..... 162 730 €**

COMMUNAUTE DE COMMUNES CELAVU-PRUNELLI

Suivi et d'animation OPAH- 2020 (4<sup>ème</sup> année) 16 190 €

BASTIA

Suivi et d'animation **OPAH- RU** 2020 (6<sup>ème</sup> année) 24 000 €

BASTIA

Suivi et d'animation **OPAH- CD** 2020 (6<sup>ème</sup> année) 24 000 €

PRUPIA

Suivi et d'animation **OPAH- 2020** (4<sup>ème</sup> année) 20 934 €

**MONTANT AFFECTE : .....85 124 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU : .....77 606 €**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1824CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n°19/340AC de l'Assemblée de Corse adoptant le nouveau règlement des aides en faveur du logement et de l'habitat pour une réponse politique forte et innovante face aux phénomènes de spéculation, de dépossession et de difficultés d'accès au logement « Una casa per tutti, una casa per Ognunu »,
- VU** la délibération n°18/139AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°20/028AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Habitat logement**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4646)**

**ARTICLE PREMIER : DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits aux

rubriques :

ORIGINE : B.P. 2020

PROGRAMME : 3151 – HABITAT- LOGEMENT

**MONTANT DISPONIBLE**

**4 952 353 €**

**1-1 Communes et intercommunalités : acquisition – amélioration de bâtiments destinés à accueillir du logement locatif à prix encadré, réhabilitation de logements communaux existants.**

ALTAGHJE

Travaux de réfection du toit du logement communal 7 464 €

CASAGLIONE

Travaux d'isolation, d'étanchéité et d'électricité des 2 logements Piazza Piticchi  
20 470 €

CURRA

Travaux d'installation d'un chauffage à bois dans le logement communal (ancien presbytère)  
2 488 €

ERONE

Travaux de rénovation du logement communal 10 940 €

LIVESI

Acquisition de 2 parcelles cadastrées D614 et D 617 afin d'y bâtir un ou plusieurs logements communaux  
28 000 €

A PIANA

Travaux de réhabilitation de l'immeuble presbytère comprenant 3 logements : ravalement et réfection des fenêtres  
92 442 €

PITRUSEDDE

Acquisition de 8 logements en VEFA lotissements Laetitia et Les jardins de Sorbella  
530 400 €

U SALGE

Travaux de réhabilitation de la maison Capanacce 70 400 €

SAN LORENZU

Acquisition d'un bien bâti cadastré B 748 16 000 €

SARI D'URCINU

Travaux de réfection du presbytère pour y créer 3 logements 192 000 €

TUMINU

Travaux de rénovation des menuiseries extérieures du logement communal cadastré 1135/1136  
7 146 €

**1-2 Communes et inter-communalités : Acquisition foncière, construction de bâtiments destinés à accueillir du logement à prix encadré.**

## SAN LORENZU

Acquisition d'une parcelle cadastrée B901 17 600 €

### **1-3 Communes et inter-communalités : acquisition foncière et aménagement de terrain à vocation d'accueil de résidences principales- Opérations favorisant l'accession à la propriété.**

#### PITRUSEDDE

Travaux d'aménagement du lotissement Punta di Pinareddu 270 000 €

### **2-1 Aide aux primo – accédants à la propriété**

8 dossiers 167 173 €

### **3-1 HLM : Logement locatif social**

#### SA HLM ERILIA :

Acquisition en VEFA de 27 logements (17 PLUS et 10 PLAI), résidence l'Avenue Bât 6 et 7, route de l'aéroport à LUCCIANA 199 000 €

#### 3F SUD :

Acquisition en VEFA de 49 logements (25 PLUS, 15 PLAI et 9 PLS), résidence San Angelo, quartier Folelli à PENTA DI CASINCA 295 000 €

### **3-4 Convention d'objectifs et de moyens avec l'OPH CDC**

#### OPH CDC :

Mission de diagnostic complet des toitures de l'ensemble du patrimoine immobilier de l'OPH 2C et rédaction des documents techniques, en vue de la passation des marchés de travaux d'entretien des toitures 112 224 €

### **4-2 et 4-3 Aide aux propriétaires bailleurs ou occupants modestes dans les OPAH**

#### COMMUNAUTE DE COMMUNES SPELUNCA-LIAMONE :

Attribution d'une prime à un propriétaire occupant, dans le cadre de l'OPAH menée sur le territoire communautaire 4 000 €

#### COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS AJACCIEN :

Attribution de 3 primes à 3 propriétaires occupants, dans le cadre de l'OPAH menée sur le territoire communautaire 10 810 €

#### COMMUNE DE BASTIA :

Attribution de 3 primes à 1 propriétaire occupant et 2 propriétaires bailleurs, dans le cadre de l'OPAH menée sur le territoire communal 9 799 €

#### COMMUNE DE CORTI :

Attribution de 2 primes à 2 propriétaires occupants, dans le cadre de l'OPAH menée sur le territoire communal 7 108 €

#### COMMUNE DE PRUPIA :

Attribution d'une prime à un propriétaire occupant, dans le cadre de l'OPAH menée sur le territoire communal 10 000 €

**MONTANT AFFECTE :** 2 080 464 €

**DISPONIBLE A NOUVEAU :** 2 871 889 €

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1825CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
  - VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
  - VU** la délibération n°19/438 AC de l'Assemblée de Corse du 29 novembre 2019 approuvant le règlement d'aides aux communes, intercommunalités et territoires,
  - VU** la délibération n°20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
  - VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
  - VU** la saisine pour information de la Chambre des Territoires,
  - VU** la saisine pour information de la Commission des finances et de la fiscalité de l'Assemblée de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Fonds de solidarité territorial  
(SGCE – RAPPORT N° 4651)**



**ARTICLE PREMIER** : **APPROUVE** l'individualisation des crédits relatifs au dispositif du Fonds de Solidarité Territoriale au titre du règlement d'aides aux communes, intercommunalités et territoires pour 2020,

**ARTICLE 2** : **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits au programme :

ORIGINE : BP 2020

PROGRAMME : 3147

**MONTANT DISPONIBLE** : ..... **1 898 178 €**

**MONTANT AFFECTE** : ..... **887 754 €**  
Fonds de solidarité Territoriale - (Liste jointe en annexe)

**DISPONIBLE A NOUVEAU** : ..... **1 010 424 €**

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1826CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, François SARGENTINI,

**ETAIT ABSENT : M.**

Lionel MORTINI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°19/438 AC de l'Assemblée de Corse du 29 novembre 2019 approuvant le règlement d'aides aux communes, intercommunalités et territoires,
- VU** la délibération n°20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- VU** la saisine pour information de la Chambre des Territoires,
- VU** la saisine pour information de la Commission des finances et de la fiscalité de l'Assemblée de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Fonds de territorialisation  
(SGCE – RAPPORT N° 4656)**

**ARTICLE PREMIER :** **APPROUVE** l'individualisation des crédits relatif au dispositif intitulé « Fonds de Territorialisation » au titre du règlement d'aides aux communes, intercommunalités et territoires,

**ARTICLE 2 :** **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits au programme :

ORIGINE : BP 2020

PROGRAMME : 3146

**MONTANT DISPONIBLE..... 220 569,73 €**

Individualisation des crédits du Fonds de Territorialisation au titre du règlement d'aides aux communes, intercommunalités et territoires :

- Commune de Belgudè : Prestations de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation de la bâtisse « U Palazzu »

**MONTANT AFFECTE :..... 150 500 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU :..... 70 069,73 €**

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1827CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIT ABSENTE : Mme**

Bianca FAZI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°2017-1110 de la commission permanente du 17 juillet 2017 devenue exécutoire le 20 juillet 2017 relative au financement de l'annexe Eugénie du Centre hospitalier d'Aiacciu,
- VU** l'arrêté attributif individuel du 26 juillet 2017 portant attribution au Centre Hospitalier d'Aiacciu d'une subvention d'investissement pour la mise en sécurité de l'annexe Eugénie,
- VU** la délibération n°20/028 AC de l'Assemblée de Corse en date du 13 février 2020 portant approbation du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de la Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

## APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

### Aider les associations du secteur social (SGCE – RAPPORT N° 4540)

**ARTICLE PREMIER** : **APPROUVE** la prorogation du délai de caducité de la subvention d'un montant de 75 740,04 € allouée au Centre hospitalier d'Aiacciu en date du 17 juillet 2017 au titre de la mise en sécurité de l'annexe Eugénie (programme 5112) pour un délai de 2 ans supplémentaire soit jusqu'au 31 décembre 2022.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1828CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la délibération n° 19/023 AC de l'Assemblée de Corse en date du 21 février 2019 approuvant le nouveau cadre de référence de la Collectivité en matière d'interventions sociale, médico-sociale et de santé,
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse en date du 30 mai 2018 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du Budget Primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Action sanitaire et sociale**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4622)**

**ARTICLE PREMIER :** **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : BP 2020

PROGRAMME : 5211

**MONTANT DISPONIBLE.....112 471,09 €**

**ASSOCIATION « LA MAISON DU SACRE COEUR » - BASTIA**

Programme d'activités de la maison d'hébergement.....5 000,00 €

**MONTANT AFFECTE.....5 000,00 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU.....107 471,09 €**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1829CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la délibération n° 19/023 AC de l'Assemblée de Corse en date du 21 février 2019 approuvant le nouveau cadre de référence de la Collectivité en matière d'interventions sociale, médico-sociale et de santé,
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse en date du 30 mai 2018 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du Budget Primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** l'arrêté n° 20/1638 CE du Président du Conseil exécutif de Corse en date du 10 novembre 2020, portant individualisation du fonds,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Action sanitaire et sociale**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4628)**

**ARTICLE PREMIER : RAJOUTE** à l'article 2 de l'arrêté n° 20/1638 CE du Président du Conseil exécutif du 10 novembre 2020 :



« APPROUVE la convention de financement entre la Collectivité de Corse et l'Association des Paralysés de France – territoire Corse », telle que jointe en annexe.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by a horizontal line and a small flourish.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1830CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IVème partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** le code de l'action sociale et des familles,
- VU** le code de la santé publique,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la convention de gestion du fonds de parentalité avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de Corse-du-Sud, en date du 9 mars 2019, en application de la délibération n°19/024 AC de l'Assemblée de Corse réunie le 21 février 2019 autorisant le Président du Conseil exécutif de Corse à signer ladite convention,
- VU** la convention de gestion du fonds de parentalité avec la Caisse d'allocations familiales (CAF) de Haute -Corse, en date du 9 mai 2019, en application de la délibération n°19/135 AC de l'Assemblée de Corse réunie le 15 avril 2019 autorisant le Président du Conseil exécutif de Corse à signer ladite convention,
- VU** l'avenant financier à la convention de gestion du fonds de parentalité CAF – CISMONTÉ du 13 mai 2020,
- VU** l'avenant financier à la convention de gestion du fonds de parentalité CAF –

PUMONTE du 13 mai 2020,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Prestations aide sociale à l'enfance  
(SGCE – RAPPORT N° 4682)**

**ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** l'individualisation, telle que présentée en annexe, de 15 actions CLAS sélectionnées sur le Pumonte pour un montant total de 8 800 € pour l'année 2020-2021, crédits du fonds de parentalité cogéré avec la CAF de Corse-du-Sud.

**ARTICLE 2 :**

**APPROUVE** l'individualisation, telle que présentée en annexe, de 7 actions CLAS sélectionnées sur le Cismonte d'un montant total de 6 595,64 € pour l'année 2020-2021, crédits du fonds de parentalité cogéré avec la CAF de Haute-Corse.

**ARTICLE 3 :**

**PRECISE** que les crédits correspondants seront imputés au budget de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020 au programme 5151, chapitre 934, fonction 4214, nature 65568.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1831CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IVème partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** l'article 30 de la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- VU** l'article 19 de l'ordonnance n°2016-1561 du 21 novembre 2016 qui fixe les dispositions applicables en matière budgétaire et comptable pour l'année de création de Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°19/152 AC de l'Assemblée de Corse du 23 mai 2019 autorisant le Président du Conseil Exécutif de Corse à signer les partenariats à mettre en œuvre dans le cadre du 11ème programme d'intervention de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse,
- VU** la délibération n°19/438 AC de l'Assemblée de Corse du 29 novembre 2019 portant approbation du règlement des aides aux communes, intercommunalités et territoires de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n°20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 6 novembre 2020 portant approbation du Budget Supplémentaire de la Collectivité de Corse pour

l'exercice 2020,

**VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Programme AEP - Assainissement  
(SGCE – RAPPORT N° 4636)**

**ARTICLE PREMIER :** **APPROUVE** la 5ème individualisation des crédits au titre de l'accord-cadre entre l'Agence de l'Eau et la Collectivité de Corse telle que figurant dans le tableau en annexe.

**ARTICLE 2 :** **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits au programme

ORIGINE : Budget 2020	Programme 3144
Disponible.....	1 408 400,07 €
Montant à affecter.....	925 953,00 €
Disponible à nouveau.....	482 447,07 €

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1832CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** les articles L 4422-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,
- VU** l'article 30 de la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- VU** l'article 19 de l'ordonnance n°2016-1561 du 21 novembre 2016 qui fixe les dispositions applicables en matière budgétaire et comptable pour l'année de création de Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°19/438 AC de l'Assemblée de Corse du 29 novembre 2019 portant approbation du règlement des aides aux communes, intercommunalités et territoires de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n°20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 6 novembre 2020 portant approbation du budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

## APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

### Programme AEP - Assainissement (SGCE – RAPPORT N° 4640)

**ARTICLE PREMIER :** **DECIDE** de désaffecter ainsi qu'il suit les opérations suivantes sur les crédits inscrits à la rubrique :  
(Voir tableau ci-joint)

**ARTICLE 2 :** **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits au programme (voir tableau ci-joint) :

ORIGINE : Budget 2020	Programme 3144
Disponible.....	482 447,07 €
Montant à affecter.....	449 150,40 €
Disponible à nouveau.....	33 296,67 €

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1833CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 18/164AC de l'Assemblée de Corse du 31 mai 2018 portant adoption du règlement des aides sport de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n°20/068 AC de l'Assemblée de Corse du 24 avril 2020 adoptant le rapport « VINCE CONTR'A U COVID-19 »,
- VU** la délibération n°20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Aider le sport**



**(SGCE – RAPPORT N° 4652)**

**ARTICLE PREMIER** : **DECIDE** de répartir conformément au tableau ci-joint les crédits inscrits à la rubrique :

**ORIGINE : BP + BS 2020**

**PROGRAMME : 4514 FCT**

**MONTANT DISPONIBLE : .....782 629 euros**

**MONTANT AFFECTE : .....42 000 euros**

Conformément au tableau de répartition annexé (72 dossiers)  
« Sporti-Pass - Saison sportive 2020 / 2021 »

**DISPONIBLE A NOUVEAU : .....740 629 euros**

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by a horizontal line and a vertical stroke, and another horizontal line.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1834CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mars 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 18/164 AC de l'Assemblée de Corse du 31 mai 2018 portant adoption du règlement des aides sport de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 6 novembre 2020 adoptant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Aider le sport**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4655)**

**ARTICLE PREMIER :** **DÉCIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

**ORIGINE : BP+BS 2020**

**PROGRAMME : 4514 FCT**

**MONTANT DISPONIBLE :.....740 629 euros**

**MONTANT AFFECTE :.....47 200 euros**

Dispositif Aide aux sportifs de Haut Niveau  
38 dossiers- Saison sportive 2019/2020  
(Tableau de répartition en annexe)

**DISPONIBLE A NOUVEAU :.....693 429 euros**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1835CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIT ABSENT : M.**

Saveriu LUCIANI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 18/164 AC de l'Assemblée de Corse en date du 31 mai 2018 portant adoption du règlement des aides sport de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020, portant approbation du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/068 AC de l'Assemblée de Corse du 24 avril 2020 relative à l'opération « vince contr'à u covid 19 »,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 6 novembre, portant approbation du budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Aider le sport  
(SGCE – RAPPORT N° 4677)**

**ARTICLE PREMIER :** **DECIDE** de répartir conformément au tableau ci-joint les crédits inscrits à la rubrique :

**ORIGINE : BP + BS 2020**

**PROGRAMME : 4514 (Aider le sport)**

**MONTANT DISPONIBLE : .....2 766 069 euros**

**MONTANT AFFECTE : .....2 762 332 euros**

Dispositifs « Equipements et mobiliers sportifs »

3<sup>ème</sup> rapport 2020 – 2 dossiers (Tableau de répartition en annexe)

**DISPONIBLE A NOUVEAU : .....3 737 euros**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1836CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association,
- VU** le décret du 16 août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association,
- VU** l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, modifié par la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire,
- VU** la circulaire du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations, annexe I, point 4 venant en application de la loi 2000-321 du 12 avril 2000,
- VU** l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales,
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°18/396 AC de l'Assemblée de Corse du 25 octobre 2018 portant adoption du cadre d'intervention transitoire en faveur du mouvement associatif du domaine « Aménagement du Territoire »,
- VU** la délibération n°18/462 AC de l'Assemblée de Corse du 29 novembre 2018

approuvant le nouveau dispositif de relations aux associations et du règlement général interne d'intervention d'aides au mouvement associatif,

**VU** la délibération n°20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,

**VU** la délibération n° 20/068 AC de l'Assemblée de Corse du 24/04/2020 adoptant le rapport « vince contr'à u covid-19 »

**VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

## **APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

### **Vie associative (SGCE – RAPPORT N° 4549)**

**ARTICLE PREMIER** : **APPROUVE** la 9<sup>ème</sup> individualisation des aides au mouvement associatif pour le domaine de l'aménagement du territoire pour l'exercice 2020 telle que figurant en annexe sur la base des informations fournies et des justificatifs remis par l'association au regard de l'objet de la demande de financement.

**ARTICLE 2** : **AFFECTE** les subventions allouées sur les programmes tels que détaillés ci-dessous :

ORIGINE : B.P 2020	PROGRAMME : 3131 FCT
MONTANT DISPONIBLE .....	417 811 €
MONTANT TOTAL A AFFECTER.....	23 400 €
DISPONIBLE A NOUVEAU.....	394 491 €

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by a horizontal line and a small flourish.

Gilles SIMEONI





**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1837CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53;
- VU** la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association,
- VU** le décret du 16 août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association,
- VU** l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, modifié par la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire,
- VU** la circulaire du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations, annexe I, point 4 venant en application de la loi 2000-321 du 12/04/2000,
- VU** l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales,
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°18/396 AC de l'Assemblée de Corse du 25 octobre 2018 portant adoption du cadre d'intervention transitoire en faveur du mouvement associatif du domaine « Aménagement du Territoire »,
- VU** la délibération n° 18/462 AC de l'Assemblée de Corse du 29 novembre 2018 approuvant le nouveau dispositif de relations aux associations et du règlement

général interne d'intervention d'aides au mouvement associatif,

**VU** la délibération n°20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,

**VU** la délibération n° 20/068 AC de l'Assemblée de Corse du 24 avril 2020 adoptant le rapport « vince contr' à u covid-19 »,

**VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

## **APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

### **Vie associative (SGCE – RAPPORT N° 4576)**

**ARTICLE PREMIER** : **APPROUVE** la 10<sup>ème</sup> individualisation des aides au mouvement associatif pour le domaine de l'aménagement du territoire pour l'exercice 2020 telle que figurant en annexe sur la base des informations fournies et des justificatifs remis par l'association au regard de l'objet de la demande de financement.

**ARTICLE 2** : **AFFECTE** la subvention allouée sur le programme tel que détaillé ci-dessous :

ORIGINE : B.P 2020	PROGRAMME : 3131
MONTANT DISPONIBLE .....	394 411 €
MONTANT TOTAL A AFFECTER.....	8 000 €
DISPONIBLE A NOUVEAU.....	386 491 €

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by a horizontal line and a small flourish.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1838CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n°13/233 AC du 8 novembre 2013 de l'Assemblée de Corse relative aux Orientations Stratégiques Agriculture, Développement Rural et Forêt,
- VU** la délibération n°1406317 du 15 décembre 2014 du Conseil Exécutif de Corse, en ce qui concerne le lancement de l'Appel à Projets 2015-2018 « Projets pour le développement des filières agricole de production »,
- VU** les lignes directrices de l'Union européenne concernant les aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales 2014-2020 (2014/C 204/01),
- VU** le règlement (CE) n° 702/2014 du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,
- VU** le régime cadre notifié n° SA 39677 « Aides aux actions de promotion des produits agricoles »,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020

adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**ODARC - Dvpt rural - Hors FEADER TOP UP  
(SGCE – RAPPORT N° 4552)**

**ARTICLE PREMIER** : **DECIDE** sur proposition du service instructeur ODARC, de modifier le montant éligible de l'investissement ainsi que l'état récapitulatif des dépenses de la convention 01M14598W « Promotion des AOP Prisuttu, Coppa di Corsica et Lonzu » au titre du Plan d'Avenir 2015-2018, sur crédits CdC hors Top Up et hors FEADER inscrits au budget de l'ODARC, soit une diminution du montant de subvention de 6 727,20 €, ainsi que détaillé dans le rapport joint en annexe.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1839CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** le RÈGLEMENT (UE) 2019/316 DE LA COMMISSION du 21 février 2019 modifiant le règlement (UE) no 1408/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**ODARC - Opérations spécifiques**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4554)**

**ARTICLE PREMIER** : **DECIDE**, sur proposition du service instructeur ODARC, d'engager la participation financière de la Collectivité de Corse sur le budget de l'ODARC au titre du programme « **Opérations spécifiques** » dispositif « **Gestion de crise** » dans le cadre de « Complément de Programmation SAS

PIERUCCI- Aide à la valorisation du lait des exploitations fermières vendu aux laiteries pendant la crise sanitaire liée à la COVID-19» pour un montant total de **6 370,20 €** tel que présenté en annexe.

**ARTICLE 2** :

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by a horizontal line and a vertical stroke, and another horizontal line extending to the right.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1840CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** le régime d'aides exempté n° SA 42062 (2015/XA), relatif aux aides au transfert de connaissances et aux actions d'information dans le secteur forestier pour la période 2015-2020, adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier n° 702/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 1er juillet 2014,
- VU** l'arrêté n° 19/012CE du Conseil Exécutif du 22 janvier 21019 autorisant l'ODARC à mettre en œuvre un dispositif d'accompagnement triennal 2019/2021 de 90 000 € en faveur de la coopérative A Silva, pour le projet de développement de la filière liège,
- VU** la convention cadre triennale 2019 – 2021 pour l'accompagnement d'une action en faveur de la mise en valeur des forêts de lièges dégradées dans un objectif de développement de la filière liège,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**



**ODARC - Dvpt rural - Hors FEADER TOP UP  
(SGCE – RAPPORT N° 4565)**

**ARTICLE PREMIER** : **DECIDE** sur proposition du service instructeur ODARC, d'engager les fonds CdC Hors Feader Hors Top up inscrits au budget de l'ODARC, dans le cadre du dispositif « Accompagnement des outils de valorisation des forêts et des produits forestiers » pour un montant total de **30 000 €**, dont l'individualisation par action est décrite au tableau du rapport figurant en annexe du présent arrêté.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1841CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** le Régime d'aide d'Etat S.A.39618 (2014/N) « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » entré en vigueur le 19 février 2015.
- VU** la délibération n° 17/176 AC de l'Assemblée de Corse du 29 Juin 2017 portant approbation de la mise en place d'un dispositif d'aide régional simplifié destiné à soutenir les petits investissements d'équipement des exploitations agricoles,
- VU** l'arrêté n° 18/057CE du Conseil exécutif de Corse du 04 mai 2018 portant approbation de la modification du dispositif d'aide régionale simplifié adopté par l'Assemblée de Corse du 29 juin 2017,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**ODARC - Dvpt rural - Hors FEADER TOP UP  
(SGCE – RAPPORT N° 4566)**

**ARTICLE PREMIER** : **DECIDE** sur proposition du service instructeur ODARC, d'engager la participation financière de la Collectivité de Corse sur le budget de l'ODARC au titre du programme « **Aide simplifiée- Petits investissements** » dispositif « Aide régionale » pour un montant total de **42 566,60 €** au bénéfice des exploitations dont la liste est jointe en annexe.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1842CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** le régime d'aides exempté n° SA 42062 (2015/XA), relatif aux aides au transfert de connaissances et aux actions d'information dans le secteur forestier pour la période 2015-2020, adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier n° 702/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 1er juillet 2014,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n°20/1299 CE du Conseil Exécutif de Corse du 16 juin 2020, instaurant un dispositif d'aide à la rédaction de plans simples de gestion en forêt privée,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**ODARC - Dvpt rural - Hors FEADER TOP UP  
(SGCE – RAPPORT N° 4568)**

**ARTICLE PREMIER : DECIDE** sur proposition du service instructeur ODARC,

d'engager les fonds CdC Hors Feader Hors Top up inscrits au budget de l'ODARC, dans le cadre du dispositif « Accompagnement des outils de valorisation des forêts et des produits forestiers » pour un montant total de **7 750 €**, dont l'individualisation par action est décrite au tableau du rapport figurant en annexe au présent arrêté.

**ARTICLE 2 :**

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1843CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** le régime cadre exempté de notification n° SA 40417 relatif aux aides en faveur des PME actives dans la transformation et la commercialisation de produits agricoles pour la période 2015-2020,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** l'arrêté n° 19/646CE du Conseil exécutif de Corse du 15 octobre 2019 validant le « Dispositif d'aide territoriale aux investissements d'équipement des caves vinicoles »,
- VU** l'arrêté n° 20/1173CE du Conseil exécutif de Corse du 28 avril 2020 approuvant la modification du dispositif d'aide régionale aux investissements d'équipement des caves vinicoles dans le contexte de la crise liée au COVID-19,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**ODARC - Dvpt rural - Hors FEADER TOP UP  
(SGCE – RAPPORT N° 4572)**

**ARTICLE PREMIER** : **DECIDE** sur proposition du service instructeur ODARC, d'engager la participation financière de la Collectivité de Corse sur le budget de l'ODARC au titre du programme « DIVERS-AIDEVITI-1» « Dispositif d'aide territoriale aux investissements d'équipement des caves vinicoles» pour un montant total de **48 764,51 €** au bénéfice des exploitations dont la liste est jointe en annexe.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1844CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** le RÈGLEMENT (UE) 2019/316 de la Commission du 21 février 2019 modifiant le règlement (UE) no 1408/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** l'arrêté n° 20/1521CE du Président du Conseil exécutif de Corse en date du 6 octobre 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**ODARC - Opérations spécifiques  
(SGCE – RAPPORT N° 4571)**

**ARTICLE PREMIER** : **DECIDE**, sur proposition du service instructeur ODARC, de déprogrammer l'aide de 10 461€ allouée à la « Société



fromagère corse » - arrêté n°20/1521CE du Président du Conseil Exécutif de Corse en date du 6 Octobre 2020, tel que présenté en annexe.

**ARTICLE 2**

**DECIDE**, sur proposition du service instructeur ODARC, d'engager la participation financière de la Collectivité de Corse sur le budget de l'ODARC au titre du programme « **Opérations spécifiques** » dispositif « **Gestion de crise** » dans le cadre de « Aide à la valorisation du lait des exploitations fermières vendu aux laiteries pendant la crise sanitaire liée à la COVID-19 » pour un montant total de 10 461 € à la « Société des Caves et des Producteurs réunis de Roquefort », tel que présenté en annexe.

**ARTICLE 3 :**

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1845CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53
- VU** les lignes directrices de l'Union européenne concernant les aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales 2014-2020 (2014/C 204/01),
- VU** le règlement (CE) n° 702/2014 du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,
- VU** le régime cadre exempté n° SA 40979 relatif aux aides au transfert de connaissances et aux actions d'information dans le secteur agricole pour la période 2015-2020,
- VU** le régime cadre exempté n° SA 40957 relatif aux aides à la recherche et au développement dans les secteurs agricole et forestier pour la période 2015-2020,
- VU** la délibération n°13/233 AC du 8 novembre 2013 de l'Assemblée de Corse relative aux Orientations Stratégiques Agriculture, Développement Rural et Forêt,
- VU** la délibération n°1406317 du 15 décembre 2014 du Conseil Exécutif de Corse, en ce qui concerne le lancement de l'Appel à Projets 2015-2018 « Projets pour le développement des filières agricole de production ».

- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**ODARC - Dvpt rural - Hors FEADER TOP UP  
(SGCE – RAPPORT N° 4587)**

**ARTICLE PREMIER** : **DECIDE** sur proposition du service instructeur ODARC, d'engager sa participation et de procéder à l'affectation et à la programmation des opérations d'aides concernant les dossiers 2020 retenus dans le cadre de l'AAP « Projets pour le développement des filières de production agricole de Corse – Programmation complémentaire n°5 » au titre du Plan d'Avenir, sur crédits CDC hors Top Up et hors FEADER inscrits au budget de l'ODARC pour un montant total de **110 352,42€** ainsi que détaillé en annexe I.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1846CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** le régime cadre exempté de notification n° SA 40417 relatif aux aides en faveur des PME actives dans la transformation et la commercialisation de produits agricoles pour la période 2015-2020,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**ODARC - Dvpt rural - Hors FEADER TOP UP  
(SGCE – RAPPORT N° 4606)**

**ARTICLE PREMIER :** **DECIDE** sur proposition du service instructeur ODARC, d'engager sa participation sur fonds CDC hors FEADER hors TOP UP, inscrits au budget de l'ODARC, pour un montant total de 6 274,66 € au bénéfice des exploitations viticoles tel que précisé en annexe (voir tableau des bénéficiaires en annexe) au titre du régime cadre exempté

de notification n° SA 40417 relatif aux aides en faveur des PME actives dans la transformation et la commercialisation de produits agricoles pour la période 2015-2020.

**ARTICLE 2 :**

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by a horizontal line and a vertical stroke, and another horizontal line extending to the right.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1847CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53
- VU** le règlement d'aide n° SA 50388 (2018/N) « Aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire »,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** l'arrêté n°20/968 CE du Conseil exécutif de Corse du 04 février 2020 instaurant le dispositif de soutien « Reconstitution de l'outil de production » au bénéfice des exploitants agricoles insulaires victimes de la tempête FABIEN,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**ODARC - Dvpt rural - Hors FEADER TOP UP  
(SGCE – RAPPORT N° 4607)**

**ARTICLE PREMIER :** **DECIDE** sur proposition du service instructeur ODARC, d'engager sa participation sur fonds CDC hors FEADER hors TOP UP, inscrits au budget de l'ODARC pour un montant de 4 290,59 € au bénéfice des pétitionnaires tel

que mentionné en annexe.

**ARTICLE 2** :

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by a horizontal line and a vertical stroke, and another horizontal line extending to the right.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1848CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**VU** le Code général des collectivités territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,

**VU** la délibération n°17/185 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juin 2017, approuvant les règles d'occupation du domaine forestier territorial,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Forêt**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4631)**

**ARTICLE PREMIER :** **APPROUVE** la concession de terrain pour l'installation d'un site de réseaux de communications électroniques en forêt territoriale de Bonifatu au profit de la société FREE MOBILE pour une durée de 12 ans à compter de la date de la signature de l'acte. Le montant de la redevance annuelle s'élève à 2 500 €.



**ARTICLE 2** :

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by a horizontal line and a small flourish.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1849CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR, et notamment son article 148,
- VU** la délibération n°14/197 AC de l'Assemblée de Corse du 5 décembre 2014 portant approbation des statuts de l'établissement public à caractère industriel et commercial de la Collectivité territoriale de Corse issu de l'article L 4424-26-1 du code général des collectivités territoriales, dénommé « Office Foncier de la Corse » (OFC),
- VU** la délibération n°19/279 AC de l'Assemblée de Corse du 26 septembre 2019 portant modification des statuts de l'Office Foncier de la Corse, établissement à caractère industriel et commercial de la Collectivité de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Office Foncier de la Corse**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4426)**

**ARTICLE PREMIER :** **DESIGNE** les personnalités qualifiées du Conseil d'Administration de l'Office Foncier de la Corse tel que le prévoit l'article 5.2 des Statuts de l'Office Foncier de la

Corse :

- Le Président du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) de la Corse ou son représentant,
- Le Président de l'Université de Corse ou son représentant,
- Le Président de la Chambre des géomètres experts de la Corse ou son représentant.
- Le Président du Conseil régional de l'Ordre des Architectes de Corse ou son représentant.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1850CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n°03/111 AC de l'Assemblée de Corse du 17 avril 2003 portant création du Comité de Bassin de Corse et approuvant sa composition et ses règles de fonctionnement, modifiée par délibérations n°09/093 AC en date du 28 mai 2009 et n°10/168 AC du 24 septembre 2010,
- VU** la délibération n°17/293 AC de l'Assemblée de Corse du 22 septembre 2017 modifiant la composition et les règles de fonctionnement du Comité de Bassin de Corse,
- VU** l'arrêté ARR1800902 CE du Président du Conseil exécutif de Corse du 22 février 2018 portant nomination des membres du Comité de Bassin de Corse, Conca di Corsica, modifié par arrêtés n°18/142CE du 26 juin 2018, n°19/043CE du 26 février 2019, n°19/374CE du 02 juillet 2019, n°19/553CE du 24 septembre 2019, n°20/1174CE du 28 avril 2020 et n°20/1466CE du 15 septembre 2020,

**CONSIDERANT** les nouvelles désignations effectuées par l'association des maires et présidents de communautés de communes de la Haute-Corse et par le Parc naturel régional de Corse, Parcu di Corsica,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

(SGCE – RAPPORT N° 4558)

**ARTICLE PREMIER :** L'arrêté n° ARR1800902 CE du 22 février 2018 modifié, est ainsi modifié :

<b><u>A/ COLLEGE DES COLLECTIVITES</u></b>	
<b>1. Collectivité de Corse</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Le Président de l'Assemblée de Corse</b></li><li>• <b>5 Conseillers désignés par l'Assemblée de Corse</b></li><li>• <b>2 Conseillers exécutifs</b></li></ul>	M. Gilles <b>SIMEONI</b> Président du Conseil exécutif de Corse Président du comité de bassin Conca di Corsica M. Jean-Guy <b>TALAMONI</b> Président de l'Assemblée de Corse Mme Mattea <b>CASALTA</b> Mme Julie <b>GUISEPPI</b> M. Paul <b>MINICONI</b> M. Jean-Martin <b>MONDOLONI</b> M. Antoine <b>POLI</b> M. Xavier <b>LUCIANI</b> M. François <b>SARGENTINI</b>
<b>2. Associations des Maires et Présidents de Communautés de communes (5)</b>	M. Pierre <b>GUIDONI</b> (Maire de Calinzana) M. Ange-Pierre <b>VIVONI</b> (Maire de Siscu) M. Antoine <b>ORSINI</b> (Président de la communauté de communes Centru di Corsica) <b>À désigner</b> <b>À désigner</b>
<b>3. Communautés d'agglomération</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>du Pays Ajaccien</b></li><li>• <b>de Bastia</b></li></ul> <b>4. Parc naturel régional de Corse - Parcu di Corsica</b> <b>5. Association Corse des Elus de la Montagne (ACEM) siégeant au comité de massif</b>	M. Antoine <b>VINCILEONI</b> (Maire de Villanova) M. Pierre <b>SAVELLI</b> (Maire de Bastia) M. Jean-Jacques <b>GIANNI</b> (Vice-président du PNR)  <b>À désigner</b>

**ARTICLE 2** : Les autres clauses de l'arrêté ARR1800902 CE du 22 février 2018 modifié restent inchangées.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1851CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse en date du 30 mai 2018 portant adoption du Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité de Corse,
- VU** l'arrêté n°18/354 CE du Conseil exécutif de Corse du 4 septembre 2018 portant individualisation de l'aide en faveur du Centre Hospitalier intercommunal de Corte-Tattone pour le remplacement de la centrale incendie –extension du réseau ondulé du site de Tattone,
- VU** l'arrêté attributif individuel du 7 novembre 2018 portant attribution au Centre Hospitalier intercommunal de Corte-Tattone d'une subvention d'investissement pour le remplacement de la centrale incendie – extension du réseau ondulé du site de Tattone,
- VU** la délibération n°20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Vie associative  
(SGCE – RAPPORT N° 4560)**

**ARTICLE PREMIER** : **APPROUVE** la prorogation du délai de caducité de la subvention et le maintien des crédits nécessaires (soit 32 956 €) sur le programme 3131 (opération SO04023F1 – affectation 3131SUB3\_B\_2018) en faveur du Centre Hospitalier Intercommunal de Corte-Tattone pour le financement de l'opération de remplacement de la centrale incendie – extension du réseau ondulé du site de Tattone pour un délai de deux ans supplémentaire, soit jusqu'au 31 décembre 2022.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI





**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1852CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IVème partie,
- VU** la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association,
- VU** le décret du 16 août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association,
- VU** l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, modifié par la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire,
- VU** la circulaire du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations, annexe I, point 4 venant en application de la loi 2000-321 du 12/04/2000,
- VU** l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°18/396 AC de l'Assemblée de Corse du 25 octobre 2018 portant adoption du cadre d'intervention transitoire en faveur du mouvement associatif du domaine « Aménagement du Territoire »,
- VU** la délibération n°18/462 AC de l'Assemblée de Corse du 29 novembre 2018

approuvant le nouveau dispositif de relations aux associations et du règlement général interne d'intervention d'aides au mouvement associatif,

**VU** la délibération n°20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,

**VU** la délibération n° 20/068 AC de l'Assemblée de Corse du 24 avril 2020 adoptant le rapport « vince contr'à u covid-19 »

**VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

## **APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

### **Vie associative (SGCE – RAPPORT N° 4701)**

**ARTICLE PREMIER** : **APPROUVE** la 11<sup>ème</sup> individualisation des aides au mouvement associatif pour le domaine de l'aménagement du territoire pour l'exercice 2020 telle que figurant en annexe sur la base des informations fournies et des justificatifs remis par l'association au regard de l'objet de la demande de financement.

**ARTICLE 2** : **AFFECTE** la subvention allouée sur le programme tel que détaillé ci-dessous :

**ORIGINE : B.P 2020**

**PROGRAMME : 3131**

**MONTANT DISPONIBLE .....386 491 €**

**MONTANT TOTAL A AFFECTER..... 18 847 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU.....367 564 €**

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a long horizontal stroke with a vertical stroke intersecting it near the center, and a smaller horizontal stroke extending to the right from the vertical stroke.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1853CE du Président du Conseil Exécutif de Corse**

**Designazione di u raprisintante di u Cunsigliu esecutivu di Corsica ind' u  
Cunsigliu di sorveglianza di u centru ospitalieru di U Castellucciu**  
**Désignation du représentant du Conseil exécutif de Corse au sein du Conseil  
de surveillance du centre hospitalier de : U Castellucciu**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, Titre II, Livre IV, IVème partie ;
- VU** le Code de la Santé publique ;
- VU** l'ordonnance N°2016-1562 du 21 novembre 2016 portant mesures institutionnelles relatives à la Collectivité de Corse et notamment son article 19
- VU** la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires.

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**ARRETE**

- ARTICLE 1 :** Est désignés pour siéger au sein du **Conseil de surveillance du Centre hospitalier de U Castellucciu** en qualité de membre titulaire :
- **Madame Marie-Antoinette MAUPERTUIS.**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by a horizontal line and a vertical stroke, and another horizontal line extending to the right.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1854CE du Président du Conseil Exécutif de Corse**

**Disignazioni di i soci di a Cummissioni Nautica Lucali pà u prughjettu di dipulluera di i fondi marini di u portu di navigazioni di scialu Charles Ornano**  
**Désignation des membres de la Commission Nautique Locale pour le projet de dépollution des fonds marins du port de plaisance Charles Ornano**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** le Code des Transports,
- VU** le décret n°2003-1022 du 22 octobre 2003 relatif aux ports d'Aiacciu et de Bastia, modifiant le code des ports maritimes (partie réglementaire),
- VU** la convention en date du 13 février 2004 organisant les modalités de mise en œuvre des transferts de compétences du port d'Aiacciu,
- VU** le décret n°86-606 du 14 mars 1986 modifié par le décret n°2012-219 du 16 février 2012 relatif aux commissions nautiques,
- VU** la proposition du directeur de la délégation à la mer et au littoral de Corse du Sud en date du 4 décembre 2020,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER** : Sur proposition du directeur de la délégation à la mer et au littoral de Corse-du-Sud, les membres temporaires de la commission nautique locale constituée pour formuler un avis sur le projet de dépollution des fonds marins du port de plaisance Charles Ornano sont désignés comme suit :

<p><b>1. <u>Représentant des pilotes</u></b></p> <p><b>Titulaire:</b> M. Toussaint RAIMONDI <b>Suppléant:</b> M. marc QUESSADA</p>
<p><b>2. <u>Représentant de l'activité navale</u></b></p> <p><b>Titulaire:</b> M. Jérôme BIZZARI <b>Suppléant :</b> Mme Marie Paule FALLONI</p>
<p><b>3. <u>Représentant des pêcheurs professionnels</u></b></p> <p><b>Titulaire:</b> M. Xavier d'ORAZIO <b>Suppléant:</b> M. Jean Dominique MARAS</p>
<p><b>4. <u>Représentant du collège des plaisanciers</u></b></p> <p><b>Titulaire :</b> M. Jean Roger PAOLETTI <b>Suppléant :</b> M. Hervé ALFONSI</p>
<p><b>5. <u>Représentant de la SNSM</u></b></p> <p><b>Titulaire :</b> M. Jean-Joseph CLEMENCEAU <b>Suppléant :</b> M. Joseph FOGACCI</p>
<p><b>6. <u>Expert Technique des Phares et Balises</u></b></p> <p>Mme Magali MEUDRE</p>

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1855CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Administration générale**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4688)**

**ARTICLE PREMIER : DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique : Moyens Techniques et Logistique/Administration générale :

ORIGINE : B.P 2020  
PROGRAMME : 6154

**Section fonctionnement**



**MONTANT DISPONIBLE..... 1 149 350 euros**

**MONTANT A AFFECTER : ..... 244 000 euros**

- **Opération N6154A192R (à revaloriser)** ..... 50 000 euros  
Libellé : **Pneus et prestations VL, VU, 4X4**  
Concerne la reconduction de la seconde période des marchés
- **Opération C6154202F (à revaloriser)** ..... 56 000 euros  
Libellé : **Pneus et prestations VL, VU, 4X4**  
Concerne la reconduction de la seconde période des marchés
- **Opération N6154A192W (à revaloriser)** ..... 32 000 euros  
Libellé : **Maintenance matériels et outillage des ateliers**  
Concerne la reconduction de la seconde période des marchés
- **Opération C6154202G (à revaloriser)** ..... 70 000 euros  
Libellé : **Maintenance matériels et outillage des ateliers**  
Concerne la reconduction de la seconde période des marchés
- **Opération C6154202R (à créer)** ..... 18 000 euros  
Libellé : **Gaz industriels pour les ateliers de la CDC**  
Concerne le lancement de la nouvelle procédure
- **Opération P6154202S (à créer)** ..... 18 000 euros  
Libellé : **Gaz industriels pour les ateliers de la CDC**  
Concerne le lancement de la nouvelle procédure

**DISPONIBLE A NOUVEAU : ..... 905 350 euros**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1856CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant adoption du budget primitif de la Collectivité de Corse pour 2020,
- VU** la délibération n°20/069 AC de l'Assemblée de Corse du 24 avril 2020 approuvant la décision modificative n°1 du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n°20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 portant adoption du budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Finances**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4696)**

**ARTICLE PREMIER** : **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : BP 2020  
PROGRAMME 6133

**MONTANT DISPONIBLE** : .....**200 000 euros**

Mission d'assistance et d'analyse de la Collectivité de Corse en matière financière post COVID

**MONTANT AFFECTE** : .....**48 000 euros**

**DISPONIBLE A NOUVEAU** : .....**152 000 euros**

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1857CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil,
- VU** la décision n° C(2014) 10147 du 17 décembre 2014 de la Commission européenne portant approbation de certains éléments du programme opérationnel intitulé « Corse » en vue d'un soutien du Fonds européen de développement régional et du Fonds social européen au titre de l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » pour la région Corse en France – CCI 2014FR16M2OP004,
- VU** la délibération n°15/218 AC de l'Assemblée de Corse du 17 septembre 2015 portant approbation du Programme opérationnel FEDER-FSE 2014-2020, et autorisant le président du Conseil exécutif de Corse à procéder aux individualisations des crédits et à signer les conventions attributives d'aides afférentes,
- VU** le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes soutenus par les fonds structurels et

d'investissement européens pour la période 2014-2020,

- VU** l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret no 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020,
- VU** l'arrêté conjoint n°R20-2020-05-28-002 en date du 28 mai 2020, modifiant l'ARR1705681SAEU du 1er septembre 2017, abrogeant et remplaçant l'arrêté conjoint n°ARR1503SAEU en date du 18 juin 2015, désignant la liste des services de la Collectivité de Corse, Autorité de gestion, de ses offices et agences responsables du suivi et/ou co-instructeurs et/ou consultés, et l'Etat pour les dossiers d'opérations subventionnés dans le cadre du programme opérationnel FEDER-FSE Corse 2014-2020,
- VU** l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020,
- VU** la délibération n°19/077 AC de l'Assemblée de Corse du 28 mars 2019 portant approbation du Budget Primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2019,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- VU** la modification du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 approuvée par les membres du comité de suivi des fonds européens lors de la session plénière 16 novembre 2018,
- VU** les avis favorables du COREPA en date du 16 mai 2019 programmant les opérations synergie n°22309 et n°22310 du PIAC,
- VU** la délibération 19541 CE du 5 septembre 2019 programmant les opérations 22309 et 22310,
- VU** la convention 361/SAEU/FEDER/3D en date du 12 novembre 2019, attribuant une aide FEDER à l'opération Action d'amélioration des performances industrielles et mutation vers l'usine du futur 4.0 de la filière aéronautique corse,
- VU** la convention 362/SAEU/FEDER/3D en date du 12 novembre 2019, attribuant une aide FEDER à l'opération Développement externe, gestion et animation du Pôle des industries Aéronautique Corse,
- VU** le courrier en date du 6 mai 2020 du PIAC demandant une prorogation ainsi qu'un abondement pour ces deux opérations,
- VU** les avis favorables de la consultation écrite du COREPA en date du 24 juillet

donnant un avis favorable au deux demandes de prorogations et d'abondement des dossiers PIAC,

- VU** la demande d'aide Européenne de l'opération « Recherche industrielle, mutation de l'entreprise vers un modèle de pôle d'excellence composites et usine du futur-Corse Composites Aéronautiques-Aiacciu » présentée par le bénéficiaire le 29 juin 2020,
- VU** la demande d'aide Européenne de l'opération « Mutation vers un nouveau modèle économique et d'organisation associée, autour de CCA, en élevant les entreprises partenaires à un nouveau rang dans la chaîne de valeur- PIAC-Aiacciu » présentée par le bénéficiaire le 29 juin 2020,
- VU** les avis favorables reçus pour la programmation des opérations synergie n°28387 (CCA) et n°28426 (PIAC) lors du COREPA du 22 octobre 2020,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

#### **Prog FEDER FSE 2014-2020 (SGCE – RAPPORT N° 4639)**

**ARTICLE PREMIER :**     **DECIDE** de d'affecter les crédits suivants :

ORIGINE : B.P 2020  
PROGRAMME : 2322 - PO FEDER-FSE 2014-2020 (Investissement)

<b>Montant disponible :</b>	<b>12 570 970,94 €</b>
<i>_ CCA : Recherche industrielle, mutation de l'entreprise vers un modèle de pôle d'excellence composites et usine du futur - N° Synergie : CO0028387</i>	<b>1 600 008 €</b>
<i>_PIAC - Mutation vers un nouveau modèle économique et d'organisation associée, autour de CCA, en élevant les entreprises partenaires à un nouveau rang dans la chaîne de valeur N° Synergie : CO0028426</i>	<b>1 200 000 €</b>
<i>_PIAC - Action d'amélioration des performances industrielles et mutation vers l'usine du futur 4.0 de la filière aéronautique corse - N° Synergie : CO0022309 n° esub : 19MCD03178</i>	<b>66 000 €</b>
<i>_PIAC - Développement externe, gestion et animation du Pôle des Industries Aéronautiques Corse » N° Synergie CO0022310 n° esub : 19MCD03180</i>	<b>73 072,40 €</b>

**TOTAL A AFFECTER :** **2 939 080,40 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU :** **9 631 890,54 €**

**ARTICLE 2 :** **APPROUVE** la prorogation de la date de fin d'exécution des projets suivants :

- Action d'amélioration 9607 des performances industrielles et mutation vers l'usine du futur 4.0 de la filière aéronautique corse n° synergie 22309 au 31/12/2021.
- Développement externe, gestion et animation du Pôle des industries Aéronautique Corse n° synergie 22310 au 31/12/2021.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1858CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil,
- VU** la décision n° C(2014) 10147 du 17 décembre 2014 de la Commission européenne portant approbation de certains éléments du programme opérationnel intitulé « Corse » en vue d'un soutien du Fonds européen de développement régional et du Fonds social européen au titre de l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » pour la région Corse en France – CCI 2014FR16M2OP004,
- VU** la délibération n°15/218 AC de l'Assemblée de Corse du 17 septembre 2015 portant approbation du Programme opérationnel FEDER-FSE 2014- 2020, et autorisant le président du Conseil exécutif de Corse à procéder aux individualisations des crédits et à signer les conventions attributives d'aides afférentes,
- VU** le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes soutenus par les fonds structurels et



d'investissement européens pour la période 2014-2020,

- VU** l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret no 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020,
- VU** l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020,
- VU** l'arrêté conjoint n°R20-2020-05-28-002 en date du 28 mai 2020, modifiant l'ARR1705681SAEU du 1er septembre 2017, abrogeant et remplaçant l'arrêté conjoint n°ARR1503SAEU en date du 18 juin 2015, désignant la liste des services de la Collectivité de Corse, Autorité de gestion, de ses offices et agences responsables du suivi et/ou co-instructeurs et/ou consultés, et l'Etat pour les dossiers d'opérations subventionnés dans le cadre du programme opérationnel FEDER-FSE Corse 2014-2020,
- VU** la délibération n°19/077 AC de l'Assemblée de Corse du 28 mars 2019 portant approbation du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2019,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- VU** la modification du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 approuvée par les membres du comité de suivi des fonds européens lors de la session plénière 16 novembre 2018,
- VU** l'appel à projets « Ecole Numérique » du 15 mars 2019, dans le cadre du programme «PO FEDER-FSE Corse 2014-2020 »,
- VU** l'avis favorable du COREPA en date du 02 octobre 2019,
- VU** la délibération n°19/696CE du Conseil exécutif de Corse du 29 octobre 2019, portant programmation de l'opération « Numérisation des écoles de l'Alta Rocca » et individualisant des crédits FEDER-FSE correspondants,
- VU** l'acte attributif de subventions 367/SAEU/FEDER/2c de l'opération « Numérisation des Ecoles de l'Alta Rocca »,
- VU** la demande de modification de l'opération en date du 28 août 2020,
- VU** les avis favorables du COREPA en date du 22 octobre 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

## APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

### Prog FEDER FSE 2014-2020 (SGCE – RAPPORT N° 4641)

**ARTICLE PREMIER :** DECIDE d'affecter les crédits FEDER suivants :

ORIGINE : B.P 2020

PROGRAMME : 2322 - PO FEDER-FSE 2014-2020 (Investissement)

**MONTANT DISPONIBLE :**..... 9 631 890,54 €

**Domaine Aménagement Numérique :**

\_ Commune de Lumiu : « Numérisation des écoles  
de Lumiu » - dossier Synergie n° CO 00 28380 18 900 €

\_ Communauté de communes de l'Alta Rocca  
Numérisation des écoles de l'Alta Rocca –  
dossier synergie N° CO 00 24392 5 408,88 €  
n° esub : 19MCD03882

**TOTAL A AFFECTER :**..... 24 308,88 €

**DISPONIBLE À NOUVEAU :**..... 9 607 581,66 €

**ARTICLE 2 :** APPROUVE la prorogation de l'opération « Numérisation des écoles de l'Alta Rocca » (dossier synergie 24 392) au 30 juin 2021 au lieu du 30 juin 2020.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1859CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la loi n°2015-991 du 07 août portant nouvelle organisation territoriale de la République – Titre VII,
- VU** la délibération n°17/284 AC de l'Assemblée de Corse du 21 septembre 2017 adoptant le nouveau cadre pour l'action culturelle et le nouveau cadre pour le patrimoine de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°18/114 AC de l'Assemblée de Corse du 27 avril 2018 adoptant le règlement des aides pour la culture,
- VU** la délibération n°18/187 AC de l'Assemblée de Corse du 28 juin 2018 portant application du règlement des aides pour la Culture de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire 2020,
- VU** la délibération n° 20/068 AC de l'Assemblée de Corse du 24 avril 2020 adoptant le rapport « Vince contra à u COVID-19 »,

**VU** les tableaux d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Culture  
(SGCE – RAPPORT N° 4500)**

**ARTICLE PREMIER :** **EN APPLICATION** de la délibération n°18/114 AC de l'Assemblée de Corse du 27 avril 2018 adoptant le règlement des aides pour la culture – Article 2 – le Président du Conseil Exécutif de Corse est autorisé à signer la convention entre la Collectivité de Corse et la SAS Allindi – Aiacciu telle qu'elle figure en annexe du présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique

**ORIGINE : B.P+BS 2020      PROGRAMME : 4423– Culture Investissement**

**MONTANT DISPONIBLE : ..... 4 340 952,31 Euros**

***Aide aux projets de création***

**Mme Anne DE GIAFFERRI- BASTIA**

Projet d'installation sonore intitulé « Cargo », une docu-fiction réalisée à bord d'un cargo puis diffusée dans un conteneur itinérant en 2020

..... **20 000,00 Euros**

***Aide pour favoriser la commande publique***

**Commune de BASTIA**

Acquisition d'une œuvre d'art unique de l'artiste Jeanne De Petriconi intitulée « Paysage-Temps :Kyrnos »destinée à orner la place de l'ancien lavoir à la citadelle en 2020.....

.....**7 200,00 Euros**

***Aide au video art et au multimedia experimental***

**SAS ALLINDI – AIACCIU**

Production du projet de vidéo-art intitulé

« ANTHROPOSCENE » en 2020.....**25 000,00 Euros**

**MONTANT AFFECTE.....52 200,00 Euros**

**DISPONIBLE A NOUVEAU : .....4 288 752,31 Euros**

**ORIGINE : B.P+BS 2020      PROGRAMME : 4423 – Culture Fonctionnement**

**MONTANT DISPONIBLE : .....684 119,58 Euros**

***Bourses aux jeunes talents***

**Bourse AP 20/033 - BASTIA**

1<sup>ère</sup> année de Doctorat de musique à l'Université d'Oxford (Royaume - Uni) *Année scolaire 2020-2021* .....**3 000,00 Euros**

**Bourse AP 20/034 - BASTIA**

Formation musicale à l'école DJ NETWORK à Paris .....**3 000,00 Euros**  
*Année scolaire 2020-2021*

**MONTANT AFFECTE.....6 000,00 Euros**

**DISPONIBLE A NOUVEAU : .....678 119,58 Euros**

**ARTICLE 3 :**            Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1860CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- VU** la délibération n° 17/284 AC de l'Assemblée de Corse du 21 septembre 2017 portant approbation du nouveau cadre pour l'action culturelle et du nouveau cadre pour le patrimoine de la Collectivité Territoriale de Corse,
- VU** la délibération n° 18/114 AC de l'Assemblée de Corse du 27 avril 2018 adoptant le règlement des aides pour la culture,
- VU** la délibération n° 18/187 AC de l'Assemblée de Corse du 28 juin 2018 portant application du règlement des aides pour la Culture de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du

Président du Conseil exécutif de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Culture  
(SGCE – RAPPORT N° 4575)**

**ARTICLE PREMIER** : **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique suivante :

ORIGINE : B.P + B.S. 2020

PROGRAMME : 4423 – INVESTISSEMENT

**MONTANT DISPONIBLE..... 788 752,31 €**

**SCIC Orma Creazione - CAMPILE**

Aménagement et équipement d'un laboratoire  
culturel à Campile.....

**8 596,00 €**

**MONTANT AFFECTE..... 8 596,00 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU.....780 156,31 €**

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1861CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- VU** la circulaire n°6166/SG du Premier ministre du 6 mai 2020 permettant aux autorités administratives de modifier les conditions initiales d'attribution d'une subvention pour des projets ayant dû être décalé en raison des mesures mises en place par le décret n° 2020-260 du 16 mars 2020 portant réglementation des déplacements dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19,
- VU** la délibération n°17/284 AC de l'Assemblée de Corse du 21 septembre 2017 portant approbation du nouveau cadre pour l'action culturelle et du nouveau cadre pour le patrimoine de la Collectivité Territoriale de Corse,
- VU** la délibération n°18/114 AC de l'Assemblée de Corse du 27 avril 2018 adoptant le règlement des aides pour la culture,
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°18/187 AC de l'Assemblée de Corse du 28 juin 2018 portant application du règlement des aides pour la Culture de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 Février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,



- VU** la délibération n° 20/068 AC de l'Assemblée de Corse du 24 avril 2020 adoptant le rapport « Vince contr' à u COVID 19 »,
- VU** la délibération n° 20/134 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant l'adaptation exceptionnelle et temporaire du règlement des aides culture pour 2020 dans le cadre de la mise en œuvre du rapport « Vince contr' à u Covid-19 »,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 adoptant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- VU** l'arrêté n° 20/1315 CE du Président du Conseil exécutif de Corse du 23 juin 2020 décidant de l'individualisation du fonds Culture – Fonctionnement 4423,
- VU** l'arrêté n° 19/781 CE du Président du Conseil exécutif de Corse du 19 novembre 2019 décidant de l'individualisation du Fond 4423 intitulé « Fonctionnement Culture,
- VU** l'arrêté n° ARR2020-10153 SASC du 20 juillet 2020 portant attribution d'une subvention d'un montant de 10 600 € à la SAS Brama pour la diffusion en 2020 du spectacle de Stéphane Casalta aux salons professionnels,
- VU** l'arrêté n° ARR2020-10154 SASC du 20 juillet 2020 portant attribution d'une subvention d'un montant de 9 700 € à la SARL Casa Editions pour la promotion en 2020 d'artistes corses à des salons professionnels,
- VU** la convention n° CON 2020/424 SASC du 14 janvier 2020 portant attribution d'une subvention d'un montant de 45 000 € à l'association « Tempus Fugit pour la création et la diffusion en Corse et à l'extérieur de l'île du spectacle « Ora,
- VU** la convention n° CON 2020-1536 SASC du 20 février 2020 portant attribution d'une subvention d'un montant 90 000 € à l'association « Théâtre de Neneka pour la création et la diffusion en Corse du spectacle « Corolian »,
- VU** la convention n° CON 2020-2251 SASC du 09 mars 2020 portant attribution d'une subvention d'un montant de 65 000 € à l'association « LaFlux » pour la création et la diffusion en Corse et à l'extérieur de l'île du spectacle « Sguillada,
- VU** le courrier en date du 21 octobre 2020 adressé par le Président de la SAS Brama à Monsieur le Président du Conseil exécutif de Corse,
- VU** le courrier en date du 26 octobre 2020 adressé par la Sarl Casa Editions à Monsieur le Président du Conseil exécutif de Corse,
- VU** le courrier en date du 27 octobre 2020 adressé par l'association « Tempus Fugit » à Monsieur le Président du Conseil exécutif de Corse,

**VU** le courrier en date du 12 novembre 2020 adressé par l'association « Laflux » à Monsieur le Président du Conseil exécutif de Corse,

**VU** le courrier en date du 17 novembre 2020 adressé par l'association « Théâtre de Nénéka » à Monsieur le Président du Conseil exécutif de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

## **APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

### **Culture (SGCE – RAPPORT N° 4605)**

**ARTICLE PREMIER** : **PREND ACTE** du report en 2021 de la diffusion du spectacle de Stéphane Casalta aux salons professionnels, initialement prévue en 2020 par la SAS BRAMA - BASTIA et **DECIDE**, dans le cadre de l'application de mesures d'adaptation prévues par la circulaire n°6166/SG du Premier Ministre, de maintenir par la prise d'un nouvel arrêté, la subvention d'un montant de **10 600 €** attribuée à ce projet. Les crédits pourront être utilisés jusqu'à fin 2021.

**ARTICLE 2** : **PREND ACTE** du report en 2021 par la SARL CASA EDITIONS - PIGNA de la promotion d'artistes corses à divers salons professionnels, initialement prévue en 2020 et **DECIDE**, dans le cadre de l'application de mesures d'adaptation prévues par la circulaire n°6166/SG du Premier Ministre, de maintenir, par la prise d'un nouvel arrêté, la subvention d'un montant de **9 700 €** attribuée à ce projet. Les crédits pourront être utilisés jusqu'à fin 2021.

**ARTICLE 3** : **PREND ACTE** du report en 2021 par l'association TEMPUS FUGIT - BASTIA de la création et diffusion en Corse et à l'extérieur, initialement prévues en 2020 et **DECIDE**, dans le cadre de l'application de mesures d'adaptation prévues par la circulaire n°6166/SG du Premier Ministre, de maintenir, par avenant à la convention initiale (joint en annexe), la subvention d'un montant de **45 000 €** attribuée à ce projet. Les crédits pourront être utilisés jusqu'à fin 2021.

**ARTICLE 4** : **PREND ACTE** du report en 2021 par l'association LAFLUX – SAN MARTINU DI LOTA de la création et diffusion en Corse et à l'extérieur, initialement prévues en 2020 et **DECIDE**, dans le cadre de l'application de mesures d'adaptation prévues par la circulaire n°6166/SG du Premier Ministre, de maintenir, par avenant à la convention initiale (joint en annexe), la subvention d'un montant de **65 000 €** attribuée à ce projet. Les crédits pourront être utilisés jusqu'à fin 2021.

**ARTICLE 5** : **PREND ACTE** du report en 2021 par l'association THEATRE DE NENEKA - AIACCIU de la création et diffusion en Corse,

initialement prévues en 2020 et **DECIDE**, dans le cadre de l'application de mesures d'adaptation prévues par la circulaire n°6166/SG du Premier Ministre, de maintenir, par avenant à la convention initiale (joint en annexe), la subvention d'un montant de **90 000 €** attribuée à ce projet. Les crédits pourront être utilisés jusqu'à fin 2021.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1862CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- VU** la circulaire n° 6166 /SG du premier ministre en date du 6 mai 2020 relatives aux mesures d'adaptation des règles de procédure et d'exécution des subventions publiques au sens de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, attribuées aux associations, pendant la crise sanitaire,
- VU** la délibération n°17/284 AC de l'Assemblée de Corse du 21 septembre 2017 adoptant le nouveau cadre pour l'action culturelle de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 18/114 AC de l'Assemblée de Corse du 27 avril 2018 adoptant le règlement des aides pour la Culture,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 18/187 AC de l'Assemblée de Corse du 28 juin 2018 portant application du règlement des aides pour la Culture de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/068 AC de l'Assemblée de Corse du 24 avril 2020,

adoptant le rapport « Vince contra u COVID-19 », notamment la mesure 14.2,

- VU** la délibération 20/134 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant l'adaptation exceptionnelle et temporaire du règlement des aides de la Culture pour 2020 dans le cadre de mise en œuvre du rapport « Vince contr'à u Covid 19 », notamment la mesure 14.2,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 adoptant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° DEL 1707854 CE du Président du Conseil exécutif de Corse du 07 novembre 2017 approuvant la convention 2017-2020 à conclure entre la Collectivité de Corse, la commune d'Olmata di Tuda et l'association Barbara Furtuna – Olmeta di Tuda,
- VU** la convention d'objectifs et de soutien n°17/65 SASC du 4 décembre 2017 conclue entre la Collectivité de Corse, la commune d'Olmata Di Tuda et l'association « BARBARA FURTUNA » pour la période 2017-2020 (opération 16SAC03906),
- VU** la délibération n°DEL 18680 CE du Président du Conseil exécutif de Corse du 11 décembre 2018 approuvant la convention à conclure entre la Collectivité de Corse, la commune de LUMIU et l'association A FILETTA, et autorisant le Président du Conseil exécutif à la signer,
- VU** la convention d'objectifs et de soutien n°19/12 SASC du 12 mars 2019 conclue entre la Collectivité de Corse, la commune de LUMIU et l'association « A FLETTA» pour la période 2018-2020 (opération 18SAC02681),
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

## **APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

### **Culture (SGCE – RAPPORT N° 4600)**

**ARTICLE PREMIER** : **PROROGÉ** jusqu'au 31 décembre 2021, conformément aux dispositions de la délibération n° 18/114 AC de l'Assemblée de Corse du 27 avril 2018, les conventions, signées d'une part avec la Collectivité de Corse d'autre part, l'une avec l'association Barbara Furtuna – Olmeta di Tuda, l'autre, avec l'association « A Filetta » - Lumiu et **APPROUVE** les avenants correspondants portés en annexe du présent arrêté.

**ARTICLE 2** : **ARRÊTE** ainsi qu'il suit le montant du soutien annuel pour 2021 de la Collectivité de Corse au programme annuel

d'activités des associations suivantes :

**Association Barbara Furtuna – Olmeta di Tuda**

Programme annuel d'activités 2021.....**40 000 €**  
*Dans le cadre de la convention pluripartite et quadriennale n° 17/065SASC du 4 décembre 2017 signée pour la période 2017-2020 adoptée par délibération n° 1707854 CE du 7 novembre 2017.*  
*Opération 16SAC03906.*

**Association A Filetta – Lumiu**

Programme annuel d'activités 2021.....**90 000 €**  
*Dans le cadre de la convention pluripartite et triennale n° 19/12 SASC du 12 mars 2019 signée pour la période 2018-2020 adoptée par délibération n° 18680 CE du 11 décembre 2018.*  
*Opération 18SAC02681.*

**ARTICLE 3 :**                   **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique suivante :

ORIGINE : B.P + B.S. 2020       PROGRAMME : 4423 – FONCTIONNEMENT

**MONTANT DISPONIBLE.....578 119,58 €**

**Association Barbara Furtuna – Olmeta di Tuda**

Programme annuel d'activités 2021.....**40 000,00 €**

**Association A Filetta – Lumiu**

Programme annuel d'activités 2021.....**90 000,00 €**

**MONTANT AFFECTE.....130 000,00 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU.....440 119,58 €**

**ARTICLE 4 :**                   Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a long horizontal stroke with a vertical stroke intersecting it near the center, and a smaller horizontal stroke extending to the right from the vertical stroke.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1863CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- VU** la délibération n°17/284 AC de l'Assemblée de Corse du 21 septembre 2017 adoptant le nouveau cadre pour l'action culturelle de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°18/114 AC de l'Assemblée de Corse du 27 avril 2018 adoptant le règlement des aides pour la Culture,
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 18/187 AC de l'Assemblée de Corse du 28 juin 2018 portant application du règlement des aides pour la Culture de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/068 AC de l'Assemblée de Corse du 24 avril 2020, adoptant le rapport « Vince contra u COVID-19 »,
- VU** la délibération n° 20/134 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant l'adaptation exceptionnelle et temporaire du règlement des aides culture pour 2020 dans le cadre de la mise en œuvre du rapport « Vince contr'à u Covid-19 »,



- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 adoptant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la convention quadriennale et pluripartite d'objectifs et de soutien aux activités de l'association « I CHJACHJARONI » 2017-2020 n° 18-07 SASC du 25 juillet 2018 conclue entre l'association, la Collectivité de Corse et la commune de Purtivechju,
- VU** l'arrêté n°20/1358 CE du Président du Conseil exécutif du 13 juillet 2020 fixant le montant de la participation de la Collectivité de Corse à la réalisation du programme d'activités 2020 de l'association et décidant l'individualisation du fonds culture – programme 4423 – fonctionnement,
- VU** l'avenant financier pour 2020 n°AV 2020-11758 SASC à la convention quadriennale d'objectifs et de soutien 2017-2020 n° 18-07 SASC du 25 juillet 2018 n° 18-07 SASC du 25 juillet 2018 pour l'association « I CHJACHJARONI »,
- VU** le courrier adressé par le président de l'association en date du 7 septembre 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

#### **APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

##### **Culture (SGCE – RAPPORT N° 4644)**

**ARTICLE PREMIER :** En application de la délibération n° 18/114 AC de l'Assemblée de Corse du 27 avril 2018 adoptant le règlement des aides pour la Culture, le Président du Conseil exécutif de Corse est autorisé à signer l'avenant, à l'avenant financier pour 2020 n°AV 2020-11758 SASC à la convention quadriennale d'objectifs et de soutien 2017-2020 n° 18-07 SASC du 25 juillet 2018 n° 18-07 SASC du 25 juillet 2018 pour l'association « I CHJACHJARONI », porté en annexe du présent arrêté.-

**ARTICLE 2 :** **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.P 2020

PROGRAMME : 4423 – FONCTIONNEMENT

**MONTANT DISPONIBLE.....448 119 ,58 €**

#### **I. AIDE AUX FESTIVALS - chapitre 3 - mesure 3.1 – festivals à rayonnement**

**interrégional**

**Association I CHJACHJARONI - PURTIVECHJU**

Subvention complémentaire et exceptionnelle 2020 Covid .....**20 000,00 €**

Arrêté n° 20/1358 CE du Président du Conseil exécutif du 13 juillet 2020

Opération n°16SAC03611 (revalorisation 2020 opération n°20SAC03611)

**MONTANT AFFECTE .....20 000,00 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU .....428 119 ,58 €**

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1864CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- VU** la délibération n° 17/136 AC de l'Assemblée de Corse du 1<sup>er</sup> juin 2017, portant sur les règles de fonctionnement des comités d'experts d'aides à la décision dans le secteur culturel et autorisant le Président du Conseil Exécutif de Corse à procéder aux nominations de leurs membres,
- VU** la délibération n° 17/284 AC de l'Assemblée de Corse du 21 septembre 2017 adoptant le nouveau cadre pour l'action culturelle de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 18/114 AC de l'Assemblée de Corse du 27 avril 2018 adoptant le règlement des aides pour la Culture,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 18/187 AC de l'Assemblée de Corse du 28 juin 2018 portant application du règlement des aides pour la Culture de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 Février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,

**VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 adoptant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,

**VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Culture  
(SGCE – RAPPORT N° 4658)**

**ARTICLE PREMIER :** **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.P + B.S 2020

PROGRAMME : 4423 – INVESTISSEMENT

**MONTANT DISPONIBLE.....775 656,31 €**

**COMMUNE D'AIACCIU**

Modernisation du hall d'accueil du théâtre municipal – Espace Diamant de la commune d'Aiacciu et renouvellement d'une partie du matériel technique de la salle de spectacle (mise en place d'une sonorisation du hall afin d'améliorer l'acoustique, changement de la mise en lumière du hall, acquisition du matériel scénique.....**36 000,00 €**

**COMMUNE DE PRUPIÀ**

Rééquipement du matériel scénique di u Teatru di Prupia (équipement son-façade, son-retour, console analogique, microphones H.F, microphone de sonorisation générale passive et active.....**66 000,00 €**

**SARL RICORDU DIFFUSION – BASTELICACCIA**

Production du 18<sup>ème</sup> album du groupe Les Voix de l'émotion.....**15 000,00 €**

**MONTANT AFFECTE.....117 000,00 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU.....658 656,31 €**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a long horizontal stroke with a vertical stroke intersecting it near the center, and a smaller horizontal stroke extending to the right from the vertical stroke.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1865CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Règlement général d'exemption par catégorie N°651/2014 de la Commission Européenne en date du 17 juin 2014, notamment son article 54,
- VU** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Loi NOTRe,
- VU** l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et l'article 1 du décret 2001-495 du 6 juin 2001,
- VU** la délibération n° 15/284 AC de l'Assemblée de Corse du 29 octobre 2015 portant approbation des règlements modifiés du fonds d'aides à la création de la Collectivité Territoriale de Corse et du placement sous RGEC des règlements du fonds d'aides à la création,
- VU** la délibération n° 17/136 AC de l'Assemblée de Corse du 1<sup>er</sup> juin 2017 portant sur les règles de fonctionnement des comités d'experts d'aide à la décision dans le secteur culturel et autorisant le Président du Conseil Exécutif de Corse à procéder aux nominations de leur membres,
- VU** la délibération n° 17/284 AC de l'Assemblée de Corse du 21 septembre 2017 portant approbation du nouveau cadre pour l'action culturelle et du nouveau cadre pour le patrimoine de la Collectivité Territoriale de Corse,

- VU** la délibération n° 17/319 AC de l'Assemblée de Corse du 26 octobre 2017 portant approbation de la convention de coopération pour le cinéma et l'image animée 2017/2019 entre l'Etat, le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) et la Collectivité Territoriale de Corse,
- VU** la délibération n° 18/114 AC de l'Assemblée de Corse du 27 avril 2018 adoptant le règlement des aides pour la culture de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°18/187 AC de l'Assemblée de Corse du 28 juin 2018 portant application du règlement des aides pour la culture de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2019 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 19/418 AC de l'Assemblée de Corse du 28 novembre 2019, approuvant les modalités de mise en œuvre du dispositif « eco migliurenza » (bonus d'éco production) et la modification du règlement des aides culture concernant la mesure 4.7 (aide à la production de longs métrages cinéma),
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/068 AC de l'Assemblée de Corse du 24 avril 2020, adoptant le rapport « Vince contra u COVID-19 »,
- VU** la délibération n°20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 6 novembre 2020 adoptant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** l'arrêté n° 20/1498 CE du Conseil exécutif du 29 septembre 2020 portant individualisation du fonds « Culture – Investissement – 4423 »,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de la Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

## **APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

### **Culture (SGCE – RAPPORT N° 4666)**

**ARTICLE PREMIER :** **EN APPLICATION** de la délibération n° 18/114 AC de l'Assemblée de Corse du 27 avril 2018 adoptant le règlement des aides pour la culture - Article 2 - le Président du Conseil exécutif de Corse est autorisé à individualiser les fonds correspondants en Conseil Exécutif, et à prendre toute mesure subséquente (arrêté, convention et avenants), dans la limite des plafonds prévus et dans le cadre des modalités et dispositions définies au règlement des aides pour la culture, conformément aux modèles joints au présent arrêté.

**ARTICLE 2 :**               **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.P. + B.S. 2020  
PROGRAMME : Culture – Investissement – 4423

**MONTANT DISPONIBLE :.....958 656,31 €**

**EXERCICE 2020 SACI : AFFECTATION D'AP FONDS D'AIDE À LA CRÉATION**

**EXERCICE 2020 / AIDE À L'ÉCRITURE CINÉMATOGRAPHIQUE ET AUDIOVISUELLE**

\* **Monsieur Jean-Marie ANTONINI (L'ISULA) .....6 000,00 €**  
" TOUT CE QUE TU DONNES " (long métrage de fiction)  
Coût prévisionnel : 6 000,00 € TTC (taux d'intervention : 100,00%).

\* **Monsieur Jean-Dominique BERTONI (LUMIU).....3 000,00 €**  
" HYPERCONNECTE " (court métrage de fiction)  
Coût prévisionnel : 3 000,00 € TTC (taux d'intervention : 100,00%).

\* **Monsieur Sébastien MAGGIANI (CASTELNAU LE LEZ) .....6 000,00 €**  
" L'AUTRE MOI " (long métrage de fiction)  
Coût prévisionnel : 6 000,00 € TTC (taux d'intervention : 100,00%).

\* **Madame Marie ABBENANTI (E VILLE DI PETRABUGNU) ..... 3 000,00 €**  
" CONFRONTATION " (court métrage de fiction)  
Coût prévisionnel : 3 100,00 € TTC (taux d'intervention : 96,77%).

\* **Monsieur Stéphane MONDOLONI (PARIS).....6 000,00 €**  
" FABULA " (série de fiction)  
Coût prévisionnel : 6 000,00 € TTC (taux d'intervention : 100,00%).

\* **Madame Carla PAOLI (MONTICELLU) .....3 000,00 €**  
" FAR " (court métrage de fiction)  
Coût prévisionnel : 3 000,00 € TTC (taux d'intervention : 100,00%).

\* **Madame Isabelle CATALAN (SETE).....6 000,00 €**  
" LES JEUNES FILLES ET LA PLAINE " (long métrage de fiction)  
Coût prévisionnel : 6 000,00 € TTC (taux d'intervention : 100,00%).

\* **Monsieur Thierry DE PERETTI (AIACCIU).....6 000,00 €**  
" A SON IMAGE " (long métrage de fiction)  
Coût prévisionnel : 6 000,00 € TTC (taux d'intervention : 100,00%).

**EXERCICE 2020 / AIDE AU DÉVELOPPEMENT, A L'INNOVATION ET AUX ÉCRITURES ÉMERGENTES**

\* **SARL TS PRODUCTIONS (PARIS) .....10 000,00 € "**  
" JE NE TE DIRAI PAS TOUT " (documentaire)



Coût prévisionnel : 12 000,00 € HT (taux d'intervention : 83,33%).

**\* SAS ALLINDÌ (AIACCIU).....10 000,00 €**

" ENTRE DEUX " (court métrage de fiction d'animation)

Coût prévisionnel : 13 270,00 € HT (taux d'intervention : 75,36%).

**\* SAS ALLINDÌ (AIACCIU).....15 000,00 €**

" APRES LA FIN " (série de fiction)

Coût prévisionnel : 22 643,00 € HT (taux d'intervention : 66,25%).

**\* SARL GRAND ANGLE PRODUCTIONS (MERIGNAC).....10 000,00 €**

" DES JEUNES ET DES LIVRES " (documentaire)

Coût prévisionnel : 16 710,00 € HT (taux d'intervention : 59,84%).

**\* SAS KOMINTERN (PARIS) .....15 000,00 €**

" MOI, NAPOLEON " (long métrage de fiction)

Coût prévisionnel : 26 470,00 € HT (taux d'intervention : 56,67%).

**\* SARL 529 DRAGONS (MARSEILLE).....10 000,00 €**

" LA FEMME AU CABANON " (long métrage de fiction)

Coût prévisionnel : 30 656,00 € HT (taux d'intervention : 32,62%).

**\* SARL CINED (VENACU).....10 000,00 €**

" RENAISSANCE SARDE " (documentaire)

Coût prévisionnel : 10 220,00 € HT (taux d'intervention : 97,85%).

#### **EXERCICE 2020 / AIDE A LA PREMIERE ŒUVRE CINEMATOGRAPHIQUE ET AUDIOVISUELLE**

**\* SAS ORFEU PRODUCTIONS (PARIS).....30 000,00 €**

" SAUVAGE " (court-métrage de fiction)

Coût prévisionnel : 82 400 € HT (taux d'intervention : 36,41%).

**\* L'association GREC (PARIS) .....22 000,00 €**

" ESTATE 99 " (court-métrage de fiction)

Coût prévisionnel : 38 453,98 € TTC (taux d'intervention : 57,21%).

**\* L'association GREC (PARIS) .....22 000,00 €**

" JOURNAL D'UN DESIR AMOUREUX " (court-métrage de fiction)

Coût prévisionnel : 38 007,60 € TTC (taux d'intervention : 57,88%).

**\* L'association GREC (PARIS) .....22 000,00 €**

" LES PINS TIMIDES " (court-métrage de fiction)

Coût prévisionnel : 38 671,98 € TTC (taux d'intervention : 56,89%).

**\* L'association GREC (PARIS) .....22 000,00 €**

" LA NUIT METEORE " (court-métrage de fiction)

Coût prévisionnel : 40 273,06 € TTC (taux d'intervention : 54,63%).

**\* L'association GREC (PARIS) .....20 000,00 €**

" LES INCENDIAIRES " (court-métrage de fiction)

Coût prévisionnel : 36 226,77€ TTC (taux d'intervention : 55,21%).

**\* L'association GREC (PARIS) .....20 000,00 €**  
" LA MONTAGNE POUBELLE " (documentaire)  
Coût prévisionnel : 36 941,60 € TTC (taux d'intervention : 54,14%).

**EXERCICE 2020/ AIDE A LA PRODUCTION DE COURTS ET MOYENS  
MÉTRAGES ET DE DOCUMENTAIRES D'AUTEURS**

**\* SAS OMNICUBE (BASTIA)..... 40 000,00 €**  
" A MALATA " (court-métrage de fiction)  
Coût prévisionnel : 60 584,00 € HT (taux d'intervention : 66,02%).

**\* SARL MERAPI PRODUCTIONS (MONTROUGE).....20 000,00 €**  
" SUR LE CHEMIN " (court-métrage de fiction)  
Coût prévisionnel : 118 980,00 € HT (taux d'intervention : 16,81%).

**\* SARL THE FRENCH CONNECTION (PARIS) .....40 000,00 €**  
" SACRE MOTEUR " (court-métrage de fiction)  
Coût prévisionnel : 50 000,00€ HT (taux d'intervention : 80,00%).

**EXERCICE 2020 / AIDE A LA PRODUCTION DE DOCUMENTAIRES**

**\* SARL CINED (VENACU) .....40 000,00 €**  
"LOOKING FOR SAAD'A " (documentaire)  
Coût prévisionnel : 100 540,00 € HT (taux d'intervention : 39,79%).

**\* SARL STELLA PRODUCTIONS (VINTISARI).....40 000,00 €**  
" CHRISTOPHE LEBRETON " (documentaire)  
Coût prévisionnel : 132 036,75 € HT (taux d'intervention : 30,29%).

**\* SARL MECANOS PRODUCTIONS (PARIS) .....34 000,00 €**  
" SOUS LE SOLEIL DE PAUL VALERY " (documentaire)  
Coût prévisionnel : 125 385 € HT (taux d'intervention : 27,12%).

**\* SARL INTERVISTA PROD (AIACCIU).....25 000,00 €**  
" C'EST MA TOURNEE " (documentaire)  
Coût prévisionnel : 53 224,24 € HT (taux d'intervention : 46,97%).

**\* SARL INTERVISTA PROD (AIACCIU).....25 000,00 €**  
" LA PETITE BRIGADE DANS LE MAQUIS " (documentaire)  
Coût prévisionnel : 52 553,06 € HT (taux d'intervention : 47,57%).

**\* SARL CHJACHJARELLA PRODUZIONE (BASTIA) .....35 000,00 €**  
" GENERATION 92, DECI ANNI DOPU " (documentaire)  
Coût prévisionnel : 121 049,00 € HT (taux d'intervention : 28,91%).

**\* SARL LIBER'TA PRODUCTION (I FULELLI).....25 000,00 €**  
" PAROLLA TURCHINA " (documentaire)  
Coût prévisionnel : 103 515,00 € HT (taux d'intervention : 24,15%).

**EXERCICE 2020 / AIDE A LA MUSIQUE DE FILMS**

**\* SARL LE FILM D'ART (PARIS).....10 000,00 €**  
" BEATRICE THIRIET, UN VOYAGE MUSICAL " (documentaire)  
Coût prévisionnel : 23 828,00 € HT (taux d'intervention : 41,97%).

**MONTANT AFFECTE :.....611 000,00 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU :.....347 656,31 €**

**ARTICLE 3 :**                   **ENTERINE** les coûts prévisionnels et les taux d'interventions définitifs des opérations 2020 suivantes tels qu'ils figurent dans les projets de convention en annexe de l'arrêté :

**ORIGINE : B.P. 2020**

**PROGRAMME : Culture – Investissement – 4423**

Arrêté n° ARR 20/1498 CE du 29 septembre 2020

**\* AP 20SAV00305**

**SAS MELOCOTON FILMS (PARIS)**

Aide à la production du court métrage de fiction intitulé « **LA POULE NOIRE** »

Coût prévisionnel définitif : 50 384,00 € H .T.

Taux d'intervention définitif : 69,47%

Montant de la subvention : 35 000,00 €

**\* AP 20SAV00126**

**SARL 504 PRODUCTIONS (CORTI)**

Aide à la captation - recreation du spectacle vivant intitulé « **CESAR VEZZANI** »

Coût prévisionnel définitif : 51 080,00 € H .T.

Taux d'intervention définitif : 29,37%

Montant de la subvention : 15 000,00 €

**\* AP 20SAV00129**

**SARL 504 PRODUCTIONS (CORTI)**

Aide à la captation - recreation du spectacle vivant intitulé « **E SUPPLICANTE** »

Coût prévisionnel définitif : 50 592,00 € H .T.

Taux d'intervention définitif : 29,65%

Montant de la subvention : 15 000,00 €

**ARTICLE 4 :**                   Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a long horizontal stroke with a vertical stroke intersecting it near the center, and a smaller horizontal stroke extending to the right from the vertical stroke.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1866CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Loi NOTRe,
- VU l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et l'article 1 du décret 2001-495 du 6 juin 2001,
- VU la délibération n° 17/284 AC de l'Assemblée de Corse du 21 septembre 2017 portant approbation du nouveau cadre pour l'action culturelle et du nouveau cadre pour le patrimoine de la Collectivité Territoriale de Corse ;
- VU la délibération n° 18/114 AC de l'Assemblée de Corse du 27 avril 2018 adoptant le règlement des aides pour la culture de la Collectivité de Corse ;
- VU la délibération n°18/187 AC de l'Assemblée de Corse du 28 juin 2018 portant application du règlement des aides pour la culture de la Collectivité de Corse ;
- VU la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2019 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse ;
- VU la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le Budget Primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 6 novembre 2020 adoptant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice

2020,

- VU l'arrêté n° 20/1301 CE du Conseil exécutif de Corse du 16 juin 2020 portant individualisation du fonds « Culture – programme : Fonctionnement – 4423 »,
- VU l'arrêté n° 20/1301 CE du Conseil exécutif de Corse du 16 juin 2020 approuvant la convention 2020 entre la Collectivité de Corse et l'association Diffusion KVA (Furiani), et lui attribuant une subvention de 80 000 € par individualisation du fonds « Culture – Fonctionnement – 4423 » - opération n°20SAV0078,
- VU la convention annuelle 2020 de soutien à l'association Diffusion KVA n° 20SACI10454 signée en date du 24 juillet 2020 entre la Collectivité de Corse et l'association Diffusion KVA (Furiani),
- VU l'arrêté n° 20/1301 CE du Conseil exécutif de Corse du 16 juin 2020 approuvant la convention 2020 entre la Collectivité de Corse et l'association « Corsica.Doc » (Maca E Croci), et lui attribuant une subvention de 50 000 € par individualisation du fonds « Culture – Fonctionnement – 4423 » - opération n°20SAV00080,
- VU la convention annuelle 2020 de soutien à l'association « Corsica.Doc » n° 20SACI10129 signée en date du 17 juillet 2020 entre la Collectivité de Corse et l'association Corsica.Doc (Maca E Croci),
- VU la délibération n° 20/068 AC de l'Assemblée de Corse du 24 avril 2020, adoptant le rapport « Vince contra u COVID-19 »,
- VU les tableaux d'échéancier des crédits de paiement annexés au rapport du Président du Conseil exécutif de la Corse,
- SUR rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

## **APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

### **Culture (SGCE – RAPPORT N° 4667)**

**ARTICLE PREMIER :** **APPROUVE** le projet de convention d'objectifs et de moyens pluriannuelle et pluripartite de soutien aux activités de l'association « Diffusion KVA » (Furiani) pour la période 2020-2022 entre la Collectivité de Corse, l'association Diffusion KVA et la commune de Furiani qui se substitue, à la date de sa signature, à la convention annuelle de soutien 2020 n° 20SACI10454 signée entre la Collectivité de Corse et l'association Diffusion KVA (Furiani) en date du 24 juillet 2020 afférente à l'autorisation d'engagement de l'opération numéro 20SAV00078 et, en application de l'article 2 de la délibération n°18/114 AC de l'Assemblée de Corse du 27

avril 2018, **AUTORISE** le Président du Conseil Exécutif à le signer tel qu'il figure en annexe du présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** **APPROUVE** le projet de convention d'objectifs et de moyens pluriannuelle et pluripartite de soutien aux activités de l'association « Corsica.Doc » (Maca E Croci) pour la période 2020-2022 entre la Collectivité de Corse, l'association Corsica.Doc et la commune de Suddacaro qui se substitue, à la date de sa signature, à la convention annuelle de soutien 2020 n° 20SAC110129 signée entre la Collectivité de Corse et l'association Corsica.Doc (Maca E Croci) en date du 17 juillet 2020 afférente à l'autorisation d'engagement de l'opération numéro 20SAV00080, et, en application de l'article 2 de la délibération n°18/114 AC de l'Assemblée de Corse du 27 avril 2018, **AUTORISE** le Président du Conseil Exécutif à le signer, tel qu'il figure en annexe du présent arrêté.

**ARTICLE 3 :** **DECIDE** d'abonder les autorisations de programmes relatives aux opérations mentionnées ci-dessous et de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique suivante :

ORIGINE : B.P. + B.S. 2020  
PROGRAMME : Culture – Fonctionnement – 4423

**MONTANT DISPONIBLE.....428 119,58 €**

Festivals à rayonnement interrégional :

• **Association Diffusion KVA - FURIANI**

Mise en œuvre d'une convention d'objectifs et de moyens pluriannuelle et pluripartite de soutien aux activités de l'association pour la période 2020-2022

**opération n°20SAV00078.....200 000,00 €**

**Arrêté n°20/1301 CE du Conseil exécutif de Corse du 16 juin 2020**

• **Association Corsica.Doc - MACA E CROCI**

Mise en œuvre d'une convention d'objectifs et de moyens pluriannuelle et pluripartite de soutien aux activités de l'association pour la période 2020-2022

**opération n°20SAV00080.....160 000,00 €**

**Arrêté n° 20/1301 CE du Conseil exécutif de Corse du 16 juin 2020**

**MONTANT AFFECTE : .....360 000,00 €**

**MONTANT DISPONIBLE A NOUVEAU .....68 119,58 €**

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a long horizontal line with a vertical stroke intersecting it near the center, and a smaller horizontal stroke extending to the right from the vertical stroke.

Gilles SIMEONI





**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1867CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- VU** la circulaire n°6166/SG du Premier ministre du 6 mai 2020 permettant aux autorités administratives de modifier les conditions initiales d'attribution d'une subvention pour des projets ayant dû être décalé en raison des mesures mises en place par le décret n° 2020-260 du 16 mars 2020 portant réglementation des déplacements dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19,
- VU** la délibération n°17/284 AC de l'Assemblée de Corse du 21 septembre 2017 portant approbation du nouveau cadre pour l'action culturelle et du nouveau cadre pour le patrimoine de la Collectivité Territoriale de Corse,
- VU** la délibération n°18/114 AC de l'Assemblée de Corse du 27 avril 2018 adoptant le règlement des aides pour la culture,
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°18/187 AC de l'Assemblée de Corse du 28 juin 2018 portant application du règlement des aides pour la Culture de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,

- VU** la délibération n° 20/068 AC de l'Assemblée de Corse du 24 avril 2020 adoptant le rapport « Vince contr' à u COVID 19 »,
- VU** l'arrêté n°20/1301 CE du 16 juin 2020 portant individualisation du fonds « Culture – programme : fonctionnement - 4423 »,
- VU** la convention n° CONV 20SACI5957 du 26 juin 2020 portant attribution d'une subvention d'un montant de 74 000 € à l'association CINE 2000 (AIACCIU) pour l'organisation en 2020 de la 21<sup>ème</sup> édition à Aiacciu du festival Passion Cinéma en avril 2020 et de la 2<sup>ème</sup> édition du festival Sinecime à Francardu en novembre 2020,
- VU** l'arrêté n° ARR 20SACI5946 du 26 juin 2020 portant attribution d'une subvention d'un montant de 15 000 € à l'association Populaire des Tunisiens en Corse - AIACCIU pour l'organisation de la 4<sup>ème</sup> édition du « Festival Des cinémas du Maghreb » en mars 2020,
- VU** l'arrêté n° ARR 20SACI5951 du 26 juin 2020 portant attribution d'une subvention d'un montant de 15 000 € à l'association DFilms - MARSEILLE pour l'organisation du festival « Addiction à l'œuvre » en mars juin et novembre 2020,
- VU** l'arrêté n° ARR 20SACI5955 du 26 juin 2020 portant attribution d'une subvention d'un montant de 15 000 € à la SAS Isla Productions pour la participation à des salons professionnels dédiés au cinéma en 2020,
- VU** l'arrêté n° ARR 20SACI5956 du 26 juin 2020 portant attribution d'une subvention d'un montant de 15 000 € à la SARL Mareterraniu – AFA pour la participation à des salons professionnels dédiés à l'audiovisuel en 2020,
- VU** la convention n° CONV 20SACI10131 du 17 juillet 2020 portant attribution d'une subvention d'un montant de 25 000 € à l'association Groupe de Recherches et d'Essais Cinématographiques – PARIS pour l'organisation en novembre 2020 à Portivechju de l'atelier résidentiel « Réécrire, penser et préparer un court métrage »,
- VU** le courrier en date du 15 novembre 2020 du président de l'association CINE 2000 adressé à Monsieur le Président du Conseil exécutif de Corse,
- VU** le courrier en date du 14 novembre 2020 du président de l'association Populaire des Tunisiens de Corse et Amis adressé à Monsieur le Président du Conseil exécutif de Corse,
- VU** le courrier en date du 13 novembre 2020 du président de l'association DFilms adressé à Monsieur le Président du Conseil exécutif de Corse,
- VU** le courrier en date du 26 novembre 2020 du président de la SAS Isla Productions adressé à Monsieur le Président du Conseil exécutif de Corse,
- VU** le courrier en date du 26 novembre 2020 du gérant de la SARL Mareterraniu adressé à Monsieur le Président du Conseil exécutif de Corse,

VU le courrier en date du 23 novembre 2020 du président de l'association Groupe de Recherches et d'Essais Cinématographiques adressé à Monsieur le Président du Conseil exécutif de Corse,

SUR rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

## APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

### Culture (SGCE – RAPPORT N° 4691)

**ARTICLE PREMIER :** EN APPLICATION de la délibération n° 18/114 AC de l'Assemblée de Corse du 27 avril 2018 adoptant le règlement des aides pour la culture - Article 2 - le Président du Conseil exécutif de Corse est autorisé à individualiser les fonds correspondants en Conseil Exécutif, et à prendre toute mesure subséquente (arrêté, convention et avenant), dans la limite des plafonds prévus et dans le cadre des modalités et dispositions définies au règlement des aides pour la culture, conformément aux modèles joints au présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** DECIDE, dans le cadre de l'application de mesures d'adaptation prévues par la circulaire n°6166/SG du Premier Ministre, de reporter en 2021, l'organisation des projets des structures culturelles suivantes, les montants des subventions restant inchangées et les crédits pouvant être utilisés jusqu'à fin 2021 sous réserve de l'adoption du Budget Primitif 2021 :

- **Association Ciné 2000 (AIACCIU)** - Report en 2021 de l'organisation à Aiacciu de la 21<sup>ème</sup> édition du festival « Passion cinéma – Journées montagnes » et de la 2<sup>ème</sup> édition du festival « Sinecime » à Francardu (*Convention n° CONV 20SACI5957 du 26/06/2020*) ;
- **Association Populaire des Tunisiens de Corse et Amis (AIACCIU)** - Report en 2021 de l'organisation à Aiacciu de la 4<sup>ème</sup> édition du « Festival des Cinémas du Maghreb en Corse » (*ARR 20SACI5946 du 26/06/2020*) ;
- **Association DFilms (MARSEILLE)** - Report en 2021 de l'organisation à Aiacciu, Bastia, Portivechju du festival « Addiction à l'œuvre » (*Arrêté n° ARR 20SACI5951 du 26/06/2020*) ;
- **SAS Isla Productions (AIACCIU)** - Report en 2021 de la participation à des salons professionnels dédiés au cinéma (*Arrêté n° ARR 20SACI5955 du 26/06/2020*) ;
- **SARL Mareterraniu (AFA)** - Report en 2021 de la participation à des salons professionnels dédiés à l'audiovisuel - (*Arrêté n° ARR 20SACI5956 du 26/06/2020*) ;

- **Association Groupe de Recherches et d'Essais Cinématographiques (PARIS)** Report en 2021 de l'organisation à Portivechju de l'atelier résidentiel « Réécrire, penser et préparer un court métrage » - (Convention n° CONV 20SAC110131 du 17/07/2020).

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1868CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de Mme Marie-Antoinette MAUPERTUIS en application des dispositions du sixième alinéa de l'article L. 4422-25 du code général des collectivités territoriales.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Lauda GUIDICELLI, Gilles SIMEONI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°19/438 AC de l'Assemblée de Corse du 29 novembre 2019 approuvant le règlement d'aides aux communes, intercommunalités et territoires,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la saisine pour information de la Chambre des Territoires,
- VU** la saisine pour information de la commission des finances et de la fiscalité de l'Assemblée de Corse,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de la Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

## APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

### Equipements collectifs communaux (SGCE – RAPPORT N° 4623)

**ARTICLE PREMIER :** **APPROUVE** la 2ème individualisation 2020 des crédits au titre du règlement d'aides aux communes, intercommunalités et territoires pour le Service des Politiques Urbaines, tel qu'il est proposé en annexe de la présente délibération.

**ARTICLE 2 :** **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits au programme :

ORIGINE : Budget 2020

PROGRAMME : 3142

MONTANT DISPONIBLE

10 918 290 €

MONTANT AFFECTE.....

1 336 498,40 €

2ème individualisation 2020 des crédits au titre de la Dotation quinquennale et de la Dotation Ecole du règlement transitoire d'aides aux communes, intercommunalités et territoires pour le Service des Politiques Urbaines

(Liste jointe en annexe)

DISPONIBLE A NOUVEAU

9 581 791,60 €

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1869CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de Mme Marie-Antoinette MAUPERTUIS en application des dispositions du sixième alinéa de l'article L. 4422-25 du code général des collectivités territoriales.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI

**ETAIENT ABSENTS : MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Gilles SIMEONI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°19/438 AC de l'Assemblée de Corse du 29 novembre 2019 approuvant le règlement d'aides aux communes, intercommunalités et territoires,
- VU** la délibération n°20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020
- VU** la saisine pour information de la Chambre des Territoires,
- VU** la saisine pour information de la commission des finances et de la fiscalité de l'Assemblée de Corse,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

## APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

### Chartes urbaines ANRU PRU Politique vill (SGCE – RAPPORT N° 4624)

**ARTICLE PREMIER :** **APPROUVE** la 2ème individualisation 2020 des crédits à destination des territoires urbains au titre du dispositif charte urbaine du règlement d'aides aux communes, intercommunalités et territoires pour le Service des Politiques Urbaines, tel qu'il est proposé en annexe du présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits au programme :

ORIGINE : Budget 2020

PROGRAMME : 3143

MONTANT DISPONIBLE

1 708 000 €

MONTANT AFFECTE..... 724 292,71 €  
2ème individualisation 2020 des crédits au titre du dispositif charte urbaine du règlement transitoire d'aides aux communes, intercommunalités et territoires pour le Service des Politiques Urbaines

(Liste jointe en annexe)

DISPONIBLE A NOUVEAU..... 983 707,29 €

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI





**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1870CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°19/438 AC de l'Assemblée de Corse du 29 novembre 2019 approuvant le règlement d'aides aux communes, intercommunalités et territoires,
- VU** la délibération n°20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- VU** la saisine pour information de la Chambre des Territoires,
- VU** la saisine pour information de la commission des finances et de la fiscalité de l'Assemblée de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Equipements collectifs communaux  
(SGCE – RAPPORT N° 4660)**

**ARTICLE PREMIER** : **APPROUVE** la 3ème individualisation des crédits au titre du règlement d'aides aux communes, intercommunalités et territoires pour 2020, tel qu'il est proposé en annexe du présent arrêté.

**ARTICLE 2** : **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits au programme :

ORIGINE : Budget 2020  
3142

PROGRAMME :

**MONTANT DISPONIBLE..... 9 581 791,60 €**

**MONTANT AFFECTE..... 4 063 118 €**

3 ème individualisation des crédits au titre du règlement transitoire d'aides aux communes, intercommunalités et territoires (Liste jointe en annexe)

**DISPONIBLE A NOUVEAU..... 5 518 673,60 €**

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1871CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** le décret n°2015-1697 du Premier ministre et de la ministre de l'Ecologie du développement durable et le l'énergie en date du 18 décembre 2015 rendant opposable la Programmation Pluriannuelle de l'Energie Corse,
- VU** la délibération n°16/109 AC de l'Assemblée de Corse en date du 27 mai 2016 validant le dispositif d'accompagnement des politiques de maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables pour la mise en œuvre de la programmation pluriannuelle de l'énergie de Corse,
- VU** la délibération n°17/075 AC de l'Assemblée de Corse en date du 30 mars 2017 portant modification la délibération 16/109 AC de l'Assemblée de Corse,
- VU** la délibération n°17/221 AC de l'Assemblée de Corse en date du 27 juillet 2017 portant modification la délibération 16/109 AC de l'Assemblée de Corse,
- VU** la délibération n°18/157 AC de l'Assemblée de Corse en date du 28 juin 2018 validant le dispositif d'accompagnement des politiques de maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables pour la mise en œuvre de la programmation pluriannuelle de l'énergie de Corse,
- VU** la délibération n°19/264 AC de l'Assemblée de Corse en date du 26 juillet 2019 approuvant l'ajout des fiches 2.24, 2.25, 2.26, 2.27, 3.17, 3.18, 3.19 au règlement des aides de l'Agence d'aménagement durable d'Urbanisme et

d'Energie de la Corse,

- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020
- VU** l'arrêté n° 20/1740 CE du Conseil exécutif de Corse du 1<sup>er</sup> décembre 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Cadre compensation territorial CDC/EDF  
(SGCE – RAPPORT N° 4632)**

**ARTICLE PREMIER** : **MODIFIE** l'annexe 1 de l'arrêté n°20/1740 CE du Conseil Exécutif de Corse du 1<sup>er</sup> décembre 2020, telle que figurant en annexe du présent arrêté.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1872CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** les articles L 262-46 (9ème alinéa) et L 262-47 du code de l'action sociale et des familles,
- VU** la délibération n° 20/005 AC de l'Assemblée de Corse du 9 janvier 2020 approuvant les volets "revenu de solidarité active (RSA)", "Aides financières allouées aux bénéficiaires du RSA" et "Dispositions générales du Pacte Territorial d'Insertion" du règlement des aides et des actions sociales et médico-sociales de Corse,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020
- VU** l'arrêté n°20/1540CE du Conseil exécutif de Corse du 13 octobre 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**RSA - RMI**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4637)**

**ARTICLE PREMIER :** **MODIFIE** l'article premier de l'arrêté n°20/1540 CE du Président du Conseil exécutif du 13 octobre 2020 comme suit :

**AUTORISE** les réductions et les annulations des titres de recettes relevant d'indus RSA pour un montant total de 7 037,37 € telles que détaillées ci-dessous :

Programme 5123 - Chapitre 9344 – Fonction 93447 – Compte 6577 : Remises

Numéro Attribution	Références titre	Montant de l'indus en €			Période de l'indu	Avis de la commission
		Montant initial	Montant de la réduction	Solde restant à recouvrir		
N° 17	30340/2019	9 465,49 €	4 732,75 €	4 732,74 €	Du 01/08/2016 au 30/04/2018	Remise 50%
N° 18	1664/2017	2 880,78 €	2 304,62 €	576,16 €	Du 01/12/2014 au 31/08/2016	Remise 80%
<b>TOTAL</b>		<b>12 346,27 €</b>	<b>7 037,37 €</b>	<b>5 308,90 €</b>		

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1873CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de Mme Marie-Antoinette MAUPERTUIS en application des dispositions du sixième alinéa de l'article L. 4422-25 du code général des collectivités territoriales.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI

**ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

Lauda GUIDICELLI, Gilles SIMEONI

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,

**VU** le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil,

**VU** la décision n° C(2014) 10147 du 17 décembre 2014 de la Commission européenne portant approbation de certains éléments du programme opérationnel intitulé « Corse » en vue d'un soutien du Fonds européen de développement régional et du Fonds social européen au titre de l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » pour la région Corse en France – CCI 2014FR16M2OP004,

**VU** la délibération n°15/218 AC de l'Assemblée de Corse en date du 17 septembre

- 2015 portant approbation du Programme opérationnel FEDER-FSE 2014- 2020, et autorisant le président du Conseil exécutif de Corse à procéder aux individualisations des crédits et à signer les conventions attributives d'aides afférentes,
- VU** le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020,
- VU** l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret no 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020,
- VU** l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020,
- VU** l'arrêté conjoint n°R20-2020-05-28-002 en date du 28 mai 2020, modifiant l'ARR1705681SAEU du 1er septembre 2017, abrogeant et remplaçant l'arrêté conjoint n°ARR1503SAEU en date du 18 juin 2015, désignant la liste des services de la Collectivité de Corse, Autorité de gestion, de ses offices et agences responsables du suivi et/ou co-instructeurs et/ou consultés, et l'Etat pour les dossiers d'opérations subventionnés dans le cadre du programme opérationnel FEDER-FSE Corse 2014-2020,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- VU** la convention de désignation de la Communauté d'agglomération du Pays Ajaccien en tant qu'organisme intermédiaire en charge d'un investissement territorial intégré (ITI) du programme opérationnel Corse FEDER-FSE 2014-2020 en date du 19 décembre 2016,
- VU** le guide des procédures du programmes opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 et notamment la section concernant les Investissements Territoriaux Intégrés,
- VU** la modification du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 approuvée par les membres du comité de suivi des fonds européens lors de la session plénière 16 novembre 2018,
- VU** la demande d'aide européenne de l'opération « Réhabilitation et rénovation thermique de 38 logements sociaux de la résidence des Pins à Mezzavia »



présentée par le bénéficiaire le 13/02/2019,

**VU** la demande d'aide européenne de l'opération « Bornes Tactiles d'Information » présentée par le bénéficiaire le 04/07/2018,

**VU** la demande d'aide européenne de l'opération « Panneaux numériques routiers d'information » présentée par le bénéficiaire le 04/07/2018,

**VU** l'avis favorable rendu par le service instructeur en date du 06/06/2020 pour l'opération « Réhabilitation et rénovation thermique de 38 logements sociaux de la résidence des Pins à Mezzavia»,

**VU** l'avis favorable rendu par le service instructeur en date du 25/09/2019 pour l'opération « Bornes Tactiles d'Information »,

**VU** l'avis favorable rendu par le service instructeur en date du 08/07/2019 pour l'opération « Panneaux numériques routiers d'information »,

**VU** les avis favorables pour ces trois opérations du COPIL de l'Organisme intermédiaire en date du 25 novembre 2020,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Prog FEDER FSE 2014-2020  
(SGCE – RAPPORT N° 4642)**

**ARTICLE PREMIER :**      **DECIDE** d'affecter les crédits suivants :

ORIGINE : B.P 2020

PROGRAMME : 2322 PO FEDER-FSE 2014-2020 - Investissement

**Montant disponible : .....9 607 581,66 €**

*\_ OPH2A : «Réhabilitation et rénovation thermique de 38 logements sociaux de la résidence des Pins à Mezzavia», synergie n°CO0022818.....800 000 €*

*\_CAPA : «« Bornes Tactiles d'Information», synergie n°CO0018975..... 75 000 €*

*\_CAPA : «Panneaux numériques routiers d'information», synergie n°CO0018969.....75 000 €*

**TOTAL A AFFECTER : .....950 000 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU : .....8 657 581,66 €**

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1874CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** les articles L.4422-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,
- VU** la délibération n° 14/242 AC de l'Assemblée de Corse du 14 décembre 2014 portant adoption du deuxième plan régional de soutien à l'économie sociale et solidaire Cors'Eco Solidaire 2,
- VU** la délibération n° 16/293 AC de l'Assemblée de Corse du 14 décembre 2016 portant adoption du Schéma de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII),
- VU** l'arrêté n° R20-2017-03-29-001 en date du 29 mars 2017 portant approbation du schéma de développement économique, d'innovation et d'internationalisation,
- VU** la délibération n°17/356 AC de l'Assemblée de Corse du 27 octobre 2017 portant adaptation des aides du dispositif Cors'éco- solidaire 2 en application du SRDE2I,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 approuvant le règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du Budget Primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de la Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**ADEC - Actions régionales entreprises  
(SGCE – RAPPORT N° 4673)**

**ARTICLE PREMIER** : **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit, les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.P. 2020 PROGRAMME : 2131

**MONTANT DISPONIBLE ..... 4 843 062,94 €**

**Corse Active Pour l'Initiative (CAPI)**

Soutien au déploiement territorial des actions de la structure pour l'année 2020 ...  
**455 000 €**

**MONTANT AFFECTE..... 455 000 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU ..... 4 388 062,84 €**

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1875CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la délibération n° 14/242 AC de l'Assemblée de Corse du 14 décembre 2014 portant adoption du deuxième plan régional de soutien à l'économie sociale et solidaire Cors'Eco Solidaire 2,
- VU** la délibération n° 16/293 AC de l'Assemblée de Corse du 14 décembre 2016 portant adoption du Schéma de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII),
- VU** l'arrêté n° R20-2017-03-29-001 en date du 29 mars 2017 portant approbation du schéma de développement économique, d'innovation et d'internationalisation,
- VU** la délibération n° 17/356 AC de l'Assemblée de Corse portant adaptation des aides du dispositif Cors'éco- solidaire 2 en application du SRDE2I date du 27 octobre 2017.
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**ADEC - Actions régionales entreprises  
(SGCE – RAPPORT N° 4692)**

**ARTICLE PREMIER** : **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit, les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.P 2020

PROGRAMME : 2131

**MONTANT DISPONIBLE**

**4 388 062,94 €**

**Corse Active pour l'Initiative**

Mise en œuvre des Dispositif Locaux d'Accompagnement (DLA) 2020

**MONTANT AFFECTE**

**200 000 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU**

**4 188 062,94 €**

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1876CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**ETAIT ABSENTE : Mme**

Marie-Antoinette MAUPERTUIS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** le Schéma de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation « SESRI 2017/2022 » adopté par l'Assemblée de Corse par délibération n° 17/333 AC du 26 octobre 2017,
- VU** La délibération 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n°20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 6 novembre 2020 portant approbation du budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Formations superieures**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4598)**

**ARTICLE PREMIER :**     **APPROUVE** le présent rapport « Projet de partenariat entre la Collectivité de Corse et l'Institut d'Enseignement Supérieur de la Musique Europe et Méditerranée ».

**ARTICLE 2 :**           **APPROUVE** le projet de partenariat entre la Collectivité de Corse et l'Institut d'enseignement supérieur de la musique Europe et Méditerranée visant à mettre en œuvre un Diplôme d'État de professeur de musique et une Licence universitaire Spécialité « Musiques traditionnelles - *Musiques et chants de Corse et de Méditerranée* ».

**ARTICLE 3 :**           Le partenariat fera l'objet d'une contractualisation avec « l'Institut d'Enseignement Supérieur de la Musique Europe et Méditerranée ». Cette contractualisation définira notamment les conditions matérielles et financières permettant une mise en œuvre efficiente du projet.

**ARTICLE 4 :**           Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized initial 'G' followed by a horizontal line and a small flourish at the end.

Gilles SIMEONI





**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1877CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- VU** la délibération n°17/284 AC de l'Assemblée de Corse du 21 septembre 2017 portant approbation du nouveau cadre pour l'action culturelle et du nouveau cadre pour le patrimoine de la Collectivité Territoriale de Corse,
- VU** la délibération n°18/114 AC de l'Assemblée de Corse du 27 avril 2018 adoptant le règlement des aides pour la culture,
- VU** la délibération n°18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°18/187 AC de l'Assemblée de Corse du 28 juin 2018 portant application du règlement des aides pour la Culture de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 Février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n°20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 adoptant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,

- VU** l'arrêté n°20/1181 CE du Président du Conseil exécutif de Corse en date du 5 mai 2020 attribuant une subvention d'un montant de 25 000 € à l'association Musanostra pour l'organisation, en 2020, du Musa Festival assorti d'actions de médiation culturelle à l'année,
- VU** la convention annuelle de soutien aux activités de l'association Musanostra conclue entre la Collectivité de Corse et l'association (n°2020-4855SLLP du 9 juin 2020),
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de la Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Culture**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4556)**

**ARTICLE PREMIER :** **APPROUVE** le projet de convention pluriannuelle et pluripartite entre la Collectivité de Corse, la commune de Bastia et l'association « Musanostra » - Bastia pour la période 2020-2022, conformément au modèle joint au présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.P + B.S 2020  
PROGRAMME : 4423 – FONCTIONNEMENT

**MONTANT DISPONIBLE.....678 119,58 €**

**Association Musanostra – Bastia**

Mise en œuvre d'une convention pluriannuelle et pluripartite de soutien aux activités de l'association pour la période 2020-2022..... **100 000,00 €**  
*En sus de 25 000 € déjà attribués par arrêté n°20/1181 du 5 mai 2020*  
*Subvention totale : 125 000 €*  
*Opération 20SAC00062.*

**MONTANT AFFECTE.....100 000,00 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU.....578 119,58 €**

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by a horizontal line and a vertical stroke, and another horizontal line extending to the right.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1878CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IVème partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République – Titre VII,
- VU** la délibération n° 17/284 AC de l'Assemblée de Corse du 21 septembre 2017 portant approbation du nouveau cadre pour le patrimoine,
- VU** la délibération n°20/017 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du cadre de politique générale des sites archéologiques et des musées de Corse,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**(SGCE – RAPPORT N° 4662)**

**ARTICLE PREMIER** : **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

SECTEUR : Direction du Patrimoine  
ORIGINE : BS 2020  
PROGRAMME : 4418 – RACINE, section Investissement  
CHAPITRE 903 - FONCTION 312

MONTANT DISPONIBLE : ..... 70 000,00 €

**Projet RACINE**

Opérations liées à mise en valeur du patrimoine rural et d'optimiser l'accessibilité des sites remarquables insulaires

MONTANT AFFECTE : ..... 70 000,00 €

DISPONIBLE A NOUVEAU : ..... 0 €

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1879CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la loi n°2015-991 du 07 août portant nouvelle organisation territoriale de la République – Titre VII,
- VU** la délibération n°17/284 AC de l'Assemblée de Corse du 21 septembre 2017 adoptant le nouveau cadre pour l'action culturelle et le nouveau cadre pour le patrimoine de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°18/114 AC de l'Assemblée de Corse du 27 avril 2018 adoptant le règlement des aides pour la culture,
- VU** la délibération n°18/187 AC de l'Assemblée de Corse du 28 juin 2018 portant application du règlement des aides pour la Culture de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,

**VU** la délibération n° 20/068 AC de l'Assemblée de Corse du 24 avril 2020 adoptant le rapport « Vince contra à u COVID-19 »,

**VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Culture  
(SGCE – RAPPORT N° 4699)**

**ARTICLE PREMIER :** **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique suivante :

**ORIGINE : B.P+BS 2020      PROGRAMME : 4423– Culture Fonctionnement**

**MONTANT DISPONIBLE : .....68 119,58 Euros**

**ATELIERS DE PRATIQUE ARTISTIQUE 2020-2021 / CORSICA SUTTANA :**

**Association LE THE A TROIS - PITRUSEDDA.....5 760,00 Euros**

Projet de l'école élémentaire Sampiero à AIACCIU 1 classe de CE1,  
intitulé « Les 4 tempéraments »

Projet de l'école élémentaire Sampiero à AIACCIU classe ULIS,  
intitulé « Théâtre, chant, arts plastiques »

Projet de l'école élémentaire Santarelli à AIACCIU, 1 classe de CM2,  
intitulé « La monstrosité en littérature »

Projet de l'école élémentaire Santarelli à AIACCIU, classe ULIS,  
intitulé « Gérer ses émotions pour mieux communiquer et vivre ensemble »

Projet de l'école maternelle Général Leclerc (école Annexe) à AIACCIU, MS-GS,  
intitulé « De toutes les couleurs »

Projet de l'école maternelle Général Leclerc (école Annexe) à AIACCIU, MS-GS,  
intitulé « Les couleurs en scène ! »

**Association LA CIE DES PETITS SONS – AIACCIU.....1 920,00 Euros**

Projet de l'école Sœur Alphonse à AIACCIU, 2 classes,  
intitulé « Création d'un jardin sensoriel merveilleux »

**Association CREACIRQUE– PERI .....3 648,00 Euros**

Projet de l'école Jean Santini à Portivechju, 8 classes,  
intitulé « Un moment circassien à l'école »

Projet de l'école de FIGARI, 3 classes,  
intitulé « Des circassiens à l'école »

**Association ARTE IN AIACCIU – AIACCIU .....4 800,00 Euros**

Projet de l'école Charles Bonafedi à AIACCIU, 2 classes,  
intitulé « Musique et architecture »

Projet de l'école Charles Bonafedi à AIACCIU, 2 classes,  
intitulé « De l'objet au portrait, ombres et lumières »

Projet de l'école Sœur Alphonse à AIACCIU, 3 classes,  
intitulé « Arts Visuels »

**Association CREA CORSICA – AIACCIU .....2 880,00 Euros**

Projet de l'école élémentaire Forcioli Conti à AIACCIU, 1 classe,  
intitulé « Danse »

Projet de l'école des Cannes Pasquale Paoli à AIACCIU, 2 classes,  
intitulé « Ani-mOts-dansés »

**Association FRETU ANTICU – SOTTA .....960,00 Euros**

Projet de l'école Michelangeli Marchetti de la Trinité de PORTIVECHJU,  
1 classe, intitulé « Art'in salini di Portivechju »

**Association CIE EUREKA THEATRE – CHAMBERY .....1 152,00 Euros**

Projet de l'école Michelangeli Marchetti de la Trinité de PORTIVECHJU,  
2 classes, intitulé « Chœurs de clowns »

**Association LABORATOIRE REGIONAL D'ARCHEOLOGIE – AIACCIU  
.....960,00 Euros**

Projet de l'école primaire de PITRETU E BICCHISGIÀ , 2 classes,  
intitulé « Paysage d'aujourd'hui et d'hier : observer pour construire  
l'environnement de demain »

**Association ARTPOVAL– PRUPIÀ .....2 880,00 Euros**

Projet de l'école élémentaire de PRUPIÀ, 3 classes,  
intitulé « Ha(ut)ll en couleur ! »

**Association LA BARQUE AILEE – PARIS .....2 880,00 Euros**

Projet de l'école maternelle Pifanu de PORTIVECHJU, 1 classe,  
intitulé « Attenti à u lupu »

Projet de l'école maternelle Pifanu de PORTIVECHJU, 2 classes,  
intitulé « Cirque en maternelle »



**ATELIERS DE PRATIQUE ARTISTIQUE 2019- 2020 / CORSICA SUPRANA :**

**Association LES ARTS A L'ECOLE - BASTIA.....13 920,00 Euros**

Projet de l'école primaire Charles Andrei de BASTIA, 6 classes,  
intitulé « Il était une fois...dans la cour de l'école »

Projet de l'école primaire de CENTURI, 1 classe,  
intitulé « L'arbre venu de la mer »

Projet de l'école maternelle « U Petricciu » de CERVIONI, 2 classes,  
intitulé « Scol'Arbaru »

Projet de l'école maternelle de MAISON PIERAGGI, 1 classe,  
intitulé « Carnaval en goguette »

Projet de l'école maternelle L'Alba de MIOMU, 2 classes,  
intitulé « L'arbre aux cabanes »

Projet de l'école Principellu de FURIANI, 1 classe,  
intitulé « Da i libri...à a mo persona»

Projet de l'école primaire de QUERCIOLO, 3 classes,  
intitulé « La forêt généreuse »

Projet de l'école élémentaire Modeste Venturi à BASTIA, 3 classes,  
intitulé «Forêt dans la ville »

Projet de l'école maternelle Modeste Venturi à BASTIA, 2 classes,  
intitulé «Arbre »

**Association AABA - BORGU.....4 464,00 Euros**

Projet de l'école élémentaire de SISCOU, 3 classes,  
intitulé « Comment aborder le rythme avec son corps »

Projet de l'école primaire « Puntichju » de SANTA LUCIA DI MURIANI, 3 classes,  
intitulé « Musique »

**Association U CHITARINU- BASTIA.....3 408,00 Euros**

Projet de l'école élémentaire de SISCOU, 2 classes,  
intitulé « Création de chansons »

Projet de l'école élémentaire "U Rustincu" de Furiani, 1 classe,  
intitulé « Création de chansons »

**Association LE THEATRE DE SINELLA - CASALTA.....3 168,00 Euros**

Projet de l'école primaire de La PORTA, 1 classe,  
intitulé « Percussions »

Projet de l'école primaire de LORETU DI CASINCA, 1 classe,  
intitulé « Percussions »

Projet de l'école primaire d'ORTIPORIU, 1 classe,  
intitulé « Percussions »

**Association DES SOURCES AUX ETOILES – CASALTA.....1 440,00 Euros**

Projet de l'école élémentaire Dominique Antoniotti de BORGU,  
8 classes, intitulé « Autour du Jazz »

**MONTANT AFFECTE.....54 240,00 Euros**

**DISPONIBLE A NOUVEAU : .....13 879,58 Euros**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des  
actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1880CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** la loi n°2015-991 du 07 août portant nouvelle organisation territoriale de la République – Titre VII,
- VU** la délibération n°17/284 AC de l'Assemblée de Corse du 21 septembre 2017 adoptant le nouveau cadre pour l'action culturelle et le nouveau cadre pour le patrimoine de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n°20/098 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 approuvant le soutien à la création artistique et culturelle « A chjama di l'arte » - création des prix et appels à projets 2020,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/068 AC de l'Assemblée de Corse du 24 avril 2020 adoptant le rapport « Vince contra à u COVID-19 »,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Culture**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4700)**

**ARTICLE PREMIER :** **VALIDE** les propositions des candidatures pré-sélectionnées en vue de participer au concours « Premiu di a Cullettivita di Corsica – Arti Visuali e Premiu Talentu », sur avis du Jury de pré-sélection du 27 octobre 2020.

- 1- M. Marc LEDOYEN / Sculpture :  
Œuvre proposée « Bloc note »
- 2- M. Sébastien DOMINICI / Peinture :  
Œuvre proposée « Tomorrow is another day »
- 3- M. Bernard FILIPPI / Peinture :  
Œuvre proposée « Covid è dopu »
- 4- M. Sébastien ARRIGHI / Image :  
Œuvre proposée sans titre
- 5- Mme Alexandra VILLANI / Sculpture :  
Œuvre proposée « Martha a une gueule »,
- 6- Mme Elise PINELLI / Image :  
Œuvre proposée « Female gaze »
- 7- M. Jean-Marc IDIR / Peinture :  
Œuvre proposée « La derelitta »
- 8- Mme Zelda COLONNA DESPRATS / Peinture :  
Œuvre proposée sans titre
- 9- Mme Léa EOUZAN PIERI / Image :  
Œuvre proposée, « Scupienda – Lupinu »
- 10- Ex equo :  
M. Gustave Mario SEPULCRE / Peinture :  
Œuvre proposée « Bodegon »
  
- M. Yannick STARA / Image :  
Œuvre proposée « Genitori – Ashram 2020 »

**ARTICLE 2** :

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by a horizontal line and a small flourish.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1881CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** les articles L.4422-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,
- VU** la délibération n° 14/242 AC de l'Assemblée de Corse du 14 décembre 2014 portant adoption du deuxième plan régional de soutien à l'économie sociale et solidaire Cors'Eco Solidaire 2,
- VU** la délibération n° 16/293 AC de l'Assemblée de Corse du 14 décembre 2016 portant adoption du Schéma de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII),
- VU** l'arrêté n° R20-2017-03-29-001 en date du 29 mars 2017 portant approbation du schéma de développement économique, d'innovation et d'internationalisation,
- VU** la délibération n°17/356 AC de l'Assemblée de Corse du 27 octobre 2017 portant adaptation des aides du dispositif Cors'éco- solidaire 2 en application du SRDEII,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 approuvant le règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**ADEC - Actions régionales entreprises  
(SGCE – RAPPORT N° 4674)**

**ARTICLE PREMIER** : **DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit, les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.P. 2020 PROGRAMME : 2131

**MONTANT DISPONIBLE.....3 448 719,84 €**

**Association Pour le Droit à l'Initiative (ADIE Direction régionale Corse)**  
Soutien au déploiement territorial des actions de la structure pour l'année 2020  
**120 000 €**

**MONTANT AFFECTE.....120 000 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU..... 3 328 719,84 €**

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1882CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53
- VU** la délibération n°16/177 sur la mise en œuvre d'une mission d'observation sur le suivi des prix du panier moyen en Corse,
- VU** la délibération n° 16/293 AC de l'Assemblée de Corse du 14 décembre 2016 portant adoption du Schéma de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII),
- VU** l'arrêté n° R20-2017-03-29-001 en date du 29 mars 2017 portant approbation du schéma de développement économique, d'innovation et d'internationalisation,
- VU** la délibération n°17/356 AC de l'Assemblée de Corse portant adaptation des aides du dispositif,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération N°18/422 AC de l'Assemblée de Corse du 29 novembre 2018 portant adoption d'une résolution relative au climat social, au coût de la vie et au problème du prix du carburant en Corse et portant installation de la Conférence sociale,
- VU** la prise de position publique et conjointe du Président du Conseil Exécutif de Corse, du Président de l'Assemblée de Corse, et du Président du CESEC de



Corse en date du 6 décembre 2018, proposant la tenue de la 1ère Conférence sociale pour le respect des droits fondamentaux des citoyens de Corse, et l'organisation de deux ateliers consacrés à la question du prix des carburants et à celle du prix des produits de consommation courante,

- VU** la séance plénière de la Conférence sociale en date du 14 janvier 2019, et les travaux menés par les différents ateliers,
- VU** la résolution solennelle de l'Assemblée de Corse du 22 février 2019 concernant les prix des carburants et des produits de consommation courante qui valide la mise en place du suivi des prix par l'observatoire Corsica Statistica.
- VU** l'arrêté n°19/916CE du 17 décembre 2019.
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**(SGCE – RAPPORT N° 4620)**

- ARTICLE PREMIER :** **PREND NOTE** de la proposition de l'ADEC de divulguer les travaux de l'Observatoire Corsica Statistica dans le cadre de la conférence sociale.
- ARTICLE 2 :** **AUTORISE** la réalisation et diffusion d'une publication ad hoc.
- ARTICLE 3 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a vertical line on the left, a horizontal line crossing it, and a long horizontal stroke extending to the right.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1883CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53
- VU** la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République – Titre VII,
- VU** la délibération n° 17/284 AC de l'Assemblée de Corse du 21 septembre 2017 portant approbation du nouveau cadre pour le patrimoine,
- VU** la délibération n°20/017 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du cadre de politique générale des sites archéologiques et des musées de Corse,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 adoptant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Musée de la Corse  
(SGCE – RAPPORT N° 4613)**

**ARTICLE PREMIER :** DECIDE de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.S 2020  
PROGRAMME : 44390 PATRIMOINE – INVESTISSEMENT

**MONTANT DISPONIBLE :** .....100 000 €

**Sites archéologiques et musées**

**Aménagement des boutiques et accueils des musées** .....80 000 €

**Identité visuelle exposition 2021**.....20 000 €

**MONTANT AFFECTE :**.....100 000 €

**DISPONIBLE À NOUVEAU :** .....0 €

ORIGINE : B.S 2020  
PROGRAMME : 44390 PATRIMOINE – FONCTIONNEMENT

**MONTANT DISPONIBLE :** .....100 000 €

**Sites archéologiques et musées**

**Partenariat guides-conférenciers**.....30 000 €

**Produits dérivés boutiques des musées**.....20 000 €

**Partenariat Université de Corte - Fab Lab Corti**.....10 000 €

**Expertises études collections**.....40 000 €

**MONTANT AFFECTE :**.....100 000 €

**DISPONIBLE À NOUVEAU :** .....0 €

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente

A handwritten signature in blue ink, consisting of a long horizontal stroke with a vertical line intersecting it near the center, and a smaller horizontal stroke extending to the right from the vertical line.

Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1884CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IVème partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53
- VU** la délibération n° 17/284 AC de l'Assemblée de Corse du 21 septembre 2017 portant approbation du nouveau cadre pour l'action culturelle et du nouveau cadre pour le patrimoine de la Collectivité Territoriale de Corse,
- VU** la délibération n° 18/114 AC de l'Assemblée de Corse du 27 avril 2018 adoptant le règlement des aides pour la culture,
- VU** la délibération n° 18/187 AC de l'Assemblée de Corse du 28 juin 2018 portant application du règlement des aides pour la Culture de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire 2020,
- VU** la délibération n° 20/066 AC de l'Assemblée de Corse du 24 avril 2020 prenant acte des délégations d'attributions de l'Assemblée de Corse au Conseil exécutif de Corse et à son Président,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du

Président du Conseil exécutif de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Culture**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4459)**

**ARTICLE PREMIER :** DECIDE de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique suivante :

ORIGINE : B.P + B.S. 2020

PROGRAMME : 4423 – INVESTISSEMENT

**MONTANT DISPONIBLE..... 4 943 896,41€**

**Commune de A MUNACIA D'AUDDE**

Construction, aménagement et équipement de  
la médiathèque communale.....

**197 876,10 €**

**MONTANT AFFECTE..... 197 876,10 €**

**DISPONIBLE A NOUVEAU.....4 746 020,31 €**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1885CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni à Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République – Titre VII,
- VU** la délibération n° 17/284 AC de l'Assemblée de Corse du 21 septembre 2017 portant approbation du nouveau cadre pour le patrimoine,
- VU** la délibération n°20/017 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du cadre de politique générale des sites archéologiques et des musées de Corse,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mars 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** la délibération n° 20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 6 novembre 2020 approuvant le budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,



**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**Musée de Morosaglia  
(SGCE – RAPPORT N° 4630)**

**ARTICLE PREMIER :** DECIDE de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : B.S 2020

PROGRAMME : 4439 - PATRIMOINE – INVESTISSEMENT- MUSEE PASQUALE PAOLI MERUSAGLIA

CHAPITRE : 903 - FONCTION : 314

MONTANT DISPONIBLE : .....60 000,00 €

DIRECTION DU PATRIMOINE Musée Pasquale PAOLI Merusaglia  
Complément Activités 2020.....60 000,00 €

MONTANT AFFECTE : .....60 000,00 €

DISPONIBLE À NOUVEAU : .....0,00 €

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1886CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** les articles L 3131-1 à L 313-9 et R 313-1 à R 313-10-2 du code de l'action sociale et des familles,
- VU** les articles R 133-3 et R 133-4 du code des relations entre le public et l'administration,
- VU** la délibération n° 18/004 AC de l'Assemblée de Corse du 2 janvier 2018 relative à l'élection du Conseil exécutif de Corse et de son Président, aux termes de laquelle M. Gilles SIMEONI est élu Président du Conseil exécutif de Corse,
- VU** la délibération n° 18/165 AC de l'Assemblée de Corse du 31 mai 2018 portant désignation des représentants de l'Assemblée de Corse au sein de la commission d'information et de sélection d'appel à projets social ou médicosocial,
- VU** la délibération n° 18/281 AC de l'Assemblée de Corse du 27 juillet 2018 prenant acte du PRUGHJETTU D'AZZIONE SUCIALE pour la période 2018-2021,
- VU** la délibération n° 20/002 CP de la Commission permanente de l'Assemblée de Corse du 6 mai 2020 approuvant le lancement d'un appel à projets pour la création d'une offre de cinquante places d'hébergement en résidence autonomie sur le territoire de la Corse,
- VU** l'arrêté n° 18/066 CE du Président du Conseil exécutif de Corse du 24 mai 2018

portant composition de la commission d'information et de sélection d'appel à projets social ou médico-social,

**VU** l'arrêté n° 18/533 CE du Président du Conseil exécutif de Corse du 6 novembre 2018 portant désignation des membres permanents de la commission d'information et de sélection d'appel à projets social ou médico-social,

**VU** l'arrêté n° 20/978 CE du Président du Conseil exécutif de Corse du 18 février 2020 portant modification de la composition de la commission d'information et de sélection d'appel à projets social ou médico-social lorsqu'elle est réunie pour un appel à projet relevant de l'autorisation exclusive du Président du Conseil exécutif de Corse,

**VU** la circulaire de la ministre de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes n° DGCS/5B/2010/434 du 28 décembre 2010 relative à la procédure d'appel à projets et d'autorisation des établissements ou services sociaux et médico-sociaux,

**CONSIDÉRANT**, pour l'appel à projets relatif à la création d'une offre de cinquante places d'hébergement en résidence autonomie sur le territoire de la Corse, l'obligation réglementaire faite par l'article R 313-1 du code de l'action sociale et des familles susvisé de réunir la commission d'information et de sélection d'appel à projets social ou médico-social dans sa composition attachée à la compétence exclusive du Président du Conseil exécutif en matière d'autorisation d'établissements ou de services sociaux ou médico-sociaux,

**CONSIDÉRANT** l'obligation réglementaire faite à l'autorité territoriale de la Collectivité de Corse et disposée par l'article R 313-1 du code de l'action sociale et des familles susvisé de désigner certains des membres avec voix consultative de la commission d'information et de sélection d'appel à projets social ou médico-social en ce qu'ils sont désignés pour contribuer à la formulation d'une recommandation pour le seul appel à projets relatif à la création d'une offre de cinquante places d'hébergement en résidence autonomie sur le territoire de la Corse,

**CONSIDÉRANT** l'obligation réglementaire faite à l'autorité territoriale de la Collectivité de Corse et disposée par l'article R 313-5 du code de l'action sociale et des familles susvisé de désigner au sein de ses services un ou plusieurs instructeurs pour l'examen des candidatures reçues au terme de la procédure de consultation attachée à l'appel à projets relatif à la création d'une offre de cinquante places d'hébergement en résidence autonomie sur le territoire de la Corse,

**SUR** proposition de la Directrice générale des services de la Collectivité de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**(SGCE – RAPPORT N° 4724)**

**ARTICLE PREMIER :**

**DÉSIGNE**, pour le seul appel à projets relatif à la création d'une offre de cinquante places d'hébergement en résidence autonomie sur le territoire de la Corse, les membres avec voix consultative de la commission d'information et de sélection d'appel à projet social ou médico-social mentionnés ci-dessous :

<i>au titre du III, 2°, de l'article R 313-1 du code de l'action sociale et des familles <b>personnalités qualifiées</b> dans le domaine de l'appel à projets</i>		
<b>présent arrêté</b>	<b>Dr Marie-Pierre PANCRAZI</b> Médecin Psychogériatre Coordonnateur adjoint CMRR (Centre Mémoire Ressources et Recherche) du CH Bastia	<b>M. Olivier LIEUTAUD</b> Médecin généraliste
<b>présent arrêté</b>	<b>MME Sophie De NICOLAI</b> Directrice déléguée de la CARSAT Sud-Est et de l'Association Santé Education et Prévention (ASEPT)	<b>MME Véronique COSTANTINO- HAMARD</b> : Doctorante en neuropsychologie - Superviseur CMRR (Centre Mémoire Ressources et Recherche) du CH Ajaccio
<i>au titre du III, 3°, de l'article R 313-1 du code de l'action sociale et des familles <b>représentants des usagers</b> spécialement concernés par l'appel à projets</i>		
<b>présent arrêté</b>	<b>M. Jacques COLIN</b> Association nationale des retraités de Corse	<b>MME Marie-Thérèse FITTIPALDI</b> Association nationale des retraités de Corse
<i>au titre du III, 4°, de l'article R 313-1 du code de l'action sociale et des familles <b>représentants des services de l'autorité territoriale compétente pour délivrer l'autorisation</b></i>		
<b>présent arrêté</b>	<b>MME Marie-Pascale SIMONI</b> DGA en charge des Affaires sociales et Sanitaires de la Collectivité de Corse	<b>MME Catherine MILLET Adjointe à la DGA</b> fonction au sein de la Collectivité de Corse
<b>présent arrêté</b>	<b>MME Marie CIANELLI</b> Directrice de l'autonomie de la Collectivité de Corse	<b>MME Michèle MAGNI</b> Chef de mission coordination administrative et appui au pilotage au sein de la direction de l'autonomie de la Collectivité de Corse
<b>présent arrêté</b>	<b>M. Pascal DARRIET</b> Directeur Adjoint de l'Autonomie de la Collectivité de Corse	<b>MME Marie-Thérèse NICOLI</b> Chef de service des MAIA de Corse au sein de la direction de l'autonomie de la Collectivité de Corse

**ARTICLE 2 :**

**DÉSIGNE**, pour le seul appel à projets relatif à la création d'une offre de cinquante places d'hébergement en résidence autonomie sur le territoire de la Corse, en qualité d'instructeurs exerçant leurs fonctions au sein de la Direction de l'autonomie, les personnes physiques suivantes :

- Mme Emilie DURASTANTI

- Mme Maguy FRATACCI
- M Patrick ANTONETTI.

**ARTICLE 3 :**

**DIT** qu'au bénéfice de leurs dépositaires les conditions d'exercice des mandats subséquents aux articles précédents sont l'objet d'une information.

**ARTICLE 4 :**

**CHARGE** la Directrice générale des services de la Collectivité de Corse de l'exécution du présent arrêté, lequel fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N° 20/1889CE DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille vingt, le quinze décembre, le Conseil Exécutif s'est réuni Bastia, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI, Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Lauda GUIDICELLI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Lionel MORTINI, François SARGENTINI,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**MTL - CFM**  
**(SGCE – RAPPORT N° 4739)**

**ARTICLE PREMIER : DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique : Moyens Techniques et Logistique – CFM :

ORIGINE : B.P 2020 PROGRAMME : 3173

**Section Fonctionnement**

**MONTANT DISPONIBLE..... 1 605 010 euros**

**MONTANT A AFFECTER : .....1 597 900 euros**

- **Opération N3173A192Q (à revaloriser) ..... 50 000 euros**  
Libellé : **Pneus et prestations VL, VU et 4X4**  
Concerne les reconductions de la seconde période des marchés  
Secteur PUMONTE
- **Opération C3173202E (à revaloriser) ..... 40 000 euros**  
Libellé : **Pneus et prestations VL, VU et 4X4**  
Concerne les reconductions de la seconde période des marchés  
Secteur CISMONTE
- **Opération C3173202I (à revaloriser) ..... 80 000 euros**  
Libellé : **Pièces détachées et maintenance PL**  
Concerne les reconductions de la seconde période des marchés  
Secteur CISMONTE
- **Opération C3173202T (à créer) ..... 5 000 euros**  
Libellé : **Contrôle des extincteurs des moyens roulants**  
Secteur CISMONTE
- **Opération P3173202U (à créer) ..... 648 000 euros**  
Libellé : **Achat pièces détachées et maintenance des engins**  
Concerne le lancement de la nouvelle procédure -  
Secteur PUMONTE
- **Opération C3173202V (à créer) ..... 330 000 euros**  
Libellé : **Achat pièces détachées et maintenance des engins**  
Concerne le lancement de la nouvelle procédure -  
Secteur CISMONTE
- **Opération P3173202W (à créer) ..... 36 000 euros**  
Libellé : **Fabrication et réparation de flexibles engins**  
Concerne le lancement de la nouvelle procédure -  
Secteur PUMONTE
- **Opération C3173202X (à créer) ..... 20 400 euros**  
Libellé : **Fabrication et réparation de flexibles engins**  
Concerne le lancement de la nouvelle procédure -  
Secteur CISMONTE
- **Opération P3173202Y (à créer) ..... 225 600 euros**  
Libellé : **Pièces détachées et conso mat. Gyrobroyage/désherbage**  
Concerne le lancement de la nouvelle procédure -  
Secteur PUMONTE
- **Opération C3173202Z (à créer) ..... 146 400 euros**  
Libellé : **Pièces détachées et conso mat. Gyrobroyage/désherbage**

Concerne le lancement de la nouvelle procédure -  
Secteur CISMONTE

**-Opération P3173202AA (à créer) ..... 9 000 euros**

Libellé : **Visite périodique des engins de la CDC**  
Concerne le lancement de la nouvelle procédure -  
Secteur PUMONTE

**-Opération C3173202AB (à créer) ..... 7 500 euros**

Libellé : **Visite périodique des engins de la CDC**  
Concerne le lancement de la nouvelle procédure -  
Secteur CISMONTE

**DISPONIBLE A NOUVEAU : ..... 7 110 euros**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des  
actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 décembre 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI



# **ARRETES**

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE EN  
CHARGE DES AFFAIRES SOCIALES ET  
SANITAIRES**

Arrêté n°2020 - ~~1825~~ en date du 14 DEC. 2020

Autorisant la mise en activité du service d'aide et d'accompagnement à domicile « PER ELLI sempre a fianc'a voi », sis lieu-dit l'Ustaria-Mezzavia 20 167 PERI.

## LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment, ses articles L.4421-1, L.4421-2 et L.4422-25 ;

Vu la loi n°2002-2 du 02 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République,

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, notamment les articles 47 et 48,

Vu le décret n°2014-1368 du 14 novembre 2014 relatif au renouvellement des autorisations des établissements et services sociaux et médico-sociaux,

Vu le décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services s'aide et d'accompagnement à domicile et modifiant le code de l'action sociale,

Vu le décret n°2016-750 du 06 juin 2016 relatif à la liste des activités de services à la personne soumises à agrément ou à autorisation,

Vu le décret n°2018-76 du 08 février 2018 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la Collectivité de Corse et ayant pour objet l'adaptation des dispositions du CASF et du code de la Santé publique à la création de la Collectivité de Corse ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment, le chapitre III du titre II du livre III de la partie réglementaire ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), les articles L 312-1, L133-1 et suivants les articles L313-3 à L313-20, L 331-1 à 9 relatifs aux autorisations, R 313-34, R 314-4 à 6, R 314-56 à 62, R 314-100, D 313-11 à 14,

Vu l'arrêté n°2020-6125 du 30 juin 2020 portant autorisation d'ouverture du service d'aide et d'accompagnement à domicile « PER ELLI sempre a fianc'a voi » sis lieu-dit l'Ustaria-Mezzavia 20 167 PERI,

Considérant la visite de conformité réalisée par les services de la Collectivité de Corse le 18 novembre 2020,

Considérant le rapport d'inspection avec avis favorable en sa forme définitive en date du 03/12/2020.

## A R R E T E

Article 1 : La mise en activité du service d'aide et d'accompagnement à domicile « PER ELLI sempre a fianc'a voi » sis lieu-dit l'Ustaria-Mezzavia 20 167 PERI, est accordée.

Accusé de réception en préfecture  
02A-200076958-20201229-2020-18254-AR  
Date de télétransmission : 29/12/2020  
Date de réception préfecture : 29/12/2020

Article 2 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux, qui sera porté devant le tribunal administratif de Bastia, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication pour les tiers.

Article 3 : La Directrice Générale des Services de la Collectivité de Corse est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Le Président du Conseil exécutif de Corse

Pè u Presidente di u Consigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation

A diretrice generale di i servizii / La directrice générale des services  
Marie-Christine BERNARD-GELABERT

Accusé de réception en préfecture  
02A-200076958-20201229-2020-18254-AR  
Date de télétransmission : 29/12/2020  
Date de réception préfecture : 29/12/2020

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE EN  
CHARGE DES INFRASTRUCTURES DE  
TRANSPORTS, DE LA MOBILITE ET  
DES BATIMENTS**

Cullettività di Corsica  
Collectivité de Corse



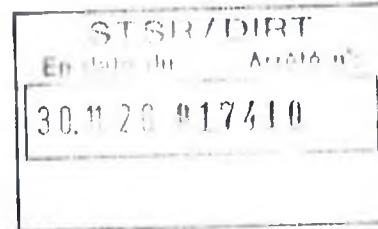
Direzione Generale di i Servizi  
Direction Générale des Services

Direzione Generale Aghjunta in carica di l'infrastrutture, di i  
Trasporti, di a mubilità è di i casali  
Direction Générale Adjointe en charge des infrastructures de  
Transports, de la mobilité et des bâtiments

Direzione di a spluttazione stradale Cismonte  
Direction de l'exploitation routière de Haute-Corse

Agenza Bastia Balagna  
Agence de Bastia Balagne

Rughjone Bastia Capicorsu Golu  
Antenne de Bastia Cap Golo



**PERMISSION DE VOIRIE**  
*Exécution de travaux sur domaine public*<sup>1</sup>

Route territoriale n° 54

Point kilométrique:  
du PK 10,350 au PK 10,490

Commune : **BRANDO**

Nom et adresse du pétitionnaire :

**COMMUNE de BRANDO**  
**Mairie de BRANDO**  
**20222 BRANDO**

**Le Président du Conseil Exécutif de Corse,**

**Vu** le courriel en date du 26/11/2020 par lequel le pétitionnaire ci-dessus référencé demande l'autorisation de réaliser une tranchée longitudinale de 140 mètres linéaires **sous chaussée** de la Route Territoriale RD 54 du PK 10,350 au PK 10,490 Commune de BRANDO au lieu dit Fundalinca afin de procéder à des travaux de branchement au réseau public d'assainissement pour le compte de la SCI Vallana.

**Vu** la loi n° 2015-99 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 4421-1, ainsi que l'article R.3333-18 relatif à la distribution d'eau et assainissement ;

**Vu** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment les articles L 2125-1, L. 2122-1 à L. 2122-4 et l'article L 3111.1;

**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 113-2 à L 113-7 et L 131-3 ;

**Vu** le règlement de voirie approuvé par délibération n° 2017-2206, en date du 16 octobre 2017, par la Commission permanente de l'ex CD2A ;

<sup>1</sup> Une copie conforme du présent arrêté sera adressée au bénéficiaire, au Président de la Collectivité de Corse (service comptabilité), au maire de la commune concernée si les travaux sont effectués en agglomération, et au responsable du service chargé de l'arrêté.

**Vu** les redevances pour occupation du domaine public routier figurant en annexe 12 du règlement de voirie ;

**Vu** l'état des lieux

**Vu** le plan joint à la demande.

#### **ARRETE :**

### **ARTICLE 1 : LES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ET GENERALES**

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés ci-dessous à charge pour lui de se conformer aux dispositions du Règlement Général visé ci-dessus et aux conditions spéciales suivantes :

#### **TRANCHEE SOUS CHAUSSEE**

- La circulation ne devra en aucun cas être interrompue pendant la durée des travaux.
- La traversée sera réalisée impérativement par demi-chaussée.
- L'entreprise chargée des travaux est tenue à un repérage des canalisations déjà existantes en sous-sol.
- Le chantier sera balisé de jour comme de nuit.
- La tranchée devra être impérativement remblayée à chaque arrêt de chantier.
- L'ensemble des déblais sera évacué du domaine public.
- Dans tous les cas, avant ouverture de la tranchée, il sera procédé à un pré-découpage soigné du revêtement avec une scie à disque, sur les deux alignements.
- La tranchée aura une profondeur minimale de 0,80m, le pétitionnaire est tenu de satisfaire aux écarts entre réseaux.
- Le câble sera posé sous fourreau normalisé. Les raccords sous chaussée sont interdits.
- Le matériau d'enrobage sera de granulométrie 0/6.3 sur 0,20m au-dessus de la génératrice supérieure du réseau.
- Il sera disposé un grillage avertisseur de couleur **marron** pour l'assainissement, conforme à la norme NFT 54080, au minimum à 0,20m au-dessus de la génératrice supérieure du réseau.
- Le remblaiement sera constitué sur la profondeur restante, par du béton C 150 arasé à la côte – 0,10m du revêtement existant.
- Après découpage ou rabotage du revêtement, sur une largeur débordant de 15 cm de part et d'autre de la tranchée, le revêtement sera constitué sur les 10 derniers centimètres par des enrobés denses à chaud méthodiquement compactés et complétés par un enduit de **scellement à l'émulsion de bitume**. Le remblaiement ne devra présenter par rapport au revêtement existant, ni flache ni saillie.
- Les ouvrages franchis seront reconstitués dans les règles de l'art, avec des matériaux similaires.
- Les tampons de voirie s'ils venaient à être découverts, seront traités conformément aux règles de l'art sans flache ni saillie, et à la charge du pétitionnaire.

#### **TRANCHEE SOUS ACCOTEMENT (à moins d'1 mètre du bord de chaussée)**

- L'ensemble des déblais sera évacué du domaine public.
- Les câbles seront posés sur un lit de sable en fond de tranchée, à une profondeur minimale de 0,80 m comptée depuis leur génératrice supérieure jusqu'à la côte supérieure de l'accotement existant, puis enrobés de sable sur une épaisseur de 20 cm.
- La tranchée devra être impérativement remblayée à chaque arrêt de chantier.
- Le remblaiement sera constitué par du béton maigre C150 sur 30 cm. Un grillage avertisseur de couleur **marron** pour l'assainissement sera posé sur le béton. Le reste de la tranchée sera remblayée par les matériaux extraits de l'accotement existant.
- La finition de la tranchée sera réalisée à l'identique.

#### TRANCHEE SOUS ACCOTEMENT (à plus d'1 mètre du bord de chaussée)

- L'ensemble des déblais sera évacué du domaine public.
- Les câbles seront posés sur un lit de sable en fond de tranchée, à une profondeur minimale de 0,80 m comptée depuis leur génératrice supérieure jusqu'à la côte supérieure de l'accotement existant, puis enrobés de sable sur une épaisseur de 20 cm.
- La tranchée devra être impérativement remblayée à chaque arrêt de chantier.
- Le remblaiement sera constitué par des graves naturelles de granulométrie 0/31.5 sur 30 cm. Un grillage avertisseur de couleur **marron** pour l'assainissement sera installé à ce niveau de l'ouvrage. Le reste de la tranchée sera remblayée par les matériaux extraits de l'accotement existant.
- La finition de la tranchée sera réalisée à l'identique.

Le bénéficiaire devra en outre respecter les dispositions particulières suivantes : les dépôts de matériaux et la confection de mortier ou béton sur la chaussée sont formellement interdits.

#### **ARTICLE 2 : LA CIRCULATION**

Le pétitionnaire devra satisfaire à la réglementation en vigueur concernant les autorisations en matière de police de circulation.

#### **ARTICLE 3 : L'OUVERTURE DE CHANTIER**

Le bénéficiaire informera du début des travaux, au moins HUIT jours ouvrables avant l'ouverture du chantier, le service technique agissant pour le compte de la Collectivité de Corse à l'adresse suivante:

M. Frédéric SALAZAR  
Antenne BASTIA CAP GOLO  
Immeuble PASTINATO  
20620 BIGUGLIA  
☎ 04.95.30.07.10

#### **ARTICLE 4 : LA SIGNALISATION**



Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour comme de nuit, et sera tenu pour responsable des accidents pouvant survenir du fait de sa négligence. La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

#### **ARTICLE 5 : LES CONDITIONS FINANCIERES**

La redevance instituée en application de la décision de la Commission permanente de l'ex CD2A en date du 16 octobre 2017 sera versé à la caisse de Monsieur le payeur régional au vu d'un titre de recouvrement émis par le Président du Conseil Exécutif de Corse. Son montant est actuellement fixé à 2 euros par mètre linéaire d'ouvrage.

Cette redevance est exonérable à partir de la 2eme année, si les prescriptions techniques sont respectées (article 1).

#### **ARTICLE 6 : LA REDEVANCE**

La redevance pour cette opération est de 140 ml x 2 €= 280 €

#### **ARTICLE 7 : LE PERMIS DE CONSTRUIRE**

Le présent arrêté ne dispense pas le permissionnaire d'obtenir, si nécessaire, le permis de construire prévu par le code de l'urbanisme, article L. 421-1 et suivants.

#### **ARTICLE 8: LE DELAI D'EXECUTION**

La présente autorisation n'est valable que pour la durée d'un an à compter de ce jour. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

#### **ARTICLE 9 : LA RESPONSABILITE**

Le pétitionnaire pourra être tenu pour responsable de toutes dégradations occasionnées à l'ensemble des ouvrages constitutifs de la voirie départementale.

Le permissionnaire sera rendu responsable de tout accident de toute nature pendant la durée des travaux.

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et règlements en vigueur.

#### **ARTICLE 10 : LE RECOLEMENT**

Le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'informer l'Antenne Territoriale de Bastia Cap Golo de la fin des travaux et ce dans un délai maximal de QUINZE jours.

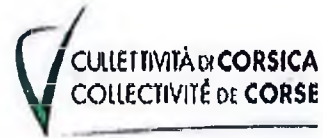
Un récolement sera opéré en sa présence ou en la présence d'un représentant dûment mandaté.

*Conformément à l'article R 421- 1 code de la justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia- villa Montepiano 20407 Bastia Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

U Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica  
Le Président du Conseil Exécutif de Corse

U Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione  
Le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation

U Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI



**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**AUTORISATION DE VOIRIE**  
**ROUTE TERRITORIALE 20**  
**PR 104+100**  
**COMMUNE DE PIEDIGRIGGIU**

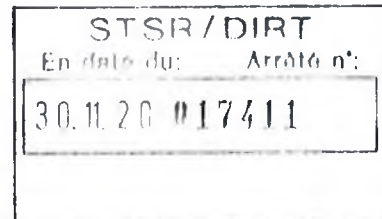
**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de la voirie routière,

**VU** la demande en date du 24 novembre par courriel de la société EDF, relative à la réalisation d'une tranchée sous accotement, sur la RT 20, au PR 104+100, sur la commune de Piedigriggiu,

**VU** l'état des lieux,



**CONSIDERANT** que l'autorisation peut-être accordée sans qu'il en résulte un inconvénient pour la bonne viabilité de la route et de ses dépendances.

**SUR PROPOSITION** de l'Adjoint au DGA, en charge des routes,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 : Autorisation**

La société EDF est autorisée à procéder à un raccordement des producteurs HTA et BT, sur la RT 20, au PR 104+100, sur la commune de Piedigriggiu, conformément à sa demande, à charge pour elle de se conformer aux dispositions générales et aux prescriptions techniques, comme indiquées ci-dessous.

**ARTICLE 2 : Prescriptions**

La société EDF devra informer la Collectivité de Corse (Agence Bastia Balagne) 15 jours avant l'ouverture du chantier.

Avant tout début d'exécution des travaux, un constat devra être établi entre la société EDF et la Collectivité de Corse (Agence Bastia Balagne contact : Mr Gentilini, chef de secteur).

La société EDF devra se conformer aux prescriptions suivantes :

**Prescriptions techniques :**

La tranchée sous accotement sera remblayée en béton si à moins de 1m de la chaussée.  
La tranchée de l'accès riverain sera remblayée en béton avec finition de 10 cm d'enrobé et un épaulement de 10 cm de part et d'autre.

**ARTICLE 3 : Signalisation du chantier et maintien de l'état de la route.**

L'entreprise réalisant les travaux aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier de jour et de nuit et sera **responsable** des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.  
Le présent arrêté pourra être annulé à tout moment sur constatation d'un défaut de signalisation.

**Un arrêté de restriction de circulation devra être demandé en cas de nécessité.**

L'entreprise réalisant les travaux devra respecter les prescriptions particulières concernant la mise en place de la signalisation routière temporaire.

**ARTICLE 4 : Délai de validité.**

La présente autorisation est valable un an à compter de la date de sa signature. Elle sera périmée de plein droit s'il n'a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

**ARTICLE 5 : Responsabilité et Permis de construire.**

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et des règlements en vigueur. Elle ne dispense pas le pétitionnaire, d'obtenir si nécessaire le permis de construire prévu par le Code de l'urbanisme (art.141-1 et suivant).

Elle sera révoquée dans le cas où le pétitionnaire, ne remplirait pas les conditions imposées ou si la nécessité en était reconnue dans un but d'utilité Publique. En cas de révocation, l'occupation cessera de plein droit et le pétitionnaire sera tenu de remettre les lieux en l'état dans le délai d'un mois à compter de la notification de l'arrêté de révocation.

Le pétitionnaire sera tenu entièrement responsable de tous les accidents et dommages qui pourraient survenir par suite de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 6 : Récolement.**

Le pétitionnaire devra fournir à l'achèvement des travaux un dossier comprenant les plans de récolement indiquant le tracé et l'implantation des ouvrages réalisés, les procès-verbaux d'essais s'ils existent et les fiches techniques produit des matériaux utilisés.

Un procès-verbal de réception des travaux attestant de la remise en état du domaine public et de la fourniture du dossier de récolement sera établi par le représentant de la Collectivité de Corse. Ce procès-verbal fixe la date de début de la période de garantie de parfait achèvement (1 an). Durant la période de garantie, la Collectivité de Corse procède à des vérifications de la tenue dans le temps des travaux réalisés par le pétitionnaire.

Une copie de ce procès verbal sera adressée dans les délais de validité du présent arrêté à M. le Directeur Général Adjoint en charge des Infrastructures de Transports, de la Mobilité et des Bâtiments et et à l'Agence Bastia-Balagne.

**ARTICLE 7 : Ampliation.**

Le Directeur de l'Exploitation Routière Cismonte,  
Le Commandant du Groupement de Gendarmerie de Haute-Corse,  
Le Chef d'Agence Bastia-Balagne,  
Le Maire de Piedigriggio,  
La Société EDF,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse, conformément à la réglementation en vigueur.

A AJACCIO,  
Pour le Président du Conseil Exécutif de  
Corse, Et par délégation,

Le Directeur de l'Exploitation Routière  
Cismonte

Christian Longinotti



**ARRETE N° 2020-17449 DU 01/12/2020**

**PORTANT INTERDICTION DE LA CIRCULATION ET DU  
STATIONNEMENT SUR  
LA RD 10 AU PK 8,100**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,**

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8 ème partie), approuvée par l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974,

**VU** l'arrêté n°1457 du 6 octobre 1988 du Président du Conseil Général de la HAUTE-CORSE portant règlementation générale sur la conservation et la surveillance des routes départementales,

**VU** la demande formulée par M. Valesi, responsable de la société Valesi BTP, en date du 25 novembre 2020, pour la réalisation de travaux de pose d'aqueduc,

**CONSIDERANT** que la réalisation des travaux entrepris par la société Valesi BTP sur la RD 10 nécessitent, compte tenu de l'étroitesse de la voie et de la nature des travaux, l'interdiction de la circulation et du stationnement de 08 H 00 à 16 H 30 le mercredi 2 décembre 2020,

**CONSIDERANT** l'avis technique conforme émis par le responsable de l'Antenne du Centre,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : La circulation des véhicules et leur stationnement sera interdit sur la RD 10 au PK 8,100, de 08 H 00 à 16 H 30 le mercredi 2 décembre 2020,

**ARTICLE 2** : La signalisation réglementaire, conforme à l'instruction interministérielle susvisée, sera assurée de jour comme de nuit par la société Valesi BTP, sous le contrôle de l'Antenne du Centre.

**ARTICLE 3** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4** : : Le Directeur Général des Services, le Directeur Général Adjoint, le Directeur des Routes, le Directeur de l'Exploitation Routière Cismonte, le Chef de l'Agence Corte Sud et Plaine Orientale, le Chef de l'Antenne du Centre, le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de la Haute-Corse et les maires des communes de Monte et d'Olmo sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché dans la commune susvisée, et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,**

*Pe u Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation*

U Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

**ARRETE N° 2020-17450 DU 01/12/2020**

**PORTANT INTERDICTION DE LA CIRCULATION ET DU  
STATIONNEMENT SUR  
LA RD 10B AU PK 0,830**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,**

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8 ème partie), approuvée par l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974,

**VU** l'arrêté n°1457 du 6 octobre 1988 du Président du Conseil Général de la HAUTE-CORSE portant réglementation générale sur la conservation et la surveillance des routes départementales,

**VU** la demande formulée par M. Valesi, responsable de la société Valesi BTP, en date du 25 novembre 2020, pour la réalisation de travaux de pose d'aqueduc,

**CONSIDERANT** que la réalisation des travaux entrepris par la société Valesi BTP sur la RD 10B nécessitent, compte tenu de l'étroitesse de la voie et de la nature des travaux, l'interdiction de la circulation et du stationnement de 08 H 00 à 16 H 30 le vendredi 4 décembre 2020,

**CONSIDERANT** l'avis technique conforme émis par le responsable de l'Antenne du Centre,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : La circulation des véhicules et leur stationnement sera interdit sur la RD 10B au PK 0,830, de 08 H 00 à 16 H 30 le vendredi 4 décembre 2020,

**ARTICLE 2** : La signalisation réglementaire, conforme à l'instruction interministérielle susvisée, sera assurée de jour comme de nuit par la société Valesi BTP, sous le contrôle de l'Antenne du Centre.

**ARTICLE 3** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4** : : Le Directeur Général des Services, le Directeur Général Adjoint, le Directeur des Routes, le Directeur de l'Exploitation Routière Cismonte, le Chef de l'Agence Corte Sud et Plaine Orientale, le Chef de l'Antenne du Centre, le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de la Haute-Corse et les maires des communes de Monte et d'Olmo sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché dans la commune susvisée, et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,**

Pè u Presidente di u Consigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation

Il Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI



**ARRETE N° 2020-17451 DU 01/12/2020**

**PORTANT INTERDICTION DE LA CIRCULATION ET DU  
STATIONNEMENT SUR  
LA RD 10 AU PK 5,780**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,**

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8 ème partie), approuvée par l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974,

**VU** l'arrêté n°1457 du 6 octobre 1988 du Président du Conseil Général de la HAUTE-CORSE portant réglementation générale sur la conservation et la surveillance des routes départementales,

**VU** la demande formulée par M. Valesi, responsable de la société Valesi BTP, en date du 25 novembre 2020, pour la réalisation de travaux de pose d'aqueduc,

**CONSIDERANT** que la réalisation des travaux entrepris par la société Valesi BTP sur la RD 10 nécessitent, compte tenu de l'étroitesse de la voie et de la nature des travaux, l'interdiction de la circulation et du stationnement de 08 H 00 à 16 H 30 le jeudi 3 décembre 2020,

**CONSIDERANT** l'avis technique conforme émis par le responsable de l'Antenne du Centre,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : La circulation des véhicules et leur stationnement sera interdit sur la RD 10 au PK 5,780, de 08 H 00 à 16 H 30 le jeudi 3 décembre 2020,

**ARTICLE 2** : La signalisation réglementaire, conforme à l'instruction interministérielle susvisée, sera assurée de jour comme de nuit par la société Valesi BTP, sous le contrôle de l'Antenne du Centre.

**ARTICLE 3** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4** : : Le Directeur Général des Services, le Directeur Général Adjoint, le Directeur des Routes, le Directeur de l'Exploitation Routière Cismonte, le Chef de l'Agence Corte Sud et Plaine Orientale, le Chef de l'Antenne du Centre, le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de la Haute-Corse et les maires des communes de Monte et d'Olmo sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché dans la commune susvisée, et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,**

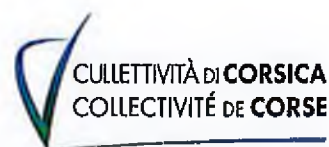
*Per il Presidente di u Consigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation*

U Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

Cullettività di Corsica  
Collectivité de Corse

Direzzione Generale di i Servizi  
Direction Générale des Services

Rughjoni di Balagna  
Antenne de Balagne



**ARRÊTE N°2020-17462 DU 02/12/ 2020**

**PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT DES VEHICULES  
SUR LA ROUTE DEPARTEMENTALE n° 8  
du P.K. 12,670 au P.K. 16,040  
POUR DES ESSAIS ET DES ENTRAÎNEMENTS AU SENS DE L'ARTICLE R 331-18 DU CODE DU SPORT**

**Annule et remplace l'arrêté N° 2020 - 16803 du 24/11/2020**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,**

VU le Code de la route,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de la voirie routière,

VU le Code du sport, notamment en son article R 331-18,

VU le décret n° 86-475 du 14 Mars 1986, relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la route,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 - 8<sup>ème</sup> partie), approuvée par l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974,

VU l'arrêté n° 1457 du 6 Octobre 1988, du Président du Conseil Général de la Haute-Corse, portant réglementation générale sur la conservation et la surveillance des routes départementales,

VU la demande de la S.A.R.L. A smachjera, représentée par Monsieur Jean-Michel De Meyer, en date du 23 novembre 2020 et son courriel rectificatif en date du 24 novembre 2020,

**CONSIDERANT** que pour permettre l'exécution d'essais techniques automobiles et assurer la sécurité des personnes chargées de leur réalisation et des usagers des voies, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement sur la route départementale n° 8,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** La circulation sera temporairement réglementée hors agglomération, sur la **route départementale n° 8**, du **P.K. 12,670 au P.K. 16,040**, le **vendredi 18 décembre 2020**, de **9 heures à 12 heures et de 13 heures à 18 heures**, dans le cadre d'essais techniques automobiles définis comme « une préparation ou un test, préalable ou non à une compétition, destiné à évaluer ou à améliorer les performances du conducteur ou du véhicule », au sens de l'article R 321-18 du Code du sport.

**ARTICLE 2 :** Concernant les essais techniques proprement dits, les dispositions suivantes devront être respectées :

- Pendant ces essais, le pétitionnaire pourra interrompre la circulation par période de quinze minutes, de manière à assurer la sécurité de son personnel et celle des usagers de la route.
- L'intervention de véhicules prioritaires (pompiers, samu, gendarmerie) entraînera l'arrêt immédiat du rassemblement automobile afin de leur garantir l'accès à la route départementale précitée.
- Les véhicules d'essais seront conformes à la réglementation FISA.
- Une reconnaissance du domaine public routier utilisé en vue des essais sera opérée, avant et après l'épreuve, en relation avec un représentant de l'Antenne de Balagne (☎ : 04.95.65.08.13).
- Cette reconnaissance aura pour but de constater, contradictoirement, les dégâts matériellement occasionnés aux parties constitutives du domaine public routier.
- **A la fin de chaque épreuve d'essais, les voies seront balayées et nettoyées par le pétitionnaire.**
- **Seul le personnel encadrant est autorisé à assister aux essais sur la portion de route privatisée.**

**ARTICLE 3 :** Le pétitionnaire devra mettre en place une signalisation appropriée ainsi que le personnel nécessaire pour informer correctement les usagers de la route.

Des signaleurs munis de baudriers ou de gilets fluorescents seront placés à chacune des intersections, des voies privées et sorties de lotissement, ainsi qu'aux accès des habitations isolées.

**Aucun spectateur ne devra assister aux séances d'essais.**

**ARTICLE 4 :** Le pétitionnaire sera responsable tant vis à vis de la Collectivité que vis à vis des tiers des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ces essais.

**De plus, la réparation des dégâts éventuellement causés au domaine public, à l'occasion de ces essais, sera prise en charge par le pétitionnaire.**

**A ce titre, le pétitionnaire souscrira au titre de ces essais, une assurance Responsabilité Civile organisateurs et participants.**

**ARTICLE 5 :** Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de la justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de sa publication.

**ARTICLE 6 :** La Directrice Générale des Services, le Directeur Général Adjoint, le Directeur des Routes, le Directeur de l'Exploitation Routière de Haute-Corse, le Chef de d'Agence de Bastia, le Chef de l'Antenne de Balagne, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Haute-Corse et le Maire de la commune de Pietralba, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché dans la commune susvisée et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

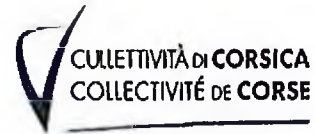
**Le Président du Conseil exécutif de Corse**

Il est désigné par le Consiglio Esecutivo di Corsica et par délégation  
sur le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation

Cullettività di Corsica  
Collectivité de Corse

Direzzione Generale di i Servizii  
Direction Générale des Services

Rughjone Centru  
Antenne du Centre



**ARRETE N° 2020-17463 DU 02/12/2020**

**PORTANT INTERDICTION DE LA CIRCULATION ET DU  
STATIONNEMENT SUR  
LA RD 343 DU PK 4,570 AU PK 12,600**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,**

VU le Code de la Route,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8 ème partie), approuvée par l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974,

VU l'arrêté n°1457 du 6 octobre 1988 du Président du Conseil Général de la HAUTE-CORSE portant réglementation générale sur la conservation et la surveillance des routes départementales,

VU la demande formulée par M. De Murtas, responsable travaux de la société AXIONE, en date du 26 novembre 2020, pour la réalisation de travaux d'enfouissement d'un réseau de fibre optique,

**CONSIDERANT** que la réalisation des travaux entrepris par la société AXIONE sur la RD 343 nécessite, compte tenu de l'étroitesse de la voie et de la nature des travaux, l'interdiction de la circulation et du stationnement de 08 H 00 à 17 H 00 à compter du lundi 7 décembre 2020,

**CONSIDERANT** l'avis technique conforme émis par les responsables de l'Antenne du Centre, et de l'Antenne du Sud ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : La circulation des véhicules et le stationnement seront interdits sur la RD 343 du PK 4,570 (lieu-dit E Valle) au PK 12,600 (embranchement avec la RD 243) de 08 H 00 à 17 H 00 du lundi au vendredi, pendant les périodes suivantes :

- Du lundi 7 décembre 2020 jusqu'au vendredi 18 décembre 2020,
- Du mardi 5 janvier 2021 jusqu'au vendredi 19 février 2021.

**ARTICLE 2** : L'itinéraire de déviation prévu pour les véhicules de moins de 10 mètres se fera par la RD 243 puis par la RD 43 la RD 143 et la RT 20.

Il n'y a pas d'itinéraire de déviation prévu pour les véhicules de plus de 10 mètres

**ARTICLE 3** : Les entreprises en charge des travaux devront impérativement remblayer les tranchées avant la réouverture à la circulation.

**ARTICLE 4** : La signalisation réglementaire, conforme à l'instruction interministérielle susvisée, sera assurée de jour comme de nuit par la société AXIONE et ses sous-traitants, sous le contrôle de l'Antenne du Centre et de l'Antenne du Sud.

**ARTICLE 5** : Les entreprises en charge des travaux devront faire la publicité du présent arrêté dans la presse locale.

**ARTICLE 6** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7** : : Le Directeur Général des Services, le Directeur Général Adjoint, le Directeur des Routes, le Directeur de l'Exploitation Routière Cismonte, le Chef de l'Agence Corte Sud et Plaine Orientale, le Chef de l'Antenne du Centre, le chef de l'Antenne du Sud, le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de la Haute-Corse et les maires des communes d'Antisanti, de Muracciole, de Noceta, de Pietrosu, de Rospigliani et de Vezzani sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché dans la commune susvisée, et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,**

Il u Presidente di u Consigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione:  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation

U Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

Cullettività di Corsica  
Collectivité de Corse

Direzzione Generale di i Servizi  
Direction Générale des Services

Direzzione Generale Aghjunta in carica di l'infrastrutture, di i  
Trasporti, di a mubilità è di i casali  
Direction Générale Adjointe en charge des infrastructures de  
Transports, de la mobilité et des bâtiments

Direzzione di a spluttazione stradale Cismonte  
Direction de l'exploitation routière de Haute-Corse

Agenza Bastia Balagna  
Agence de Bastia Balagne

Rughjone Bastia Capicorsu Golu  
Antenne de Bastia Cap Golo



STSR/DIRT	
En date du:	Arrêté n°:
02.12.20	017527

### PERMISSION DE VOIRIE

*Exécution de travaux sur domaine public 1*

Route territoriale RD n° 107

Point kilométrique: 5,640

Commune : LUCCLIANA

Nom et adresse du pétitionnaire :

**EDF SEI CORSE – ST/DR**

**A l'attention de :**

**CARIA Pierre-Antoine**

**Rue Marcel Paul**

**20407 BASTIA CEDEX**

**N°affaire : OSR 45031518**

### Le Président du Conseil Exécutif de Corse,

**Vu** le courrier électronique en date du 26 novembre 2020 par lequel le pétitionnaire ci-dessus référencé demande l'autorisation d'effectuer des travaux le long de la route territoriale RD 107 au PK 5,640 (Réf. : OSR 45031518) pour un raccordement individuel au réseau,

**Vu** la loi n°2015-99 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République

**Vu** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment les articles L 2125-1, L. 2122-1 à L. 2122-4 et l'article L3111.1;

**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 113-2 à L 113-7 et L 131-3 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ; et notamment les articles 4421-1, R.3333-4, R 3333-8, relatifs au transport et à la distribution d'énergie électrique.

**Vu** le règlement de voirie approuvé par délibération n° 2017-2206, en date du 16 octobre 2017, par la Commission permanente de l'ex CD2A ;

**Vu** les redevances pour occupation du domaine public routier figurant en annexe 12 du règlement de voirie ;

**Vu** l'état des lieux

**Vu** le plan joint à la demande.

<sup>1</sup> Une copie conforme du présent arrêté sera adressée au bénéficiaire, au Président du Conseil Exécutif de Corse (service comptabilité), au maire de la commune concernée si les travaux sont effectués en agglomération, et au responsable du service chargé de l'arrêté.

**ARRETE :****ARTICLE 1 : LES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ET GENERALES**

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés ci-dessous à charge pour lui de se conformer aux dispositions du règlement général visé ci-dessus et aux conditions spéciales suivantes :

**TRANCHEE SOUS CHAUSSEE**

- La circulation ne devra en aucun cas être interrompue pendant la durée des travaux.
- La traversée sera réalisée impérativement par demi-chaussée.
- L'entreprise chargée des travaux est tenue à un repérage des canalisations déjà existantes en sous-sol.
- Le chantier sera balisé de jour comme de nuit.
- La tranchée devra être impérativement remblayée à chaque arrêt de chantier.
- L'ensemble des déblais sera évacué du domaine public.
- Dans tous les cas, avant ouverture de la tranchée, il sera procédé à un pré-découpage soigné du revêtement avec une scie à disque, sur les deux alignements.
- La tranchée aura une profondeur minimale de 0,80m, le pétitionnaire est tenu de satisfaire aux écarts entre réseaux.
- le câble sera posé sous fourreau normalisé. Les raccords sous chaussée sont interdits.
- Le matériau d'enrobage sera de granulométrie 0/6.3 sur 0,20m au-dessus de la génératrice supérieure du réseau.
- Il sera disposé un grillage avertisseur de couleur **rouge**, conforme à la norme NFT 54080, au minimum à 0,20m au-dessus de la génératrice supérieure du réseau.
- Le remblaiement sera constitué sur la profondeur restante, par du béton C 150 arasé à la côte -0,10m du revêtement existant.
- Après découpage ou rabotage du revêtement, sur une largeur débordant de part et d'autre de 20 cm de la tranchée, le revêtement sera constitué sur les 10 derniers centimètres par des enrobés denses à chaud méthodiquement compactés et complétés par un enduit de scellement à l'émulsion de bitume. Le remblaiement ne devra présenter par rapport au revêtement existant, **ni flache ni saillie**.
- Les ouvrages franchis seront reconstitués dans les règles de l'art, avec des matériaux similaires.
- Les tampons de voirie s'ils venaient à être découverts, seront traités conformément aux règles de l'art **sans flache ni saillie**, et à la charge du pétitionnaire.

**TRANCHEE SOUS ACCOTEMENT (à moins d'1 mètre du bord de chaussée)**

- L'ensemble des déblais sera évacué du domaine public.
- Le câble sera posé sur un lit de sable en fond de tranchée, à une profondeur minimale de 0,80 m comptée depuis la génératrice supérieure jusqu'à la côte supérieure de l'accotement existant, puis enrobé de sable sur une épaisseur de 20 cm.



- La tranchée devra être impérativement remblayée à chaque arrêt de chantier.
- Le remblaiement sera constitué par du béton maigre C150 sur 30 cm. Un grillage avertisseur de couleur **rouge** sera posé sur le béton. Le reste de la tranchée sera remblayée par les matériaux extraits de l'accotement existant.
- La finition de la tranchée sera réalisée à l'identique.

#### **TRANCHEE SOUS ACCOTEMENT (à plus d'1 mètre du bord de chaussée)**

- L'ensemble des déblais sera évacué du domaine public.
- Les canalisations seront posées sur un lit de sable en fond de tranchée, à une profondeur minimale de 0,80 m comptée depuis leur génératrice supérieure jusqu'à la côte supérieure de l'accotement existant, puis enrobés de sable sur une épaisseur de 20 cm.
- La tranchée devra être impérativement remblayée à chaque arrêt de chantier.
- Le remblaiement sera constitué par des graves naturelles de granulométrie 0/31.5 sur 30 cm, couvert par 30 cm d'épaisseur de béton maigre **C150**. Un grillage avertisseur de couleur **rouge** sera posé sur le béton. Le reste de la tranchée sera remblayée par les matériaux extraits de l'accotement existant.
- La finition de la tranchée sera réalisée à l'identique.

#### **ARTICLE 2 : LA CIRCULATION**

Le pétitionnaire devra satisfaire à la réglementation en vigueur concernant les autorisations en matière de police de circulation.

La circulation ne devra pas être interrompue.

#### **ARTICLE 3 : L'OUVERTURE DU CHANTIER**

Le bénéficiaire informera du début des travaux, au moins HUIT jours ouvrables avant l'ouverture du chantier, le service technique agissant pour le compte de la Collectivité de Corse à l'adresse suivante:

**M. Michel ADDESA**  
 Antenne de BASTIA CAP GOLO  
 Immeuble PASTINATO  
 20620 BIGUGLIA  
 ☐ 04.95.30.07.10

#### **ARTICLE 4 : LA SIGNALISATION**

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour comme de nuit, et sera tenu pour responsable des accidents pouvant survenir du fait de sa négligence.

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

#### **ARTICLE 5 : LES CONDITIONS FINANCIERES**

Redevance annuelle au titre de l'occupation du domaine public routier.

#### **ARTICLE 6: LE DROIT FIXE**

Sans objet.

**ARTICLE 7 : LE PERMIS DE CONSTRUIRE**

Le présent arrêté ne dispense pas le permissionnaire d'obtenir, si nécessaire, le permis de construire prévu par le code de l'urbanisme, article L. 421-1 et suivants.

**ARTICLE 8: LE DELAI D'EXECUTION**

La présente autorisation n'est valable que pour la durée d'un an à compter de ce jour. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

**ARTICLE 9 : LA RESPONSABILITE**

Le pétitionnaire pourra être tenu pour responsable de toutes dégradations occasionnées à l'ensemble des ouvrages constitutifs de la voirie départementale.

Le permissionnaire sera rendu responsable de tout accident de toute nature pendant la durée des travaux.

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et règlements en vigueur.

**ARTICLE 10 : LE RECOLEMENT**

Le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'informer l'Antenne de BASTIA CAP GOLO de la fin des travaux et ce dans un délai maximal de QUINZE jours.

Un récolement sera opéré en sa présence ou en la présence d'un représentant dûment mandaté.

*Conformément à l'article R 421- 1 code de la justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia- villa Montepiano 20407 Bastia Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

U Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica  
Le Président du Conseil Exécutif de Corse,

Pè u Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica è per delega:  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par déléga

U Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

**RECOLEMENT**

Le Chef de Secteur soussigné certifie que le bénéficiaire :

S'est conformé aux prescriptions du présent arrêté

Fait-le :

Signature du responsable

**Cullettività di Corsica**  
Collectivité de Corse

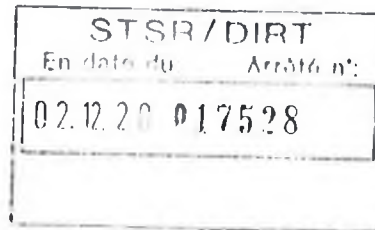
**Direzzione Generale di i Servizi**  
Direction Générale des Services

**Direzzione Generale Aghjunta in carica di l'infrastrutture, di i  
Trasporti, di a mubilità è di i casali**  
Direction Générale Adjointe en charge des infrastructures de  
Transports, de la mobilité et des bâtiments

**Direzzione di a spluttazione stradale Cismonte**  
Direction de l'exploitation routière de Haute-Corse

**Agenza Bastia Balagna**  
Agence de Bastia Balagne

**Rughjone Bastia Capicorsu Golu**  
Antenne de Bastia Cap Golo



## Route Territoriale

### Permission de voirie

#### Accès

Nom et adresse du pétitionnaire

**CETEC Ingénierie et conseil**  
**Pour le compte de :**  
**Mme. GALETTI-SCHWEITZ Catherine**  
**Bat C rue Père André marie**  
**Les terrasses du Fango**  
**20200 BASTIA**

Route Territoriale RD n° 107

Point Kilométrique : **PK 8,400**

Commune : **LUCCIANA**

### Le Président du Conseil Exécutif de Corse,

**Vu** la demande par courrier électronique en date du 18/06/2020 par lequel le pétitionnaire ci-dessus référencé demande l'autorisation de créer un accès, sur la route territoriale RD 107 au PK 8,400 afin de desservir sa parcelle AZ 160 à LUCCIANA,

**Vu** la loi n° 2015-99 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 4421-1 ;

**Vu** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment ses articles L 2122-1 à L 2122-4, L 2125-1 et L 3111-1 ;

**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L 113-2 à L 113-7 et L 131-3 ;

**Vu** le règlement de voirie approuvé par délibération n° 2017-2206, en date du 16 octobre 2017, par la Commission permanente de l'ex CD2A ;

**Vu** les redevances pour occupation du domaine public routier, figurant dans le règlement de voirie (annexe 12);

**Vu** l'état des lieux ;

**Vu** les plans joints à la demande ;

**ARRETE :****Article 1 : Les prescriptions techniques**

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés ci-dessous à charge pour lui de se conformer aux dispositions du Règlement Général visé ci-dessus et aux conditions spéciales suivantes :

- L'accès à la parcelle pourra être réalisé à l'emplacement prévu sur le plan :  
Parcelle AZ n° 160.
  
- La circulation ne devra en aucun cas être interrompue pendant la durée du chantier.
  
- L'occupation ou la dégradation, même temporaire du Domaine Public Routier est interdite, l'ensemble des déblais devra donc être évacué.
  
- La pose éventuelle d'un portail sera réalisée à une distance minimale de 12 mètres du bord de chaussée, afin de permettre le stockage de véhicules en attente.
  
- L'accès sera stabilisé sur une longueur d'au moins 15 m avec du béton, de l'enrobé ou de la GNT type O/31.5 compactée, avec une pente maximale de 5% sur les 5 premiers mètres.
  
- L'écoulement des eaux de ruissellement le long de la chaussée ne sera en aucun cas interrompu, l'entretien des ouvrages, notamment le curage et le nettoyage des divers dispositifs faisant partie de l'accès sont à la charge exclusive du pétitionnaire.
  
- Le pétitionnaire veillera à prendre attache avec les concessionnaires des différents réseaux AEP, EDF, Commune, etc., qui devront être officiellement informés, de la date d'ouverture du chantier, notamment par l'envoi à chacun d'entre eux d'une DICT. Il fera son affaire de la recherche et du déplacement éventuel des réseaux susceptibles d'être enterrés sous le Domaine Public Routier, au niveau de l'accès à réaliser, en fonction des indications qu'il aura reçues en retour des DICT.
  
- L'ensemble des travaux devra être réalisé sans porter atteinte à l'intégrité et la pérennité des ouvrages publics existants (murs, aqueducs, fossés bétonnés, etc.).
  
- Il est expressément précisé que l'accès définitif doit être réalisé immédiatement. Tout accès provisoire, notamment « en attendant que les éventuels travaux de construction immobilières soient achevés », est interdit. L'accès à construire devra donc être réalisé en fonction du passage possible et régulier de poids lourds.

Le bénéficiaire devra en outre respecter les dispositions particulières suivantes : les dépôts de matériaux et la confection de mortier ou béton sur la chaussée sont formellement interdits.

**Article 2 : La circulation**

Le pétitionnaire devra satisfaire à la réglementation en vigueur concernant les autorisations en matière de police de circulation.

**Article 3 : L'ouverture du chantier**

Le bénéficiaire informera du début des travaux, au moins HUIT jours ouvrables avant l'ouverture du chantier, le service technique agissant pour le compte de la Collectivité de Corse à l'adresse suivante:

**Monsieur ADDESA Michel**

Antenne de BASTIA CAP GOLO

Immeuble PASTINATO

20620 BIGUGLIA

☐ 04.95.30.07.10

**Article 4 : La signalisation**

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour comme de nuit, et sera tenu pour responsable des accidents pouvant survenir du fait de sa négligence.

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

**Article 5 : La redevance**

La redevance instituée en application de la décision de la Commission permanente de l'ex CD2A en date du 16 octobre 2017 sera versée à la caisse de Monsieur le payeur régional au vu d'un titre de recouvrement émis par le Président du Conseil Exécutif de Corse.

Son montant est actuellement fixé à **76 euros**.

**Article 6 : Exonération**

La redevance évoquée à l'article 5 sera exonérable à partir de la deuxième année si les prescriptions énoncées à l'article 1 ont bien été respectées.

**Article 7 : Le permis de construire**

Le présent arrêté ne dispense pas le permissionnaire d'obtenir, si nécessaire, le permis de construire prévu par le code de l'urbanisme, article L. 421-1 et suivants.

**Article 8 : Le délai d'exécution**

La présente autorisation n'est valable que pour la durée d'un an à compter de ce jour. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

**Article 9 : La responsabilité**

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et règlements en vigueur.

Le permissionnaire sera rendu responsable de tout accident de toute nature pendant la durée des travaux.

Le pétitionnaire pourra être tenu pour responsable de toutes dégradations occasionnées à l'ensemble des ouvrages constitutifs de la voirie territoriale.

**Article 10 : Les conditions d'octroi de l'autorisation**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

#### **Article 11 : Le récolement**

Le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'informer l'Antenne de BASTIA CAP GOLO de la fin des travaux et ce dans un délai maximal de QUINZE jours. Un récolement sera opéré en sa présence ou en la présence d'un représentant dûment mandaté.

*Conformément à l'article R 421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia - Villa Montepiano - 20407 Bastia cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

#### **Le Président du Conseil Exécutif de Corse,**

Pè u Presidente di u Consigliu Esecutivu di Corsica è per de  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délég.

U Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

#### **RECOLEMENT**

Le Chef de Secteur :  
soussigné certifie que le bénéficiaire :  
s'est conformé aux prescriptions du présent arrêté

Fait le :

signature du responsable

Cullettività di Corsica  
Collectivité de Corse

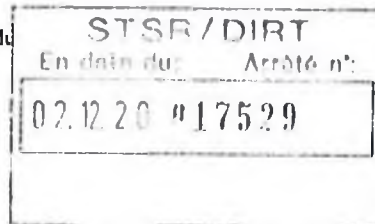
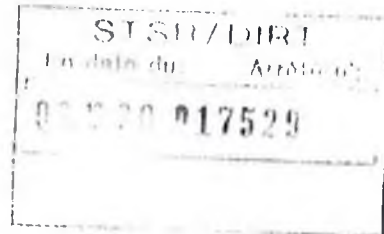
Direzzione Generale di i Servizii  
Direction Générale des Services

Direzzione Generale Aghjunta in carica di l'infrastrutture, di i  
Trasporti, di a mubilità è di i casali  
Direction Générale Adjointe en charge des infrastructures de  
Transports, de la mobilité et des bâtiments

Direzzione di a spluttazione stradale Cismonte  
Direction de l'exploitation routière de Haute-Corse

Agenza Bastia Balagna  
Agence de Bastia Balagne

Rughjone Bastia Capicorsu Golu  
Antenne de Bastia Cap Golo



**PERMISSION DE VOIRIE**  
*Exécution de travaux sur domaine public 1*

Route territoriale n° RD 506

Point kilométrique : 4.150

Commune : PRUNO

Nom et adresse du pétitionnaire :  
**Mairie annexe de Taglio-Isolaccio**  
**Route de la mer**

**20230 TAGLIO-ISOLACCIO**

### **Le Président du Conseil Exécutif de Corse,**

**Vu** le courrier (cerfa 14023\*01) en date du 26 novembre 2020 par lequel le pétitionnaire ci-dessus référencé demande l'autorisation de procéder à la pose de conduites EP : 1\*Ø 100mm et 2\*Ø 200mm (15ml) sous et en travers le DPRT RD 506 PK 4.150.

**Vu** la loi n° 2015-99 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles R 3333-4 à R 3333-8 et L 4421-1 ;

**Vu** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment ses articles L 2122-1 à L 2122-4, L 2125-1 et L 3111-1 ;

<sup>1</sup> Une copie conforme du présent arrêté sera adressée au bénéficiaire, au Président du Conseil Exécutif de Corse (service comptabilité), au maire de la commune concernée si les travaux sont effectués en agglomération, et au responsable du service chargé de l'arrêté.

**Vu le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L 113-2 à L 113-7 et L 131-3 ;**

**Vu les redevances pour occupation du domaine public routier, figurant dans le règlement de voirie (annexe 12), approuvé par délibération n° 2017-2206, en date du 16 octobre 2017, par la Commission permanente de l'ex CD2A ;**

**Vu l'état des lieux ;**

**Vu les plans joints à la demande ;**

### **ARRETE :**

#### **ARTICLE 1 : LES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ET GENERALES**

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés ci-dessous à charge pour lui de se conformer aux dispositions du règlement général visé ci-dessus et aux conditions spéciales suivantes :

#### **CONDITION PREALABLE**

Exécution de travaux sous le DPRT ;

**PJ** : schéma type pour tranchée sous chaussée, auquel il est impératif de se conformer.

#### **TRANCHEE SOUS CHAUSSEE**

- La circulation ne devra en aucun cas être interrompue pendant la durée des travaux.
- La traversée sera réalisée impérativement par demi-chaussée.
- L'entreprise chargée des travaux est tenue à un repérage des canalisations déjà existantes en sous-sol.
- Le chantier sera balisé de jour comme de nuit.
- La tranchée devra être impérativement remblayée à chaque arrêt de chantier.
- L'ensemble des déblais sera évacué du domaine public.
- Dans tous les cas, avant ouverture de la tranchée, il sera procédé à un pré-découpage soigné du revêtement avec une scie à disque, sur les deux alignements.
- La tranchée aura une profondeur minimale de **1.60m**, le pétitionnaire est tenu de satisfaire aux écarts entre réseaux.
- La conduite sera posée sur un lit de sable en fond de fouille.
- Le matériau d'enrobage sera de granulométrie 0/6.3 sur 0,20m au-dessus de la génératrice supérieure du réseau.



- Il sera disposé un grillage avertisseur de couleur **bleu** conforme à la norme NFT 54080, au minimum à 0,20m au-dessus de la génératrice supérieure du réseau.
- Le remblaiement sera constitué sur la profondeur restante, par du béton **C 150** arasé à la cote **-0,07m** du revêtement existant.
- **Après découpage ou rabotage du revêtement, sur une largeur débordant de part et d'autre de 0.25m de la tranchée, le revêtement sera constitué sur les 7 derniers centimètres (soit environ 150Kg/m<sup>2</sup>) par des enrobés denses à chaud, méthodiquement compactés et complétés par un enduit de scellement à l'émulsion de bitume. Le remblaiement ne devra présenter par rapport au revêtement existant, ni flache ni saillie.**
- Les ouvrages franchis seront reconstitués dans les règles de l'art, avec des matériaux similaires.
- Les tampons de voirie s'ils venaient à être découverts, seront traités conformément aux règles de l'art sans flache ni saillie, et à la charge du pétitionnaire.

### **TRANCHEE SOUS FOSSE BETONNE**

- L'ensemble des déblais sera évacué du domaine public.
- Les conduites seront posées sur un lit de sable en fond de fouille, à une profondeur minimale de **1,60 m** comptée depuis leur génératrice supérieure jusqu'à la cote supérieure du fossé bétonné existant, puis enrobées de sable sur une épaisseur de 20 cm.
- Il sera disposé un grillage avertisseur de couleur **bleu**, conforme à la norme NFT 54080, au minimum à 0,20m au-dessus de la génératrice supérieure du réseau.
- La tranchée devra être impérativement remblayée à chaque arrêt de chantier.
- Le remblaiement sera constitué par du béton maigre C150.
- Le fossé bétonné sera reconstruit à l'identique par du béton C30/37 taloché sur les 20 derniers centimètres.

### **TRANCHEE SOUS ACCOTEMENT**

- L'ensemble des déblais sera évacué du domaine public.
- Les conduites seront posées sur un lit de sable en fond de fouille, à une profondeur minimale de **1.60 m** comptée depuis la génératrice supérieure jusqu'à la cote supérieure de l'accotement existant, puis enrobées de sable sur une épaisseur de 20 cm.
- Un grillage avertisseur de couleur **bleu** devra être placé à 0,20 m de la génératrice supérieure du réseau. Le remblaiement sera constitué par du béton maigre C150 arasé à la cote de l'accotement existant.
- La tranchée devra être impérativement remblayée à chaque arrêt de chantier.

**COFFRETS et REGARDS**

Les coffrets et regards de service seront disposés en limite du domaine public de façon à ne pas faire saillie par rapport aux murs et talus existants.

**Remise en état des lieux**

- D'une manière générale, les lieux seront remis en état à l'identique après les travaux. Les éventuelles pierres levées, dispositifs de signalisation, etc., situés sur les accotements seront replacés à l'identique. De même pour les ouvrages publics ou privés existants.

Le bénéficiaire devra en outre respecter les dispositions particulières suivantes : les dépôts de matériaux et la confection de mortier ou béton sur la chaussée sont formellement interdits.

**ARTICLE 2 : LA CIRCULATION**

Le pétitionnaire devra satisfaire à la réglementation en vigueur concernant les autorisations en matière de police de circulation.

La circulation ne devra pas être interrompue.

**ARTICLE 3 : L'OUVERTURE DU CHANTIER**

Le bénéficiaire informera du début des travaux, au moins HUIT jours ouvrables avant l'ouverture du chantier, le service technique agissant pour le compte de la Collectivité de Corse à l'adresse suivante: Monsieur **Jean-Marie DEDOLA**

ANTENNE de BASTIA CAP GOLO

Immeuble PASTINATO

20620 BIGUGLIA

☎ 04.95.30.07.10

**ARTICLE 4 : LA SIGNALISATION**

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour comme de nuit, et sera tenu pour responsable des accidents pouvant survenir du fait de sa négligence. La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

**ARTICLE 5 : LES CONDITIONS FINANCIERES**

La redevance instituée en application de la décision de la Commission permanente de l'ex CD2A en date du 16 octobre 2017 sera versé à la caisse de Monsieur le payeur régional au vu d'un titre de recouvrement émis par le Président du Conseil Exécutif de Corse. Son montant est actuellement fixé à 2 euros par mètre linéaire d'ouvrage.

Cette redevance pourra faire l'objet d'un droit exonérable à partir de la 2<sup>ème</sup> année, si les prescriptions techniques sont respectées (article 1).

**ARTICLE 6 : La redevance**

La redevance pour cette opération est de ;  
**15ml x 2,00€ = 30.00 Euros.**

**ARTICLE 7 : LE PERMIS DE CONSTRUIRE**

Le présent arrêté ne dispense pas le permissionnaire d'obtenir, si nécessaire, le permis de construire prévu par le code de l'urbanisme, article L. 421-1 et suivants.

**ARTICLE 8 : LE DELAI D'EXECUTION**

La présente autorisation n'est valable que pour la durée d'un an à compter de ce jour. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

**ARTICLE 9 : LA RESPONSABILITE**

Le pétitionnaire pourra être tenu pour responsable de toutes dégradations occasionnées à l'ensemble des ouvrages constitutifs de la voirie départementale.

Le permissionnaire sera rendu responsable de tout accident de toute nature pendant la durée des travaux.

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et règlements en vigueur.

**ARTICLE 10 : LES CONDITIONS D'OCTROI DE L'AUTORISATION**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires

**ARTICLE 11 : LE RECOLEMENT**

Le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'informer l'Antenne Territoriale de BASTIA CAP GOLO de la fin des travaux et ce dans un délai maximal de QUINZE jours.

Un récolement sera opéré en sa présence ou en la présence d'un représentant dûment mandaté.

*Conformément à l'article R 421- 1 code de la justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia- villa Montepiano 20407 Bastia Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

Fait par

Pè u Presidente di u Consigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione  
 Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation

U Presidente di u Consigliu Esecutivu di Corsica

U Direttore / Le directeur  
 Christian LONGINOTTI

Cullettività di Corsica  
Collectivité de Corse

Direzzione Generale di i Servizi  
Direction Générale des Services

Rughjoni di Balagna  
Antenne de Balagne



**ARRÊTE N°2020-17718DU** 03/12/ 2020

**PORTANT RESTRICTION DE LA CIRCULATION  
A TOUS LES VEHICULES SUR LA ROUTE TERRITORIALE n° 301  
du P.K. 101,000 au P.K. 101,500**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,**

**VU** le Code de la route,

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de la voirie routière,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation de danger et de prescription (livre 1 - 2ème, 4ème partie), approuvée par l'arrêté interministériel du 06 juin 1977, modifié le 13 avril 1979 et de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée le 15 juillet 1974,

**VU** le décret n° 86-475 du 14 Mars 1986, relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la route,

**CONSIDERANT** que les travaux d'élargissement du pont d'Erbaghjolu, au lieu-dit Lozari, à réaliser pour le compte de la Collectivité de Corse, nécessitent compte tenu des risques liés à ces travaux tant pour les ouvriers de l'entreprise que pour les usagers de la route la mise en place d'une restriction de la circulation,

**CONSIDERANT** l'avis technique conforme émis par le responsable de l'Antenne de Balagne,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1** : En raison des travaux ci-dessus mentionnés, des restrictions seront apportées à la réglementation générale de la circulation sur la route territoriale n° 301, hors agglomération, du P.K. 101,000 au P.K. 101,500, sur le territoire de la commune de Belgodère, à compter du **lundi 7 décembre 2020** et jusqu'à l'achèvement des travaux.

Cependant, ces restrictions porteront exclusivement selon les jours et le créneau horaire suivants :  
Du lundi au vendredi, de 7 h 00 à 17 h 30 ;

Ces restrictions ne s'appliqueront pas les week-ends et jours fériés.

**ARTICLE 2** : Durant cette période :

- Il sera interdit de dépasser et de stationner sur le chantier.
- La vitesse sera limitée à 50 km/h.
- En cas de nécessité, une limitation ponctuelle à 30 km/h, sur une distance maximale de 100 mètres pourra être mise en place avec l'accord préalable du maître d'œuvre.
- Sur la route territoriale n° 301, les interruptions totales de voies d'un délai supérieur à 10 minutes se feront obligatoirement de nuit, entre 20 h 00 et 06 h 00.
- Sur la route territoriale n° 301, un alternat en manuel sera possible sous réserve de l'accord préalable du maître d'œuvre, pour les périodes du 1<sup>er</sup> mai au 15 octobre et du 20 décembre au 5 janvier ; puis par feux tricolores pour les périodes du 16 octobre au 19 décembre et du 6 janvier au 31 avril, quel que soit l'année.

**ARTICLE 3** : La signalisation réglementaire devra être conforme à l'instruction interministérielle susvisée. La pose, la fourniture et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins des entreprises intervenantes, chargées des travaux.


**ARTICLE 4** : Les mesures prévues par le présent arrêté sont applicables pendant la durée des travaux et dès la mise en place de la signalisation temporaire.

**ARTICLE 5** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6** : La Directrice Générale des Services, le Directeur Général Adjoint, le Directeur des Routes, le Directeur de l'Exploitation Routière de Haute-Corse, le Chef de l'Agence de Bastia, le Chef de l'Antenne de Balagne, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Haute-Corse et le Maire de la commune de Belgodère sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché dans la commune susvisée et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

**Le Président du Conseil exécutif de Corse**

Il Presidente di u Consigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione  
du Presidente du Conseil Exécutif de Corse et par délégation

  
Direttore / Le Directeur  
Christian LONGINOTTI

## PERMISSION DE VOIRIE

Accès en amont de la chaussée<sup>1</sup>

RECUEIL PUBLIC LE 25 JANVIER 2021

Route départementale n° 247

Point kilométrique : 0,170

Commune : Castifao

Nom et adresse du pétitionnaire :

**M. ORSINI François  
Corso**

**20218 Castifao**

STSR/DIRT	
En date du:	Arrêté n°:
03.12.20	017873

**Le Président du Conseil Exécutif de Corse,**

**Vu** la lettre en date du 18 novembre 2020 par laquelle le pétitionnaire ci-dessus référencé demande la création d'un accès en amont de la voie publique sur la parcelle cadastrale E 930 de la commune de Castifao.

**Vu** la loi n° 2016-99 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 4421-1 ;

**Vu** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment ses articles L 2122-1 à L 2122-4, L 2125-1 et L 3111-1 ;

**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L 113-2 à L 113-7 et L 131-3 ;

**Vu** les redevances pour occupation du domaine public routier, figurant dans le règlement de voirie (annexe 12), approuvé par délibération n° 2017-2206, en date du 16 octobre 2017, par la Commission permanente de l'ex CD2A ;

**Vu** l'état des lieux ;

**Vu** les plans joints à la demande ;

- L'accès aura une largeur de 4,00 mètres minimum et se raccordera à la voie publique par l'intermédiaire de deux courbes de rayon de 6,00 mètres, sa pente moyenne ne devra pas excéder 5% sur les dix premiers mètres.
- Il sera stabilisé et revêtu au moyen de béton ou de produit bitumineux (enrobé ou enduit bicouche) sur une surface minimum de 60,00 m<sup>2</sup>, afin d'éviter toute arrivée de boue sur la voie publique.
- L'accès étant situé en amont de la voie publique, le pétitionnaire devra réaliser les ouvrages hydrauliques, afin d'assurer la continuité de l'écoulement des eaux pluviales en provenance de son terrain.
- La stabilité du talus terrassé devra être garantie pour éviter un effondrement sur la voie des terres instables.  
Un mur de soutènement pourra être créé en dehors de l'emprise de la voie publique afin de garantir la stabilité de cet accès.
- L'installation d'un portail ou autre dispositif de fermeture de l'accès ne pourra être implanté qu'à une distance minimale de 7,00 mètres par rapport au bord de la chaussée de la voie publique.  
Cette distance sera éventuellement augmentée de celle nécessaire à l'ouverture du dispositif, si ce dernier s'ouvre vers la voie publique.
- L'entretien des ouvrages, notamment le curage et le nettoyage des divers dispositifs faisant partie de l'accès sont à la charge exclusive du pétitionnaire.
- Les dépôts de matériaux et les échafaudages nécessités pour l'exécution des travaux ne pourront former sur la voie publique une saillie excédant un (1) mètre ; ils devront être disposés de manière à ne pas entraver l'écoulement des eaux sur la voie publique.
- La confection du mortier ou béton sur la chaussée est formellement interdite.

## **Article 2 : La circulation**

Le pétitionnaire devra satisfaire à la réglementation en vigueur concernant les autorisations en matière de police de circulation.

La circulation ne devra pas être interrompue.

#### **Article 4 : La signalisation**

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour comme de nuit, et sera tenu pour responsable des accidents pouvant survenir du fait de sa négligence. La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

#### **Article 5 : Les conditions financières**

Sans objet.

#### **Article 6 : Le droit fixe**

Le droit fixe institué en application de la décision de la Commission permanente de l'ex CD2A en date du 16 octobre 2017 sera versé à la caisse de Monsieur le payeur régional au vu d'un titre de recouvrement émis par le Président du Conseil Exécutif de Corse. Son montant est actuellement fixé à 76 euros.

Cette redevance pourra faire l'objet d'un droit exonérable à partir de la 2<sup>ème</sup> année, si les prescriptions techniques sont respectées (article 1).

#### **Article 7 : Le permis de construire**

Le présent arrêté ne dispense pas le permissionnaire d'obtenir, si nécessaire, le permis de construire prévu par le Code de l'Urbanisme, article L. 421-1 et suivants.

#### **Article 8 : Le délai d'exécution**

La présente autorisation n'est valable que pour la durée d'un an à compter de ce jour. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

#### **Article 9 : La responsabilité**

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et règlements en vigueur.

Le permissionnaire sera rendu responsable de tout accident de toute nature pendant la durée des travaux.

Le pétitionnaire pourra être tenu pour responsable de toutes dégradations occasionnées à l'ensemble des ouvrages constitutifs de la voirie territoriale.

#### **Article 10 : Les conditions d'octroi de l'autorisation**



## Article 11 : Le récolement

RECUEIL PUBLIE LE 25 JANVIER 2021

Le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'informer le responsable de l'antenne territoriale du Centre de la fin des travaux et ce dans un délai maximal de quinze jours.  
Un récolement sera opéré en sa présence ou en la présence d'un représentant dûment mandaté.

*Conformément à l'article R 421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia - Villa Monteplano - 20407 Bastia cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

### **Le Président du Conseil Exécutif de Corse**

Pè u Presidente di u Consigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation

Il Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

---

## RECOLEMENT

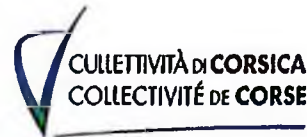
Le : (qualité du signataire)  
soussigné, certifie que le bénéficiaire :  
s'est conformé aux prescriptions du présent arrêté.

Fait le :

Cullettività di Corsica  
Collectivité de Corse

Direzzione Generale di i Servizii  
Direction Générale des Services

Rughjone Centru  
Antenne du Centre



STSR/DIRT	
En date du:	Arrêté n°:
03.12.20	017874

## PERMISSION DE VOIRIE

**Accès en amont de la chaussée<sup>1</sup>**

Route départementale n° 39

Point kilométrique : 12,050

Commune : San Lorenzu

Nom et adresse du pétitionnaire :

**M. MORETTI Paul-Marie**

**20 244 Ruslu**

### **Le Président du Conseil Exécutif de Corse,**

Vu la lettre en date du 20 novembre 2020 par laquelle le pétitionnaire ci-dessus référencé demande la création d'un accès en amont de la voie publique sur la parcelle cadastrale A 254 de la commune de San Lorenzu.

Vu la loi n° 2015-99 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 4421-1 ;

Vu le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment ses articles L 2122-1 à L 2122-4, L 2125-1 et L 3111-1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L 113-2 à L 113-7 et L 131-3 ;

Vu les redevances pour occupation du domaine public routier, figurant dans le règlement de voirie (annexe 12), approuvé par délibération n° 2017-2206, en date du 16 octobre 2017, par la Commission permanente de l'ex CD2A ;

Vu l'état des lieux ;

Vu les plans joints à la demande ;

<sup>1</sup> Une copie conforme du présent arrêté sera adressée au bénéficiaire, au Président du Conseil Exécutif de Corse (service comptabilité), au maire de la commune concernée et au responsable du service chargé de l'arrêté.

**ARRÊTE :****Article 1 : Les prescriptions techniques et générales**

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés ci-dessous à charge pour lui de se conformer aux dispositions du règlement général visé ci-dessus et aux conditions spéciales suivantes :

- L'accès aura une largeur de 4,00 mètres minimum et se raccordera à la voie publique par l'intermédiaire de deux courbes de rayon de 6,00 mètres, sa pente moyenne ne devra pas excéder 5% sur les dix premiers mètres.
- Il sera stabilisé et revêtu au moyen de béton ou de produit bitumineux (enrobé ou enduit bicouche) sur une surface minimum de 60,00 m<sup>2</sup>, afin d'éviter toute arrivée de boue sur la voie publique.
- L'accès étant situé en amont de la voie publique, le pétitionnaire devra réaliser les ouvrages hydrauliques, afin d'assurer la continuité de l'écoulement des eaux pluviales en provenance de son terrain.
- La stabilité du talus terrassé devra être garantie pour éviter un effondrement sur la voie des terres instables.  
Un mur de soutènement pourra être créé en dehors de l'emprise de la voie publique afin de garantir la stabilité de cet accès.
- L'installation d'un portail ou autre dispositif de fermeture de l'accès ne pourra être implanté qu'à une distance minimale de 7,00 mètres par rapport au bord de la chaussée de la voie publique.  
Cette distance sera éventuellement augmentée de celle nécessaire à l'ouverture du dispositif, si ce dernier s'ouvre vers la voie publique.
- L'entretien des ouvrages, notamment le curage et le nettoyage des divers dispositifs faisant partie de l'accès sont à la charge exclusive du pétitionnaire.
- Les dépôts de matériaux et les échafaudages nécessités pour l'exécution des travaux ne pourront former sur la voie publique une saillie excédant un (1) mètre ; ils devront être disposés de manière à ne pas entraver l'écoulement des eaux sur la voie publique.
- La confection du mortier ou béton sur la chaussée est formellement interdite.

**Article 2 : La circulation**

Le pétitionnaire devra satisfaire à la réglementation en vigueur concernant les autorisations en matière de police de circulation.

La circulation ne devra pas être interrompue.

**Article 3 : L'ouverture du chantier**

Le bénéficiaire informera du début des travaux, au moins huit jours ouvrables avant l'ouverture du chantier, le service technique agissant pour le compte de la Collectivité de Corse à l'adresse suivante:

Monsieur le Chef d'Antenne  
D.E.R.C. - Antenne du Centre  
34 Cours Paoli  
20250 Corte  
☎ 04.95.45.21.10 Fax : 04.95.45.21.90

**Article 4 : La signalisation**

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour comme de nuit, et sera tenu pour responsable des accidents pouvant survenir du fait de sa négligence. La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

**Article 5 : Les conditions financières**

Sans objet.

**Article 6 : Le droit fixe**

Le droit fixe institué en application de la décision de la Commission permanente de l'ex CD2A en date du 16 octobre 2017 sera versé à la caisse de Monsieur le payeur régional au vu d'un titre de recouvrement émis par le Président du Conseil Exécutif de Corse. Son montant est actuellement fixé à 76 euros.

Cette redevance pourra faire l'objet d'un droit exonérable à partir de la 2<sup>ème</sup> année, si les prescriptions techniques sont respectées (article 1).

**Article 7 : Le permis de construire**

Le présent arrêté ne dispense pas le permissionnaire d'obtenir, si nécessaire, le permis de construire prévu par le Code de l'Urbanisme, article L. 421-1 et suivants.

**Article 8 : Le délai d'exécution**

La présente autorisation n'est valable que pour la durée d'un an à compter de ce jour. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

**Article 9 : La responsabilité**

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et règlements en vigueur.

Le permissionnaire sera rendu responsable de tout accident de toute nature pendant la durée des travaux.

Le pétitionnaire pourra être tenu pour responsable de toutes dégradations occasionnées à l'ensemble des ouvrages constitutifs de la voirie territoriale.

**Article 10 : Les conditions d'octroi de l'autorisation**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

#### **Article 11 : Le récolement**

Le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'informer le responsable de l'antenne territoriale du Centre de la fin des travaux et ce dans un délai maximal de quinze jours. Un récolement sera opéré en sa présence ou en la présence d'un représentant dûment mandaté.

*Conformément à l'article R 421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia - Villa Montepiano - 20407 Bastia cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

#### **Le Président du Conseil Exécutif de Corse**

Il u Presidenti di u Consigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione  
 sur le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation.

  
 Le Préfet / Le Directeur  
 Christian LONGINOTTI

#### **RECOLEMENT**

Le : (qualité du signataire)  
 soussigné, certifie que le bénéficiaire :  
 s'est conformé aux prescriptions du présent arrêté.

Fait le :

Signature du responsable.

Cullettività di Corsica  
Collectivité de Corse

Direzzione Generale di i Servizi  
Direction Générale des Services

Rughjone Centru  
Antenne du Centre

<b>STSR/DIRT</b>	
En date du:	Arrêté n°:
03.12.20	017875



## PERMISSION DE VOIRIE

### Travaux sur le domaine public<sup>1</sup>

Route départementale n° 10 et n° 10A

Point kilométrique : du PK 4,950 au PK 4,990 et au PK 0,210

Commune : Monte

Nom et adresse du pétitionnaire :

Mairie de Monte  
Place de l'église  
20290 Monte

### Le Président du Conseil Exécutif de Corse,

**Vu** la lettre en date du 27 octobre 2020 par laquelle le pétitionnaire ci-dessus référencé demande l'autorisation de réaliser la construction de deux ralentisseurs de type dos d'âne sur la RD 10 et d'un ralentisseur de type dos d'âne sur la RD 10A.

**Vu** la loi n° 2015-99 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 4421-1 ;

**Vu** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment ses articles L 2122-1 à L 2122-4, L 2125-1 et L 3111-1 ;

**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L 113-2 à L 113-7 et L 131-3 ;

**Vu** les redevances pour occupation du domaine public routier, figurant dans le règlement de voirie (annexe 12), approuvé par délibération n° 2017-2206, en date du 16 octobre 2017, par la Commission permanente de l'ex CD2A ;

**Vu** l'arrêté n° 02/2013 de la commune de Monte, instaurant une limitation de vitesse à 30 km/h sur la RD 10;

**Vu** l'état des lieux ;

**Vu** les plans joints à la demande ;

<sup>1</sup> Une copie conforme du présent arrêté sera adressée au bénéficiaire, au Président du Conseil Exécutif de Corse (service comptabilité), au maire de la commune concernée et au responsable du service chargé de l'arrêté.

**ARRÊTE :****Article 1 : Les prescriptions techniques et générales**

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés ci-dessous à charge pour lui de se conformer aux dispositions du règlement général visé ci-dessus et aux conditions spéciales suivantes :

- Les bordures de trottoirs, les câbles, les canalisations, les ouvrages pluviaux d'évacuation, éventuellement rencontrés, ne devront en aucun cas être détériorés ; le cas échéant, ils seront remis dans leur état initial, à la charge du pétitionnaire.
- Les dépôts de matériaux et les échafaudages nécessités pour l'exécution des travaux ne pourront former sur la voie publique une saillie excédant un (1) mètre ; ils devront être disposés de manière à ne pas entraver l'écoulement des eaux sur la voie publique.
- La confection du mortier ou béton sur la chaussée est formellement interdite.
- Le ralentisseur de type dos d'âne devra répondre aux exigences de la norme NF P 98-300 :
  - Le profil en long du ralentisseur de type dos d'âne est de forme circulaire et à pour dimension :
    - Hauteur : 0,10 m
    - Longueur : 4 m
    - Saillie d'attaque du dos d'âne  $\leq 0,005\text{m}$
- Les zones concernées par l'implantation des ralentisseurs devront être limitées à 30 km/h.
- Les ralentisseurs doivent être visibles de jour comme de nuit, la mise en place et le suivi des dispositifs de signalisation et d'éclairage sont à la charge exclusive du pétitionnaire.
- Les dos d'ânes seront installés aux emplacements suivants :
  - RD 10 PK 4,950
  - RD 10 PK 4,990
  - RD 10A PK 0,210

**Article 2 : La circulation**

Le pétitionnaire devra satisfaire à la réglementation en vigueur concernant les autorisations en matière de police de circulation.

La circulation ne devra pas être interrompue.

**Article 3 : L'ouverture du chantier**

Le bénéficiaire informera du début des travaux, au moins huit jours ouvrables avant l'ouverture du chantier, le service technique agissant pour le compte de la Collectivité de Corse à l'adresse suivante :

Monsieur le Chef d'Antenne  
D.E.R.C. - Antenne du Centre  
34 Cours Paoli  
20250 Corte  
☎ 04.95.45.21.10 Fax : 04.95.45.21.90

**Article 4 : La signalisation**

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour comme de nuit, et sera tenu pour responsable des accidents pouvant survenir du fait de sa négligence. La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

**Article 5 : Les conditions financières**

Sans objet.

**Article 6 : Le droit fixe**

Sans objet

**Article 7: Le délai d'exécution**

La présente autorisation n'est valable que pour un an à compter de ce jour. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

**Article 8 : Le permis de construire**

Le présent arrêté ne dispense pas le pétitionnaire d'obtenir, si nécessaire, le permis de construire prévu par le code de l'urbanisme, article L. 421-1 et suivants.

**Article 9 : La responsabilité**

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et des règlements en vigueur.

Le pétitionnaire pourra être tenu responsable de toutes dégradations occasionnées à l'ensemble des ouvrages constitutifs de la voirie territoriale.

**Article 10 : Les conditions d'octroi de l'autorisation**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que les travaux de voirie s'avéreront nécessaires.



**Article 11 : Le récolement**

Le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'informer le responsable territorial de l'antenne du Centre de la fin des travaux et ce dans un délai maximal de quinze jours.  
Un récolement sera opéré en sa présence ou en la présence d'un représentant dûment mandaté.

*Conformément à l'article R 421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia - Villa Montepiano - 20407 Bastia cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

**Le Président du Conseil Exécutif de Corse**

Pè u Presidente di u Consiglio Esecutivu di Corsica è per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation



U Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

---

**RECOLEMENT**

Le : (qualité du signataire)  
soussigné, certifie que le bénéficiaire :  
s'est conformé aux prescriptions du présent arrêté.

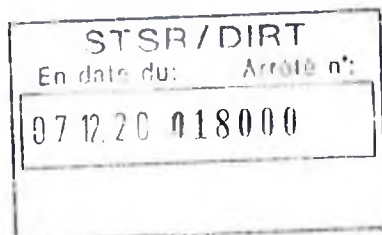
Fait le :

Signature du responsable.

Cullettività di Corsica  
Collectivité de Corse

Direzzione Generale di i Servizi  
Direction Générale des Services

Suddivisione di Suttana  
Subdivision Sud



### PERMISSION DE VOIRIE

*Exécution de travaux sur domaine public 1*

Route territoriale n° 17 ET 142

Nom et adresse du pétitionnaire :

Point kilométrique: **RD 17 PK 9.290**  
**RD 142 PK 4.500**

**EDF GDF CORSE**  
**Opérateur réseau électricité**  
**Rue Marcel Paul**  
**20407 BASTIA**

Commune : **CHIATRA**

### Le Président du Conseil Exécutif de Corse,

**Vu** la demande de permission de voirie, par laquelle, EDF GDF Corse demande l'autorisation d'effectuer des travaux de pose d'une armoire de répartition et de câbles en bordure de la RD 142, PK 4.500 et d'un poteau en bordure de la RD 17 PK 9.290.

**Vu** le code général des collectivités territoriales;

**Vu** la loi n° 2015-99 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment l'article 4421-1;

**Vu** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment les articles L.2125-1, L.2122-1 à L.2122-4 et l'article L.3111-1;

**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 113-2 à L 113-7 et L 131-3;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles R.3333-4 à R.3333-8 relatifs à la distribution et le transport d'électricité;

**Vu** les redevances pour occupation du domaine public routier figurant dans le règlement de voirie (annexe 12) approuvé par délibération n° 2017-2206 de la Commission permanente de l'ex CD2A.

**Vu** l'état des lieux

**Vu** le plan joint à la demande.

<sup>1</sup> Une copie conforme du présent arrêté sera adressée au bénéficiaire, au Président du Conseil Départemental (service comptabilité), au maire de la commune concernée si les travaux sont effectués en agglomération, et au responsable du service chargé de l'arrêté.

**ARRETE :****ARTICLE 1 : LES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ET GENERALES**

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés ci-dessous à charge pour lui de se conformer aux dispositions du règlement général visé ci-dessus et aux conditions spéciales suivantes :

**A - Pose du poteau**

Le poteau sera implanté au-delà du fossé.

**B - Pose de l'armoire**

L'armoire sera implantée à 3.00 mètres minimum du bord de la chaussée.

**C - Pose du câble sous accotement à moins d'un mètre du bord de chaussée**

Le câble sera enrobé de l'épaisseur de sable réglementaire, y compris grillage avertisseur de couleur rouge placé à 0,20 ml au-dessus du câble.

La génératrice supérieure du câble sera à 0,80 ml de la surface.

La tranchée sera remblayée en grave 0/31,5 soigneusement compactée tous les 0,30 ml.

Les 20 derniers centimètres seront remblayés en béton vibré dosé à 150Kg/m<sup>3</sup>, cela jusqu'au bord de la chaussée.

**D - Pose du câble sous accotement à plus d'un mètre du bord de chaussée**

Le câble sera enrobé de l'épaisseur de sable réglementaire, y compris grillage avertisseur de couleur rouge placé à 0,20 ml au-dessus du câble.

La génératrice supérieure du câble sera à 0,80 ml de la surface.

La tranchée sera remblayée de matériaux extraits soigneusement compactée tous les 0,30 ml.

**E - Prescriptions générales**

L'accès des propriétés riveraines, l'écoulement des eaux de la route et de ses dépendances demeureront constamment assurés.

Le chantier devra être parfaitement nettoyé après les travaux.

Les dépôts de matériaux sur la voie publique sont rigoureusement interdits.

Le pétitionnaire devra prendre contact, avant le début des travaux, avec les différents gestionnaires des réseaux publics existants dans l'emprise du projet.

En fin de chantier, le pétitionnaire devra remettre les lieux en état et faire évacuer tous matériaux ou matériels.

Tous ces travaux sont à la charge intégrale du pétitionnaire.

Il est rappelé que l'entretien permanent du passage est à la charge du pétitionnaire.

**ARTICLE 2 : LA CIRCULATION**

Le pétitionnaire devra satisfaire à la réglementation en vigueur concernant les autorisations en matière de police de circulation.

La circulation ne devra pas être interrompue.

### **ARTICLE 3 : L'OUVERTURE DU CHANTIER**

Le bénéficiaire informera du début des travaux, au moins HUIT jours ouvrables avant l'ouverture du chantier, le service technique agissant pour le compte de la Collectivité de Corse à l'adresse suivante: Monsieur Christophe COPPOLANI

SUBDIVISION du Sud  
Avenue du 9 Septembre  
20240 GHISONACCIA  
☎ 06.07.68.47.60

### **ARTICLE 4 : LA SIGNALISATION**

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour comme de nuit, et sera tenu pour responsable des accidents pouvant survenir du fait de sa négligence.

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

### **ARTICLE 5 : LES CONDITIONS FINANCIERES**

Le bénéficiaire devra verser au profit de la Collectivité de Corse, une redevance annuelle au titre de l'occupation du domaine public routier.

### **ARTICLE 6 : LE PERMIS DE CONSTRUIRE**

Le présent arrêté ne dispense pas le permissionnaire d'obtenir, si nécessaire, le permis de construire prévu par le code de l'urbanisme, article L. 421-1 et suivants.

### **ARTICLE 7 : LE DELAI D'EXECUTION**

La présente autorisation n'est valable que pour la durée d'un an à compter de ce jour. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

### **ARTICLE 8 : LA RESPONSABILITE**

Le pétitionnaire pourra être tenu pour responsable de toutes dégradations occasionnées à l'ensemble des ouvrages constitutifs de la voirie départementale.

Le permissionnaire sera rendu responsable de tout accident de toute nature pendant la durée des travaux.

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et règlements en vigueur.

## **ARTICLE 9 : LE RECOLEMENT**

Le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'informer le subdivisionnaire territorial de la subdivision du Sud de la fin des travaux et ce dans un délai maximal de QUINZE jours.

Un récolement sera opéré en sa présence ou en la présence d'un représentant dûment mandaté.

*Conformément à l'article R 421-1 du code de la justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia Villa Montépiano 20407 Bastia cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou publication.*

**Fait le**

**Le Président du Conseil Exécutif de Corse,**

Pè u Presidente di u Consigliu Esecutivu di Corsica à per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation

U Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

---

## **RECOLEMENT**

**Le :**

soussigné certifie que le bénéficiaire :  
s'est conformé aux prescriptions du présent arrêté

**Fait le**

**signature du responsable**

Cullettività di Corsica  
Collectivité de Corse

Direzzione Generale di i Servizi  
Direction Générale des Services

Suddivisione di u Centru  
Subdivision du Centre

<b>STSR / DIRT</b>	
En date du:	Arrêté n°:
07 12 20 018001	



### **PERMISSION DE VOIRIE**

*Exécution de travaux sur domaine public 1*

**ARRETE DE PROROGATION DE L'ARRETE N° 9854  
EN DATE DU 11 OCTOBRE 2019**

Route Territoriale n° 50

Point kilométrique : 2+400

Commune : CORTE

Nom et adresse du pétitionnaire :

**Monsieur Cédric BEAUTEMPS  
RT 50 - SUARICCIA  
20 250 CORTE**

### **Le Président du Conseil Exécutif de Corse,**

**Vu l'arrêté n° 9854 en date du 11 octobre 2019, autorisant le pétitionnaire ci-dessus référencé à créer un accès en amont de la voie publique.**

**Vu la lettre en date du 30 novembre 2020 par laquelle le pétitionnaire demande la prorogation de l'arrêté susvisé.**

**Vu le code général des collectivités territoriales;**

**Vu la loi n° 2015-99 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;**

**Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article 4421-1;**

**Vu le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment les articles L.2125-1, L.2122-1 à L.2122-4 et l'article L.3111-1;**

**Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 113-2 à L 113-7 et L 131-3**

**Vu les redevances pour occupation du domaine public routier figurant dans le règlement de voirie (annexe 12) approuvé par délibération n° 2017-2206 de la Commission permanente de l'ex CD2A.**

**Vu l'état des lieux**

<sup>1</sup> Une copie conforme du présent arrêté sera adressée au bénéficiaire, au Président du Conseil Départemental (service comptabilité), au maire de la commune concernée si les travaux sont effectués en agglomération, et au responsable du service chargé de l'arrêté.

**ARRÊTE :**


**ARTICLE 1 :** L'arrêté n° 9854 en date du 11 octobre 2019, autorisant Monsieur Cédric Beautemps à réaliser un accès en amont de la RT 50 au PR 2+400, est prorogé pour une durée d'un an à compter du 11 octobre 2020.

**ARTICLE 2 :** Dans le cas où le droit fixe n'aurait pas été versé dans le cadre de l'arrêté susvisé, le pétitionnaire sera redevable de celui-ci au titre du présent arrêté.

**ARTICLE 3 :** Toutes les autres dispositions de l'arrêté susvisé restent inchangées.

**Le Président du Conseil Exécutif de Corse,**

Pè u Presidente di u Consigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation



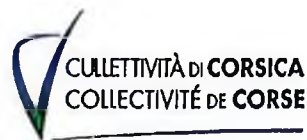
U Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

<sup>1</sup> Une copie conforme du présent arrêté sera adressée au bénéficiaire, au Président du Conseil Exécutif de Corse (service comptabilité), au maire de la commune concernée et au responsable du service chargé de l'arrêté.

Cullettività di Corsica  
Collectivité de Corse

Direzzione Generale di i Servizii  
Direction Générale des Services

Suddivisione di u Centru  
Subdivison du Centre



STSR / DIRT	
En date du:	Arrêté n°:
07 12 20	#18002

## PERMISSION DE VOIRIE

### Travaux sur le domaine public<sup>1</sup>

Route départementale n° 247

Points kilométriques : 0,180

Commune : Castifao

Nom et adresse du pétitionnaire :

**EDF CORSE**  
**M. Nicolas Deydier**  
**Rue Marcel Paul**  
**20 407 BASTIA CEDEX**

### **Le Président du Conseil Exécutif de Corse,**

**Vu** la lettre en date du 25 novembre 2020 par laquelle le pétitionnaire ci-dessus référencé demande l'autorisation d'effectuer une tranchée transversale afin de raccorder un particulier au réseau EDF.

**Vu** la loi n° 2015-99 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles R 3333-4 à R 3333-8 et L 4421-1 ;

**Vu** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment ses articles L 2122-1 à L 2122-4, L 2125-1 et L 3111-1 ;

**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L 113-2 à L 113-7 et L 131-3 ;

**Vu** les redevances pour occupation du domaine public routier, figurant dans le règlement de voirie (annexe 12), approuvé par délibération n° 2017-2206, en date du 16 octobre 2017, par la Commission permanente de l'ex CD2A ;

**Vu** l'état des lieux ;

**Vu** les plans joints à la demande ;

<sup>1</sup> Une copie conforme du présent arrêté sera adressée au bénéficiaire, au Président du Conseil Exécutif de Corse (service comptabilité), au maire de la commune concernée et au responsable du service chargé de l'arrêté.



**ARRÊTE :****Article 1 : Les prescriptions techniques et générales**

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés ci-dessous à charge pour lui de se conformer aux dispositions du règlement général visé ci-dessus et aux conditions spéciales suivantes :

- Le revêtement de la chaussée sera découpé à la scie.
- L'ouverture de la tranchée transversale se fera par demi-chaussée pour ne pas interrompre la circulation des véhicules.
- La traversée de chaussée sera obligatoirement oblique et fera avec l'axe de la route un angle de 30° à 45°.
- Les câbles seront posés de façon à ce que la distance entre leur génératrice supérieure et la surface du sol ne soit pas inférieure à 0,65 m sous les accotements ou trottoirs, et à 0,85 m sous la chaussée (arrêté interministériel du 17 mai 2001) exception faite du passage au dessus des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales où la pose s'effectuera en fourreau si la profondeur de 0,85 m ne peut être respectée.
- Les bordures de trottoirs, les câbles, les canalisations, les ouvrages pluviaux d'évacuation, éventuellement rencontrés, ne devront en aucun cas être détériorés ; le cas échéant, ils seront remis dans leur état initial, à la charge du pétitionnaire.
- Un grillage avertisseur de couleur adéquate devra être placé à 0,20 m de la génératrice supérieure des câbles.
- La réutilisation des matériaux extraits n'est pas autorisée.
- Les dépôts de matériaux et les échafaudages nécessités pour l'exécution des travaux ne pourront former sur la voie publique une saillie excédant un (1) mètre ; ils devront être disposés de manière à ne pas entraver l'écoulement des eaux sur la voie publique.
- La confection du mortier ou béton sur la chaussée est formellement interdite.
- Le remblaiement sera effectué conformément aux prescriptions suivantes :

➤ Pour la partie sous chaussée :

- Le remblaiement sera constitué de grave ciment 0/315 dosée à 150 kg / m<sup>3</sup> méthodiquement compactée par couches de 20 cm jusqu'à moins 6 cm du revêtement existant.
- Les 6 cm restants seront traités par :
  - ✓ Un rabotage de trois (3) mètre de large sur 6 cm de profondeur centré sur l'axe de la tranchée (cas des enrobés de moins de 5 ans).
  - ✓ La mise en œuvre d'une couche d'accrochage à l'émulsion de bitume à raison de 0,5 kg de bitume résiduel au mètre carré.
  - ✓ La mise en œuvre d'un enrobé à chaud réglé et compacté jusqu'au niveau du revêtement existant qui recevra un enduit de scellement à l'émulsion de bitume et grains de riz.

➤ Pour la partie sous accotement et à moins de 80 cm du bord de chaussée :

- Le remblaiement sera constitué de grave ciment 0/315 dosée à 150 kg / m<sup>3</sup> méthodiquement compactée par couches de 20 cm jusqu'à moins 10 cm du revêtement existant.
- Les 10 cm restants y compris un débord de 10 cm de part et d'autre de la tranchée seront traités en béton C30/37 taloché.

- Pour la partie sous accotement et à plus de 80 cm du bord de chaussée :
  - Le remblaiement sera constitué de grave naturelle 0/315 méthodiquement compactée par couches de 20 cm.
- Pour la partie sous trottoir :
  - Le remblaiement sera constitué de grave ciment 0/315 dosée à 150 kg / m<sup>3</sup> méthodiquement compactée par couches de 20 cm.
  - Le revêtement sera reconstruit à l'identique.
- La tranchée transversale sera située au Pk 0,180
- ❖ Le total du linéaire concerné par l'occupation du domaine public routier territorial représente 7,00 mètres.
- Le coffret CIBE ne devra en aucun cas provoquer de saillie sur la Route Départementale

### **Article 2 : La circulation**

Le pétitionnaire devra satisfaire à la réglementation en vigueur concernant les autorisations en matière de police de circulation.  
La circulation ne devra pas être interrompue.

### **Article 3 : L'ouverture du chantier**

Le bénéficiaire informera du début des travaux, au moins huit jours ouvrables avant l'ouverture du chantier, le service technique agissant pour le compte de la Collectivité de Corse à l'adresse suivante :

Monsieur le Chef d'Antenne  
D.E.R.C. - Antenne du Centre  
34 Cours Paoli  
20250 Corte  
☎ 04.95.45.21.10 Fax : 04.95.45.21.90

### **Article 4 : La signalisation**

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour comme de nuit, et sera tenu pour responsable des accidents pouvant survenir du fait de sa négligence. La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

### **Article 5 : Les conditions financières**

Sans objet.

**Article 6 : Le droit fixe**

En application de la décision de la Commission permanente de l'ex CD2A en date du 16 octobre 2017, une redevance annuelle au titre de l'occupation du domaine public routier territorial sera versée à la caisse de Monsieur le payeur régional au vu d'un titre de recouvrement émis par le Président du Conseil Exécutif de Corse.

**Article 7: Le permis de construire**

Le présent arrêté ne dispense pas le permissionnaire d'obtenir, si nécessaire, le permis de construire prévu par le code de l'urbanisme, article L. 421-1 et suivants.

**Article 8 : Le délai d'exécution**

La présente autorisation n'est valable que pour la durée d'un an à compter de ce jour. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

**Article 9 : La responsabilité**

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et règlements en vigueur.

Le pétitionnaire pourra être tenu pour responsable de toutes dégradations occasionnées à l'ensemble des ouvrages constitutifs de la voirie territoriale.

**Article 10 : Les conditions d'octroi de l'autorisation**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

**Article 11 : Le récolement**

Le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'informer le responsable de l'antenne territoriale du Centre de la fin des travaux et ce dans un délai maximal de quinze jours.  
Un récolement sera opéré en sa présence ou en la présence d'un représentant dûment mandaté.

*Conformément à l'article R 421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia - Villa Monteplano - 20407 Bastia cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

**Le Président du Conseil Exécutif de Corse**

~~Per il Presidente di u Consigliu Esecutivu di Corsica à per delegazione~~  
~~Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation~~



Il Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

---

**RECOLEMENT**

Le : (qualité du signataire)  
soussigné, certifie que le bénéficiaire :  
s'est conformé aux prescriptions du présent arrêté.

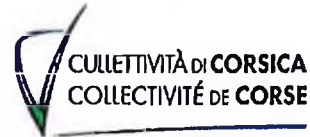
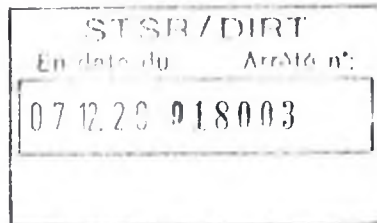
Fait le :

Signature du responsable.

Cullettività di Corsica  
Collectivité de Corse

Direzzione Generale di i Servizi  
Direction Générale des Services

Rughjone Centru  
Antenne du Centre



## PERMISSION DE VOIRIE

### Travaux sur le domaine public<sup>1</sup>

Route départementale n° 341

Points kilométriques : du 0,230 au 4,700

Commune : Santa Lucia Di Mercurio

Nom et adresse du pétitionnaire :

Corsica Fibra  
M. Stephane MATTEI  
3 rue Jean-Pierre Gaffory  
20 600 Bastia

### Le Président du Conseil Exécutif de Corse,

Vu la lettre en date du 20 novembre 2020 par laquelle le pétitionnaire ci-dessus référencé demande l'autorisation de réaliser des traversées de chaussée, une tranchée longitudinale et d'implanter des supports aériens, en vue de créer un réseau public de télécommunication en fibres optique.

Vu la loi n° 2015-99 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 4421-1 ;

Vu le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment ses articles L 2122-1 à L 2122-4, L 2125-1 et L 3111-1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L 113-2 à L 113-7 et L 131-3 ;

Vu les redevances pour occupation du domaine public routier, figurant dans le règlement de voirie (annexe 12), approuvé par délibération n° 2017-2206, en date du 16 octobre 2017, par la Commission permanente de l'ex CD2A ;

Vu l'état des lieux ;

Vu les plans joints à la demande ;

<sup>1</sup> Une copie conforme du présent arrêté sera adressée au bénéficiaire, au Président du Conseil Exécutif de Corse (service comptabilité), au maire de la commune concernée et au responsable du service chargé de l'arrêté.

**ARRÊTE :****Article 1 : Les prescriptions techniques et générales**

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés ci-dessous à charge pour lui de se conformer aux dispositions du règlement général visé ci-dessus et aux conditions spéciales suivantes :

- Le revêtement de la chaussée sera découpé à la scie.
- L'ouverture de la tranchée transversale se fera par demi-chaussée pour ne pas interrompre la circulation des véhicules.
- Les traversées de chaussée seront obligatoirement obliques et feront avec l'axe de la route un angle de 30° à 45°.
- La conduite sera posée à une profondeur de 0,50 m, comptée à partir de la génératrice supérieure de la canalisation.
- Les bordures de trottoirs, les câbles, les canalisations, les ouvrages pluviaux d'évacuation, éventuellement rencontrés, ne devront en aucun cas être détériorés ; le cas échéant, ils seront remis dans leur état initial, à la charge du pétitionnaire.
- Un grillage avertisseur de couleur adéquate devra être placé à 0,20 m de la génératrice supérieure de la conduite.
- La réutilisation des matériaux extraits n'est pas autorisée.
- La longueur maximum pouvant rester ouverte avant remblaiement est fixée à 100 mètres. La tranchée devra être impérativement remblayée à chaque arrêt de chantier.
- Les dépôts de matériaux et les échafaudages nécessités pour l'exécution des travaux ne pourront former sur la voie publique une saillie excédant un (1) mètre ; ils devront être disposés de manière à ne pas entraver l'écoulement des eaux sur la voie publique.
- La confection du mortier ou béton sur la chaussée est formellement interdite.
- Les supports seront implantés en bordure aval de la RD 241 conformément au plan ci-joint, à un minimum de 1,20 mètre du bord de la chaussée.
- Le remblaiement sera effectué conformément aux prescriptions suivantes :

➤ Pour la partie sous chaussée :

- Le remblaiement sera constitué de grave ciment 0/315 dosée à 150 kg / m<sup>3</sup> méthodiquement compactée par couches de 20 cm jusqu'à moins 6 cm du revêtement existant.
- Les 6 cm restants seront traités par :
  - ✓ Un rabotage d'un (1) mètre de large sur 6 cm de profondeur centré sur l'axe de la tranchée.
  - ✓ La mise en œuvre d'une couche d'accrochage à l'émulsion de bitume à raison de 0,5 kg de bitume résiduel au mètre carré.
  - ✓ La mise en œuvre d'un enrobé à chaud réglé et compacté jusqu'au niveau du revêtement existant qui recevra un enduit de scellement à l'émulsion de bitume et grains de riz.

➤ Pour la partie sous accotement et à moins de 80 cm du bord de chaussée :

- Le remblaiement sera constitué de grave ciment 0/315 dosée à 150 kg / m<sup>3</sup> méthodiquement compactée par couches de 20 cm jusqu'à moins 10 cm du revêtement existant.
- Les 10 cm restants y compris un débord de 10 cm de part et d'autre de la tranchée seront traités en béton C30/37 taloché.

- Pour la partie sous accotement et à plus de 80 cm du bord de chaussée :
  - Le remblaiement sera constitué de grave naturelle 0/315 méthodiquement compactée par couches de 20 cm.
- Pour la partie sous trottoir :
  - Le remblaiement sera constitué de grave ciment 0/315 dosée à 150 kg / m<sup>3</sup> méthodiquement compactée par couches de 20 cm.
  - Le revêtement sera reconstruit à l'identique.

L'ensemble des positions des tranchées devront être conforme aux plans annexés au présent arrêté.

- Position de la tranchée longitudinale :  
Du Pk 0,230 au Pk 4,015 la tranchée sera située du côté coté amont de la RD 341  
Du PK 4, 700 au Pk 4,630 la tranchée sera située coté aval de la RD 341.
- Les tranchées transversales seront situées au Pk 4,700 au Pk4,630 au Pk 4,015 au Pk 3,825 au Pk 3,530 au Pk 3,390 au Pk 3,160 au Pk 2,965 au Pk 0,850 au Pk 0,570 au Pk 0,340
- Les supports aériens seront situés du Pk 4,630 au Pk 4,015

Le bénéficiaire est autorisé à créer une ligne aérienne, en raison de la qualité des infrastructures routière entre le Pk 4,630 et le Pk 4,015, mais il devra mettre en place une ligne souterraine si la Collectivité de Corse engage des travaux sur cette portion.

- ❖ **Le total du linéaire concerné par l'occupation du domaine public routier territorial représente 4470,00 mètres.**

### **Article 2 : Gestion du risque amiante**

L'enfouissement est prévu dans une zone potentiellement amiantifère.

Le risque a été pris en compte par le pétitionnaire.

Le rapport d'essai rédigé par le bureau d'étude Rocca e Terra, référencée DE0630202047 SANTA LUCIA DI MERCURIU CRT A, du 28/07/2020 a révélé l'absence d'amiante dans les prélèvements effectués.

### **Article 3 : La circulation**

Le pétitionnaire devra satisfaire à la réglementation en vigueur concernant les autorisations en matière de police de circulation.

La circulation ne devra pas être interrompue.

### **Article 4 : L'ouverture du chantier**

Le bénéficiaire Informera du début des travaux, au moins huit jours ouvrables avant l'ouverture du chantier, le service technique agissant pour le compte de la Collectivité de Corse à l'adresse suivante :

Monsieur le Chef d'Antenne  
D.E.R.C. - Antenne du Centre  
34 Cours Paoli  
20250 Corte  
☎ 04.95.45.21.10 Fax : 04.95.45.21.90

**Article 5 : La signalisation**

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour comme de nuit, et sera tenu pour responsable des accidents pouvant survenir du fait de sa négligence. La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

**Article 6 : Les conditions financières**

Sans objet.

**Article 7 : Le droit fixe**

En application de la décision de la Commission permanente de l'ex CD2A en date du 16 octobre 2017, une redevance annuelle au titre de l'occupation du domaine public routier territorial sera versée à la caisse de Monsieur le payeur régional au vu d'un titre de recouvrement émis par le Président du Conseil Exécutif de Corse.

**Article 8: Le délai d'exécution**

La présente autorisation n'est valable que pour un an à compter de ce jour. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

**Article 9 : Le permis de construire**

Le présent arrêté ne dispense pas le pétitionnaire d'obtenir, si nécessaire, le permis de construire prévu par le code de l'urbanisme, article L. 421-1 et suivants.

**Article 10 : La responsabilité**

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et des règlements en vigueur.

Le pétitionnaire pourra être tenu responsable de toutes dégradations occasionnées à l'ensemble des ouvrages constitutifs de la voirie territoriale.

**Article 11 : Les conditions d'octroi de l'autorisation**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que les travaux de voirie s'avéreront nécessaires.



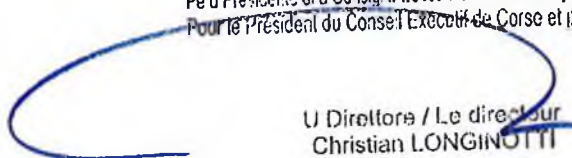
**Article 12 : Le récolement**

Le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'informer le responsable territorial de l'antenne du Centre de la fin des travaux et ce dans un délai maximal de quinze jours.  
Un récolement sera opéré en sa présence ou en la présence d'un représentant dûment mandaté.

*Conformément à l'article R 421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia - Villa Montepiano - 20407 Bastia cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

**Le Président du Conseil Exécutif de Corse**

~~Pè u Presidente di u Consigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation~~

  
U Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

---

**RECOLEMENT**

Le : (qualité du signataire)  
soussigné, certifie que le bénéficiaire :  
s'est conformé aux prescriptions du présent arrêté.

Fait le :

Signature du responsable.

**ARRETE N° 2020-18004 DU 07/12/2020****PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION  
SUR LA RD 134 DU PK 0.400 AU PK 0.500****LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,****VU** le Code de la Route,**VU** le Code général des collectivités territoriales,**VU** le Code de la Voirie Routière,**VU** le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8 ème partie ), approuvée par l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974,**VU** l'arrêté n°1457 du 6 octobre 1988 du Président du Conseil Général de la HAUTE-CORSE portant règlementation générale sur la conservation et la surveillance des routes départementales,**CONSIDERANT** que les travaux de construction de deux enrochements et d'un accotement bétonné devant être réalisés par l'entreprise ALBERTINI Christian, sur la RD 134 du PK 0.400 au PK 0.500, nécessitent, compte tenu, des risques encouru, tant par les ouvriers de l'entreprise que par les usagers de la route, une limitation de la vitesse, et la mise en place d'un alternat.**CONSIDERANT** l'avis technique conforme émis par le responsable de l'Antenne Sud.

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : La circulation des véhicules sera réglementée sur la RD 134 du PK 0.400 au PK 0.500 à compter du mardi 01 décembre 2020 et jusqu'à la fin des travaux.

**ARTICLE 2** : La vitesse sera limitée à 30 Kms/h, la circulation se fera par alternat, soit réglée par feux tricolores, soit manuellement.

**ARTICLE 3** : La signalisation règlementaire, conforme à l'instruction interministérielle susvisée, sera mise en place et maintenue par l'entreprise ALBERTINI Christian, sous le contrôle de l'Antenne Sud.

**ARTICLE 4** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5** : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**ARTICLE 6** : Le Directeur Général des Services, le Directeur Général Adjoint, le Directeur des Routes, le Directeur de l'Exploitation des Routes Cismonte, le Chef de l'Agence Corte Sud Plaine Orientale, le Chef de l'Antenne Sud, le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de la Haute-Corse et le maire de la commune de San Giovanni di Moriani, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché dans le commune susvisée, et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Le Président du Conseil Exécutif de Corse

*Pè u Presidente di u Consigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation*

*U Direttore / Le Directeur  
Christian LONGINOTTI*

**ARRETE N°2020-18005 DU 07/12/2020****PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION  
SUR LA RD 71 – ENTRE LE PK 116.000 ET LE PK 118.500****LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,****VU** le Code de la Route,**VU** le Code général des collectivités territoriales,**VU** le Code de la Voirie Routière,**VU** le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8 ème partie ), approuvée par l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974,**VU** l'arrêté n°1457 du 6 octobre 1988 du Président du Conseil Général de la HAUTE-CORSE portant réglementation générale sur la conservation et la surveillance des routes départementales,**CONSIDERANT** que les travaux de mise en oeuvre d'un revêtement en enrobés devant être entrepris sur la RD 71, entre le PK 116.000 et le PK 118.500, nécessitent, compte tenu, des contraintes techniques ne permettant pas de travailler route ouverte à la circulation, et des risques encourus, tant par les ouvriers de l'entreprise que par les usagers de la route, une interruption de la circulation.**CONSIDERANT** l'avis technique conforme émis par le responsable de la Subdivision du SUD.

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : La circulation des véhicules sera interdite par périodes de trente (30) minutes sur la RD 71, entre le PK 116.000 et le PK 118.500 de 8h00 à 12h00 et de 13h00 à 17h00, à compter du lundi 30 novembre 2020 et jusqu'à la fin des travaux.

**ARTICLE 2** : La signalisation règlementaire, conforme à l'instruction interministérielle susvisée, sera mise en place et maintenue par la Société Corse Travaux, sous le contrôle de la Subdivision Territoriale du Sud.

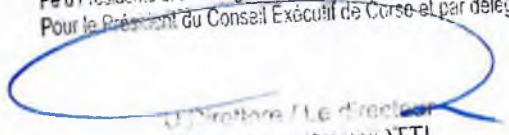
**ARTICLE 3** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4** : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**ARTICLE 5** : Le Directeur Général des Services, le Directeur Général Adjoint, le Directeur des Routes, le Directeur de l'Exploitation des Routes Cismonte, le Chef de l'Agence Corte Sud Plaine Orientale, le Chef de l'Antenne Sud, le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de la Haute-Corse et le maire des communes de Felce, Tarrano, Valle d'Alesani, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché dans les communes susvisées, et publié au recueil des actes administratifs de la collectivité de Corse.

Le Président du Conseil Exécutif de Corse

Pè u Presidente di u Consigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation

  
Christian LONGINOTTI

**ARRETE N° 2020-18006 DU 07/12/2020**  
**PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION**  
**SUR LA RT 10 AU PK 97.050**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,**

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8 ème partie ), approuvée par l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974,

**VU** l'arrêté n°1457 du 6 octobre 1988 du Président du Conseil Général de la HAUTE-CORSE portant réglementation générale sur la conservation et la surveillance des routes départementales,

**CONSIDERANT** que les travaux de construction d'une tête de buse devant être réalisés, sur la RT 10 au PK 118.500, nécessitent, compte tenu, des risques encourus, tant par les ouvriers de l'entreprise que par les usagers de la route, une limitation de la vitesse, et la mise en place d'un alternat.

**CONSIDERANT** l'avis technique conforme émis par le responsable de l'Antenne Sud.

## ARRETE

**ARTICLE 1** : La circulation des véhicules sera réglementée sur la RT 10 au PK 97.050 à compter du Mardi 24 novembre 2020 et jusqu'à la fin des travaux.

**ARTICLE 2** : La vitesse sera limitée à 50 Kms/h, la circulation se fera par alternat, soit réglée par feux tricolores, soit manuellement.

**ARTICLE 3** : La signalisation règlementaire, conforme à l'instruction interministérielle susvisée, sera mise en place et maintenue par la Société Corse Travaux, sous le contrôle de l'Antenne Sud.


**ARTICLE 4** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5** : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**ARTICLE 6** : Le Directeur Général des Services, le Directeur Général Adjoint, le Directeur des Routes, le Directeur de l'Exploitation des Routes Cismonte, le Chef de l'Agence Corte Sud Plaine Orientale, le Chef de l'Antenne Sud, le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de la Haute-Corse et le maire de la commune d'Aléria, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché dans la commune susvisée, et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Le Président du Conseil Exécutif de Corse

Pè u Presidente di u Consiglio Esecutivu di Corsica è per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation

  
U Direttore / Le Directeur  
Christian LONGINOTTI

Cullettività di Corsica  
Collectivité de Corse

Direzzione Generale di i Servizii  
Direction Générale des Services

Rughjoni di Balagna  
Antenne de Balagne



**ARRÊTE N° 2020-18081 DU 09/12/2020**

**PORTANT INTERDICTION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT  
A TOUS LES VEHICULES SUR LES ROUTES DEPARTEMENTALES  
n° 13, 71, 81 B, 113, 151, 213.**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,**

VU le Code de la route,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de la voirie routière,

VU le décret n° 55.1365 du 18 Octobre 1955 modifié, portant réglementation générale des épreuves et compétitions sportives sur la voie publique,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation de danger et de prescription (livre 1 - 2ème, 4ème partie), approuvée par l'arrêté interministériel du 06 juin 1977, modifié le 13 avril 1979 et de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée le 15 juillet 1974,

VU l'arrêté n° 1457 du 06 Octobre 1988, portant réglementation générale sur la conservation et la surveillance des routes départementales,

VU le décret n° 86-475 du 14 Mars 1986, relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la route,

VU la demande présentée par Monsieur le Président de l'Association Sportive Automobile Corsica, en date du 26 novembre 2020,

**CONSIDERANT** que la circulation et le stationnement des véhicules et des engins à deux roues doivent être interdits pour des raisons de sécurité sur les routes départementales ou sections de routes départementales n° 13, 71, 81 B, 113, 151 et 213, empruntées lors des épreuves spéciales chronométrées du 23<sup>ème</sup> rallye national de Balagne.

**CONSIDERANT** l'avis technique conforme émis par le responsable de l'Antenne de Balagne,



**ARRÊTE**

**ARTICLE 1** : La circulation et le stationnement des véhicules et des engins à deux roues seront interdits, en agglomération ou hors agglomération, sur les routes départementales susvisées dans les conditions indiquées ci-après :

**Samedi 19 décembre 2020**

**E.S. 1 & 2 : Fanqo / Notre Dame de la Serra.**

**R.D. 81 B :**

Du P.K. 0,000 (intersection **R.D. 81 B / R.D. 81**).  
Au P.K. 29,425 (intersection **R.D. 81B / C.C. « N.D. de la Serra**).

**De 8 heures à 20 heures**

**Dimanche 20 décembre 2020**

**E.S. 3 & 4 : Montegrosso / Réginu.**

**R.D. 151 :**

Du P.K. 17,000 (**R.D. 151**).  
Au P.K. 10,810 (intersection **R.D. 151 / R.D. 71**).

**R.D. 71 :**

Du P.K. 17,670 (intersection **R.D. 71 / R.D. 151**).  
Au P.K. 25,500 (intersection **R.D. 71 / R.D. 213**).

**R.D. 213 :**

Du P.K. 0,000 (intersection **R.D. 213 / R.D. 71**).  
Au P.K. 1,480 (intersection **R.D. 213 / R.D. 13**).

**R.D. 13 :**

Du P.K. 12,520 (intersection **R.D. 13 / R.D. 213**).  
Au P.K. 11,040 (intersection **R.D. 13 / R.D. 113**).

**R.D. 113 :**

Du P.K. 0,000 (intersection **R.D. 113 / R.D. 13**).  
Au P.K. 6,280 (intersection **R.D. 113 / R.D. 63**).

**De 8 heures à 19 heures**

**ARTICLE 2** : L'organisateur prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer la protection des pilotes et du public pendant le déroulement des épreuves. Il sera responsable tant vis à vis de la Collectivité que vis à vis des tiers des accidents de toute nature qui pourraient résulter de cette compétition sportive.

**ARTICLE 3** : Une reconnaissance du circuit sera opérée, avant et après l'épreuve, en relation avec un représentant de l'antenne territorialement compétente, afin de procéder à un état des lieux contradictoire des dégâts éventuels occasionnés aux parties constitutives du domaine public routier territorial.

Les réparations des dégâts éventuellement causés au domaine public à l'occasion de ce rallye seront prises en charge par l'organisateur.

**ARTICLE 4 :** La gendarmerie procédera à la réouverture des routes fermées à la circulation, en accord avec les organisateurs dès que d'une part, la voiture-balai aura franchi la ligne d'arrivée de l'épreuve spéciale finale et que, d'autre part, les routes auront été convenablement balayées par les organisateurs.

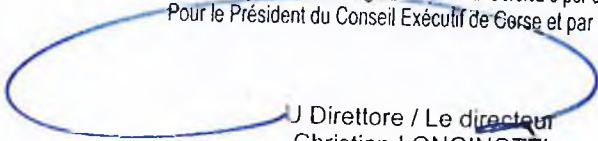
**ARTICLE 5 :** La signalisation sera conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire susvisée. Elle sera mise en place et maintenue pendant toute la durée de l'épreuve par les organisateurs de la compétition en liaison avec l'antenne territorialement compétente. Elle précisera notamment les itinéraires de déviation prévus pour chacune des routes départementales ou sections de routes départementales concernées par l'interdiction visée à l'article 1 ci-dessus.

**ARTICLE 6 :** Les dispositions définies par l'article 1 prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 5 ci-dessus.

**ARTICLE 7 :** La Directrice Générale des Services, le Directeur Général Adjoint, le Directeur des Routes, le Directeur de l'Exploitation Routière de Haute-Corse, le Chef de l'Agence de Bastia, le Chef de l'Antenne de Balagne, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Haute-Corse et les Maires des communes de Montegrosso, Calenzana, Calvi, Lavatoggio, Cateri, Avapessa, Muro, Feliceto et Speloncato sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché dans les communes susvisées et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

**Le Président du Conseil exécutif de Corse**

Pè u Presidente di u Consigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation

  
Il Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

Direzzione Generale di i Servizi  
Direction Générale des Services

Direzzione Generale Aghjunta in carica di l'infrastrutture, di i  
Trasporti, di a mubilità è di i casali  
Direction Générale Adjointe en charge des infrastructures de  
Transports, de la mobilité et des bâtiments

Direzzione di a spluttazione stradale Cismonte  
Direction de l'exploitation routière de Haute-Corse

Agenza Bastia Balagna  
Agence de Bastia Balagne

Rughjone Bastia Capicorsu Golu  
Antenne de Bastia Cap Golo

ARRETE N°2020-18082 DU 09/12/2020

**PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT DES VEHICULES  
POUR ESSAIS ET ENTRAINEMENT AU SENS DE L'ARTICLE R 331-18 DU CODE DU SPORT**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,**

VU le Code de la Route,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code du Sport, notamment en son article R 331-18

VU le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8 ème partie ), approuvée par l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974,

VU l'arrêté n°1457 du 6 octobre 1988 du Président du Conseil Général de la HAUTE-CORSE portant réglementation générale sur la conservation et la surveillance des routes départementales,

VU la demande de LM COMPETITION en date du **05/12/2020**,

**CONSIDERANT** que pour permettre l'exécution d'essais techniques automobiles en vue de la préparation à l'épreuve du Rallye National de Balagne, et assurer la sécurité des personnes chargées de leur réalisation et des usagers des voies, il y a lieu de réglementer la circulation sur la route territoriale **RD 237**.

**CONSIDERANT** l'avis technique conforme émis par le responsable de l'Antenne de Bastia-Cap-Golo.

## ARRETE

**ARTICLE 1** : La circulation sera temporairement réglementée hors agglomération le jeudi 17 décembre 2020 sur la route territoriale;

**RD 237 du PK 5.900 à PK 7.540 de 09H00 à 12H00 et du PK 7.540 à PK 9.000 de 13h30 à 16h00** dans le cadre d'essais techniques automobiles définis comme « une préparation ou un test, préalable ou non à une compétition, destiné à évaluer ou à améliorer les performances du conducteur ou du véhicule » au sens de l'article R 321-18 du Code du Sport.

**ARTICLE 2** : Concernant les essais techniques proprement dits, les dispositions suivantes devront être respectées :

- Pendant ces essais, le pétitionnaire pourra interrompre la circulation, par période de quinze minutes, de manière à assurer la sécurité de son personnel et celle des usagers de la route.
- L'intervention de véhicules prioritaires (pompiers, samu, gendarmerie) entraînera l'arrêt immédiat du rassemblement automobile afin de leur garantir l'accès aux routes territoriales **RD 237 du PK 5.900 à PK 7.540 et du PK 7.540 à PK 9.000.**
- Les véhicules d'essais seront conformes à la réglementation FISA.
- Une reconnaissance du domaine public routier utilisé en vue des essais sera opérée, avant et après l'épreuve, en relation avec un représentant de l'Antenne de Bastia-Cap-Golo (☎ : 04 95 30 07 10).
- Cette reconnaissance a pour but de constater, contradictoirement, les dégâts matériellement occasionnés aux parties constitutives du domaine public routier.
- **A la fin de chaque épreuve d'essais, les voies seront balayées et nettoyées par le pétitionnaire .**
- **Seul le personnel encadrant est autorisé à assister aux essais sur la portion de route privatisée.**

**ARTICLE 3** : Le pétitionnaire devra mettre en place une signalisation appropriée ainsi que le personnel nécessaire pour informer correctement les usagers de la route.

Des signaleurs munis de baudriers ou de gilets fluorescents seront placés à chacune des intersections, des voies privées et sorties de lotissement ainsi qu'aux accès des habitations isolées.

**Aucun spectateur ne devra assister aux séances d'essais.**

**ARTICLE 4** : Le pétitionnaire sera responsable tant vis à vis de la Collectivité que vis à vis des tiers des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ces essais.

**De plus, la réparation des dégâts éventuellement causés au domaine public, à l'occasion de ces essais, sera prise en charge par le pétitionnaire.**

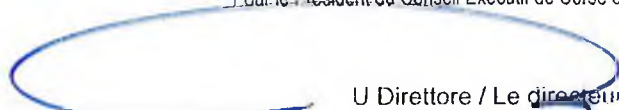
**A ce titre, le pétitionnaire souscrira au titre des essais une assurance Responsabilité Civile organisateurs et participants.**

**ARTICLE 5** : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**ARTICLE 6** : La Directrice Générale des Services, le Directeur Général Adjoint en charge des infrastructures de transports, de la mobilité et des bâtiments, le Directeur des Routes, le Directeur de l'Exploitation Routière – Haute-Corse, le Chef d'Agence Bastia/Balagne, le Chef de l'Antenne de Bastia Cap Golo, le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de la Haute-Corse et les maires des communes de Venzolasca, Loreto et Sorbo-Ocagnano, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché dans les communes susvisées, et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

U Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica  
Le Président du Conseil Exécutif de Corse,

Pè u Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica è per delegaziu.  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégatio.



U Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

**Cullettività di Corsica**  
Collectivité de Corse

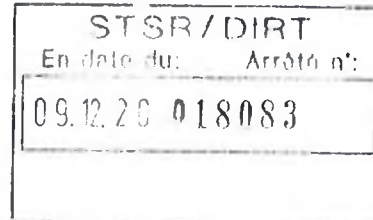
**Direzzione Generale di i Servizi**  
Direction Générale des Services

**Direzzione Generale Aghjunta in carica di l'Infrastrutture, di i  
Trasporti, di a mubilità è di i casali**  
Direction Générale Adjointe en charge des infrastructures de  
Transports, de la mobilité et des bâtiments

**Direzzione di a spluttazione stradale Cismonte**  
Direction de l'exploitation routière de Haute-Corse

**Agenza Bastia Balagna**  
Agence de Bastia Balagne

**Rughjone Bastia Capicorsu Golu**  
Antenne de Bastia Cap Golo



### PERMISSION DE VOIRIE

*Exécution de travaux sur domaine public 1*

Route territoriale n° RD 205

Point kilométrique : 7.430

Commune : LA PORTA

Nom et adresse du pétitionnaire :

**Monsieur PARDINI Loïc**  
**E Piane**

**20237 LA PORTA**

### 'Le Président du Conseil Exécutif de Corse,

**Vu** le courrier (réf: cerfa 14023\*01) en date du 03 décembre 2020 par lequel le pétitionnaire ci-dessus référencé, demande l'autorisation de créer un accès depuis sa propriété à La Porta parcelle n° 0051 vers la route territoriale RD 205 PK 7.430.

**Vu** la loi n° 2015-99 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 4421-1 ;

**Vu** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment ses articles L 2122-1 à L 2122-4, L 2125-1 et L 3111-1 ;

**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L 113-2 à L 113-7 et L 131-3 ;

**Vu** les redevances pour occupation du domaine public routier, figurant dans le règlement de voirie (annexe 12), approuvé par délibération n° 2017-2206, en date du 16 octobre 2017, par la Commission permanente de l'ex CD2A ;

<sup>1</sup> Une copie conforme du présent arrêté sera adressée au bénéficiaire, au Président du Conseil Exécutif de Corse (service comptabilité), au maire de la commune concernée si les travaux sont effectués en agglomération, et au responsable du service chargé de l'arrêté.

**Vu l'état des lieux ;**

**Vu les plans joints à la demande ;**

## **ARRETE :**

### **Article 1 : Les prescriptions techniques**

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés ci-dessous à charge pour lui de se conformer aux dispositions du Règlement Général visé ci-dessus et aux conditions spéciales suivantes :

- L'accès vers la route territoriale **RD 205** sera réalisé à l'emplacement prévu sur le plan. Le talon de l'ouvrage hydraulique existant (fossé bétonné de 0.65m) sera démoli sur une longueur de **8.00ml**.
- La circulation ne devra en aucun cas être interrompue pendant la durée du chantier.
- L'occupation ou la dégradation, même temporaire du DPR est interdite.
- La largeur et les caractéristiques géométriques actuelles de l'accotement ne seront pas modifiées.
- L'ensemble des déblais sera évacué du domaine public.
- Les matériaux de remblaiement de l'accotement de l'accès seront en GNT type 0/31,5, méthodiquement compactés.
- Une rampe bétonnée ou revêtue de bitume de **8.00m** de largeur, et d'une longueur de **6.00 m**, sera réalisée depuis le bord du fil d'eau (du fossé bétonné existant) vers l'intérieur de la propriété à 4% de pente (le fossé bétonné franchissable de **0.50m\*0.50m**, sera réalisé suivant le schéma joint au présent dossier).  
A charge au pétitionnaire d'assurer la gestion des eaux de ruissellement (provenant de l'accès de la propriété) vers l'ouvrage hydraulique existant.
- La pose éventuelle d'un portail sera réalisée à une distance minimale de **10,00 mètres** du bord du DPRT, afin de permettre le stockage des véhicules en attente.
- Les murs de clôture sis de part et d'autre de l'accès seront construits selon l'alignement suivant : retrait de **0.50 mètre** en arrière du talon du fil d'eau actuel qui ne sera pas modifié, (Ceci afin d'assurer la visibilité).
- Il est expressément précisé que l'accès définitif doit être réalisé immédiatement. Tout accès provisoire, notamment « en attendant que les éventuels travaux de construction immobilières soient achevés », est interdit.
- Le pétitionnaire veillera à prendre attache avec les concessionnaires des différents réseaux AEP, EDF, Commune, etc., qui devront être officiellement informés, de la date d'ouverture du chantier, notamment par l'envoi à chacun d'entre eux d'une DICT. Il fera son affaire de la recherche et du déplacement éventuel des réseaux susceptibles d'être enterrés sous le DPRT, au niveau des accès à réaliser, en fonction des indications qu'il aura reçues en retour des DICT.

- L'ensemble des travaux devra être réalisé sans porter atteinte à l'intégrité et la pérennité des ouvrages publics existants (murs, aqueducs, etc.).

Durée du chantier : 15 jours.

### **Remise en état des lieux**

D'une manière générale, les lieux seront remis en état à l'identique après les travaux.

Le bénéficiaire devra en outre respecter les dispositions particulières suivantes : les dépôts de matériaux et la confection de mortier ou béton sur la chaussée sont formellement interdits.

### **Article 2 : La circulation**

Le pétitionnaire devra satisfaire à la réglementation en vigueur concernant les autorisations en matière de police de circulation.

### **Article 3 : L'ouverture du chantier**

Le bénéficiaire informera du début des travaux, au moins HUIT jours ouvrables avant l'ouverture du chantier, le service technique agissant pour le compte de la Collectivité de Corse à l'adresse suivante :

**Monsieur Jean-Marie DEDOLA**

Antenne de BASTIA CAP GOLO

Immeuble PASTINATO

20620 BIGUGLIA

☎ 04.95.30.07.10

### **Article 4 : La signalisation**

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour comme de nuit, et sera tenu pour responsable des accidents pouvant survenir du fait de sa négligence.

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

### **Article 5 : Les conditions financières**

La redevance instituée en application de la décision de la Commission permanente de l'ex CD2A en date du 16 octobre 2017 sera versé à la caisse de Monsieur le payeur régional au vu d'un titre de recouvrement émis par le Président du Conseil Exécutif de Corse.

### **Travaux pour la création d'accès**

Son montant est actuellement fixé à : **76 Euros.**

La redevance prévue à l'article 5 est exonérable à partir de la seconde année si les prescriptions évoquées à l'article 1 sont respectées.



**Article 6 : Le permis de construire**

Le présent arrêté ne dispense pas le permissionnaire d'obtenir, si nécessaire, le permis de construire prévu par le code de l'urbanisme, article L. 421-1 et suivants.

**Article 7 : Le délai d'exécution**

La présente autorisation n'est valable que pour la durée d'un an à compter de ce jour. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

**Article 8 : La responsabilité**

Le pétitionnaire pourra être tenu pour responsable de toutes dégradations occasionnées à l'ensemble des ouvrages constitutifs de la voirie territoriale.

Le permissionnaire sera rendu responsable de tout accident de toute nature pendant la durée des travaux.

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et règlements en vigueur.

**Article 9 : Le récolement**

Le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'informer l'Antenne territoriale de BASTIA CAP GOLO de la fin des travaux et ce dans un délai maximal de QUINZE jours. Un récolement sera opéré en sa présence ou en la présence d'un représentant dûment mandaté.

*Conformément à l'article R 421- 1 code de la justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia- villa Montepiano 20407 Bastia Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

Fait par

U Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica  
Le Président du Conseil Exécutif de Corse,

U Direttore / Le Directeur  
Christian LONGHI

**RECOLEMENT**

Le : (qualité du signataire)

Soussigné certifie que le bénéficiaire :

S'est conformé aux prescriptions du présent arrêté

Fait-le :

Cullettività di Corsica  
Collectivité de Corse

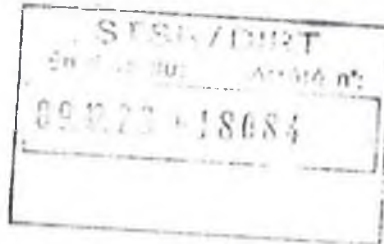
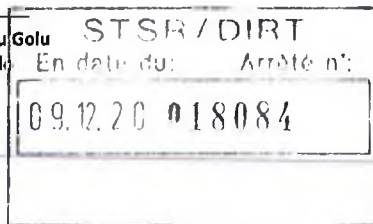
Direzzione Generale di I Servizi  
Direction Générale des Services

Direzzione Generale Aghjunta in carica di l'infrastrutture, di I  
Trasporti, di a mobilità è di I casali  
Direction Générale Adjointe en charge des Infrastructures de  
Transports, de la mobilité et des bâtiments

Direzzione di a spluttazione stradale Cismonte  
Direction de l'exploitation routière de Haute-Corse

Agenza Bastia Balagna  
Agence de Bastia Balagne

Rughjone Bastia Capicorsu Golu  
Antenne de Bastia Cap Golu



**PERMISSION DE VOIRIE**  
*Exécution de travaux sur domaine public*

Route territoriale RD80 PK48.018 à  
PK48.308

Route territoriale RD 35 PK 18.310 ; PK  
20.700 ; PK 21.020.

Commune : CENTURI

Nom et adresse du pétitionnaire :

Mairie de CENTURI  
20238 CENTURI

**Le Président du Conseil Exécutif de Corse,**

**Vu** le courrier électronique en date du 27 novembre 2020 par lequel le pétitionnaire ci-dessus référencé demande l'autorisation de réaliser une tranchée transversale sur la RD 80, au PK 48.018 de 10 mètres linéaire et longitudinale de 290 mètres linéaire sur la RD 80 du PK 48.018 au PK 48.308, en vue de procéder à un raccordement au réseau public d'eaux potables. Sur la RD 35 au PK 18.310. PK 20.700. PK 21.020, ouverture de fouilles (5.00 L\*1.00 l\*1.00 H) : remplacement de robinets vannes, remplacement réducteur, réfection de regard.

**Vu** la loi n° 2015-99 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 4421-1, ainsi que l'article R.3333-18 relatif à la distribution d'eau et assainissement ;

**Vu** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment ses articles L 2122-1 à L 2122-4, L 2125-1 et L 3111-1 ;

**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L 113-2 à L 113-7 et L 131-3 ;

**Vu** le règlement de voirie approuvé par délibération n° 2017-2206, en date du 16 octobre 2017, par la Commission permanente de l'ex CD2A ;

<sup>1</sup> Une copie conforme du présent arrêté sera adressée au bénéficiaire, au Président du Conseil Exécutif de Corse (service comptabilité), au maire de la commune concernée si les travaux sont effectués en agglomération, et au

**Vu** les redevances pour occupation du domaine public routier figurant en annexe 12 du règlement de voirie ;

**Vu** l'état des lieux ;

**Vu** les plans joints à la demande ;

**ARRETE :**

**Article 1 : Les prescriptions techniques**

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés ci-dessous à charge pour lui de se conformer aux dispositions du Règlement Général visé ci-dessus et aux conditions spéciales suivantes :

**TRANCHEE SOUS CHAUSSEE :**

- La circulation ne devra en aucun cas être interrompue pendant la durée des travaux.
- La traversée sera réalisée impérativement par demi-chaussée.
- L'entreprise chargée des travaux est tenue à un repérage des canalisations déjà existantes en sous-sol.
- Le chantier sera balisé de jour comme de nuit.
- La tranchée devra être impérativement remblayée à chaque arrêt de chantier.
- L'ensemble des déblais sera évacué du domaine public.
- Dans tous les cas, avant ouverture de la tranchée, il sera procédé à un pré-découpage soigné du revêtement avec une scie à disque, sur les deux alignements.
- La tranchée aura une profondeur minimale de 0,80m, le pétitionnaire est tenu de satisfaire aux écarts entre réseaux.
- La conduite sera posée sous fourreau normalisé. Les raccords sous chaussée sont interdits.
- Le matériau d'enrobage sera de granulométrie 0/6.3 sur 0,20m au-dessus de la génératrice supérieure du réseau.
- Il sera disposé un grillage avertisseur de couleur **Bleu**, conforme à la norme NFT 54080, au minimum à 0,20m au-dessus de la génératrice supérieure du réseau.
- Le remblaiement sera constitué sur la profondeur restante, par du béton C 150 arasé à la côte - 0,10m du revêtement existant.
- Après découpage ou rabotage du revêtement, sur une largeur débordant de 15cm de part et d'autre de la tranchée, le revêtement sera constitué sur les 10 derniers centimètres par des enrobés denses à chaud méthodiquement compactés et complétés par un enduit de scellement à l'émulsion de bitume. Le remblaiement ne devra présenter par rapport au revêtement existant, ni flache ni saillie.
- Les ouvrages franchis seront reconstitués dans les règles de l'art, avec des matériaux similaires.
- Les tampons de voirie s'ils venaient à être découverts, seront traités conformément aux règles de l'art sans flache ni saillie, et à la charge du pétitionnaire.

**TRANCHEE SOUS ACCOTEMENT (à moins d'1 mètre du bord de chaussée)**

- L'ensemble des déblais sera évacué du domaine public.

- Les câbles seront posés sur un lit de sable en fond de tranchée, à une profondeur minimale de 0,80 m comptée depuis leur génératrice supérieure jusqu'à la côte supérieure de l'accotement existant, puis enrobés(es) de sable sur une épaisseur de 20 cm.
- Les tranchées devront être impérativement remblayées à chaque arrêt de chantier.
- Le remblaiement sera constitué par du béton maigre C150 sur 30 cm. Un grillage avertisseur de couleur **Bleu** sera posé sur le béton. Le reste de la tranchée sera remblayée par les matériaux extraits de l'accotement existant.
- La finition de la tranchée sera réalisée à l'identique.

#### **Article 2 : La circulation**

Le pétitionnaire devra satisfaire à la réglementation en vigueur concernant les autorisations en matière de police de circulation.

#### **Article 3 : L'ouverture du chantier**

Le bénéficiaire informera du début des travaux, au moins HUIT jours ouvrables avant l'ouverture du chantier, le service technique agissant pour le compte de la Collectivité de Corse à l'adresse suivante:

**M. Christian ALBERTINI**  
 Antenne de BASTIA CAP GOLO  
 Immeuble PASTINATO  
 20620 BIGUGLIA  
 ☐ 04.95.30.07.10

#### **Article 4 : La signalisation**

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour comme de nuit, et sera tenu pour responsable des accidents pouvant survenir du fait de sa négligence. La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

#### **Article 5 : Les conditions financières**

La redevance instituée en application de la décision de la Commission permanente de l'ex CD2A en date du 16 octobre 2017 sera versé à la caisse de Monsieur le payeur régional au vu d'un titre de recouvrement émis par le Président du Conseil Exécutif de Corse. Son montant est actuellement fixé à 2 euros par mètre linéaire d'ouvrage.

Cette redevance pourra faire l'objet d'une exonération à partir de la 2eme année, si les prescriptions techniques sont respectées (article 1).

#### **Article 6 : La redevance**

La redevance pour cette opération est de 305 ml x 2 € = 610 €.

#### **Article 7 : Le permis de construire**

Le présent arrêté ne dispense pas le permissionnaire d'obtenir, si nécessaire, le permis de construire prévu par le code de l'urbanisme, article L. 421-1 et suivants.

#### **Article 8 : Le délai d'exécution**

La présente autorisation n'est valable que pour la durée d'un an à compter de ce jour. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

Le pétitionnaire pourra être tenu pour responsable de toutes dégradations occasionnées à l'ensemble des ouvrages constitutifs de la voirie territoriale.

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et règlements en vigueur.

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que : « les décisions administratives peuvent faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision ».

**Article 10 : Le récolement**

Le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'informer l'antenne de BASTIA CAP GOLO de la fin des travaux et ce dans un délai maximal de QUINZE jours. Un récolement sera opéré en sa présence ou en la présence d'un représentant dûment mandaté.

*Conformément à l'article R 421- 1 code de la justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia- villa Montepiano 20407 Bastia Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

U Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica  
Le Président du Conseil Exécutif de Corse,

Pè u Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica è per delegaziu.  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation.

U Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

---

**RECOLEMENT**

Le :  
Soussigné certifie que le bénéficiaire :

S'est conformé aux prescriptions du présent arrêté

Fait le

Signature du responsable

Cullettività di Corsica  
Collectivité de Corse



Direzzione Generale di i Servizi  
Direction Générale des Services

Direzzione Generale Aghjunta in carica di l'infrastrutture, di i  
Trasporti, di a mubilità è di l casali  
Direction Générale Adjointe en charge des infrastructures de  
Transports, de la mobilité et des bâtiments

Direzzione di a spluttazione stradale Cismonte  
Direction de l'exploitation routière de Haute-Corse

Agenza Bastia Balagna  
Agence de Bastia Balagne

Rughjone Bastia Capicorsu Golu  
Antenne de Bastia Cap Golo



### PERMISSION DE VOIRIE

*Exécution de travaux sur domaine public <sup>1</sup>*

Route territoriale n° 31

Point kilométrique: du PK 1 5,790

Commune : SANTA MARIA DI LOTA

Nom et adresse du pétitionnaire :

**ACQUA PUBLICA**  
**Régie des eaux du pays bastiais**  
**Route du Mal JUIN – Les Mimosas 4**  
**20600 BASTIA CEDEX**

### Le Président du Conseil Exécutif de Corse,

**Vu** le courriel en date du 04/12/2020 par lequel le pétitionnaire ci-dessus référencé demande l'autorisation de réaliser une tranchée transversale de 6 mètres linéaires **sous chaussée** de la Route Territoriale RD 31 au PK 1 5,790 Commune de SANTA MARIA DI LOTA afin de procéder à des travaux de branchement au réseau public d'assainissement.

**Vu** la loi n° 2015-99 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 4421-1, ainsi que l'article R.3333-18 relatif à la distribution d'eau et assainissement ;

**Vu** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment les articles L 2125-1, L. 2122-1 à L. 2122-4 et l'article L 3111.1;

**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 113-2 à L 113-7 et L 131-3 ;

**Vu** le règlement de voirie approuvé par délibération n° 2017-2206, en date du 16 octobre 2017, par la Commission permanente de l'ex CD2A ;

**Vu** les redevances pour occupation du domaine public routier figurant en annexe 12 du règlement de voirie ;

<sup>1</sup> Une copie conforme du présent arrêté sera adressée au bénéficiaire, au Président de la Collectivité de Corse (service comptabilité), au maire de la commune concernée si les travaux sont effectués en agglomération, et au responsable du service chargé de l'arrêté.

Vu l'état des lieux

Vu le plan joint à la demande.

**ARRETE :**

**ARTICLE 1 : LES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ET GENERALES**

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés ci-dessous à charge pour lui de se conformer aux dispositions du Règlement Général visé ci-dessus et aux conditions spéciales suivantes :

**TRANCHEE SOUS CHAUSSEE**

- La circulation ne devra en aucun cas être interrompue pendant la durée des travaux.
- La traversée sera réalisée impérativement par demi-chaussée.
- L'entreprise chargée des travaux est tenue à un repérage des canalisations déjà existantes en sous-sol.
- Le chantier sera balisé de jour comme de nuit.
- La tranchée devra être impérativement remblayée à chaque arrêt de chantier.
- L'ensemble des déblais sera évacué du domaine public.
- Dans tous les cas, avant ouverture de la tranchée, il sera procédé à un pré-découpage soigné du revêtement avec une scie à disque, sur les deux alignements.
- La tranchée aura une profondeur minimale de 0,80m, le pétitionnaire est tenu de satisfaire aux écarts entre réseaux.
- Le câble sera posé sous fourreau normalisé. Les raccords sous chaussée sont interdits.
- Le matériau d'enrobage sera de granulométrie 0/6.3 sur 0,20m au-dessus de la génératrice supérieure du réseau.
- Il sera disposé un grillage avertisseur de couleur **marron** pour l'assainissement, conforme à la norme NFT 54080, au minimum à 0,20m au-dessus de la génératrice supérieure du réseau.
- Le remblaiement sera constitué sur la profondeur restante, par du béton C 150 arasé à la côte – 0,10m du revêtement existant.
- **Après découpage ou rabotage du revêtement, sur une largeur débordant de 15cm de part et d'autre de la tranchée (et sur une largeur débordant à minima de 100cm de part et d'autre sur la section où les enrobés sont neufs, le revêtement sera constitué sur les 10 derniers centimètres par des enrobés denses à chaud méthodiquement compactés et complétés par un enduit de scellement à l'émulsion de bitume. Le remblaiement ne devra présenter par rapport au revêtement existant, ni flache ni saillie.**
- Les ouvrages franchis seront reconstitués dans les règles de l'art, avec des matériaux similaires.
- Les tampons de voirie s'ils venaient à être découverts, seront traités conformément aux règles de l'art sans flache ni saillie, et à la charge du pétitionnaire.

**TRANCHEE SOUS ACCOTEMENT (à moins d'1 mètre du bord de chaussée)**

- L'ensemble des déblais sera évacué du domaine public.
- Les câbles seront posés sur un lit de sable en fond de tranchée, à une profondeur minimale de 0,80 m comptée depuis leur génératrice supérieure jusqu'à la côte supérieure de l'accotement existant, puis enrobés de sable sur une épaisseur de 20 cm.
- La tranchée devra être impérativement remblayée à chaque arrêt de chantier.
- Le remblaiement sera constitué par du béton maigre C150 sur 30 cm. Un grillage avertisseur de couleur **marron** pour l'assainissement sera posé sur le béton. Le reste de la tranchée sera remblayée par les matériaux extraits de l'accotement existant.
- La finition de la tranchée sera réalisée à l'identique.

#### TRANCHEE SOUS ACCOTEMENT (à plus d'1 mètre du bord de chaussée)

- L'ensemble des déblais sera évacué du domaine public.
- Les câbles seront posés sur un lit de sable en fond de tranchée, à une profondeur minimale de 0,80 m comptée depuis leur génératrice supérieure jusqu'à la côte supérieure de l'accotement existant, puis enrobés de sable sur une épaisseur de 20 cm.
- La tranchée devra être impérativement remblayée à chaque arrêt de chantier.
- Le remblaiement sera constitué par des graves naturelles de granulométrie 0/31.5 sur 30 cm. Un grillage avertisseur de couleur **marron** pour l'assainissement sera installé à ce niveau de l'ouvrage. Le reste de la tranchée sera remblayée par les matériaux extraits de l'accotement existant.
- La finition de la tranchée sera réalisée à l'identique.

Le bénéficiaire devra en outre respecter les dispositions particulières suivantes : les dépôts de matériaux et la confection de mortier ou béton sur la chaussée sont formellement interdits.

#### ARTICLE 2 : LA CIRCULATION

Le pétitionnaire devra satisfaire à la réglementation en vigueur concernant les autorisations en matière de police de circulation.

#### ARTICLE 3 : L'OUVERTURE DE CHANTIER

Le bénéficiaire informera du début des travaux, au moins HUIT jours ouvrables avant l'ouverture du chantier, le service technique agissant pour le compte de la Collectivité de Corse à l'adresse suivante:

M. Frédéric SALAZAR  
 Antenne BASTIA CAP GOLO  
 Immeuble PASTINATO  
 20620 BIGUGLIA  
 ☎ 04.95.30.07.10

#### ARTICLE 4 : LA SIGNALISATION



Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour comme de nuit, et sera tenu pour responsable des accidents pouvant survenir du fait de sa négligence. La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

#### **ARTICLE 5 : LES CONDITIONS FINANCIERES**

La redevance instituée en application de la décision de la Commission permanente de l'ex CD2A en date du 16 octobre 2017 sera versé à la caisse de Monsieur le payeur régional au vu d'un titre de recouvrement émis par le Président du Conseil Exécutif de Corse. Son montant est actuellement fixé à 2 euros par mètre linéaire d'ouvrage.

Cette redevance est exonérable à partir de la 2eme année, si les prescriptions techniques sont respectées (article 1).

#### **ARTICLE 6 : LA REDEVANCE**

La redevance pour cette opération est de 6 ml x 2 €= 12 €

#### **ARTICLE 7 : LE PERMIS DE CONSTRUIRE**

Le présent arrêté ne dispense pas le permissionnaire d'obtenir, si nécessaire, le permis de construire prévu par le code de l'urbanisme, article L. 421-1 et suivants.

#### **ARTICLE 8 : LE DELAI D'EXECUTION**

La présente autorisation n'est valable que pour la durée d'un an à compter de ce jour. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

#### **ARTICLE 9 : LA RESPONSABILITE**

Le pétitionnaire pourra être tenu pour responsable de toutes dégradations occasionnées à l'ensemble des ouvrages constitutifs de la voirie départementale.

Le permissionnaire sera rendu responsable de tout accident de toute nature pendant la durée des travaux.

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et règlements en vigueur.

#### **ARTICLE 10 : LE RECOLEMENT**

Le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'informer l'Antenne Territoriale de Bastia Cap Golo de la fin des travaux et ce dans un délai maximal de QUINZE jours.  
Un récolement sera opéré en sa présence ou en la présence d'un représentant dûment mandaté.

*Conformément à l'article R 421- 1 code de la justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia- villa Montepiano 20407 Bastia Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

U Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica  
Le Président du Conseil Exécutif de Corse

Pè u Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse èt par délégation

U Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

---

## RECOLEMENT

Le :  
soussigné certifie que le bénéficiaire :  
s'est conformé aux prescriptions du présent arrêté

Fait le

signature du responsable

Cullettività di Corsica  
Collectivité de Corse

Direzzione Generale di i Servizi  
Direction Générale des Services

Rughjoni di Balagna  
Antenne de Balagne



**ARRÊTE N° 2020-18158 DU 10/12/ 2020**

**PORTANT RESTRICTION DE LA CIRCULATION  
A TOUS LES VEHICULES SUR LA ROUTE DEPARTEMENTALE n° 151  
du P.K. 1,080 au P.K. 1,380**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,**

**VU** le Code de la route,

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de la voirie routière,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation de danger et de prescription (livre 1 - 2ème, 4ème partie), approuvée par l'arrêté interministériel du 06 juin 1977, modifié le 13 avril 1979 et de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée le 15 juillet 1974,

**VU** l'arrêté n° 1457 du 06 Octobre 1988, portant réglementation générale sur la conservation et la surveillance des routes départementales,

**VU** le décret n° 86-475 du 14 Mars 1986, relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la route,

**VU** la demande transmise par courriel par la société Kyrnolia, représentée par Monsieur Lucien Santini, en date du 4 décembre 2020,

**CONSIDERANT** que les travaux d'enfouissement concernant le réseau public d'assainissement nécessitent compte tenu des risques liés à ces travaux tant pour les ouvriers de l'entreprise que pour les usagers de la route la mise en place d'une restriction de la circulation,

**CONSIDERANT** l'avis technique conforme émis par le responsable de l'Antenne de Balagne,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1** : En raison des travaux ci-dessus mentionnés, des restrictions seront apportées à la réglementation générale de la circulation sur la route départementale n° 151, hors agglomération, du P.K. 1,080 au P.K. 1,380, sur le territoire de la commune de Corbara, le **jeudi 10 décembre 2020**. Cette restriction portera exclusivement selon le créneau horaire suivant : de 8 h 00 à 16 h 00.

**ARTICLE 2** : Durant cette période :

- Il sera interdit de dépasser et de stationner sur le chantier.
- La vitesse sera limitée à 30 km/h.
- La circulation sera réglementée par feux tricolores.

**ARTICLE 3** : La signalisation réglementaire devra être conforme à l'instruction interministérielle susvisée. La pose, la fourniture et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins de la société Kyrnolia, chargée des travaux.

**ARTICLE 4** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5** : La Directrice Générale des Services, le Directeur Général Adjoint, le Directeur des Routes, le Directeur de l'Exploitation Routière de Haute-Corse, le Chef de l'Agence de Bastia, le Chef de l'Antenne de Balagne, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Haute-Corse et le Maire de la commune de Corbara sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché dans la commune susvisée et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

**Le Président du Conseil exécutif de Corse**

Pè u Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation

U Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

Cullettività di Corsica  
Collectivité de Corse

Direzzione Generale di i Servizi  
Direction Générale des Services

Rughjoni di Balagna  
Antenne de Balagne



**ARRÊTE N° 2020-18159 DU 10/12/2020**

**PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT DES VEHICULES  
SUR LA ROUTE DEPARTEMENTALE n° 12  
du P.K. 0,000 au P.K. 3,900 et du P.K. 7,500 au P.K. 10,800  
POUR DES ESSAIS ET DES ENTRAÎNEMENTS AU SENS DE L'ARTICLE R 331-18 DU CODE DU SPORT**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,**

**VU** le Code de la route,

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de la voirie routière,

**VU** le Code du sport, notamment en son article R 331-18,

**VU** le décret n° 86-475 du 14 Mars 1986, relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la route,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 - 8<sup>ème</sup> partie), approuvée par l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974,

**VU** l'arrêté n° 1457 du 6 Octobre 1988, du Président du Conseil Général de la Haute-Corse, portant réglementation générale sur la conservation et la surveillance des routes départementales,

**VU** la demande de LM Compétition, représentée par Monsieur Lucien Marsicano, en date du 1<sup>er</sup> décembre 2020,

**CONSIDERANT** que pour permettre l'exécution d'essais techniques automobiles et assurer la sécurité des personnes chargées de leur réalisation et des usagers des voies, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement sur la route départementale n° 12,

**CONSIDERANT** l'avis technique conforme émis par le responsable de l'Antenne de Balagne,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1** : La circulation sera temporairement réglementée hors agglomération, sur la route départementale n° 12, du P.K. 0,000 au P.K. 3,900 et du P.K. 7,500 au P.K. 10,800, le jeudi 17 et le vendredi 18 décembre 2020, de 9 heures à 16 heures, dans le cadre d'essais techniques automobiles définis comme « une préparation ou un test, préalable ou non à une compétition, destiné à évaluer ou à améliorer les performances du conducteur ou du véhicule », au sens de l'article R 321-18 du Code du sport.

**ARTICLE 2** : Concernant les essais techniques proprement dits, les dispositions suivantes devront être respectées :

- Pendant ces essais, le pétitionnaire pourra interrompre la circulation par période de quinze minutes, de manière à assurer la sécurité de son personnel et celle des usagers de la route.
- L'intervention de véhicules prioritaires (pompiers, samu, gendarmerie) entrainera l'arrêt immédiat du rassemblement automobile afin de leur garantir l'accès à la route départementale précitée.
- Les véhicules d'essais seront conformes à la réglementation FISA.
- Une reconnaissance du domaine public routier utilisé en vue des essais sera opérée, avant et après l'épreuve, en relation avec un représentant de l'Antenne de Balagne (☎ : 04.95.65.08.13).
- Cette reconnaissance aura pour but de constater, contradictoirement, les dégâts matériellement occasionnés aux parties constitutives du domaine public routier.
- **A la fin de chaque épreuve d'essais, les voies seront balayées et nettoyées par le pétitionnaire.**
- **Seul le personnel encadrant est autorisé à assister aux essais sur la portion de route privatisée.**

**ARTICLE 3** : Le pétitionnaire devra mettre en place une signalisation appropriée ainsi que le personnel nécessaire pour informer correctement les usagers de la route.

Des signaleurs munis de baudriers ou de gilets fluorescents seront placés à chacune des intersections, des voies privées et sorties de lotissement, ainsi qu'aux accès des habitations isolées.

**Aucun spectateur ne devra assister aux séances d'essais.**

**ARTICLE 4** : Le pétitionnaire sera responsable tant vis à vis de la Collectivité que vis à vis des tiers des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ces essais.

**De plus, la réparation des dégâts éventuellement causés au domaine public, à l'occasion de ces essais, sera prise en charge par le pétitionnaire.**

**A ce titre, le pétitionnaire souscrira au titre de ces essais, une assurance Responsabilité Civile organisateurs et participants.**

**ARTICLE 5** : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de la justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de sa publication.

**ARTICLE 6** : La Directrice Générale des Services, le Directeur Général Adjoint, le Directeur des Routes, le Directeur de l'Exploitation Routière de Haute-Corse, le Chef de d'Agence de Bastia, le Chef de l'Antenne de Balagne, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Haute-Corse et le Maire de la commune de Novella, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché dans la commune susvisée et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

**Le Président du Conseil exécutif de Corse**

Pè u Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation

U Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

Cullettività di Corsica  
Collectivité de Corse

Direzzione Generale di I Servizi  
Direction Générale des Services

Rughjone Centru  
Antenne du Centre



**ARRETE N° 2020-18160 DU 10/12/2020**

**PORTANT INTERDICTION DE LA CIRCULATION ET DU  
STATIONNEMENT SUR  
LA RD 147 AU PK 16,200  
Pont de Roggia**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,**

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8 ème partie), approuvée par l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974,

**VU** l'arrêté n°1457 du 6 octobre 1988 du Président du Conseil Général de la HAUTE-CORSE portant règlementation générale sur la conservation et la surveillance des routes départementales,

**VU** la demande formulée par Mme. Martingay, responsable du Service des Ouvrages d'Arts de la Direction des Routes de la Collectivité de Corse en date du 4 décembre 2020, pour la réalisation de sondages,

**CONSIDERANT** que la réalisation des travaux entrepris par la société IOA, pour le compte de la Collectivité de Corse sur la RD 147 nécessitent, compte tenu de l'étroitesse de la voie et de la nature des travaux, l'interdiction de la circulation et du stationnement de 08 H 00 à 18 H 00 les 15 et 16 décembre 2020,

**CONSIDERANT** l'avis technique conforme émis par le responsable de l'Antenne du Centre,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : La circulation des véhicules et leur stationnement sera interdit sur la RD 147 au PK 16,200, de 08 H 00 à 18 H 00 les 15 et 16 décembre 2020,

**ARTICLE 2** : La signalisation réglementaire, conforme à l'instruction interministérielle susvisée, sera assurée de jour comme de nuit par la société IOA, sous le contrôle de l'Antenne du Centre.

**ARTICLE 3** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4** : : Le Directeur Général des Services, le Directeur Général Adjoint, le Directeur des Routes, le Directeur de l'Exploitation Routière Cismonte, le Chef de l'Agence Corte Sud et Plaine Orientale, le Chef de l'Antenne du Centre, le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de la Haute-Corse et le maire de la commune d'Asco sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché dans la commune susvisée, et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,**

Pè u Presidente di u Consigliu Esecutivu di Corsica à per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation

U Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI



**ARRÊTE N° 2020-18161 DU 10/12/2020**

**PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT DES VEHICULES  
SUR LA ROUTE DEPARTEMENTALE n° 363  
du P.K. 4,000 au P.K. 6,000  
POUR DES ESSAIS ET DES ENTRAÎNEMENTS AU SENS DE L'ARTICLE R 331-18 DU CODE DU SPORT**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,**

VU le Code de la route,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de la voirie routière,

VU le Code du sport, notamment en son article R 331-18,

VU le décret n° 86-475 du 14 Mars 1986, relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la route,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8<sup>ème</sup> partie), approuvée par l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974,

VU l'arrêté n° 1457 du 6 Octobre 1988, du Président du Conseil Général de la Haute-Corse, portant réglementation générale sur la conservation et la surveillance des routes départementales,

VU la demande de la société BAM Racing Team, représentée par Monsieur Antoine Maroselli, en date du 8 décembre 2020,

**CONSIDERANT** que pour permettre l'exécution d'essais techniques automobiles et assurer la sécurité des personnes chargées de leur réalisation et des usagers des voies, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement sur la route départementale n° 363,

**CONSIDERANT** l'avis technique conforme émis par le responsable de l'Antenne de Balagne,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1** : La circulation sera temporairement réglementée hors agglomération, sur la route départementale n° 363, du P.K. 4,000 au P.K. 6,000, le jeudi 17 décembre 2020, de 9 heures à 12 heures et de 13 heures à 15 heures, puis le vendredi 18 décembre 2020, de 8 heures 30 à 13 heures 30, dans le cadre d'essais techniques automobiles définis comme « une préparation ou un test, préalable ou non à une compétition, destiné à évaluer ou à améliorer les performances du conducteur ou du véhicule », au sens de l'article R 321-18 du Code du sport.

**ARTICLE 2** : Concernant les essais techniques proprement dits, les dispositions suivantes devront être respectées :

- Pendant ces essais, le pétitionnaire pourra interrompre la circulation par période de quinze minutes, de manière à assurer la sécurité de son personnel et celle des usagers de la route.
- L'intervention de véhicules prioritaires (pompiers, samu, gendarmerie) entrainera l'arrêt immédiat du rassemblement automobile afin de leur garantir l'accès à la route départementale précitée.
- Les véhicules d'essais seront conformes à la réglementation FISA.
- Une reconnaissance du domaine public routier utilisé en vue des essais sera opérée, avant et après l'épreuve, en relation avec un représentant de l'Antenne de Balagne (☎ : 04.95.65.08.13).
- Cette reconnaissance aura pour but de constater, contradictoirement, les dégâts matériellement occasionnés aux parties constitutives du domaine public routier.
- **A la fin de chaque épreuve d'essais, les voies seront balayées et nettoyées par le pétitionnaire.**
- **Seul le personnel encadrant est autorisé à assister aux essais sur la portion de route privatisée.**

**ARTICLE 3** : Le pétitionnaire devra mettre en place une signalisation appropriée ainsi que le personnel nécessaire pour informer correctement les usagers de la route.

Des signaleurs munis de baudriers ou de gilets fluorescents seront placés à chacune des intersections, des voies privées et sorties de lotissement, ainsi qu'aux accès des habitations isolées.

**Aucun spectateur ne devra assister aux séances d'essais.**

**ARTICLE 4** : Le pétitionnaire sera responsable tant vis à vis de la Collectivité que vis à vis des tiers des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ces essais.

**De plus, la réparation des dégâts éventuellement causés au domaine public, à l'occasion de ces essais, sera prise en charge par le pétitionnaire.**

**A ce titre, le pétitionnaire souscrira au titre de ces essais, une assurance Responsabilité Civile organisateurs et participants.**

**ARTICLE 5** : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de la justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de sa publication.

**ARTICLE 6** : La Directrice Générale des Services, le Directeur Général Adjoint, le Directeur des Routes, le Directeur de l'Exploitation Routière de Haute-Corse, le Chef de d'Agence de Bastia, le Chef de l'Antenne de Balagne, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Haute-Corse et le Maire de la commune de Palasca, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché dans la commune susvisée et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

**Le Président du Conseil exécutif de Corse**

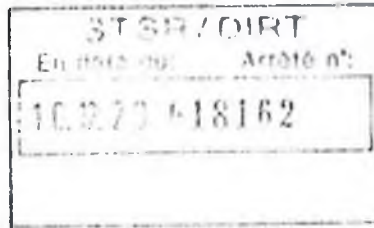
Per il Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione:  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation:

Il Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

Cullettività di Corsica  
Collectivité de Corse

Direzzione Generale di I Servizi  
Direction Générale des Services

Suddivisione di Suttana  
Subdivision Sud



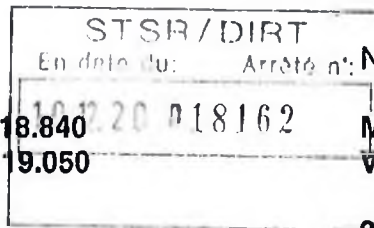
### PERMISSION DE VOIRIE

*Exécution de travaux sur domaine public 1*

Route territoriale n° 46

Point kilométrique: **DU PK 18.840**  
**AU PK 19.050**

Commune : **RAPAGGIO**



Nom et adresse du pétitionnaire :

**Monsieur le Président du SIEEPHC**  
**Villa Alba – Montée de l'Impératrice**

**20200 BASTIA**

### Le Président du Conseil Exécutif de Corse,

**Vu** la lettre par laquelle, Monsieur le Directeur du SIEEPHC demande l'autorisation d'effectuer des travaux de pose d'un câble sous la chaussée de la RD 46, du PK 18.840 au PK 19.050.

**Vu** le code général des collectivités territoriales;

**Vu** la loi n° 2015-99 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment l'article 4421-1;

**Vu** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment les articles L.2125-1, L.2122-1 à L.2122-4 et l'article L.3111-1;

**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 113-2 à L 113-7 et L 131-3;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles R.3333-4 à R.3333-8 relatifs à la distribution et le transport d'électricité;

**Vu** les redevances pour occupation du domaine public routier figurant dans le règlement de voirie (annexe 12) approuvé par délibération n° 2017-2206 de la Commission permanente de l'ex CD2A.

**Vu** l'état des lieux

**Vu** le plan joint à la demande.

<sup>1</sup> Une copie conforme du présent arrêté sera adressée au bénéficiaire, au maire de la commune concernée si les travaux sont effectués en agglomération, et au responsable du service chargé de l'arrêté.

**ARRETE :****ARTICLE 1 : LES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ET GENERALES**

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés ci-dessous à charge pour lui de se conformer aux dispositions du règlement général visé ci-dessus et aux conditions spéciales suivantes :

**A - Pose du câble sous accotement à moins d'un mètre du bord de chaussée**

Le câble sera enrobé de l'épaisseur de sable réglementaire, y compris grillage avertisseur de couleur rouge placé à 0,20 ml au-dessus du câble.

La génératrice supérieure du câble sera à 0,80 ml de la surface.

La tranchée sera remblayée en grave 0/31,5 soigneusement compactée tous les 0,30 ml.

Les 20 derniers centimètres seront remblayés en béton vibré dosé à 150Kg/m<sup>3</sup>, cela jusqu'au bord de la chaussée.

**B - Pose du câble sous accotement à plus d'un mètre du bord de chaussée**

Le câble sera enrobé de l'épaisseur de sable réglementaire, y compris grillage avertisseur de couleur rouge placé à 0,20 ml au-dessus du câble.

La génératrice supérieure du câble sera à 0,80 ml de la surface.

La tranchée sera remblayée de matériaux extraits soigneusement compactée tous les 0,30 ml.

**C - Pose du câble sous accotement bétonné**

Le béton sera scié soigneusement.

Le câble sera placé dans un fourreau et sera enfoui à une profondeur telle que la distance entre la génératrice supérieure de celui-ci et la surface du sol ne soit pas inférieure à 0,80 ml.

Le fourreau sera enrobé de l'épaisseur de sable réglementaire, y compris grillage avertisseur de couleur rouge.

La tranchée sera remblayée sur 25cm de hauteur en béton vibré dosé à 150 kgs/m<sup>3</sup> sur toute sa hauteur.

**D - Traversée de route**

Les travaux de traversée de route devront être effectués en 1 journée maximum.

La tranchée ne sera ouverte que par demi-largeur, l'autre moitié restant accessible à la circulation.

Le tapis d'enrobés sera scié soigneusement.

Le câble sera placé dans un fourreau et sera enfoui à une profondeur telle que la distance entre la génératrice supérieure de celui-ci et la surface du sol ne soit pas inférieure à 0,80 ml.

Le fourreau sera enrobé de l'épaisseur de sable réglementaire, y compris grillage avertisseur de couleur rouge.

La tranchée sera remblayée en béton vibré dosé à 150 kgs/m<sup>3</sup> sur toute sa hauteur hormis l'épaisseur de sable et celle du revêtement.

Le revêtement sera reconstitué sur les 8 derniers centimètres, par des enrobés denses à chaud méthodiquement compactés et complété par un enduit de scellement à l'émulsion de bitume.

Le revêtement ne devra présenter ni flache, ni saillie.

Compte tenu du fait que le tapis d'enrobés a été réalisé il y a moins de 5 ans, le revêtement sera réalisé au finisher sur une longueur de 10,00 m (5,00m de part et d'autre de la tranchée) pleine largeur après rabotage.

**E - Tranchée sous chaussée**

Le tapis d'enrobés sera scié soigneusement.

Le câble sera placé dans un fourreau et sera enfoui à une profondeur telle que la distance entre la génératrice supérieure de celui-ci et la surface du sol ne soit pas inférieure à 0,80 ml.

Le fourreau sera enrobé de l'épaisseur de sable réglementaire, y compris grillage avertisseur de couleur rouge.

La tranchée sera remblayée en béton vibré dosé à 150 kgs/m<sup>3</sup> sur toute sa hauteur hormis l'épaisseur de sable et celle du revêtement.

Le revêtement sera reconstitué sur les 8 derniers centimètres, par des enrobés denses à chaud méthodiquement compactés et complété par un enduit de scellement à l'émulsion de bitume.

Le revêtement ne devra présenter ni flache, ni saillie.

**Compte tenu du fait que le tapis d'enrobés a été réalisé il y a moins de 5 ans, le revêtement sera réalisé au finisher sur toute la largeur de la chaussée après rabotage.**

**F - Prescriptions générales**

L'accès des propriétés riveraines, l'écoulement des eaux de la route et de ses dépendances demeureront constamment assurés.

Le chantier devra être parfaitement nettoyé après les travaux.

Les dépôts de matériaux sur la voie publique sont rigoureusement interdits.

Le pétitionnaire devra prendre contact, avant le début des travaux, avec les différents gestionnaires des réseaux publics existants dans l'emprise du projet.

En fin de chantier, le pétitionnaire devra remettre les lieux en état et faire évacuer tous matériaux ou matériels.

Tous ces travaux sont à la charge intégrale du pétitionnaire.

Il est rappelé que l'entretien permanent du passage est à la charge du pétitionnaire.

**ARTICLE 2 : LA CIRCULATION**

Le pétitionnaire devra satisfaire à la réglementation en vigueur concernant les autorisations en matière de police de circulation.

La circulation ne devra pas être interrompue.

**ARTICLE 3 : L'OUVERTURE DU CHANTIER**

Le bénéficiaire informera du début des travaux, au moins HUIT jours ouvrables avant l'ouverture du chantier, le service technique agissant pour le compte de la Collectivité de Corse à l'adresse suivante: Monsieur Edmond CARBONI

SUBDIVISION du Sud

Avenue du 9 Septembre

20240 GHISONACCIA

☎ 04.95.56.50.50

**ARTICLE 4 : LA SIGNALISATION**

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour comme de nuit, et sera tenu pour responsable des accidents pouvant survenir du fait de sa négligence.

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

**ARTICLE 5 : LES CONDITIONS FINANCIERES**

Le bénéficiaire devra verser au profit de la Collectivité de Corse, une redevance annuelle au titre de l'occupation du domaine public routier.

**ARTICLE 6 : LE PERMIS DE CONSTRUIRE**

Le présent arrêté ne dispense pas le permissionnaire d'obtenir, si nécessaire, le permis de construire prévu par le code de l'urbanisme, article L. 421-1 et suivants.

**ARTICLE 7 : LE DELAI D'EXECUTION**

La présente autorisation n'est valable que pour la durée d'un an à compter de ce jour. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

**ARTICLE 8 : LA RESPONSABILITE**

Le pétitionnaire pourra être tenu pour responsable de toutes dégradations occasionnées à l'ensemble des ouvrages constitutifs de la voirie départementale.

Le permissionnaire sera rendu responsable de tout accident de toute nature pendant la durée des travaux.

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et règlements en vigueur.

**ARTICLE 9 : LE RECOLEMENT**

Le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'informer le subdivisionnaire territorial de la subdivision du Sud de la fin des travaux et ce dans un délai maximal de QUINZE jours.

Un récolement sera opéré en sa présence ou en la présence d'un représentant dûment mandaté.

*Conformément à l'article R 421-1 du code de la justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia Villa Montépiano 20407 Bastia cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou publication.*

Fait le

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,

Pè u Presidente di u Consigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation

U Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

Direzione Generale di i Servizi  
Direction Générale des Services

Direzione Generale Aghjunta in carica di l'infrastrutture, di i  
Trasporti, di a mubilità è di i casali  
Direction Générale Adjointe en charge des infrastructures de  
Transports, de la mobilité et des bâtiments

Direzione di a spluttazione stradale Cismonte  
Direction de l'exploitation routière de Haute-Corse

Agenza Bastia Balagna  
Agence de Bastia Balagne

Rughjone Bastia Capicorsu Golu  
Antenne de Bastia Cap Golo

**ARRETE N° 2020-18189 DU 11/12/2020**

**PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION  
Du PK 10.300 au PK 11.300 de la route territoriale RD 82 à partir du  
17/12/2020  
Commune de OLMETTA di TUDA**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,**

VU le Code de la Route,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8 ème partie), approuvée par l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974,

VU l'arrêté n°1457 du 6 octobre 1988 du Président du Conseil Général de la HAUTE-CORSE portant réglementation générale sur la conservation et la surveillance des routes départementales,

VU la demande par courrier électronique formulée par l'entreprise S3C-SOCIETE CAP CORSE CONSTRUCTION en date du 02 Décembre 2020, dans le cadre d'une opération de branchement, pour le compte de EDF, de Mr PASTINELLI Gregory.

**CONSIDERANT** que les travaux de sécurisation vont nécessiter la mise en place d'un dispositif de protection et la réglementation de la circulation sur la RD 82,

**CONSIDERANT** l'avis technique conforme émis par le responsable de l'Antenne Bastia Cap Golo,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : La circulation des véhicules sera réglementée du **PK 10.300 au PK 11.300** de la route territoriale **RD 82** à compter du **17/12/2020** et jusqu'à la fin des travaux .

**ARTICLE 2** : La vitesse sera limitée à **30 km/h** au droit du dispositif mis en place.

**ARTICLE 3** : Lorsque cela sera nécessaire, la circulation se fera par alternat, à l'aide de feux tricolores, soit manuellement par des piquets K 10.

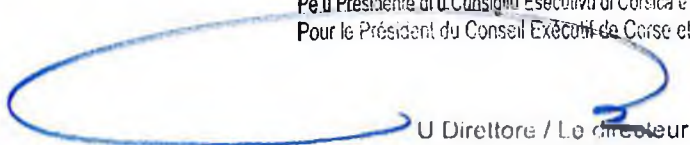
**ARTICLE 4** : La signalisation réglementaire, conforme à l'instruction interministérielle susvisée, sera assurée de jour comme de nuit par l'entreprise **S3C-SOCIETE CAP CORSE CONSTRUCTION** , sous le contrôle de l'Antenne Territoriale Bastia Cap-Golo.

**ARTICLE 5** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6** : Le Directeur Général des Services, le Directeur des Routes, le Directeur Général Adjoint en charge des Infrastructures de Transports, le Directeur de l'Exploitation Routière de Haute-Corse, le Chef d'Agence Bastia Balagne, le Chef de l'Antenne Bastia Cap Golo, le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de la Haute-Corse et le maire de la commune de **OLMETTA di TUDA**, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché dans les communes susvisées, et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

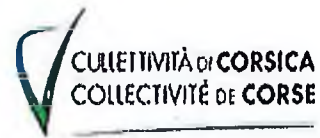
**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

Pè u Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation



U Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI



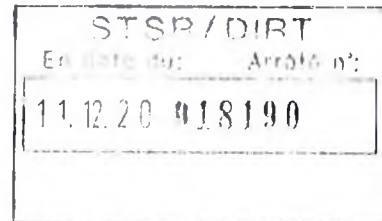


**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**AUTORISATION DE VOIRIE**

**ROUTE TERRITORIALE 11**  
**PR 1+161 sens Nord/Sud**  
**COMMUNE DE BASTIA**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,**



VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la voirie routière,

VU la demande en date du 13 novembre 2020 par courriel de M. Mendez, relative à l'occupation temporaire de la dalle du bassin de rétention située de l'entrée Sud du tunnel de Bastia sur la RT 11, au PR1+161 sens Nord/Sud, sur la commune de Bastia,

VU l'état des lieux,

**CONSIDERANT** que l'autorisation peut-être accordée sans qu'il en résulte un inconvénient pour la bonne viabilité de la route et de ses dépendances.

**SUR PROPOSITION** de l'Adjoint au DGA, en charge des routes,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 : Autorisation**

M. Mendez est autorisé à occuper cette zone. A charge pour lui de se conformer aux dispositions générales et aux prescriptions techniques, comme indiquées ci-dessous.

**ARTICLE 2 : Prescriptions**

Le pétitionnaire devra démonter son installation dans un délai de 5 jours (et ce quelque soit la période de l'année) en cas de demande express de la Direction des Routes.

Aucun accès des véhicules n'est autorisé. Toutes les livraisons devront se faire par voie pedestre depuis la citadelle ou la voie douce de l'Aldilonda.

Le commerce sera desservi exclusivement par voie pedestre depuis la cotadelle ou la voie douce Aldilonda.

**ARTICLE 3 : Délai de validité.**

La présente autorisation est valable un an à compter de la date de sa signature. Elle sera périmée de plein droit s'il n'a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

**Le renouvellement se fera par demande express du pétitionnaire 2 mois avant la fin de la date du premier arrêté.**

Cet autorisation pourra être abrogée définitivement sur simple courrier de la Direction des Routes.

**ARTICLE 4 : Responsabilité et Permis de construire.**

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et des règlements en vigueur. Elle ne dispense pas le pétitionnaire, d'obtenir si nécessaire le permis de construire prévu par le Code de l'urbanisme (art.141-1 et suivant).

Elle sera révoquée dans le cas où le pétitionnaire, ne remplirait pas les conditions imposées ou si la nécessité en était reconnue dans un but d'utilité Publique. En cas de révocation, l'occupation cessera de plein droit et le pétitionnaire sera tenu de remettre les lieux en l'état dans le délai d'un mois à compter de la notification de l'arrêté de révocation.

Le pétitionnaire sera tenu entièrement responsable de tous les accidents et dommages qui pourraient survenir par suite de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 5 : Ampliation.**

Le Directeur de l'Exploitation Routière Cismonte,  
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Haute-Corse,  
Le chef de d'agence Bastia-Balagne,  
Le Maire de Furiani,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse, conformément à la réglementation en vigueur.

A AJACCIO,  
Pour le Président du Conseil Exécutif de  
Corse, Et par délégation,

Le Directeur de l'Exploitation Routière  
Cismonte  
Christien Longinotti

Cullettività di Corsica  
Collectivité de Corse

Direzzione Generale di i Servizi  
Direction Générale des Services

Direzzione Generale Aghjunta in carica di l'infrastrutture, di i  
Trasporti, di a mubilità è di i casali  
Direction Générale Adjointe en charge des infrastructures de  
Transports, de la mobilité et des bâtiments

Direzzione di a spluttazione stradale Cismonte  
Direction de l'exploitation routière de Haute-Corse

Agenza Bastia Balagna  
Agence de Bastia Balagne

Rughjone Bastia Capicorsu Golu  
Antenne de Bastia Cap Golo



STSR / DIRT	
En date du	Arrêté n°:
11.12.20	018191

**PERMISSION DE VOIRIE**  
*Exécution de travaux sur domaine public*

Route territoriale **RD253**

Point kilométrique: **PK 5.282 à PK 5.300**

Commune : **ERSA 20275**

Nom et adresse du pétitionnaire :

**EDF Groupe Ingenierie Haute Corse**  
**ZAC Erbajolo**  
**20600 BASTIA**

**Le Président du Conseil Exécutif de Corse,**

**Vu** le courrier électronique en date du 30/11/ 2020 par lequel le pétitionnaire ci-dessus référencé demande l'autorisation de réaliser une Tranchée longitudinale de 10 mètres linéaire au PK 5.282 de la route territoriale RD 253, en vue de procéder à un raccordement au réseau EDF.

**Vu** la loi n° 2015-99 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 4421-1, ainsi que l'article R.3333-18 relatif à la distribution d'eau et assainissement ;

**Vu** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment ses articles L 2122-1 à L 2122-4, L 2125-1 et L 3111-1 ;

**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L 113-2 à L 113-7 et L 131-3 ;

**Vu** le règlement de voirie approuvé par délibération n° 2017-2206, en date du 16 octobre 2017, par la Commission permanente de l'ex CD2A ;

**Vu** les redevances pour occupation du domaine public routier figurant en annexe 12 du règlement de voirie ;

**Vu** l'état des lieux ;

<sup>1</sup> Une copie conforme du présent arrêté sera adressée au bénéficiaire, au Président du Conseil Exécutif de Corse (service comptabilité), au maire de la commune concernée si les travaux sont effectués en agglomération, et au responsable du service chargé de l'arrêté.

Vu les plans joints à la demande ;

**ARRETE :**

**Article 1 : Les prescriptions techniques**

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés ci-dessous à charge pour lui de se conformer aux dispositions du Règlement Général visé ci-dessus et aux conditions spéciales suivantes :

**TRANCHEE SOUS CHAUSSEE :** //

- La circulation ne devra en aucun cas être interrompue pendant la durée des travaux.
- La traversée sera réalisée impérativement par demi-chaussée.
- L'entreprise chargée des travaux est tenue à un repérage des canalisations déjà existantes en sous-sol.
- Le chantier sera balisé de jour comme de nuit.
- La tranchée devra être impérativement remblayée à chaque arrêt de chantier.
- L'ensemble des déblais sera évacué du domaine public.
- Dans tous les cas, avant ouverture de la tranchée, il sera procédé à un pré-découpage soigné du revêtement avec une scie à disque, sur les deux alignements.
- La tranchée aura une profondeur minimale de 0,80m, le pétitionnaire est tenu de satisfaire aux écarts entre réseaux.
- La conduite sera posée sous fourreau normalisé. Les raccords sous chaussée sont interdits.
- Le matériau d'enrobage sera de granulométrie 0/6.3 sur 0,20m au-dessus de la génératrice supérieure du réseau.
- Il sera disposé un grillage avertisseur de couleur **Rouge**, conforme à la norme NFT 54080, au minimum à 0,20m au-dessus de la génératrice supérieure du réseau.
- Le remblaiement sera constitué sur la profondeur restante, par du béton C 150 arasé à la côte - 0,10m du revêtement existant.
- Après découpage ou rabotage du revêtement, sur une largeur débordant de 15cm de part et d'autre de la tranchée, le revêtement sera constitué sur les 10 derniers centimètres par des enrobés denses à chaud méthodiquement compactés et complétés par un enduit de scellement à l'émulsion de bitume. Le remblaiement ne devra présenter par rapport au revêtement existant, ni flache ni saillie.
- Les ouvrages franchis seront reconstitués dans les règles de l'art, avec des matériaux similaires.
- Les tampons de voirie s'ils venaient à être découverts, seront traités conformément aux règles de l'art sans flache ni saillie, et à la charge du pétitionnaire.

**TRANCHEE SOUS ACCOTEMENT (à moins d'1 mètre du bord de chaussée)**

- L'ensemble des déblais sera évacué du domaine public.
- La conduite sera posée sur un lit de sable en fond de tranchée, à une profondeur minimale de 0,80 m comptée depuis leur génératrice supérieure jusqu'à la côte supérieure de l'accotement existant, puis enrobés(es) de sable sur une épaisseur de 20 cm.
- Les tranchées devront être impérativement remblayées à chaque arrêt de chantier.

- Le remblaiement sera constitué par du béton maigre C150 sur 30 cm. Un grillage avertisseur de couleur **Rouge** sera posé sur le béton. Le reste de la tranchée sera remblayée par les matériaux extraits de l'accotement existant.

- La finition de la tranchée sera réalisée à l'identique.

#### **Article 2 : La circulation**

Le pétitionnaire devra satisfaire à la réglementation en vigueur concernant les autorisations en matière de police de circulation.

#### **Article 3 : L'ouverture du chantier**

Le bénéficiaire informera du début des travaux, au moins HUIT jours ouvrables avant l'ouverture du chantier, le service technique agissant pour le compte de la Collectivité de Corse à l'adresse suivante:

**M. Christian ALBERTINI**  
Antenne de BASTIA CAP GOLO  
Immeuble PASTINATO  
20620 BIGUGLIA  
☐ 04.95.30.07.10

#### **Article 4 : La signalisation**

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour comme de nuit, et sera tenu pour responsable des accidents pouvant survenir du fait de sa négligence. La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

#### **Article 5 : Les conditions financières**

La redevance instituée en application de la décision de la Commission permanente de l'ex CD2A en date du 16 octobre 2017 sera versé à la caisse de Monsieur le payeur régional au vu d'un titre de recouvrement émis par le Président du Conseil Exécutif de Corse. Son montant est actuellement fixé à 2 euros par mètre linéaire d'ouvrage.

Cette redevance pourra faire l'objet d'une exonération à partir de la 2eme année, si les prescriptions techniques sont respectées (article 1).

#### **Article 6 : La redevance**

La redevance pour cette opération est de 10 ml x 2 € = 20 €.

#### **Article 7 : Le permis de construire**

Le présent arrêté ne dispense pas le permissionnaire d'obtenir, si nécessaire, le permis de construire prévu par le code de l'urbanisme, article L. 421-1 et suivants.

#### **Article 8 : Le délai d'exécution**

La présente autorisation n'est valable que pour la durée d'un an à compter de ce jour. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

#### **Article 9 : La responsabilité**

Le pétitionnaire pourra être tenu pour responsable de toutes dégradations occasionnées à l'ensemble des ouvrages constitutifs de la voirie territoriale.

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et règlements en vigueur.

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que : « les décisions administratives peuvent faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision ».


**Article 10 : Le récolement**

Le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'informer l'antenne de BASTIA CAP GOLO de la fin des travaux et ce dans un délai maximal de QUINZE jours. Un récolement sera opéré en sa présence ou en la présence d'un représentant dûment mandaté.

*Conformément à l'article R 421- 1 code de la justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia- villa Montepiano 20407 Bastia Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

U Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica  
Le Président du Conseil Exécutif de Corse,

~~Pe u Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation~~



U Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

---

**RECOLEMENT**

Le :  
soussigné certifie que le bénéficiaire :  
s'est conformé aux prescriptions du présent arrêté

Fait le

signature du responsable

**ARRETE N° 2020-18223 DU 14/12/2020**

**PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU  
STATIONNEMENT DES VEHICULES SUR LA RD 40  
POUR ESSAIS ET ENTRAINEMENT AU SENS DE L'ARTICLE R 331-18  
DU CODE DU SPORT**

**LE PRESIDENT DE LA COLLECTIVITE DE CORSE,**

VU le Code de la Route,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code du Sport, notamment en son article R 331-18,

VU le Décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8 ème partie), approuvée par l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974,

VU l'arrêté n°1457 du 6 octobre 1988 du Président du Conseil Général de la HAUTE-CORSE portant réglementation générale sur la conservation et la surveillance des routes départementales,

VU la demande formulée par le BAM RACING TEAM en date du 10 décembre 2020,

**CONSIDERANT** que pour permettre l'exécution d'essais techniques automobiles en vue de la préparation du Rallye de Balagne dont l'épreuve est prévue les 18, 19 et 20 décembre 2020 et assurer la sécurité des personnes chargées de leur réalisation et des usagers des voies, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 40.

**CONSIDERANT** l'avis technique conforme émis par le responsable de l'antenne du Centre,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : La circulation sera temporairement réglementée hors agglomération le 18 décembre 2020 de 09h00 à 12h00 et de 13h00 à 15h00 sur la RD 40 du PK 1,000 au PK 4,000, dans le cadre d'essais techniques automobiles définis comme « une préparation ou un test, préalable ou non à une compétition, destiné à évaluer ou à améliorer les performances du conducteur ou du véhicule » au sens de l'article R 331-18 du Code du Sport.

**ARTICLE 2** : Concernant les essais techniques proprement dits, les dispositions suivantes devront être respectées :

- Pendant ces essais, le pétitionnaire pourra interrompre la circulation, par période de quinze minutes, de manière à assurer la sécurité de son personnel et celle des usagers de la route.
- L'intervention de véhicules prioritaires (pompiers, SAMU, gendarmerie) entraînera l'arrêt immédiat du rassemblement automobile afin de leur garantir l'accès à la RD.
- Les véhicules d'essais seront conformes à la réglementation FISA.
- Une reconnaissance du domaine public routier utilisé en vue des essais sera opérée, avant et après l'épreuve, en relation avec un représentant de l'Antenne du Centre tel: 04 95 45 21 10.
- Cette reconnaissance a pour but de constater, contradictoirement, les dégâts matériellement occasionnés aux parties constitutives du domaine public routier.
- À la fin de chaque épreuve d'essais, les voies seront balayées et nettoyées par le pétitionnaire.
- Seul le personnel encadrant est autorisé à assister aux essais sur la portion de route privatisée.

**ARTICLE 3** : Le pétitionnaire devra mettre en place une signalisation appropriée ainsi que le personnel nécessaire pour informer correctement les usagers de la route. Des signaleurs munis de baudriers ou de gilets fluorescents seront placés à chacune des intersections, des voies privées et sorties de lotissement ainsi qu'aux accès des habitations isolées. Aucun spectateur ne devra assister aux séances d'essais.

**ARTICLE 4** : Le pétitionnaire sera responsable tant vis à vis de la Collectivité que vis à vis des tiers des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ces essais. De plus, la réparation des dégâts éventuellement causés au domaine public, à l'occasion de ces essais, sera prise en charge par le pétitionnaire. À ce titre, le pétitionnaire souscrira au titre des essais une assurance Responsabilité Civile organisateurs et participants.

**ARTICLE 5** : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.



**ARTICLE 6** : Le Directeur Général des Services, le Directeur Général Adjoint en charge, le Directeur des Interventions Routières, le Chef de l'Antenne du Centre, le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de la Haute-Corse et le maire de la commune de Poggio-di-Venaco, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché dans la commune susvisée, inséré dans la presse régionale et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

**Le Président du Conseil Exécutif de Corse,**

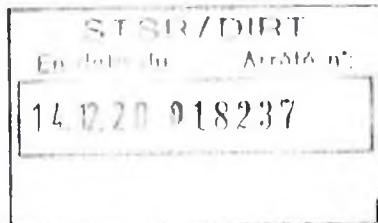
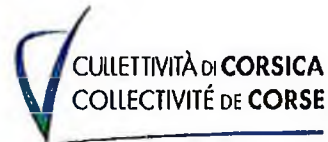
Presidente di u Consigliu Esecutivu di Corsica è per delegazi  
Le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégati

Il Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

Cullettività di Corsica  
Collectivité de Corse

Direzzione Generale di i Servizi  
Direction Générale des Services

Rughjoni di Balagna  
Antenne de Balagne



## PERMISSION DE VOIRIE

### Travaux sur le domaine public<sup>1</sup>

Nom et adresse du pétitionnaire :

Route territoriale n° 30

E.D.F.

Points kilométriques : 6,932 à 6,935

Base opérationnelle de Calvi

Commune : Lumio

20260 Calvi

## Le Président du Conseil exécutif de Corse,

**Vu** la lettre en date du 10 décembre 2020 par laquelle le pétitionnaire ci-dessus référencé demande l'autorisation de réaliser une tranchée transversale et une tranchée longitudinale sous accotement, afin de réparer le réseau public électrique.

**Vu** la loi n° 2015-99 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles R 3333-4 à R 3333-8 et L 4421-1 ;

**Vu** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment ses articles L 2122-1 à L 2122-4, L 2125-1 et L 3111-1 ;

**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L 113-2 à L 113-7 et L 131-3 ;

**Vu** les redevances pour occupation du domaine public routier, figurant dans le règlement de voirie (annexe 12), approuvé par délibération n° 2017-2206, en date du 16 octobre 2017, par la Commission permanente de l'ex CD2A ;

**Vu** l'état des lieux ;

**Vu** les plans joints à la demande ;

<sup>1</sup> Une copie conforme du présent arrêté sera adressée au bénéficiaire, au Président du Conseil exécutif de Corse (service comptabilité), au maire de la commune concernée et au responsable du service chargé de l'arrêté.

**ARRETE :****Article 1 : Les prescriptions techniques et générales**

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés ci-dessous à charge pour lui de se conformer aux dispositions du règlement général visé ci-dessus et aux conditions spéciales suivantes :

- Le revêtement de l'accotement sera découpé à la scie.
- Les câbles seront posés de façon à ce que la distance entre leur génératrice supérieure et la surface du sol ne soit pas inférieure à 0,65 m sous les accotements ou trottoirs, et à 0,85 m sous la chaussée (arrêté interministériel du 17 mai 2001) exception faite du passage au-dessus des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales où la pose s'effectuera en fourreau si la profondeur de 0,85 m ne peut être respectée.
- Les câbles, les canalisations, les ouvrages pluviaux d'évacuation, éventuellement rencontrés, ne devront en aucun cas être détériorés ; le cas échéant, ils seront remis dans leur état initial, à la charge du pétitionnaire.
- Un grillage avertisseur de couleur adéquate devra être placé à 0,20 m de la génératrice supérieure des câbles.
- La réutilisation des matériaux extraits n'est pas autorisée.
- Les dépôts de matériaux et les échafaudages nécessités pour l'exécution des travaux ne pourront former sur la voie publique une saillie excédant un (1) mètre ; ils devront être disposés de manière à ne pas entraver l'écoulement des eaux sur la voie publique.
- La confection du mortier ou béton sur la chaussée est formellement interdite.
- Le remblaiement sera effectué conformément aux prescriptions suivantes :

➤ Pour la partie sous accotement (partie en enrobé) :

- Le remblaiement sera constitué de grave ciment 0/315 dosée à 150 kg / m<sup>3</sup> méthodiquement compactée par couches de 20 cm jusqu'à moins 6 cm du revêtement existant.
- Les 6 cm restants seront traités par :
  - ✓ Un rabotage d'un (1) mètre de large sur 6 cm de profondeur centré sur l'axe de la tranchée.
  - ✓ La mise en œuvre d'une couche d'accrochage à l'émulsion de bitume à raison de 0,5 kg de bitume résiduel au mètre carré.
  - ✓ La mise en œuvre d'un **enrobé à chaud** réglé et compacté jusqu'au niveau du revêtement existant qui recevra un enduit de scellement à l'émulsion de bitume et grains de riz.

➤ Pour la partie sous accotement (partie bétonnée) :

- Le remblaiement sera constitué de grave ciment 0/315 dosée à 150 kg / m<sup>3</sup> méthodiquement compactée par couches de 20 cm jusqu'à moins 10 cm du revêtement existant.
- Les 10 cm restants y compris un débord de 10 cm de part et d'autre de la tranchée seront traités en **béton C30/37 taloché**.

- Position de la tranchée longitudinale :

Du Pk 6,932 au Pk 6,935 la tranchée sera située en amont de la voie publique, sous accotement.

- La tranchée transversale sera située au Pk 6,933.
- ✓ **Le fossé bétonné existant impacté par ces travaux devra être refait à l'identique.**
- ❖ **Le total du linéaire concerné par l'occupation du domaine public routier territorial représente 4,00 mètres.**

### **Article 2 : La circulation**

Le pétitionnaire devra satisfaire à la réglementation en vigueur concernant les autorisations en matière de police de circulation.  
La circulation ne devra pas être interrompue.

### **Article 3 : L'ouverture du chantier**

Le bénéficiaire informera du début des travaux, au moins huit jours ouvrables avant l'ouverture du chantier, le service technique agissant pour le compte de la Collectivité de Corse à l'adresse suivante :

Monsieur le Chef de service  
D.E.R. de Haute-Corse - Antenne de Balagne  
Lotissement Les Collines  
20260 Calvi  
☎ 04.95.65.08.13 Fax : 04.95.65.93.26

### **Article 4 : La signalisation**

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour comme de nuit, et sera tenu pour responsable des accidents pouvant survenir du fait de sa négligence. La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

### **Article 5 : Les conditions financières**

Sans objet.

### **Article 6 : Le droit fixe**

En application de la décision de la Commission permanente de l'ex CD2A en date du 16 octobre 2017, une redevance annuelle au titre de l'occupation du domaine public routier territorial sera versée à la caisse de Monsieur le payeur régional au vu d'un titre de recouvrement émis par le Président du Conseil exécutif de Corse.

### **Article 7: Le permis de construire**

Le présent arrêté ne dispense pas le permissionnaire d'obtenir, si nécessaire, le permis de construire prévu par le code de l'urbanisme, article L. 421-1 et suivants.

### **Article 8 : Le délai d'exécution**

La présente autorisation n'est valable que pour la durée d'un an à compter de ce jour. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

### **Article 9 : La responsabilité**

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et règlements en vigueur.

Le pétitionnaire pourra être tenu pour responsable de toutes dégradations occasionnées à l'ensemble des ouvrages constitutifs de la voirie territoriale.

### **Article 10 : Les conditions d'octroi de l'autorisation**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

### **Article 11 : Le récolement**

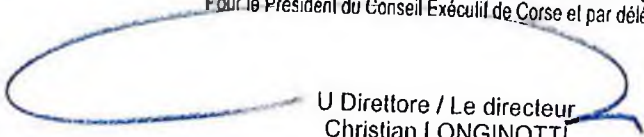
Le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'informer le Chef de service de l'Antenne de Balagne de la fin des travaux et ce dans un délai maximal de quinze jours.

Un récolement sera opéré en sa présence ou en la présence d'un représentant dûment mandaté.

*Conformément à l'article R 421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia - Villa Montepiano - 20407 Bastia cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

### **Le Président du Conseil exécutif de Corse**

*Pè u Presidente di u Consigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation*

  
U Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

### **RECOLEMENT**

Le : (qualité du signataire)  
soussigné, certifie que le bénéficiaire :  
s'est conformé aux prescriptions du présent arrêté.

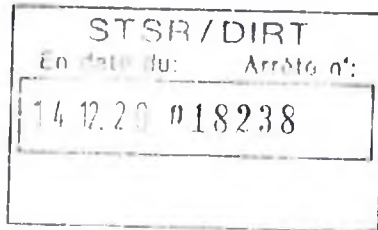
Fait le :

Signature du responsable.

Cullettività di Corsica  
Collectivité de Corse

Direzzione Generale di i Servizi  
Direction Générale des Services

Rughjoni di Balagna  
Antenne de Balagne



## PERMISSION DE VOIRIE

### Travaux sur le domaine public<sup>1</sup>

Route territoriale n° 30

Points kilométriques : 17,220 à 17,305

Commune : Corbara

Nom et adresse du pétitionnaire :

**S.I.E.E.P.H.C.  
Villa Alba  
Montée de l'Impératrice Eugénie  
20200 Bastia**

### **Le Président du Conseil exécutif de Corse,**

**Vu** la lettre en date du 1<sup>er</sup> décembre 2020 par laquelle le pétitionnaire ci-dessus référencé demande l'autorisation de réaliser une tranchée transversale et une tranchée longitudinale, en vue d'une extension du réseau public électrique.

**Vu** la loi n° 2015-99 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles R 3333-4 à R 3333-8 et L 4421-1 ;

**Vu** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment ses articles L 2122-1 à L 2122-4, L 2125-1 et L 3111-1 ;

**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L 113-2 à L 113-7 et L 131-3 ;

**Vu** les redevances pour occupation du domaine public routier, figurant dans le règlement de voirie (annexe 12), approuvé par délibération n° 2017-2206, en date du 16 octobre 2017, par la Commission permanente de l'ex CD2A ;

**Vu** l'état des lieux ;

**Vu** les plans joints à la demande ;

<sup>1</sup> Une copie conforme du présent arrêté sera adressée au bénéficiaire, au Président du Conseil exécutif de Corse (service comptabilité), au maire de la commune concernée et au responsable du service chargé de l'arrêté.

**ARRETE :****Article 1 : Les prescriptions techniques et générales**

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés ci-dessous à charge pour lui de se conformer aux dispositions du règlement général visé ci-dessus et aux conditions spéciales suivantes :

- Le revêtement de la chaussée sera découpé à la scie.
- L'ouverture de la tranchée transversale se fera par demi-chaussée pour ne pas interrompre la circulation des véhicules.
- La traversée de chaussée sera obligatoirement oblique et fera avec l'axe de la route un angle de 30° à 45°.
- Les câbles seront posés de façon à ce que la distance entre leur génératrice supérieure et la surface du sol ne soit pas inférieure à 0,65 m sous les accotements ou trottoirs, et à 0,85 m sous la chaussée (arrêté interministériel du 17 mai 2001) exception faite du passage au-dessus des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales où la pose s'effectuera en fourreau si la profondeur de 0,85 m ne peut être respectée.
- Les bordures de trottoirs, les câbles, les canalisations, les ouvrages pluviaux d'évacuation, éventuellement rencontrés, ne devront en aucun cas être détériorés ; le cas échéant, ils seront remis dans leur état initial, à la charge du pétitionnaire.
- Un grillage avertisseur de couleur adéquate devra être placé à 0,20 m de la génératrice supérieure des câbles.
- La réutilisation des matériaux extraits n'est pas autorisée.
- Les dépôts de matériaux et les échafaudages nécessités pour l'exécution des travaux ne pourront former sur la voie publique une saillie excédant un (1) mètre ; ils devront être disposés de manière à ne pas entraver l'écoulement des eaux sur la voie publique.
- La confection du mortier ou béton sur la chaussée est formellement interdite.
- Le remblaiement sera effectué conformément aux prescriptions suivantes :

➤ Pour la partie sous chaussée :

- Le remblaiement sera constitué de grave ciment 0/315 dosée à 150 kg / m<sup>3</sup> méthodiquement compactée par couches de 20 cm jusqu'à moins 6 cm du revêtement existant.
- Les 6 cm restants seront traités par :
  - ✓ Un rabotage d'un (1) mètre de large sur 6 cm de profondeur centré sur l'axe de la tranchée.
  - ✓ La mise en œuvre d'une couche d'accrochage à l'émulsion de bitume à raison de 0,5 kg de bitume résiduel au mètre carré.
  - ✓ La mise en œuvre d'un **enrobé à chaud** réglé et compacté jusqu'au niveau du revêtement existant qui recevra un enduit de scellement à l'émulsion de bitume et grains de riz.

➤ Pour la partie sous accotement située derrière le trottoir :

- Le remblaiement sera constitué de grave naturelle 0/315 méthodiquement compactée par couches de 20 cm.

➤ Pour la partie sous trottoir :

- Le remblaiement sera constitué de grave ciment 0/315 dosée à 150 kg / m<sup>3</sup> méthodiquement compactée par couches de 20 cm.
- Le revêtement sera reconstruit à l'identique.

- Position de la tranchée longitudinale :

Du Pk 17,220 au Pk 17,305 la tranchée sera située en aval de la voie publique, sous accotement et derrière le trottoir, comme indiqué sur la photomontage jointe en annexe.

- La tranchée transversale sera située au Pk 17,220.
- ✓ **Le poste électrique** sera implanté en amont de la voie publique, sur le domaine privé, au Pk 17,220, comme indiqué sur le plan des travaux joint en annexe.
- ✓ **Le coffret électrique** sera situé en aval de la voie publique, sur le domaine privé, au Pk 17,305, comme indiqué sur le plan des travaux joint en annexe.
- ✓ **La signalisation horizontale** impactée par ces travaux devra être refaite à l'identique.
- ❖ **Le total du linéaire concerné par l'occupation du domaine public routier territorial** représente 105,00 mètres.

**Article 2 : La circulation**

Le pétitionnaire devra satisfaire à la réglementation en vigueur concernant les autorisations en matière de police de circulation.

La circulation ne devra pas être interrompue.

**Article 3 : L'ouverture du chantier**

Le bénéficiaire informera du début des travaux, au moins huit jours ouvrables avant l'ouverture du chantier, le service technique agissant pour le compte de la Collectivité de Corse à l'adresse suivante :

Monsieur le Chef de service  
D.E.R. de Haute-Corse - Antenne de Balagne  
Lotissement Les Collines  
20260 Calvi  
☎ 04.95.65.08.13 Fax : 04.95.65.93.26

**Article 4 : La signalisation**

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour comme de nuit, et sera tenu pour responsable des accidents pouvant survenir du fait de sa négligence.

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.



**Article 5 : Les conditions financières**

Sans objet.

**Article 6 : Le droit fixe**

En application de la décision de la Commission permanente de l'ex CD2A en date du 16 octobre 2017, une redevance annuelle au titre de l'occupation du domaine public routier territorial sera versée à la caisse de Monsieur le payeur régional au vu d'un titre de recouvrement émis par le Président du Conseil exécutif de Corse.

**Article 7: Le permis de construire**

Le présent arrêté ne dispense pas le permissionnaire d'obtenir, si nécessaire, le permis de construire prévu par le code de l'urbanisme, article L. 421-1 et suivants.

**Article 8 : Le délai d'exécution**

La présente autorisation n'est valable que pour la durée d'un an à compter de ce jour. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

**Article 9 : La responsabilité**

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et règlements en vigueur.

Le pétitionnaire pourra être tenu pour responsable de toutes dégradations occasionnées à l'ensemble des ouvrages constitutifs de la voirie territoriale.

**Article 10 : Les conditions d'octroi de l'autorisation**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisé aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

**Article 11 : Le récolement**


Le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'informer le Chef de service de l'Antenne de Balagne de la fin des travaux et ce dans un délai maximal de quinze jours.

Un récolement sera opéré en sa présence ou en la présence d'un représentant dûment mandaté.

*Conformément à l'article R 421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia - Villa Montepiano - 20407 Bastia cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

**Le Président du Conseil exécutif de Corse**

Pè u Presidente di u Consigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation



U Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

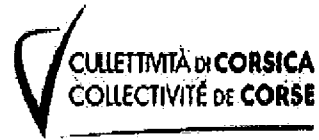
---

**RECOLEMENT**

Le : (qualité du signataire)  
soussigné, certifie que le bénéficiaire :  
s'est conformé aux prescriptions du présent arrêté.

Fait le :

Signature du responsable.

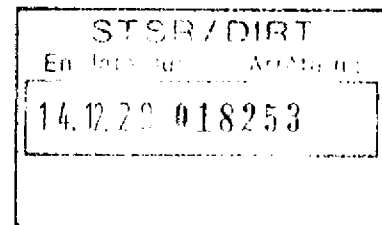


**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**AUTORISATION DE VOIRIE**

**ROUTE TERRITORIALE 11**  
**PR 1+161 sens Nord/Sud**  
**COMMUNE DE BASTIA**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,**



**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de la voirie routière,

**VU** la demande en date du 13 novembre 2020 par courriel de M. Mendez, relative à l'occupation temporaire de la dalle du bassin de rétention située de l'entrée Sud du tunnel de Bastia sur la RT 11, au PR1+161 sens Nord/Sud, sur la commune de Bastia,

**VU** l'état des lieux,

**CONSIDERANT** que la programmation des prochains travaux de mise en sécurité du tunnel de Bastia.

**SUR PROPOSITION** de l'Adjoint au DGA, en charge des routes,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 : Refus de l'occupation du domaine public routier**

L'autorisation de voirie délivrée le 12 Décembre 2020 n° 018190 au nom de M. Mendez est abrogée. Le pétitionnaire n'est donc pas autorisé à occuper cette zone, et ce, pour motif d'intérêt général en vue notamment de la préparation des travaux de mise en sécurité du tunnel de Bastia.

L'installation du point de vente est donc interdite.

**ARTICLE 3 : Responsabilité et Permis de construire.**

Le pétitionnaire sera tenu entièrement responsable de tous les accidents et dommages qui pourraient survenir par suite de la non exécution du présent arrêté.

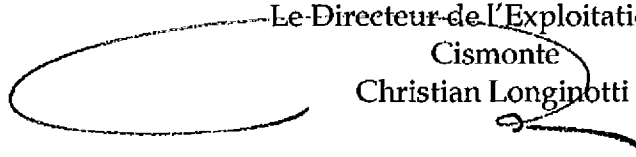
**ARTICLE 4 : Ampliation.**

Le Directeur de l'Exploitation Routière Cismonte,  
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Haute-Corse,  
Le chef de d'agence Bastia-Balagne,  
La commune de Bastia

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse, conformément à la réglementation en vigueur.

A AJACCIO,  
Pour le Président du Conseil Exécutif de  
Corse, Et par délégation,

Le Directeur de l'Exploitation Routière  
Cismonte  
Christian Longinotti



**ARRETE N° 2020-18297 DU 15/12/2020**

**PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET  
INTERDICTION DU STATIONNEMENT SUR  
LA RD 147 DU PK 0,000 AU 26,100**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,**

VU le Code de la Route,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8 ème partie), approuvée par l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974,

VU l'arrêté n°1457 du 6 octobre 1988 du Président du Conseil Général de la HAUTE-CORSE portant réglementation générale sur la conservation et la surveillance des routes départementales,

VU la demande formulée par le responsable de l'antenne du Centre de la collectivité de Corse en date du 04 décembre 2020, pour la réalisation d'aménagements divers sur la RD 147, réalisés par la société STP,

**CONSIDERANT** que pour assurer la sécurité des personnes chargées de leur réalisation ainsi que des usagers des voies, les travaux sur la RD 147 du PK 0,000 au PK 26,100 nécessitent, la mise en place d'un alternat ou l'interruption temporaire de la circulation par tranche de quinze (15) minutes de 07 H 30 à 17 H 30 à compter du 29 juin 2020 jusqu'à la date de réception des travaux,

**CONSIDERANT** l'avis technique conforme émis par le responsable de l'Antenne du Centre,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : La circulation des véhicules sera réglementée et leur stationnement sera interdit de 07 H 30 à 17 H 30 à compter du lundi 7 décembre 2020 jusqu'à la date de réception des travaux sur la RD 147 du PK 0,000 au PK 26,100.

**ARTICLE 2** : La vitesse sera limitée à 30 km/h au droit du chantier.

**ARTICLE 3** : Lorsque cela sera nécessaire, la circulation se fera par alternat, soit à l'aide de feux tricolores, soit manuellement par des piquets K 10, soit la circulation sera interrompue par tranche de quinze (15) minutes au droit de chaque poste de travail.

**ARTICLE 4** : Il n'y a pas d'itinéraire de déviation prévu. L'entreprise exécutante a obligation de limiter les interruptions de circulation à quinze (15) minutes.

**ARTICLE 5** : La signalisation réglementaire, conforme à l'instruction interministérielle susvisée, sera assurée de jour comme de nuit par la Société STP, sous le contrôle de l'Antenne du Centre.

**ARTICLE 6** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7** : Le Directeur Général des Services, le Directeur Général Adjoint, le Directeur des Routes, le Directeur de l'Exploitation Routière Cismonte, le Chef de l'Agence Corte Sud et Plaine Orientale, le Chef de l'Antenne du Centre, le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de la Haute-Corse et les maires des communes d'Asco et de Moltifao sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché dans les communes susvisées, et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,**

Pè u Presidente di u Consigli Esecutivu di Corsica è per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation

  
U Direttore / Le directeur  
Christlan LONGINOTTI

**ARRETE N° 2020-18298 DU 15/12/2020**

**PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU  
STATIONNEMENT DES VEHICULES SUR LA RD 239  
POUR ESSAIS ET ENTRAINEMENT AU SENS DE L'ARTICLE R 331-18  
DU CODE DU SPORT**

**LE PRESIDENT DE LA COLLECTIVITE DE CORSE,**

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** le Code du Sport, notamment en son article R 331-18,

**VU** le Décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8 ème partie), approuvée par l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974,

**VU** l'arrêté n°1457 du 6 octobre 1988 du Président du Conseil Général de la HAUTE-CORSE portant règlementation générale sur la conservation et la surveillance des routes départementales,

**VU** la demande formulée par l'association Vroom Vroom en date du 4 décembre 2020,

**CONSIDERANT** que pour permettre l'exécution d'essais techniques automobiles en vue de la préparation du Rallye de Balagne dont l'épreuve est prévue les 18, 19 et 20 décembre 2020 et assurer la sécurité des personnes chargées de leur réalisation et des usagers des voies, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 239.

**CONSIDERANT** l'avis technique conforme émis par le responsable de l'antenne du Centre,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : La circulation sera temporairement réglementée hors agglomération le 17 décembre 2020 de 08h00 à 18h00 sur la RD 8 du PK 2,000 au PK 5,000, dans le cadre d'essais techniques automobiles définis comme « une préparation ou un test, préalable ou non à une compétition, destiné à évaluer ou à améliorer les performances du conducteur ou du véhicule » au sens de l'article R 331-18 du Code du Sport.

**ARTICLE 2** : Concernant les essais techniques proprement dits, les dispositions suivantes devront être respectées :

- Pendant ces essais, le pétitionnaire pourra interrompre la circulation, par période de quinze minutes, de manière à assurer la sécurité de son personnel et celle des usagers de la route.
- L'intervention de véhicules prioritaires (pompiers, SAMU, gendarmerie) entraînera l'arrêt immédiat du rassemblement automobile afin de leur garantir l'accès à la RD.
- Les véhicules d'essais seront conformes à la réglementation FISA.
- Une reconnaissance du domaine public routier utilisé en vue des essais sera opérée, avant et après l'épreuve, en relation avec un représentant de l'Antenne du Centre tel: 04 95 45 21 10.
- Cette reconnaissance a pour but de constater, contradictoirement, les dégâts matériellement occasionnés aux parties constitutives du domaine public routier.
- À la fin de chaque épreuve d'essais, les voies seront balayées et nettoyées par le pétitionnaire.
- Seul le personnel encadrant est autorisé à assister aux essais sur la portion de route privatisée.

**ARTICLE 3** : Le pétitionnaire devra mettre en place une signalisation appropriée ainsi que le personnel nécessaire pour informer correctement les usagers de la route.

Des signaleurs munis de baudriers ou de gilets fluorescents seront placés à chacune des intersections, des voies privées et sorties de lotissement ainsi qu'aux accès des habitations isolées.

Aucun spectateur ne devra assister aux séances d'essais.

**ARTICLE 4** : Le pétitionnaire sera responsable tant vis à vis de la Collectivité que vis à vis des tiers des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ces essais.

De plus, la réparation des dégâts éventuellement causés au domaine public, à l'occasion de ces essais, sera prise en charge par le pétitionnaire.

À ce titre, le pétitionnaire souscrira au titre des essais une assurance Responsabilité Civile organisateurs et participants.

**ARTICLE 5** : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.



**ARTICLE 6** : Le Directeur Général des Services, le Directeur Général Adjoint en charge, le Directeur des Interventions Routières, le Chef de l'Antenne du Centre, le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de la Haute-Corse et le maire de la commune d'Aiti, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché dans la commune susvisée, inséré dans la presse régionale et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

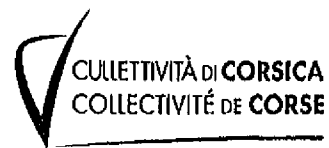
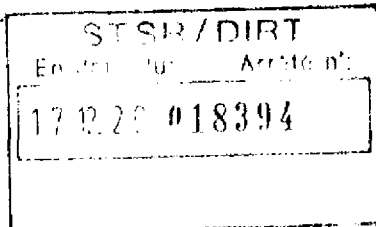
**Le Président du Conseil Exécutif de Corse,**

Pè u Prucidatu di Corsica  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse  
Christiane LONGINOTTI  
Présidente déléguée  
Christiane LONGINOTTI

Cullettività di Corsica  
Collectivité de Corse

Direzzione Generale di i Servizi  
Direction Générale des Services

Rughjoni di Balagna  
Antenne de Balagne



## **PERMISSION DE VOIRIE**

### **Implantations temporaires sur le domaine public<sup>1</sup>**

**Route territoriale n° R.D. 151**

**Nom et adresse du pétitionnaire :**

**Points kilométriques : 33,000 et 34,100**

**Mairie de Calenzana**

**Commune : Calenzana**

**20214 Calenzana**

### **Le Président du Conseil exécutif de Corse,**

**Vu** la lettre en date du 5 décembre 2020 par laquelle le pétitionnaire ci-dessus référencé demande l'autorisation d'installer des illuminations de Noël sur le domaine public routier territorial.

**Vu** la loi n° 2015-99 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 4421-1 ;

**Vu** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment ses articles L 2122-1 à L 2122-4, L 2125-1 et L 3111-1 ;

**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L 113-2 à L 113-7 et L 131-3 ;

**Vu** les redevances pour occupation du domaine public routier, figurant dans le règlement de voirie (annexe 12), approuvé par délibération n° 2017-2206, en date du 16 octobre 2017, par la Commission permanente de l'ex CD2A ;

**Vu** l'état des lieux ;

**Vu** les photographies jointes à la demande ;

<sup>1</sup> Une copie conforme du présent arrêté sera adressée au bénéficiaire, au Président du Conseil exécutif de Corse (service comptabilité), au maire de la commune concernée et au responsable du service chargé de l'arrêté.

**ARRETE :****Article 1 : Les prescriptions techniques et générales**

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés ci-dessous à charge pour lui de se conformer aux dispositions du règlement général visé ci-dessus et aux conditions spéciales suivantes :

- Les illuminations de Noël seront implantées sur les ronds-points de « Pietralba » et « Sant'Antone », respectivement aux Pk 33,000 et 34,100.
- Ces installations temporaires ne devront en aucun cas gêner la circulation.
- La pose de ces illuminations de Noël sera autorisée pour la période allant du 18 décembre 2020 au 29 janvier 2021.
- Lors de la dépose de ces divers aménagements, les lieux devront être remis en leur état initial.

**Article 2 : La circulation**

Le pétitionnaire devra satisfaire à la réglementation en vigueur concernant les autorisations en matière de police de circulation.

La circulation ne devra pas être interrompue.

**Article 3 : L'ouverture du chantier**

Le bénéficiaire informera du début des travaux, au moins huit jours ouvrables avant l'ouverture du chantier, le service technique agissant pour le compte de la Collectivité de Corse à l'adresse suivante :

Monsieur le Chef de service  
D.E.R. de Haute-Corse - Antenne de Balagne  
Lotissement Les Collines  
20260 Calvi  
☎ 04.95.65.08.13 Fax : 04.95.65.93.26

**Article 4 : La signalisation**

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour comme de nuit, et sera tenu pour responsable des accidents pouvant survenir du fait de sa négligence.

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

**Article 5 : Les conditions financières**

Sans objet.

**Article 6 : Le droit fixe**

Sans objet.

**Article 7: Le délai d'exécution**

La présente autorisation n'est valable que pour un an à compter de ce jour. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

**Article 8 : Le permis de construire**

Le présent arrêté ne dispense pas le pétitionnaire d'obtenir, si nécessaire, le permis de construire prévu par le code de l'urbanisme, article L. 421-1 et suivants.

**Article 9 : La responsabilité**

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et des règlements en vigueur.

Le pétitionnaire pourra être tenu responsable de toutes dégradations occasionnées à l'ensemble des ouvrages constitutifs de la voirie territoriale.

**Article 10 : Les conditions d'octroi de l'autorisation**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que les travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

**Article 11 : Le récolement**

Le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'informer le Chef de service de l'Antenne de Balagne de la fin des travaux et ce dans un délai maximal de quinze jours.

Un récolement sera opéré en sa présence ou en la présence d'un représentant dûment mandaté.

*Conformément à l'article R 421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia - Villa Montepiano - 20407 Bastia cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

**Le Président du Conseil exécutif de Corse**

*Dè u Presidente di u Consigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation*

U Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

**RECOLEMENT**

Le : (qualité du signataire)  
soussigné, certifie que le bénéficiaire :  
s'est conformé aux prescriptions du présent arrêté.

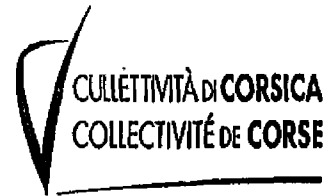
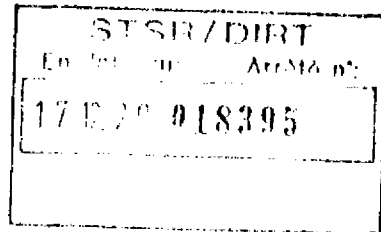
Fait le :

Signature du responsable.

Cullettività di Corsica  
Collectivité de Corse

Direzzione Generale di I Servizi  
Direction Générale des Services

Suddivisione di Suttana  
Subdivision Sud



**PERMISSION DE VOIRIE**  
*Exécution de travaux sur domaine public 1*

Route territoriale n° 17

Nom et adresse du pétitionnaire :

Point kilométrique :  
**DU PK 22.800 AU PK 26.900**

**CORSICA HAUT DÉBIT  
CHEZ SOGELINK  
TSA 70011  
69134 DARDILLY CEDEX**

Communes : **PIETRICAGGIO, PERELLI  
D'ALESANI, PIAZZALI**

### **Le Président du Conseil Exécutif de Corse,**

**Vu** la demande de permission de voirie, par laquelle, Corsica Haut Débit demande l'autorisation d'effectuer des travaux de pose de supports et de câbles en bordure et sous la chaussée de la RD 17 du PK 22.800 au PK 26.900.

**Vu** le code général des collectivités territoriales;

**Vu** la loi n° 2015-99 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment l'article 4421-1;

**Vu** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment les articles L.2125-1, L.2122-1 à L.2122-4 et l'article L.3111-1;

**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 113-2 à L 113-7 et L 131-3;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles R.3333-4 à R.3333-8 relatifs à la distribution et le transport d'électricité;

**Vu** les redevances pour occupation du domaine public routier figurant dans le règlement de voirie (annexe 12) approuvé par délibération n° 2017-2206 de la Commission permanente de l'ex CD2A.

**Vu** l'état des lieux

**Vu** le plan joint à la demande.

<sup>1</sup> Une copie conforme du présent arrêté sera adressée au bénéficiaire, au Président du Conseil Départemental (service comptabilité), au maire de la commune concernée si les travaux sont effectués en agglomération, et au responsable du service chargé de l'arrêté.

**ARRETE :****ARTICLE 1 : LES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ET GENERALES**

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés ci-dessous à charge pour lui de se conformer aux dispositions du règlement général visé ci-dessus et aux conditions spéciales suivantes :

**A - Pose du câble sous accotement à moins d'un mètre du bord de chaussée**

Le câble sera enrobé de l'épaisseur de sable réglementaire, y compris grillage avertisseur de couleur verte placé à 0,20 ml au-dessus du câble.

La génératrice supérieure du câble sera à 0,80 ml de la surface.

La tranchée sera remblayée en grave 0/31,5 soigneusement compactée tous les 0,30 ml.

Les 20 derniers centimètres seront remblayés en béton vibré dosé à 150Kg/m<sup>3</sup>, cela jusqu'au bord de la chaussée.

**B - Pose du câble sous accotement à plus d'un mètre du bord de chaussée**

Le câble sera enrobé de l'épaisseur de sable réglementaire, y compris grillage avertisseur de couleur verte placé à 0,20 ml au-dessus du câble.

La génératrice supérieure du câble sera à 0,80 ml de la surface.

La tranchée sera remblayée de matériaux extraits soigneusement compactée tous les 0,30 ml.

**.C - Traversée de route**

Les travaux de traversée de route devront être effectués en 1 journée maximum.

La tranchée ne sera ouverte que par demi-largeur, l'autre moitié restant accessible à la circulation.

Le tapis d'enrobés sera scié soigneusement.

Le câble sera enfouie à une profondeur telle que la distance entre la génératrice supérieure de celui-ci et la surface du sol ne soit pas inférieure à 0,80 ml. Le câble sera enrobé de l'épaisseur de sable réglementaire, y compris grillage avertisseur de couleur verte, placé à 0,20 ml au-dessus du câble.

La tranchée sera remblayée en béton vibré dosé à 150 kgs/m<sup>3</sup> sur toute sa hauteur hormis l'épaisseur de sable et celle du revêtement.

Le revêtement sera reconstitué sur les 8 derniers centimètres, par des enrobés denses à chaud méthodiquement compactés et complété par un enduit de scellement à l'émulsion de bitume.

Le revêtement ne devra présenter ni flache, ni saillie.

**D - Pose des supports**

Les supports seront implantés en limite du domaine public et du domaine privé.

**E - Traversée de route aérienne**

La pose du câble aérien devra se faire à une hauteur minimale de 4.50m

**F - Prescriptions générales**

L'accès des propriétés riveraines, l'écoulement des eaux de la route et de ses dépendances demeureront constamment assurés.

Le chantier devra être parfaitement nettoyé après les travaux.

Les dépôts de matériaux sur la voie publique sont rigoureusement interdits.

Le pétitionnaire devra prendre contact, avant le début des travaux, avec les différents gestionnaires des réseaux publics existants dans l'emprise du projet.

En fin de chantier, le pétitionnaire devra remettre les lieux en état et faire évacuer tous matériaux ou matériels.

Tous ces travaux sont à la charge intégrale du pétitionnaire.

Il est rappelé que l'entretien permanent du passage est à la charge du pétitionnaire.

**ARTICLE 2 : LA CIRCULATION**

Le pétitionnaire devra satisfaire à la réglementation en vigueur concernant les autorisations en matière de police de circulation.

La circulation ne devra pas être interrompue.

**ARTICLE 3 : L'OUVERTURE DU CHANTIER**

Le bénéficiaire informera du début des travaux, au moins HUIT jours ouvrables avant l'ouverture du chantier, le service technique agissant pour le compte de la Collectivité de Corse à l'adresse suivante: Monsieur Christophe COPPOLANI

SUBDIVISION du Sud

Avenue du 9 Septembre

20240 GHISONACCIA

☎ 06.07.68.47.60

**ARTICLE 4 : LA SIGNALISATION**

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour comme de nuit, et sera tenu pour responsable des accidents pouvant survenir du fait de sa négligence.

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

**ARTICLE 5 : LES CONDITIONS FINANCIERES**

Le bénéficiaire devra verser au profit de la Collectivité de Corse, une redevance annuelle au titre de l'occupation du domaine public routier, son montant est fixé à : 40,00€ x 0.525 Kms = 21,00€

**ARTICLE 6 : LE PERMIS DE CONSTRUIRE**

Le présent arrêté ne dispense pas le permissionnaire d'obtenir, si nécessaire, le permis de construire prévu par le code de l'urbanisme, article L. 421-1 et suivants.

**ARTICLE 7 : LE DELAI D'EXECUTION**

La présente autorisation n'est valable que pour la durée d'un an à compter de ce jour. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

**ARTICLE 8 : LA RESPONSABILITE**

Le pétitionnaire pourra être tenu pour responsable de toutes dégradations occasionnées à l'ensemble des ouvrages constitutifs de la voirie départementale.

Le permissionnaire sera rendu responsable de tout accident de toute nature pendant la durée des travaux.

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et règlements en vigueur.

**ARTICLE 9 : LE RECOLEMENT**

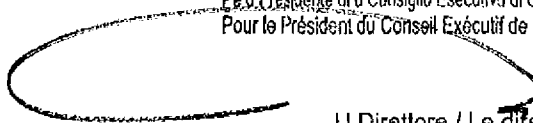
Le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'informer le subdivisionnaire territorial de la subdivision du Sud de la fin des travaux et ce dans un délai maximal de QUINZE jours. Un récolement sera opéré en sa présence ou en la présence d'un représentant dûment mandaté.

*Conformément à l'article R 421-1 du code de la justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia Villa Montéplano 20407 Bastia cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou publication.*

Fait le

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,

Per il Presidente di u Consigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation



U Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

**RECOLEMENT**

Le :

soussigné certifie que le bénéficiaire :  
s'est conformé aux prescriptions du présent arrêté

Fait le

signature du responsable



**ARRETE N° 2020-18426 DU 17/12/2020**

**PORTANT INTERDICTION DE LA CIRCULATION ET DU  
STATIONNEMENT SUR  
LA RD 915 DU PK 0,000 AU PK 1,000**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,**

**VU le Code de la Route,**

**VU le Code général des collectivités territoriales,**

**VU le Code de la Voirie Routière,**

**VU le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,**

**VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8 ème partie), approuvée par l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974,**

**VU l'arrêté n°1457 du 6 octobre 1988 du Président du Conseil Général de la HAUTE-CORSE portant règlementation générale sur la conservation et la surveillance des routes départementales,**

**VU la demande formulée par l'antenne du centre en date du 14 décembre 2020, pour la réalisation de travaux de pose d'aqueduc par la société STP**

**CONSIDERANT** que la réalisation des travaux entrepris par la société STP sur la RD 915 nécessitent, compte tenu de l'étroitesse de la voie et de la nature des travaux, l'interdiction de la circulation et du stationnement de 08 H 30 à 15 H 30 du 21 décembre 2020 au 24 décembre 2020,

**CONSIDERANT** l'avis technique conforme émis par le responsable de l'Antenne du Centre,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : La circulation des véhicules et leur stationnement sera interdit sur la RD 915 du PK 0,000 au PK 1,000, de 08 H 30 à 15 H 00 du 21 décembre au 24 décembre 2020,


**ARTICLE 2** : La signalisation réglementaire, conforme à l'instruction interministérielle susvisée, sera assurée de jour comme de nuit par la société STP, sous le contrôle de l'Antenne du Centre.

**ARTICLE 3** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4** : : La Directrice Générale des Services, le Directeur Général Adjoint, le Directeur des Routes, le Directeur de l'Exploitation Routière Cismonte, le Chef de l'Agence Corte Sud et Plaine Orientale, le Chef de l'Antenne du Centre, le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de la Haute-Corse et le maire de la commune de Bisinchi sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché dans la commune susvisée, et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,**

*Pè u Presidente di u Consigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione*  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation



U Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

**ARRETE N° 2020-18427 DU 17/12/2020**

**PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION  
SUR LA RD 244 AU PK 4.088**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,**

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8 ème partie ), approuvée par l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974,

**VU** l'arrêté n°1457 du 6 octobre 1988 du Président du Conseil Général de la HAUTE-CORSE portant règlementation générale sur la conservation et la surveillance des routes départementales,

**CONSIDERANT** que les travaux de pose de conduites en traversée de route, sur la RD 244 au PK 4.088, nécessitent, compte tenu, des risques encourus, tant par les ouvriers de l'entreprise que par les usagers de la route, une limitation de la vitesse, et la mise en place d'un alternat.

**CONSIDERANT** l'avis technique conforme émis par le responsable de l'Antenne Sud.

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : La circulation des véhicules sera réglementée sur la RD 244 au PK 4.088 à compter du Lundi 07 décembre 2020 et jusqu'à la fin des travaux.

**ARTICLE 2** : La vitesse sera limitée à 50 Kms/h, la circulation se fera par alternat, soit réglée par feux tricolores, soit manuellement.

**ARTICLE 3** : La signalisation règlementaire, conforme à l'instruction interministérielle susvisée, sera mise en place et maintenue par la société SARL DANI BTP, sous le contrôle de l'Antenne Sud.

**ARTICLE 4** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5** : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**ARTICLE 6** : Le Directeur Général des Services, le Directeur Général Adjoint, le Directeur des Routes, le Directeur de l'Exploitation des Routes Cismonte, le Chef de l'Agence Corte Sud Plaine Orientale, le Chef de l'Antenne Sud, le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de la Haute-Corse et le maire de la commune de Prunelli di Fiumorbu, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché dans la commune susvisée, et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Le Président du Conseil Exécutif de Corse

Pè u Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation

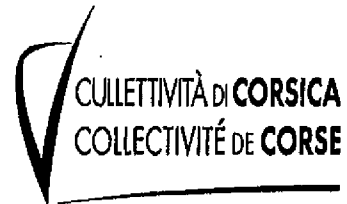
U Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

Cullettività di Corsica  
Collectivité de Corse

Direzzione Generale di i Servizi  
Direction Générale des Services

Suddivisione di Suttana  
Subdivision Sud

<b>STSR/DIRT</b>	
En data du:	Arratò n°:
17.12.20	018428



**PERMISSION DE VOIRIE**

*Exécution de travaux sur domaine public 1*

Route territoriale n° 10

Point kilométrique: **DU PK 83.400**  
**AU PK 84.020**

Commune : **GHISONACCIA**

Nom et adresse du pétitionnaire :

**Commune de Ghisonaccia**  
**Place de l'Hôtel de ville**

**20240 GHISONACCIA**

**Le Président du Conseil Exécutif de Corse,**

**Vu** la lettre par laquelle, Monsieur le Maire de la commune de Ghisonaccia, demande l'autorisation d'effectuer des travaux de pose d'une conduite d'eau usée, en bordure et sous la chaussée de la RT 10, du PK 83.400 au PK 84.020.

**Vu** le code général des collectivités territoriales;

**Vu** la loi n° 2015-99 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment l'article 4421-1;

**Vu** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment les articles L.2125-1, L.2122-1 à L.2122-4 et l'article L.3111-1;

**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 113-2 à L 113-7 et L 131-3;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles R.3333-4 à R.3333-8 relatifs à la distribution et le transport d'électricité;

**Vu** les redevances pour occupation du domaine public routier figurant dans le règlement de voirie (annexe 12) approuvé par délibération n° 2017-2206 de la Commission permanente de l'ex CD2A.

**Vu** l'état des lieux

**Vu** le plan joint à la demande.

<sup>1</sup> Une copie conforme du présent arrêté sera adressée au bénéficiaire, au maire de la commune concernée si les travaux sont effectués en agglomération, et au responsable du service chargé de l'arrêté.

**ARRETE :****ARTICLE 1 : LES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ET GENERALES**

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés ci-dessous à charge pour lui de se conformer aux dispositions du règlement général visé ci-dessus et aux conditions spéciales suivantes :

La pose de la conduite devra se faire en dehors de l'emprise du futur giratoire devant être implanté sur la RT 10.

**A - Traversée de route**

Les travaux de traversée de route devront être effectués en 1 journée maximum.

La tranchée ne sera ouverte que par demi-largueur, l'autre moitié restant accessible à la circulation.

Le tapis d'enrobés sera scié soigneusement.

La conduite sera enfouie à une profondeur telle que la distance entre la génératrice supérieure de celle-ci et la surface du sol ne soit pas inférieure à 0,80 ml. La conduite sera enrobée de l'épaisseur de sable réglementaire, y compris grillage avertisseur de couleur marron, placé à 0,20 ml au-dessus de la conduite.

La tranchée sera remblayée en béton vibré dosé à 150 kgs/m<sup>3</sup> sur toute sa hauteur hormis l'épaisseur de sable et celle du revêtement.

Le revêtement sera reconstitué sur les 8 derniers centimètres, par des enrobés denses à chaud méthodiquement compactés et complété par un enduit de scellement à l'émulsion de bitume.

Le revêtement ne devra présenter ni flache, ni saillie.

**B - Pose de la conduite sous accotement à moins d'un mètre du bord de chaussée**

La conduite sera enrobée de l'épaisseur de sable réglementaire, y compris grillage avertisseur de couleur marron placé à 0,20 ml au-dessus de la conduite.

La génératrice supérieure de la conduite sera à 0,80 ml de la surface.

La tranchée sera remblayée en grave 0/31,5 soigneusement compactée tous les 0,30 ml. Les 20 derniers centimètres seront remblayés en béton vibré dosé à 250 kgs/m<sup>3</sup>.

La tranchée sera remblayée en béton jusqu'au bord de chaussée.

**C - Pose de la conduite sous accotement à plus d'un mètre du bord de chaussée**

La conduite sera enrobée de l'épaisseur de sable réglementaire, y compris grillage avertisseur de couleur marron placé à 0,20 ml au-dessus du câble.

La génératrice supérieure du câble sera à 0,80 ml de la surface.

La tranchée sera remblayée de matériaux extraits soigneusement compactés tous les 0,30 ml.

**D - Pose de la conduite sous accotement bétonné**

Le béton sera scié soigneusement.

La conduite sera placée dans un fourreau et sera enfouie à une profondeur telle que la distance entre la génératrice supérieure de celle-ci et la surface du sol ne soit pas inférieure à 0,80 ml.

Le fourreau sera enrobé de l'épaisseur de sable réglementaire, y compris grillage avertisseur de couleur marron.

La tranchée sera remblayée sur 25cm de hauteur en béton vibré dosé à 150 kgs/m<sup>3</sup> sur toute sa hauteur.

**E - Pose de la conduite sous trottoirs**

La conduite sera enrobée de l'épaisseur de sable réglementaire, y compris grillage avertisseur de couleur marron placé à 0,20 ml au-dessus de la conduite.

La génératrice supérieure de la conduite sera à 0,80 ml de la surface.

La tranchée sera remblayée en grave 0/31,5 soigneusement compactée tous les 0,30 ml. Les 20 derniers centimètres seront remblayés en béton vibré dosé à 250 kgs/m<sup>3</sup>.

**F - Pose de la conduite au niveau de l'ouvrage**

La conduite sera posée en encorbellement.

**G - Création de regards**

Les regards devront être au même niveau que l'accotement.

**H - Prescriptions générales**

L'accès des propriétés riveraines, l'écoulement des eaux de la route et de ses dépendances demeureront constamment assurés.

Le chantier devra être parfaitement nettoyé après les travaux.

Les dépôts de matériaux sur la voie publique sont rigoureusement interdits.

Le pétitionnaire devra prendre contact, avant le début des travaux, avec les différents gestionnaires des réseaux publics existants dans l'emprise du projet.

En fin de chantier, le pétitionnaire devra remettre les lieux en état et faire évacuer tous matériaux ou matériels.

Tous ces travaux sont à la charge intégrale du pétitionnaire.

Il est rappelé que l'entretien permanent du passage est à la charge du pétitionnaire.

**ARTICLE 2 : LA CIRCULATION**

Le pétitionnaire devra satisfaire à la réglementation en vigueur concernant les autorisations en matière de police de circulation.

La circulation ne devra pas être interrompue.

**ARTICLE 3 : L'OUVERTURE DU CHANTIER**

Le bénéficiaire informera du début des travaux, au moins HUIT jours ouvrables avant l'ouverture du chantier, le service technique agissant pour le compte de la Collectivité de Corse à l'adresse suivante: Monsieur Edmond CARBONI

SUBDIVISION du Sud

Avenue du 9 Septembre  
20240 GHISONACCIA

☎ 04.95.56.50.50

**ARTICLE 4 : LA SIGNALISATION**

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour comme de nuit, et sera tenu pour responsable des accidents pouvant survenir du fait de sa négligence.

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

**ARTICLE 5 : LES CONDITIONS FINANCIERES**

Le bénéficiaire devra verser au profit de la Collectivité de Corse, une redevance au titre de l'occupation du domaine public routier de 2,00 €/ml, soit 2,00 € x 620 ml = 1240,00 €.

A compter de la 2<sup>ème</sup> année, si les prescriptions techniques définies à l'article 1 sont respectées, le pétitionnaire ne sera plus redevable de celle-ci.

**ARTICLE 6 : LE PERMIS DE CONSTRUIRE**

Le présent arrêté ne dispense pas le permissionnaire d'obtenir, si nécessaire, le permis de construire prévu par le code de l'urbanisme, article L. 421-1 et suivants.

**ARTICLE 7 : LE DELAI D'EXECUTION**

La présente autorisation n'est valable que pour la durée d'un an à compter de ce jour. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

**ARTICLE 8 : LA RESPONSABILITE**

Le pétitionnaire pourra être tenu pour responsable de toutes dégradations occasionnées à l'ensemble des ouvrages constitutifs de la voirie départementale.

Le permissionnaire sera rendu responsable de tout accident de toute nature pendant la durée des travaux.

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et règlements en vigueur.

**ARTICLE 9 : LE RECOLEMENT**

Le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'informer le subdivisionnaire territorial de la subdivision du Sud de la fin des travaux et ce dans un délai maximal de QUINZE jours.

Un récolement sera opéré en sa présence ou en la présence d'un représentant dûment mandaté.

*Conformément à l'article R 421-1 du code de la justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia Villa Montèpiano 20407 Bastia cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou publication.*

Fait le

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,

Pè u Presidente di u Consigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation

U Direttore / Le directeur  
Christlan LONGINOTTI

**RECOLEMENT**

Le :

soussigné certifie que le bénéficiaire :  
s'est conformé aux prescriptions du présent arrêté

Fait le

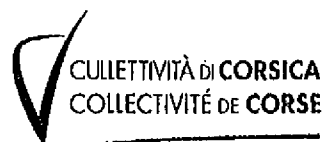
signature du responsable



Cullettività di Corsica  
Collectivité de Corse

Direzione Generale di I Servizi  
Direction Générale des Services

Rughjoni di Balagna  
Antenne de Balagne



<b>STSR/DIRT</b>	
En date du:	Arrêté n°:
18.12.20	#18520

**PERMISSION DE VOIRIE**

**Travaux sur le domaine public<sup>1</sup>**

**Route territoriale n° R.D. 81**

**Point kilométrique : 144,000**

**Commune : Calenzana**

**Nom et adresse du pétitionnaire :**

**O.E.H.C.  
Avenue Paul Giacobbi  
B.P. 678  
20601 Bastia cedex**

**Le Président du Conseil exécutif de Corse,**

**Vu** la lettre en date du 3 décembre 2020 par laquelle le pétitionnaire ci-dessus référencé demande l'autorisation de réaliser une traversée de chaussée, en vue de raccorder l'aéroport de Calvi Sainte-Catherine au réseau public d'eau potable.

**Vu** la loi n° 2015-99 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 4421-1 ;

**Vu** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment ses articles L 2122-1 à L 2122-4, L 2125-1 et L 3111-1 ;

**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L 113-2 à L 113-7 et L 131-3 ;

**Vu** les redevances pour occupation du domaine public routier, figurant dans le règlement de voirie (annexe 12), approuvé par délibération n° 2017-2206, en date du 16 octobre 2017, par la Commission permanente de l'ex CD2A ;

**Vu** l'état des lieux ;

**Vu** les plans joints à la demande ;

<sup>1</sup> Une copie conforme du présent arrêté sera adressée au bénéficiaire, au Président du Conseil exécutif de Corse (service comptabilité), au maire de la commune concernée et au responsable du service chargé de l'arrêté.

**ARRETE :****Article 1 : Les prescriptions techniques et générales**

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés ci-dessous à charge pour lui de se conformer aux dispositions du règlement général visé ci-dessus et aux conditions spéciales suivantes :

- Le revêtement de la chaussée sera découpé à la scie.
- L'ouverture de la tranchée transversale se fera par demi-chaussée pour ne pas interrompre la circulation des véhicules.
- La traversée de chaussée sera obligatoirement oblique et fera avec l'axe de la route un angle de 30° à 45°.
- La conduite sera posée à une profondeur de 0,80 m, comptée à partir de la génératrice supérieure de la canalisation.
- Les câbles, les canalisations, les ouvrages pluviaux d'évacuation, éventuellement rencontrés, ne devront en aucun cas être détériorés ; le cas échéant, ils seront remis dans leur état initial, à la charge du pétitionnaire.
- Un grillage avertisseur de couleur adéquate devra être placé à 0,20 m de la génératrice supérieure de la conduite.
- La réutilisation des matériaux extraits n'est pas autorisée.
- Les dépôts de matériaux et les échafaudages nécessités pour l'exécution des travaux ne pourront former sur la voie publique une saillie excédant un (1) mètre ; ils devront être disposés de manière à ne pas entraver l'écoulement des eaux sur la voie publique.
- La confection du mortier ou béton sur la chaussée est formellement interdite.
- Le remblaiement sera effectué conformément aux prescriptions suivantes :

➤ Pour la partie sous chaussée :

- Le remblaiement sera constitué de grave ciment 0/315 dosée à 150 kg / m<sup>3</sup> méthodiquement compactée par couches de 20 cm jusqu'à moins 6 cm du revêtement existant.
- Les 6 cm restants seront traités par :
  - ✓ Un rabotage d'un (1) mètre de large sur 6 cm de profondeur centré sur l'axe de la tranchée.
  - ✓ La mise en œuvre d'une couche d'accrochage à l'émulsion de bitume à raison de 0,5 kg de bitume résiduel au mètre carré.
  - ✓ La mise en œuvre d'un **enrobé à chaud** réglé et compacté jusqu'au niveau du revêtement existant qui recevra un enduit de scellement à l'émulsion de bitume et grains de riz.

➤ Pour la partie sous accotement et à moins de 80 cm du bord de chaussée :

- Le remblaiement sera constitué de grave ciment 0/315 dosée à 150 kg / m<sup>3</sup> méthodiquement compactée par couches de 20 cm jusqu'à moins 10 cm du revêtement existant.
- Les 10 cm restants y compris un débord de 10 cm de part et d'autre de la tranchée seront traités en **béton C30/37 taloché**.

➤ Pour la partie sous accotement et à plus de 80 cm du bord de chaussée :

- Le remblaiement sera constitué de grave naturelle 0/315 méthodiquement compactée par couches de 20 cm.

**Article 2 : La circulation**

Le pétitionnaire devra satisfaire à la réglementation en vigueur concernant les autorisations en matière de police de circulation.

La circulation ne devra pas être interrompue.

**Article 3 : L'ouverture du chantier**

Le bénéficiaire informera du début des travaux, au moins huit jours ouvrables avant l'ouverture du chantier, le service technique agissant pour le compte de la Collectivité de Corse à l'adresse suivante :

Monsieur le Chef de service  
D.E.R. de Haute-Corse - Antenne de Balagne  
Lotissement Les Collines  
20260 Calvi  
☎ 04.95.65.08.13 Fax : 04.95.65.93.26

**Article 4 : La signalisation**

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour comme de nuit, et sera tenu pour responsable des accidents pouvant survenir du fait de sa négligence. La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

**Article 5 : Les conditions financières**

Sans objet.

**Article 6 : Le droit fixe**

Sans objet.

**Article 7: Le délai d'exécution**

La présente autorisation n'est valable que pour un an à compter de ce jour. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

**Article 8 : Le permis de construire**

Le présent arrêté ne dispense pas le pétitionnaire d'obtenir, si nécessaire, le permis de construire prévu par le code de l'urbanisme, article L. 421-1 et suivants.

**Article 9 : La responsabilité**

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et des règlements en vigueur.

Le pétitionnaire pourra être tenu responsable de toutes dégradations occasionnées à l'ensemble des ouvrages constitutifs de la voirie territoriale.

**Article 10 : Les conditions d'octroi de l'autorisation**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que les travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

**Article 11 : Le récolement**

Le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'informer le Chef de service de l'Antenne de Balagne de la fin des travaux et ce dans un délai maximal de quinze jours.

Un récolement sera opéré en sa présence ou en la présence d'un représentant dûment mandaté.

*Conformément à l'article R 421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia - Villa Montepiano - 20407 Bastia cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

**Le Président du Conseil exécutif de Corse**

*Pè u Presidente di u Consigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation.*

U Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

**RECOLEMENT**

Le : (qualité du signataire)  
soussigné, certifie que le bénéficiaire :  
s'est conformé aux prescriptions du présent arrêté.

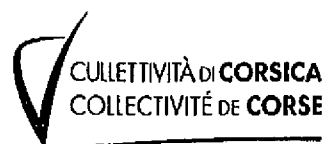
Fait le :

Signature du responsable.

Cullettività di Corsica  
Collectivité de Corse

Direzione Generale di i Servizi  
Direction Générale des Services

Rughjoni di Balagna  
Antenne de Balagne



ST SR / DIRT	
En l'aj. du:	Arrêté n°:
18.12.20	018521

## PERMISSION DE VOIRIE

### Travaux sur le domaine public<sup>1</sup>

Route territoriale n° R.D. 151

Points kilométriques : 2,430 à 2,450

Commune : Corbara

Nom et adresse du pétitionnaire :

**E.D.F.**

**Rue Marcel Paul**

**20407 Bastia cedex**

### **Le Président du Conseil exécutif de Corse,**

**Vu** la lettre en date du 15 décembre 2020 par laquelle le pétitionnaire ci-dessus référencé demande l'autorisation de réaliser une tranchée longitudinale, en vue de raccorder une propriété privée au réseau public électrique.

**Vu** la loi n° 2015-99 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles R 3333-4 à R 3333-8 et L 4421-1 ;

**Vu** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment ses articles L 2122-1 à L 2122-4, L 2125-1 et L 3111-1 ;

**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L 113-2 à L 113-7 et L 131-3 ;

**Vu** les redevances pour occupation du domaine public routier, figurant dans le règlement de voirie (annexe 12), approuvé par délibération n° 2017-2206, en date du 16 octobre 2017, par la Commission permanente de l'ex CD2A ;

**Vu** l'état des lieux ;

**Vu** les plans joints à la demande ;

<sup>1</sup> Une copie conforme du présent arrêté sera adressée au bénéficiaire, au Président du Conseil exécutif de Corse (service comptabilité), au maire de la commune concernée et au responsable du service chargé de l'arrêté.

**ARRETE :****Article 1 : Les prescriptions techniques et générales**

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés ci-dessous à charge pour lui de se conformer aux dispositions du règlement général visé ci-dessus et aux conditions spéciales suivantes :

- Les câbles seront posés de façon à ce que la distance entre leur génératrice supérieure et la surface du sol ne soit pas inférieure à 0,65 m sous les accotements ou trottoirs, et à 0,85 m sous la chaussée (arrêté interministériel du 17 mai 2001) exception faite du passage au-dessus des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales où la pose s'effectuera en fourreau si la profondeur de 0,85 m ne peut être respectée.
- Les câbles, les canalisations, les ouvrages pluviaux d'évacuation, éventuellement rencontrés, ne devront en aucun cas être détériorés ; le cas échéant, ils seront remis dans leur état initial, à la charge du pétitionnaire.
- Un grillage avertisseur de couleur adéquate devra être placé à 0,20 m de la génératrice supérieure des câbles.
- La réutilisation des matériaux extraits n'est pas autorisée.
- Les dépôts de matériaux et les échafaudages nécessités pour l'exécution des travaux ne pourront former sur la voie publique une saillie excédant un (1) mètre ; ils devront être disposés de manière à ne pas entraver l'écoulement des eaux sur la voie publique.
- La confection du mortier ou béton sur la chaussée est formellement interdite.
- Le remblaiement sera effectué conformément aux prescriptions suivantes :
  - Pour la partie sous accotement et à moins de 80 cm du bord de chaussée :
    - Le remblaiement sera constitué de grave ciment 0/315 dosée à 150 kg / m<sup>3</sup> méthodiquement compactée par couches de 20 cm jusqu'à moins 10 cm du revêtement existant.
    - Les 10 cm restants y compris un débord de 10 cm de part et d'autre de la tranchée seront traités en **béton C30/37 taloché**.
- Position de la tranchée longitudinale :

Du Pk 2,430 au Pk 2,450 la tranchée sera située en aval de la voie publique, sous accotement.
- ❖ **Le total du linéaire concerné par l'occupation du domaine public routier territorial représente 20,00 mètres.**

**Article 2 : La circulation**

Le pétitionnaire devra satisfaire à la réglementation en vigueur concernant les autorisations en matière de police de circulation.

La circulation ne devra pas être interrompue.

**Article 3 : L'ouverture du chantier**

Le bénéficiaire informera du début des travaux, au moins huit jours ouvrables avant l'ouverture du chantier, le service technique agissant pour le compte de la Collectivité de Corse à l'adresse suivante :

Monsieur le Chef de service  
D.E.R. de Haute-Corse - Antenne de Balagne  
Lotissement Les Collines  
20260 Calvi  
☎ 04.95.65.08.13 Fax : 04.95.65.93.26

**Article 4 : La signalisation**

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour comme de nuit, et sera tenu pour responsable des accidents pouvant survenir du fait de sa négligence.

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

**Article 5 : Les conditions financières**

Sans objet.

**Article 6 : Le droit fixe**

En application de la décision de la Commission permanente de l'ex CD2A en date du 16 octobre 2017, une redevance annuelle au titre de l'occupation du domaine public routier territorial sera versée à la caisse de Monsieur le payeur régional au vu d'un titre de recouvrement émis par le Président du Conseil exécutif de Corse.

**Article 7: Le permis de construire**

Le présent arrêté ne dispense pas le permissionnaire d'obtenir, si nécessaire, le permis de construire prévu par le code de l'urbanisme, article L. 421-1 et suivants.

**Article 8 : Le délai d'exécution**

La présente autorisation n'est valable que pour la durée d'un an à compter de ce jour. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

**Article 9 : La responsabilité**

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et règlements en vigueur.

Le pétitionnaire pourra être tenu pour responsable de toutes dégradations occasionnées à l'ensemble des ouvrages constitutifs de la voirie territoriale.

**Article 10 : Les conditions d'octroi de l'autorisation**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

**Article 11 : Le récolement**

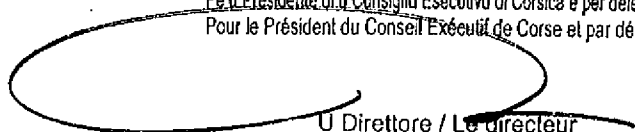
Le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'informer le Chef de service de l'Antenne de Balagne de la fin des travaux et ce dans un délai maximal de quinze jours.

Un récolement sera opéré en sa présence ou en la présence d'un représentant dûment mandaté.

*Conformément à l'article R 421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia - Villa Montepiano - 20407 Bastia cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

**Le Président du Conseil exécutif de Corse**

*Per il Presidente di u Consigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation*



U Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

**RECOLEMENT**

Le : (qualité du signataire)  
soussigné, certifie que le bénéficiaire :  
s'est conformé aux prescriptions du présent arrêté.

Fait le :

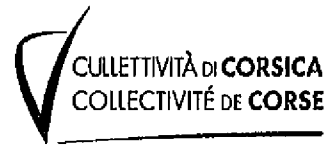
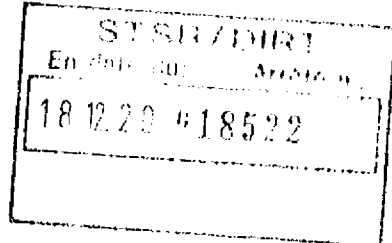
Signature du responsable.



Cullettività di Corsica  
Collectivité de Corse

Direzzione Generale di i Servizi  
Direction Générale des Services

Rughjoni di Balagna  
Antenne de Balagne



## **PERMISSION DE VOIRIE**

### **Travaux sur le domaine public<sup>1</sup>**

**Route territoriale n° 30**

**Point kilométrique : 21,166**

**Commune : Corbara**

**Nom et adresse du pétitionnaire :**

**Orange U.I. Corse  
Antenne de L'Île Rousse  
Route de Monticello  
20220 L'Île Rousse**

### **Le Président du Conseil exécutif de Corse,**

**Vu** la lettre en date du 16 décembre 2020 par laquelle le pétitionnaire ci-dessus référencé demande l'autorisation de réaliser une chambre souterraine, en vue de raccorder une propriété privée au réseau public de télécommunication Orange.

**Vu** la loi n° 2015-99 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 4421-1 ;

**Vu** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment ses articles L 2122-1 à L 2122-4, L 2125-1 et L 3111-1 ;

**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L 113-2 à L 113-7 et L 131-3 ;

**Vu** les redevances pour occupation du domaine public routier, figurant dans le règlement de voirie (annexe 12), approuvé par délibération n° 2017-2206, en date du 16 octobre 2017, par la Commission permanente de l'ex CD2A ;

**Vu** l'état des lieux ;

**Vu** les plans joints à la demande ;

<sup>1</sup> Une copie conforme du présent arrêté sera adressée au bénéficiaire, au Président du Conseil exécutif de Corse (service comptabilité), au maire de la commune concernée et au responsable du service chargé de l'arrêté.

**ARRETE :****Article 1 : Les prescriptions techniques et générales**

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés ci-dessous à charge pour lui de se conformer aux dispositions du règlement général visé ci-dessus et aux conditions spéciales suivantes :

- Le revêtement de la chaussée sera découpé à la scie.
  - Les dépôts de matériaux et les échafaudages nécessités pour l'exécution des travaux ne pourront former sur la voie publique une saillie excédant un (1) mètre ; ils devront être disposés de manière à ne pas entraver l'écoulement des eaux sur la voie publique.
  - La confection du mortier ou béton sur la chaussée est formellement interdite.
- ❖ La chambre souterraine de type L2C sera positionnée sur la chaussée, en amont de la voie publique, au Pk 21,166.
- ❖ La chambre souterraine de type L2C devra être au même niveau que la chaussée et les finitions autour de celle-ci seront réalisées en **béton teinté**.

**Article 2 : La circulation**

Le pétitionnaire devra satisfaire à la réglementation en vigueur concernant les autorisations en matière de police de circulation.  
La circulation ne devra pas être interrompue.

**Article 3 : L'ouverture du chantier**

Le bénéficiaire informera du début des travaux, au moins huit jours ouvrables avant l'ouverture du chantier, le service technique agissant pour le compte de la Collectivité de Corse à l'adresse suivante :

Monsieur le Chef de service  
D.E.R. de Haute-Corse - Antenne de Balagne  
Lotissement Les Collines  
20260 Calvi  
☎ 04.95.65.08.13 Fax : 04.95.65.93.26

**Article 4 : La signalisation**

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour comme de nuit, et sera tenu pour responsable des accidents pouvant survenir du fait de sa négligence. La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

**Article 5 : Les conditions financières**

Sans objet.

**Article 6 : Le droit fixe**

Sans objet.

**Article 7: Le délai d'exécution**

La présente autorisation n'est valable que pour un an à compter de ce jour. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

**Article 8 : Le permis de construire**

Le présent arrêté ne dispense pas le pétitionnaire d'obtenir, si nécessaire, le permis de construire prévu par le code de l'urbanisme, article L. 421-1 et suivants.

**Article 9 : La responsabilité**

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et des règlements en vigueur.

Le pétitionnaire pourra être tenu responsable de toutes dégradations occasionnées à l'ensemble des ouvrages constitutifs de la voirie territoriale.

**Article 10 : Les conditions d'octroi de l'autorisation**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que les travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

**Article 11 : Le récolement**

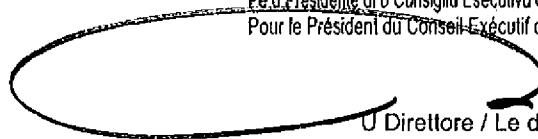
Le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'informer le Chef de service de l'Antenne de Balagne de la fin des travaux et ce dans un délai maximal de quinze jours.

Un récolement sera opéré en sa présence ou en la présence d'un représentant dûment mandaté.

*Conformément à l'article R 421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia - Villa Montepiano - 20407 Bastia cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

**Le Président du Conseil exécutif de Corse**

*Pè u Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione.  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation*



U Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

**RECOLEMENT**

Le : (qualité du signataire)  
soussigné, certifie que le bénéficiaire :  
s'est conformé aux prescriptions du présent arrêté.

Fait le :

Signature du responsable.

Cullettività di Corsica  
Collectivité de Corse

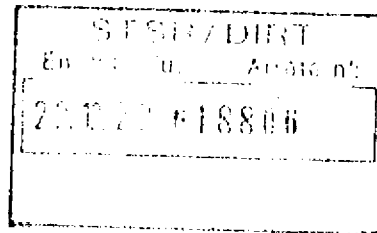
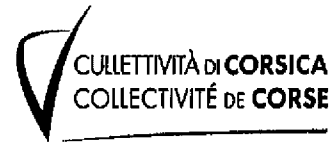
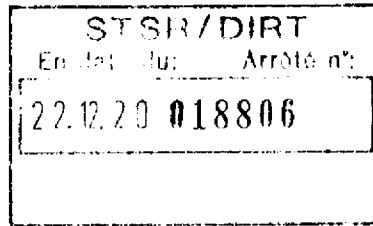
Direzzione Generale di i Servizi  
Direction Générale des Services

Direzzione Generale Aghjunta in carica di l'infrastrutture, di i  
Trasporti, di a mubilità è di i casali  
Direction Générale Adjointe en charge des infrastructures de  
Transports, de la mobilité et des bâtiments

Direzzione di a spluttazione stradale Cismonte  
Direction de l'exploitation routière de Haute-Corse

Agenza Bastia Balagna  
Agence de Bastia Balagne

Rughjone Bastia Capicorsu Golu  
Antenne de Bastia Cap Golo



### Arrêté d'alignement

Exécution de travaux sur l'alignement <sup>1</sup>

Nom et adresse du pétitionnaire

**Cabinet MATTEI, (agissant pour le  
compte de Mme POMIES Alexandra),  
9, route du Tennis  
20200 SANTA MARIA DI LOTA**

Route Territoriale : **RD 431**

Commune : **SANTA MARIA DI LOTA**

### LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,

**Vu** la demande d'arrêté d'alignement du cabinet de géomètre expert MATTEI en date du 05/10/2020

**Vu** le plan d'alignement individuel du 29/11/2019 délivré par le cabinet MATTEI (Réf : 19007 F)

**VU** le code général des collectivités territoriales

**VU** la loi n°2015-99 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ; et notamment l'article 4421-1

**VU** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment les articles L. 2125-1, L. 2122-1 à L. 2122-4 et l'article L3111.1;

**VU** le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 113-2 à L 113-7 et L 131-3 ;

**VU** Les redevances pour occupation du domaine public routier figurant dans le règlement de voirie (annexe 12) approuvé par délibération N° 2017-2206 de la Commission permanente de l'ex CD2A.

**Vu** l'état des lieux

**Vu** les plans joints à la demande,

**ARRETE :**

**Article 1 : L'alignement**

L'alignement des parcelles cadastrées section E n° 88 et 89 situées en bordure de la Route Territoriale RD 431 et appartenant à Mme POMIES Alexandra, est défini par la ligne formée par les points A-B-C-D-E-F-G-H-I et J et 12 du plan dressé par le Cabinet MATTEI avec un retrait respectif à 2,45 mètres (Points A et B), 2,60 (Point C), 2,54 (Point D), 2,59 (Point E), 2,61 (Point F), 3,04 (Point G), 3,08 (Point H), 3,49 (Point I) d'une part et 2,32 (Point J) et 2,05 (Point 12) d'autre part de l'axe de la chaussée actuelle.

**Article 2 :** En cas de modification de l'état des lieux de quelque nature que ce soit, le pétitionnaire devra déposer auprès des services compétents les demandes corrélatives.

**Article 3 : la durée de validité**

La durée de validité de cet arrêté est de 1 an à compter de ce jour.


**Article 4 : Redevance**

Arrêté d'alignement individuel sans travaux établi à titre gratuit.

U Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica  
Le Président du Conseil Exécutif de Corse,

Pè u Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation

U Direttore/ Le Directeur  
CHRISTIAN LONGINOTTI



**ARRETE N° 2020-18971 DU 28/12/2020**

**PORTANT INTERDICTION DE LA CIRCULATION  
SUR LA RT 20 COL DE VIZZAVONA**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,**

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8 ème partie ), approuvée par l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974,

**VU** la proposition de Monsieur le Préfet de Corse, préfet de la Corse du Sud

**CONSIDERANT** les restrictions de circulation mises en place en raison du couvre feu national, à partir du 15 décembre 2020 entre 20h00 et 6h00,

**CONSIDERANT** les conditions météorologiques (chutes de neiges, verglas) rendant difficile la circulation pour les véhicules qui empruntent la Route Territoriale N°20 col de VIZZAVONA,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : La circulation des véhicules sera interdite sur la RT 20 au Col de Vizzavona, les Lundi 28 décembre 2020 et Mardi 29 décembre 2020, entre 20h00 et 6h00.

**ARTICLE 2** : La signalisation règlementaire, conforme à l'instruction interministérielle susvisée, sera mise en place et maintenue par l'Antenne Corte Centre.

**ARTICLE 3** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4** : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**ARTICLE 5** : La Directrice Générale des Services, le Directeur Général Adjoint, l'adjoint au DGA en charges des Routes, les Directeurs de l'Exploitation des Routes Cismonte et du Pumonte, le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de la Haute-Corse et de Corse du Sud et les maires des communes de Vivario, Bocognano sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché dans les communes susvisées, et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Le Président du Conseil Exécutif de Corse

L'Aghjuntu à u DGA in carica di i stradi  
L'Adjoint au DGA en charge des routes



Loïc MORVAN

Cullettività di Corsica  
Collectivité de Corse

Direzzione Generale di i Servizi  
Direction Générale des Services

Suddivisione di Suttana  
Subdivision Sud



**ARRETE N° 2020 19021 DU 30/12/2020**

**ARRETE N°    DU    2020**

**PORTANT INTERDICTION DE LA CIRCULATION  
ET LIMITATION DE TONNAGE SUR LA RD 42 AU PK 6.643  
AUX VEHICULES DE PLUS DE 3.5 TONNES**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,**

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8<sup>ème</sup> partie ), approuvée par l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974,

**VU** l'arrêté n°1457 du 6 octobre 1988 du Président du Conseil Général de la HAUTE-CORSE portant réglementation générale sur la conservation et la surveillance des routes départementales,

**CONSIDERANT** que suite à l'effondrement d'un mur de soutènement aval sur la RD 42 au PK 6.643, il est nécessaire de procéder à une interdiction de la circulation aux véhicules de plus de 3.5 tonnes.

**CONSIDERANT** l'avis technique conforme émis par le responsable de l'Antenne Sud.



**ARRETE**

**ARTICLE 1** : La circulation des véhicules de plus de 3.5 tonnes sera interdite sur la RD 42 au PK 6.643 à compter du Mercredi 23 décembre 2020 et jusqu'à la fin des travaux de confortement.

**ARTICLE 2** : Un itinéraire de déviation sera mis en place par la RD 17 et la RD 42 (section non interdite) ainsi que par la RD 16 et la RD 42 (section non interdite).

**ARTICLE 3** : La signalisation règlementaire notamment celle de déviation, conforme à l'instruction interministérielle susvisée, sera mise en place et maintenue par l'Antenne Sud.

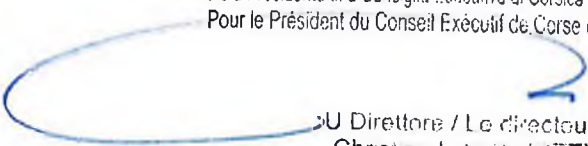
**ARTICLE 4** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5** : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**ARTICLE 6** : Le Directeur Général des Services, le Directeur Général Adjoint, le Directeur des Routes, le Directeur de l'Exploitation des Routes Cismonte, le Chef de l'Agence Corte Sud Plaine Orientale, le Chef de l'Antenne Sud, le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de la Haute-Corse et le maire de la commune de Linguizzetta, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché dans la commune susvisée, et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Le Président du Conseil Exécutif de Corse

Pè u Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica è per delegazi.  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation.



U Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI



## **ARRETE**

**ARTICLE 1** : La commune de Matra est autorisée à mettre en place 3 ralentisseurs de type "dos-d'âne" sur la chaussée de la RD 16, aux PK 26.810, 26.960, 27.050.

**ARTICLE 2** : Pour l'exécution des travaux correspondants et de la signalisation d'accompagnement, le pétitionnaire devra se conformer à la réglementation susvisée et en particulier à l'arrêté interministeriel du 06 juin 1977, modifié le 13 avril 1979.

**ARTICLE 3** : Les ralentisseurs de type "dos-d'âne" seront implantés conformément aux recommandations techniques du CERTU.

### **Visualisation du dispositif**

#### **- Les signalisations verticales et horizontales d'accompagnement.**

Elles seront mises en place avant la construction des passages surélevés.

Un panneau B 14 (30 km/h) et un panneau A 2b seront mis en oeuvre à une distance de 50 mètres du premier ralentisseur, dans le cas de ralentisseurs successifs implantés sur une même section limitée à 30 km/h, les panneaux susmentionnés sont complétés par un panneau de type M2.

Au droit de chaque ralentisseur, et pour chaque sens de circulation, il sera mis en oeuvre un panneau de type C 27 ( signalisation de position ).

En outre, il sera mis en oeuvre au droit des ralentisseurs et ce, sur au minimum 10 mètres de part et d'autre, une ligne axiale continue.

Ces bandes seront réalisées soit en marquage traditionnel (peinture blanche), soit en matériaux thermocollés.

Les bordures lorsqu'elles existent, ou les rives des chaussées, seront marquées conformément aux articles 114-4 et 118-2 de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

#### **- La signalisation nocturne**

Les ralentisseurs ne peuvent être implantés que dans des zones éclairées la nuit.

### **L'écoulement des eaux**

L'implantation des ralentisseurs ne doit pas nuire au bon écoulement des eaux, ni à fortiori à entrainer de stagnation ou d'accumulation d'eaux.

## **Les mesures de police**

Le domaine d'emploi des ralentisseurs étant strictement limité à l'intérieur des agglomérations, ainsi qu'aux sections de routes dont la vitesse normale d'utilisation est de 30 km/h, il en résulte que la réalisation des 3 ralentisseurs est subordonnée à une prescription de limitation de vitesse à 30 km/h dans les zones concernées.

Cette prescription relève de la compétence du Maire de la commune en application de l'article L 131-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**ARTICLE 4** : L'entretien des ouvrages et de la signalisation de police sont à la charge exclusive de la commune de Matra.

**ARTICLE 5** : La commune de Matra sera civilement responsable de tous accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait de l'exécution des travaux, et pendant la durée de ces derniers, mais également du fait de l'existence et du fonctionnement de ces ouvrages occupants le domaine public.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés et la commune ne pourra notamment pas se prévaloir de l'autorisation qui lui est accordée en vertu du présent arrêté, au cas où elle produirait un préjudice aux tiers.

**ARTICLE 6** : Le pétitionnaire devra informer, au moins huit jours à l'avance, le Chef de l'Antenne Sud de la date prévisionnelle du début des travaux.

**ARTICLE 7** : La présente autorisation sera caduque de plein droit, s'il n'en est pas fait usage dans le délai d'un an décompté à la date de signature du présent arrêté.

**ARTICLE 8** : Le Directeur Générale des Services, le Directeur Général Adjoint, le Directeur des Routes, le Directeur de l'Exploitation des Routes Cismonte, le Chef de l'Agence Corte Sud Plaine Orientale, le Chef de l'Antenne Sud, le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de la Haute-Corse et le maire de la commune de Matra, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché dans la commune susvisée, et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

### **Le Président du Conseil Exécutif de Corse**

Pè u Presidente di u Consigli Esecutivu di Corsica è per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation

U Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

Cullettività di Corsica  
Collectivité de Corse

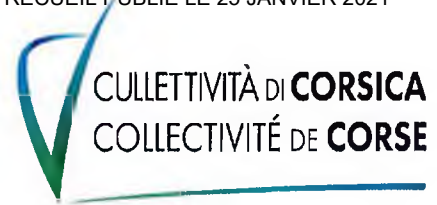
Direzzione Generale di i Servizi  
Direction Générale des Services

Direzzione Generale Aghjunta in carica di l'infrastrutture, di i  
Trasporti, di a mubilità è di i casali  
Direction Générale Adjointe en charge des infrastructures de  
Transports, de la mobilité et des bâtiments

Direzzione di a spluttazione stradale Cismonte  
Direction de l'exploitation routière de Haute-Corse

Agenza Bastia Balagna  
Agence de Bastia Bagnone

Rughjone Bastia Capicorsu Golu  
Antenne de Bastia Cap Golo



**ARRETE N° 2020-19030 du 30/12/2020**

**PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION SUR  
LA ROUTE TERRITORIALE :  
RD 80 Commune de CANARI  
entre Marinca RD 80 PK 75.696 et Abro RD 80 PK 78.425.  
Cote ouest du Cap Corse**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,**

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8 ème partie), approuvée par l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974,

**VU** l'arrêté n°1457 du 6 octobre 1988 du Président du Conseil Général de la HAUTE-CORSE portant règlementation générale sur la conservation et la surveillance des routes départementales,

**CONSIDERANT** que l'éboulement qui s'est produit sur la route territoriale 80 au PK 77.250 Commune de CANARI, rend impossible toute circulation.

**CONSIDERANT** l'avis technique conforme émis par le responsable de l'Antenne de Bastia Cap Golo,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : La circulation des véhicules sera interdite sur la route territoriale **RD 80 du PK 75.696 au PK 78.425. (Entre chemin communal de Scala et RD 33 route de Cannelle) Commune de Canari .**

**ARTICLE 2** : Un itinéraire de déviation est mis en place pour relier le Nord et le Sud du Cap Corse – cote ouest . Cette déviation se fera par les **RD 33 bis sortie Sud de Marinca via RD 33 Abro, RD 80 dans les 2 sens.**

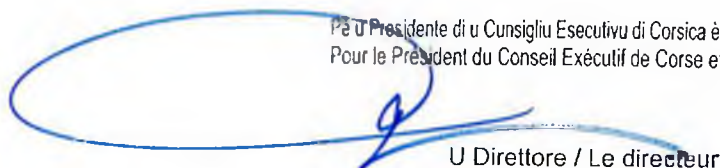
**ARTICLE 3** : La signalisation réglementaire, conforme à l’instruction interministérielle susvisée, sera mise en place et maintenue de jour comme de nuit par l’entreprise titulaire du marché sous le contrôle de l’Antenne de Bastia Cap Golo.

**ARTICLE 4** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5** : : Le Directeur Général des Services, le Directeur Général Adjoint en charge des infrastructures de transports, de la mobilité et des bâtiments, le Directeur des Routes, le Directeur de l’Exploitation Routière – Haute-Corse, le Chef d’Agence Bastia, Balagne, le Chef de l’Antenne de Bastia Cap Golo, le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de la Haute-Corse et le maire de la commune de **CANARI**, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l’exécution du présent arrêté, qui sera affiché dans la commune susvisée, et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

U Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica  
Le Président du Conseil Exécutif de Corse,

Pe U Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione  
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation



U Direttore / Le directeur  
Christian LONGINOTTI

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE EN  
CHARGE DE LA PROSPECTIVE, DES  
FINANCES, DES AFFAIRES  
EUROPEENNES ET  
MEDITERANEENNES ET DES  
PROGRAMMES CONTRACTUALISES**

Arrêté n° 2020-18210

## Le président du Conseil exécutif,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** la délibération n°20/028 AC de l'Assemblée de Corse du 13 février 2020 portant approbation du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020 ;

**Vu** la délibération n°20/171 AC de l'Assemblée de Corse du 06 novembre 2020 portant approbation du budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020 et notamment son article 4 autorisant le président du conseil exécutif à réaliser une ou plusieurs lignes de trésorerie pour un montant maximum de 60 000 000 € ;

**DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup>** : de recourir à une ligne de trésorerie d'un montant de 30 000 000 € dont les caractéristiques sont les suivantes :

- **Prêteur** : La Banque Postale
- **Objet** : Financement des besoins de trésorerie
- **Nature du produit** : Ligne de trésorerie utilisable par tirages
- **Montant maximum** : 30 000 000,00 €
- **Durée du contrat** : 364 jours
- **Date d'effet du contrat** : le 15 décembre 2020
- **Date d'échéance du contrat** : le 14 décembre 2020
- **Taux applicable** : taux nominal fixe de 0.28 % l'an.
- **Base de calcul** : 30/360 jours
- **Taux Effectif Global (TEG)** : 0.38% l'an.
- **Garantie** : néant
- **Commission d'engagement** : 30 000,00 EUR, soit 0.10% du montant maximum payable au plus tard à la date de prise d'effet du contrat
- **Commission de non-utilisation** :
  - 0.00% si le taux de non utilisation constaté quotidiennement est inférieur ou égal à 50.00%
  - 0.05% du montant non tiré si le taux de non utilisation constaté quotidiennement est strictement supérieur à 50.00% et inférieur à 65.00%
  - 0.10% du montant non tiré si le taux de non utilisation constaté quotidiennement est strictement supérieur à 65.00% et inférieur à 100.00%
  - Le taux de tirage correspond au montant tiré quotidiennement exprimé en pourcentage du montant maximum. Elle est payable à compter de la date de prise d'effet du contrat trimestriellement à terme échu le 8ème jour ouvré du trimestre suivant.
- **Modalités d'utilisation** : l'ensemble des opérations de tirage et de remboursement est effectué par internet, via la mise à disposition du service « Banque en ligne » de la Banque Postale.

Tirages/Versements – Procédure de crédit d'office privilégiée

Date de réception de l'ordre en J avant 9h30 pour exécution en J.

Accusé de réception en préfecture  
02A-200076958-20201214-2020-18210-AR  
Date de télétransmission : 14/12/2020  
Date de réception préfecture : 14/12/2020



Toute demande de tirage/remboursement devra être réalisée au plus tard 3 jours ouvrés précédant la date d'échéance de la ligne.

Montant minimum 10.000 Euros pour les tirages.

- **Modalités de remboursement :** paiement trimestriel à terme échu des intérêts. Remboursement du capital à tout moment et au plus tard à l'échéance finale

**Article 2<sup>nd</sup> :** Madame la Directrice Générale des Services de la Collectivité de Corse et Madame le payeur de Corse sont chargées chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Fait à AIACCIU le, **10 DEC. 2020**

Le président du conseil exécutif de Corse

Gilles SIMEONI



**ARRETE N ° 2020-18524**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**PRET INVESTISSEMENT**

**ARRETE D'AUTORISATION D'EMPRUNT**

**OBJET** : réalisation d'un Contrat de Prêt d'un montant total de 15 000 000 € auprès du Crédit Agricole de la Corse.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 4422-25 pour la Collectivité de Corse.

Vu la délibération N°18/004 AC du 2 janvier 2018 relative à l'élection du Conseil Exécutif de Corse et de son Président.

Vu la délibération N°18/023 AC du 16 janvier 2018 portant délégation d'attribution au Président du Conseil Exécutif de Corse.

Vu l'arrêté N°2020-13881 du 01 octobre 2020 portant délégation de signature donnée à Madame la Directrice Générale des Services au nom du Président de l'Exécutif de Corse.

Vu la délibération N°20/028 AC du 13 Février 2020 portant approbation du budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020.

Vu la délibération n°20/171 AC du 06 novembre 2020 portant approbation du budget supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2020 et notamment son article 4 autorisant le président du conseil exécutif à recourir au titre de l'année 2020 à l'emprunt dans la limite des crédits ouverts au chapitre 923, soit 77 965 978,35€.

Vu la proposition commerciale du Crédit Agricole de la Corse, relative à la mise en place d'un financement de 15 000 000 € à taux fixe sur une durée de 30 ans.

Le Président du Conseil Exécutif de Corse.

**DECIDE****ARTICLE 1**

De contracter auprès du Crédit Agricole de la Corse un Contrat de Prêt composé d'une Ligne du Prêt d'un montant total de 15 000 000 € et dont les caractéristiques financières sont les suivantes :

<b>Ligne du Prêt</b> : prêt d'investissement
<b>Montant</b> : 15 000 000 euros
<b>Durée de la phase de préfinancement</b> : 1 mois
<b>Durée d'amortissement</b> : 30 ans
<b>Périodicité des échéances</b> : Trimestrielle
<b>Taux d'intérêt annuel fixe</b> : 1,33%
<b>Amortissement</b> : Echéances constantes
<b>Typologie Gissler</b> : 1A
<b>Commission d'instruction</b> : 20 000 de frais d'études.

**ARTICLE 2**

De signer seul le Contrat de Prêt réglant les conditions de ce Contrat et la ou les demande(s) de réalisation de fonds.

**ARTICLE 3**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Ajaccio, le 18 DEC. 2020

Le Président du Conseil Exécutif de Corse

Gilles SIMEONI

# **AVIS CESEC**

## AVISU CESEC 2020-67<sup>1</sup>

*Relatif à  
 Rilativu à*

### **Règlement des aides sport** *Rigulamentu di l'aiuti sport*

**Vu** le Code général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L. 4422-34 à L. 4422-37, R.4422-4 à R. 4425-6 ;

*Vistu u Codice generale di e Cullettività Territoriale, in particulare i so articuli L. 4422-34 à L. 4422-37, R.4422-4 à R. 4425-6 ;*

**Vu** la lettre de saisine du 04 décembre 2020 par laquelle Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Corse demande l'avis du Conseil Economique Social, Environnemental et Culturel de Corse sur **le règlement des aides sport;**

*Vistu a lettera di presentazione di u 4 di dicembre di u 2020 di u Sgiò Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica chì dumanda l'avisu di u Cunsigliu Ecunomicu, Sucial, di l'Ambiente e Culturale di Corsica rilativu à u rigulamentu di l'aiuti sport*

**Après avoir entendu, Madame Lauda GUIDICELLI, Conseillère exécutive, Madame Isabelle Ferracci, Directrice jeunesse et sport,**

*Dopu intesu, LAUDA GUIDICELLI, Cunsigliera esecutiva in carica di a ghjuventù, di u sport è di a parità trà donne è omini, Isabelle FERRACCI, Diretrice di u sport è di a giuventù*

**Sur rapport de Jean Dal Colletto, pour la commission "Education, formation, jeunesse";**

*À nant'à u raportu di Jean DAL COLLETTU per a Cummissione educazione, furmazione, giuventù*

#### **<sup>1</sup> Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés**

**Votants : 50** (ACKER-CESARI ; AIELLO ; ANDREANI ; ANGELETTI ; ARNAUD-SUSINI ; BALDACCII ; BARBE ; BATESTINI A ; BATESTINI JP ; BIAGGI ; BOSSART ; BRIGNOLE ; CASANOVA ; CESARI A ; CESARI J ; CHOURY ; CUCCHI ; DAL COLLETTU ; DIPERI ; DUBREUIL-VECCHI ; FEDI ; FRANCESCHI ; GODINAT ; GIACOMONI ; GIANNI ; GIUDICELLI ; LUCINAI D ; LUCIANI JP ; MARCELLINI-NICOLAI ; MATTEI ; MAUPERTUIS ; MINEO ; MONDOLONI MM ; MONDOLONI R ; NICOLAI ; NICOLI ; NINU ; NOVELLA ; O'BINE ; RIUTORT ; ROYER ; RUBINI ; SALDUCCI ; SALVATORI ; SALVATORINI ; SANTONI ; SANTINI ; SANTUCCI ; SAVELLI ; VENTURI)

**NPAV : 1** (Pierre SANTONI)

**Abstention : 0**

**Contre : 0**

**Pour : 49**

*U Cunsigliu Economicu, Sicial, di l'Ambiente e Culturale di Corsica  
Adunitu in seduta pienaria u 15 di dicembre di u 2020,  
Prununzia l'avisu chì seguita*

Cheffe de file depuis la loi du 22 janvier 2002, la CdC dispose de larges compétences en matière de promotion et de développement des activités sportives. A ce titre, elle accompagne les acteurs du monde sportif (clubs, ligues, comités, athlètes).

La loi 2019-812 du 1<sup>er</sup> août 2019, relative à la création de l'Agence Nationale du Sport, pose les bases d'une nouvelle organisation du sport en France et confie aux collectivités territoriales la fonction de principal financeur du sport.

Aussi, afin de répondre à ces exigences, la CdC révisé son règlement des aides en faveur du sport.

Ce nouveau règlement, qui prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2021, est le fruit de multiples concertations avec les acteurs insulaires du sport et d'une co-construction (scontri di u sport) au terme de laquelle il se décline autour des axes suivants :

- Favoriser l'accès aux loisirs et à la pratique sportive des publics spécifiques,
- Favoriser l'accès des jeunes filles et des femmes à la pratique sportive
- Encourager la pratique des sports de nature, la valorisation et la préservation du patrimoine naturel.

Ce nouveau règlement propose, entre autres :

- La refonte de l'aide apportée aux ligues et comités
- La révision du barème des aides aux sportifs de haut niveau, avec notamment une aide pour le maintien dans les clubs insulaires
- Un traitement différencié des aides aux manifestations sportives selon qu'elles soient grand public ou destinées à l'obtention d'un titre
- La valorisation du bénévolat
- La création d'une aide pour les défis solidaires
- La revalorisation de l'aide à la pratique sportive

En outre, la CdC continue d'accompagner les acteurs du sport face à la crise sanitaire et de mettre aussi à disposition des moyens techniques et pédagogiques ainsi que de l'ingénierie, du conseil et de l'expertise.

**Le CESECC note** l'aspect exhaustif de ce règlement des aides qui n'oublie aucun acteur.

**Le CESECC apprécie** que soient mises en avant des thématiques telles que l'atteinte des publics empêchés et/ou spécifiques, l'incitation des femmes à la pratique sportive, par exemple.

**Le CESECC demande** qu'une attention particulière soit portée à la pratique sportive dans le rural et les zones de montagne.

**Le CESECC souhaite** que soit mis en avant le label « Squadra Corsa ».

**LE CESECC propose** qu'une campagne médiatique soit effectuée par la Collectivité de Corse pour redonner le goût d'une pratique sportive en club qui a été interrompue par les mesures de fermeture imposées par le confinement, et que cette campagne puisse également être dirigée vers les établissements scolaires.

**Le CESECC émet** un avis favorable au règlement des aides au sport.

**La Présidente,**

**Marie-Jeanne NICOLI**



## **EXPLICATION DE VOTE**

### **Pierre SANTONI, représentant du CROS Corse**

Le CROS Corse estime qu'il n'a pas été consulté pour l'élaboration du nouveau règlement des aides sport, et, qu'ainsi, il n'a pu le soumettre à l'avis de son conseil d'administration. C'est pourquoi, il ne participe pas au vote d'approbation de ce rapport par le CESECC

**Non-participation au vote du CROS Corse sur l'avis du CESECC relatif au rapport sur le règlement des aides sport**



## AVISU CESEC 2020-68<sup>1</sup>

*Relatif à*

### **Convention d'objectifs et de moyens avec le CSJC**

**Vu** le Code général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L. 4422-34 à L. 4422-37, R.4422-4 à R. 4425-6 ;

*Vistu u Codice generale di e Cullettività Territoriale, in particulare i so articuli L. 4422-34 à L. 4422-37, R.4422-4 à R. 4425-6 ;*

**Vu** la lettre de saisine du 07 décembre 2020 par laquelle Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Corse demande l'avis du Conseil Economique Social, Environnemental et Culturel de Corse sur **la Convention d'objectifs et de moyens avec le CSJC**;

**Après avoir entendu, Madame Lauda GUIDICELLI, Conseillère exécutive, Madame Isabelle Ferracci, Directrice jeunesse et sport,**

*Dopu intesu, LAUDA GUIDICELLI, Cunsigliera esecutiva in carica di a ghjuventù, di u sport è di a parità trà donne è omini, Isabelle FERRACCI, Diretrice di u sport è di a giuventù*

**Sur rapport de Pat O'BINE, pour la commission "Education, formation, jeunesse";**

*À nant'à u raportu di Pat O'BINE per a Cummissione educazione, furmazione, giuventù*

#### <sup>1</sup> **Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés**

**Votants : 50** (ACKER-CESARI ; AIELLO ; ANDREANI ; ANGELETTI ; ARNAUD-SUSINI ; BALDACCII ; BARBE ; BATESTINI A ; BATESTINI JP ; BIAGGI ; BOSSART ; BRIGNOLE ; CASANOVA ; CESARI A ; CESARI J ; CHOURY ; CUCCHI ; DAL COLLETTI ; DIPERI ; DUBREUIL-VECCHI ; FEDI ; FRANCESCHI ; GODINAT ; GIACOMONI ; GIANNI ; GIUDICELLI ; LUCIANI D ; LUCIANI JP ; MARCELLINI-NICOLAI ; MATTEI ; MAUPERTUIS ; MINEO ; MONDOLONI MM ; MONDOLONI R ; NICOLAI ; NICOLI ; NINU ; NOVELLA ; O'BINE ; RIUTORT ; ROYER ; RUBINI ; SALDUCCI ; SALVATORI ; SALVATORINI ; SANTONI ; SANTINI ; SANTUCCI ; SAVELLI ; VENTURI)

**NPAV : 1** (Pierre SANTONI)

**Abstention : 0**

**Contre : 0**

**Pour : 49**

**U Cunsigliu Economicu, Suciàl, di l'Ambiente e Culturale di Corsica  
Adunitu in seduta pienaria u 15 di dicembre di u 2020,  
Prununzia l'avisu chì seguita**

Le Centre du Sport et de la Jeunesse Corse (CSJC) intervient dans le cadre de la politique de développement du sport en qualité de régie autonome.

Outre la mise à disposition d'un local, la Collectivité de Corse apporte son concours financier, tant sur le plan du fonctionnement que sur celui de l'investissement, par le biais de financements croisés provenant de diverses Directions. A cet égard, la CdC souhaite s'inscrire dans une logique pluriannuelle par la mise en œuvre d'une convention d'objectifs et de moyens sur la période 2020 – 2022.

Dans le cadre de cette convention, les objectifs assignés au CSJC sont de contribuer à l'accompagnement et à la structuration de l'accès au sport : athlètes de haut niveau, formations, publics empêchés ou éloignés, promotion et développement maîtrisé des sports de pleine nature).

La CdC s'engage à soutenir les actions à hauteur de 2.150.000 € en crédits de fonctionnement et à procéder aux opérations inscrites au plan pluriannuel d'investissement en plus d'une inscription de 150.000 € de crédits en autorisation de programme.

Un référent est nommé à la CdC et l'évaluation des actions du CSJC sera faite annuellement sur la base des comptes rendus financiers et d'activités.

**Le CESECC apprécie** le travail de concertation et de transversalité fait pour la rédaction de cette convention.

**Le CESECC approuve** l'aspect pluriannuel de cette convention qui permet de donner aux acteurs une certaine lisibilité dans le temps.

**Le CESECC insiste** sur l'importance des dispositifs de communication en faveur du sport, que ce soit par le biais des ambassadeurs ou des réseaux sociaux.

**Le CESECC souligne** la prise en compte dans cette convention de l'aspect apprentissage / formation.

Toutefois, **le CESECC regrette** l'absence de formation à l'animation et **souhaite** que des moyens soient mis en place pour y pallier.

**Le CESECC déplore** le manque d'appétence pour les métiers de l'animation sportive dû à des perspectives de carrières limitées et à la faible rémunération, à la précarité de ces emplois qui n'offrent pas un travail à temps plein, entre autres.

A cet égard, **le CESECC souhaite** qu'un travail soit mené sur la valorisation et l'attractivité des métiers du sport en réfléchissant à la possibilité de compléter la durée hebdomadaire de travail par des postes dans l'emploi public.

**Le CESECC émet** un avis favorable à la **Convention d'objectifs et de moyens avec le CSJC**

**La Présidente,**

**Marie-Jeanne NICOLI**



## EXPLICATION DE VOTE

### **Pierre SANTONI, représentant du CROS Corse**

Le CROS Corse estime qu'il n'a pas été consulté pour l'élaboration de cette convention comme le stipule le Code du Sport, et, que, donc, il n'a pu la soumettre à l'avis de son conseil d'administration. C'est pourquoi, il ne participe pas au vote d'approbation de l'avis du CESECC concernant la convention d'objectifs et de moyens entre le Centre du Sport et de la jeunesse Corse.

**Non-participation au vote du CROS Corse sur l'avis du CESECC relatif au rapport sur la convention d'objectifs et de moyens entre le centre du sport et de la jeunesse Corse**

## AVISU CESEC 2020-69<sup>1</sup>

*Relatif à*

### **Passation d'un marché à procédure formalisée relatif à la fourniture d'un simulateur machines au profit du lycée professionnel maritime et aquacole de Bastia**

*Stabilità di un mercatu a prucedura furmalizata in quantu a a furnitura di un simulatore di meccaniche a u benefiziu di u liceu prufessiunale marittimu e acquacolu di Bastia*

**Vu** le Code général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L. 4422-34 à L. 4422-37, R.4422-4 à R. 4425-6 ;

*Vistu u Codice generale di e Cullettività Territoriale, in particulare i so articuli L. 4422-34 à L. 4422-37, R.4422-4 à R. 4425-6 ;*

**Vu** la lettre de saisine du 04 décembre 2020 par laquelle Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Corse demande l'avis du Conseil Economique Social, Environnemental et Culturel de Corse sur **la passation d'un marché à procédure formalisée relatif à la fourniture d'un simulateur machines au profit du lycée professionnel maritime et aquacole de Bastia;**

*Vistu a lettera di presentazione di u 4 di dicembre di u 2020 di u Sgiò Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica chì dumanda l'avisu di u Cunsigliu Economicu, Sucial, di l'Ambiente e Culturale di Corsica relativu à a Stabilità di un mercatu a prucedura furmalizata in quantu a a furnitura di un simulatore di meccaniche a u benefiziu di u liceu prufessiunale marittimu e acquacolu di Bastia*

**Après avoir entendu, Madame Denise Hentz-Lanfranchi, pour la Direction de l'éducation, de l'enseignement, et de la recherche**

*Dopu intesu, Denise Hentz-Lanfranchi, direzione educazione, insegnamentu, ricerca*

**Sur rapport de Christian NOVELLA, pour la commission "Education, formation, jeunesse";**

---

<sup>1</sup> **Adopté à l'unanimité**

**Votants : 50** (ACKER-CESARI ; AIELLO ; ANDREANI ; ANGELETTI ; ARNAUD-SUSINI ; BALDACCI ; BARBE ; BATESTINI A ; BATESTINI JP ; BIAGGI ; BOSSART ; BRIGNOLE ; CASANOVA ; CESARI A ; CESARI J ; CHOURY ; CUCCHI ; DAL COLLETO ; DIPERI ; DUBREUIL-VECCHI ; FEDI ; FRANCESCHI ; GODINAT ; GIACOMONI ; GIANNI ; GIUDICELLI ; LUCIANI D ; LUCIANI JP ; MARCELLINI-NICOLAI ; MATTEI ; MAUPERTUIS ; MINEO ; MONDOLONI MM ; MONDOLONI R ; NICOLAI ; NICOLI ; NINU ; NOVELLA ; O'BINE ; RIUTORT ; ROYER ; RUBINI ; SALDUCCI ; SALVATORI ; SALVATORINI ; SANTONI ; SANTINI ; SANTUCCI ; SAVELLI ; VENTURI)

**Pour : 50**

*À nant'à u raportu di Christian NOVELLA per a Cummissione educazione, furmazione, giuventù*

**U Cunsigliu Ecconomicu, Sucial, di l'Ambiente e Culturale di Corsica  
Adunitu in seduta pienaria u 15 di dicembre di u 2020,  
Prununzia l'avisu chì seguita**

L'article L4424-2 du Code Général des Collectivités Territoriales précise qu'il incombe à la Collectivité de Corse de financer l'équipement des établissements d'enseignement, dont fait partie le Lycée Professionnel Maritime et Aquacole. Ce dernier assure la formation initiale secondaire aux métiers de la mer (pêche, commerce, plaisance cultures marines).

A cet égard, l'acquisition d'un simulateur machine est un élément essentiel de la formation et notamment relativement à l'objectif de mise en place d'une formation d'enseignement supérieur. Cela permettra de donner à cet établissement une envergure internationale et d'étendre la collaboration avec les partenaires actuels notamment par la formation continue des personnels.

En 2019, le Lycée Maritime a réalisé des travaux qui ont d'ores et déjà permis l'implantation d'un simulateur pont et manœuvre.

L'acquisition d'un simulateur machine, pour une somme estimée à 500.000 € est prévue afin de compléter le dispositif d'outils de formation dernière génération.

Le montant de la prestation prévoit la fourniture, le transport, la livraison, l'installation ainsi que le service après-vente et la formation des enseignants.

**Le CESECC note** que la présence d'un tel outil, conditionnant l'ouverture d'une classe de BTS au lycée maritime est un atout pour les futurs étudiants qui n'auront plus besoin de se déplacer hors de l'île pour suivre cette formation.

**Le CESECC donne** un avis favorable à ce rapport car il affirme la volonté de la Collectivité de Corse et du lycée maritime et aquacole de Bastia de donner à la formation des jeunes corses les moyens nécessaires à son développement.

**La Présidente,**

**Marie-Jeanne NICOLI**



2

## AVISU CESEC 2020-70<sup>1</sup>

*Relatif à*

### **Plan territorial de prévention et de gestion des déchets et de l'économie circulaire**

*Pianu tarritoriali di riduzioni è di gistioni di i scarti è di l'icunumia circulari*

**Vu** le Code général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L. 4422-34 à L. 4422-37, R.4422-4 à R. 4425-6 ;

*Vistu u Codice generale di e Cullettività Territoriale, in particolare i so articuli L. 4422-34 à L. 4422-37, R.4422-4 à R. 4425-6 ;*

**Vu** la lettre de saisine du 04 décembre 2020 par laquelle Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Corse demande l'avis du Conseil Economique Social, Environnemental et Culturel de Corse sur **le plan territorial de prévention et de gestion des déchets et de l'économie circulaire;**

*Vistu a lettera di presentazione di u 4 di dicembre di u 2020 di u Sgiò Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica chì dumanda l'avisu di u Cunsigliu Economicu, Sucial, di l'Ambiente e Culturale di Corsica rilativu à u Pianu tarritoriali di riduzioni è di gistioni di i scarti è di l'icunumia circulari;*

**Après avoir entendu**, Monsieur François SARGENTINI – Président de l'Office de l'environnement de la Corse,

*Dopu intesu, François SARGENTINI, Presidente di l'Uffiziu di l'ambiente di a Corsica*

**Sur rapport de Denis LUCIANI**, pour la commission "Politiques environnementales, aménagement, développement des territoires et urbanisme";

*À nant'à u raportu di Denis LUCIANI per a Cummissione pulitiche ambientale, assestu di u territoriu è urbanisimu*

<sup>1</sup> Adopté à la majorité des suffrages exprimés

**Votants : 48**

**Pour : 26** (ANGELETTI ; BALDACCI ; BARBE ; BIAGGI ; CASANOVA ; CESARI J ; CHOURY ; DAL COLLETTI ; DIPERI ; DUBREUIL-VECCHI ; GIACOMONI ; GIANNI ; GIUDICELLI ; LUCIANI D ; MATTEI ; MONDOLONI MM ; NICOLAI ; NICOLI ; O'BINE ; RIUTORT ; ROYER ; RUBINI ; SALDUCCI ; SALVATORI ; SANTINI ; SAVELLI)

**Contre : 13** (ACKER-CESARI ; AIELLO ; BATESTINI JP ; BOSSART ; BRIGNOLE ; CESARI A ; FEDI ; FRANCESCHI ; LUCIANI JP ; MARCELLINI-NICOLAI ; MONDOLONI R ; NOVELLA ; SANTUCCI)

**Abstention : 9** (ANDREANI ; ARNAUD-SUSINI ; BATESTINI A ; GODINAT ; MAUPERTUIS ; MINEO ; SALVATORINI ; SANTONI ; VENTURI)

**U Cunsigliu Economicu, Sucial, di l' Ambiente e Culturale di Corsica**  
**Adunitu in seduta pienaria u 15 di dicembre di u 2020,**  
**Prununzia l' avisu chì seguita**

La Collectivité de Corse, compétente en matière de planification de la gestion des déchets, a confié à l'Office de l'environnement de la Corse (OEC) les travaux d'élaboration du projet de Plan territorial de prévention et de gestion des déchets (PTPGD), à l'initiative et sous la responsabilité du Président du Conseil exécutif de Corse.

Le futur PTPGD a pour objectif de mettre en adéquation les dernières obligations réglementaires de hiérarchisation de la gestion des déchets avec les objectifs de prévention, réutilisation, valorisation matière puis énergétique avant stockage des déchets ultimes.

Il fait également suite aux deux plans d'actions formalisés respectivement en mai 2016 et octobre 2018 par la Collectivité de Corse, et à la réalisation d'une étude spécifique relative à la mise en œuvre d'orientations stratégiques et d'un plan d'actions d'économie circulaire en Corse, en cours de finalisation.

Les plans concernant les déchets étaient jusque-là au nombre de trois, mais le futur plan les regroupera en un seul dans la continuité des planifications réalisées.

Les objectifs de cette planification se déclineront en trois volets :

- ✓ Elaboration du Plan Territorial de Prévention et Gestion des déchets (PTPGD);
- ✓ Elaboration du Plan Territorial d'Action en faveur de l'économie circulaire (PTAEC);
- ✓ Evaluation Environnementale des deux plans respectifs (PTPGD et PTAEC).

Deux scénarii ont été envisagés: un scénario "à minima" répondant aux objectifs réglementaires et aux besoins immédiats, et un scénario volontariste intégrant des actions plus engagées et plus ambitieuses.

De plus, ce plan s'inscrit dans une réelle démarche d'économie circulaire, approche plus vertueuse des activités, basée à la fois sur la prise en compte des particularités du territoire corse et sur une coopération interinsulaire en Méditerranée, et plus particulièrement avec la Sardaigne. **Ce projet de collaboration insulaire a fait l'objet de l'approbation et du soutien de la commission européenne. Ce qui en fait un exemple novateur et unique ainsi un modèle de développement pour le futur de l'Europe, et de la méditerranée.**

Il est à noter que le document de planification soumis à l'avis du CESECC avec le présent rapport est un projet, et qu'il ne constitue pas une version aboutie et définitive du PTPGD. Une fois adopté, le cas échéant, par l'Assemblée de Corse, il est prévu



qu'ils soit transmis pour avis aux services compétents de l'Etat, puis au Tribunal Administratif pour qu'il soit mis en enquête publique sous la responsabilité d'un enquêteur. Ce n'est qu'au terme de ce processus et après intégrations de l'ensemble des nouveaux éléments que le PTPGD dans sa version définitive pourra alors être **soumis au CESECC** pour avis et à l'Assemblée de corse pour adoption.

**Le CESECC retient** comme une "idée force" **et soutient** la volonté affirmée d'une maîtrise majoritairement publique de cette filière.

**Par ailleurs, il considère** le tri à la source comme un des enjeux les plus importants, si ce n'est le plus important, pour l'atteinte des objectifs fixés. Il est donc, à son sens, primordial qu'une veille particulière soit apportée à ce sujet. **Le CESECC considère** qu'il pourrait donc être profitable d'envisager ou d'inciter à des réflexions sur un certain nombre d'aspects susceptibles d'avoir un impact sur ce tri, même si ces aspects ne relèvent pas des compétences directes de la Collectivité de Corse:

- ✓ Comment inciter à l'amélioration des périodicités et des conditions de collecte? Comment permettre aux EPCI concernés de mettre en place une réelle collecte au porte à porte?
- ✓ Dans le domaine du traitement des déchets, les intervenants institutionnels, avec un pouvoir de décision et de mise en œuvre, sont au nombre de quatre: les Communautés de communes sont compétentes en matière de collecte, le SYVADEC en matière de traitement des déchets, l'Etat en matière de contrôle et de respect des lois et règlements, et la Collectivité de Corse en matière de planification et de suivi. Conduire une réflexion sur les moyens de mettre en place la meilleure interaction entre les différents intervenants dans le domaine des déchets.
- ✓ En ce qui concerne les agents qui réalisent la collecte, quelle est la qualité sanitaire de leurs activités et quelles sont leurs conditions de travail? Est-ce que la formation de ces personnels est suffisante? Est-ce que les éléments de langage visant à permettre une information juste et efficace des usagers avec qui ils sont en contact sont bien à leur disposition? Ce sont des métiers où la pénibilité, et parfois l'insalubrité sont incontestables. Comment, donc, valoriser ces acteurs incontournables, en tant que personne humaine, mais aussi au niveau salarial, ainsi que sur les conditions de travail et la formation?
- ✓ En 2023, des pénalités pourront être appliquées à l'encontre des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) qui ne respecteraient pas leurs obligations en matière de tri. Serait-il possible, dans cet intervalle de trois ans avant l'entrée en vigueur de mesures répressives, de mettre en place un train de

mesures à caractère incitatif, ou d'optimiser les effets de celles qui existeraient déjà?

- ✓ De nécessaires arbitrages, entre des objectifs parfois contradictoires, interviendront lors de la mise en place des actions du PTPGD. En particulier vis-à-vis des seuils de tonnages à traiter pour permettre une rentabilité des équipements qui seront mis en place: **Le CESECC estime** que, dans cette matière, une pondération des options permettant de favoriser le tri à la source autant que faire se peut pourrait être envisagée, de manière à éviter une éventuelle course à la valorisation et que des préoccupations pécuniaires ne puissent obérer cet aspect capital de la gestion des déchets. Autre exemple : la création envisagée d'une unité de valorisation thermique pour 140m tonnes entrantes, basée sur l'incinération des Ordures ménagères résiduelles (OMR), du tout-venant, des Déchets de l'activité économique (DAE) et des Déchets non-dangereux (DND) des Bâtiments et travaux publics (BTP). Outre les aspects liés à cette forme de traitement thermique, cela reviendrait en même temps à soustraire ces déchets au principe d'économie circulaire souhaité.
- ✓ En matière de tri sélectif, il convient de rappeler que, pour assurer une réelle efficacité, les déchets traités doivent être trié et secs. Plus précisément, **le CESECC propose**, comme le prévoit l'article 541-1 du code de l'environnement issu de la loi Anti gaspillage et économie circulaire (loi AGEC), qu'une attention particulière pourrait être utilement portée aux moyens (lignes de compostage, par exemple) qui permettraient que les usines de Tri mécano-biologique (TMB) prévues sur les deux communautés d'agglomération corses et destinées à un tri-valorisation multifonction, accueillent le moins possible de bio-déchets, et si possible à terme plus du tout, pour s'assurer de ne pas hypothéquer le recyclage qui y est pratiqué.

**Le CESECC salue** la volonté d'opter pour un modèle d'économie circulaire. En effet, dans un système d'économie linéaire, un déchet est destiné à être incinéré ou enfoui. Dans l'économie circulaire, il est appelé à être recyclé et valorisé. Dans ce domaine, **le CESECC tient à rappeler** qu'un projet de développement de l'Economie sociale et solidaire (ESS) est en cours d'élaboration sous l'égide de la Collectivité de Corse, que l'économie circulaire est une composante directe de l'ESS. **Il suggère** donc qu'il pourrait s'avérer profitable que soient mises en place les transversalités idoines entre les instances de travail de ces différents plans et projets.

Dans l'attente de l'entrée en vigueur du PTPGD, qui prendra au minimum trois ans, **le CESECC prend note** qu'un certain nombre de dispositions transitoires seront mises en place. **Le CESECC propose** qu'un suivi soit réalisé sur l'ensemble des actions ou

des mesures à caractère transitoire au regard de la mise en place des mesures ou actions à caractère pérenne destinées à les remplacer, afin de s'assurer de l'efficacité des dispositifs prévus au plan.

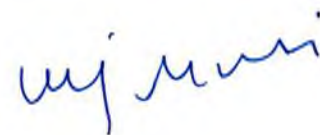
Enfin, **le CESECC rappelle** qu'une autosaisine sur les déchets est en cours en son sein, et que son résultat, dans le timing adéquat, sera de nature à éclairer à la fois la position **du CESECC** et les pistes de solutions stratégiques et techniques qui pourraient être proposées.

**Le CESECC prend acte** qu'une version aboutie et définitive du PTPGD lui sera présentée, pour avis, au terme des procédures administratives, notamment la phase de consultation réglementaire et l'enquête publique.

Le CESEC **émet** un avis favorable à la poursuite de la procédure visant à l'approbation définitive du PTPGD.

**La présidente,**

**Marie-Jeanne NICOLI**



## EXPLICATIONS DE VOTE

**U Levante,**

**CGT,**

U Levante votre contre l'avis du Cesec relatif au rapport du plan de prévention et de gestion des déchets et de l'économie circulaire présenté par l'Exécutif de la CDC parce qu'il va à l'encontre de l'objectif de tri à la source pour une économie circulaire prônée par ce plan :

- par le projet de création d'une unité de valorisation énergétique d'incinération de 140 000 tonnes de déchets résiduels (OMR, tout venant, DAE, DND BTP )
- par le projet de création de deux usines de tri TMB multifonctions pour 100 000 tonnes sur les territoires de la CAB et de la CAPA qui traitent des ordures ménagères résiduelles (poubelles grises) en même temps que différents autres déchets, avec une incinération des CSR prévue pour celles de Corse. Ces usines contreviennent à la loi AGEC et aux points réglementaires rappelés dans le précédent avis du CESSEC 2018-67 relatif à la déclinaison du plan déchet. Elles sont déconseillées par l'ADEME et considérées par la Cour des comptes comme des gouffres financiers et des échecs techniques.
- Il faudra alimenter cette unité et ces deux usines pour les rentabiliser, ce qui occasionnera une réduction conséquente du tri à la source, en particulier des bio déchets (OMR 2019 140 000 tonnes) et réduira considérablement le recyclage.

Le piège industriel des fausses solutions que sont l'incinérateur et le TMB est en contradiction avec les ambitions écologiques, notamment la diminution des gaz à effet de serre et l'économie circulaire privilégiant le recyclage des déchets.

Pour U Levante,  
Rosine Mondoloni, Christian Novella



## **Délégation CGT au CESEC.**

### **Déclaration lors de la séance plénière**

### **du 15 décembre 2020**

Bastia, le 15 décembre 2020

**Gestion des déchets. La situation actuelle pas plus que le plan préparé par la CdC n'offrent les garanties pour une sortie de crise. De plus elles montrent au grand jour l'incapacité de l'exécutif à gérer un secteur essentiel dont il a pourtant la compétence.**

Le plan territorial de prévention et de gestion des déchets a été présenté à la commission du CESEC le 9 décembre par M Sargentini président de l'office de l'environnement. Tout au long des débats de la commission, la CGT a alerté sur les risques d'un tel plan aussi bien financier que sanitaire. En effet les hypothèses de gestion des déchets de ce nouveau plan demeurent aussi incertaines et fragiles que les précédents. Son résultat sera probablement un nouvel échec avec une crise qui va perdurer. Les hypothèses de solution se font certes sur des techniques prometteuses mais qui n'apporteront des résultats probants que dans plusieurs décennies. **Refuser les incinérateurs et dans le même temps exporter nos déchets vers ceux situés en Sardaigne montre l'entêtement contre une solution locale et une préférence pour l'exportation.** Avec des trajets en camion de 300 kilomètres vers Macomer et 500 klm vers Cagliari; et retour à vide. Sans parler du coût du transport en bateaux. **Au-delà de l'hypocrisie d'une telle solution quel en sera le coût pour la collectivité et les ménages. Encore une fois, un certain patronat en sera encore**

**l'unique bénéficiaire, accaparant l'argent public sur le dos de la population.** La CGT rappelle que la taxe annuelle sur les ordures ménagères par habitant est de 184 euros soit 56% supérieure à la moyenne nationale, alors que le revenu moyen est bien inférieur à celui des habitants des autres régions. Qu'en sera-t-il demain avec ces surcoûts et avec en plus une nouvelle taxation incitative au bon comportement alors que l'impasse actuelle est de la responsabilité des décideurs et non des ménages.

Le taux de valorisation de nos déchets est actuellement de 26% bien loin des objectifs réglementaires de 65%. Aucune mesure coercitive n'est envisagée contre les décharges sauvages pratiquées notamment par les entreprises du Bâtiment. Les 2 centres de stockage de Viggianellu et de Prunelli arrivent bientôt en fin de vie et aucune solution sûre n'existe pour les remplacer. Avec une augmentation de 27% de nos déchets à la fin de la prochaine décennie, et malgré une augmentation du tri et du sur tri aucune solution pérenne n'existe pour le stockage des déchets ultimes estimés autour de 100 000 tonnes annuelles à cette échéance.

Pour conclure, la CGT attire l'attention sur les conditions de travail des personnels de la collecte dont les protections sanitaires et les salaires perçus sont très insuffisants. Ces personnels ont démontré notamment pendant cette crise sanitaire toute leur utilité pour le bien être de tous. Nous rappelons que ces salariés ont une espérance de vie inférieure de 14 ans . Ainsi la très grande majorité des salariés de la décharge de Teghime sur les hauteurs de Bastia sont décédés avant l'âge de leur retraite. Les rares survivants subissent greffes de reins, Parkinson et cancer des os. Maladies non reconnues comme maladie professionnelle.

**Pour la CGT il est plus que temps que cette question de gestion des déchets dont la compétence a été attribuée à la Corse bien avant les autres régions, soit assurée sans dogmatisme ni pressions, mais bien au service de l'intérêt général et de sa population.**



Cunsigliu Economicu Sociale di l'Ambiente e Culturale di Corsica  
Conseil Economique Social Environnemental et Culturel de Corse



## AVISU CESEC 2020-71<sup>1</sup>

*Relatif à*

**Convention tripartite et quadriennale d'objectifs et de moyens entre la Collectivité de Corse, la Société Nationale de programme France Télévisions, et l'Etat relative au développement de la chaîne Via Stella pour la période du 1er janvier 2020 au décembre 2023**

**Vu** le Code général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L. 4422-34 à L. 4422-37, R.4422-4 à R. 4425-6 ;

*Vistu u Codice generale di e Cullettività Territoriale, in particolare i so articuli L. 4422-34 à L. 4422-37, R.4422-4 à R. 4425-6 ;*

**Vu** la lettre de saisine du 07 décembre 2020 par laquelle Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Corse demande l'avis du Conseil Economique Social, Environnemental et Culturel de Corse sur **la Convention tripartite et quadriennale d'objectifs et de moyens entre la Collectivité de Corse, la Société Nationale de programme France Télévisions, et l'Etat relative au développement de la chaîne Via Stella pour la période du 1er janvier 2020 au décembre 2023;**

**Après avoir entendu**, Monsieur Jean-François Vincenti, Directeur adjoint en charge de l'audiovisuel, du cinéma et des arts visuels

*Dopu intesu, Jean-François VINCENTI, per a direzione di a cultura*

**Sur rapport de Pat O'BINE**, pour la commission "action culturelle, audiovisuel patrimoine";

*À nant'à u raportu di Pat O'BINE per a Cummissione azione culturale, audiuisivu è patrimoniu*

<sup>1</sup> Adopté à l'unanimité

**Votants : 46** (ACKER-CESARI ; AIELLO ; ANGELETTI ; ANDREANI ; ARNAUD-SUSINI ; BALDACCI ; BARBE ; BATTESTINI A ; BATTESTINI JP ; BIAGGI ; BRIGNOLE ; CASANOVA ; CESARI A ; CESARI J ; CHOURY ; DAL COLLETTTO ; DIPERI ; DUBREUIL-VECCHI ; FEDI ; GIACOMONI ; GIANNI ; GIUDICELLI ; GODINAT ; LUCIANI D ; LUCIANI JP ; MARCELLINI-NICOLAI ; MATTEI ; MAUPERTUIS MINEO ; MONDOLONI MM ; MONDOLONI R ; NICOLAI ; NICOLI ; NINU ; NOVELLA ; O'BINE Pat ; ROYER ; SALDUCCI ; SALVATORI ; SALVATORINI ; SANTINI ; SANTONI ; SANTUCCI ; RIUTORT ; RUBINI ; VENTURI )



**U Cunsigliu Economicu, Sicial, di l'Ambiente e Culturale di Corsica**  
**Adunitu in seduta pienaria u 15 di dicembre di u 2020,**  
**Prununzia l'avisu chì seguita**

France 3 Corse Via Stella est une chaîne de télévision insulaire créée en 2005. Elle couvre le territoire insulaire, mais est aussi visible sur les plans national et international par le biais de diffusion sur internet, le câble, la fibre.

La Collectivité de Corse soutient France 3 Corse Via Stella depuis sa création dans le cadre de conventions tripartites (Etat, France Télévision et CdC) successives pour un montant cumulé de 9.825.000 €.

Le budget de France 3 Corse Via Stella est équilibré, la part des subventions de la CdC représente 2 % des recettes.

L'évaluation des objectifs de la précédente convention est satisfaisante (volume horaire annuel, diversité de la diffusion, notamment de programmes locaux relatifs au patrimoine, à la culture et aux traditions, en particulier en langue corse, la production de fictions et de documentaires). En conséquence, la CdC décide de poursuivre son soutien dans le cadre d'une nouvelle convention pour un montant de 3.200.000 € répartis sur 4 exercices budgétaires (2020 – 2023).

A cet égard, la chaîne France 3 Corse Via Stella s'engage à poursuivre et à développer les objectifs identifiés dans la convention précédente tout en procédant à la mise en œuvre d'une politique d'ouverture à d'autres régions et la création, la mise en œuvre et l'alimentation d'une plateforme numérique d'information concernant la Méditerranée. Des indicateurs de suivi ont été définis, de même que le comité de suivi est prolongé.

**Le CESECC accorde** un satisfecit à la chaîne France 3 Corse Via Stella relativement à la formation des personnels dans le domaine de la langue corse. Ceci participe de l'objectif qualitatif mais également quantitatif poursuivi par les médias locaux. Cette part conséquente accordée à la langue corse contribue à en développer la pratique, avec des conséquences positives sur l'emploi dans la filière du journalisme bilingue.

**Le CESECC souhaite** que l'axe relatif à la polynomie de la langue soit renforcé car il représente la variété de la population

**Le CESECC demande** qu'une attention particulière soit portée à l'orthographe des sous-titres en langue corse.

**Le CESECC déplore** qu'il n'existe aucun sous-titrage pour les malentendants, comme le prévoit la loi de 2005 sur le handicap, ce qui exclut, de fait, une partie d'auditeurs éventuels, notamment les plus âgés et **préconise** qu'un travail soit fait dans ce sens.

**Le CESECC suggère** également, dans ce contexte, que la langue utilisée pour les sous-titrages soit identique à la langue parlée quand il s'agit de films en langue corse. Ce qui, concernant la langue corse, permettrait une valorisation de son statut.

**Le CESECC souhaite** que la chaîne continue son travail sur la représentation de la « spalluzera » dans ses programmes.

**Le CESECC émet un avis favorable au rapport relatif à la Convention tripartite et quadriennale d'objectifs et de moyens entre la Collectivité de Corse, la Société Nationale de programme France Télévisions, et l'Etat relative au développement de la chaîne Via Stella pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2023.**

**La présidente,**

**Marie-Jeanne NICOLI**



## AVISU CESEC 2020-72<sup>1</sup>

*Relatif à  
Rilativu à u*

**Rapport relatif à la définition d'une stratégie de redéploiement de l'action de la collectivité de corse en matière de lecture publique dans les territoires ruraux pour la période 2020-2027 et dans le domaine du livre**

*Raportu rilativu a a difinizioni di una stratigia di ristrutturazioni di l'azzioni di a cullittività di corsica in quantu a a littura publica in i tarritorii campagnoli par l'anni 2020 a 2027 e in u duminu di u libru*

**Vu** le Code général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L. 4422-34 à L. 4422-37, R.4422-4 à R. 4425-6 ;

*Vistu u Codice generale di e Cullettività Territoriale, in particolare i so articuli L. 4422-34 à L. 4422-37, R.4422-4 à R. 4425-6 ;*

**Vu** la lettre de saisine du 04 décembre 2020 par laquelle Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Corse demande l'avis du Conseil Economique Social, Environnemental et Culturel de Corse sur **le rapport relatif à la définition d'une stratégie de redéploiement de l'action de la collectivité de corse en matière de lecture publique dans les territoires ruraux pour la période 2020-2027 et dans le domaine du livre;**

*Vistu a lettera di presentazione di u 4 di dicembre di u 2020 di u Sgiò Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica chì dumanda l'avisu di u Cunsigliu Ecunomicu, Social, di l'Ambiente e Culturale di Corsica rilativu à u raportu rilativu a a difinizioni di una stratigia di ristrutturazioni di l'azzioni di a cullittività di corsica in quantu a a littura publica in i tarritorii campagnoli par l'anni 2020 a 2027 e in u duminu di u libru*

**Après avoir entendu, Madame Marie-Claire Bicchieray, Directrice adjointe en charge du livre et de la lecture publique**

*Dopu intesu, Marie-Claire BICCHIERAY, per a direzione di a cultura*

**Sur rapport de Pat O'BINE, pour la commission "action culturelle, audiovisuel patrimoine";  
À nant'à u raportu di Pat O'BINE per a Cummissione azione culturale, audiuisivu è patrimoniu**

<sup>1</sup> Adopté à l'unanimité

**Votants : 46** (ACKER-CESARI ; AIELLO ; ANGELETTI ; ANDREANI ; ARNAUD-SUSINI ; BALDACCI ; BARBE ; BATESTINI A ; BATESTINI JP ; BIAGGI ; BRIGNOLE ; CASANOVA ; CESARI A ; CESARI J ; CHOURY ; DAL COLLETO ; DIPERI ; DUBREUIL-VECCHI ; FEDI ; GIACOMONI ; GIANNI ; GIUDICELLI ; GODINAT ; LUCIANI D ; LUCIANI JP ; MARCELLINI-NICOLAI ; MATTEI ; MAUPERTUIS MINEO ; MONDOLONI MM ; MONDOLONI R ; NICOLAI ; NICOLI ; NINU ; NOVELLA ; O'BINE Pat ; ROYER ; SALDUCCI ; SALVATORI ; SALVATORINI ; SANTINI ; SANTONI ; SANTUCCI ; RIUTORT ; RUBINI ; VENTURI )

**U Cunsigliu Economicu, Sucial, di l'Ambiente e Culturale di Corsica**  
**Adunitu in seduta pienaria u 15 di dicembre di u 2020,**  
**Prununzia l'avisu chì seguita**

Objet circulant, le livre exerce une fonction essentielle pour la société. A cet égard, la crise sanitaire a démontré son importance en qualité de valeur refuge dans les périodes complexes et compliquées, rendant les lieux de lecture (achat ou prêt) fondamentaux.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, date de la mise en œuvre de la Collectivité de Corse, cette dernière jouit de compétences particulièrement larges en matière de lecture publique : cumul des compétences des Régions (soutien financier aux différents acteurs économique de la filière du livre) et des compétences des Départements (gestion des bibliothèques de prêt dans le cadre d'un schéma de lecture publique). Ces services sont organisés au sein de la Direction adjointe de la lecture publique.

Malgré un maillage organisé du territoire, les études ont montré que la Corse reste insuffisamment pourvue en bibliothèques locales, notamment dans le rural où elles jouent, outre le rôle d'équipement culturel de proximité, un rôle social auprès des populations.

Par ailleurs, les bibliothèques doivent tenir compte des modifications des pratiques générées par la révolution numérique.

Face à ces enjeux, la CdC s'est fixé des objectifs de soutien et de valorisation de la filière livre et lecture.

Des objectifs pour lesquels elle souhaite déployer une stratégie selon les axes suivants :

- Inciter à la réalisation et/ou réaliser de nouvelles bibliothèques
- Développer les synergies et la mise en réseau entre les médiathèques existantes grâce aux outils numériques et à l'organisation d'événements fédérateurs
- Développer le lien social à travers la médiation culturelle, les rencontres avec les auteurs
- Promouvoir l'éducation au livre à travers la mise en place d'expositions itinérantes bilingues
- Encourager la création littéraire, en particulier en langue corse via des résidences d'écriture
- Faire accroître la commande publique
- Soutenir les auteurs, les projets d'écriture, les libraires et les éditeurs

Le CESECC **salue** le travail ambitieux fait dans le cadre de cette stratégie de développement de la lecture publique.

Le CESECC **souhaite** qu'une action telle que le « book crossing » soit mise en place comme une alternative intéressante pour pallier le manque de bibliothèques municipales dans le rural.

Le CESECC **émet** un avis favorable au **rapport relatif à la définition d'une stratégie de redéploiement de l'action de la collectivité de corse en matière de lecture publique dans les territoires ruraux pour la période 2020-2027 et dans le domaine du livre.**

La présidente,

Marie-Jeanne NICOLI

 2



Cunsigliu Ecunomicu Suciale di l'Ambiente e Culturale di Corsica  
Conseil Economique Social Environnemental et Culturel de Corse



## AVISU CESEC 2020-73<sup>1</sup>

*Relativu à  
Rilativu à u*

**L'aide financière au bénéfice de la commune de Bastia pour la réalisation d'une étude préparatoire à la candidature Bastia-Corsica au label 'Capitale européenne de la culture**

*L'aiutu finanziariu à a cumuna di Bastia pè a realizazione di un studiu preparatoriu à a candidatura Bastia Corsica à u labellu "Capitale europea di a cultura"*

**Vu** le Code général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L. 4422-34 à L. 4422-37, R.4422-4 à R. 4425-6 ;

*Vistu u Codice generale di e Cullettività Territoriale, in particolare i so articuli L. 4422-34 à L. 4422-37, R.4422-4 à R. 4425-6 ;*

**Vu** la lettre de saisine du 07 décembre 2020 par laquelle Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Corse demande l'avis du Conseil Economique Social, Environnemental et Culturel de Corse sur **l'aide financière au bénéfice de la commune de Bastia pour la réalisation d'une étude préparatoire à la candidature Bastia-Corsica au label 'Capitale européenne de la culture ;**

*Vistu a lettera di presentazione di u 7 di dicembre di u 2020 di u Sgiò Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica chì dumanda l'avisu di u Cunsigliu Ecunomicu, Sucial, di l'Ambiente e Culturale di Corsica rilativu à l'aiutu finanziariu à a cumuna di Bastia pè a realizazione di un studiu preparatoriu à a candidatura Bastia Corsica à u labellu "Capitale europea di a cultura"*

**Sur rapport de Patrick SALVATORINI**, pour la commission "action culturelle, audiovisuel patrimoine";

*À nant'à u raportu di Patrick SALVATORINI per a Cummissione azione culturale, audiuisivu è patrimoniu*

<sup>1</sup> Adopté à l'unanimité

**Votants : 46** (ACKER-CESARI ; AIELLO ; ANGELETTI ; ANDREANI ; ARNAUD-SUSINI ; BALDACCII ; BARBE ; BATESTINI A ; BATESTINI JP ; BIAGGI ; BRIGNOLE ; CASANOVA ; CESARI A ; CESARI J ; CHOURY ; DAL COLLETO ; DIPERI ; DUBREUIL-VECCHI ; FEDI ; GIACOMONI ; GIANNI ; GIUDICELLI ; GODINAT ; LUCIANI D ; LUCIANI JP ; MARCELLINI-NICOLAI ; MATTEI ; MAUPERTUIS MINEO ; MONDOLONI MM ; MONDOLONI R ; NICOLAI ; NICOLI ; NINU ; NOVELLA ; O'BINE Pat ; ROYER ; SALDUCCI ; SALVATORI ; SALVATORINI ; SANTINI ; SANTONI ; SANTUCCI ; RIUTORT ; R901NI ; VENTURI )

*U Cunsigliu Economicu, Sicial, di l'Ambiente e Culturale di Corsica  
Adunitu in seduta pienaria u 15 di dicembre di u 2020,  
Prununzia l'avisu chì seguita*

Tous les 6 ans, un appel à candidatures est lancé aux fins de participer aux concours « Capitales Européennes de la Culture » qui désigne 2 villes récompensées. Pour 2023, une de ces 2 villes sera située sur le territoire français.

La commune de Bastia, possédant une identité historique forte, un patrimoine et un dynamisme culturel et ayant pour ambition d'être capitale de la Corse en matière de création et d'ingénierie culturelles, souhaite répondre à cet appel à candidatures.

Pour ce faire, elle a lancé, fin 2020, une étude de faisabilité de sa candidature, dont le coût s'élève à 90.000 €. Elle a sollicité par délibération du conseil municipal en date du 6 novembre 2020, une aide de la part de la Collectivité de Corse d'un montant de 72 000 €, soit 80 % du montant total.

Il est à noter que les retombées de la manifestation « Capitales Européennes de la culture » sont nombreuses, tant sur le plan financier que sur le rayonnement de la ville sur les plans touristiques et culturels.

Le CESECC **reconnait** l'intérêt pour la Corse d'avoir une capitale européenne de la culture compte tenu du retentissement de ce type d'action et ce, dans de nombreux domaines.

Le CESECC **note** que, compte tenu de ses nombreux atouts, Bastia est tout à fait indiquée pour cette candidature.

Le CESECC **attire** l'attention sur le fait qu'il est important que ce projet soit saisi par l'ensemble des acteurs du territoire insulaire.

Le CESECC **souligne** le fait que ce projet sera l'occasion de tisser ou renforcer des liens culturels tant européens que méditerranéens et régionaux.

Le CESECC **soutient** ce projet et donne un avis favorable à ce rapport.

**La présidente,**

**Marie-Jeanne NICOLI**



## AVISU CESEC 2020-74<sup>1</sup>

*Relatif à  
Rilativu à u*

### **Modification du règlement des aides et des actions sociales et médico-sociales de Corse**

*Mudifica di u regulamentu di l'aiuti e di l'azzioni suciali e medicusuciali di corsica*

**Vu** le Code général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L. 4422-34 à L. 4422-37, R.4422-4 à R. 4425-6 ;

*Vistu u Codice generale di e Cullettività Territoriale, in particolare i so articuli L. 4422-34 à L. 4422-37, R.4422-4 à R. 4425-6 ;*

**Vu** la lettre de saisine du 04 décembre 2020 par laquelle Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Corse demande l'avis du Conseil Economique Social, Environnemental et Culturel de Corse sur **la modification du règlement des aides et des actions sociales et médico-sociales de Corse;**

*Vistu a lettera di presentazione di u 4 di dicembre di u 2020 di u Sgiò Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica chî dumanda l'avisu di u Cunsigliu Economicu, Sucial, di l'Ambiente e Culturale di Corsica rilativu à a mudifica di u regulamentu di l'aiuti e di l'azzioni suciali e medicusuciali di corsica*

**Après avoir entendu, Monsieur Georges Baldrichi – Chargé de mission de coordination des travaux d'harmonisation; Madame Anne Leonardi – Directrice de l'action sociale de proximité; et Madame Laurence Giuntini – Directrice de l'Insertion et du Logement.**

*Dopu intesu, Georges BALDRICCHI, Anne LEONARDI è Laurence GIUNTINI per a Direzione suciale è saluta*

**Sur rapport de Jean-Pierre BATTESTINI, pour la commission " précarité-solidarités, santé, cohésion sociale et habitat ; sport et vie associative";**

*À nant'à u raportu di Jean-Pierre BATTESTINI per a Cummissione precarietà - sulidarità, salute, cuesione suciale è abitatu ; sport è vita assuciativa »*

---

#### <sup>1</sup> Adopté à l'unanimité

**Votants : 46** (ACKER-CESARI ; AIELLO ; ANGELETTI ; ANDREANI ; ARNAUD-SUSINI ; BALDACCIS ; BARBE ; BATTESTINI A ; BATTESTINI JP ; BIAGGI ; BRIGNOLE ; CASANOVA ; CESARI A ; CESARI J ; CHOURY ; DAL COLLETTU ; DIPERI ; DUBREUIL-VECCHI ; FEDI ; GIACOMONI ; GIANNI ; GIUDICELLI ; GODINAT ; LUCIANI D ; LUCIANI JP ; MARCELLINI-NICOLAI ; MATTEI ; MAUPERTUIS MINEO ; MONDOLONI MM ; MONDOLONI R ; NICOLAI ; NICOLI ; NINU ; NOVELLA ; O'BINE Pat ; ROYER ; SALDUCCI ; SALVATORI ; SALVATORINI ; SANTINI ; SANTONI ; SANTUCCI ; RIUTORT ; RUBINI ; VENTURI )

*U Cunsigliu Economicu, Sucial, di l'Ambiente e Culturale di Corsica  
Adunitu in seduta pienaria u 15 di dicembre di u 2020,  
Prununzia l'avisu chì seguita*

Le 17 juin 2020, le CESECC a rendu un avis référencé 2020-20 et favorable à la mise en place de mesures dérogatoires et transitoires, applicables jusqu'à fin décembre 2020, en faveur des familles sans enfants et des personnes isolées et des bénéficiaires du revenu de Solidarité active (rSa).

Il et aujourd'hui proposé par la Collectivité de Corse une modification du règlement des aides et des actions sociales et médico-sociales visant à rendre pérennes ces mesures jusqu'alors transitoires.

Par ailleurs, une proposition de modification concerne aussi la possibilité d'allouer une aide aux accueillants familiaux pour qu'ils puissent, par le biais de remplacements, exercer leur droit au répit. Cependant, **le CESECC ne se prononcera pas** sur cette question précise. En effet, ces points du règlement étaient encore en discussion au moment de la commission "*précarité-solidarités, santé, cohésion sociale et habitat ; sport et vie associative*" du CESECC, et ne sont donc pas finalisés dans le règlement au moment de la rédaction du présent avis.

Enfin, dans le cadre de l'attribution de secours financiers dans le domaine de l'aide à l'enfance, il est proposé d'instituer une commission consultative d'attribution de ces aides, auparavant délivrées directement par les agents des services compétents, afin de fournir une aide à la décision, et de garantir une équité et une homogénéité des décisions,

Concernant les mesures relatives à l'action sociale de proximité et aux bénéficiaires du rSa, **le CESECC salue** le recours à des chèques du type "chèques déjeuner" ou "tickets restaurant", moins connotés que les bons d'aide alimentaire, et de nature à moins stigmatiser les usagers qui y ont recours.

Par ailleurs, **le CESECC accueille favorablement** les modifications liées à la périodicité des aides en faveur des bénéficiaires du rSa, et en particulier le fait que les deuxièmes et troisièmes secours versés puissent être déplafonnés jusqu'à doubler le plafond initial de l'aide.

**Le CESECC prend acte** de l'information que, de manière générale et pour tenter de lutter contre le non-recours aux aides en matière d'actions sociale de proximité, les services de la Collectivité de Corse envisagent, dans le cadre d'une contractualisation avec l'Etat, une formation des secrétaires de mairie et l'utilisation de flyers. Cependant, **le CESECC apprécierait** que ces flyers puissent être, de la même manière, diffusés auprès de l'ensemble des associations partenaires de la Collectivité dans le domaine social. Dans le même ordre d'idée, et afin d'optimiser l'information rendue aux usagers, **le CESECC s'interroge** sur la possibilité de recourir aux services de la Poste pour la distribution de flyers, cette solution apparaissant comme étant celle qui offre la capacité de diffusion la plus large.

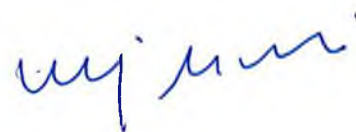
Enfin, concernant l'aide sociale à l'enfance, **le CESECC retient** avec satisfaction la mise en place d'une commission, les décisions collégiales étant toujours préférables aux décisions individuelles dans ce domaine. Cependant, **il rappelle** qu'il conviendra de veiller à ce que le nécessaire travail préparatoire à cette commission ne soit pas de nature à provoquer un retard dans les prises de décisions.



Le **CESECC émet un avis favorable** au rapport portant sur la modification du règlement des aides et des actions sociales et médico-sociales.

**La présidente,**

**Marie-Jeanne NICOLI**



## AVISU CESEC 2020-75<sup>1</sup>

*Relatif à  
Rilativu à u*

### **L'attribution d'un complément financier à l'aide exceptionnelle de fin d'année 2020 - majoration de "la prime de Noël" versée aux personnes en situation de précarités**

*L'attribuzioni di un finanziamentu cumplimentari a l'aiutu eccizziuinali di fin d'annata 2020*

**Vu** le Code général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L. 4422-34 à L. 4422-37, R.4422-4 à R. 4425-6 ;

*Vistu u Codice generale di e Cullettività Territoriale, in particulare i so articuli L. 4422-34 à L. 4422-37, R.4422-4 à R. 4425-6 ;*

**Vu** la lettre de saisine du 04 décembre 2020 par laquelle Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Corse demande l'avis du Conseil Economique Social, Environnemental et Culturel de Corse sur **l'attribution d'un complément financier à l'aide exceptionnelle de fin d'année 2020 - majoration de "la prime de Noël" versée aux personnes en situation de précarités;**

*Vistu a lettera di presentazione di u 4 di dicembre di u 2020 di u Sgiò Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica chì dumanda l'avisu di u Cunsigliu Ecunomicu, Sucial, di l'Ambiente e Culturale di Corsica rilativu à l'attribuzioni di un finanziamentu cumplimentari a l'aiutu eccizziuinali di fin d'annata 2020*

**Après avoir entendu, Madame Anne Leonardi – Directrice de l'action sociale de proximité.**

*Dopu intesu, Anne LEONARDI per a Direzione suciale è saluta*

**Sur rapport de Jean-Pierre BATTESTINI, pour la commission " précarité-solidarités, santé, cohésion sociale et habitat ; sport et vie associative";**

*À nant'à u raportu di Jean-Pierre BATTESTINI per a Cummissione precarietà - sulidarità, salute, cusionu suciale è abitatu ; sport è vita assuciativa »*

<sup>1</sup> Adopté à l'unanimité

**Votants : 46** (ACKER-CESARI ; AIELLO ; ANGELETTI ; ANDREANI ; ARNAUD-SUSINI ; BALDACCI ; BARBE ; BATTESTINI A ; BATTESTINI JP ; BIAGGI ; BRIGNOLE ; CASANOVA ; CESARI A ; CESARI J ; CHOURY ; DAL COLLETTI ; DIPERI ; DUBREUIL-VECCHI ; FEDI ; GIACOMONI ; GIANNI ; GIUDICELLI ; GODINAT ; LUCIANI D ; LUCIANI JP ; MARCELLINI-NICOLAI ; MATTEI ; MAUPERTUIS MINEO ; MONDOLONI MM ; MONDOLONI R ; NICOLAI ; NICOLI ; NINU ; NOVELLA ; O'BINE Pat ; ROYER ; SALDUCCI ; SALVATORI ; SALVATORINI ; SANTINI ; SANTONI ; SANTUCCI ; RIUTORT ; RUBINO ; VENTURI )

**U Cunsigliu Economicu, Sucià, di l' Ambiente e Culturale di Corsica  
Adunitu in seduta pienaria u 15 di dicembre di u 2020,  
Prununzia l' avisu chì seguita**

La Collectivité de Corse a mis en place un dispositif permettant l'attribution d'une aide exceptionnelle de fin d'année au bénéficiaire des personnes en situation de précarité, à l'exception de celles qui perçoivent une aide de même nature versée par l'Etat (principalement les bénéficiaires du revenu de Solidarité active (rSa) et de l'Allocation de solidarité spécifique (ASS)).

Cette aide de fin d'année est attribuée sur demande, et varie en fonction du quotient familial du foyer concerné, calculé à partir des ressources du foyer et de sa composition familiale, et allant de 120€ pour une personne seule à 360€ pour un foyer de cinq personnes.

Compte tenu de la crise actuelle à la fois sanitaire, économique et sociale, la Collectivité de Corse propose d'apporter un complément individuel de 50€ supplémentaire à chaque foyer bénéficiaire de l'aide exceptionnelle de fin d'année, qui sera versé dans un second temps, à la suite du versement de habituel de l'aide, et mis en paiement avant le 31 décembre 2020.

Dans le contexte actuel de crise, le nombre de personnes susceptibles de basculer dans la précarité est en augmentation, et cette tendance risque de perdurer bien au-delà de l'année 2020. Si ce dispositif est relativement bien connu des usagers, et fait l'objet systématiquement de campagnes d'information dans la presse et sur les radios locales, l'arrivée de nouveaux usagers potentiels des services sociaux risque d'augmenter le non-recours à l'aide. **Le CESECC préconise** donc que la diffusion d'information sur l'ensemble des dispositifs destinés aux personnes défavorisée puisse faire l'objet d'une diffusion de l'information la plus large possible, et être relayée par l'ensemble des partenaires de la Collectivité en matière sociale.

Par ailleurs, **le CESECC constate** que cette aide, basée sur le quotient familial, est caractérisée par un effet de seuil qui fait que, pour quelques euros, on peut en bénéficier ou en perdre brutalement le bénéficiaire. Certes, le quotient familial est un des critères d'attribution parmi les plus utilisés par les travailleurs sociaux, et un des plus justes. Mais **le CESECC souhaiterait** que puisse être menée une réflexion sur le remplacement des dispositifs ayant pour caractéristique cet effet de seuil par un système d'attribution basé sur une dégressivité de l'aide, qui pourrait s'avérer moins brutale.

Enfin, **le CESECC salue** l'initiative louable de la Collectivité de Corse d'un abondement des aides exceptionnelles de fin d'année 2020 dans le contexte particulier de la crise COVID-19.

**La présidente,**

**Marie-Jeanne NICOLI**





Cunsigliu Economicu Sociale di l'Ambiente e Culturale di Corsica  
Conseil Economique Social Environnemental et Culturel de Corse



## AVISU CESEC 2020-76<sup>1</sup>

*Relatif à  
Rilativu à u*

### **L'internalisation des fonds de solidarité pour le logement** *L'internalizazione di i fondi di sulidarita per l'alloghju*

**Vu** le Code général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L. 4422-34 à L. 4422-37, R.4422-4 à R. 4425-6 ;

*Vistu u Codice generale di e Cullettività Territoriale, in particulare i so articuli L. 4422-34 à L. 4422-37, R.4422-4 à R. 4425-6 ;*

**Vu** la lettre de saisine du 04 décembre 2020 par laquelle Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Corse demande l'avis du Conseil Economique Social, Environnemental et Culturel de Corse sur **l'internalisation des fonds de solidarité pour le logement;**

*Vistu a lettera di presentazione di u 4 di dicembre di u 2020 di u Sgiò Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica chì dumanda l'avisu di u Cunsigliu Economicu, Social, di l'Ambiente e Culturale di Corsica rilativu à l'internalizazione di i fondi di sulidarita per l'alloghju*

**Après avoir entendu, Madame Laurence Giuntini – Directrice de l'Insertion et du Logement ;**  
*Dopu intesu, Laurence GIUNTINI per a Direzione suciale è saluta ;*

**Sur rapport de Michèle BIAGGI, pour la commission " précarité-solidarités, santé, cohésion sociale et habitat ; sport et vie associative";**

*À nant'à u raportu di Michèle BIAGGI per a Cummissione precarietà - sulidarità, salute, cuesione suciale è abitatu ; sport è vita assuciativa »*

<sup>1</sup> **Adopté à l'unanimité**

**Votants : 46** (ACKER-CESARI ; AIELLO ; ANGELETTI ; ANDREANI ; ARNAUD-SUSINI ; BALDACCII ; BARBE ; BATTESTINI A ; BATTESTINI JP ; BIAGGI ; BRIGNOLE ; CASANOVA ; CESARI A ; CESARI J ; CHOURY ; DAL COLLETTI ; DIPERI ; DUBREUIL-VECCHI ; FEDI ; GIACOMONI ; GIANNI ; GIUDICELLI ; GODINAT ; LUCIANI D ; LUCIANI JP ; MARCELLINI-NICOLAI ; MATTEI ; MAUPERTUIS MINEO ; MONDOLONI MM ; MONDOLONI R ; NICOLAI ; NICOLI ; NINU ; NOVELLA ; O'BINE Pat ; ROYER ; SALDUCCI ; SALVATORI ; SALVATORINI ; SANTINI ; SANTONI ; SANTUCCI ; RIUTORT ; RUBINI ; VENTURI )

**U Cunsigliu Economicu, Sicial, di l'Ambiente e Culturale di Corsica**  
**Adunitu in seduta pienaria u 15 di dicembre di u 2020,**  
**Prununzia l'avisu chì seguita**

La Collectivité de Corse, lors du passage à une collectivité unique, a hérité des compétences des ex-Départements en matière d'aides au logement. Ces aides étaient délivrées, dans le cadre des Plans départementaux d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) sur la base de deux fonds multi-partenariaux spécifiques: le Fond de solidarité pour le logement (FSL) dans le Pumontu, et le Fonds unique pour le logement (FUL) pour la Corsica Suprana. La gestion financière et comptable de chacun de ces fonds étaient confiées, par convention, aux CAF de leurs département respectif.

Suite à une décision unilatérale des deux CAF de ne plus assurer la gestion comptable et financière de ces fonds, la Collectivité a dû envisager des solutions de remplacement pour permettre la continuité de ces dispositifs.

**Le CESECC approuve** le choix, parmi les trois scenarii envisagés, d'une internalisation de la gestion comptable et financière du FSL.

**Il prend acte** des conventions passées à cet effet avec les CAF, **et se réjouit** que l'harmonisation des règlements FSL soit enfin mise en œuvre.

**Le CESECC attire cependant l'attention** sur le fait que ces fonds seront dorénavant intégrés au budget de la collectivité et suggère qu'il soit prévu un dispositif permettant d'éviter que ces fonds puissent faire l'objet d'une fongibilité avec d'autres dispositifs qui ne seraient pas des dispositifs à caractère social.

Enfin, **le CESECC suggère** que des efforts particuliers soit portés sur la recherche constante de cofinancements de ces fonds, essentiellement auprès des communes qui auraient des administrés qui y émargeraient, même s'il ne s'agit que de sommes symboliques.

**La présidente,**

**Marie-Jeanne NICOLI**





Cunsigliu Economicu Sociale di l'Ambiente e Culturale di Corsica  
Conseil Economique Social Environnemental et Culturel de Corse



## AVISU CESEC 2020-77<sup>1</sup>

*Relativu à  
Rilativu à u*

### **Dispositif CREA'IMPRESE : Accompagnement pour la création et la reprise d'entreprise pour les personnes sans emploi ou rencontrant des difficultés d'insertion en Corse**

**Vu** le Code général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L. 4422-34 à L. 4422-37, R.4422-4 à R. 4425-6 ;

*Vistu u Codice generale di e Cullettività Territoriale, in particulare i so articuli L. 4422-34 à L. 4422-37, R.4422-4 à R. 4425-6 ;*

**Vu** la lettre de saisine du 09 décembre 2020 par laquelle Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Corse demande l'avis du Conseil Economique Social, Environnemental et Culturel de Corse sur le **dispositif CREA'IMPRESE : Accompagnement pour la création et la reprise d'entreprise pour les personnes sans emploi ou rencontrant des difficultés d'insertion en Corse;**

**Après avoir entendu, Monsieur Xavier Pietri pour l'Agence du développement économique de la Corse.**

*Dopu intesu, Xavier PIETRI per l'Agenza di sviluppu economicu di a Corsica*

**Sur rapport de Michèle BIAGGI, pour la commission " précarité-solidarités, santé, cohésion sociale et habitat ; sport et vie associative";**

*À nant'à u raportu di Michèle BIAGGI per a Cummissione precarietà - sulidarità, salute, cusionu suciale è abitatu ; sport è vita assuciativa »*

<sup>1</sup> Adopté à l'unanimité

**Votants : 46** (ACKER-CESARI ; AIELLO ; ANGELETTI ; ANDREANI ; ARNAUD-SUSINI ; BALDACCI ; BARBE ; BATESTINI A ; BATESTINI JP ; BIAGGI ; BRIGNOLE ; CASANOVA ; CESARI A ; CESARI J ; CHOURY ; DAL COLLETTI ; DIPERI ; DUBREUIL-VECCHI ; FEDI ; GIACOMONI ; GIANNI ; GIUDICELLI ; GODINAT ; LUCIANI D ; LUCIANI JP ; MARCELLINI-NICOLAI ; MATTEI ; MAUPERTUIS MINEO ; MONDOLONI MM ; MONDOLONI R ; NICOLAI ; NICOLI ; NINU ; NOVELLA ; O'BINE Pat ; ROYER ; SALDUCCI ; SALVATORI ; SALVATORINI ; SANTINI ; SANTONI ; SANTUCCI ; RIUTORT ; RUBINI ; VENTURI )

**U Cunsigliu Economicu, Social, di l' Ambiente e Culturale di Corsica**  
**Adunitu in seduta pienaria u 15 di dicembre di u 2020,**  
**Prununzia l' avisu chì seguita**

La loi portant Nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRE) a transféré à la Collectivité de Corse la compétence en matière de financement des actions de conseil et d'accompagnement à la création ou reprise d'entreprise destinées à des personnes sans emploi ou rencontrant des difficultés pour s'insérer durablement dans l'emploi.

Elle a donc repris à son compte, de manière transitoire, le dispositif dédié à ces missions, intitulé : Nouvel accompagnement pour la création reprise d'entreprise (NACRE).

Aujourd'hui, La CDC souhaite ainsi financer la réalisation d'un service d'intérêt économique général d'accompagnement à la création et à la reprise d'entreprises en créant le dispositif territorial CREA'IMPRESSE, qui vise à remplacer le dispositif NACRE.

Cet accompagnement comprend trois phases :

- ✓ Aide au montage du dossier.
- ✓ Appui au financement.
- ✓ Conseil en gestion, management, et développement de l'entreprise.

Il est à noter que, dans ce dispositif, l'accompagnement des entreprises est obligatoire, et est réalisé par des opérateurs pour le choix desquels il a été procédé à des appels à manifestation d'intérêt.

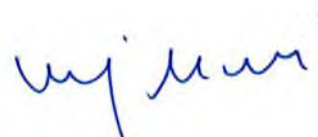
**Le CESECC approuve** l'accompagnement fourni par ce dispositif sur trois ans. En effet, c'est souvent pendant les trois premières années que les difficultés se font jour et font peser un risque sur ces entreprises naissantes. Le type et la durée de cet accompagnement sont donc de nature à sécuriser les entreprises sur la période souvent la plus problématique.

Au regard de la crise sanitaire et économique actuelle, un certain nombre d'entreprises du tissu local risquent de devoir, pour diverses raisons, mettre un terme à leur activité. Dans ce contexte, **le CESECC se félicite** de l'ouverture et de l'opportunité que représente le dispositif CREA'IMPRESSE pour de potentielles reprises d'entreprises, qu'il conviendrait par ailleurs, pour la préservation de notre tissu économique, d'encourager.

Enfin, **le CESECC suggère** que, à l'instar de ce qui est réalisé pour les opérateurs de l'accompagnement, des solutions soient recherchées dans les appels à manifestation d'intérêt pour la fourniture de prestations de services administratifs et comptables, dont les compétences font souvent défaut aux nouveaux micro-entrepreneurs ou nouveaux repreneurs, plus axés sur leur cœur de métier.

La présidente,

Marie-Jeanne NICOLI





Cunsigliu Economicu Sociale di l'Ambiente e Culturale di Corsica  
Conseil Economique Social Environnemental et Culturel de Corse



## AVISU CESEC 2020-78<sup>1</sup>

*Relativu à la  
Rilativu à a*

### **Réduction de l'enveloppe FEDER prévisionnelle de l'accord cadre relatif au déploiement du fonds de garantie bancaire TPE-PME**

*Riduzione di u muntante feder privisiunale di u pattu quattru rilativu a u svugliamentu di u fondu di garanzia bancaria TPE-PME*

**Vu** le Code général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L. 4422-34 à L. 4422-37, R.4422-4 à R. 4425-6 ;

*Vistu u Codice generale di e Cullettività Territoriale, in particolare i so articuli L. 4422-34 à L. 4422-37, R.4422-4 à R. 4425-6 ;*

**Vu** la lettre de saisine du 17 décembre 2020 par laquelle Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Corse demande l'avis du Conseil Economique Social, Environnemental et Culturel de Corse sur la **réduction de l'enveloppe FEDER prévisionnelle de l'accord cadre relatif au déploiement du fonds de garantie bancaire TPE-PME**;

**Après avoir entendu, Monsieur Olivier MOSCONI pour l'Agence du développement économique de la Corse.**

*Dopu intesu, Olivier MOSCONI per l'Agenza di sviluppu economicu di a Corsica*

**Sur rapport de Jean DAL COLLETTO**, pour la commission "Développement économique, tourisme, affaires sociales, emploi et prospective ";

*À nant'à u raportu di Ghjuvan DAL COLLETTO per a Cummissione sviluppu economicu, turismu, affari suciali, impiegu, è pruspettiva»*

<sup>1</sup> **Adopté à la majorité des suffrages exprimés**

**Votants (43)**: ANCHETTI (pouvoir à D.LUCIANI); ANDREANI; ANGELETTI; ARNAUD-SUSINI; BARBE; BATESTINI.A; BATESTINI JP; BOSSART; BRIGNOLE (pouvoir à MARCELLINI-NICOLAI); CASABIANCA; CASANOVA; CESARI A; CESARI J; CHOURY (pouvoir à NICOLI); CUCCHI; DAL COLLETTO; DIPERI; DUBREUIL-VECCHI; FEDI; FRANCESCHI; GIACOMONI; GIANNI; GIUDICELLI; GODINAT (pouvoir à ANDREANI); LUCIANI;D; MARCELLINI -NICOLAI; MATTEI; MAUPERTUIS; MODOLONI MM; NICOLAI; NICOLI; NINU; NOVELLA; O'BINE; PANTALONI-BARANOVSKY; PASQUALI; RIUTORT; ROYER; RUBINI; SALDUCCI; SALVATORINI; SAVELLI; TROJANI

**Contre** : 1 (SAVELLI)

**Abstention** : 4 (BRIGNOLE; CESARI.J; MARCELLINI-NICOLAI; NOVELLA)

**NPAV** : 0

**Pour** : 38



*U Cunsigliu Economicu, Sicial, di l'Ambiente e Culturale di Corsica*  
*Adunitu in seduta pienaria u 21 di dicembre di u 2020,*  
*Prununzia l'avisu chì seguita*

La Collectivité de Corse a approuvé en 2009 la création de Corse Financement ; plateforme régionale de financement visant à soutenir les besoins de financement des entreprises.

L'Agence de Développement Economique de la Corse (ADEC), via cette plateforme, a été chargée de proposer une offre de financements publics à l'attention des entreprises insulaires et des projets innovants, permettant à la fois de répondre aux défaillances de marché et d'animer un écosystème financier.

En novembre 2017, était lancé l'accord-cadre N° 17ADC14 relatif à la sélection d'opérateurs financiers chargés de la mise en œuvre d'instruments financiers (fonds de financement de l'économie) ; son lot numéro 2 concernant précisément la création d'un fonds de garantie bancaire pour les TPE-PME insulaires.

Par signature de l'acte d'engagement relatif à l'accord-cadre n°17MADC 14-2, la CADEC a été sélectionnée comme opérateur financier chargé de la mise en œuvre du fonds de garantie pour les TPE-PME.

L'enveloppe FEDER mobilisée pour la dotation du fonds de garantie a été fixée à 3 M€.

Afin de favoriser une exécution efficiente de l'accord cadre, et au regard d'un risque relevé par la CADEC d'inadéquation entre la durée des crédits d'investissements délivrés aux TPE (au profil moyen d'amortissement de sept ans) et la garantie proposée dans l'accord cadre (d'une durée de cinq ans), la délibération n°19/249 AC du 25 juillet 2019 a approuvé le principe de la conclusion d'un avenant à l'accord cadre portant à 8 ans la durée possible de garantie octroyée dans le cadre du fonds de garantie bancaire TPE-PME.

Aujourd'hui, au regard du montant des contreparties appelées par l'enveloppe FEDER (4,5 M€ d'euros afin de respecter les taux d'intervention de l'axe 3 du Programme opérationnel FEDER 2014-2020 et du document d'orientation et de mise en œuvre), mais également de la durée du marché, les remontées objectives de l'opérateur sélectionné (CADEC) font état, d'une difficulté manifeste à tenir les objectifs de réalisation et de consommation du fonds ainsi doté.

Aussi, afin de pallier ces difficultés objectives qui risquent d'entraver l'exécution du lot 2, une réduction de l'enveloppe prévisionnelle de FEDER mobilisé initialement est envisagée.

Cette possibilité est validée, tant par l'expertise juridique en date du 11 avril 2019 commandée au cabinet d'avocat ERNST & YOUNG, en conformité avec la réglementation s'appliquant aux fonds européens FEDER, que par la réglementation des marchés publics ; en effet :

- La réduction des contributions FEDER n'est pas une modification à l'avantage des titulaires des marchés ;
- Les enveloppes étaient indicatives ;

- La réduction des contributions FEDER ne générera pas de recettes supplémentaires pour les titulaires des marchés ;
- Cette modification ne peut être considérée comme un bouleversement de l'économie générale du contrat en faveur du titulaire.
- La modification envisagée ne modifie pas l'objet du marché et n'a pas pour effet de remplacer le titulaire initial par un nouveau titulaire.

Dès lors, au regard des éléments d'opportunité apportés par la CADEC pour une exécution efficiente du lot 2 relatif au déploiement du fonds de garantie TPE-PME, et des éléments de sécurisation juridiques apportés par l'expertise commandée à cet effet, il est proposé à l'Assemblée de Corse d'approuver :

- La réduction de l'enveloppe FEDER de 3 M€ à 1,2 M€, appelant une contrepartie nationale de 1,8 M€ pour un montant total de dotation du fonds de garantie TPE-PME de 3 M€ ;
- La signature d'un avenant qui permette la révision du plan de financement (la contrepartie nationale sera financée par une dotation de la Collectivité de Corse sur mobilisation des crédits de l'action économique).

**Le CESECC attire à nouveau l'attention, même si les dispositifs ont été fortement améliorés ces dernières années, sur les difficultés parfois rencontrées par les petites structures associatives et entrepreneuriales (représentant 95% du tissu économique de l'île), dans le montage technique (ressources humaines, ingénierie) des dossiers supports à leurs projets.**

**Le CESECC s'interroge sur le manque de prospective, lors de l'évaluation des besoins, de la part du cabinet ERNST & YOUNG relativement au montant de l'enveloppe FEDER mobilisée pour la dotation du fonds de garantie (3M€) ; montant appelant des contreparties financières à hauteur de 4,5 M€.**

**Le CESECC sera attentif à l'utilisation et au redéploiement des 1,8 M€ résultant de la réduction de l'enveloppe FEDER relative au fonds de garantie bancaire pour les TPE-PME insulaires.**

**Le CESECC émet un AVIS FAVORABLE au rapport relatif à la réduction de l'enveloppe FEDER prévisionnelle de l'accord cadre relatif au déploiement du fonds de garantie bancaire TPE-PME.**

La présidente,

Marie-Jeanne NICOLI



Cunsigliu Economicu Sociale di l'Ambiente e Culturale di Corsica  
Conseil Economique Social Environnemental et Culturel de Corse



## AVISU CESEC 2020-79<sup>1</sup>

*Relatif au  
Rilativu à u*

### **Soutien financier 2020 aux médias insulaires Canal Sud Corsica, Télé Paese, Radio Frequenza Nostra et Corsica News**

*Pianu Média & Lingua Corsa" : Sustegnu finanziariu 2020 à i media  
isulani Canal Sud Corsica, Tèlépaese, Radio Frequenza Nostra è Corsica  
News*

**Vu** le Code général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L. 4422-34 à L. 4422-37, R.4422-4 à R. 4425-6 ;

*Vistu u Codice generale di e Cullettività Territoriale, in particulare i so articuli L. 4422-34 à L. 4422-37, R.4422-4 à R. 4425-6 ;*

**Vu** la lettre de saisine du 15 décembre 2020 par laquelle Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Corse demande l'avis du Conseil Economique Social, Environnemental et Culturel de Corse sur le **Soutien financier 2020 aux médias insulaires Canal Sud Corsica, Télé Paese, Radio Frequenza Nostra et Corsica News**;

**Après avoir entendu**, Saveriu LUCIANI, Conseiller exécutif en charge de la politique de la langue corse

*Dopu intesu, Saveriu LUCIANI, Cunsiglieru esecutivu in carica di a pulitica di a lingua corsa*

**Sur rapport de Jean DAL COLLETTI**, pour la commission "Lingua corsa è u so sviluppu ";

*À nant'à u raportu di Ghjuvan DAL COLLETTI per a Cummissione Lingua corsa è u so sviluppu»*

<sup>1</sup> Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

**Votants (43)**: ANCHETTI (pouvoir à D.LUCIANI); ANDREANI; ANGELETTI; ARNAUD-SUSINI; BARBE; BATTESTINI.A; BATTESTINI JP; BOSSART; BRIGNOLE (pouvoir à MARCELLINI-NICOLAI); CASABIANCA; CASANOVA; CESARI A; CESARI J; CHOURY (pouvoir à NICOLI); CUCCHI; DAL COLLETTI; DIPERI; DUBREUIL-VECCHI; FEDI; FRANCESCHI; GIACOMONI; GIANNI; GIUDICELLI; GODINAT (pouvoir à ANDREANI); LUCIANI,D; MARCELLINI -NICOLAI; MATTEI; MAUPERTUIS; MODOLONI MM; NICOLAI; NICOLI; NINU; NOVELLA; O'BINE; PANTALONI-BARANOVSKY; PASQUALI; RIUTORT; ROYER; RUBINI; SALDUCCI; SALVATORINI; SAVELLI; TROJANI

**NPAV** : 0

**Contre** : 0

**Abstention** : 1 (CESARI.J)

**Pour** : 42

*U Cunsigliu Ecunomicu, Sucial, di l'Ambiente e Culturale di Corsica*  
*Adunitu in seduta pienaria u 21 di dicembre di u 2020,*  
*Prununzia l'avisu chì seguita*

Ce rapport concerne 4 propositions de soutien financier à destination de différents médias locaux.

1/ Proposition de convention annuelle d'objectifs et de moyens entre la CdC et « Canal Sud Corsica » dans le cadre du plan « Media è lingua corsa » pour l'année 2020-2021.

Par délibération N° 17/240/AC du 28 juillet 2017, la CdC instaure le plan « Media è lingua corsa » visant à soutenir la promotion et la diffusion de contenus corsophones dans les médias insulaires. La nouvelle convention d'objectifs et de moyens entre la CdC et « Canal Sud Corsica » passée dans ce cadre, porte sur une somme de 70.000 €. L'objectif de participer à la prise en charge financière des intervenants dédiés spécifiquement à la réalisation de programmes en langue corse afin : d'augmenter et de développer la présence et la visibilité de la langue corse à l'antenne et sur les supports de diffusion multimédias.

2/ Proposition d'avenant financier à la convention d'objectifs et de moyens quadriennale N° CONV18SACI106 entre la CdC et la chaîne Tele Paese 2018 – 2021.

Comme prévu par l'article 7 de la convention actée par délibération en Assemblée de Corse N° 18/388/AC du 25 octobre 2018, une subvention complémentaire peut être versée à la chaîne par la Direction de la langue corse. A ce titre, la chaîne a sollicité une subvention d'un montant de 40.000 € afin de soutenir la production de programmes et émissions en langue corse et de favoriser la publication d'articles en langue corse sur le nouveau média numérique « Stampa Paese » et d'encourager la formation en langue corse de l'ensemble du personnel. Le président du Conseil exécutif propose de faire droit à cette demande.

3/ Aide à l'intégration de la langue corse dans les programmes de la radio Frequenza Nostra.

Cette radio entend développer un programme d'émissions en langue corse pour lequel elle sollicite une aide de 20.000 € sur un coût total de 51.418.98 €. Cette demande est conforme à la fiche 8.2 du règlement des aides.

4/ Aide à la SARL Corsica News pour la réalisation et la diffusion numérique d'un journal audiovisuel en langue corse.

Nouveau média, Corsica News prévoit de diffuser une émission d'information quotidienne intégralement en langue corse pour une durée annuelle de 10 heures, de constituer un outil de communication et de mettre en ligne des ressources (documentation pédagogique notamment). Le coût total du projet est chiffré à 83.160 €. Corsica News demande une participation de la CdC à hauteur de 49.000 €. Cependant, au titre de la fiche 8.2 du règlement des aides, la CdC ne peut intervenir que dans la limite de 20.000 €. C'est pourquoi, et à titre exceptionnel et par dérogation compte tenu de l'intérêt du projet, la CdC souhaite porter sa participation à 22.900 €.

**Le CESECC demande** à disposer des bilans des organismes bénéficiaires de subventions de manière à éclairer ses débats et prises de position.

**Le CESECC souhaite** que les médias locaux continuent leur travail de représentation de la « spalluzzera » dans leurs programmes.

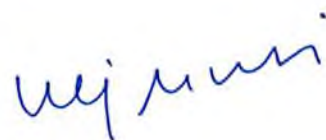
**Le CESECC suggère** que le domaine de la langue corse soit intégré à la convention et ne soit donc plus l'objet d'avenants.

**Le CESECC encourage** les initiatives d'ouverture de l'espace linguistique vers le monde italo-roman.

**Le CESECC émet** un avis favorable à ce rapport.

**La présidente,**

**Marie-Jeanne NICOLI**



## AVISU CESEC 2020-80<sup>1</sup>

*Relatif aux  
Rilativu à i*

### **Avenants n<sup>o</sup>4 aux conventions conclues entre l'Académie de Corse, GIPACOR et la CDC relatives à la mise en œuvre du grand plan de formation des enseignants du 1er degré pour l'enseignement en langue corse de janvier à juin 2021 dans le cadre du dans le cadre du CPER**

*Mudificazioni n<sup>o</sup>4 à i cunvanzioni Accademia di Corsica, GIPACOR è a CDC rilativi à a missa in opara di u gran pianu di furmazioni di l'insignanti di u Imu gradu in lingua corsa, da ghjinnaghju à ghjungnu 2021, in u quadru di u CPER*

**Vu** le Code général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L. 4422-34 à L. 4422-37, R.4422-4 à R. 4425-6 ;

*Vistu u Codice generale di e Cullettività Territoriale, in particolare i so articuli L. 4422-34 à L. 4422-37, R.4422-4 à R. 4425-6 ;*

**Vu** la lettre de saisine du 15 décembre 2020 par laquelle Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Corse demande l'avis du Conseil Economique Social, Environnemental et Culturel de Corse aux **Avenants n<sup>o</sup>4 aux conventions conclues entre l'Académie de Corse, GIPACOR et la CDC relatives à la mise en œuvre du grand plan de formation des enseignants du 1er degré pour l'enseignement en langue corse de janvier à juin 2021 dans le cadre du dans le cadre du CPER ;**

**Après avoir entendu**, Saveriu LUCIANI, Conseiller exécutif en charge de la politique de la langue corse

*Dopu intesu, Saveriu LUCIANI, Cunsiglieru esecutivu in carica di a pulitica di a lingua corsa*

**Sur rapport de Denis LUCIANI**, pour la commission "Lingua corsa è u so sviluppu";

*À nant'à u raportu di Diunis LUCIANI per a Cummissione Lingua corsa è u so sviluppu»*

<sup>1</sup> Adopté à l'unanimité

**Votants (43)**: ANCHETTI (pouvoir à D.LUCIANI); ANDREANI; ANGELETTI; ARNAUD-SUSINI; BARBE; BATTESTINIA; BATTESTINI JP; BOSSART; BRIGNOLE (pouvoir à MARCELLINI-NICOLAI); CASABIANCA; CASANOVA; CESARI A; CESARI J; CHOURY (pouvoir à NICOLI); CUCCHI; DAL COLLETO; DIPERI; DUBREUIL-VECCHI; FEDI; FRANCESCHI; GIACOMONI; GIANNI; GIUDICELLI; GODINAT (pouvoir à ANDREANI); LUCIANI;D; MARCELLINI -NICOLAI; MATTEI; MAUPERTUIS; MODOLONI MM; NICOLAI; NICOLI; NINU; NOVELLA; O'BINE; PANTALONI-BARANOVSKY; PASQUALI; RIUTORT; ROYER; RUBINI; SALDUCCI; SALVATORINI; SAVELLI; TROJANI

*U Cunsigliu Economicu, Sucial, di l'Ambiente e Culturale di Corsica*  
*Adunitu in seduta pienaria u 21 di dicembre di u 2020,*  
*Prununzia l'avisu chì seguita*

L'article L4424-5 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que l'Assemblée de Corse adopte un plan de développement de la langue et de la culture corse. Ce dernier a été adopté par délibération N°15/083 AC en 2015.

Ce plan présente des mesures novatrices propres à soutenir une progression constante de l'enseignement de la langue corse par l'augmentation du nombre d'enseignants et leur formation. Par ailleurs, la thématique « langue corse » est inscrite au CPER adopté par délibération N° 15/253 AC.

Les modalités d'application de ce plan devront faire l'objet de conventions, ayant été adoptées par pour la période 2016 – 2021 et renouvelables annuellement.

En 2017, en 2018, puis en 2019, la Collectivité de Corse, l'Académie de Corse et le GIPACOR, ont été favorables au prolongement de ces conventions, c'est pourquoi il est proposé un 4<sup>ème</sup> avenant pour le prolongement relatif à la période allant de janvier à juin 2021.

Cet avenant prévoit un financement à hauteur de 115.029,51 € dans l'objectif de réaliser 5 stages à destination de 67 enseignants stagiaires.

**Le CESECC estime** qu'il est nécessaire de disposer du bilan précis et à jour de la mise en œuvre de ce plan de formation avec, notamment, le nombre d'habilités qui sont effectivement en classe bilingue.

**Le CESECC s'inquiète** du statut professionnel précaire des personnels remplaçants des enseignants bilingues en formation.

**Le CESECC s'interroge** sur l'employabilité des contractuels durant la crise sanitaire afin d'éviter le risque qu'ils soient détournés de leurs mission première.

**Le CESECC souhaite**, par ailleurs, que la CdC porte une attention particulière à la condition des intervenants en langue corse afin d'élargir leur champ d'action et d'améliorer leur statut.

**Le CESECC suggère** de remettre en place, dans le cadre de ce plan, des formations à l'enseignement immersif

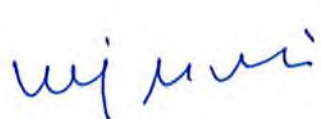
**Le CESECC attire** l'attention sur le fait que ce *Grand Plan De Formation* ne doit pas se substituer au Plan Unique de Formation, lequel doit assurer sa part de formation continue également dans le domaine de la langue corse, comme prendre en charge la formation statutaire des nouveaux habilités.

**Le CESECC demande** qu'un plan de formation identique soit mis en place pour l'enseignement du second degré.

**Le CESECC, conscient de l'impact positif de ce plan sur l'enseignement de la langue corse, émet un avis favorable à ce rapport.**

**La présidente,**

**Marie-Jeanne NICOLI**





LES ACTES ADMINISTRATIFS DANS CE RECEUIL

PEUVENT ETRE CONSULTES A :

**L'HOTEL DE LA COLLECTIVITE DE CORSE**

**ROND POINT DU MARECHAL LECLERC**

**20405 BASTIA CEDEX 9**

**OU**

**A L'HOTEL DE LA COLLECTIVITE DE CORSE**

**22 COURS GRANDVAL**

**BP 217**

**20187 AJACCIO CEDEX 1**